THÈSE DE DOCTORAT

Analyse du capital territorial par la perspective du capital social en Albanie

Etude de deux districts ruraux : Gjirokastër au sud et Pukë au nord

---

Présentée en vue de l'obtention du grade de docteur
en **Géographie et Aménagement de l'Espace** de **Université de Montpellier 3 – Paul Valery**

Ecole Doctorale n°60 – Territoires, Temps, Société et Développement

Présentée par **Elda MUCO**

Dirigée par **Marc DEDEIRE**
Co-dirigée par **Mélanie REQUIER-DESJARDINS**

Soutenue publiquement **04 AVRIL 2024** devant le jury composé de

Véronique THIREAU Professeure, Université de Nîmes	Rapporteure
Laurent RIEUTORT Professeur, Université de Clermont Auvergne	Rapporteur
Pascale MOITY-MAIZI Professeure, Institut Agro - Montpellier	Examinatrice
Elena KOKTHI Maître de Conférences, Université Agricole de Tirana	Examinatrice
Guillaume LACQUEMENT Professeur, Université Via Domitia Perpignan	Examinateur
Mélanie REQUIER-DESJARDINS Maître de Conférences, CHEAM-IAMM	Co-directrice de thèse
Marc DEDEIRE Professeur, Université Paul-Valéry Montpellier 3	Directeur de thèse

THÈSE DE DOCTORAT

Analyse du capital territorial par la perspective du capital social en Albanie

Etude de deux districts ruraux : Gjirokastër au sud et Pukë au nord

---

Présentée en vue de l'obtention du grade de docteur
en **Géographie et Aménagement de l'Espace** de **Université de Montpellier 3 – Paul Valery**

Ecole Doctorale n°60 – Territoires, Temps, Société et Développement

Présentée par **Elda MUCO**

Dirigée par **Marc DEDEIRE**
Co-dirigée par **Mélanie REQUIER-DESJARDINS**

Soutenue publiquement **04 AVRIL 2024** devant le jury composé de

Véronique THIREAU Professeure, Université de Nîmes	Rapporteure
Laurent RIEUTORT Professeur, Université de Clermont Auvergne	Rapporteur
Pascale MOITY-MAIZI Professeure, Institut Agro - Montpellier	Examinatrice
Elena KOKTHI Maître de Conférences, Université Agricole de Tirana	Examinatrice
Guillaume LACQUEMENT Professeur, Université Via Domitia Perpignan	Examinateur
Mélanie REQUIER-DESJARDINS Maître de Conférences, CHEAM-IAMM	Co-directrice de thèse
Marc DEDEIRE Professeur, Université Paul-Valéry Montpellier 3	Directeur de thèse

Comité de suivi individuel

Le **comité de suivi individuel** (CSI) est déterminé par l'article 11 de l'arrêté du 26 août 2022 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 : *« Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et de la convention de formation ».*

Le rôle du comité de suivi individuel est d'assurer un accompagnement du doctorant pendant toute la durée du doctorat au regard de la charte de la convention de formation.

Pour la préparation de cette thèse, le comité de suivi individuel a été composé de :

Pascal Chevalier Professeur, HDR, Université de Montpellier 3 – Paul Valery	Membre spécialiste de la discipline ou en lien avec le domaine de thèse
Fatima EL HADAD-GAUTHIER Maître de Conférences, Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, CIHEAM-IAMM	Membre extérieur à l'établissement dans lequel s'est déroulée la thèse
Guillaume LACQUEMENT Professeur, HDR, Université de Perpignan – Via Domitia	Membre spécialiste de la discipline ou en lien avec le domaine de thèse
Elena KOKTHI Maître de Conférences, Université Agricole de Tirana	Membre extérieur à l'établissement dans lequel s'est déroulée la thèse

Les comités de suivi individuel se sont déroulés :

- **Le 08/07/2020**
- **Le 24/06/2021**
- **Le 20/06/2022**
- **Le 07/09/2023**

Résumé

Le capital territorial (KT) est un concept récent, utilisé pour la première fois par la Commission européenne dans les politiques de développement régional. Bien que dans la littérature ce concept soit pris en compte dans le contexte régional, il peut également être appliqué à des échelles plus petites telles que les zones rurales. Il couvre trois dimensions du développement socio-économique d'un territoire : les ressources matérielle et immatérielle, le capital social (KS) entre les individus engagés dans le processus de développement, et la gouvernance territoriale (TG). Le capital territorial explore la capacité des communautés locales à élaborer des stratégies de développement et à générer de nouvelles ressources territoriales exploitables dans un contexte concurrentiel. Cette approche suppose que les territoires offrent des opportunités de développement qui, par le biais d'interventions sociales, peuvent être transformées en actifs économiques ou en sources de valeur. Dans cette thèse, nous examinons le capital territorial dans le contexte de produits agricoles spécifiques (fromage et produits non ligneux) associés à des ressources forestières et pastorales (capital naturel) abondantes, qui nécessitent une forme de gouvernance territoriale, un savoir-faire local (capital humain) et des réseaux de coordination entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux (KS) dans deux zones rurales en Albanie. La méthodologie utilisée dans cette recherche est une approche multi-acteurs basée sur la méthode MCM (Méthode de capitaux multiples). Des guides d'entretien et des questionnaires semi-structurés sont utilisés pour examiner l'accès au capital naturel (KN), les caractéristiques et l'évolution du savoir-faire local (KH), ainsi que la volonté de coopération et d'action collective (KS) entre les membres de la communauté, les entités gouvernementales et les acteurs associatifs. Les résultats montrent que le capital social façonne le capital naturel et humain. Les ressources forestières et pastorales sont gérées par une combinaison de réglementations légales et de droits d'accès coutumiers, ce qui complexifie le capital social et son efficacité sur l'utilisation du capital naturel et la performance des filières locales associées. La dualité d'accès nécessite la mobilisation et la coordination des acteurs locaux pour exploiter efficacement ces ressources communes abondantes de chaque territoire. L'organisation des acteurs dépend également d'intérêts symétriques (norme de réciprocité et d'action collective), de valeurs et de normes communes (traditions, culture, connaissances, confiance, *etc.*), ainsi que de diverses formes de proximité (géographique et organisationnelle) qui favorisent collectivement un sentiment de confiance mutuelle. Les traditions locales liées à l'utilisation des ressources à différentes fins (fromage et produits non ligneux) dans chaque région sont principalement ancrées dans les connaissances traditionnelles héritées et transmises de génération en génération. Le capital humain se construit grâce à cet héritage et au soutien d'acteurs extérieurs. La notion de capital territorial est, alors, abordée comme une façon d'articuler la gestion des ressources forestières et pastorales intégrée dans la notion de capital naturel, la valorisation (KH) en produit alimentaire, et la mobilisation des acteurs du territoire, autour de ces ressources, intégrée dans la notion de capital social.

Mots clés : Capital territorial, capital naturel, capital humain, capital social, zones rurales, Albanie

Abstract

Territorial capital (KT) is a recent concept, first used by the European Commission in regional development policies. Although in the literature this concept is considered in the regional context, it can also be applied to smaller scales such as rural areas. It covers three dimensions of a territory's socio-economic development: tangible and intangible resources, social capital (KS) between individuals involved in the development process, and territorial governance (TG). Territorial capital explores the ability of local communities to draw development strategies and generate new territorial resources that can be exploited in a competitive context. This approach assumes that territories provide development opportunities that, through social interventions, can be transformed into economic assets or sources of value. In our case, we examine KT within the context of specific agricultural products (cheese and non-timber products) associated with forest and pastoral resources (natural capital KN) that require a form of TG, local know-how (human capital KH), and coordination networks between governmental and non-governmental actors (KS) in two rural areas in Albania. The methodology chosen for this research is a multi-actor approach based on the MCM method (Multi capitals method). We used interview guides and semi-structured questionnaires to examine the access of KN, the characteristics and evolution of local know-how, and the willingness for cooperation and collective action between community members, government bodies and associative actors. The results show that social capital shapes natural and human capital. In Albania, forestry and pastoral resources are managed by a combination of legal regulations and customary access rights, which complicates social capital and its effectiveness on the use of natural capital and the performance of associated local value chains. The duality of access requires the mobilization and coordination of local actors to effectively exploit the abundant common resources of each territory. Stakeholder organization also depends on symmetrical interests (norms of reciprocity and collective action), shared values and norms (traditions, culture, knowledge, trust, *etc.*), and diverse forms of proximity (geographical and organizational) that collectively foster a sense of mutual trust. Local traditions linked to the use of resources for different purposes (cheese and non-timber products) in each region are mainly rooted in traditional knowledge inherited and passed down from generation to generation. Human capital is built up thanks to this heritage and the support of external players. The notion of territorial capital is approached as a way of articulating the management of forest and pastoral resources integrated into the notion of natural capital, the valorization into food products (KH), and the mobilization of local actors around these resources, integrated into the notion of social capital.

Keywords: Territorial capital, natural capital, human capital, social capital, rural areas, Albania

Remerciements

Au bout de ce parcours, rempli de hauts et de bas, je suis reconnaissante à toutes les personnes qui ont été à mes côtés, à celles qui m'ont encouragée et à celles qui m'ont rejointe au cours de ces dernières années. Vous êtes tellement nombreux que je ne peux pas tous vous citer.

En premier lieu, je souhaite exprimer ma sincère gratitude envers mes directeurs, Mélanie Requier-Desjardins et Marc Dedeire, pour la confiance et le soutien qu'ils m'ont accordés tout au long de ces années. Cette thèse n'aurait pas être possible sans vos conseils et vos recommandations. Je vous suis reconnaissante pour votre encadrement professionnel, pour le temps que vous m'avez consacré au cours de ces années, l'énergie et ainsi que pour votre bonne volonté de partager vos connaissances avec moi. Les orientations que vous m'avez apportées pour suivre une voie de recherche digne et professionnelle resteront ancrées en moi bien après la fin de mon doctorat.

Je tiens également à exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude à Elena Kokthi, qui m'a supervisée pendant mon stage de Master et m'a fait découvrir le concept de capital social. Ta contribution à la thèse est inestimable. Je te suis particulièrement reconnaissante pour tes conseils et ta confiance depuis 2019. Merci également d'avoir accepté de faire partie du comité de thèse et du jury.

J'adresse mes remerciements et ma gratitude aux rapporteurs de cette thèse, Véronique Thireau et Laurent Rieutort, ainsi qu'aux membres du jury : Pascale Moity-Maizi, Elena Kokthi et Guillaume Lacquement pour avoir accepté de lire et évaluer mon travail. Votre expertise et vos remarques sont d'une grande importance pour l'achèvement de cette thèse.

Mes plus vifs remerciements s'adressent également aux membres du comité de suivi de la thèse : Elena Kokthi, Fatima El Hadad Gauthier, Guillaume Lacquement et Pascal Chevalier pour tous les conseils utiles que vous m'avez donnés au cours de ces quatre comités de thèse.

Mes remerciements vont aux institutions d'accueil, le CIHEAM-IAMM et l'Université de Montpellier 3, à travers le laboratoire LAGAM et toutes les personnes admirables que j'ai connues dans ces deux institutions. Je tiens à remercier tout particulièrement Magali pour tout

le soutien et la motivation qu'elle m'a apportés. Je tiens à remercier Yamina pour avoir lu et corrigé ma thèse. Je remercie également Jean Philipe pour son soutien dans la cartographie.

Je veux bien à remercier tous les acteurs (gouvernementaux et non gouvernementaux) de Pukë et Gjirokastër pour leur participation à la thèse. Sans les informations que vous avez fournies, cette thèse n'aurait pas été possible. Je tiens à remercier le personnel d'AgroPuka : Sabah, Nexhmije, Shrina, Alida et Vullnet pour leur aide et leur assistance. Je remercie tout particulièrement Bitila et son fils Arbi pour leur accueil à Gjirokastër. Merci pour le soutien et l'amour que vous me donnez encore aujourd'hui.

Merci aux doctorants du LAGAM et de l'IAMM pour la richesse de nos échanges. Vous avez été une grande source de soutien et d'amitié pendant ces années.

Mes remerciements vont à mes anciens et nouveaux amis, tant en Albanie qu'en France, qui ont une grande valeur. Vous êtes nombreux, et bien que je ne puisse citer tous vos noms, je tiens à exprimer ma profonde gratitude de vous avoir dans ma vie. Cela inclut mes amis à vie et ceux que j'ai eu le plaisir de rencontrer à Montpellier. Merci d'avoir été là, tout simplement.

Enfin, je tiens à remercier ma famille, mon plus grand soutien pour mener à bien cette étude et réaliser mes rêves. Merci d'avoir cru en moi et d'avoir été là pour moi dans tous les bons et mauvais moments de ces années.

Financement

Ce projet de thèse a bénéficié d'un financement accordé par le CIHEAM de Montpellier dans le cadre du programme des bourses pour les doctorants de pays membres. Fondé en 1962, le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), est une organisation intergouvernementale méditerranéenne composée de 13 États membres (Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie). Elle est composée de quatre centres de recherche et de l'enseignement à savoir CIHEAM Bari (Italie), CIHEAM Chania (Grèce), CIHEAM Zaragoza (Espagne) et CIHEAM Montpellier (France).

Les missions de terrains et les déplacements ont été financés par l'Ecole doctorale 60, le laboratoire LAMES du CIHEAM de Montpellier et par le programme d'échange Erasmus entre CIHEAM de Montpellier et l'Albanie.

Enfin, la thèse a fait l'objet d'une relecture en français par Yamina DJENKAL, financée par le laboratoire de rattachement (LAGAM).

Sommaire

Résumé **7**

Remerciements **9**

Abréviations **13**

Glossaire **15**

Introduction Générale **16**

Première partie : Albanie – une ruralité singulière dans un territoire régional en transition **24**

Chapitre 1 : Contexte politique et économique en Albanie : une trajectoire historique de changements majeurs qui ont impacté la cohésion rurale 26

Chapitre 2 : Dynamique territoriale en Albanie : vers une transition duale en perspective - regards croisés sur les districts de Pukë et de Gjirokastër 80

Chapitre 3 : L'espace rural en Albanie : une ruralité qui questionne 134

Deuxième Partie : Une méthodologie basée sur le Capital Territorial **182**

Chapitre 4 : Le capital territorial, dispositif conceptuel et méthodologique pour appréhender la ruralité dans les deux terrains 184

Chapitre 5 : Protocole de terrain pour caractériser le capital territorial à Pukë et à Gjirokastër 223

Troisième partie : L'approche du développement territorial par la mobilisation du capital social et des ressources **285**

Chapitre 6 : La gouvernance territoriale des ressources communes et l'émergence des nouveaux acteurs spatialisés 287

Chapitre 7 : Capital social et ressources forestières et pastorales : du vivre ensemble au produire ensemble 340

Chapitre 8 : Le capital social comme vecteur du développement territorial : une approche par les réseaux sociaux et la proximité 384

Conclusion générale **441**

Références **452**

Figures **480**

Graphiques **486**

Cartes **488**

Encadrés **493**

Annexe **494**

Table des matières **553**

Abréviations

AKP – Agence National des Forêts

AKZM – Agence Nationale des Aires Protégées

AMT – Aménagement du territoire

ANFI – Inventaire National des Forêts en Albanie

ARZM – Agence Régionale des Aires Protégées

ASA - Accord de Stabilisation et d`Association

BM – Banque Mondial

CEE – Europe Central et d'Est

GoA – Gouvernement Albanaise

GT – Gouvernance Territoriale

IG – Indication Géographique

KH – Capital Humain

KN – Capital Naturel

KS – Capital Social

KT – Capital Territorial

MBZHR – Ministère d'Agriculture et de Développement Rural

MTM – Ministère de Tourisme et d'Environnement

NjQV – Njesi te Qeverisje Lokale

OCDE – L'Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB – Produit Intérieur Brut

PFNL – Produits Forestières Non-Ligneux

RAT – Réforme Administrative et Territoriale

SAU – Surface Agricole Utile

UA- Unités Administratives

UE – Union Européen

URSS – Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Glossaire

Shqiperi – Nom du Pays (Albanie) dans la langue nationale

Njesi te Qeverisje Lokale - sont des unités locales pour lesquelles la réforme de décentralisation a été appliquée. Il s'agit des municipalités avec la nouvelle réforme territoriale en Albanie (2014)

Bashki – la municipalité est une unité administrative locale, actuellement composé des unités plus petits appelé « Njesi Administrative (LAU2) » qui ont replacé les anciennes communes.

Njesi Administrative – est une unité administrative composé par un groupe de village qui partagent des limites géographiques entre eux.

Fis – structure sociale équivalente en française avec celle du lignage ou parenté

Fshatra fushor – villages situés dans les plaines avec un meilleur accès à la terre

Fshatra malor – village situé sur un terrain vallonné et montagneux avec un accès limité à la terre.

Gjirokastrite – les habitants des Gjirokastër

Pukjane – les habitants de Pukë

Cungishte - Forêt constituée de bois d'origine végétale

Trungishte - Forêt composée d'arbres issus de graines

Baxho – Terme utilisé dans la langue nationale pour désigner la fromagerie. Les producteurs de fromage sont appelés « *baxhoxhinj* » et la fromagerie « *Baxho* ».

Stan - désigne les bâtiments conçus pour le bétail (étable). Le mot « *stan* » peut également être utilisé pour désigner un lieu ouvert (parcelle) où paît un troupeau, appartenant à un certain individu et situé dans une parcelle clôturée ou délimitée. On utilise le mot « *stan* » lorsque le troupeau reste longtemps au même endroit.

Introduction Générale

Cette thèse examine les enjeux du développement territorial – capacité des acteurs à maîtriser l'évolution de leur territoire ((Deffontaines et al., 2001) - particulièrement dans les territoires à prédominance rurale, à travers une approche ascendante et mobilise la notion du capital territorial (KT). Le KT, en tant qu'ensemble des ressources et des capitaux présents dans un territoire (Camagni, 2009), devient un moyen pertinent pour étudier le développement territorial basé sur la spécificité (Pecqueur, 2013a, 2022; Pecqueur & Gumuchian, 2007) et la création de ressources territoriales propres. Ces ressources résultent d'un processus collectif et intentionnel mis en œuvre par les acteurs locaux, mobilisées dans une dynamique d'appropriation et de valorisation (François et al., 2013). Dans un contexte d'abondance des ressources forestières et pastorales, cette étude propose la création des ressources territoriales spécifiques en les activant et en les transformant en produits alimentaires par les acteurs locaux.

La thèse se déroule dans un contexte particulier au sein d'un pays *post*-socialiste, qui s'inscrit dans le cadre de la pré-adhésion à l'Union Européen (UE). En 2014, l'Albanie a entamé une nouvelle phase de changements avec l'obtention du statut de pays candidat pour rejoindre l'UE. Cette période a été marquée par des changements politiques et de nouvelles réformes en matière d'aménagement et de développement territorial. Pour ce petit pays, doté de singularités, le processus de pré-adhésion représente l'événement le plus important depuis le démantèlement du communisme. « **On veut l'Albanie en Europe** » était le slogan des jeunes albanais en décembre 1990, lorsqu'ils ont renversé le buste du dictateur Hoxha, marquant ainsi la fin de 45 années de fermeture du pays.

L'Albanie est un pays aux géographies contrastées, situé au centre de l'Europe et faisant partie de la péninsule des Balkans. Elle est caractérisée par des terrains montagneux et, reste entièrement méconnue de l'Occident jusqu'en 1990. A la fin de cette année-là, le pays entame son parcours vers une économie de marché et adopte un système politique pluraliste, mettant ainsi fin au communisme en Europe. Ce cheminement est accompagné de défis économiques, sociaux et territoriaux. Le pluralisme politique est caractérisé par une instabilité et des changements fréquents de gouvernement au cours de la première décennie. Le secteur agricole et rural est également délaissé, car le nouveau système en place s'intéresse d'avantage aux zones urbaines (Jarne, 2018).

Les zones rurales en nécessité d'organisation

Les zones rurales des pays *post*-socialistes sont bouleversées par le déclin du système socialiste qui représentait un modèle global d'organisation sociale et économique (Maurel & Lacquement, 2007). Cela s'observe par exemple en Albanie par une forte diminution de la population rurale, passant de 65 % en 1992 à 46,5 % en 2012, à 36% en 2022[1]. Ces zones, habituées à une planification collective descendante, à la fin des années 90, se sont retrouvées déconnectées des politiques de planification, sans réforme agraire ni pouvoir public pour les organiser (Dedeire & Maciulyte, 2012). La crise agricole, le recul de la production, la prédominance d'une agriculture de subsistance ou encore l'exode rural caractérisent ces pays après la chute de l'influence communiste (Maurel & Lacquement, 2007). C'est le cas pour Albanie, qui a connu le communisme le plus strict et le plus rigide en Europe, et qui n'a guère connu de modèles démocratiques véritables et d'auto-organisation, ni avant le communisme, ni après (Holland, 1998), représentant ainsi une forme complètement nouvelle pour l'Albanie.

Exode rural prononcé dans les zones rurales de montagnes

Cet exode rural plus prononcé dans les zones de montagne est une réponse aux conditions difficiles d'accès aux services et, surtout, à la disponibilité limitée de terres arables, représentant moins de 19 % de la superficie totale de ces zones (Civici, 2003; Guri et al., 2015; Kodderitzsch, 1999). Outre le fait que ces zones doivent faire face à des événements sociaux tels que le vieillissement de la population, l'exode rural, la pauvreté, *etc.*, elles disposent, également, de moins de capitaux (Campagne & Pecqueur, 2014). En effet, pendant longtemps, les territoires montagneux ont été considérés comme des territoires fragiles et peu développés en raison de deux tendances principales (Rieutort, 2020 p. 31):

- D'une part, la concentration des populations et des activités dans les plaines et les zones côtières, où se trouvent les grandes zones métropolitaines, tandis que les régions montagneuses « *périphériques* » souffrent de déclin démographique et économique en raison de leur éloignement et de dynamiques socio-économiques défavorables ;
- D'autre part, l'assimilation de la montagne à la ruralité et, à l'agriculture et à la forêt, voire à une notion contestable de « nature », entraînant des perceptions erronées quant

[1] https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=AL

à un supposé retard économique, social et culturel, ou à une vision d'un « espace sauvage » dépourvu de vie sociale.

En revanche, le processus de « mondialisation » et de « « métropolisation » des dernières décennies, ainsi que les questions et préoccupations liées à l'environnement et au changement climatique, ont complètement modifié la vision des modèles de production et la façon de penser les zones montagneuses (Rieutort, 2020). L'approche du développement territorial endogène par des actions ascendantes a orienté les politiques publiques vers les communautés locales et des modèles plus durables tout en mettant l'accent sur les ressources territoriales (ressources naturelles, savoir-faire, réseau de coordination, *etc.*) (Campagne & Pecqueur, 2014; Lacquement & Chevalier, 2016; Pecqueur, 2006; Rieutort, 2020). Selon ces mêmes auteurs, ces espaces ont trouvé leur propre mode de développement, basé sur la valorisation de leurs ressources territoriales et sur de nouvelles formes de coopération et de coordination des acteurs territoriaux. Ils sont devenus des espaces de référence pour l'application de modèles alternatifs de développement territorial spécifique (Campagne & Pecqueur, 2014; Pecqueur, 2022; Rieutort, 2020). C'est à travers cette approche centrée sur les ressources que nous interrogeons le développement territorial de ces zones.

Des ressources naturelles abondantes

L'Albanie, à part son histoire de changements fréquents, qui a affaibli l'appartenance territoriale, dispose d'une position géographique et économique importante. Elle est située au centre de la péninsule Balkanique, connue pour son territoire montagneux accidenté et pour le développement des activités de montagne. Le pays s'étend sur une superficie de 28 748 km^2, principalement couvert de forêts et de pâturages, représentant respectivement 41,6 % et 16 % de la superficie totale (MBZHR, 2020). Les terres arables ne représentent que 24 % (*Ibid.*). Le pays, bordé par la mer Méditerranée sur une longueur de 476 km, est également doté de nombreuses ressources en eau, incluant des lacs naturels couvrant au total 1 210 km^2, ainsi que de multiples rivières transfrontalières (*Ibid.*). La biodiversité est également remarquable, avec une variété d'écosystèmes tels que des arbustes à feuilles larges, des forêts feuillues, des forêts de pins, des prairies, des pâturages alpins et subalpins, ainsi que des écosystèmes de haute montagne (*Ibid.*). En plus, l'Albanie est récente dans son économie de marché et, ses ressources naturelles sont peu impactées par le développement industriel, ce qui constitue une opportunité pour l'action publique de mettre en œuvre des politiques environnementales plus durables dans le but de réduire les disparités régionales.

Proposition scientifique de la thèse

Pour faire face aux enjeux vécus par les zones rurales, nous proposons comme réponse, à travers de cette thèse, la mobilisation des ressources (le capital territorial) par les acteurs locaux (capital social) dans deux territoires ruraux montagneux en Albanie. La notion de capital territorial a été introduite dans les années 2000 par l'UE en réponse à la diminution des ressources tangibles au sein de l'UE et comme proposition de développement territorial axé sur l'offre (OCDE, 2001). Ensuite, cette notion a été étudiée par les chercheurs du développement territorial, qui ont proposé des modèles adaptés aux ressources propres à chaque territoire (Camagni, 2009; Capello et al., 2011; Lacquement & Chevalier, 2016; Pecqueur, 2013a; I. B. Tóth, 2011). Cela implique que chaque territoire possède des ressources tangibles et intangibles (OCDE, 2001), qui, si elles sont utilisées de manière propice, peuvent devenir des ressources territoriales spécifiques et agir comme vecteur du développement territorial. Dans cette pensé, l'approche du KT permet d'explorer deux dimensions essentielles du développement territorial au cœur de cette étude : la capacité des sociétés à s'organiser en réseaux de coopération (l'un des moteurs du capital social) et à collaborer dans la création et la gestion de ressources localisées en vue du développement territorial (Lacquement & Chevalier, 2016). Le KT est intégré dans la thèse en tant que cadre conceptuel et méthodologique, facilitant la connexion entre les différents capitaux présents dans un territoire. Nous étudions ce capital dans deux contextes ruraux hétérogènes : l'un étant enclavé (Pukë) et l'autre plus ouvert et diversifié (Gjirokastër).

Problématique et questions de recherche

Le Capital Territorial (KT), pivot central de notre thèse, est, alors, délibérément incorporé en tant que mécanisme d'articulation de capital naturel (ressources forestières et pastorales), de capital humain (savoir-faire), et de capital social, à travers les stratégies locales d'utilisation, de transformation et de valorisation de produits dérivés issus de ces ressources dans les deux zones. Il est analysé, dans chacune d'elles, en tenant compte de l'abondance des ressources forestières et pastorales communes (KN) qui façonnent la ruralité et la vie des communautés locales, leur économie et leur structure sociale étant étroitement liées à ces ressources. L'appropriation et la valorisation de ces ressources en produits agroalimentaires (PFNL et fromage) est liée au capital humain (KH) riche et représentent un potentiel pour chaque zone en termes de revenus, de diversification, d'identité et d'ancrage territorial. Ce capital humain est analysé dans la thèse comme des ressources activables, capables de construire un patrimoine alimentaire, à travers la valorisation et la reconnaissance de savoir-faire présentes dans chaque zone (Moity-Maïzi &

Bouche, 2008). Ces deux capitaux nécessitent l'organisation des communautés locales (capital social) pour les exploiter et pour créer des ressources territoriales spécifiques. La ressource territoriale augmente l'attractivité territoriale (Camagni, 2009), renforce l'ancrage territorial (Lacquement & Chevalier, 2016) et peut être considérée comme un vecteur du développement territorial (Pecqueur, 2022; Pecqueur & Gumuchian, 2007). Nous nous interrogeons, alors, sur l'hypothèse que l'activation et l'utilisation appropriée de ces éléments du KT influencent les stratégies de développement territorial dans les deux zones à savoir Pukë au nord et Gjirokastër au sud de l'Albanie. Ainsi, à travers le KT, l'idée centrale est de questionner la capacité des communautés rurales en Albanie à élaborer des stratégies ascendantes de développement territorial. L'objectif de la thèse est, alors, d'étudier les modes d'organisation sociale (le capital social) dans ces deux contextes ruraux, pour des produits différents mais qui mobilisent les mêmes ressources naturelles et humaines. Nous analysons la capacité des acteurs locaux à entreprendre des projets de développement, en utilisant les ressources naturelles données, les connaissances héritées et acquises mais aussi les liens sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de leur cercle territorial. Pour répondre à notre objectif, la question de recherche posée est :

- Dans quelle mesure le capital social est-il un élément déterminant pour l'activation du capital territorial dans un contexte rural caractérisé par l'abondance de ressources naturelles ?

Avec deux sous-questions :

- Le capital social diffère-t-il en fonction de l'activité ?
- La position géographique d'un territoire (isolement versus ouverture) affecte-t-elle le type de capital social ?

Pour réaliser cette étude, une méthodologie basée sur la méthode des capitaux multiples (Garrabé & Feschet, 2013; M. Requier-Desjardins et al., 2021) a été intégrée dans la thèse. La méthode MCM nous a permis d'élaborer des indicateurs pour mesurer l'utilisation de chaque type de capital identifié. Au total, 85 individus représentant les communautés rurales ainsi que des acteurs économiques intégrés dans deux filières alimentaires (fromage et PFNL) ont été interrogés à travers des questionnaires semi-structurés. Étant donné que nous adoptons une approche de développement territorial ascendante et compte tenu de l'importance des institutions dans la société albanaise, des acteurs publics ont également été interrogés à travers des guides d'entretiens. L'acteur associatif est un autre pôle très important à prendre en compte

dans une approche néo-endogène du développement territorial. Ensuite, la notion de capital territorial est peu étudiée dans la littérature, avec un nombre limité d'études empiriques dans ce domaine. En conséquence, nous avons dû construire notre propre cadre conceptuel en tenant compte du contexte du pays et en nous appuyant sur les rares travaux existants. Enfin, la notion de capital territorial est entièrement nouvelle dans le contexte albanais, nécessitant une adaptation de la littérature à la réalité du pays. Notre travail ambitionne ainsi, au-delà de l'élaboration d'un cadre méthodologique adapté aux éléments de notre recherche, de documenter la ruralité albanaise et les potentiels de développement territorial de ses montagnes en lien avec les dynamiques des acteurs locaux, et dans le cadre politique global de la mise en œuvre de la décentralisation

Choix des terrains d'études

Les deux zones ont été choisies en raison de caractéristiques similaires en termes de topographie et de composition de la couverture végétale, avec environ un tiers de leur superficie occupé par des forêts et des pâturages. Abondantes en ressources naturelles, valorisées par les sociétés rurales à travers des savoir-faire locaux hérités de générations, ces zones sont réputées pour des produits typiques qui contribuent à leur identité. Les deux produits étudiés, à savoir le fromage et les produits forestiers non ligneux (PFNL), sont des produits qui profitent d'un marché dynamique et d'un fort potentiel. Le fromage de Gjirokastër, en particulier, est un produit emblématique très demandé dans le pays, avec une demande dépassant l'offre. Ce produit a même été étudié lors de mon stage de fin d'études en 2019 en vue de la création d'une Indication Géographique (IG) dans la région. L'idée d'ajouter Pukë est liée à la présence d'un capital social infusé dans cette zone par la présence d'associations de développement. Nous avons donc choisi d'ajouter cette zone par rapport à Gjirokastër pour voir si ce capital social infusé peut mobiliser d'autres capitaux sur le territoire et créer un capital territorial spécifique. Les produits non ligneux de Pukë, d'origine sauvage, jouissent également d'une demande dynamique sur le marché, avec une part significative destinée à l'exportation vers des pays tels que l'Allemagne, l'Amérique du Nord, l'Italie, *etc.*

Structure de la thèse

La thèse est structurée en trois parties qui font un total de 8 chapitres.

La première partie de la thèse se consacre au contexte de l'Albanie et est divisée en trois chapitres. Le premier chapitre présente une trajectoire temporelle du contexte politique, économique et social du pays à travers trois périodes cruciales : de l'indépendance à la période pré-communiste (1912-1945) ; l'ère communiste (1945-1990) ; et l'ère pluraliste (après 1990). Une part significative de ce chapitre examine la réforme foncière, en mettant particulièrement l'accent sur le foncier des ressources naturelles. Le deuxième chapitre approfondit l'analyse des défis émergents suite à l'obtention du statut de pays candidat à l'intégration à l'Union européenne. Il explore en détail les implications et les exigences spécifiques liées à cette nouvelle étape dans le processus d'adhésion, mettant en lumière les changements institutionnels, les ajustements politiques et les pressions structurelles qui en découlent. L'objectif est de fournir une compréhension approfondie des défis concrets auxquels le pays doit faire face dans son parcours vers l'intégration européenne, en adoptant une perspective de développement territorial et rural. Ce chapitre introduit ensuite deux zones d'études et explique l'importance cruciale de ces deux zones pour atteindre les objectifs de la thèse. Le troisième chapitre se concentre sur les espaces ruraux en adoptant une approche visant à définir la ruralité en Albanie, en tenant compte des changements majeurs exposés dans les chapitres précédents. Cette section cherche à éclairer la compréhension des caractéristiques spécifiques de la ruralité dans le contexte albanais *post*-adhésion à l'UE, en explorant les dynamiques sociales, économiques et environnementales qui influent sur la vie et le développement des zones rurales du pays.

La deuxième partie de la thèse englobe la notion de Capital Territorial, que ce soit comme objet d'étude ou comme cadre méthodologique, et elle est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre aborde la notion de capital territorial en tant que cadre conceptuel, identifiant les indicateurs pour analyser cette notion dans la thèse. Une grande importance est accordée à ce chapitre pour fournir un cadre théorique à l'utilisation de la notion de capital territorial dans les espaces ruraux, notamment dans un contexte particulier et singulier tel que l'Albanie. Le deuxième chapitre fournit des éléments méthodologiques, y compris les techniques, les outils et les méthodes de recherche. Il est divisé en quatre approches méthodologiques utilisées dans la réalisation de la thèse, notamment le choix des zones d'études, la présentation de la méthode de recherche, l'identification des acteurs et les outils de traitement des données.

La troisième partie de la thèse se penche sur le travail empirique et présente les résultats de la recherche. Elle est divisée en trois chapitres. Le premier chapitre traite des questions d'accès et d'utilisation des ressources forestières et pastorales en tant que ressources communes. Le

septième chapitre se concentre sur le capital social et examine des indicateurs tels que l'action collective, les normes et les valeurs sociales, la connaissance et la confiance, ainsi que la participation des acteurs enquêtés dans des réseaux de coopération (engagement civique). Le huitième chapitre analyse les réseaux de relations sociales dans chaque district et l'impact de la proximité sur la structure et la densité du réseau, afin de conclure sur le capital social dans chaque district.

Première partie : Albanie – une ruralité singulière dans un territoire régional en transition

Si l'on se mettait à rechercher une ressemblance entre les peuples, on la trouverait avant tout dans leurs erreurs.

Ismail KADARE (1936 -)

Introduction première partie

La ruralité en Albanie suscite des interrogations au sein de la communauté de la recherche et des responsables politiques, d'abord, en raison des changements majeurs qu'elle traverse, et, en second lieu, du fait du manque d'importance accordée par l'action publique. Récemment, au niveau du pays, les institutions décisionnaires et les acteurs publics ont commencé à parler de développement rural plutôt que de développement agricole pour refléter la dimension rurale. Avec la réforme de 2015, ce rôle devient encore plus crucial du point de vue de la recherche pour tenter d'analyser si les fréquents changements structurels entrepris par le pays ont des effets positifs dans les zones rurales ou si ce contexte n'est pas toujours pris en compte lors de la mise en œuvre des réformes. D'une part, les zones rurales, où le secteur agricole prédomine, ont montré leurs potentiels tout au long de l'histoire. L'agriculture, considérée comme le moteur de l'économie albanaise (Civici, 2010), démontre l'importance de ces zones rurales dans le pays. D'autre part, le « désengagement » de l'État albanais vis-à-vis de ces dernières, les changements vécus, la transition que le pays a connue depuis son passage à l'économie de marché, redessinent les zones rurales de l'Albanie. Ainsi, nous analyserons des faits historiques, économiques et socioculturels qui ont eu un impact sur le contexte du pays, notamment sur les zones rurales et comment celles-ci se sont confrontées à chaque période historique et, à chaque système politique. Une importance fondamentale dans cette partie sera accordée au développement territorial, notamment aux tentatives ascendantes en Albanie, aux éléments de la structure qui rendent difficiles la politique d'aménagement du territoire et à la prise en compte de la décentralisation du pouvoir au sein des communautés locales. Cette partie sera divisée en trois chapitres : le premier portera sur l'histoire politique et économique ; le deuxième sera centré sur l'émergence de sa politique de décentralisation pour favoriser le développement du territoire et sur l'importance de l'Intégration européenne de l'Albanie et, en dernier lieu, nous terminerons par la place du rural et les défis auxquels ces zones sont confrontées en termes de développement, d'infrastructure, d'accès aux services, *etc.* La nécessité de présenter ces éléments structurels d'organisation et d'évolution, tels que la transition politique, le changement dans la structure de l'aménagement du territoire, l'application des politiques publiques envers les communautés locales, dans l'intérêt de notre thèse, tient au fait qu'ils peuvent nous aider à expliquer certains éléments de l'organisation locale. Ainsi, avant de nous appuyer sur des cas empiriques, ces éléments nous aideront à identifier, en amont, les stratégies de développement territorial et, de mobilisation des relations et des réseaux dans le contexte du pays.

Chapitre 1 : Contexte politique et économique en Albanie : une trajectoire historique de changements majeurs qui ont impacté la cohésion rurale

En Albanie, les changements politiques qui ont accompagné le pays depuis son indépendance (1912) jusqu'à aujourd'hui ont affecté non seulement l'économie, mais aussi tous les aspects sociaux, économiques et politiques. L'utilisation de la notion de trajectoire est intégrée dans ce chapitre comme un moyen d'exprimer ces changements dans une dimension temporelle. La tentative de créer un système fédéral dans les années 1912-1920 a été non seulement un échec, mais aussi le début d'une monarchie tyrannique qui a même menacé l'indépendance et la souveraineté de l'État récent. L'arrivée au pouvoir du système socialiste, fondé sur la violence et l'oppression, a détérioré l'économie et totalement modifié le fonctionnement de la société. Entre l'influence ottomane et le régime socialiste basé sur l'idéologie marxiste-léniniste, les années 90 ont trouvé le pays dans une situation économique grave, avec des institutions faibles et un manque de pratiques démocratiques. Ces changements, plus visibles dans les zones rurales, ont contribué à leur dépeuplement passant de 78,7% en 1945 à 36% en 2022. Considéré comme des zones où les activités agricoles sont prédominantes, ce secteur a subi des changements majeurs. À la veille de l'Indépendance (28 novembre 1912), l'agriculture a continué à fonctionner selon le système des « *ciflique* »[2] (latifundia) hérité du système ottoman. Le communisme et les coopératives socialistes marquent la transition d'un système féodal avec de grands propriétaires terriens vers une société collective où les terres agricoles deviennent propriété de l'État et les paysans ses salariés. Le déclin du système communiste et la réforme de la répartition égale des terres dans la majeure partie du pays marquent une nouvelle phase pour l'agriculture et les zones rurales. Tous ces changements ont eu un impact négatif sur leur développement, ce qui pose des défis majeurs aux politiques publiques et aux communautés locales.

Dans ce chapitre, nous avons l'intention de faire une rétrospective historique jusqu'en 2014 afin de mettre en lumière de nombreux aspects socio-économiques et politiques en Albanie, ce qui nous aidera à mieux positionner l'objectif de cette étude et les zones concernées. Ce chapitre vise à donner une brève description de l'organisation de l'État et de la société dans le cadre de différents systèmes politiques et de leurs conséquences pour la société albanaise. Des questions

[2] Morceau de terre donné en exploitation conditionnelle à un paysan raja (paysan sans terre) par les grandes propriétaires. Cf. Civici (2010) p.34.

de réflexion posées au début de la thèse, nous ont permis de « mettre sur la table » des éléments socio-économiques de la construction sociétale.

- Quel est l'impact social de l'organisation d'un régime socialiste totalitaire et quelles en sont les conséquences dans la voie de fonctionnement et de l'organisation de la société ?
- L'Albanie a-t-elle tiré des leçons des autres pays *post*-communistes en étant le dernier pays à chuter le communisme vers son orientation à l'économie du marché ?
- Quels principaux changements dans l'organisation sociale et territoriale depuis la chute de régime jusqu'à nos jours ?

En second lieu, nous voulons définir le rôle de l'agriculture dans ces périodes de grands changements et comprendre pourquoi les chercheurs considèrent qu'il s'agit d'un moteur de l'économie albanaise.

1. Shqiperia[3] - un Pays en transition

L'Albanie vit une longue transition socio-économique et politique accompagnée de période de déclins et de croissance fréquentes (M. Muco, 1997; Tarifa, 2008). Comme nous parlons d'un pays en transition, les mots les plus utilisés dans cette section pour expliquer la transition en Albanie sont « la tradition », « le point de référence » et « le nouveau démarrage » (Toto, 2012). Ces mots accompagnent l'Albanie pendant ce long processus. Bernard-Mongin et Lerin (2014) parlent de transition duale en Albanie : transition vers une économie de marché pour sortir du communisme et transition vers l'Union européenne. Par ailleurs, Schultz (2004 p. 4) définit la transition comme un « *changement radical et total dont on ne peut pas séparer les aspects politiques, économiques, sociaux, culturels, étant donné leurs très fortes interactions* ». Selon cet auteur, les pays d'Europe Centrale et Orientale sont des exemples parfaits pour étudier la transition, parce qu'ils sortent, de presque 50 ans, de socialisme et qu'une transformation complète, jusque dans la mentalité des gens, est nécessaire.

[3] Nom du pays (Albanie). Shqiperi est censé provenir du mot « Shqiponje », qui signifie aigle. De nombreuses théories existent au niveau national sur l'origine du nom de cet oiseau. Une de ces théories affirme que le pays était la patrie de l'aigle, d'où son nom « Shqiperi », sa langue « Shqip » et ses habitants « Shqipetar ». Le nom lié à cet oiseau est étroitement associé à l'utilisation de l'aigle comme symbole du drapeau.

Ainsi, cette section commence par comprendre – à travers un voyage historique – les éléments qui positionnent l'Albanie parmi les économies en transition. Tous les faits historiques visés et traités dans ce chapitre montrent non seulement le parcours économique et politique du pays, mais donnent aussi une image claire de la construction sociétale. Considéré jusqu'en 1990 comme une « *terra incognita*[4] », le pays a commencé à susciter un grand intérêt pour les chercheurs en sciences politiques et économiques qui le considèrent comme une « *terra* d'expérimentations politiques[5] » et un exemple vivant de *« state*[6] *» et « market failure*[7] *»*. Après l'effondrement de l'État communiste, le pays, dans son cheminement vers l'économie de marché et de rapprochement ou de « retour à l'Europe[8] », a beaucoup expérimenté tant sur le plan politique que sur le plan socio-économique, qu'il s'agisse de la réforme économique pour entrer dans l'économie de marché, de la réforme politique pour tenter de décentraliser le pouvoir politique, financier et administratif dans les unités locales, de la réforme territoriale ou même de la réforme agraire dont le pays représente un cas unique en Europe. Le concept de réforme est si largement utilisé au niveau national que les experts territoriaux (Toto & Shutina, 2021) l'ont considéré comme un slogan « Réforme... Réforme... Réforme ». Récemment, les géographes se sont également intéressés à l'étude de ce pays en utilisant des approches territoriales et des politiques régionales afin d'analyser les efforts déployés en vue du processus d'intégration dans la zone européenne. La géographie, comme d'autres disciplines des sciences sociales, s'efforce d'analyser les changements rapides survenus dans les sociétés et territoires d'Europe centrale et de l'est depuis la chute des régimes communistes en 1989 (Maurel, 2002). Selon la même auteure, les mutations dans ces pays agissent à diverses échelles spatiales, remodelant la carte géopolitique de la région et engendrant une réorientation des mouvements ainsi que l'émergence de nouvelles dynamiques territoriales.

[4] Terra incognita est une notion souvent utilisée pour l'Albanie pour faire référence à un pays isolé et peu connu. Ce terme s'utilise souvent en tourisme. Nous sommes inspiré par l'utilisation du terme dans la littérature de (Cotella & Berisha, 2016).

[5] Notion utilisée par l'auteur pour montre les fréquents changements dans l'élaboration des politiques.

[6] Situation dans laquelle un l'État, n'est plus capable d'exercer efficacement ses fonctions essentielles, ce qui peut entraîner un effondrement de l'ordre public et une dégradation de la gouvernance. Nous le verrons surtout dans la section 1.3 dans le cas de l'Albanie.

[7] Situation où le marché n'atteint pas de manière efficace ou optimale ses objectifs. Nous le verrons en Albanie surtout dans le cas de marché foncier dans la section (1.2.4).

[8] Notion utilisée par (Cotella & Berisha, 2016)

1.1. Une identité menacée en région Balkanique

Dans cette sous-section, nous débutons par l'aphorisme de Bismarck (1887) concernant l'Albanie, déclarant « *qu'il n'y a pas de nation albanaise et l'Albanie n'est qu'une expression géographique* » (Mousset, 1930). Cette citation, énoncée dans un contexte historique particulier, offre un point de départ pertinent pour explorer le processus d'émergence et d'affirmation de l'identité nationale albanaise au fil de l'histoire. Jusqu'en 1912, l'Albanie était simplement un « *pashalic*[9] » turc (Shpati, 1945). Ensuite, avec le régime communiste, le pays est devenu « *une terra incognita* » isolée et inconnue du monde entier. Le lancement de l'économie de marché s'est accompagnée d'appellations telles que Pays *post*-communiste, Europe Balkanique et de l'Est, macro-région Adriatique-Ionienne, pays en préadhésion (Européanité), pays méditerranéen, autant de connotations pour y faire référence (Cattaruzza & Dessberg, 2018). Connotations qui signifient également changement et transformation – pays en transition. Pihet (2000 p. 150) dans son ouvrage précise que « *l'usage, voire l'abus du terme 'balkanique' pour définir l'environnement social et humain est courant dans la littérature consacrée à l'Albanie et à ses voisins* ». Ceci découle d'une histoire longue marquée par des occupations et des transformations. Sous l'administration ottomane jusqu'en 1912, l'Albanie fut le théâtre de rivalités nationales impliquant les aspirations de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie (Mousset, 1930).

(Traduit de l'albanais)

Sachez qu'aux yeux de l'Europe civilisée, nous sommes des arriérés, et rien de plus ; certains nous insultent, d'autres se moquent de nous, quelques-uns parmi les rares sont désolés.

Abandonnez, je vous le dis, car nous sommes devenus les clowns de la terre. Taisez-vous, luttez, unissez-vous. Le chemin qui mène à l'honneur, à la liberté et au salut n'est pas pavé de fleurs, mais d'épines ; celui qui arrive au sommet, arrive déchiré, en sueur, en sang ; et quand il atteint le sommet, il tombe mort de fatigue, mais avec la conscience d'avoir ouvert un nouveau chemin pour le peuple.
(Œuvre, SH.B. N. Frashëri, p. 213)

Les Albanais ont tardivement proclamé leur indépendance en formant un premier gouvernement provisoire le 28 novembre 1912, alors que les États balkaniques coalisés contre la Turquie envahissaient et occupaient ses dernières possessions européennes (Roux et al., 2000). L'Italie et l'Autriche soutiennent les revendications des Albanais, visant à créer un État albanais aussi étendu que possible entre la Serbie et l'Adriatique (*Ibid.*). En revanche, les Serbes

[9] Une sorte de région semi-indépendante selon la division de l'Empire Ottoman. À l'époque, l'Albanie était divisée en trois « *Pashalleqe* » (en albanais), dirigés par un pacha albanais.

et les Grecs bénéficient du soutien de la Russie et de la France, qui cherchent à contenir le camp adverse et à restreindre le territoire de l'Albanie naissante au strict minimum (*Ibid.*). Par conséquent, le territoire du nouveau pays est devenu le résultat d'un compromis entre les revendications de l'État albanais et celles des États rivaux (*Carte 1*).

Carte 1 : La division territoriale en 1913 d'après le trait de Londres. Trois divisions territoriales se sont proposées durant ce trait : en bordeaux, c'est la limite géographique proposée par la France et la Russie ; en orange foncé, c'est le territoire actuel fixé par le trait ; en orange clair, la limite territoriale demandée par le gouvernement albanais de l'époque. Source : © 2023 Imgur, Inc

La menace qui pèse sur son identité, dans le cas de l'Albanie, ne vient pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur. Même après la proclamation de l'indépendance, en dehors des influences étrangères qui cherchaient à envahir le pays, l'Albanie était également divisée

entre Albanais musulmans attachés à l'Empire ottoman et chrétiens sous l'influence grecque, ce qui a entraîné une division de la population en « *grekomans* » et « *turkomans* » jusqu'à l'arrivée du communisme (Roux et al., 2000). Bien que le gouvernement *post*-indépendance ait tenté de créer un État majoritairement catholique, la présence importante de musulmans en Albanie a rendu difficile leur marginalisation. Face à cette réalité, le roi Zog, au pouvoir à l'époque (1921), a pris des mesures pour favoriser la création d'un « islam albanais ». À cette fin, il a interdit le port du turban turc pour les hommes, du voile pour les femmes et des prières à genoux, les considérant comme un dénigrement de la dignité albanaise (Menzel, 2016).

1.2. Les prémices des réformes agraires - Etat autonome, prétentions étrangères et guerres mondiales (1912 – 1945)

L'histoire de l'Albanie, marquée par une séquence ininterrompue de conquêtes et de révoltes dont l'impact n'a souvent pas été décisif, comme le souligne Mousset (1930) dans son ouvrage intitulé « *L'Albanie devant l'Europe 1912 – 1929* », montre que, bien avant l'avènement du communisme en Albanie, le pays était déjà en phase de transition depuis son accession à l'indépendance le 28 Novembre 1912. Dès le début, la fragilité du nouvel État a ouvert la voie aux interventions extérieures. Entre les efforts pour établir un État souverain et démocratique, les ambitions balkaniques de conquête territoriale et les deux guerres mondiales, l'Albanie a-t-elle véritablement fait l'expérience de tentatives visant à instaurer une nation libre et indépendante, telles que celles qui ont marqué la déclaration d'indépendance du 28 novembre 1912 ? Toutefois, dès le décembre 1912, les ambitions étrangères ont commencé à se manifester. L'Autriche préconisait la création d'une Albanie en tant que république autonome sous la direction d'un prince européen, accompagnée d'une commission de contrôle financier, de la création d'une banque de contrôle d'État austro-italienne et de la mise en place d'une gendarmerie placée sous le commandement hollandais, entre autres initiatives (Mousset, 1930).

[Traduit de l'albanais]

> *Les pauvres Albanais attendent que l'Europe vienne aujourd'hui ou demain pour les sauver. Il faut dire, crier la vérité : l'Europe considère que les Albanais sont sauvages et perdus... Alors, disons la vérité, toujours la vérité... essayons d'insuffler un peu de vie et un peu de courage à notre peuple. (Œuvre 3, p. 81).*[10].

[10] Écrit par Faik Konica avant l'indépendance de l'État albanais (1912). Faik Konica, écrivain et essayiste, est considéré comme l'un des fondateurs de l'identité nationale albanaise. C'était le fondateur et directeur de la revue franco-albanaise « Albania » publiée à Bruxelles de 1897 à 1902. https://www.konitza.eu/qui-est-faik-konica--11

Les pouvoirs étrangers, souvent tyranniques, qui ont prévalu avant et après l'Indépendance, ont eu un impact significatif sur la tentative de créer un État souverain et démocratique en Albanie. Ces pouvoirs ont non seulement entravé la confiance au sein de la population et créé des structures claniques, mais ils ont également influencé la manière dont le secteur agricole a été géré dans le nouvel État. Confrontée au système ottoman des « *cifliqe* » (latifundia), l'Albanie a dû faire face à une série de défis pour réorganiser le secteur agricole. Les « *cifliqe* », formés de diverses manières, notamment par la violence des seigneurs féodaux, par l'achat, par l'expropriation des paysans endettés et par le défrichement (Civici, 2010 p.34), représentaient un héritage complexe que l'État nouvellement indépendant devait gérer dans un contexte de transition politique et économique. Entre les deux guerres mondiales, l'Albanie fut le seul pays en Europe à ne pas avoir de réforme agricole, le seul dont la terre était possédée par de grands propriétaires féodaux « *sept familles possédaient en moyenne 2000 ha, 4715 familles possédaient en moyenne 19 ha et 119 523 paysans possédaient en moyenne 1,1 ha ; 14% de la population rurale était sans terre* » (Daku, 1997 dans Zaleski M., 2013 p. 38) résumé dans le *Tableau 1*.

Tableau 1 : Répartition de la surface agricole selon le type de propriétaire.

Catégorie de propriétaires	Nombre de familles	% de la population rurale	Surface cultivée totale (ha)	Taille moyenne de l'exploitation (ha)	% de la SAU totale
Domaine de l'État			50 000	non renseigné	15%
«grandes familles»	7	0,005%	14 000	2 000	4%
«riches paysans»	4 715	3%	91 000	19	27%
«paysans moyens»	9 448	6%	106 000	5	31%
«petits paysans»	119 523	77%	131 000	1,1	38%
«paysans sans terres»	21 554	14%	0	0	0%
TOTAL	155 247	100%	342 000	2,5	100%

Source : élaboré par (Bernard, 2016 p. 242) selon plusieurs sources (Anuari Statistikor i RPSH 1989, Tirana Drejtoria et Statistike, 1959, p.84; (Sjöberg, 1991) (Madelien Gjata, 1994)(Agolli, 2000)).

Le foncier dans le système de « *cifiliqe* » à l'époque (après l'Indépendance et avant le communisme) était loin de ressembler aux systèmes occidentaux comme le dit bien l'Autrichien Georg Van Halm (cité par Civici, 2010 p. 34) « *l'origine de la propriété privée de la terre en Albanie passe par l'usurpation des biens des propriétaires privés. Les plus fortes opérant au détriment des faibles ou de l'État* ». Il est essentiel de mentionner que le système des « *cifliqe*

» n'a pas été étendu de façon équitable dans le pays. Le champ d'application de ce système, héritage de l'Empire ottoman, variait en fonction de l'étendue de l'Empire au niveau du pays. Au nord[11] de l'Albanie, la propriété privée des terres était maintenue, tandis que les pâturages et les forêts étaient préservés en tant que biens collectifs (*Ibid.*). Cette particularité peut s'expliquer en partie par la présence moins marquée de l'Empire Ottoman dans le nord-ouest de l'Albanie, où les traditions locales et la religion chrétienne ont perduré. Durant cette période, les ressources forestières (qu'elles soient pastorales, utilisées pour le bois de chauffage ou la cueillette) au Nord étaient généralement exploitées par un groupe d'individus appartenant au même lignage[12] ou village (Garnier & Crouteix, 2022). Dans le sud, l'Empire ottoman était plus présent, le système du « *ciflique* » était donc plus répandu.

Par ailleurs, en 1924, le gouvernement de l'époque avait entrepris une réforme agraire visant à redistribuer la propriété foncière en faveur des paysans en confisquant les terres des latifundia pour allouer environ 4 hectares à chaque famille. Cependant, cette politique visant à créer une société rurale paysanne fut de courte durée, car le nouveau gouvernement arrivé en 1925 s'opposa à l'expropriation « par la force » des latifundia et rejeta l'idée de la « liberté des agriculteurs » (Civici, 2010). Selon Civic (2003, 2010), la deuxième tentative de distribution équitable des terres aux familles paysannes eut lieu en 1930, sous le gouvernement du roi Zog, mais avec peu d'effets puisque même ce gouvernement ne put réussir à soumettre le système féodal. Selon cet auteur, durant cette période (1930) et jusqu'en 1945, lorsque les premières traces du capitalisme sont apparues, les propriétaires de latifundia ont commencé à vendre leurs terres. Cela a marqué les premiers **morcellements de la terre privée**. D'après les données de Civici (2010), à la fin de 1944, les terres de latifundia privées (hormis celles appartenant à l'Etat ou à des communautés religieuses), étaient passées de 140 000 ha à 52 040 ha seulement. Ainsi, si, en 1912, le statut de latifundia privé représentait le plus grand propriétaire foncier (55% des terres arables), au début de 1945, il est devenu l'un des plus petits (27% des terres arables). Sur l'ensemble de cette surface agricole, seuls 10 % des sols étaient cultivés - principalement de maïs, blé et céréales diverses, - et contribuaient à 92 % du revenu national (*Ibid.*). Pour résumer, cette période historique de l'indépendance de l'Albanie a vu un pays

[11] Le district de Pukë fait partie du Nord où ce système était peu étendu

[12] Le lignage, également connu sous le nom de « *Fis* » en albanais, constitue une forme courante d'organisation sociale, principalement observée dans les zones rurales. Les individus appartenant au même « *Fis* » sont principalement liés par des relations de parenté et/ou par le biais de mariages (Pihet, 2000). La propriété foncière au nord fut réglementée par le code du *Kanun*, un droit coutumier qui trouve ses racines dans les règles des *Kuran* et des sultans turcs.

morcelé, avec des zones albanophones restant en dehors des limites officielles. À l'époque, le pays était largement agricole et rural, avec 92% de son revenu national provenant du secteur agricole. La majorité de la population était principalement rurale, avec près de 80% vivant dans les campagnes. Cependant, l'absence de réforme agraire a conduit à une situation où la majorité de cette population rurale n'avait pas accès à des terres arables, car 58% des terres étaient détenues par seulement 9% de la population, connue sous le nom de latifundia. Même en Albanie, les premiers signes du capitalisme dans les années 1930 et l'émergence d'un marché foncier ont marqué le début d'un système de paysans indépendants et propriétaires de terres (Maurel & Lacquement, 2007). Cependant, cette évolution a été de courte durée, interrompue par la collectivisation en 1945.

1.3. Le régime dictatorial d'Enver Hoxha et l'influence dans les campagnes albanaises (1945-1990)

En 1944, l'Albanie, complètement libérée de l'occupation fasciste et nazie a établi son premier gouvernement, le gouvernement démocratique albanais, sous la direction d'Enver Hoxha. Bien que le gouvernement ait été qualifié de démocratique, son Premier ministre, Hoxha, était lui-même un partisan de l'idéologie Léniniste-Marxiste[13] en commençant à fonder un parti unique « *Partia e Punes* » (le Parti du Travail). L'installation du communisme en Albanie a, donc, suivi le modèle de la Yougoslavie voisine. La conviction sociétale passait par un « *brainwashing* » pour attirer la population rurale au travers de la promesse d'une démocratie populaire. Le soutien britannique dans ce processus d'installation du communisme en Albanie a facilité le travail de Hoxha. Après avoir pris le pouvoir, le Parti communiste a maintenu son contrôle sur le pays grâce à une politique de purge permanente (Tarifa, 2008), à l'utilisation brutale de la violence par la ***Sigurimi*** (*police de sécurité*) (Ramet, 2010)[14] et à un réseau d'informateurs (*système d'espionnage*) qui permettait à l'État de contrôler non seulement les foyers, mais aussi « le cerveau de la population ».

[13] La définition du marxisme par Staline signifiait l'abandon des postulats marxistes antérieurs, tels que l'abolition du travail salarié et de la production de marchandises comme conditions préalables au socialisme ou la conviction que la révolution ne peut réussir dans un seul pays. Son règne s'est traduit par un tournant conservateur sur le plan social et par une répression de l'art d'avant-garde, qui a culminé avec la « Grande Terreur », au cours de laquelle il a tué la plupart des révolutionnaires de l'ère Lénine, faisant au final quelque 800 000 morts (The collector, 29 Aug. 2022). Enver Hoxha a tenté de mettre en pratique bon nombre des mêmes aspects du régime de Staline.

[14] Voir le travail de Fischer- Albania since 1989 : The Hoxhaist legacy chez le livre de Ramet S. (2010) Central and Southeast European Politics since 1989.

Contrairement aux autres pays du bloc communiste, l'Albanie avait le système socialiste le plus strict. En quelques années, le Parti communiste (*Partia e Punes*) est devenu le seul parti en Albanie et Hoxha son dirigeant. Il contrôlait tous les aspects de la société et de la vie des gens : l'État, l'économie, l'armée, la culture et l'éducation (Tarifa, 2008). Le socialisme en Albanie s'est traduit par des politiques extrêmement rigides qui ont violé plusieurs droits humains fondamentaux, notamment les libertés de croyance et de religion, de conscience, d'expression et de réunion pacifique. Cela a entravé les liens sociaux et propagé un manque de confiance en l'autre. De nombreux droits qui existaient en théorie étaient ignorés en pratique ; même sur le papier, de nombreux droits étaient limités et incomplets (Tarifa, 2008). La religion a été strictement interdite et les lieux de culte existants ont été fermés ou détruits. Les Albanais étant religieux par tradition plutôt que par conviction (Shpati, 1945), en 1976, l'Albanie est devenue le premier État athée autoproclamé au monde, ne reconnaissant « aucune religion » (Tarifa, 2008). Toutes les informations économiques et politique faisaient l'objet d'un rapport vertical strict et le centre de décision était les autorités centrales (M. Muco, 1997). Les citoyens albanais ne pouvaient pas participer à des élections démocratiques ni exprimer librement leurs opinions (Tarifa, 2008). Bien que d'autres pays d'Europe centrale et orientale aient connu des formes similaires d'autoritarisme, l'Albanie était isolée du reste du monde et privée de tout fondement de participation démocratique (*Ibid.*). Elle a même été isolée du bloc communiste de l'est, sans avoir la possibilité de connaître les mouvements culturels développés dans ces pays contre la terreur totalitaire (*Ibid.*). Toute forme d'organisation ou de pensée révisionniste était interdite par le système politique d'Enver Hoxha. En Pologne (après 1976) et en Hongrie, les groupes dissidents étaient autorisés à se former, mais leur liberté d'action était très limitée ; en Allemagne de l'Est, les opposants étaient fréquemment autorisés à partir à l'ouest ; même en Bulgarie, une petite opposition a existé pendant un certain temps (Tarifa, 2008). En Albanie communiste, un mouvement dissident n'a jamais existé. Toute pensée différente était considérée comme de la « propagande contre l'État » et était punie d'emprisonnement.

Le secteur le plus touché par ce système politique était **l'agriculture**. La population majoritairement rurale (78,7%) était engagée dans ce secteur (Civici, 2010). Le secteur agricole était contrôlé, l'État était le seul propriétaire et la forme d'organisation était les coopératives socialistes. La collectivisation de l'agriculture, réalisée en plusieurs étapes, diffère des autres pays de l'Europe Central et de l'Est (CEE). Si dans les autres pays de la CEE les terres étaient restées officiellement entre les mains de propriétaires privés pendant la période de collectivisation et, même si tout pouvoir de décision effectif leur avait été retiré, en Albanie, à

la veille de ce système, les terres agricoles appartenaient officiellement à l'État (Cungu & M. Swinnen, 1999). Dans les premières années (1944-1946), le parti communiste a décidé d'exproprier les grands et moyens propriétaires fonciers et de transférer leurs terres aux villageois pauvres et sans terre. Sous le slogan « **La terre appartient à celui qui la travaille** », durant les années 1945-1946, toutes les terres publiques et privées, ainsi que les terres religieuses ont été expropriées. Avant que la distribution des terres ne soit terminée (fin 1946), le Parti communiste a lancé le nouveau programme de « ***transformation socialiste de l'agriculture et l'organisation collectiviste des petits agriculteurs pour créer de grandes fermes d'État*** » (cité par Civici, 2010 p. 40). Les chercheurs pensent que la Réforme agraire de 1946 n'était qu'une tactique dans la stratégie du Parti communiste pour la collectivisation de l'agriculture, qui a commencé avant que la distribution ne soit terminée (Papathimiu, 2012). La classe paysanne représentait une bonne partie de la population, le Parti avait donc besoin de son soutien. La vente des terres par « *la latifundia* » entre 1930-1945 et la création d'une classe importante de paysans possédant peu de terres ont facilité la collectivisation de l'agriculture, car il était plus facile de manipuler cette classe que les grands propriétaires terriens. La collectivisation a été proclamée comme une stratégie visant à accroître la productivité. La collectivisation en Albanie a été organisée et réalisée en trois phases principales : **la première phase (1946-1954)** a commencé dans les villages côtiers et de plaine (150 coopératives ont été créées au cours de cette période), **la deuxième phase jusqu'en 1965** a été concentrée dans les villages de colline et **la troisième phase jusqu'en 1970** a été concentrée dans les villages montagneux de l'Albanie (Papathimiu, 2012). Au départ, les coopératives étaient structurées sur la base d'unités villageoises, mais cette structure a rapidement changé, car certains villages avaient beaucoup de terres et moins de population, et vice versa. Dans les années 1960, l'État a donc annoncé la création de « **coopératives unies**[15] » et de « **coopératives supérieures**[16] » sur une base régionale. En conséquence, le nombre de coopératives est passé de 1 487 en 1960 à 643 en 1970 (Civici, 2010). Civici (2010 p. 45) décrit ce mouvement comme une possibilité de mieux répartir la main-d'œuvre et de réduire les inégalités en mettant les moyens techniques en commun. Selon cet auteur, *« cela était également une raison politique : un seul directeur est responsable de la coopérative et l'État peut exercer un contrôle plus strict aux activités agricoles* » (même page). Les coopératives unies sont plus petites de taille que les coopératives supérieures (fermes d'Etat). Les coopératives d'Etat varient entre 2 000 et 5 000 ha tandis que

[15] Coopératives

[16] Fermes d'état

les fermes d'Etat sont supérieures à 5 000ha. Cette nouvelle méthode de création de coopératives à plus grande échelle a favorisé l'émergence de zones géographiques spécialisées, comme l'illustre la *Carte 2*. Sur cette carte, la spécialisation des cultures est clairement identifiable. Dans les régions vallonnées du nord-ouest (Pukë) et du sud-est (Gjirokastër), l'arboriculture et les cultures fourragères sont plus répandues. Dans le centre du pays, les cultures industrielles et céréalières étaient plus répandues, en raison de l'accès à de plus grandes surfaces de terres arables. Dans la partie est, l'arboriculture prédomine suivie par les cultures industrielles.

En termes économiques, l'agriculture connaissait des taux croissants jusqu'en 1970, avec une augmentation de 6,7% en 1951-1955, 4,8% entre 1956-60, 6,6% en 1961-65, et 5,1% en 1966-70 (Civici, 2003, 2010). Au début du régime, même si le pays était isolé du reste du monde, il y avait des échanges commerciaux avec les pays du bloc. L'agriculture fournissait 20 à 30% des produits d'échange extérieur. En 1970, Hoxha, partisan de l'idéologie stalinienne, décide de se déconnecter du bloc soviétique et d'arrêter tous les échanges internationaux, en cherchant à créer le capital dans ses propres forces (Jarne, 2018). L'application du slogan « **nous allons construire le socialisme avec nos propres forces** » a non seulement rendu le modèle unique, mais une autarcie économique extrême a également été adoptée (M. Muco, 1997).

« Un combat pour le pain est un combat pour le socialisme »

Slogan socialiste dans chaque coopérative (Stahl, 2010)

Hoxha annonçait l'isolement comme un succès :

> *« Nous sommes entrés dans la troisième année du 7ème plan quinquennal. Les résultats obtenus au cours des deux premières années (1981-1982) en ce qui concerne l'augmentation du produit social et du revenu national sont parmi les plus importants jamais obtenus au cours de la dernière décennie. Poursuivant sur cette voie, notre économie met en évidence ses caractéristiques distinctives en tant qu'économie véritablement socialiste à développement relativement élevé, une économie sans crise » (cité dans Sandstrom & Sjoberg, 1991 p. 931)*

Au début de l'année 1979, il n'y avait pas de fermes privées individuelles en Albanie. Seuls des jardins (lopins) de 200m^2 devant la maison et un nombre de bétail défini par la loi, en tant que propriété des paysans pour cultiver leurs propres biens de consommation, étaient autorisés (M. Muco, 1997). En 1982, ces biens personnels ont été à nouveau réduits par le processus de collectivisation forcée du bétail, ce qui a entraîné une diminution forte de l'offre de viande sur le marché (*Ibid.*). Les droits des coopératives sur la mobilité de la main-d'œuvre ont également

été complètement restreints. La structure de l'emploi et le nombre de travailleurs étaient bien définis, et un fonds salarial de rémunération déterminé au niveau central était utilisé (*Ibid.*). La planification extrême de la production comment montré dans la *Carte 2*, appliquée à une performance technologique très faible, a alimenté une inefficacité totale. Selon Fabre (1980), l'Albanie ne produisait pas ses propres machines de production, ce qui la rendait dépendante de l'URSS, et la fermeture du pays l'a privée de technologies agricoles. Les techniques traditionnelles et extensives avaient atteint leurs limites. Toutefois, cette affirmation est très difficile à étayer par des chiffres. Après 1974, l'État n'a pas fourni de chiffres détaillés. En effet, comme le décrit Civici dans son livre « *De-collectivisation de l'agriculture albanaise* », l'agriculture socialiste se portait bien sur le papier. Selon lui (Civici, 2010 p. 60), la raison de ce « mystère » des chiffres est simple « *la socialisation de l'agriculture est un échec en Albanie, comme dans la plupart des pays socialistes* ». Cette tendance est bien marquée dans les autres pays de l'Est et elle souligne que la performance de l'agriculture planifiée reste largement faible en comparaison des niveaux de productivité atteints en Europe occidentale (Maurel & Lacquement, 2007).

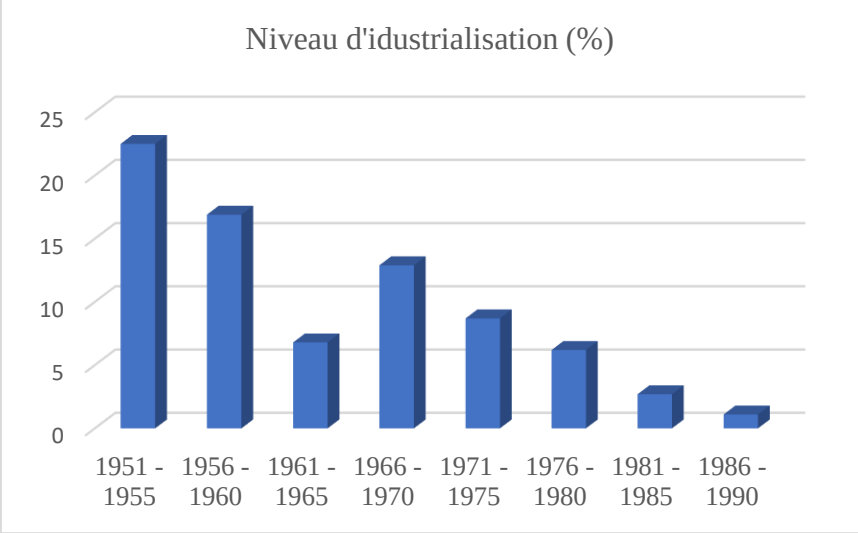
Le programme de rationnement alimentaire mis en place a montré l'insuffisance de l'agriculture, surtout pour les produits animaliers. La production animale était très faible durant ce régime politique, répondant à peine aux besoins nationaux, couvrant 45% en 1950 et seulement 28% en 1970 (Civici, 2010). La viande était un produit rare, et c'est à cette époque que, l'expression « queue du lait[17] » a été créée pour les produits laitiers. Même la production agricole a visiblement diminué après les années 1980, en raison de la fermeture totale du pays et du vieillissement de la technologie.

Pour faire face au déclin de la production agricole, l'option était d'élargir la terre agricole par le défrichement. Sur la base du slogan « **Nous nous attaquons aux collines et aux montagnes et les transformons en champs fertiles** », la surface agricole en Albanie a doublé pendant ce régime (1945-1990). Le défrichement a été réalisé à travers des programmes d'action collective où l'État envoyait des étudiants et des citoyens des villes, appelés « *aksionere* » (actionnaires), dans le milieu rural pour construire l'infrastructure agricole (Stahl, 2010). Cette politique a

[17] D'après les dires des parents, ils se levaient à 5 heures du matin pour faire la queue afin d'obtenir du lait avant que la réserve journalière ne s'épuise. La « queue de lait » est une expression utilisée encore aujourd'hui pour décrire une situation d'attente.

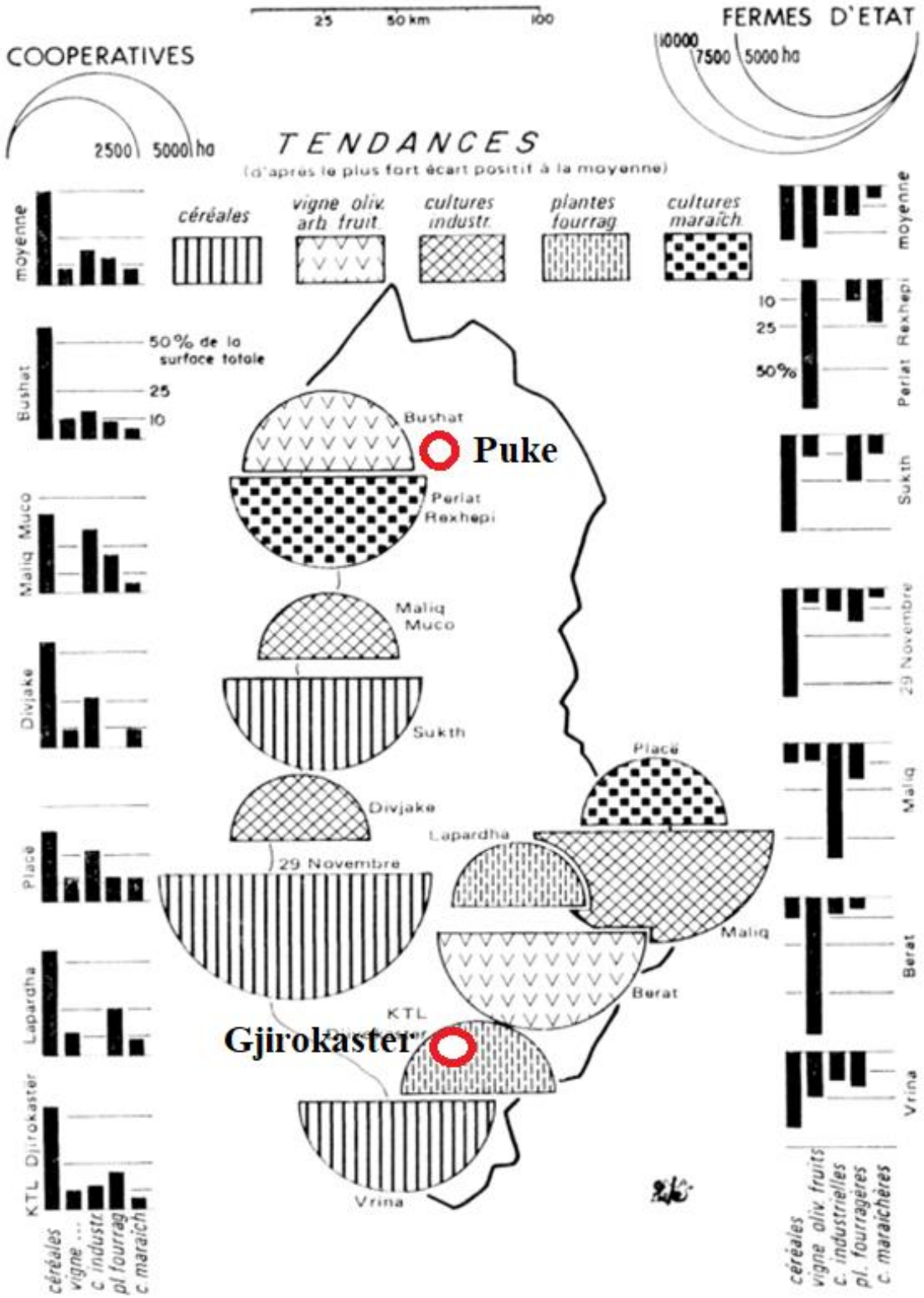
permis d'augmenter les surfaces des terres agricoles en diminuant celles des forêts et des pâturages.

Le secteur économique était très instable même pendant ce régime politique. L'Albanie, comme les autres pays du bloc, fut orientée vers l'industrialisation, notamment l'industrie lourde, même si l'industrie était loin d'être développée par rapport aux autres pays. La fermeture du pays dans les années 80 a privé le pays de l'industrie (*Graphique 1*) qui venait des pays du bloc, ce qui se voit dans la diminution de l'agriculture et de l'économie. L'économie était planifiée par des plans quinquennaux. Toutes les décisions économiques concernant la production, la fixation des prix et des salaires, les investissements et le commerce extérieur étaient centralisées, tandis que les changements entre les plans étaient généralement minimes (M. Muco, 1997).



Graphique 1 : Niveau d'industrialisation par plan quinquennal. Source : Données fournies par (Civici, 2010)

D'ailleurs, les années 80 marquent le début d'un déclin rapide de la croissance économique. L'Albanie avait déjà atteint la fin des possibilités de la phase extensive et des modes de développement nouveaux et originaux qu'elle connaissait. Privé de capitaux étrangers, considérés comme des « **instruments d'esclavage** » et interdits par la Constitution, le pays a atteint la limite de ses réserves et capacités nationales (M. Muco, 1997). La décision de tout fournir à l'intérieur du pays et de continuer seul dans la voie communiste s'est traduite par un échec (Papathimiu, 2012). Cette décision a frappé plus durement l'économie dont l'industrie était entièrement dépendante de la technologie internationale. En outre, la fermeture a empêché le pays de recevoir tout fonds étranger et/ou toute aide financière. Cette période a été marquée par un grave ralentissement de la performance économique.



Carte 2 : Carte de la planification des cultures selon les plans quinquennaux. Source (A. Fabre, 1980 p. 62)

> *« À la fin des années 60 et au début des années 70, la production matérielle nette (PMN) réelle de l'Albanie avait augmenté de près de 44 % et, pendant la seconde moitié des années 70, d'environ 20 %. Entre 1980 et 1989, cependant, la PMN a augmenté en moyenne de moins de 1 % par an. Elle est passée d'une moyenne de 1,6% au cours de la période 1980-85 à une croissance nulle au cours des années 1985-90 » (Blejer et al., 1992 cité par Tarifa, 2008 p. 139).*

Après la mort d'Enver Hoxha (1985), le pays fut dirigé par son bras droit Ramiz Alia (1985-1990). Alia n'était pas aussi strict que Hoxha et il ne possédait pas non plus la forte autorité de son prédécesseur. De toute façon, afin de s'assurer du soutien total de la population et pour prouver sa fidélité aux partisans de Hoxha, il n'avait d'autre choix que de suivre de près les traces de son mentor. Cependant, Alia n'a pas eu de vision claire pour diriger le pays ni le courage de proposer des changements pour le futur. Néanmoins, il s'est rendu compte qu'il n'y avait que deux choix possibles : soit tenter de sauver le socialisme en Albanie à tout prix, comme l'avait fait Hoxha pendant plusieurs décennies, ou bien initier et promouvoir des changements dans les politiques intérieures et extérieures (Tarifa, 2008). L'isolement et « **l'autosuffisance** » conduisaient l'économie « **au bord de l'abîme** », ce qui, en fait, constituait une menace pour la liberté et l'indépendance du pays (Aliaj, 1992 cité par Tarifa, 2008). Le pays était tombé dans une profonde crise économique et financière et le système de l'économie centralisée n'avait plus aucun moyen ni aucune opportunité pour l'arrêter. Au sens large, malgré plusieurs tentatives pour modifier la politique économique et autoriser certains éléments de « **l'économie capitaliste** », il s'agissait d'une crise du système socialiste lui-même, qui, par conséquent, ne pouvait être résolu sans changer ce système (Tarifa, 2008).

Pour résumer, le socialisme en Albanie s'est avéré être un échec économique et social. Le régime communiste, centré sur l'agriculture et la population rurale, a mis l'accent sur le développement d'une économie rurale forte. Cependant, la décision de Hoxha de favoriser une production exclusivement nationale et de priver le pays de toute assistance technologique internationale s'est révélée catastrophique pour l'économie albanaise. L'Albanie ne disposait ni du capital ni des compétences nécessaires pour produire de la technologie sur son sol, ce qui dépendait fortement de la main-d'œuvre. De plus, la population rurale ne possédait pas de capital humain solide ni de niveau de vie décent, ce qui a entravé sa productivité (rationalisation alimentaire et bas salaires).

Ils ont fait semblant de nous payer, nous avons fait semblant de travailler.

Dires post-communistes (Stahl, 2010)

Dans ces conditions, l'échec du socialisme en Albanie n'était ni inattendu ni surprenant.

1.4. Le grand tournant (1990) – l'établissement d'un système démocratique handicapé

Après une longue période de régime communiste (1944 - 1990), l'Albanie s'est lancée dans l'économie de marché en 1990**.** Cette nouvelle phase de l'économie est accompagnée de grands changements qui ont marqué le progrès de l'Albanie et des Albanais. Le fait d'être le dernier pays à renverser le système communiste, ou en d'autres termes **le dernier domino à tomber**, a été un avantage pour l'Albanie, car elle a eu l'occasion de tirer les leçons des erreurs de ses voisins. Cependant, bien que la situation y paraisse calme, les premiers signes de tension accumulée ne tardent pas à apparaître. Le 2 juillet 1990, des milliers de jeunes sont descendus dans les rues de Tirana[18] pour renverser tous les signes et symboles du système communiste et signifier la démocratie dans le pays. Sur l'appel « **Nous voulons l'Albanie en l'Europe** », les jeunes, avides de démocratie, ont détruit presque toutes les institutions et entreprises créées sous le communisme, brûlé toutes les archives de l'État, privatisé les biens de l'État et renversé tous les bustes des dictateurs. La destruction des biens publics (institutions, entreprises publiques, usines, *etc.*) était une forme de vengeance contre l'État dictatorial. Même si le désir de faire régner la démocratie en Albanie était énorme, de nombreux problèmes ont commencé à apparaître avec l'effondrement du communisme. Les changements les plus notables ont eu lieu dans les zones rurales, qui sont passées d'une planification étatique stricte à une situation où elles se sont retrouvées seules, « abandonnées » par l'État et ayant un besoin urgent d'auto-organisation. La société rurale, confrontée à une situation nécessitant une auto-organisation mais sans disposer de la conscience ni des modèles organisationnels par là-bas, a choisi comme solution l'abandon des zones rurales. Une partie de cette société a opté pour l'émigration, facilitée par la crise des ambassades[19]. Une autre partie s'est dirigée vers les zones urbaines où l'action publique était présente. Se retrouvant dans un environnement urbain sans pour autant adopter un mode de vie urbain, cette société rurale a apporté son mode de vie en exerçant des activités rurales en ville, donnant naissance à ce que l'on appelle des bidonvilles.

[18] Tirana est la capitale de l'Albanie

[19] La crise des ambassades consiste en la démolition des murs des ambassades occidentales le 2 juillet 1990 et l'ouverture des frontières (A voir Afrim Krasniqi (2020), 'La crise des ambassades : l'Albanie de 1990')

1.4.1. D'une économie centralisée vers l'économie de marché

Pendant la période de transition vers l'économie de marché, les pays d'Europe de l'Est ont largement appliqué des politiques macroéconomiques similaires à celles de l'Ouest, à savoir la privatisation, la libéralisation des prix, la commercialisation et la déconcentration (Müller & Munroe, 2008). Ce processus de transformation a nécessité des changements majeurs dans différentes sphères (Cotella & Berisha, 2016) :

1) la dimension politique - le passage d'un parti unique à plusieurs partis ;
2) la décentralisation et la déconcentration du pouvoir et le nouveau rôle des acteurs locaux ;
3) la transformation économique - le passage d'une économie centralisée à une économie de marché compétitive et le développement du secteur privé ; *etc.*

Au cours de cette période de transition, les pays de l'Est ont été accompagnés par des acteurs extérieurs institutionnels, gouvernementaux et non gouvernementaux (Cotella & Berisha, 2016), qui ont eu un impact profond sur l'orientation du développement de ces pays. Selon Georgiadis (2008), le rôle et l'influence des acteurs internationaux ont été loin d'être homogènes. Lorsqu'il s'agit du cas de l'Albanie, les acteurs externes ont affecté le contexte national avec des initiatives de coopération axées sur des expériences d'aménagement du territoire qui ont exercé une forte influence en termes de conditionnalité tant économique que politique (Cotella & Berisha, 2016). L'accent a été mis sur la gouvernance locale et la décentralisation du pouvoir (*Ibid.*), en gardant à l'esprit que le communisme en Albanie était le plus totalitaire d'Europe et que, par conséquent, la participation démocratique ou les élections n'existaient pas (Tarifa, 2008). Les interventions des acteurs externes étaient centrées sur l'aspect le plus crucial ou le plus nécessaire. Pourtant, si l'on considère la trajectoire de développement des pays des Balkans, on observe une évolution différente de ces pays. Des variables telles que le type de régime communiste, la forme de l'effondrement du communisme, la tradition *post*-socialiste et le système politique *post*-socialiste définissent le parcours de chaque pays du bloc de l'Est (Cotella & Berisha, 2016).

Tableau 2 : Variables caractérisant le processus de transition dans l'ancienne Yougoslavie (Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Serbie et Monténégro) et en Albanie.

Variables influençant le processus de transition	**Ex-Yougoslavie**	**Albanie**

Tradition pré - communiste	Société Industrielle	Société Traditionnelle
Type de régime communiste	Culte de Personnalité Bureaucratique-Autoritaire	Culte de Personnalité Autoritaire
Mode de chute de communisme	Violent	Pacifique
Système politique postcommuniste	Instabilité politique Semi-démocratique après la chute de la Yougoslavie	Système semi-démocratique

Source : Adapté de Cotella et Berisha (2016)

Nous nous concentrerons sur le parcours de l'Albanie. En réalité, la particularité des pays des Balkans, qui rend difficile de les considérer comme un ensemble, réside dans ce que De Rapper (2019), dans sa thèse d'HDR intitulée « *Albanie en perspective : Anthropologie de frontières et écriture de la différence* », qualifie « d'expériences communes » et « d'expériences uniques ». Alors que ces pays partagent une histoire plus ou moins commune, avec le communisme qui varie d'un pays à l'autre, ainsi qu'une trajectoire unique vers l'Union européenne, De Rapper (2019) considère que leur expérience commune réside dans l'observation de manifestations localisées de phénomènes similaires qui dépassent largement les frontières nationales et qui ont un impact d'une manière ou d'une autre sur l'ensemble de ces pays. L'intérêt de ce parcours dans le cas de l'Albanie vient de ses spécificités non seulement dans son processus de transformation, mais aussi dans les décisions prises au cours de différentes périodes politiques. Le pluralisme dans ce pays, bien qu'il ait commencé comme chez ses voisins, a pris avec le temps un chemin qui l'a différencié d'autres pays.

1.4.2. …débuter avec un système politique pluraliste fragile

Les premières années du changement de régime en Albanie ont été marquées par une grande instabilité politique et des changements de gouvernement. Durant la première décennie qui a suivi la chute du communisme, l'Albanie a connu huit gouvernements successifs, dont un seul a réussi à rester au pouvoir pendant un mandat complet (4 ans) (Pihet, 2000). Cela contraste fortement avec la stabilité politique du régime communiste, marquée par la domination d'un seul dirigeant pendant 45 ans. Par la suite, nous examinerons en détail l'instabilité politique de la première décennie et son impact sur les perspectives du pays. Le premier parti créé pour

s'opposer au parti communiste d'Alia a été le Parti démocratique (PD) en 1990. Un an plus tard, ont eu lieu les premières élections libres en Albanie après 45 ans de communisme. Paradoxalement, et grâce à la majorité de la population rurale, le parti communiste d'Alia a pu rester au pouvoir, dominant le Parti Démocratique qui venait de se créer (Pashko, 1993). Alia n'avait pas de programmes pour gouverner le pays, ni de plans pour la réforme agraire ni de stratégie pour orienter le pays vers l'Europe occidentale. Cependant, après deux mois au pouvoir, le gouvernement choisit de démissionner en raison de grèves massives dans les villes et de l'opposition des autres partis. En juin 1991, un groupe de coalition regroupant tous les partis créés depuis (partis socialiste, démocratique, républicain et agraire), appelé gouvernement de Stabilité Nationale, a pris ses fonctions, tandis que de nouvelles élections étaient programmées pour le printemps 1992 (Tarifa, 2008). Le nouveau gouvernement élaborait un nouveau programme pour la transition vers l'économie du marché. Il comprenait un ensemble d'instruments tels que : la libéralisation des prix ; la déréglementation des investissements ; une politique monétaire stricte accompagnée d'une austérité budgétaire ; une monnaie convertible ; la privatisation des terres et la privatisation à petite échelle (Pashko, 1993).

À l'automne de la même année (1991), le Parti démocratique a décidé de se retirer de la coalition, marquant ainsi la fin du deuxième gouvernement créé. La fin de l'année (1991) marque l'arrivée du troisième gouvernement temporaire le « Gouvernement technocratique » sur une période de moins d'un an. Lors des élections du printemps 1992, le Parti démocratique a pris le pouvoir pour gouverner le pays, étant ainsi le quatrième gouvernement créé. Celle-ci est arrivé avec une nouvelle réforme économique ambitieuse[20] et a tenté de rétablir l'ordre civil, absent depuis le début de la transition. Ce programme s'articulait autour de quelques actions (Pashko, 1993).

- Tout d'abord, l'introduction d'une politique fiscale et monétaire soutenue par diverses sources financières internationales comme le FMI, la Banque mondiale, *etc.*

[20] Selon (Civici, 2010 p. 69), « le PD est arrivé avec une approche de « destruction créatrice » basée sur la « thérapie de choc ». Cela signifie que certaines mesures de stabilisation et de libéralisation peuvent être mises en œuvre sans intervention de l'État, grâce à la purification de la structure économique par la disparition rapide et massive des opérateurs inefficaces. Dans cette approche, le rôle de l'État est très limité. Il doit favoriser ce type de destruction et créer des infrastructures de marché, le reste étant laissé aux marchés ».

- Ensuite, l'expansion des soutiens financiers internationaux dans différents domaines (alimentation, éducation, santé) en débloquant des aides internationales importantes, particulièrement par le biais du FMI. Une autre source d'aide à l'économie individuelle correspondait aux transferts de fonds[21] des émigrés. Ces envois de fonds étaient une source décisive de revenus pour le redressement de l'économie des ménages.
- Privatisation complète des entreprises et privatisation des terres agricoles. La première année, près de 80 % des entreprises ont été vendues ou louées. Le plus important concernait la privatisation des terres agricoles, dont 80 % ont été distribuées à 400 000 familles au cours de la première année (1.4.4).

Le parti démocratique est resté au pouvoir jusqu'en 1997 et, selon les données fournies par les rapports de l'État de l'époque, la nouvelle réforme a réussi à faire passer l'inflation de 200 % à la fin de l'année 1992 à 6 % fin 1995. Les fréquents changements politiques des premières années (90-91) de la démocratie ont eu de graves conséquences économiques. Après la stabilité politique (**1992-1996**), l'Albanie a initié les politiques de marché les plus libres d'Europe et a été considérée comme un pays modèle et un maître d'apprentissage des institutions internationales (Hall, 1994 ; McAdams, 1997 ; Albanews, 1997 ; Lyle, 1997)[22].

Encadré 1 : Le retour des structures claniques d'après Pihet (2000)

Un élément d'une grande importance sociale, soulevé par Pihet (2000) dans la tentative de construction de l'État démocratique, est le retour des structures claniques. En effet, Pihet met en lumière un aspect crucial dans le contexte sociopolitique albanais. Tout d'abord, elle distingue deux structures importantes qui influent sur la société albanaise : le « *Fis* » et le clan. Souvent, on trouve, dans la littérature l'utilisation de ces deux termes comme s'ils étaient synonymes. Cependant, cet auteur établit une distinction claire en expliquant que le clan n'a rien à voir avec l'organisation de la société, plutôt rurale, en « *Fis* », une forme sociale d'organisation équivalente au terme « lignage » ou « parenté » en France. Par ailleurs, comme le souligne Pihet (2000), l'organisation clanique perdure en raison du fonctionnement hiérarchique du gouvernement albanais, même après la

[21] Rémittences

[22] Dans Bezemer, D. J. (2001). Post-socialist financial fragility : The case of Albania. Cambridge Journal of Economics, 25(1), 1-23.

période communiste. L'auteur prend l'exemple des élections de 1992, lorsque le Parti démocratique est arrivé au pouvoir. Son leader, originaire du district de *Tropoje* dans le nord de l'Albanie, a revendiqué le terme « clan » dans les discussions quotidiennes en créant une administration publique composée principalement d'employés issus du Nord. Cela résultait d'un réseau organisé, basé sur la proximité sociogéographique, où les votes étaient traduits en opportunités d'emploi. En fait, les structures claniques, fruit d'un système politique, étaient présentes même sous le régime communiste. En raison du pouvoir tyrannique de Hoxha, personne n'en parlait. En revanche, le chef du PD, alors médecin de la famille Hoxha, comprenait parfaitement le fonctionnement du parti communiste.

En outre, paradoxalement, l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique (PD) a conduit à une augmentation significative de l'emploi administratif provenant de et dans les zones rurales, contribuant à dévaloriser le préjugé associé au terme « *provincial* » (villageois). En effet, le terme « *provincial* » a une connotation négative dans la société albanaise, terme souvent utilisé pour désigner une personne ignorante, peu éduquée et incompétente. Ce mot est souvent utilisé dans le discours politique pour dénigrer les opposants. Pihet (2000) mentionne que, lorsque le PD est arrivé au pouvoir en 1992, son prédécesseur Alia avait qualifié le nouveau gouvernement de « *provincial amatore* » (gouvernement de villageois amateurs). Ce qui est d'autant plus paradoxal, qu'Alia est resté au pouvoir en 1991 grâce à la majorité rurale.

1.4.3. Une économie émergente face à l'instabilité politique

Les changements fréquents de gouvernement au cours de la première année ont été accompagnés de graves répercussions négatives sur l'économie, laissant en plan chaque programme élaboré par chaque gouvernement ayant pris le pouvoir. Le pays est entré dans une grave crise économique et est devenu dépendant des importations. La production a diminué de manière significative et le secteur industriel a connu son plus fort déclin pendant les années de transition démocratique. Cette période a également été considérée comme celle de la désindustrialisation du pays (Avdulaj, 2017), la plupart des entreprises ayant été détruites ou incendiées. En 1993, Pashko écrivait : « *L'Albanie traverse une crise grave, provoquée par une inflation élevée, un déséquilibre du marché et une baisse dangereuse du PIB* » (Pashko, 1993 p.907). Entre 1990 et 1992, le PIB a diminué de 50%, la dette a augmenté de 70% et l'inflation a atteint le chiffre de 104% en 1992 et de 200% en 1993 (*Ibid.*).

Selon Pashko (1993), la cause principale de cette crise économique profonde est due au long isolement du pays par rapport aux autres parties du monde et au manque d'une tradition d'économie de marché. Pendant les années 1990-1997, le commerce extérieur n'a contribué qu'à hauteur de 5% à l'économie du pays en exportant principalement des matériaux bruts. La technologie donnée à l'Albanie, d'abord dans les années 1950 par l'Union soviétique, puis dans les années 1960 par la Chine, était entièrement dépréciée dans les années 1990 et nécessitait une attention urgente. Mais, les coûts de rénovation étaient extrêmement élevés. Les seules industries qui avaient la possibilité de rapporter des devises étrangères au pays étaient celles de l'électricité, du pétrole, du cuivre et du chrome (Pashko, 1993).

L'année 1992 est considérée comme une période d'échec total, au cours de laquelle presque tous les indicateurs économiques se sont dégradés. Fin 1992, le pays avait atteint une dette de 600 millions de dollars équivalant à 9 années d'exportations et un déficit de 5,5 millions de dollars (Civici, 2003).

Ce n'est qu'en 1993 que l'économie a commencé à voir le feu vert. Une augmentation de 9,6% a été observée en 1993 et de 13,4% en 1995 (*Ibid.*). La situation émergente a nécessité l'intervention des institutions internationales et les investissements étrangers ont joué un rôle central dans la reprise économique. Selon les données fournies par Civici (2003), une aide de 880 millions de dollars a été accordée à l'Albanie par des organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, la BERD, *etc.*, et des pays occidentaux (Italie, Allemagne, États-Unis, France). Une partie de cette aide a été utilisée pour rembourser la dette. Malgré l'amélioration de certains indicateurs, l'absence du marché financier et de celui des capitaux a constitué un blocage pour l'économie. Selon les données de la période, le premier marché financier n'est apparu qu'à la fin de 1996.

1.4.4. La réforme agraire - une réforme sociale ou une réforme radicale ?

La réforme agraire[23] en Albanie est l'un des sujets les plus discutés au niveau national. Elle a commencé en 1991 (Civici, 2003)[24]. Contrairement aux autres pays du bloc, dont les ex-propriétaires ont reçu leurs terres, la plupart du territoire albanais a suivi une stratégie différente

[23] Cette réforme agraire constitue la troisième dans l'histoire du pays. La première réforme a été mise en place lors de l'établissement de l'État nouvellement créé en 1912, visant à restreindre l'appropriation des terres par les grands propriétaires terriens hérités du système ottoman. La deuxième réforme a été réalisée par la collectivisation des terres sous le régime communiste.

[24] Cité par (Ciaian, Guri, et al., 2018)

de distribution des terres, fondée sur l'égalité sociale, sans tenir compte des anciens propriétaires qui ont été expropriés par la force pendant le régime communiste (Encadré 2). Cela signifie que la nouvelle réforme foncière a distribué la même quantité et la même qualité à tous les habitants des zones rurales (Ciaian, Guri, et al., 2018). Il est important de souligner ici que seules les terres agricoles ont été distribuées aux habitants, tandis que les forêts et les pâturages restaient la propriété de l'État central. Pour l'analyse de notre étude, il est important de souligner ce point pour ce qui concerne la propriété des ressources telles que les forêts et les pâturages dont nous parlons dans cette thèse. Pour revenir à la réforme agraire, la redistribution des terres selon une logique de « reprivatisation » sans la vendre ou la louer, comme le décrivent de Rapper et Sintès (2006), est fondée sur le droit prioritaire du dernier usager qui prévaut et non sur celui de la privatisation. Il parait important ici de souligner que la réforme agraire n'était pas répartie dans tout le pays. Certaines zones du nord, notamment Pukë, n'ont pas appliqué la loi 7501, ce qui signifie que chacun a récupéré ses terres. Ces zones se distinguent particulièrement par leur situation en régions montagneuses extrêmement accidentées, où les terres agricoles représentent une proportion très limitée de la structure foncière. Lors de notre travail de terrain à Pukë, les acteurs locaux ont mis en avant cette façon de récupérer les terres de leurs ancêtres, comme un blocage à la possession de titres de propriété foncière jusqu'à aujourd'hui, à cause du manque de preuves. En outre, la distribution égale des terres était à l'origine de conflits dans certaines régions, en particulier dans la plaine littorale, après les années 2000. En effet, la loi 7501 a distribué les terres sans titre de propriété, et, par la suite, d'anciens propriétaires de ces terres, partagées à parts égales entre les villageois, ont revendiqué leur propriété en prétendant que la terre avait autrefois appartenu à leurs grands-pères « *toka e gjyshit* », avant d'être expropriés sous le régime de Hoxha. Nous trouvons la même confirmation chez Garnier & Crouteix (2022) et De Rapper & Sintès (2006) où des terres sont bloquées par des « prétendants propriétaires » et « nouveaux propriétaires ».

Encadré 2 : Applications de la réforme agraire de 1991 décrite par De Rapper et Sintès (2006)

Sur le plan technique, le processus de répartition des terres suit une procédure bien définie. Dans chaque village, une commission est élue, à laquelle se joignent un topographe et un agronome. Cette commission est chargée de réaliser les travaux préparatoires, notamment la constitution d'un inventaire des terres du village. Ces

dernières sont ensuite classées en fonction de leur utilisation (champs, vergers, vignes) et de leur qualité (emplacement, possibilité d'irrigation, mécanisation potentielle). Cette classification est réalisée à la fois sur cartes et sur le terrain, en recueillant les témoignages des villageois les plus anciens. Outre les jardins, où chaque famille s'est vu attribuer une parcelle située à proximité immédiate de leurs habitations, les terres ont été divisées en trois types. Les premières sont des terres irriguées, les deuxièmes des terres de bonne qualité, mais non irriguées, tandis que les troisièmes sont des terres de collines et de montagnes. Les parts attribuées à chaque individu sont ensuite regroupées par foyer et chaque chef de famille tire un numéro au sort. Ainsi, il ne choisit pas librement la parcelle de terre qu'il recevra. Cette façon de distribuer la terre est appliquée dans chaque village de Gjirokastër, mais pas à Pukë. À Pukë, les terres ont été redonnées aux anciens propriétaires. Dans le cas de Gjirokastër, cette forme de divisions a généré une série de problèmes et de discussions étant donné la diversité de la composition sociétale dans la région. Nous verrons en détails ce point dans les chapitres 2 et 3.

La réforme a été mise en œuvre au niveau du village par un comité de distribution des terres, élu par les villageois, qui était chargé de procéder à cette distribution (Ciaian, Guri, et al., 2018). La quantité de terres distribuée était la même par tête et la superficie était décidée en fonction de la superficie totale disponible dans chaque village divisé par ses habitants. Le chef de famille était reconnu comme le propriétaire officiel de la terre qui appartenait à chaque membre de sa famille. Selon les données fournies par Ciaian et al. (2018), la terre était divisée en environ 1,9 million de petites parcelles appartenant à 490 000 ménages, avec une moyenne de 0,25 ha par tête et environ 1.2 ha par ménage. Cette façon de procéder a conduit à une profonde fragmentation des terres (*Figure 1 : Figure 2*) en Albanie[25] (Ciaian, Guri, et al., 2018; Civici, 2003). Nous retrouvons ce constat dans plusieurs recherches que nous pouvons mentionner (Lusho & Papa, 1998; Cungu & M. Swinnen, 1999; Deininger et al., 2012; Ciaian, Guri, et al., 2018).

[25] Avoir l'égalité de la qualité signifie que chaque famille avait une surface de très bonne qualité, de qualité moyenne et de moindre qualité. Chaque parcelle était fragmentée en petite taille, de sorte que chaque famille avait la possibilité d'avoir des terres de qualité différente et, en même temps, ensemble, elles avaient une égalité dans la qualité de leurs terres. L'idée de cette division était de leur donner la possibilité de produire les mêmes produits, ce qui s'est traduit par un énorme morcellement de la terre.

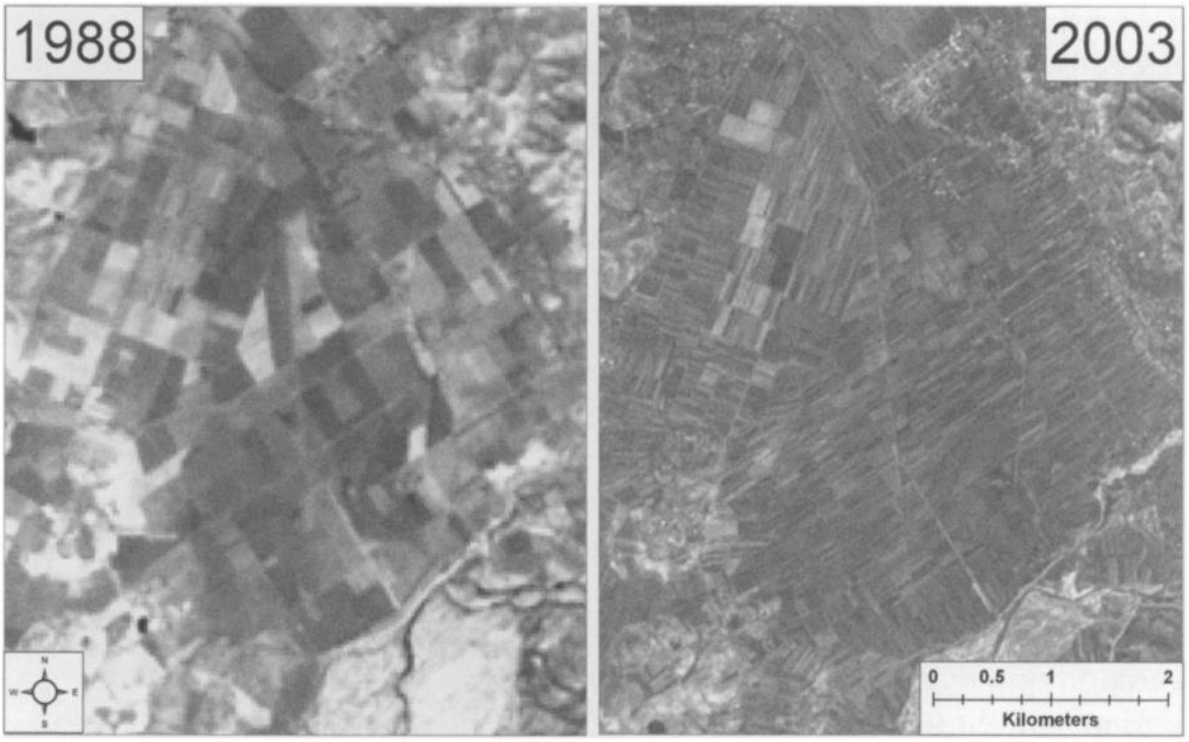


Figure 1 : Image satellite des terres agricoles entre 1988 et 2003. Cette image permet d'observer la fragmentation et la petite taille des parcelles après la réforme agraire de 1991, conformément à la loi 7501. Source : (Müller & Munroe, 2008 p. 859).

Même si près de 70% des terres ont été distribuées à la fin de l'année 1992, la vente ou la transformation de la propriété était interdite. La réforme a distribué plus de 600 000 ha d'un total de 700 000 ha de terres agricoles, auparavant contrôlées par l'État et les fermes collectives, à 490 000 familles (*Figure 3*) vivant dans les zones rurales (Ciaian, Guri, et al., 2018). Cette situation a créé une structure agraire unique en Europe, caractérisée par un grand nombre de petites exploitations privées (environ 1,2 ha) et de parcelles très morcelées (entre 3 et 7 par exploitation comme montré dans la *Figure 4*) (Garnier & Crouteix, 2022) .

Figure 2 : Modification de la structure foncière avant et après le régime communiste. Source : (Civici et al., 2001 cités par Bernard, 2016 p. 246).

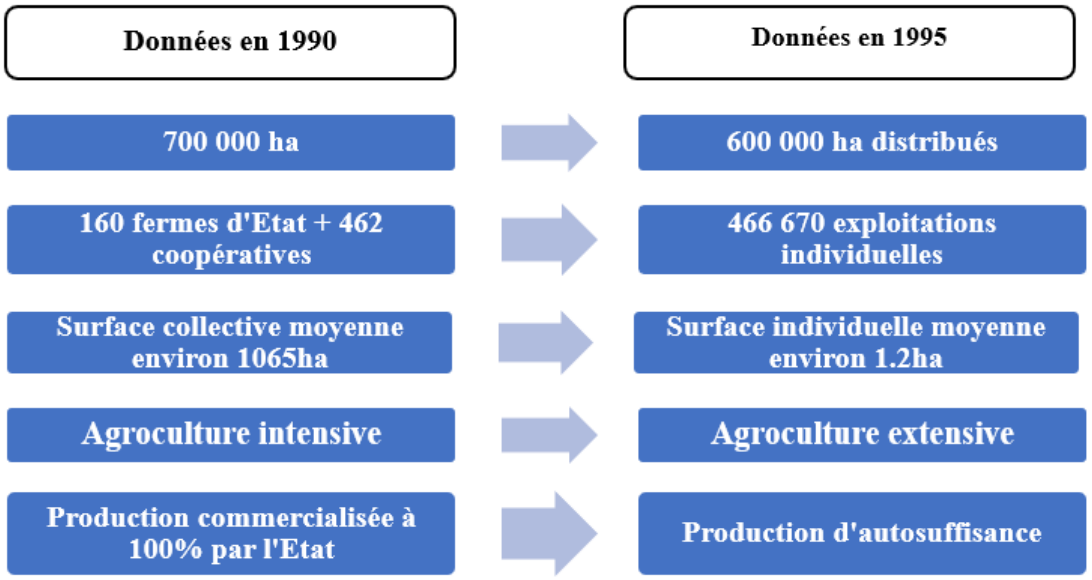


Figure 3 : Changement dans la structure foncière entre 1990 et 1995. Source (Civici, 2001 ; Guri, 2008)

Plusieurs études ont été menées dans le pays pour analyser les conséquences de la fragmentation des terres (Ciaian, Guri, et al., 2018; Ciaian, Rajcaniova, et al., 2018 b; Lusho & Papa, 1998; Sikor et al., 2009). Selon Sikor et al., (2009), le morcellement des terres en Albanie, résultat de la réforme agraire après l'effondrement du communisme, est une cause majeure de l'abandon des terres qui se produit depuis. Le morcellement des terres, après la Réforme de 1991, a poussé les agriculteurs à abandonner leurs terres et à déménager vers les grandes villes. Selon les données fournies par Müller et Munroe (2008), jusqu'en 2003, un abandon de 30 % des terres agricoles est estimé avoir eu lieu. D'après Ciaian et al. (2018), la fragmentation persistante et les changements minimes peuvent s'expliquer par le dysfonctionnement du marché foncier.

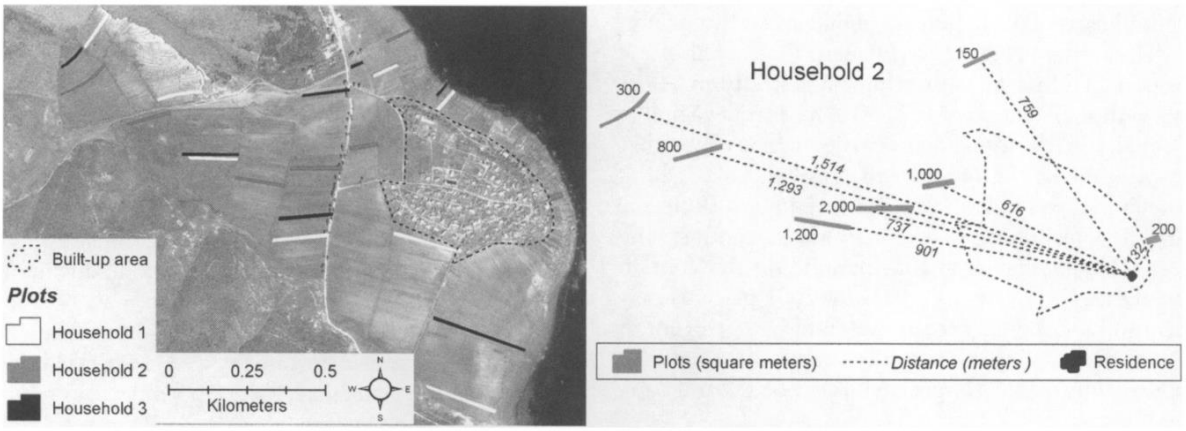
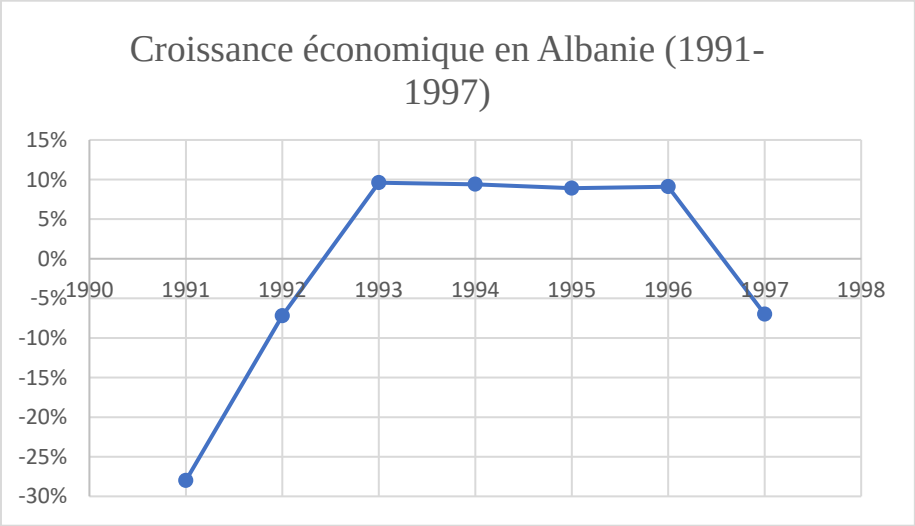


Figure 4 : Illustration de la division des terres au niveau d'un village pour 3 foyers. Cette illustration permet de visualiser la petite taille des parcelles, mais également la distance entre deux parcelles appartenant au même foyer. Source : (Müller & Munroe, 2008 p. 859)

Un autre problème auquel sont confrontés les agriculteurs est celui de la propriété foncière, qui constitue le principal obstacle au fonctionnement du marché foncier. La division des terres selon la loi 7501 n'a pas permis aux agriculteurs d'obtenir des titres de propriété, ce qui signifie qu'aujourd'hui encore certains agriculteurs ne possèdent aucun document officiel attestant de leur propriété foncière. Quelques tentatives pour formaliser la propriété terrestre ont été menées en 1996 par les « *tapi* » (certificat de propriété) (Biba (2001) dans Bernard-Mongin & Lerin, 2014), mais elles ont été empêchées par la transition civile de 1997 (*cf.* ce chapitre, 1.5.). Le fonctionnement du marché foncier peut estimer l'échange de terres entre les ménages et réduire d'une certaine manière les problèmes de fragmentation. Selon Torre et al. (2023), les questions des fonciers et des terres agricoles sont devenues indispensables pour le développement territorial des zones rurales et le renouvellement de l'agriculture en produisant des produits de qualité et en volumes importants, car elles renvoient à la disponibilité d'une surface utile dont la taille est suffisante pour atteindre des seuils de rentabilité satisfaisants. En revanche, les parcelles diversifiées de la réforme albanaise permettaient aux ménages de produire différentes cultures tout en comblant les besoins de la famille. La faible surface des terres a conduit à une agriculture d'autoconsommation. Cette forme de production a rendu difficile de vivre uniquement des revenus agricoles. Selon Sikor et al. (2009), la plupart des producteurs ont arrêté de cultiver certaines parcelles, car ils trouvaient plus intéressant d'allouer leur travail et leur capital à des activités non agricoles.

1.5. 1997 : un coup dur pour la nouvelle économie en croissance

La stabilité politique à la fin de l'année 1992 a encouragé l'économie de marché en Albanie, transformant ainsi le pays en un modèle de développement *post*-transition (Bezemer, 2001). Fin 1996, lorsque l'économie semblait stable, le système financier des Ponzi a marqué la nouvelle ***phase de transition***. Selon Bezemer, (2001), la chute profonde de l'économie albanaise, causée par les « *Schémas de Ponzi* » (système pyramidal[26]), a anéanti la réforme économique de 1992-1996 considérée comme un succès pour une économie *post*-transition (*Graphique 2*). Ces systèmes sont nés de l'incapacité des rares banques d'État de l'époque à faire face à la demande de crédit (Civici et al., 2001). D'une part, le secteur privé en pleine expansion en Albanie avait besoin de financement, tandis que, d'autre part, l'épargne familiale et les envois de fonds sous forme de remises par les émigrants créaient le terrain propice à l'émergence de schémas de fraude connus sous le nom de pyramides financières.

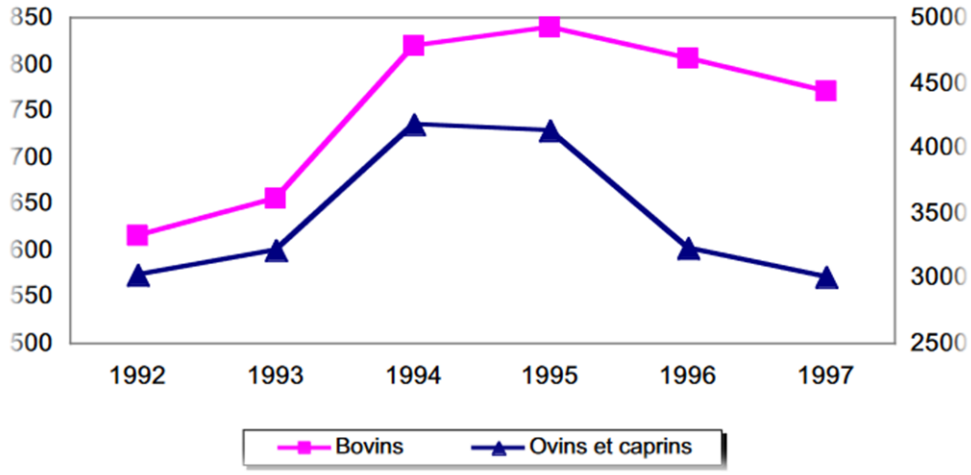


Graphique 2 : L'évolution de la croissance économique au cours des premières années du changement de système. Source : données fournies par (Kodderitzsch, 1999)

Le système de Ponzi existait même dans d'autres économies de *post*-transition, mais la particularité de l'Albanie tenait à la part investie et à l'échelle extrêmement large de l'implication dans ces schémas. Près de la moitié de la richesse nationale était investie dans des entreprises pyramidales. Dans les villes, des familles ont vendu leurs maisons et leurs propriétés pour

[26] « Les sociétés pyramidales sont des structures illégales qui, pour gagner de l'argent, profitent de l'épargne des citoyens et des entreprises. Une société pyramidale « type » est gérée par des personnes qui promettent à d'autres de grosses sommes d'argent en échange de nouvelles recrues qui investissent et deviennent à leur tour membres de ces pyramides » (Civici et al., 2001 p.149).

investir dans ces systèmes qui promettaient un rendement élevé. Dans les villages, des ruraux ont vendu leur bétail et d'autres capitaux techniques qu'ils possédaient. Une enquête menée par Civici et al.(2001), entre 1996 et 1997, met en évidence une diminution visible de la production et de la superficie cultivée. Ces auteurs affirment que cette diminution est due aux sommes considérables investies dans ces schémas. Selon les mêmes auteurs, les conséquences du système de Ponzi sont encore plus visibles dans le secteur de l'élevage (*Graphique 3*). Selon l'enquête de Civici et al. (2001), la grande participation de la population rurale à ces modèles se basait sur un principe de croyance que « si on mettait une vache chez *Populli* ou *Xhaferri* (deux des sociétés pyramidales), trois ou quatre mois plus tard, on en aurait trois ».



Graphique 3 : Dynamique de l'élevage. Source : (Civici et al., 2001)

Selon les experts économiques, parmi lesquels on peut mentionner le *Prof. Dr. Xhepa*, *Prof. Dr. Civici*, la dimension de ce phénomène, qui a conduit à une guerre civile en **1997**, était inévitable à la chute de ce système de fraude. Les conséquences tragiques de l'année 1997 sont dues à la faillite de 25 entreprises pyramidales qui ont extorqué près de 1,2 milliard de dollars à la population[27].

Cette catastrophe socio-économique a conduit la société à se soulever contre l'État et à tout détruire. Les conséquences socio-économiques ont été tragiques : des milliers de meurtres, le trafic d'êtres humains, la misère économique, la destruction et l'incendie d'institutions

[27] Selon les données fournies par des rapports d'Etat, le produit intérieur brut total ne dépasse pas 2,5 milliards de dollars à l'époque.

publiques, *etc*. Dans une telle situation, le gouvernement a tenté de mettre en place un système de remboursement de l'argent perdu à la fin de février 1997. Cela a encore aggravé la situation, car la population a eu l'impression que l'argent avait été volé par le gouvernement. En mars 1997, les manifestions d'ordre économique ont provoqué l'effondrement de l'État en créant l'État d'urgence. La crise a entrainé l'effondrement du gouvernement, cas le plus représentatif du « *State Failure* » en Europe. Une totale anarchie économique s'est installée dans le pays (Civici et al., 2001).

L'impact de ce système était énorme au point que, même après 25 ans, le pays analysait encore les erreurs de cette époque. La question la plus posée aujourd'hui encore est la suivante : **Pourquoi le gouvernement de l'époque n'est-il pas intervenu pour stopper les schémas de Ponzi ?** Cette question devient particulièrement cruciale lorsque l'on analyse le processus lent de l'Albanie pour l'intégration européenne. Les experts nationaux estiment que la crise de 1997 est la principale raison de cette lente progression, soulignant que l'UE a adopté une position négative envers l'Albanie et son gouvernement à cette époque (Pinnavaia & Berisha, 2021), en privant le pays de certains programmes tels que le programme PHARE signé en 1992. Selon des reportages et des documentations nationales, les firmes pyramidales se sont d'abord présentées comme des fondations caritatives, qui ont commencé à investir dans différents secteurs de l'économie comme l'industrie, le tourisme, l'agriculture, *etc.*, et ont employé plus de 10 000 personnes. Cela révèle un autre point sur le manque de confiance dans les associations collectives en Albanie. Selon les experts économiques, s'attaquer aux schémas de Ponzi à l'époque aurait été un suicide total de la part du gouvernement, compte tenu du fait que la plupart de ces schémas avaient été créés par d'anciens agents de la sécurité d'État ou des bras droits du nouveau gouvernement.

En outre, les entreprises de type Ponzi proposaient des taux de retour sur investissement très élevés et zéro risque pour les ménages, ce qui suscitait l'attention et la confiance de la population. Par ailleurs, la société albanaise avait peu de connaissances du capitalisme et il était donc facile d'attirer les ménages en leur proposant des taux élevés. Une société, sortant d'un long système totalitaire et isolé, pensait qu'il était possible de s'enrichir en regardant la télévision. Selon Civici et al. (2001), la révolte s'est aggravée non seulement à cause de la perte financière, mais aussi à cause de la destruction du rêve d'une vie facile. La fragilité du gouvernement de l'époque a accéléré le passage d'une crise financière à une catastrophe nationale (Ibid.).

1.6. Une nouvelle époque de changements socio-économique et politique

L'année 1997 a été marquée par une catastrophe pour le pays, caractérisée par une explosion de la pauvreté et des pénuries alimentaires résultant de cette situation politique. Bien que les indicateurs économiques du pays, fin 1998, aient montré une tendance à la hausse, le gouvernement a dû faire face aux séquelles de la résistance civile de 1997 et aux conséquences de la confrontation violente entre la société et l'État. Malgré les efforts déployés pour stabiliser les indicateurs économiques en 1998, la transition civile de 1997 a profondément ébranlé le système sociopolitique. La crise civile a été exacerbée par des problèmes externes, notamment l'arrêt du financement du programme PHARE, auquel le pays avait adhéré en 1992, et qui avait apporté d'importantes ressources financières. En revanche, l'aide alimentaire a été mise en place par l'UE pour le pays. Pourtant, de vastes régions étaient toujours sous le contrôle de groupes rebelles, répandant la violence, la peur et la terreur au sein de la population.

> *De Rapper(2019 p.11), étant sur le territoire vers fin 1999 a écrit dans sa thèse d'HDR « Le pays s'en était trouvé profondément déstabilisé : l'État avait perdu le contrôle d'une grande partie du territoire tombée aux mains de bandes armées, tandis que la population se servait dans les dépôts d'armes et de munitions de l'armée ».*

Ces groupes étaient particulièrement actifs dans le sud, où se trouvaient les douanes européennes telles que « *Kakavia* », *Kapshtica*, et « *Tri Urat* » vers la Grèce, qui servaient de points d'entrée commerciaux essentiels, ainsi que le port de Vlora vers l'Italie, *etc.* En 1998, à Gjirokastër, un groupe criminel a même attaqué et envahi la douane de *Kakavia*, le point d'entrée commercial le plus important du pays. Ces groupes, principalement originaires de Lazarat, village situé à Gjirokastër, ont initié une série d'actions criminelles et illégales ainsi que des confrontations avec les forces nationales de police à partir de 1998.

Pourtant, selon Jusufi, (2017), la crise de 1997 a entraîné, de manière paradoxale, la finalisation de la transition politique en Albanie. En juin 1997, de nouvelles élections ont été organisées, portant au pouvoir le Parti socialiste. Pour la première fois, les partis ont accepté un changement de gouvernement par le vote, un élément essentiel étant donné l'état de la démocratie dans le pays. De plus, le début du dialogue entre le gouvernement et l'opposition a été considéré comme

un pas positif « ***vers la guérison des profondes blessures politiques qui ont marqué la politique albanaise*** » (International Crisis Group 1999 : 1)[28].

En ce qui concerne l'économie, ce n'est qu'à la fin de l'année 1999, qu'elle a commencé à croître de manière significative grâce à de nouvelles réformes économiques visant à stabiliser les indicateurs macroéconomiques (Jusufi, 2017). Les mesures de l'État visant à réduire la pauvreté et le chômage n'ont commencé à montrer des signes positifs qu'au cours des années 2000, grâce aux subventions du secteur privé. Durant cette période, le taux de pauvreté a considérablement diminué, passant de 26 % à 12 % (*Ibid.*). Parallèlement, le taux de chômage a également diminué, passant de 17 % à 12 % (*Ibid.*). Ces améliorations notables ont également touché les indicateurs sociaux, tels que le niveau d'éducation, la qualité de la santé, l'égalité des sexes et le rôle des femmes, entre autres. La réforme économique s'est accompagnée de changements dans la structure du PIB, avec une augmentation significative des activités tertiaires entre 1992 et 2002. Les secteurs clés tels que l'agriculture et l'industrie ont connu une diminution rapide au cours de la même période.

Tableau 3 : Changement dans la structure du PIB.

Part du PIB par secteur (%)				
Secteurs	1990	1992	2001	2002
Agriculture	55,4	54,2	34,2	33,3
Industrie	11,3	16,9	13,2	12,8
Construction	9,7	7,6	10,3	10,8
Transport	3,2	3	10,1	10,6
Autre secteurs	20,3	18,3	32,2	32,5

Source : (1992, 2001, 2002 par Civici, 2003; 1990 par Kodderitzsch, 1999)

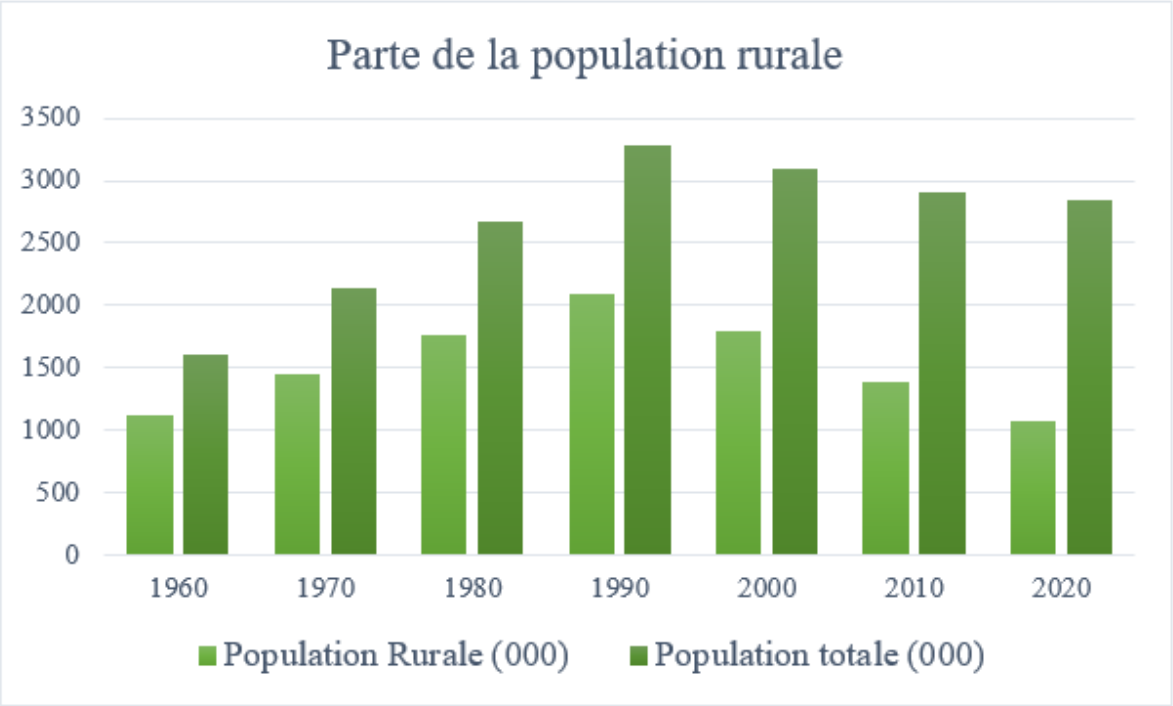
[28] Cité par Jusufi, I. (2017). Albania's Transformation since 1997 : Successes and Failures. *Croatian International Relations Review, 23*(77), 81-115.

En revanche, les indicateurs tels que la corruption, le clientélisme, la lutte contre les activités illégales, *etc.*, ont connu peu de progrès. Ce système est encore perceptible aujourd'hui, entravant la confiance institutionnelle, créant une société méfiante et donnant une image négative de l'organisation traditionnelle basée sur le lignage en Albanie en le comparant avec l'organisation clanique (*Encadré 1*, p. 46).

Pour revenir à l'instabilité de la période de *post*-transition de 1997, l'existence de groupes rebelles issus de la transition de 1997, principalement dans le sud du pays, a donné lieu à une forme de co-gouvernance, surtout dans les régions négligées par le pouvoir central, notamment les zones rurales et les districts isolés. La fragilité du gouvernement a, également, facilité la cohabitation d'une « économie parallèle » ou « illégale » qui a régné dans le pays autour des années 2000 (Civici, 2003). C'est le cas de Gjirokastër, devenue un véritable centre de culture de plantes narcotiques, donnant naissance à une économie parallèle qui s'étendait sur l'ensemble de la région du sud (de Fier à Sarandë). Cette situation a eu un impact significatif sur la région, tant sur le plan économique que social. La position géographique avantageuse de Gjirokastër, avec la frontière grecque à proximité, en a fait une porte d'entrée idéale pour pénétrer le marché européen, favorisant ainsi le développement de cette activité illicite. L'économie parallèle était et reste présente en Albanie sur l'ensemble du territoire, mais la particularité de Gjirokastër résidait dans le fonctionnement très ouvert de cette économie. Ces groupes organisés au Sud, affiliés d'une manière ou d'une autre à la sphère politique, ont exploité illégalement les ressources naturelles, avec des conséquences désastreuses pour les massifs forestiers, qui ont fait l'objet d'une exploitation forestière et d'une déforestation importante. Nous focaliserons principalement notre attention sur le Sud car, dans le Nord, le fonctionnement était basé sur les droits coutumiers (le Droit de *Kanun*), où les ressources naturelles étaient exploitées en commun au niveau du village et co-gérées par la société conformément à ses droits coutumiers. De plus, les schémas de Ponzi n'étaient pas très répandus dans le Nord, là où la situation socio-économique était plus ou moins stable. Etant donné que les autorités gouvernementales étaient peu capables de garantir une utilisation durable des ressources naturelles, cela a incité les institutions nationales (surtout la Banque Mondiale) à faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte une approche communautaire de la gestion des ressources forestières en transférant ces ressources à des entités locales (Bernard-Mongin et al., 2015). Ces questions de ressources naturelles seront traitées plus en détail dans la sous-section 2.2.

2. Les perspectives agricole et rurale face aux changements majeurs

Les pays *post*-socialistes de CEE ont entamé un parcours, plus ou moins commun vers une économie de marché après les années 1990. Cependant, il est crucial de comprendre le cheminement individuel de chacun d'entre eux. Comme le souligne Stahl (2010), bien que l'évolution économique et politique de ces nations ait été relativement similaire, ce qui les distingue réside principalement, entre autres, dans l'utilisation des sols et des ressources naturelles, ainsi que dans la transformation agricole et rurale. En tenant compte de ces aspects déterminants pour la dynamique de chaque pays, particulièrement dans les Balkans, nous accorderons une importance significative à celui de l'Albanie, considérée comme un pays aux singularités marquées. Nous avons souligné dans l'introduction de ce chapitre que l'agriculture est le secteur le plus touché par les changements et que, souvent, ces changements ont eu des impacts négatifs sur sa dynamique. Si l'on considère la ligne historique du pays, jusqu'en 1990, l'Albanie était considérée comme un pays agricole et rural (*Graphique 4*). Son économie totalitaire était basée principalement sur l'agriculture et l'industrie. Selon diverses sources, l'agriculture représentait 60 % du PIB en 1950, avant de tomber à 23,4 % en 1980 (Civici, 2003, 2010; Fuga, 2000). Malgré le déclin du rôle de l'agriculture à la fin de ce régime, en raison des faibles performances technologiques résultant de la fermeture des échanges internationaux et l'atteinte des modes d'expansion que le secteur a connus (*cf.* ce chapitre, 1.3.), l'agriculture est restée la principale source d'emplois, occupant 69 % de la main-d'œuvre pendant la période communiste. Sa planification (création de zones géographiques agricoles spécialisées) et l'orientation vers les grandes cultures (*Carte 2*, p. 40) occupaient la majorité de la SAU totale. Les cultures céréalières, suivies par les cultures maraîchères et industrielles principalement produites dans la partie ouest du pays, notamment sur les plaines côtières, prédominaient dans cette économie agricole, encadrée par des programmes quinquennaux. Bien que l'agriculture ait joué un rôle clé dans le système communiste, l'approche totalitaire de Hoxha, qui consistait à tout produire et à tout fournir dans le pays, a été un échec et indique que l'agriculture du pays n'était pas en mesure de répondre aux besoins domestiques au niveau national. Le modèle soviétique d'intensification de l'agriculture que l'Albanie avait suivi a montré des signes profonds de fragilité, qui ont amené à un effondrement de l'Etat socialiste. Pourtant, malgré des hauts et des bas, le secteur agricole a toujours joué un rôle déterminant dans l'économie du pays, faisant de lui l'un des pays les plus dépendants de l'agriculture.



Graphique 4 : Part de la population rurale par rapport à la population totale (en millions) entre 1960 et 2020. Source : Données fournies par la Banque Mondiale

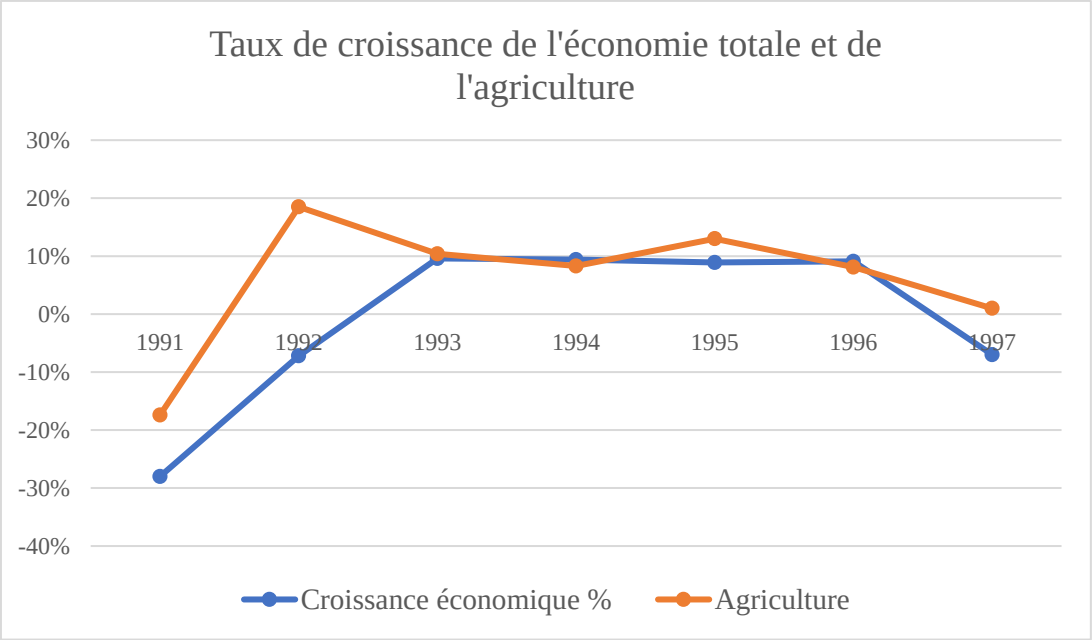
Avec la chute du communisme, l'économie du pays a pris un chemin différent, orienté vers l'industrie et les services, laissant l'agriculture et les zones rurales dans l'ombre, même si l'agriculture était considérée comme le moteur de l'économie socialiste. Au cours des premières années du nouveau système, comme on peut le voir dans les autres pays de l'Est, comme par exemple la Lituanie (Dedeire & Maciulyte, 2012), les villages ont été « **laissés dans l'ombre** » par la politique dont aucune institution n'a pris en charge l'administration et le développement de ces espaces précédemment administrés par les coopératives d'État collectivistes. Cette période a été accompagnée par un « **désengagement de l'État** » (Campagne & Pecqueur, 2014) avec très peu d'investissement et de dépenses publiques pour ces zones. La seule mesure prise pour les zones rurales a été la réforme agraire, qui s'est toutefois accompagnée de problèmes de fragmentation et d'abandon des terres (*cf.* ce chapitre, 1.4.4). D'une économie agricole strictement planifiée par l'État, le pays est passé à un abandon total de cette planification et a adopté un système de diversification des cultures. Les zones rurales sont devenues des zones agricoles de survie, vivant des revenus agricoles, principalement de l'élevage. Cela a aggravé la situation économique de ces zones, habituées à une situation de collectivisation et de planification centrale, et a généré la grande émigration de la première décennie. La production agricole a fortement diminué à cause du démantèlement spontané des anciennes coopératives

et de l'effondrement des anciens systèmes de distribution de l'économie planifiée (Holland, 1998). La réforme agraire, basée sur le principe de la division sociale de la terre, a donné lieu à une agriculture de subsistance sur de petites parcelles (0,3 ha en moyenne) en quantité suffisante pour les besoins de la famille. La faible infrastructure, la faible modernisation des moyens de production, le morcellement des terres n'ont pas permis au secteur de s'épanouir, malgré son potentiel.

En revanche, il est important de reconnaître que l'agriculture est le secteur qui a connu le redémarrage le plus rapide (*Graphique 5*) au sein de l'économie de marché (Civici, 2003). Néanmoins, nous verrons que c'est le secteur le plus variable dans la ligne historique, mais il demeure un grand contributeur dans le PIB du pays même de nos jours comme le montre le *Tableau 4* (p. 68). En 1992, lorsque l'économie était en récession, ce secteur a connu une augmentation de 18 % après l'effondrement du régime communiste (Kodderitzsch, 1999). Il est important de souligner ici que l'augmentation dans le secteur agricole vient principalement de l'élevage. Avec le changement du système et la transition accompagnée, les agriculteurs ont tenté d'adapter un modèle complexe d'agriculture caractérisé par la polyculture et un grand nombre d'animaux (Meco et al., 2018). Ce modèle était défini par la fragmentation des terres provoquée par la réforme agraire en 1991, chaque agriculteur ne disposait que de petites surfaces de sols différents mais ceci a permis de répondre à un grand nombre de besoins familiaux en matière d'autoconsommation. Selon Civici ((1997) dans Bernard-Mongin & Lerin, 2014), la répartition égale des terres en Albanie a contribué à la stabilisation économique, sociale et politique jusqu'en 1997, car elle a donné à toutes les familles rurales la possibilité d'être auto-suffisants pendant le processus de transition. La crise alimentaire qui a frappé le pays dans les premières années (1990-93) de la transition démocratique a orienté l'agriculteur vers l'autoconsommation et la production pour ses besoins personnels. En revanche, cette situation, favorisée par la petite taille des parcelles, a provoqué des pénuries alimentaires dans les villes. Cette crise, surtout visible dans l'environnement urbain, a nécessité l'intervention de l'aide étrangère, principalement du FMI et de la Banque mondiale, renforçant ainsi l'impact étranger dans le pays.

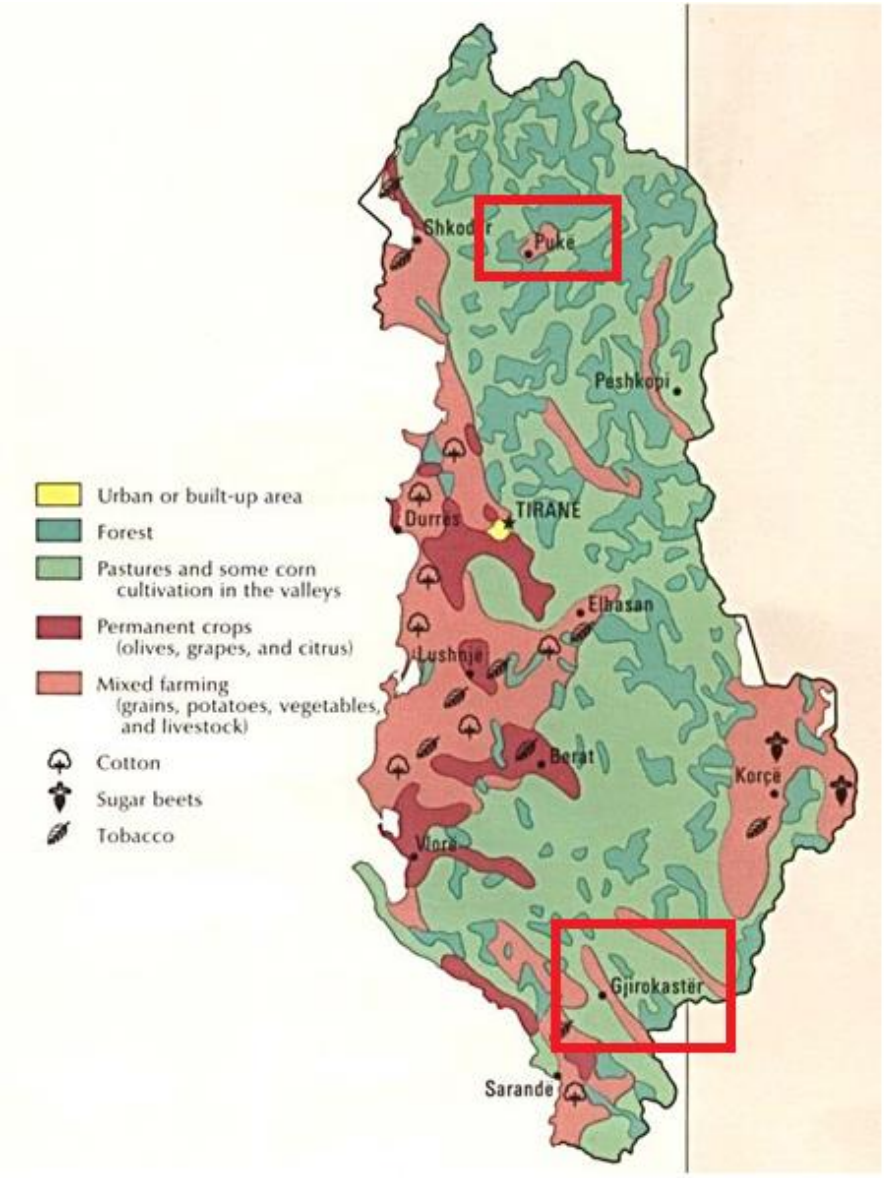
En 1997, la contribution de l'agriculture à la richesse du pays a visiblement diminué, passant de 55 % en 1990 à 7 % en 1997. L'année 1997 représente non seulement une année de transition, mais aussi une année paradoxale. L'investissement dans l'agriculture est largement réduit à l'investissement dans les schémas de Ponzi. L'échec de ces derniers a eu diverses conséquences.

Dans le secteur agricole, la fin de cette année a divisé les agriculteurs en deux groupes : une partie qui a complètement abandonné l'agriculture et l'autre qui s'est tournée vers son intensification. Cela a généré l'augmentation de la surface agricole.



Graphique 5 : l'évolution de l'agriculture par rapport à l'évolution de l'économie totale dans les années 1991-1997. Source : Données fournies par (Kodderitzsch, 1999)

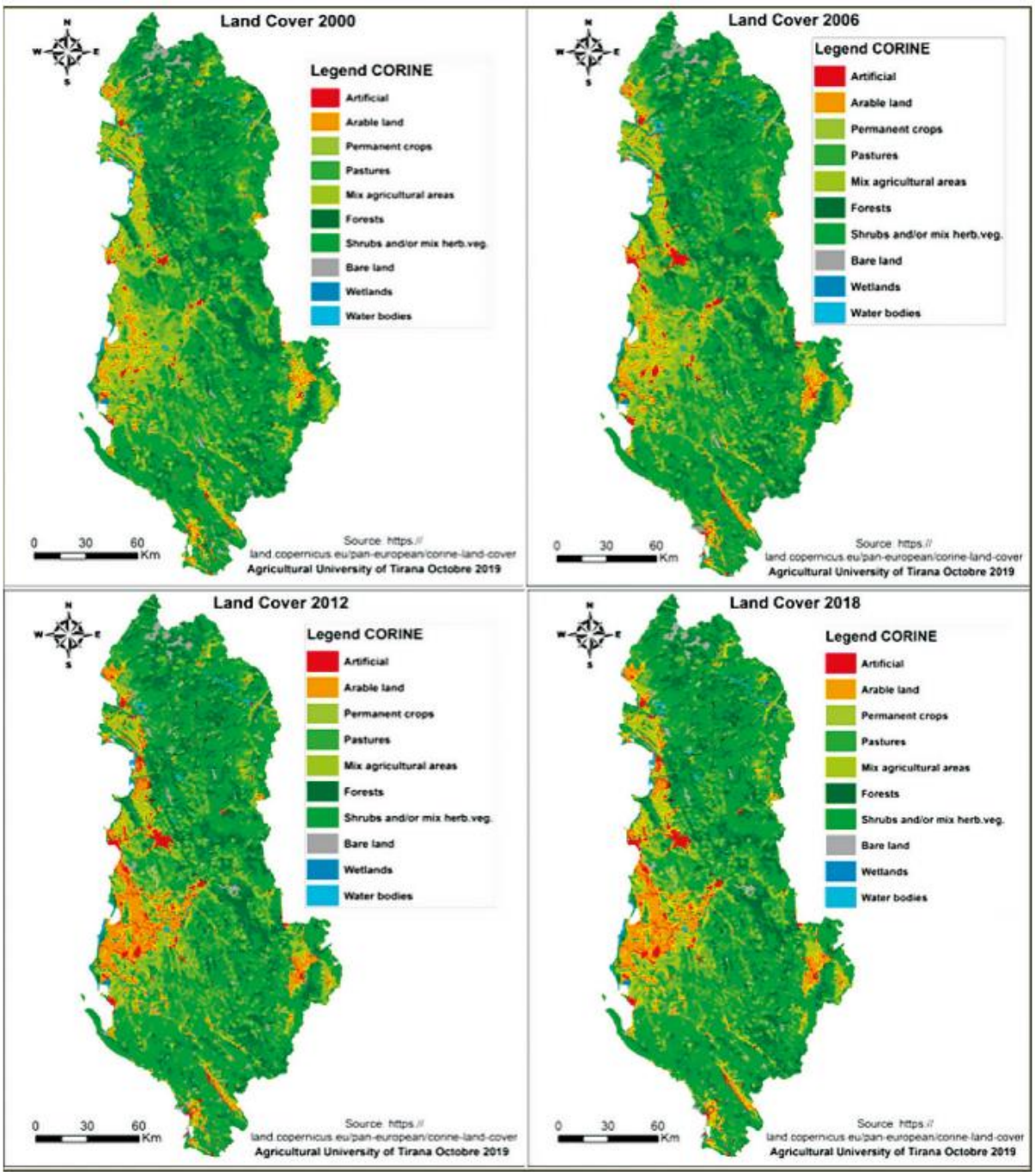
Quelques années plus tard, une augmentation du rôle de l'agriculture a été constatée, passant de 7 % à environ 20 % en 2000. Dans les années 2000, une hausse de la superficie des exploitations agricoles a également été constatée passant de 1ha en moyenne à 1,3 ha, même si le nombre d'exploitations a considérablement diminué. Ce phénomène est plutôt dû au grand exode rural. Dans les années 1990-2000, le pays a connu un exode rural massif qui a modifié le rapport entre la population urbaine et la population rurale (*Graphique 8*, p. 96). Alors que le pays était fortement dépendant de la population rurale, ce sont ces zones qui ont connu les plus grands changements et exode. Cette situation a éteint les espoirs de la population rurale. La plupart des gens ont choisi de quitter leurs villages pour tenter leurs chances dans les grandes villes ou dans les pays limitrophes (Gjergji, 2001). En outre, cet exode a entraîné une augmentation de la surface agricole par l'achat informel de terres ou par la possession à titre gratuit. Actuellement, l'agriculture représente près de 19 % (INSTAT 2020). Même après l'an 2000, sa contribution à l'économie du pays a connu des hauts et des bas : 33 % en 2003, 10 % en 2011 et 19 % en 2020. Malgré les efforts déployés à tout moment pour faire progresser ce secteur, la propriété foncière et le marché foncier constituent toujours un obstacle pour de nombreux agriculteurs.



Carte 3 : Carte de la production agricole en 1990. Source : CIA Atlas of Eastern Europe 1990

Les changements socio-politiques n'ont pas seulement altéré la structure économique du pays en réduisant le rôle de l'agriculture et en renforçant celui des services tertiaires (*Tableau 3*, p. 58), mais ils ont également modifié la structure du sol en diminuant les espaces de production et les zones boisées, tout en augmentant les zones résidentielles (*Carte 4*). La structure de production a également évolué, passant d'une planification totale de la production et de la création de régions spécifiques en termes de culture (*Carte 2*, p. 40) à une polyculture et une diversification dans chaque région, accompagnée de la disparition de certaines cultures rentables telles que le tabac à Gjirokastër (*Carte 3*). Cette diversification des cultures rend

difficile l'établissement d'une carte des cultures comme on l'a vu pendant la période communiste ou au début des années 1990.



Carte 4 : Évolution dans l'occupation du sol entre 2000 et 2018. Source : (Alikaj et al., 2022 p. 62)

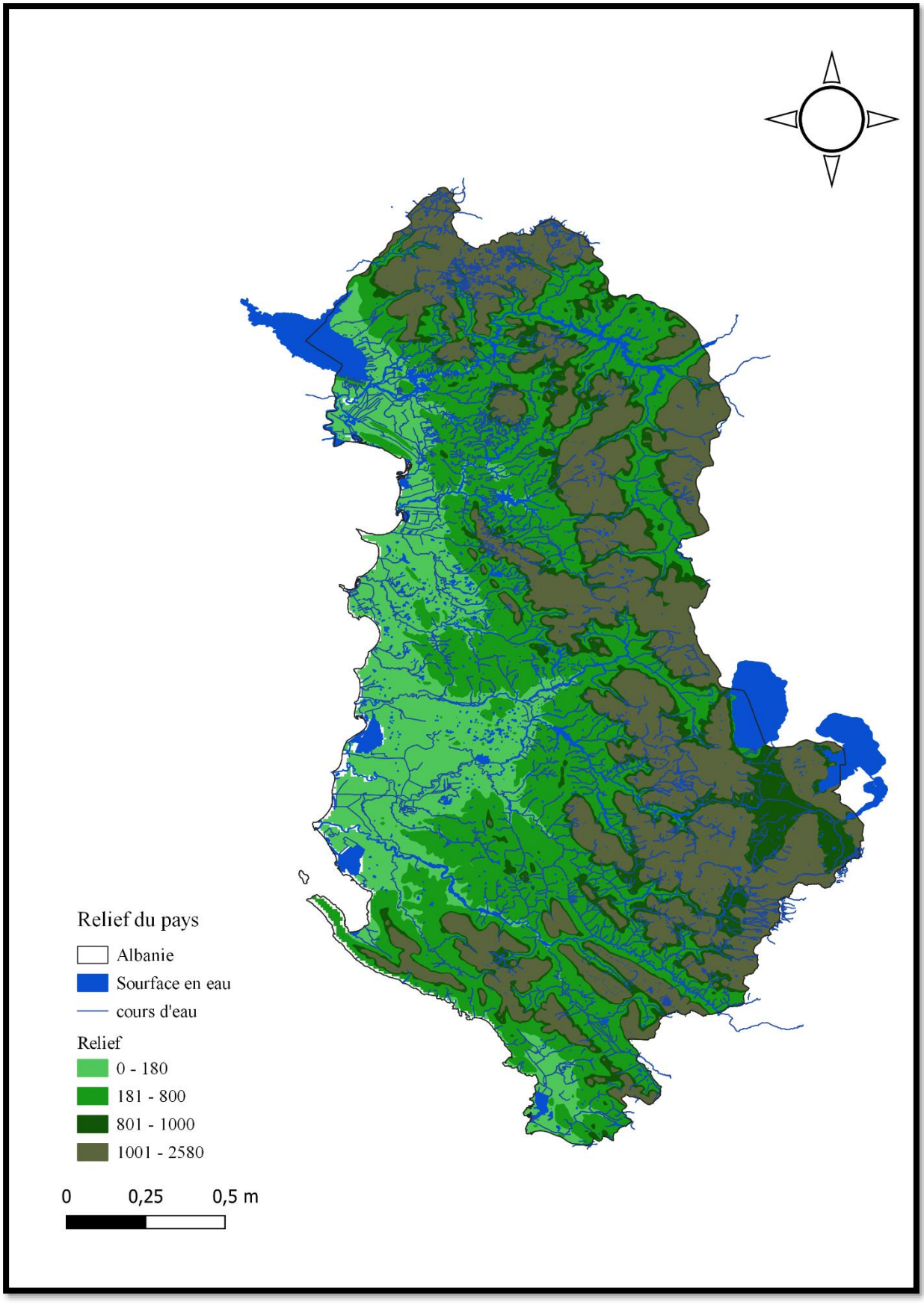
2.1. Quel impact de la réforme foncière de 1991 ?

Malgré des améliorations remarquées au cours du temps, le processus de décollectivisation a entraîné une forte fragmentation des terres agricoles. Cela a conduit à l'apparition de petites et

très petites exploitations de subsistance. En plus de la division des terres, l'agriculture en Albanie rencontre plusieurs problèmes structurels sérieux, qui incluent (1) un manque de développement des systèmes d'irrigation et de drainage, (2) une insuffisance des infrastructures, (3) une difficulté d'accès aux marchés, (4) une industrie agroalimentaire peu développée, (5) un niveau technologique peu élevé, (6) une faiblesse des organisations d'agriculteurs, et (7) un accès restreint au crédit (CE (2012) cité par Guri et al., 2015). Quant aux tentatives d'organisation en réseaux de coopératives, il était impossible de parler d'une telle coopération dans la première décennie de la démocratie, et même actuellement, alors que cela pourrait être une solution pour faire face à la fragmentation des terres. Skreli (1994) a mené une étude approfondie dans le domaine et a regroupé les trois raisons principales pour lesquelles les villageois n'ont pas adopté ces modèles :

- La collectivisation totale du pays pendant 45 ans de communisme. Contrairement à d'autres pays de l'Est qui ont conservé une partie privée du secteur agricole, en Albanie, même les zones montagneuses ont été organisées en coopératives d'État.
- La collectivisation par l'État a touché tous les biens des villageois. Comme indiqué précédemment, à la fin des années 1980, les villageois n'étaient pas autorisés à posséder des terres agricoles ou du bétail pour leurs besoins.
- La perte de pouvoir dans la gestion des coopératives par les villageois. Comme nous l'avons mentionné, les coopératives de l'époque étaient organisées sur la base d'une « **concertation économique** » et couvraient un nombre considérable de villages. La gestion était externe et contrôlée à 100 % par l'État. Le rôle de la coopérative était très limité et les plans étaient élaborés par l'État.

Même si l'agriculture continue de contribuer de manière significative au PIB du pays, avec 55 % en 1991, 33 % en 2003 et 19 % en 2020, sa contribution diminue visiblement. L'Albanie est un pays méditerranéen qui bénéficie d'un climat très favorable à ce type, mais elle est également située dans la Péninsule balkanique, connue pour ses territoires montagneux accidentés. La terre agricole dans le pays ne représente que 24% du territoire. Le climat méditerranéen de l'Albanie permet la plantation d'une grande variété de cultures, dont la plupart sont occupées par des cultures fourragères (49 % de la SAU), suivies par les céréales, qui représentent 37 % de la SAU ; le reste est constitué par des légumes, des pommes de terre et d'autres cultures (Guri et al., 2015). La principale zone agricole est concentrée dans la partie occidentale (*Carte 5*).



Carte 5 : La carte du relief du pays. Source : E. Muco 2023.

Ainsi, la faible superficie agricole, favorisée par le morcellement dû à la réforme agraire de 1991, empêche le pays de profiter de son climat favorable. Cependant, malgré son importance et sa contribution au PIB du pays, ce secteur n'a jamais connu l'importance qu'il mérite.

Les événements évoqués jusqu'à présent démontrent clairement que les transitions socio-économiques et politiques du pays ont eu des conséquences plus marquées dans les zones rurales, souvent désignées sous le terme de campagnes et fréquemment associées à l'agriculture (Fuga, 2000). Cela se manifeste par l'importance qu'ont jouée la population rurale et l'agriculture avant le communisme, durant cette période et même après. Aujourd'hui, l'agriculture représente 19 % du PIB du pays et emploie 36% de la population, demeurant ainsi le secteur économique le plus contributif de l'économie albanaise (*Tableau 4*). Cette contribution démontre son potentiel.

Tableau 4 : L'évolution du PIB du pays selon les secteurs de l'économie entre 1990 et 2020.

Part du PIB par secteur (%)					
Secteurs	**1990**	**1992**	**2001**	**2002**	**2020**
Agriculture	**55,4**	**54,2**	**34,2**	**33,3**	**19,26**
Industrie	**11,3**	**16,9**	**13,2**	**12,8**	**11,01**
Construction	**9,7**	**7,6**	**10,3**	**10,8**	**9**
Transport	**3,2**	**3**	**10,1**	**10,6**	**16,7**
Autre secteurs	**20,3**	**18,3**	**32,2**	**32,5**	**44,03**

Source : (1992, 2001, 2002 par Civici, 2003; 1990 par Kodderitzsch, 1999 ; 2020 INSTAT)

Par ailleurs, les zones rurales ont connu une transition importante. De la planification étatique et de la spécialisation de la production, caractérisées par la création de régions agricoles spécialisées dans le communisme, ces zones ont aujourd'hui évolué vers une diversité de cultures avec des parcelles de terre fragmentées. Cette fragmentation de la propriété foncière, qui consiste en de petites parcelles de terres aux sols variés, limite la capacité des communautés rurales à spécialiser leurs cultures ou à produire des cultures de rente rentables. Cela explique la diminution de la contribution de l'agriculture même si elle continue d'être le secteur qui y contribue le plus.

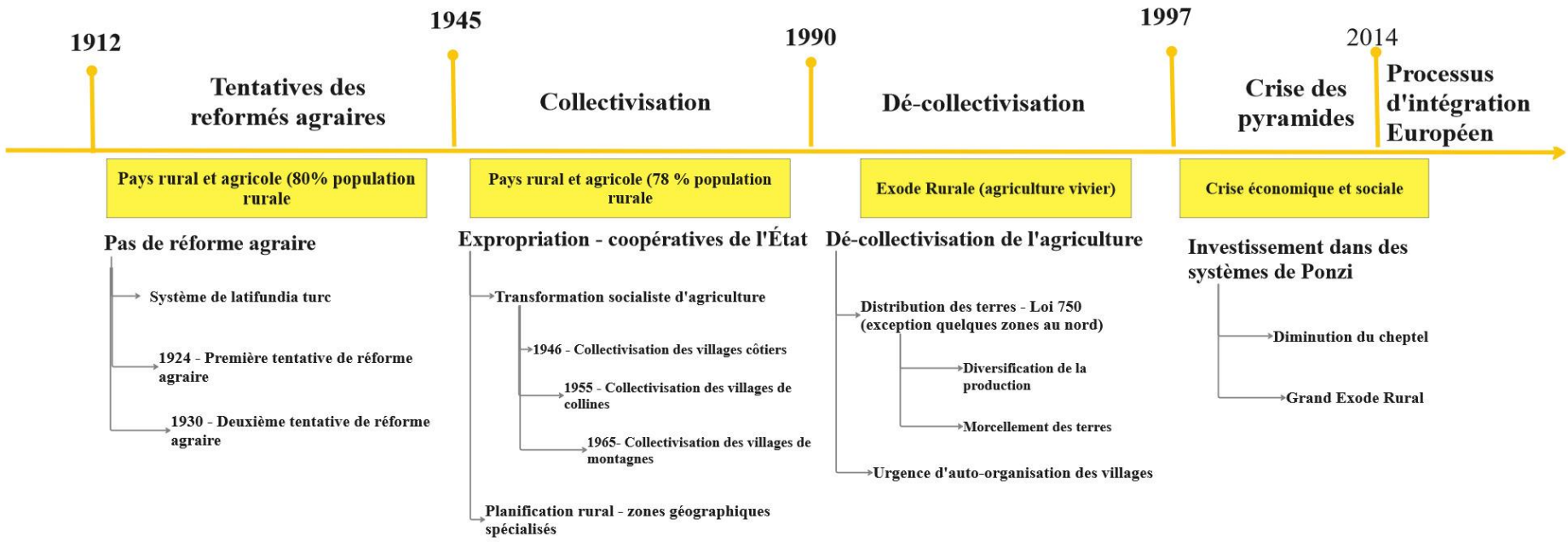


Figure 5 : Résumé de cinq phases de transition en Albanie jusqu'en 2014. Source : Production d'E. Muco, 2023

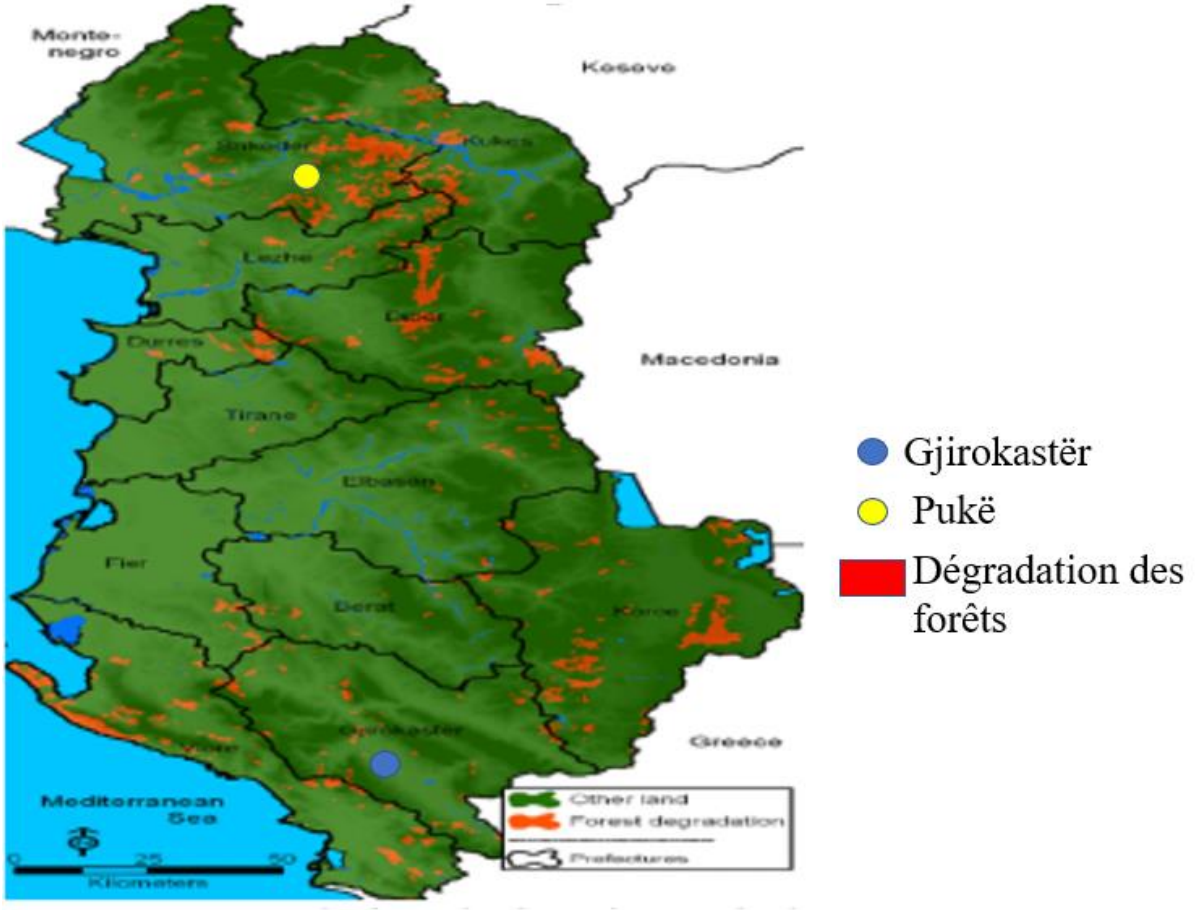
2.2. Le foncier albanais entre la tradition et l'histoire des transitions

Le système foncier en Albanie est le fruit d'une histoire marquée par la grande propriété, le morcellement, la nationalisation, la privatisation et la dévolution (Civici, 2003; Crouteix, 2023). Il a progressé non seulement en fonction du régime politique (*Figure 6*, p.73), mais aussi en raison des traditions et des coutumes, plus marquantes pour les ressources forestières et pastorales desquelles la population rurale dépendait depuis longtemps. Le régime foncier en Albanie se compose de trois types d'espaces différents (arables, forestiers et pastoraux) gérés par différents acteurs (Crouteix, 2023). Notre recherche se concentre sur le foncier forestier et pastoral, mais nous pensons qu'il est important de clarifier l'évolution de ces trois zones. Les terres arables sont les plus touchées par les changements du système politique. Le modèle ottoman de latifundia, le féodalisme, le modèle collectiviste du communisme et la division sociale *post*-communiste ont modifié la structure et conduit à la fragmentation de ces terres. Une analyse approfondie de l'évolution des terres agricoles révèle que la population rurale était pratiquement privée de propriété foncière légale. Avant l'avènement du communisme, les terres appartenaient à de grands propriétaires terriens, puis à l'État pendant la période socialiste. Après cette période, les terres ont été réparties équitablement entre les habitants des zones rurales, mais sans titre de propriété. A. Fuga, professeur à l'Université de Tirana, dans son ouvrage « *Identité périphérique en Albanie* » (2000), parle de deux logiques qui ont accompagné la transition foncière en Albanie : le droit historique qui donne la priorité aux anciens propriétaires et le second qui donne un droit absolu aux nouveaux propriétaires créés par la réforme de 1991 (Carlander, 2001). Dans les deux cas, la possession de terres par le biais de titres d'accès, appelés « *Tapi* », fait défaut. Après 1996, les nouveaux propriétaires ont commencé à formaliser une petite partie des terres, mais pour les anciens propriétaires, la situation est plus complexe, car ils manquent de justificatifs pour prouver que la terre appartenait bien à leurs ancêtres. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les habitants des zones rurales abandonnent leurs terres pour une nouvelle vie en dehors du village. C'est déjà l'une des raisons pour lesquelles les agriculteurs ont du mal à obtenir un crédit ou une subvention. La problématique du foncier a empêché les agriculteurs de développer une tradition d'achat et de vente de propriétés, ce qui a conduit à l'absence d'initiative pour la légalisation de la terre prévue par la loi 7501 en 1991.

En revanche, les forêts et pâturages, même s'ils ont subi des changements de taille et de structure, ont conservé leur caractère public commun au cours des différentes périodes (Bernard-Mongin et al., 2015; Civici, 2003, 2010; Crouteix, 2023). Selon les données fournies

par Müller & Munroe (2008), en 1944, seulement 6 % des forêts étaient en propriété privée, le reste appartenait à l'Etat. Après l'effondrement du système socialiste, seul 1 % des forêts a été restitué à d'anciens propriétaires (Müller & Munroe, 2008). Malgré le maintien de leur statut d'entités publiques, les changements de systèmes politiques ont eu des conséquences graves sur leur structure. Le régime communiste avait besoin d'une grande quantité de terres agricoles pour assurer l'ensemble de la production du pays. Cela a conduit à une expansion de ces terres agricoles au détriment des forêts et des pâturages et à l'asséchage des zones humides, entraînant ainsi une augmentation de la surface agricole de 391 000 à 704 000 hectares (Crouteix, 2023). Cette expansion est le résultat d'une campagne de déforestation sous le slogan « **transformer les collines et les montagnes en terres fertiles** ». De plus, l'avènement du communisme et la nationalisation des forêts ont représenté, pour les communautés rurales, une perte des droits coutumiers sur ces ressources qui entouraient leurs villages (Stahl, 2010).

En 1991, la réforme agraire n'a concerné que la terre arable, en maintenant les forêts sous propriété de l'État central. La défaillance du gouvernement à assurer une utilisation durable de ces ressources au cours de la première décennie du système démocratique a conduit à l'exploitation illégale des forêts et des pâturages. Cette situation a incité les institutions internationales à encourager la gestion communautaire et la décentralisation de la propriété envers les unités locales. La dégradation des forêts en Albanie constitue non seulement un enjeu national, mais également européen, étant donné que le pays fait partie du bassin méditerranéen, réputé pour sa flore et sa faune endémiques (Müller & Munroe, 2008). Avec le soutien de la Banque mondiale, deux programmes ont été planifiés pour la gestion communautaire de ces ressources : le Programme forestier albanais (1996-2004) et le Programme de développement des ressources naturelles (2005-2012) (Bernard-Mongin et al., 2015). Sous la tutelle du ministère de l'Agriculture jusqu'en 2005 et l'implication de la communauté dans la gestion de ces ressources, accompagnée par la BM, en 2005, la création d'un ministre de l'Environnement, des Forêts et de la gestion de l'Eau (MMPU) a représenté une nouvelle fenêtre d'opportunités pour ces ressources. Cependant, la stratégie consistant à préserver la propriété à 100 % de l'État (sous l'autorité de MMPU) n'a pas résolu les problèmes liés à l'utilisation massive des forêts. L'éloignement et la difficulté à contrôler la gestion des forêts par le gouvernement central ont encore dégradé leur état (*Carte 6*). Selon les données fournies par Stahl (2010), entre 1991 et 2001, la superficie forestière du pays a diminué de 6 % par rapport à la superficie totale.



Carte 6 : Dégradations ayant eu lieu entre 1991 et 2006. Source : (Sallaku et al., 2009 p. 195).

En 2008, une nouvelle structuration de la gestion des forêts et des pâturages a été envisagée, dans laquelle il était décidé qu'une partie des forêts et des pâturages (les forêts basses) serait transférée aux communes et aux municipalités (60 %) et que l'autre partie (40 % des forêts hautes) serait conservée par le ministère. Il s'agissait de la première tentative de dévolution[29] des ressources naturelles. L'abandon de cette réforme s'est produit en réponse à la loi sur les conflits d'intérêts, où différentes responsabilités (propriété, gestion et contrôle) appartenaient à la même institution, mais aussi l'utilisation abusive des ressources de l'Etat et une meilleure utilisation des ressources communautaires. En effet, les habitants locaux ont abusivement exploité les forêts appartenant à l'État, en utilisant plus ou moins durablement les forêts communales. Cette situation était due à la proximité géographique avec la ressource, ce qui facilitait leur gestion par le biais des collectivités locales par rapport à l'État central.

[29] désigne le transfert de la propriété et de la gestion des terres forestières et pastorales de l'État aux unités locales (Bernard-Mongin et al., 2015)

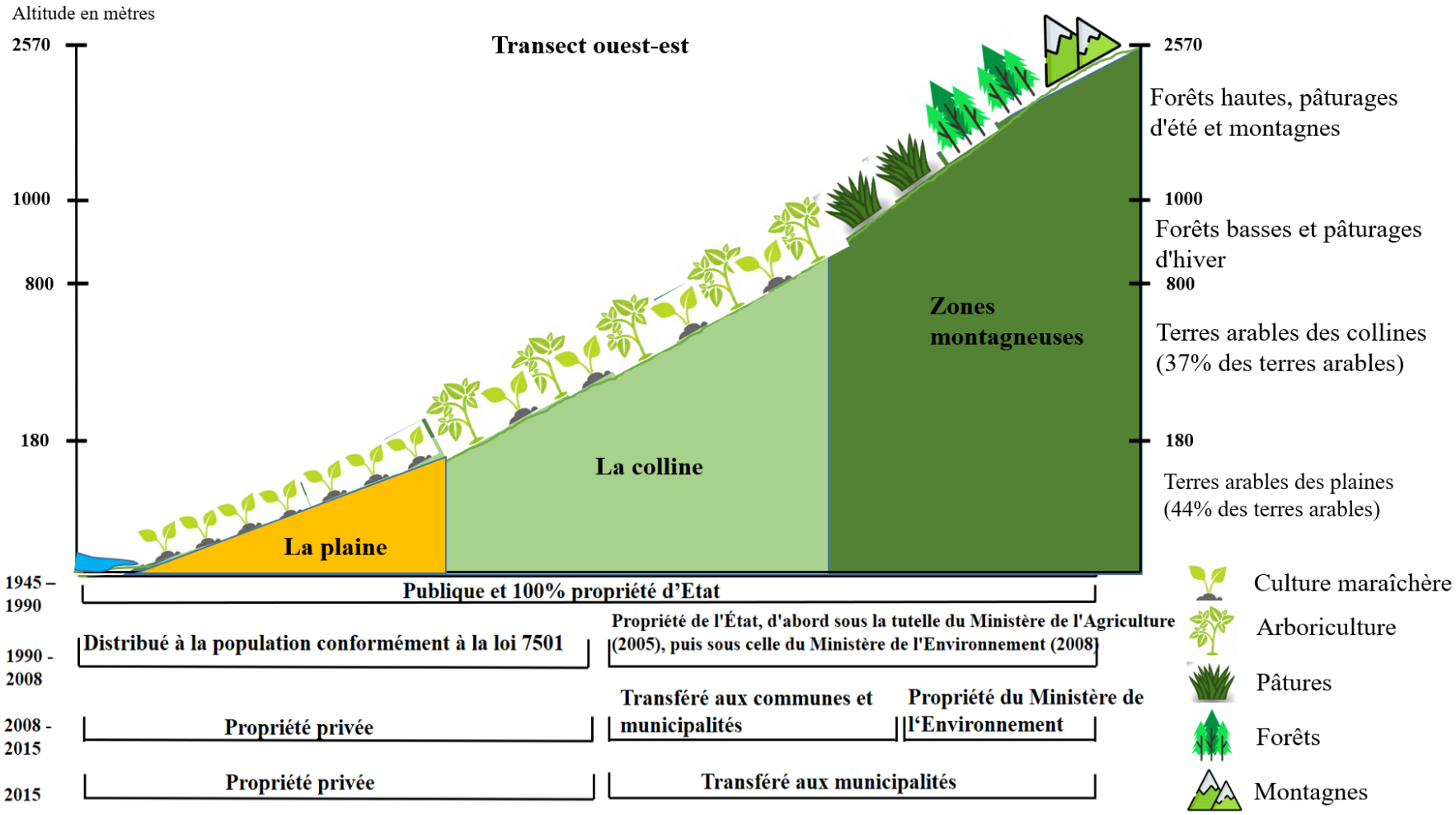


Figure 6 : Changements dans la propriété foncière au cours des différentes périodes. Source : E. Muco, 2023

Cette réforme s'est traduite par une surexploitation des forêts hautes appartenant à l'État et une meilleure utilisation des forêts communales[30]. Ce constat a remis en cause la réforme de 2008 et, en 2015, il a été décidé que les forêts devaient passer à 100% aux municipalités à l'exception des zones protégées. Nous verrons par la suite plus en détails la mise en œuvre de cette récente réforme concernant la gestion et la propriété des ressources naturelles.

2.3. Un focus sur la gestion institutionnelle des ressources forestières et pastorales

Les forêts[31] en Albanie représentent 41,6% du territoire (FRA, 2020), tandis que les pâturages[32] et les zones boisées[33] occupent environ 16% (*Ibid.*), avec approximativement 1,7 million d'hectares (INSTAT 2022)[34], ce qui place l'Albanie parmi les pays les plus boisés de la péninsule balkanique (ANFI, 2005)[35]. La majorité de la surface forestière en Albanie est issue de la régénération naturelle.

Depuis 2015, la majorité des zones forestières dans le pays sont propriété publique locale (INSTAT, 2021)[36]. La législation sur le foncier forestier est complexe, car elle est soumise à des changements majeurs dans sa structuration. Ces derniers sont la conséquence de l'adoption de nouvelles politiques et législations qui ont ouvert les droits à de nouvelles formes de gouvernance et à des forêts multifonctionnelles (Bouriaud et al., 2013 ; Weiland, 2010 dans Živojinović et al., 2017). Même dans le cas de l'Albanie, les forêts, en plus de leur fonction économique pour les habitants, remplissent un éventail de fonctions et de services qui doivent être pris en compte dans la législation nationale. La réforme institutionnelle du secteur forestier dans les pays *post*-socialistes (CEE) est largement influencée par la réforme politique et

[30] Constatation exprimée par les experts forestiers.

[31] Le « foncier forestier » est constitué de l'ensemble des zones forestières et des petites surfaces non forestières incluses, des ressources forestières en attachement, des infrastructures connexes, y compris les surfaces nues qui créent un environnement harmonieux avec les forêts et les terrains forestiers (ouvertures, falaises, dunes et bancs de sable), les ceintures forestières de défense, les groupes isolés d'arbres et d'arbustes.

[32] On entend par « pâturages » toute surface de pâturages et de prairies naturelles, d'arbres et de buissons dans leurs zones, utilisée pour le pâturage en dehors des terres agricoles.

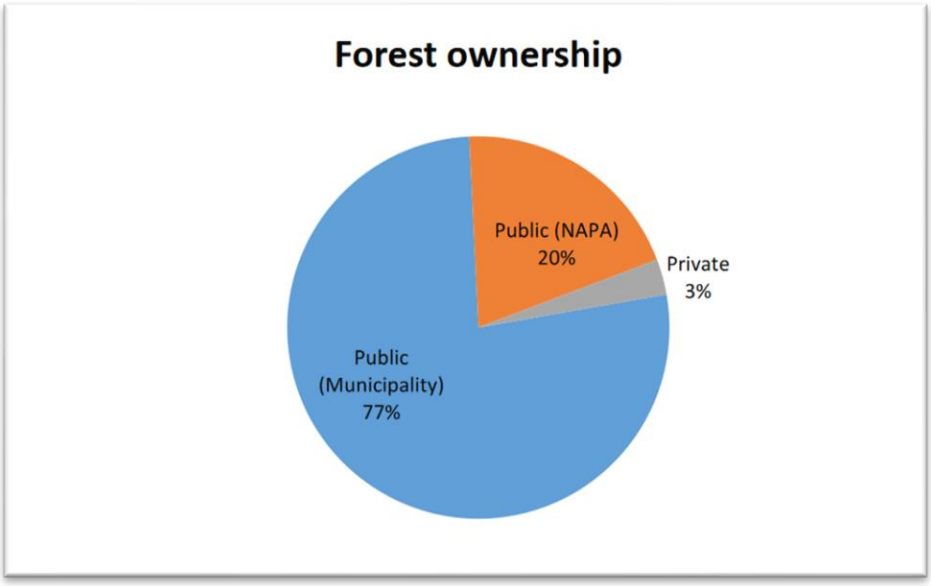
[33] Un « terrain boisé » est défini comme toute surface d'au moins 5 ares peuplée d'espèces forestières capables d'atteindre une hauteur de 5 m ou plus à maturité, où le couvert arboré est d'au moins 10 %.

[34] https://www.instat.gov.al/media/12489/statistikat-e-pyjeve-dhe-biodiversitetit-2022__.

[35] Cité par (Bernard-Mongin et al., 2013)

[36] https://www.instat.gov.al/media/10482/njoftim-per-media-statistikat-e-pyjeve-dhe-biodiversitetit-2021.pdf

économique que ces pays ont adoptée après la chute du système communiste (Živojinović et al., 2017). En Albanie, alors que les ressources forestières publiques étaient centralisées jusqu'en 2015, elles sont désormais gérées par des institutions locales.



Graphique 6 : La propriété foncière forestière avec la nouvelle loi de 2015 (Source : INSTAT, retravaillé par GIZ Albania, 2021).

Depuis 2015, avec la mise en œuvre de la nouvelle réforme de décentralisation, la propriété foncière publique est déléguée à 100%, hormis les aires protégées[37], aux autorités locales (municipalités), mais avec un accès limité. Les autorités locales peuvent gérer les ressources, mais la décision reste centralisée. Le ministère de l'Environnement exerce ses fonctions de conseil et d'inspection par l'intermédiaire des bureaux régionaux (ARZM). Depuis 2019, cette fonction est prise en charge par l'Agence Nationale des Forêts (AKP)[38]. Selon les rapports émis par cette institution (AKP), l'exercice de ces fonctions est dû au fait que les unités locales ne disposent pas des structures et des ressources humaines appropriées pour les accomplir. En général, les États tentent de conserver le contrôle des ressources forestières, même si les politiques de décentralisation exigent des institutions locales autonomes pour la prise de décision (Ribot et al., 2006). Dans ces conditions, nous nous demanderons si la politique de dévolution en Albanie a vraiment décentralisé la gestion des ressources forestières communes. D'autres auteurs (Angelsen et al., 2001) déclarent que la dévolution complète peut conduire à des conflits d'appropriation entre les communautés et l'État. Au niveau local, chaque

[37] La gestion de ces zones est fonction de l'Agence Nationale de Zones Protégées (NAPA)

[38] https://akpyje.gov.al/ Structure sous la dépendance du pouvoir ministériel.

municipalité dispose d'un département responsable, appelé *struktura pergjegjes per pyjet dhe kullotat* (structures responsables pour les forêts et les pâturages), de la gestion des forêts et des pâturages[39]. Ces structures est composé des inspecteurs forestiers, qui doivent être sur le terrain la plupart du temps. Cependant, celles-ci manquent de ressources humaines et d'expérience, ce qui a des conséquences négatives sur la gestion des forêts. En outre, les capacités techniques réduites ont affecté l'exécution de plusieurs fonctions telles que l'élaboration de la politique et de la législation forestières, l'établissement de rapports et le suivi. Bien que les municipalités soient propriétaires des ressources forestières et pastorales, ces fonctions sont toujours exercées au niveau central (GIZ, 2021). Selon GIZ Albanie, la gestion des incendies est une nouvelle tâche décentralisée vers la municipalité sans analyse préalable de la capacité locale à remplir cette fonction. En effet, le problème principal des forêts et des pâturages en Albanie demeure l'exploitation illégale et les incendies (GIZ, 2021), favorisés par des changements politiques fréquents dans la gestion des forêts. En observant les données fournies par GIZ Albanie, au cours de la période 2007-2012, on constate qu'environ 150 000 hectares ont été détruits par des incendies provoqués par le facteur humain.

En ce qui concerne l'utilisation des produits forestiers, la principale utilisation de la forêt est la production de bois, où le bois de chauffage occupe une place importante, et le pâturage pour le bétail qui, dans sa majorité, est extensif en Albanie. Selon les données officielles, la production de bois de chauffage est estimée à environ 382 200 m3, mais, dans la pratique, ce chiffre est plus élevé en raison de l'accès illégal (GIZ, 2021). Le transfert de la gestion aux municipalités nécessite le contrôle et la gestion de l'exploitation illégale par ces dernières. Pour exploiter les bois, les municipalités ont deux options :

- Créer leur propre structure et mettre en œuvre toutes les activités, de la coupe du bois de chauffage à la commercialisation.
- Passer un contrat (dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres) avec une entreprise forestière pour effectuer des opérations d'éclaircissement et de nettoyage. Les entreprises forestières sous contrat ne doivent que couper le bois, et les municipalités sont seules responsables du transport et de la commercialisation.

[39] *struktura përgjegjëse për pyjet dhe kullotat në bashki*, créé depuis 2015 avec l'approbation de la loi No. 9693, Date 19.3.2007(changé) No. 49/2016, sur la décentralisation de la propriété forestière

Cependant, l'exploitation forestière illégale et la balance négative entre le boisement et le déboisement sont des éléments préoccupants pour les deux districts. Les investissements dans les forêts sont faibles et ils sont principalement consacrés à l'état des forêts[40] (GIZ, 2021). À Pukë, l'administration et l'entretien des forêts occupent 10 % du budget total de la municipalité de Fushe-Arrez et 5 % de celui de la municipalité de Puka (ministère de l'Économie, 2023). A Gjirokastër, les forêts occupent 1 % du budget total de la municipalité de Gjirokastër, tandis qu'à Dropulli et Libohova, elles en occupent 3 % (*Ibid.*). Alors que l'agriculture et les forêts contribuent à hauteur de 19 % au PIB total au niveau national[41], ce taux d'investissement est très faible par rapport à l'exigence légale d'un minimum de 80 % des revenus générés par ces ressources qui doivent s'investir dans la ressource (*Ibid.*).

3. Conclusion premier chapitre

L'objectif de ce chapitre était de présenter le pays à travers son histoire, de l'occupation ottomane au communisme, et à l'économie de marché en identifiant les périodes de transition. L'instabilité politique du pays s'est traduite par une longue transition de la situation politique, sociale et économique. Les changements sont plus marqués dans les zones rurales, qui vivent principalement de l'agriculture. Ces changements ont affecté non seulement la propriété privée, mais ont également modifié la structure de la propriété publique en réduisant la surface et en détruisant une bonne partie des ressources naturelles. Pendant la période communiste, une grande partie de la forêt a été détruite et transformée en terres arables. Avec l'effondrement de ce système, l'incapacité du gouvernement a conduit à la surexploitation illégale et à la dégradation de ces ressources. Ces changements, qui ont eu un impact négatif sur le développement de l'agriculture et zones rurales, ont entraîné un abandon massif des celles-ci, principalement dans les régions montagneuses. Ce chapitre, en explorant les différentes phases ou périodes de transition ayant impacté la vie rurale de la population albanaise, soulève des questions sur l'organisation sociale de ces zones. Celles-ci ont traversé une évolution, passant d'un système féodal avec de grands propriétaires (1912-1945) à un système collectiviste aligné

[40] Les investissements publics dans le secteur forestier en 2019 se sont principalement concentrés sur le boisement, la préparation de plans de gestion et les opérations d'éclaircissement. Il n'y a évidemment *pas d'investissement dans d'autres activités forestières telles que l'entretien des forêts, les pépinières, la construction de points d'eau, l'amélioration des pâturages et les mesures de contrôle de l'érosion des sols* (GIZ, 2021).

[41] La contribution des forêts au niveau du PIB ne peut pas être calculée, car elle est agrégée à la contribution du secteur agricole.

sur le modèle de la planification étatique (1945-1990), pour ensuite connaître une décollectivisation radicale accompagnée d'une moindre présence publique dans les zones rurales.

Par ailleurs, ce chapitre met en évidence le rôle de l'agriculture au sein de l'économie du pays, étant donné que c'est le secteur qui a démontré la capacité la plus rapide de récupération lors de chaque période de transition. En 1992, durant la grande crise économique en Albanie, l'agriculture a prouvé son potentiel en étant le seul secteur à enregistrer des progrès, affichant une augmentation significative de 18%. En revanche, les données chiffrées montrent une instabilité de la contribution de l'agriculture à l'économie du pays, passant de 55% en 1990 à 19% en 2020. Le phénomène de morcellement des terres causé par la réforme *post*-communiste constitue un obstacle au développement de l'agriculture de marché. L'absence de tentatives de coopération (capital social), due à l'image négative des coopératives socialistes, empêche les agriculteurs d'intensifier leurs activités agricoles et leur production et de tirer profit d'une coopération fructueuse. Malgré les tentatives et les efforts déployés par l'action publique, si l'on considère sa trajectoire, peu de changements ont été réalisés, ce qui signifie que le pays continue d'être considéré comme nouveau sur la voie du développement territorial. Ainsi, l'Albanie a peu exploité ses ressources et, pour l'UE, elle représente un potentiel pour tester des politiques durables et environnementales.

Synthèse pour la suite

L’introduction du contexte du pays dans différentes périodes ouvre les portes pour comprendre pourquoi le processus de décentralisation et d’organisation locale n’est pas un processus facilement réalisable dans le cas de l’Albanie. La transition du monde rural albanais d’un système planifié par l’Etat, à un système dont les zones rurales sont laissées libres de se débrouiller, pose des questions sur leur capacité à s’auto-organiser et interroge le capital social dans le milieu rural.

La transition socio-économique est accompagnée d’une perte d’espoir et de motivation parmi la population qui a choisi comme meilleure solution l’émigration.

Le fort impact politique dans la vie quotidienne empêche des initiatives locales et l’approche ascendantes.

Depuis le passage à l'économie de marché, le gouvernement s'est concentré sur l'intégration européenne. Ce n'est qu'en 2014 que l'Albanie a rempli les critères pour devenir un État candidat. Depuis l'obtention de ce statut, le pays est confronté à de nouveaux défis, principalement liés au développement territorial, à la décentralisation du pouvoir, à la gestion des ressources naturelles et à l'orientation de l'agriculture vers les marchés européens. Nous verrons ensuite comment les politiques publiques ont orienté les efforts de satisfaction des critères d'intégration.

Chapitre 2 : Dynamique territoriale en Albanie : vers une transition duale en perspective - regards croisés sur les districts de Pukë et de Gjirokastër

La transition politique de 1990, similaire à celle de tous les pays de l'Est, s'est accompagnée d'une série de changements sociaux, économiques, politiques et d'aménagement du territoire. Ces transformations, dont une partie est abordée dans le premier chapitre, sont particulièrement marquantes dans les zones rurales, où la réforme foncière a profondément restructuré la vie des villageois. Les mouvements démographiques qui ont accompagné ces changements ont établi des changements structurels territoriaux et ont demandé de réformer souvent le territoire. La réforme foncière n'a pas seulement altéré la structure du sol, mais a également entraîné une série de réformes d'aménagement du territoire. Les institutions internationales, telles que la Banque Mondiale et le FMI, ont exercé des influences significatives et ont accompagné l'État albanais dans ce processus à travers des programmes d'aménagement et de décentralisation, dans le but de rapprocher sa trajectoire vers l'intégration européenne. C'est en 2014 que des initiatives, provenant à la fois de l'État albanais et d'accompagnements internationaux, ont été reconnues, et l'Albanie s'est vu accorder le statut de pays candidat. Le processus d'intégration se traduit en défis que le pays doit entamer. Ces défis ne concernent pas seulement l'État, mais aussi la société dans son ensemble, et plus particulièrement la société rurale, qui doit s'intégrer dans diverses structures et cadres nationaux et internationaux (Maurel & Lacquement, 2007). L'objectif de ce chapitre est d'examiner ces changements qui ont un impact sur les territoires à l'échelle intra et extra scalaire, ainsi que les raisons de ces changements, comprendre comment l'action publique, à différents niveaux de gouvernance, se mobilise et travaille dans une approche participative, et comment la décentralisation est mise en œuvre dans un contexte local.

1. Transition de l'Albanie vers l'intégration européenne

En 2014, l'Albanie a entamé une nouvelle phase de développement politique et territorial en obtenant le statut de préadhésion. Depuis lors, d'importants changements ont eu lieu à la fois sur le plan administratif et territorial, ainsi que dans la politique publique d'organisation des collectivités. L'un des changements les plus remarquables concerne l'aménagement du territoire, qui s'accompagne de diverses politiques, telles que la décentralisation du pouvoir du gouvernement central vers les instances locales, la création de régions dans le cadre de la politique régionale, ainsi que la dévolution de la propriété des ressources naturelles du ministère de l'Environnement vers les municipalités respectives. Étant donné que ces changements

résultent du processus d'intégration, nous commencerons cette section en examinant les opportunités et les défis que cela représente pour le pays dans le contexte de son adhésion.

1.1. L'intégration européenne désormais à portée de main, intensifiant la pression du changement

Depuis plus de 30 ans, les pays des Balkans font partie de l'économie de marché. La chute du système socialiste a placé ces pays non seulement face à l'économie de marché et à ses défis, mais aussi face à l'adhésion à l'espace économique européen. Entouré par les pays membres (*Carte 7*), le processus d'Intégration européenne revêt une importance particulière pour les pays des Balkans, car il représente des opportunités importantes pour la démocratisation et le développement économique. Roux et al. (2000) dans leur ouvrage intitulé « *Dimanche à Miras (village transfrontalier albanais), lundi à Dipotamia (village transfrontalier grec) - la frontière albano-grecque dans la région de Bilisht et de Kastoria* » soulignent les différences entre deux pays voisins, l'un étant membre de l'Union européenne et l'autre non. Ils notent « *Ici, à Dipotamia, la route est effectivement asphaltée et même réasphaltée grâce aux subventions provenant du réseau de l'Union européenne* » (*Ibid.*, p. 200). Anastasakis (2005) dans son analyse de l'Européanisation[42] du Balkan et des Balkans, il affirme qu'ils ont lié leur avenir et considèrent l'intégration à l'UE comme une solution moderne au changement et au progrès économique. En outre, après la chute du communisme, les pays des Balkans ont orienté leurs efforts vers l'intégration européenne comme un moyen de préserver leur identité. La préservation de l'identité peut être analysée dans deux contextes : d'une part, en ce qui concerne une identité nationale au-delà de l'Europe de l'Est ou des Balkans occidentaux et, d'autre part, la préservation de l'identité européenne au-delà du cadre extracommunautaire en étant partie du continent européen comme l'écrit souvent l'écrivain Ismail KADARE dans le cas de l'Albanie.

Etant donné l'importance de l'intégration, le chemin vers ce processus est unique pour chaque pays. En ce qui concerne les Balkans, ce processus a été caractérisé par des vitesses très différentes, la Croatie étant le seul pays à avoir atteint le statut d'État membre actuellement. Dans ce contexte, il est important de comprendre les différentes étapes par lesquelles passe le processus d'élargissement de l'UE et la manière dont l'UE peut exercer sa politique d'ajustement à travers chacune d'entre elles. Plusieurs facteurs de nature économique, sociale et politique ont

[42] L'européanisation est un terme, qui se définit comme le processus d'adoption des directives, des règlements et des structures institutionnelles de l'Union européenne (UE) au niveau national.

un impact sur cette trajectoire, qui est considérée comme unique pour chaque pays. Afin de pouvoir adhérer à l'Union européenne, les pays doivent remplir plusieurs critères, notamment être des démocraties pleinement opérationnelles, avoir achevé leur transition vers une économie de marché, améliorer la qualité de leur production agricole pour se conformer aux normes de qualité rigoureuses de l'UE, *etc.* (Chan-Halbrendt & Fantle-Lepczyk, 2013).

Carte 7 : Localisation des pays des Balkans au sein de l'UE. Source : EU official publication https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6d81580c-9009-11ea-812f-01

Nous nous intéresserons aux étapes de l'Albanie vers l'intégration (*Figure 7*) et aux mesures prises par chaque gouvernement pour approcher l'intégration. En ce qui concerne le pays, l'opportunité de « retourner en Europe » est considérée comme une perspective unique et, à son tour, est devenue la principale priorité politique depuis 2006 avec l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) (Cotella & Berisha, 2016), entré en viseur en 2009 (Menzel, 2016).

[Traduit de l'albanais]

Il n'y a pas d'autre voie pour les Albanais, à part l'orientation vers l'Europe et les pays occidentaux

(Ismail Kadare, 1990)[43]

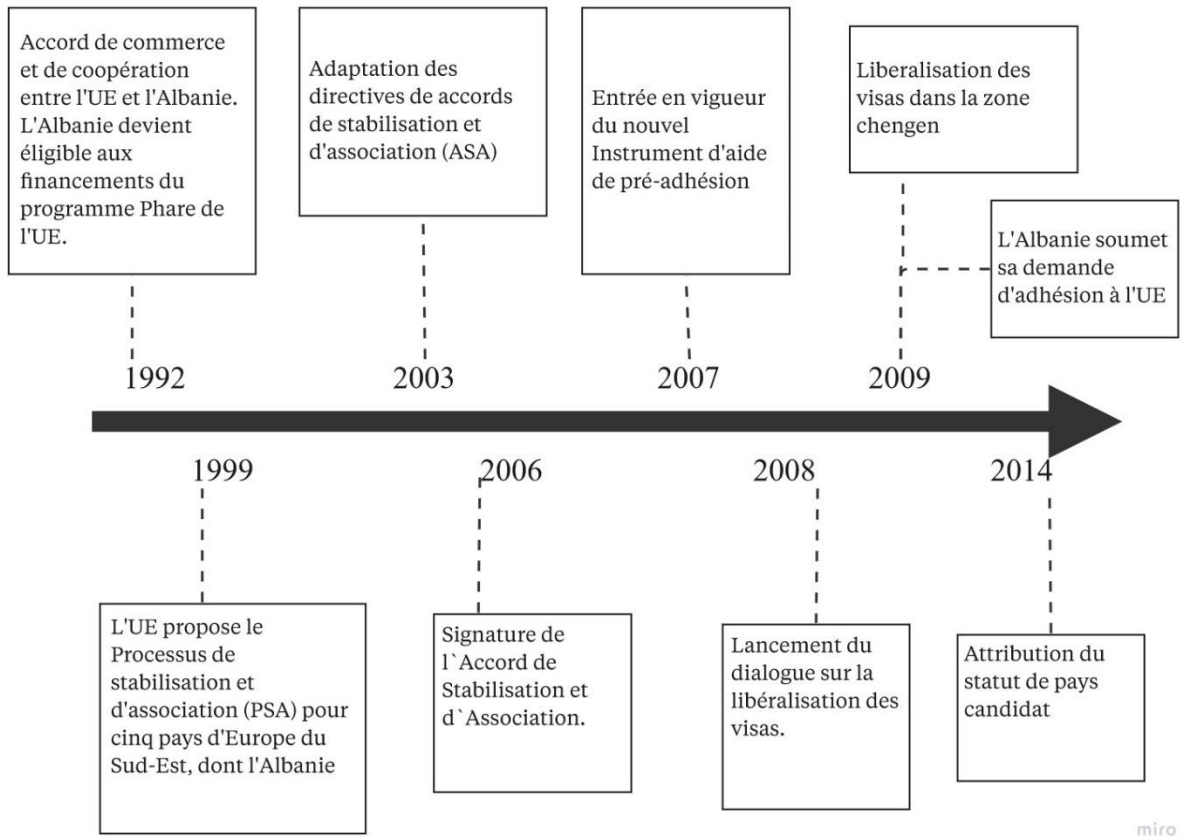


Figure 7 : Ligne historique du processus d'intégration européenne de l'Albanie. Source : Données collectées par le site web EC - Europe[44]

Bien que l'Albanie ait entamé le processus de l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA)[45] avec l'UE en 2003 et l'ait signé en 2006, son processus d'intégration est plutôt lent (*Figure 7*). De nombreuses raisons telles que la déstabilisation politique qui a culminé en 1997 avec la guerre civile (qui a fait appel à un État d'urgence), l'inefficacité des transformations économiques, sociales et politiques, *etc.*, expliquent cette faible progression. Depuis 2014, l'aspiration de l'Albanie à adhérer à l'UE a été la force conductrice des efforts déployés par le pays pour orienter sa politique vers les normes de l'UE (GIZ, 2021). Dans cette voie, une autre date très importante pour l'Albanie est 2018, qui marque les discussions de l'ouverture des

[43] Kadare est un écrivant albanais né en 1936 à Gjirokastër, Sud de l'Albanie. Son œuvre accorde une grande importance au totalitarisme en Albanie, où il s'opposa ouvertement. Il cherche l'asile politique en France en 1990 et depuis il vit à Paris. https://www.fayard.fr/auteurs/ismail-kadare

[44] https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/COUNTRY_22_6091

[45] L'ASA est un instrument transitoire (période de 10 ans) visant à rapprocher les normes et valeurs de l'UE et à préparer le pays à l'adhésion.

négociations avec l'UE et c'est en 2020 que l'UE a approuvé l'ouverture des négociations. Depuis 2020, il n'y a pas eu de changement dans son cheminement vers l'UE.

1.1.1. Une transformation en marche

L'Albanie, comme les autres pays candidats, doit remplir toutes les conditions légales, institutionnelles, politiques dans tous les secteurs de l'économie, particulièrement dans le développement régional et le secteur agricole et rural. Selon les chercheurs, l'ouverture de l'UE aux Balkans présente pour ces pays de nouveaux défis dans l'élaboration des politiques, en renforçant leurs institutions démocratiques et en revoyant leur politique territoriale. En effet, les pays des Balkans accordent une importance particulière aux avantages économiques potentiels qu'ils peuvent tirer du processus d'intégration européenne (Cotella & Berisha, 2016; Haxhimali et al., 2019; Toto, 2012; Toto & Shutina, 2021). Cette perspective économique motive leur concentration d'efforts sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne. Cependant, ce processus d'intégration est également accompagné de défis uniques auxquels chaque pays des Balkans doit faire face. Ces défis incluent la nécessité de mettre en place des politiques de développement économique, régional et rural adaptées à leurs contextes nationaux. Chaque pays doit élaborer des stratégies pour exploiter au mieux les ressources disponibles.

En ce qui concerne l'Albanie, après avoir obtenu le statut de pays candidat, le gouvernement albanais a entrepris des mesures de réforme visant à promouvoir le développement du pays dans tous les domaines économiques, politiques et sociaux. Ces réformes englobent la décentralisation du pouvoir vers les communautés locales, la réforme du système judiciaire pour lutter contre la criminalisation et la corruption, la restructuration des institutions, *etc.* Dans le cas de l'Albanie, le changement le plus important est, sans doute, l'aménagement territorial entrepris par l'État qui vise la décentralisation du pouvoir vers les instances locales. Cette transition vers une gouvernance territoriale plus décentralisée a été cruciale pour l'alignement de l'Albanie sur les normes européennes. L'un des éléments clés de cette transformation a été la division territoriale, qui a permis de redéfinir la carte administrative du pays (*Carte 8*, p. 86) en suivant la terminologie européenne des NUTS (Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques). Dans la suite de ce chapitre, nous consacrerons une attention particulière à cette nouvelle réforme territoriale et à l'aménagement du territoire. L'importance de la nouvelle réforme tient au fait qu'elle n'a pas seulement touché les régions et les zones urbaines, mais surtout les zones rurales intégrées aux municipalités et donc privées de tout pouvoir

administratif et politique délégué auparavant aux communes (*komunat*). Cependant, pour comprendre pleinement l'importance de cette réforme, il est essentiel de rappeler son évolution dans le contexte historique et géographique. Cela signifie que nous devons revenir en arrière et examiner comment l'aménagement du territoire a évolué au fil du temps et des régimes. En analysant cette évolution, nous nous rendons compte que nous ne pouvons pas aborder la dernière réforme territoriale prise par l'État albanais sans faire un rappel de l'histoire de l'aménagement du territoire en Albanie, à la fois dans sa dimension temporelle et spatiale.

1.1.2. L'aménagement du territoire en Albanie d'un point de vue historique

L'Albanie se caractérise par des changements fréquents dans sa division territoriale. Le changement administratif est fortement lié au système politique en place et au pouvoir que chaque gouvernement exerce sur les unités locales. Depuis l'indépendance vis-à-vis de l'occupation de l'Empire ottoman (1912), l'État a changé ses unités territoriales, élargissant parfois la limite territoriale d'une unité et la diminuant quelquefois en fonction du changement de régime politique et des mouvements de la population. Les changements les plus fréquents ont eu lieu après l'effondrement du système communiste en vue de fonder la démocratie et de s'intégrer à l'Union européenne. Afin de se rapprocher le plus possible des directives de l'UE et dans le cadre du processus d'Européanisation, plusieurs réformes ont été produites depuis la signature de l`Accord de Stabilisation et d`Association (ASA) (2006). Ces réformes, qui ont en quelque sorte fragmenté le territoire, ont également provoqué une certaine confusion au sein de la population, qui a du mal à comprendre comment son territoire est divisé et à quelle dépendance politique elle appartient. Cette situation est aggravée par le fait que la population albanaise a connu le contrôle le plus fort de l'État, de sorte que la dépendance politique est très présente au sein de la population. Pour mieux comprendre ces changements territoriaux et les effets apportés dans la carte du pays, nous allons passer en revue les différentes réformes[46].

[46] La plupart des informations contenues dans cette sous-section proviennent d'entretiens menés au cours de la phase d'exploration du terrain avec des acteurs institutionnels.

Carte 8 : Division territoriale selon la terminologie européenne de NUTS, la nouvelle réforme territoriale abordée par l'État albanais en 2015. Source : E. Muco, 2023

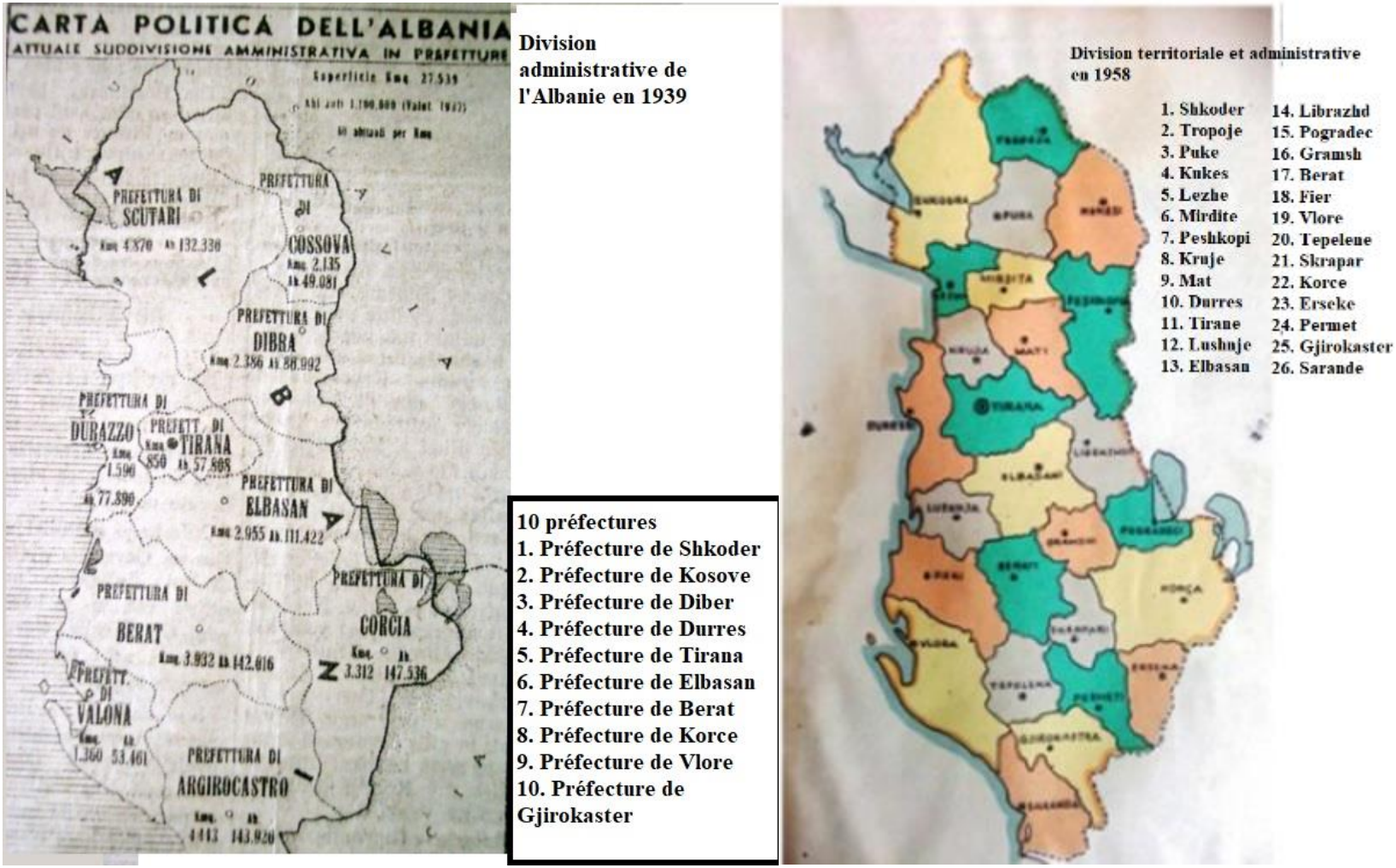
Depuis l'indépendance du pays (28 novembre 1912) jusqu'en 1944, l'Albanie a beaucoup expérimenté pour définir une réforme de la division territoriale. L'histoire de cette division territoriale commence en 1913 avec le traité de Londres qui a décidé de la limite actuelle de l'État Albanais (*Carte 1, p. 30*). L'instabilité, ensuite, est principalement due aux changements de gouvernement, mais aussi à l'absence d'une politique de développement rigoureuse. À cet égard, la division territoriale de 1928, utilisée jusqu'en 1940, a été la plus largement acceptée. L'objectif était de garantir la démocratie au niveau des unités locales tout en maintenant le contrôle central sur ces dernières. Cette réalisation était rendue possible grâce à l'instauration d'unités intermédiaires (*prefekturat*), situées entre le niveau central et les unités locales, dirigées par des responsables nommés directement par le gouvernement central. Le territoire était organisé en 10 préfectures (*prefektura*) (*Carte 9*, p.89), 39 sous-préfectures[47] (*nen-prefektura*), 23 municipalités (*bashki)* et 160 communes (*komuna*) (Hoxha & Gurraj, 2001). Le système administratif du territoire était une forme d'administration hiérarchique (*Figure 8*, p.90) dans laquelle chaque unité territoriale était dirigée par un responsable plutôt nommé par le ministère de l'Intérieur (*Ibid.*). Le processus d'élection des autorités locales se déroulait selon une méthode combinant nomination et élection. Le conseil de sous-préfectures était élu à travers des élections locales, tandis que le maire de la municipalité et de la commune était directement désigné par le gouvernement (*Ibid.*). Une commune désignait une unité administrative englobant plusieurs villages. Chaque village disposait d'un chef de village sélectionné au sein d'un système propre à chaque village, souvent parmi les anciens (*Ibid.*). Bien que le degré d'autonomie administrative soit modéré, l'influence de l'État, par l'intermédiaire des préfectures, fut significative (*Ibid.*). Le ministère de l'Intérieur jouait un rôle prépondérant dans la supervision des activités des autorités locales. Bien que leur pouvoir fût restreint, les organes locaux (municipalités et communes) fournissaient certains services publics, avaient la capacité de générer des revenus par le biais des taxes locales, et étaient responsables de la gestion des ressources naturelles (*Ibid.*). L'instauration du régime communiste a modifié cette division en organisant le pays en districts au premier niveau et en municipalités et communes au second niveau. Ces entités ont été transformées, elles sont passées d'organes de gouvernance locale en organes du gouvernement central, facilitant la concentration du pouvoir central par la création d'un système en pyramide (*Ibid.*). Ces unités ne bénéficiaient d'aucune forme d'autonomie

[47] Plus tard (fin des années 30) les sous-préfectures se sont appelées « Rrethe » (district)

politique ou administrative. Sur le plan financier, elles dépendaient du gouvernement central. Leur rôle était d'exécuter les politiques centrales au niveau local.

Sous le régime communiste, les changements administratifs étaient moins fréquents en raison du faible mouvement démographique. En effet, les mouvements démographiques étaient planifiés en fonction des besoins de l'État sous ce régime et, pour déménager, il fallait un permis de l'État, surtout pour s'installer dans les villes. En revanche, des changements fréquents ont été apportés au niveau du village, principalement en fonction des coopératives agricoles. Le premier changement significatif dans ce système a eu lieu en 1958, lorsque l'État a réorganisé le territoire en introduisant le concept de « *Rethi* » (district) en tant que première unité administrative (LAU1). Au niveau local, le territoire a été subdivisé en « *Lokalitete* » (collectivités), « *Qytete* » (villes), et « *Fshatra* » (villages). Par la suite, d'autres modifications ont été apportées au niveau des « *Lokalitete* » et des « *Fshatra* », notamment avec la création de coopératives agricoles au début, transformées ensuite en deux groupes : coopératives et fermes d'État (*cf.* chapitre 1 ;1.3.). Pendant la période de la collectivisation, en supprimant les anciennes limites des territoires villageois et en les regroupant en vastes coopératives, « villages unis » ou fermes d'Etat, et en stimulant l'installation de populations d'origines diverses dans une même localité, les villages ont perdu de leur force en tant qu'unités administratives et économiques (De Rapper & Sintès, 2006). À la fin de ce régime, le pays était divisé en 26 districts (*Carte 9,* p.89), 67 villes, 539 villages regroupés et 2848 villages (*Figure 8,* p.90). Malgré ces unités existantes, le pouvoir était central et l'État exerçait le pouvoir dans les unités à travers des personnes nommées pour chaque unité administrative. L'objectif de réduire les niveaux administratifs dans l'État communiste était, comme l'explique Civici (2010), de mieux contrôler le pays. Avec moins d'intermédiaires, il est plus facile de contrôler le pays qu'en ajoutant des niveaux administratifs.

Après l'effondrement du régime socialiste, la transition dans le pays est marquée par une migration important vers les zones urbaines et la métropolisation rapide qui a demandé de revoir les limites territoriales (Jarne, 2018). Pendant la période communiste, les villes des pays socialistes se caractérisaient par une faible densité de population, une faible mixité fonctionnelle des activités et une faible diversité (*Ibid.*), de sorte que la réforme administrative a été conçue en tenant compte des zones rurales. Avec l'effondrement du système et l'occupation rapide des villes, la situation a changé. Les villes à dotation spatiale deviennent des villes denses (*Ibid.*). Selon le même auteur :



Carte 9 : Division territoriale et administrative de l'Albanie pré communiste (1939) et en 1958. Source : Shqiptarja.com

« Si dans les années 1960, l'aménagement du territoire albanais est marqué par une volonté privilégiant l'accès à la modernité dans les zones rurales au travers de l'électrification et des télécommunications, de la dotation en infrastructures scolaires, hospitalières, culturelles, de la modernisation de l'agriculture, de la lutte contre les institutions traditionnelles, etc. On pourrait parler d'une volonté d'urbanisation du monde rural. A contrario, on a assisté après 1991 à une 'ruralisation' de l'urbain à bien des égards » (Ibid. p.7).

Cette migration de villages vers les villes a marqué le début de l'agriculture périurbaine pratiquée par les habitants des zones rurales qui se sont installés dans les banlieues des grandes villes. Ces migrants ont réussi à transposer leur culture agricole traditionnelle dans un environnement urbain.

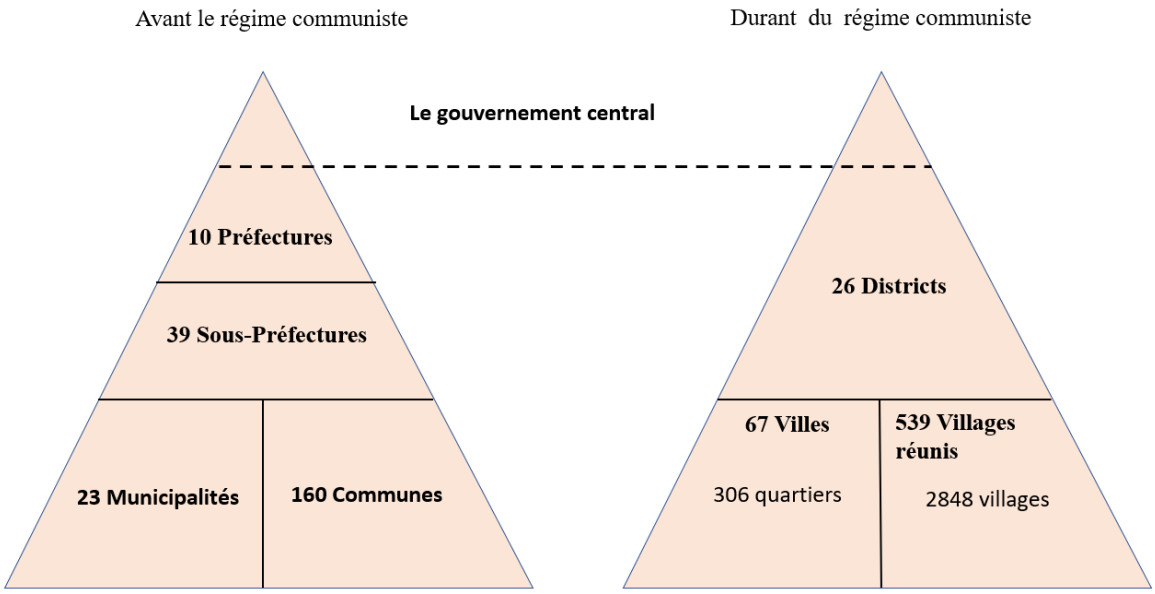


Figure 8 : Comparaison dans la division administrative et territoriale avant (à gauche) et pendant la période communiste (à droite). Source : Réalisation d'E. Muco, 2023 à travers des données fournit par ShteiWeb[48] et Shqiperia.com[49].

1.1.3. Nouvelle ère des changements administratifs et territoriaux

L'intérêt d'étudier la division territoriale avant et pendant le régime communiste réside dans le fait que cela nous permet de mieux comprendre la complexité du processus, même à notre époque. Les fréquents changements dans la division territoriale sont le résultat non seulement de l'histoire marquée par des guerres et des occupations, mais aussi d'une histoire politique instable et hiérarchique. L'effondrement du communisme a marqué pour le pays la fin d'une

[48] https://shtetiweb.org/2017/04/18/historia-e-ndarjes-administrative-te-shtetit-shqiptar-1912-2015/

[49] https://www.shqiperia.com/Si-ka-ndryshuar-ndarja-territoriale-ne-100-vite.28160/

période tyrannique et le début d'une histoire complexe marquée par la nécessité de réformer le territoire, la rupture avec le passé et la pression de l'intégration européenne. Un pays marqué par de grandes disparités régionales (Jarne, 2018), façonnées par son histoire politique et caractérisées par de profondes divisions culturelles entre le Sud et le Nord (De Rapper, 2017, 2019), l'aménagement territorial représente de nouveaux défis pour l'État, qui vont au-delà de la simple division des limites territoriales. Compte tenu de la complexité de l'aménagement du territoire en Albanie, qui a été observée et confirmée dans la littérature géographique et les sciences politiques, il convient de noter que, pour rédiger ce chapitre, une grande partie des informations recueillies lors de la phase de terrain a été utilisée pour combler les lacunes en matière d'informations.

Depuis 1990, l'Albanie a déployé de nombreux efforts pour réformer son territoire. Au cours des trente dernières années, plusieurs réformes ont été abordées en Albanie. Les changements dans le découpage territorial et dans la tentative de décentralisation du pouvoir vers les autorités locales ont été assez fréquents, mais nous examinerons les 3 plus importantes périodes : 1992-93 ; 1999-2000 ; 2014-15. Cependant, une analyse de la chronologie de ces réformes révèle que les changements ont principalement été apportés au niveau administratif (découpage territorial) du pays, tandis que la question de la régionalisation, étroitement liée à la décentralisation du pouvoir et à la création de régions autonomes, est restée longtemps en suspens (Dhrami & Bejko, 2018; F. Imami et al., 2018). Il est juste de dire que les questions de régionalisation ne sont devenues cruciales qu'après l'obtention du le statut de préadhésion (2014), même si l'Albanie a commencé à tenter de se régionaliser et de se décentraliser après son intégration dans l'économie de marché (1990). La première tentative dans cette voie ou la première réforme administrative (1992) a centré le système de gouvernance locale sur deux niveaux administratifs (*Figure 9*) : 44 municipalités (*Bashki*) et 313 communes (*Komuna*), et 36 districts (*Rrethe*) (Cotella & Berisha, 2016). Même si l'Etat a gardé l'appellation « *Rethi* » héritée du communisme pour dénommer cette réforme, il a complètement réformé le territoire en créant des unités territoriales urbaines plus grandes et réduit les unités rurales. Par ailleurs, les communes (*komunat*), qui paraissent semblables à celles de l'organisation communiste, rassemblent un certain nombre de villages et c'est à leur niveau que s'exerce le pouvoir local, notamment en matière budgétaire (De Rapper & Sintès, 2006). L'objectif de cette réforme était de renforcer le rôle des municipalités et des communes, en leur transférant certains services et fonctions dont les citoyens bénéficiaient directement et de modifier la fonction du district en y incluant une fonction de coordinateur (Haxhimali et al., 2019; Hoxha & Gurraj, 2001). Pour

déterminer les limites des communes, la division a été faite en considérant les limites des coopératives[50] créées pendant le communisme. Les nouvelles communes ont remplacé les « villages réunis » de la période communiste (Sivignon, 1995). La même logique est suivie pour créer les limites des municipalités, même pour ces dernières, la base des villes communistes a été utilisée. Le système territorial mis en place accordait une plus grande importance aux unités urbaines et frontalières, et une moindre aux unités rurales (Pihet, 2000). Cette situation a engendré d'importants contrastes régionaux à travers le pays, contrastes qui ont été affaiblis par la planification du système communiste. Les contrastes les plus marqués se situent entre la plaine côtière à l'ouest, les villes transfrontalières au sud-est et les zones montagneuses au nord et à l'est. En 1993, s'est ajouté un autre niveau, celui des « préfectures » (régions actuelles) (*Figure 9*), même si l'objectif était d'accorder plus d'autorité aux unités locales, l'autonomie de ces niveaux était très limitée.

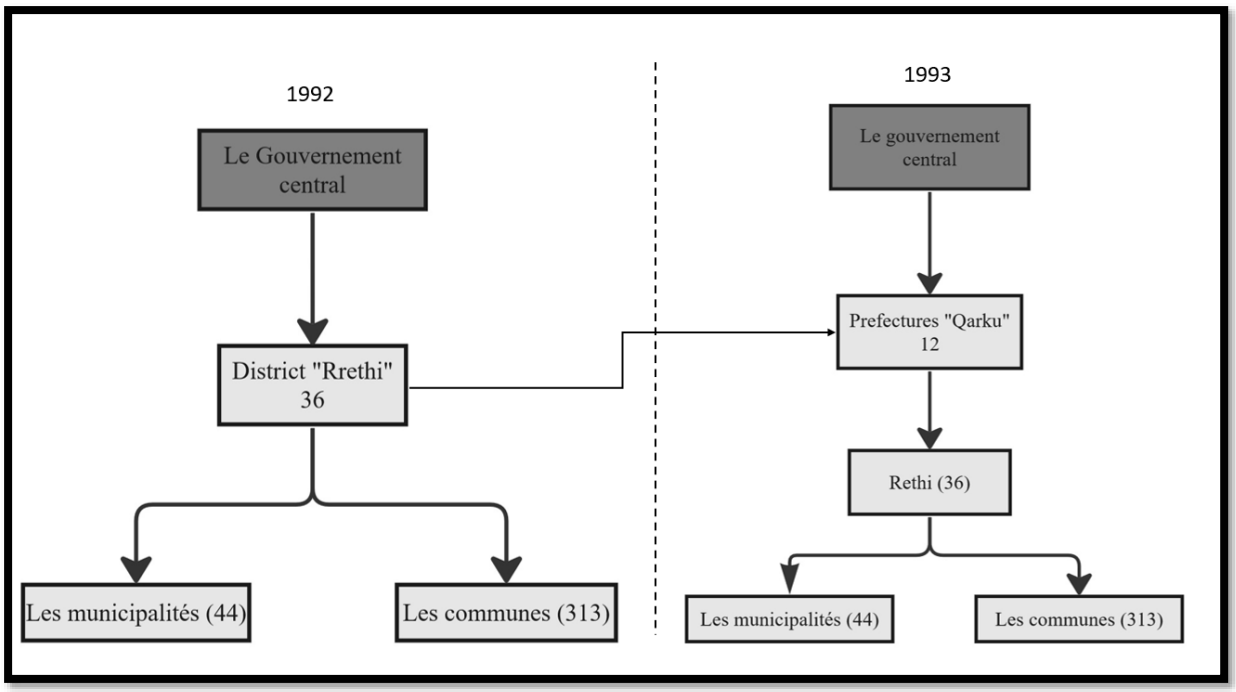


Figure 9 : Représentation visuelle de la division du pays (à gauche en 1992 et à droite en 1993). Source : Realisation d'E. Muco, 2023.

En 1999, le gouvernement a lancé la nouvelle réforme administrative sur « ***l'organisation et le fonctionnement des collectivités locales*** » (Brahimi et al., 2013), dans le cadre de ses efforts pour décentraliser le pouvoir et améliorer la gouvernance locale. Dans ce cadre , il a été décidé

[50] Les coopératives de l'État totalitaire ont été créées sur la base de villages voisins. Chaque coopérative était composée de plusieurs villages en fonction de la densité de la population.

que « *Dans la République de l'Albanie, deux niveaux de gouvernance locale fonctionneraient dont les communes et les municipalités comme premier niveau de décisions et le « Qarku » comme second niveau en tant qu'organe supérieur de décision* » (Haxhimali et al., 2019). Dans la même période, en parallèle avec cette nouvelle réforme, il a également été décidé que l'aménagement du territoire ne pouvait plus être admis par décision du gouvernement, mais uniquement par un cadre légal, approuvé par le parlement national (Brahimi et al., 2013). La nouvelle réforme a également contribué aux changements dans la division territoriale, « *Rethi* » a été supprimé en tant qu'unité administrative et les préfectures ont été transformées en « Qarku » (*Ibid.*). Aucun changement n'a été apporté aux municipalités et aux communes, mais il a été décidé que les maires seraient élus localement.

En 2000, L'Albanie a ratifié la Charte européenne de l'Autonomie locale, qui met l'accent sur l'indépendance politique, administrative et financière des collectivités locales, ainsi que sur le principe de subsidiarité, qui implique que le gouvernement central n'exerce que les fonctions qui ne peuvent pas être mieux exercées par les organes les plus proches du citoyen, c'est-à-dire les municipalités et les communes (*Ibid.*). Bien que des réformes aient été entreprises pour le développement régional et qu'on ait délégué le pouvoir à un plus grand nombre d'unités locales, comme le « *Qarku* », qui a été créé à cette fin, ces réformes n'ont été mises en œuvre qu'en 2015. Ensuite, entre 2000 et 2014, de fréquents changements ont été observés surtout au niveau des limites administratives, créant de nouvelles unités dans certaines zones, notamment les zones centrales et côtières, et regroupant des unités existantes dans les régions montagneuses du nord et de l'est. Ceci est plutôt dû à un fort exode rural provenant de ces dernières. La population est passée de 30 % de personnes vivant dans des zones urbaines en 1990 à 57 % en 2011 (Instat, 2011)[51] (*Graphique 8*, p.96). Ce déséquilibre démographique a également affecté les unités locales (municipalités et communes), certaines d'entre elles comptant très peu d'habitants et n'étant pas fiscalement rentables.

Paradoxalement, bien que les réformes aient été entreprises avec deux objectifs principaux, à savoir la réorganisation administrative visant à réviser et à restructurer les fonctions, les compétences et les pouvoirs des instances locales, il est intéressant de noter qu'en examinant l'histoire, ces objectifs de changement n'ont été pleinement réalisés qu'en 2015, au moins sur le plan théorique. Le rôle du « *Qarku* », désigné pour l'application de l'autonomie locale, est

[51] https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/census/documents/Albania/Albania.pdf

demeuré limité à la surveillance de la mise en œuvre des politiques centrales. En revanche, il a acquis de l'importance dans la gestion des ressources pastorales qui étaient sous la tutelle du ministère de l'Environnement jusqu'en 2015. À travers les agences régionales situées au niveau du « *Qarku* », l'État a mis en œuvre la politique nationale relative à ces ressources. C'est donc à ce niveau que les contrats concernant l'accès aux ressources pastorales avaient lieu.

En 2014, avec l'accord du statut de pays en préadhésion, l'État a envisagé de réorganiser le territoire en régions (conditions nécessaires), en décidant cette fois-ci de « l'indépendance politique et financière » des régions en transférant « le pouvoir financier/budgétaire, fiscal et administratif aux unités locales ». Par conséquent, la réforme administrative et territoriale, mise en œuvre en 2015, représente la dernière réforme territoriale jusqu'à la présente, c'est celle qui est considérée comme la plus remarquable, car elle est désignée comme « réforme de la décentralisation totale » du pays. Cette dernière concrétise également le processus de dévolution des ressources naturelles (Crouteix, 2023), ainsi, presque toutes les ressources publiques (hormis les airées protégées) sont transférées aux municipalités. L'accent mis sur le développement rural est encore plus crucial avec la nouvelle réforme territoriale qui donne la responsabilité dans les domaines de l'agriculture, du développement, des forêts, des pâturages, de la nature et de la biodiversité aux municipalités.

En suivant la nouvelle réforme, le pays est divisé en 12 régions et 373 unités locales organisées en 65 municipalités et 308 unités administratives[52] (Berisha et al., 2021) (*Figure 10, p.95*). Ces divisions concernent les effectifs de la population vivant dans chaque niveau de NUTS3. La nomenclature urbaine/rurale proposée pour le territoire de l'Albanie et sa population suit la nouvelle typologie de l'UE basée sur un réseau de cellules de 1 km² pour la densité de population. Par exemple, la limite urbaine minimale pour la classification régionale est de 300 habitants par km²[53]. En effet, cette méthode de base sur la densité de la population est mise en

[52] Les unités administratives sont les ex-communes de la réforme précédente. Des changements majeurs sont apportés à ce niveau, car, avec la nouvelle réforme, les communes sont transformées en unités dépendant de la municipalité respective. Les communes sont donc transformées en « annexes » des municipalités. Leur nombre et leur taille ont également changé. Par souci de commodité, nous utiliserons le terme « commune », mais nous gardons à l'esprit qu'il s'agit de branches qui dépendent de la municipalité concernée. Si auparavant les communes avaient les mêmes fonctions que les municipalités, c'est-à-dire le même niveau hiérarchique, mais plutôt dans les zones rurales, aujourd'hui ce sont des structures qui représentent plutôt les zones rurales au niveau municipal. Elles n'ont pas de pouvoir de décision ni de directives politiques ou économiques.

[53] https://ec.europa.eu/eurostat/web/rural-development/methodology.

question par plusieurs chercheurs considérant que la majorité des municipalités sont au-dessous de cette limite démographique (*Graphique 7*).

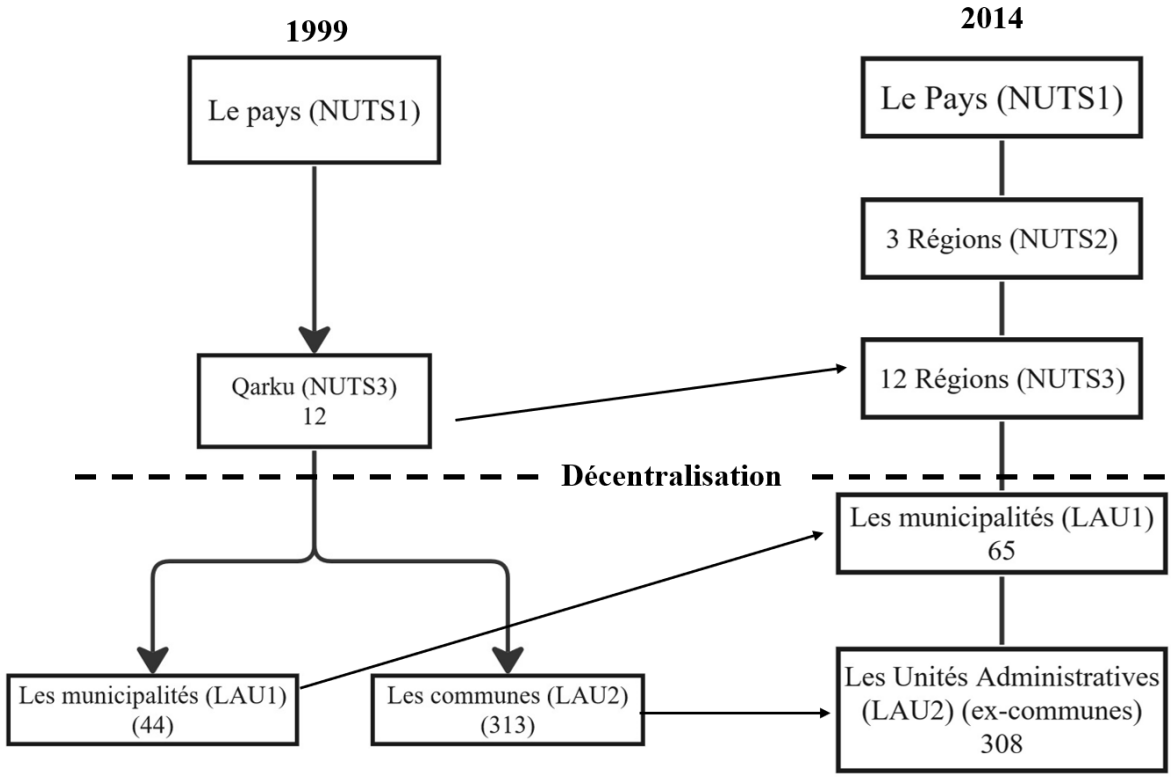


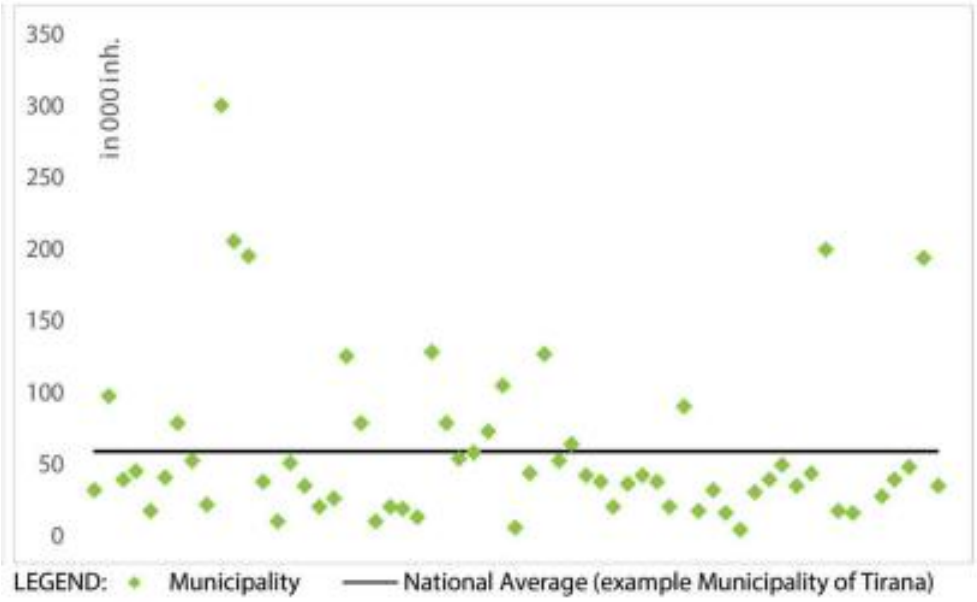
Figure 10 : Représentation visuelle de la division du pays (à gauche en 1999 et à droite en 2014). Source : Réalisation d'E. Muco, 2023.

Par ailleurs, la nouvelle réforme a remplacé le « *Qarku* » par la région (NUTS3) et a supprimé les communes en tant qu'unités territoriales en les incorporant dans la limite territoriale des municipalités. Étant donné que des unités plus grandes sont plus efficientes, il est décidé que les communes deviennent des sous-unités des municipalités. Les subdivisions des communes sont des villages, mais aussi, dans certains cas, des villes. Les subdivisions des municipalités dans les zones urbaines sont appelées « villes » et dans des zones rurales « unités administratives » (ex-communes). Les municipalités[54] et les communes[55] sont composées de 74 villes et de 2 972 villages (Ministria e ceshtjeve vendore, 2014). Les limites des villes et villages

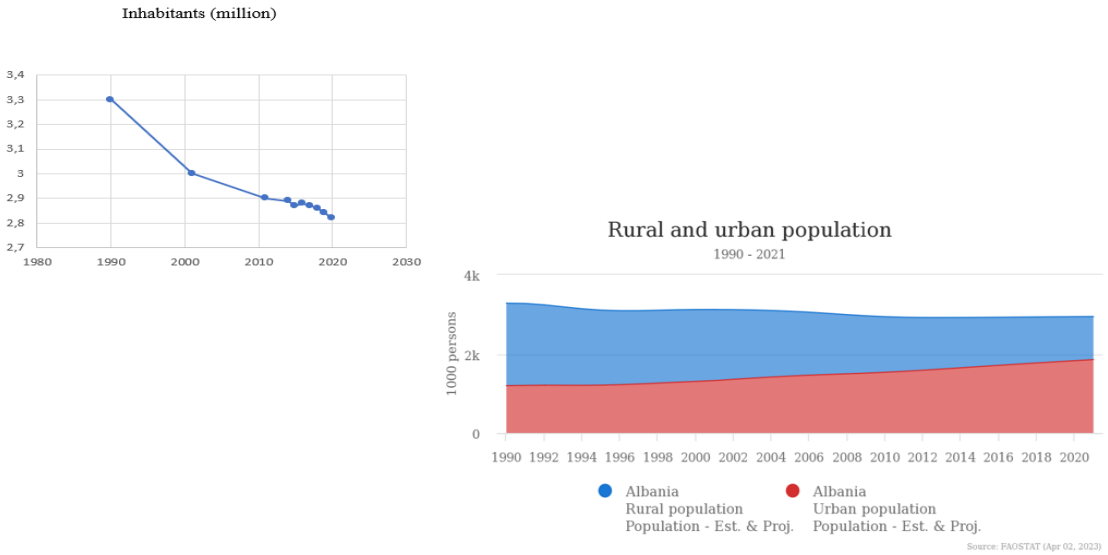
[54] Selon la terminologie nationale, une municipalité est une unité administrative territoriale et une communauté d'habitants vivant généralement dans une zone urbaine et, dans des cas particuliers, dans des zones rurales.

[55] Selon la loi nationale, une commune est une unité administrative territoriale et une communauté d'habitants, vivant généralement dans une zone rurale, mais aussi, dans certains cas, dans des zones urbaines.

ne sont pas définies avec précision et ne sont pas représentées sur les cartes officielles à grande échelle.



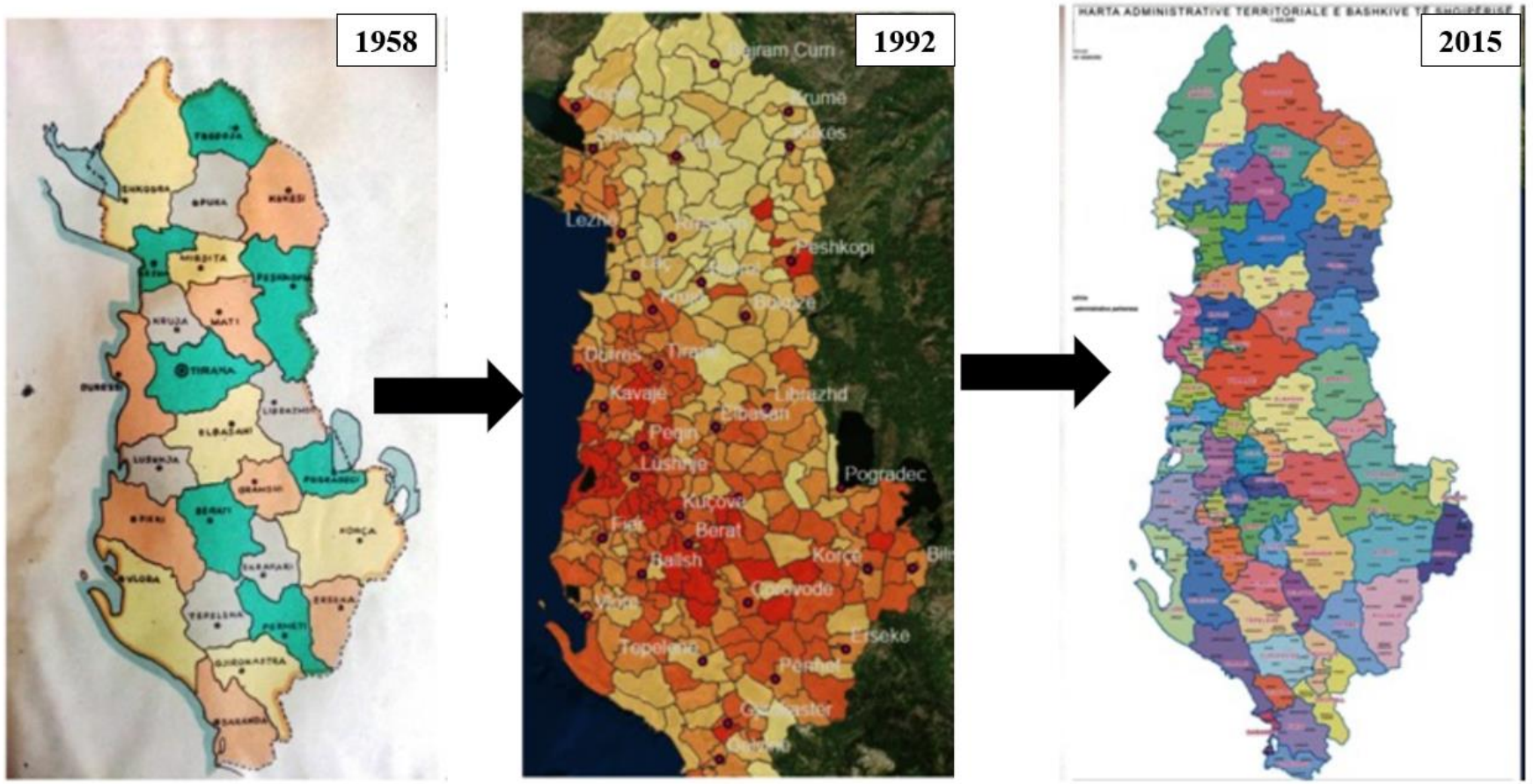
Graphique 7 : Dispersion des municipalités selon la densité démographique. Source : (Toska & Bejko (Gjika), 2019 p. 73)



Graphique 8 : Représentation graphique de la structure de la population au fil du temps. Source : INSTAT[56] à gauche et FAO[57] à droit.

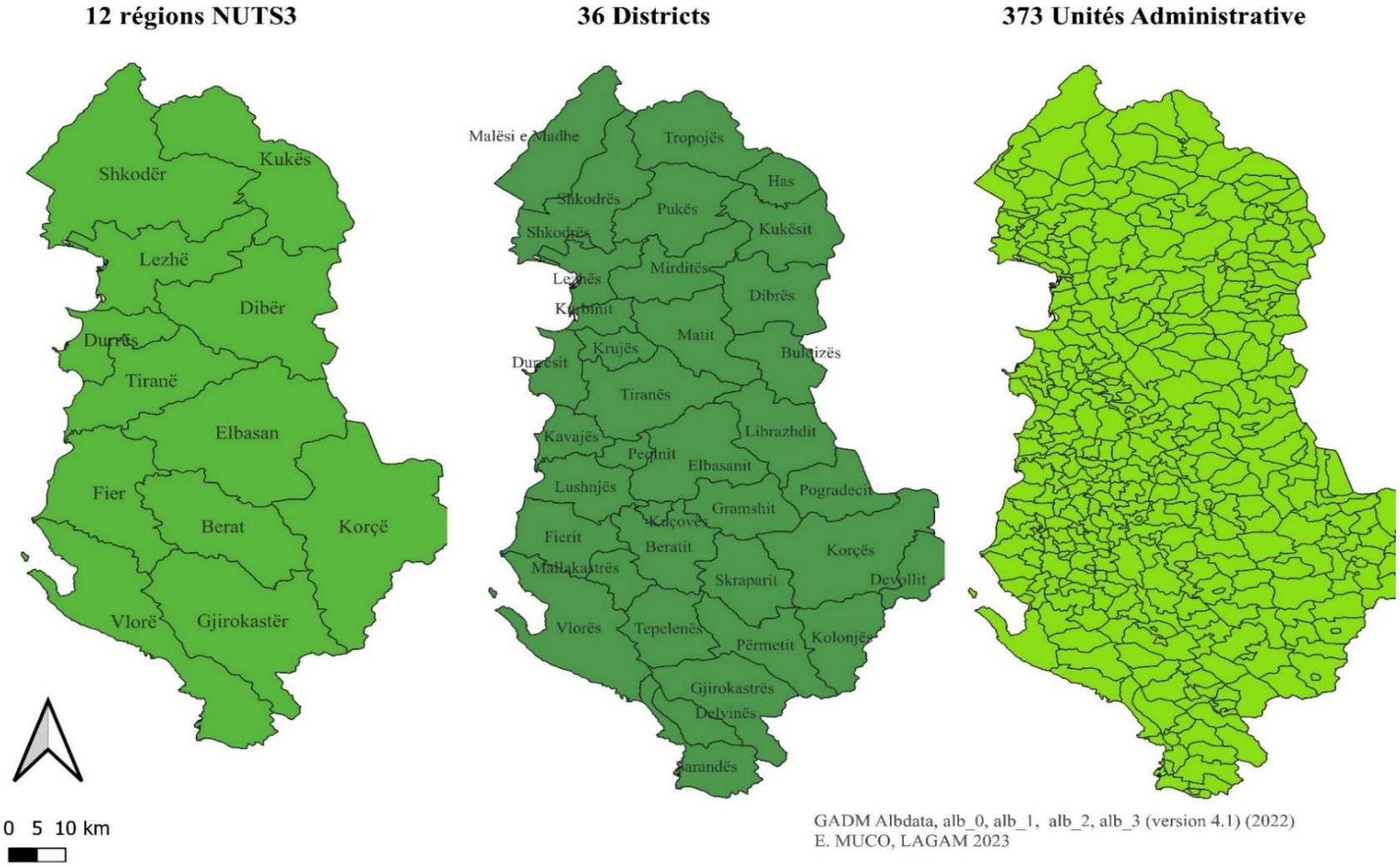
[56] https://www.fao.org/faostat/en/#country/3

[57] http://www.instat.gov.al/



Carte 10 : L'évolution de la carte de l'Albanie au fil du temps : la première carte représente le pays en 1958 (pendant le communisme) au niveau du « Rrethi » ; la deuxième carte en 1992 au niveau des communes et les cercles noirs montrent les districts (Rrethi) ; et la troisième carte en 2014 au niveau des municipalités (la dernière réforme territoriale). Source : Shqiperia.com[58]

[58] https://www.shqiperia.com/Si-ka-ndryshuar-ndarja-territoriale-ne-100-vite.28160/



Carte 11 : Les 12 régions actuelles, les 36 districts qui sont supprimé en tant qu'unité administrative locales (LAU) pour créer 373 UA incorpores en 64 municipalités. Source : E. Muco, 2023

1.1.4. Inclure une politique d'aménagement du territoire : une priorité ou une « corde autour du cou » ?

L'aménagement du territoire revêt une importance particulière dans le cas de l'Albanie, principalement pour deux raisons majeures. Tout d'abord, il est essentiel en raison du contexte politique enclavé du pays. Ensuite, il joue un rôle clé dans l'orientation future du développement territorial du pays, prenant en compte à la fois l'approche traditionnelle « *top-down* » que l'Albanie a connue et l'émergence du développement basé sur une approche ascendante (gouvernance locale). De plus, la politique régionale revêt une importance fondamentale dans le contexte de l'intégration européenne à laquelle les pays candidats doivent faire face.

En Albanie, l'aménagement du territoire relève de la responsabilité de l'Agence nationale de planification spatiale (AKPT), dirigée par le ministre des Affaires locales au niveau central (Cotella & Berisha, 2016). Il est important de souligner la différence avec la planification territoriale, qui relève de la responsabilité du ministère de l'Infrastructure et de l'Énergie. Au niveau local, les responsabilités en matière d'aménagement du territoire sont partagées entre les régions et les municipalités (*Ibid.*). Compte tenu de l'évolution politique et sociale, la politique d'aménagement territorial n'a été considérée comme très importante qu'après l'ouverture des négociations avec l'UE (2006). D'après Toto (2012), en ce qui concerne l'autonomisation de la gouvernance régionale, l'Albanie est à la traîne par rapport à ses voisins *post*-communistes. Elle a entamé son processus de décentralisation dans les années 1990, après l'effondrement de l'État communiste. Si nous analysons son parcours pendant le système communiste, ainsi que son isolement totalitaire, nous pouvons comprendre que, malgré l'importance de la politique territoriale en soi, elle n'était pas une priorité pour le système transitoire de la première décennie. Au lendemain du déclin du système communiste, la priorité de l'État albanais a été de créer les institutions de décisions (législative, exécutive et juridique) selon les modèles démocratiques et d'orienter l'économie vers les marchés extérieurs (Cotella & Toto, 2021). Pourtant, la première tentative de l'État de décentraliser le pouvoir en donnant certaines compétences aux institutions locales a été prise en 1999, ce qui a été considéré comme une grande réussite pour l'époque. Ces fonctions visaient à (1) renforcer les fonctions des municipalités et des communes en tant que niveau primaire d'administration locale avec des responsabilités directes et plus d'autorité, et (2) modifier le rôle des conseils de district pour inclure une fonction de coordination (Haxhimali et al., 2019; Toto, 2012). Le but était de transmettre aux municipalités le rôle de prise de décision et aux districts (*Rethi*) celui des

régions actuelles. Néanmoins, l'absence d'institutions locales solides a rendu difficile l'application de ces mesures. Le passage d'une organisation plutôt centralisée à des politiques territoriales plus décentralisées s'accompagne de grands défis, surtout dans les petits districts où les moyens (institutionnels, humains et sociaux) de mettre en œuvre une telle réforme sont limités. Malgré les tentatives d'autonomisation des unités locales, l'instabilité de la première décennie a laissé dans l'ombre la politique de décentralisation territoriale. Dans les années 2000, le pays a entamé la deuxième tentative de « décentralisation » ou la première réforme sérieuse dans ce processus du pouvoir. Mais en raison de la mentalité « top-down » et du manque d'expérience institutionnelle et politique, la « décentralisation » a été très lente et n'est même pas encore terminée. Indépendamment de l'appel désespéré à l'indépendance locale et de la position radicale de la société en faveur de la démocratie, au fond, le pays continue de maintenir un lien avec le passé socialiste, et cela se voit dans l'impact que le gouvernement central a sur les instances locales (Toto, 2012).

Encadré 3 : Notion de décentralisation

La décentralisation est définie comme un processus de « transfert » des compétences du gouvernement central aux institutions locales (dans le cas de l'Albanie, envers les municipalités). Selon (Rondinelli et al., 1983), « *La décentralisation a pris un certain nombre de formes : déconcentration des fonctions au sein de la bureaucratie centrale, délégation d'entreprises semi-autonomes ou quasi publiques, la dévolution aux gouvernements locaux, et le transfert de fonctions à des organisations non gouvernementales… Dans certains pays, la décentralisation a permis une plus grande participation aux activités de développement, une administration plus efficace et efficiente des programmes de développement local et rural, et une capacité administrative accrue en dehors de la capitale nationale. Mais dans presque tous les pays où les gouvernements ont tenté de décentraliser, ils ont été confrontés à de graves problèmes de mise en œuvre… Dans d'autres pays … la décentralisation a été affaiblie par l'incapacité à transférer des ressources financières suffisantes aux organisations dont les responsabilités ont été transférées* ». La décentralisation peut se réaliser en plusieurs phases (Bardhan, 2002; Conyers, 1984; Haxhimali et al., 2019; Prud'homme, 1995):

La déconcentration : le transfert de ressources, de responsabilités et d'autorité au sein d'une institution ou d'une administration centrale. La déconcentration comprend le transfert du pouvoir des bureaux centraux aux bureaux périphériques de la même structure

administrative centrale, ou transfère la responsabilité aux unités administratives locales qui font partie de la structure de gouvernance centrale.

La délégation concerne le transfert de responsabilités et de pouvoirs de décision du gouvernement central au gouvernement local, alors que ces pouvoirs et leurs organes respectifs sont, d'un point de vue constitutionnel et juridique, des institutions totalement indépendantes et légitimes et représentent des niveaux de gouvernement différents.

La dévolution est une forme de transfert de la gestion des ressources naturelles vers des individus et des institutions locales ; le transfert des droits de propriété du centre vers les unités et/ou les communautés locales.

Cette différence revêt un point important pour comprendre la phase de décentralisation des pays. Selon Prud'homme (1995), les termes dévolution et déconcentration sont rarement utilisés, car les pays préfèrent utiliser le terme de décentralisation pour désigner ce qui est décrit ci-dessus. Pour Bardhan (2002), les pays qui ont connu un système centralisé dans leur histoire décrivent par décentralisation un processus de dispersion de certaines responsabilités, vers des branches régionales, de la mise en œuvre d'un projet particulier au niveau local. C'est le cas de l'Albanie, où le processus de décentralisation s'est déroulé en plusieurs étapes sur des périodes différentes, même si le terme de décentralisation est utilisé pour parler du processus. Il convient de rappeler ici que la première tentative de déconcentration en 1999 et 2000 a été marquée par la ratification de la Charte européenne de l'autonomie locale (8548/1998) et l'adoption de la loi sur l'organisation et le fonctionnement des autorités locales (8652/2000). Étant donné que, même si des compétences ont été transférées aux unités locales, leur pouvoir de décision a été très limité, on peut parler de « décentralisation centralisée », terme utilisé par Dumont (2020), pour désigner la France de 2004, où la pression de l'État sur les autorités locales était forte.

Par la suite, une autre tentative a été faite en 2005 pour déléguer une partie des ressources forestières et pastorales à des organes locaux tels que les municipalités et les communes. Enfin, en 2014, une nouvelle réforme de la décentralisation a été mise en œuvre, transférant une grande partie des fonctions et des compétences aux organes locaux. Cette réforme s'accompagne d'une dévolution totale des ressources forestières et pastorales (hors aires protégées) aux municipalités, ainsi que du transfert de compétences telles que

la protection et la gestion des incendies, et la production de rapports et de données sur l'état des forêts.

Un autre phénomène qui entrave la démocratie dans le pays est la composition des partis politiques qui se sont formés. Bien qu'un phénomène de rajeunissement ait été perceptible au sein de chaque parti créé suite à la chute du communisme, la majorité de ces nouveaux membres était issue de familles politiques liées à l'ancien régime communiste. Cela a donné lieu à ce que de nombreux chercheurs ont décrit comme la « **lutte contre le passé communiste par les fils de communistes** » (Pihet, 2000). Cela se voit également dans le pouvoir qu'ont les forces politiques lors des élections locales. Pour les forces politiques, la décentralisation représente une perte de contrôle sur les unités locales, ce qui se traduit par une perte de soutien lors des campagnes électorales. L'Association des Municipalités souligne cette implication politique dans le développement territorial, en particulier dans la dernière réforme (Haxhimali et al., 2019). Selon Haxhimali et al (2019), la région de Tirana, où se concentre 1/3 de la population, est divisée en 5 municipalités, tandis que la région de Gjirokastër, la moins peuplée du pays (2% de la population totale), est divisée en 7 municipalités. Selon ces auteurs, ce découpage est politique et dépend des convictions politiques des régions. Nous avons observé une certaine réserve ou « manque de présence centrale » du gouvernement à l'égard de Pukë, notamment en raison du fait que le maire élu appartient à la force de l'opposition politique. Cela signifie que le gouvernement maintient les unités locales dépendantes, car il s'assure ainsi d'avoir le plus grand nombre de voix possible, sachant que les citoyens voteront pour le candidat issu du parti au pouvoir. Par ailleurs, le manque de compétences et la crainte de tout gérer localement par les unités locales favorisent la centralisation du pouvoir.

Encadré 4 : Notion de région

La région est une notion polysémique en raison de la grande diversité des réalités régionales au sein de l'UE. Pour définir la région, je me suis appuyée sur le cours magistral du professeur Dedeire qui aborde ce sujet de manière éclairante. Il commence son cours en soulignant que « **la région est un terme vide qui contient ce qu'on lui met** »[59]. Cette déclaration initiale met en lumière le caractère discutable et polysémique du terme « région », le positionnant comme l'un des concepts les plus controversés en géographie. D'un autre côté, le terme devient fondamental pour la géographie moderne car de plus en

[59] La suite de la section est basée sur ce cours magistral du professeur Marc Dedeire.

plus de pays se sont dotés en régions (Perrin & Seys, 2019). Le dictionnaire géographique tente également de fournir une définition de la région en la considérant comme **« une partie de la surface terrestre identifiée par des attributs qu'elle possède et qui interagissent** » (Cité par Dedeire). Cette définition souligne le caractère dynamique des régions, résultant de l'interaction complexe de divers attributs géographiques. D'autres auteurs, dont Brunet (1990) (cité par Dedeire) et Seys (2019), partagent cette notion de région comme un concept controversé. Cette discussion s'étend encore plus loin lorsque l'on remet en question le terme « région » lui-même. Souvent, celle-ci est considérée comme un concept théorique, dépourvu de signification intrinsèque, utilisé dans la littérature scientifique pour faire référence à un espace géographique marqué par des attributs socioculturels et par le sentiment d'appartenance humaine à cet espace. Le terme revêt également des significations politiques et économiques, notamment au sein de l'UE, où il est couramment utilisé pour définir le contexte d'une zone donnée et pour envisager les politiques de développement territorial dans un contexte inférieur à celui du pays et plus large que celui du local. Compte tenu de la diversité de l'espace de l'Union, sa définition est sujette à débat en raison de la diversité des réalités qu'elle recouvre (Seys, 2019). Dans notre thèse, nous nous penchons sur l'utilisation du terme « région » à la fois en tant que concept géographique et politique, avec un intérêt particulier pour le contexte albanais. L'État albanais a entrepris l'une de ses principales réformes à la suite de l'accord sur le statut de pays candidat : la réforme territoriale et la régionalisation du pays.

« Pour entrer dans l'Union européenne, tout État candidat a l'obligation de se doter de régions. Cela fait partie de l'Acquis communautaire qui comporte un chapitre nommé "Politique régionale et coordination des fonds structurels". C'était le chapitre 21 pour le 5e élargissement (2004) et le 22 lors du 6e (2007). Dans ce chapitre, l'Union européenne laisse à chaque État candidat le choix de la délimitation territoriale des régions, sans qu'elle soit obligatoirement en cohérence avec celle d'unités territoriales existantes. Ces régions servent à gérer les fonds structurels et ont permis la création de bases de données statistiques territoriales par Eurostat. Pour ce dernier item, ce sont les NUTS dont l'acronyme signifie Nomenclature des Unités Territoriales et Statistiques. Ces NUTS, qui comptent maintenant 3 niveaux, sont parfois, à tort, considérées comme des collectivités territoriales » (Seys, 2019).

Le processus d'intégration définit plusieurs maillons, par lesquels le pays doit passer au préalable, et la régionalisation et la décentralisation du pouvoir, afin d'absorber les fonds

de l'IPA[60] ont été l'un d'entre eux. Dans ce processus vers l'intégration, la politique régionale a pris une grande importance, car les régions sont considérées comme des espaces où les politiques territoriales peuvent être expérimentées. Nous aborderons fréquemment la politique régionale dans notre travail, mais il est essentiel d'introduire la notion de région dans ce chapitre afin de justifier notre choix de l'échelle territoriale que nous avons adoptée pour l'étude de notre thèse.

Peu de travaux existants dans le domaine tentent de donner une analyse analytique du lent processus de l'Albanie sur la question de la décentralisation. Selon Haxhimali et al., (2019), le gouvernement s'est davantage concentré sur la modification des frontières territoriales et l'unification des unités locales et très peu sur le processus de décentralisation. D'après Toto (2012), l'Albanie a concentré son attention plutôt sur le respect des exigences de l'UE (décentralisation, régionalisation, unités statistiques selon le modèle de NUTS) et l'absorbation des fonds financiers de troisième composant de IPA pour le développement régional, que sur le développement régional en soi. Nous avons trouvé la même affirmation chez Cotella et Berisha (2016 ; 2021) qui indiquent que l'Albanie, comme la plupart des Balkans, a fait des réformes structurelles pour convaincre l'UE. Selon Allkaj (2021), l'Européanisation ne doit pas être considérée comme une condition à remplir ou un objectif à atteindre, l'Albanie doit y voir une excellente opportunité de grands changements socio-économiques. Même si les effets de l'aménagement du territoire pris au fil du temps ne sont pas l'objectif principal de notre thèse, nous nous interrogeons sur ces questions, car ils ont un impact sur les zones rurales et les communautés rurales, qui sont au cœur de notre étude. Dans la même optique, nous nous demandons, pour l'intérêt de notre étude, si les changements territoriaux, quels que soient leurs objectifs, ont été efficaces pour traiter les questions de développement régional ou s'ils ont, au contraire, contribué de manière négative à approfondir les disparités régionales. Il est d'autant plus important de se pencher sur les zones rurales (traitées plus en profondeur dans le chapitre 3) qu'avec la disparition des communes en tant qu'unités administratives elles ont perdu tout pouvoir économique, administratif et politique.

[60] L'instrument d'aide de préadhésion (IAP) remplace une série de programmes et d'instruments financiers de l'UE destinés aux pays candidats ou aux pays candidats potentiels, à savoir PHARE, PHARE CBC, ISPA, SAPARD, CARDS. https://ec.europa.eu/regional_policy/funding/ipa_en

1.2. La « culture » de l'aménagement du territoire en Albanie est-elle prégnante ?

Introduire une perspective historique des réformes administratives et territoriales en Albanie vise à comprendre, d'une part, l'implication étatique dans les questions territoriales et, d'autre part, l'implication locale dans cette évolution. Bien que l'objectif de la politique régionale (*Encadré 5*) soit le développement basé sur des incitations locales, l'Albanie a principalement connu des politiques descendantes, ce qui rend l'aménagement et la régionalisation difficile. En outre, en se référant aux tentatives de régionalisation et à la politique régionale, le gouvernement albanais est contraint de faire progresser le processus d'intégration. Il est essentiel de noter que la politique régionale et la décentralisation vers les unités locales appelées *Njesi te Qeverisje Vendore (NjQV)*[61], bien qu'elles soient théoriquement définies dans le plan, demeurent peu claires pour les autorités locales et nationales, comme mentionné par F. Imami et al., (2018). Cela peut être considéré comme un facteur qui complique les procédures de régionalisation au niveau national, à cause des confusions entre les fonctions partagées et les fonctions uniques, tout en entravant toute tentative de réforme de la régionalisation. Par ailleurs, avec l'autonomie accordée, les NjQV sont devenus des acteurs très importants du développement local (Boka Toska & Bejko, 2020).

Encadré 5 : La politique régionale

La politique régionale, souvent dénommée politique de cohésion, représente la deuxième politique la plus importante au sein de l'UE. Elle repose sur le principe de solidarité et vise à réduire les disparités régionales en assurant une répartition équitable des ressources financières, en particulier en faveur des régions moins favorisées (Seys, 2019). En termes budgétaires, elle occupe une part substantielle, représentant environ 55% du budget total de l'Union, hormis la politique agricole commune. Dans ce contexte, l'intégration se traduit par plus de sources de financement pour développer les régions moins favorables, plus de support dans leur politique *bottom-up*. Selon les travaux de Fratesi & Perucca (2014; 2020), au cours des années 2004-2006, 21 milliards d'euros ont été investis dans les nouveaux pays membres (Pays de l'Est) pour renforcer leurs politiques de développement et d'ajustement régional. L'Albanie, aspirant à l'intégration, a entamé ce processus de régionalisation suite à la préadhésion. Considérant l'importance des régions

[61] Unités de gouvernance locale qui, avec la nouvelle réforme de 2015, sont représentées par des municipalités qui comprennent à la fois des zones urbaines et rurales.

et du développement régional au sein de l'UE, nous entamons notre exploration en posant quelques questions de base. Tout d'abord, nous nous demandons si la politique régionale et la politique de cohésion de l'UE sont véritablement identiques. Dans son ouvrage sur les régions européennes, Seys (2019) souligne la complexité de la question régionale en Europe en raison des différences existant au sein de l'Union. Il affirme que, bien que la politique de cohésion soit clairement définie, la politique régionale au sein de l'UE reste ambiguë, car il n'existe pas de définition stricte des régions. En ce sens, la politique de cohésion peut être considérée comme un élément de dynamisation de la politique régionale. En d'autres termes, le Fonds de cohésion européen est un instrument de construction de la politique régionale, dans le but de réduire les disparités régionales. Le niveau administratif des applications de la politique régionale est le NUTS2 selon une base du PIB de la région NUTS2 sur le PIB moyen des régions dans la zone européenne. Les régions justifiant d'un PIB de 75% inférieur à la moyenne des régions (où 90% du revenu national brut) européennes peuvent bénéficier du fonds de cohésion.

Tout au long de ce chapitre, des termes polysémiques et parfois contradictoires ont émergé lorsque nous abordons l'aménagement du territoire en Albanie. Cette complexité s'est accentuée lorsque l'Albanie a intégré la terminologie territoriale européenne, qui se croise avec la terminologie nationale. Avant de commencer l'analyse, il est nécessaire de clarifier les termes utilisés. En effet, l'utilisation de termes en langue nationale peut parfois entraîner des confusions et des malentendus, ce qui complique la compréhension de la réforme territoriale en Albanie. C'est, concrètement, le cas du terme planification territoriale « *planfikimi territorial* » et de celui de la réforme administrative et territoriale « *Reforma administrativo-territoriale* ». Ces deux termes sont parfois utilisés à mauvais escient comme synonymes, mais ils demeurent différents selon la responsabilité des différentes institutions (*cf.* sous-section 1.1.4 de ce chapitre).

Compte tenu de la complexité de l'aménagement du territoire en Albanie, le peu de recherches existantes dans ce domaine nous permet de nous interroger et de nous positionner analytiquement pour clarifier plus ou moins ce processus. Combinée au manque de compétences locales pour assumer efficacement les responsabilités de la planification territoriale, cette réforme reste un défi pour les instances locales. En analysant la réforme administrative et territoriale en Albanie, nous remarquons que chaque réforme est une tentative de haut en bas, avec une implication moindre des unités locales dans le processus. La dernière

tentative de créer des unités territoriales plus grandes pour promouvoir le processus de régionalisation et de décentralisation a intégré les communes dans les municipalités, retirant tout pouvoir politique et économique aux zones rurales. Selon les données recueillies dans les deux zones d'études, cette tentative a renforcé la confusion à la fois du point de vue des institutions locales concernées (les municipalités) et du point de vue des communautés locales qui peinent à comprendre quelles instances décisionnelles les gouvernent. Nous utilisons le terme « dépendance » parce que le pays n'a pas de tradition de gouvernance communautaire, il est donc fondamental pour les communautés de savoir quelles sont les institutions de décision auxquelles elles sont liées.

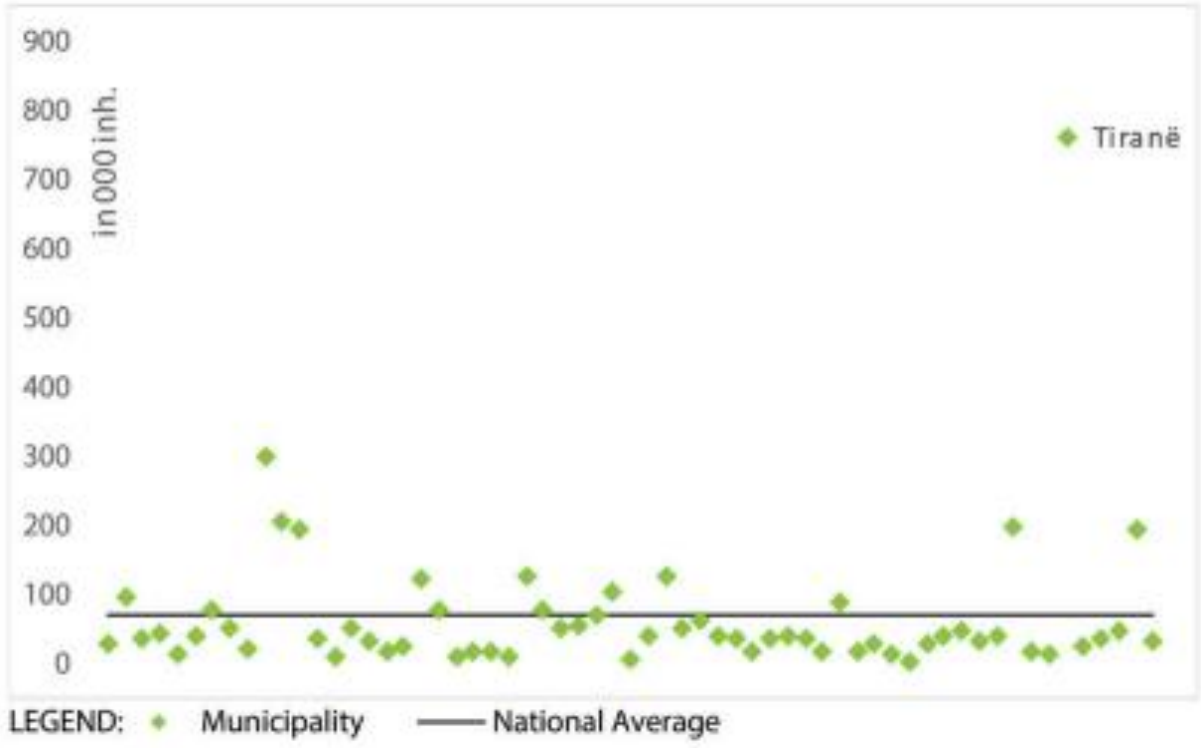
1.3. La taille compte-t-elle ? Analyse des disparités locales à travers la réforme administrative et territoriale en Albanie

Une question importante que nous posons à propos de la réforme actuelle compte tenu de son objectif - la réduction des disparités régionales - est de savoir si la réforme a contribué à réduire ces disparités ou, au contraire, si elle les a aggravées. La réforme territoriale (RAT), comme l'a confirmé Haxhimali et al. (2019), même si elle a fait des progrès en termes d'application et a, sous une forme ou une autre, amélioré le processus de décentralisation, a été appliquée très rapidement et sans plan bien conçu. Comme indiqué auparavant, les recherches analysant l'impact de la nouvelle réforme sont rares. Parmi celles-ci, une grande partie provient des institutions responsables sous la forme de rapports périodiques. Mise en œuvre par *Ministria e Ceshtjeve Vendore* (ministère des Affaires locales), la nouvelle réforme vise à offrir de meilleurs services à la population locale et à réduire les coûts de transaction.

> *« Grâce à la consolidation territoriale, il sera possible de déléguer davantage de services aux collectivités locales qui, grâce à des unités de gouvernement local plus grandes (municipalités), disposeront d'une plus grande capacité à exercer un plus large éventail de fonctions et offriront davantage de possibilités de promouvoir la démocratie locale. Cette consolidation territoriale vise principalement à créer une économie d'échelle, qui faisait défaut jusqu'à présent, et permettra aux plus grandes unités de gouvernement local de fournir des services plus efficaces à des coûts moindres » (Ministria e ceshtjeve vendore, 2014).*

Selon la même institution, avec la réforme précédente, il y avait un grand nombre d'unités qui représentaient un petit groupe de population et ne justifiaient pas les dépenses. Avec la nouvelle réforme, si le processus de décentralisation semble avoir un effet positif sur les plus grandes municipalités du pays, avec une forte concentration de population et d'activités économiques, il n'en va pas de même pour les plus petites municipalités (Boka Toska & Bejko, 2020). Ces

dernières sont confrontées à des défis majeurs pour fournir de meilleurs services aux citoyens, notamment en raison d'un manque de ressources humaines (*Ibid.*). Selon un rapport qui tente mesurer les effets de la nouvelle RAT en Albanie, il semble que, dans plusieurs municipalités, les disparités se sont accrues avec la nouvelle réforme. Ces auteurs ont pris en compte plusieurs variables pour évaluer les effets de la réforme. La première concerne la dispersion de la population, avec des données indiquant que 73 % des municipalités ont une population inférieure à la moyenne nationale. De plus, ces auteurs ont souligné les différences notables entre la municipalité de Tirana et les autres (*Graphique 9*). Selon les mêmes auteurs, ces différences ont un impact sur l'offre de services et les coûts pour les citoyens, qui devraient en principe être égaux dans chaque municipalité.



Graphique 9 : La dispersion de la population au sein des municipalités. Source. (Boka Toska & Bejko, 2020 p. 73)

La répartition du budget de la gouvernance locale entre les municipalités révèle des différences significatives, en particulier si l'on compare Tirana, dont le budget est environ 14 fois supérieur à la moyenne nationale, et même environ 307 fois supérieur à celui de la plus petite municipalité (Boka Toska & Bejko, 2020). La même tendance se manifeste lorsqu'on examine les moyens financiers propres aux municipalités (revenus qu'elles génèrent). Selon les données fournies

par les mêmes auteurs, 75% des municipalités génèrent des revenus inférieurs à la moyenne nationale.

Sur la base de ces trois indicateurs, bien qu'il y ait eu une amélioration des indicateurs économiques dans l'ensemble des municipalités, on constate que les disparités entre elles se sont accrues. Tirana demeure la municipalité ayant les revenus les plus élevés, même si ses indicateurs se sont nettement améliorés avec la réforme territoriale. Cela met en évidence un déséquilibre persistant entre Tirana (le centre) et les autres municipalités. La plupart d'entre elles se classent en dessous de la moyenne pour les trois indicateurs, ce qui souligne les difficultés d'intégration de la réforme dans ces municipalités, y compris les zones que nous avons pris en compte.

2. Les échelles géographiques retenues et l'intérêt des zones d'études de Gjirokastër et de Pukë

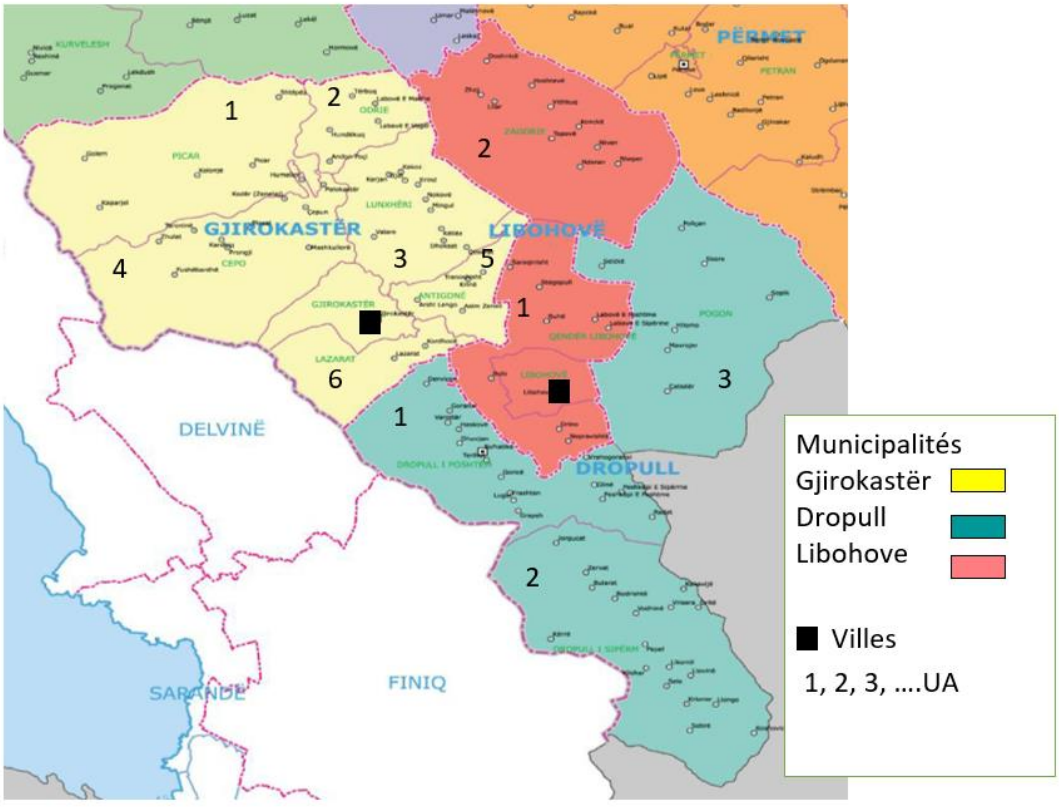
Le système d'aménagement du territoire en Albanie représente pour nous une entrée pour comprendre les dynamiques de développement territorial. En outre, cette entrée révèle la nécessité de bien définir le territoire et l'échelle de notre périmètre de travail. Une grande importance est accordée à deux terrains d'étude. Dans cette recherche, nous travaillons sur deux sites[62] ruraux en Albanie. L'échelle de notre étude est celle du district. Le choix du district comme unité d'analyse est avant tout géographique. La nouvelle réforme a supprimé le district en tant qu'unité administrative, mais il reste pour nous l'unité la plus homogène et la plus appropriée pour l'analyse territoriale. La région est déjà suffisamment vaste pour être comparée à une autre région, et elle est souvent marquée par des contrastes géographiques, économiques et social au sein d'une même région. Deux districts ont été choisis pour mettre en évidence leur stratégie de développement territorial à travers le jeu des acteurs locaux. De plus, les deux districts représentent, d'un point de vue social et géographique, des dynamiques de développement territorial contrastées par plusieurs éléments : types d'acteurs territoriaux, présence de l'action publique, mécanismes de gouvernance des ressources communes, organisation sociale et spatiale, finalité de la ressource, *etc.* Le but de cette section est d'introduire le contexte géographique, économique et social des deux zones d'études. À travers ces éléments, nous visons à comprendre la trajectoire de développement territorial de chacune

[62]Lieux d'unité ou d'unification de stratégie d'acteurs et de développement de ressources particulières (Colletis & Pecqueur, 2005).

de ces zones et à appréhender la logique territoriale qui prévaut dans les zones rurales en Albanie, en nous concentrant sur les deux districts d'étude. Par ailleurs, nous voulons voir comment ces éléments ont impacté le développement (ou pas) des deux secteurs d'activité pris en compte.

2.1. Le district de Gjirokastër : un espace d'héritages socio-économiques et d'interfaces

Le district de Gjirokastër est situé dans le sud de l'Albanie. Il fait partie de la région du même nom, Gjirokastër[63], avec le district de Tepelenë et Përmet (*cf.* annexe 2). Le district lui-même est composé de trois municipalités dont deux villes (Ville de Gjirokastër et de Libohove) et 11 unités administratives rurales (UA) divisées en 6 UA dans la municipalité de Gjirokastër, 3 UA dans la municipalité de Dropull et 2 UA dans la municipalité de Libohove (*Carte 12* ; *Carte 15*, p. 114).



Carte 12 : Représentation cartographique de trois municipalités avec ses subdivisions (UA). Source : Fond de carte de (Qarku Gjirokaster, 2018)

[63] Les noms des régions en Albanie proviennent du nom de la ville chef-lieu de chaque région, qui est située à l'intérieur des frontières de cette dernière et est considérée comme sa ville principale.

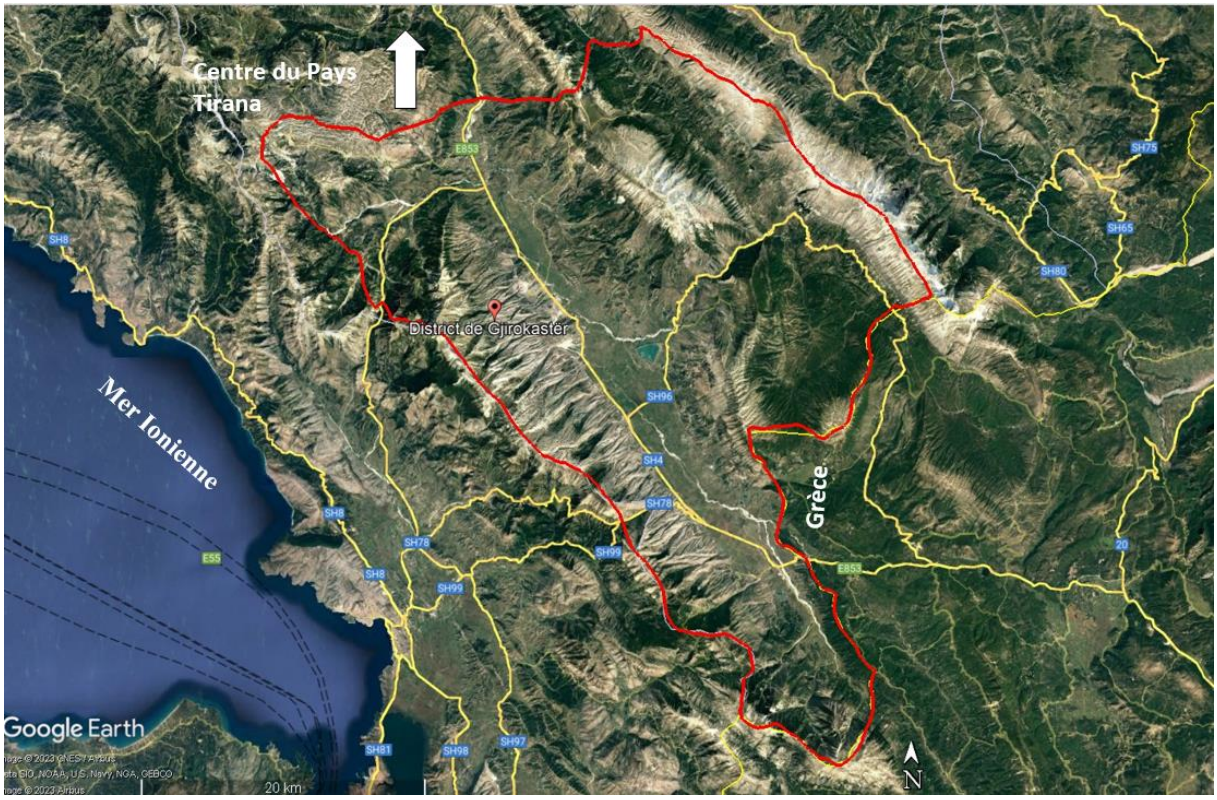
Située à une altitude moyenne de 829 m au-dessus du niveau de la mer, Gjirokastër fait partie des zones montagneuses (*Carte 13*), caractérisées par un terrain montagneux accidenté (Qarku Gjirokaster, 2018). Cette topographie en fait l'une des zones les moins peuplées, comptant une population de 82 396 habitants[64], soit une densité de 70 habitants par/km^2. De plus, ce district est le plus touchée par le déclin démographique (4,7 %) par rapport à l'année 2021, avec un taux de vieillissement plus élevé dans le pays (23,8 %) (Instat, 2022). Gjirokastër souffre d'un taux d'émigration élevé de 2,7%, à savoir plus ou moins 2 000 habitants chaque année.

Carte 13 : Carte topographique du district de Gjirokastër, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011)

Ce district est situé entre les chaînes de montagnes Mali i Gjere (1 887 m d'altitude), Lunxheri - Bureto (2 155 m d'altitude) et Nemecke (2 458 m d'altitude) (Qarku Gjirokaster, 2018). Les forêts et les pâturages couvrent environ 70% du territoire. Ces derniers représentent une valeur inestimable en tant que source de nourriture pour le bétail et pour environ 120 espèces de plantes médicinales du territoire comme le laurier, le thé des montagnes, la sauge, l'origan sauvage, *etc.*, (*Ibid.*). Gjirokastër est située entre les basses terres de l'Albanie occidentale et les hautes terres centrales et présente un climat méditerranéen d'été chaud, avec des précipitations plus élevées que la normale pour ce type de climat (1 858 mm/an) (Qarku Gjirokastër, 2018). D'une superficie de 1 165 km^2, ce district est situé entre les deux principales rivières d'Albanie, *Vjosa et Drino,* ce qui positionne la zone parmi les plus riches en ressources en eau dans le pays. Le district est situé dans une position stratégique, ce qui lui donne un grand potentiel de développement économique, au carrefour d'importantes routes nationales et internationales qui

[64] Registre civil de la municipalité de Gjirokastër, Dropull et Libohove

représentent des opportunités pour le marketing, le développement du tourisme et l'emploi. La situation frontalière avec la Grèce (40 km) offre aussi un grand potentiel de commercialisation. Par ailleurs, cette proximité est largement utilisée pour l'émigration saisonnière, principalement liée à la collecte des olives ou autres produits agricoles dans le pays voisin[65].



Carte 14 : Infrastructure représentée par les routes principales du district. Source : Fond de carte de Google Earth

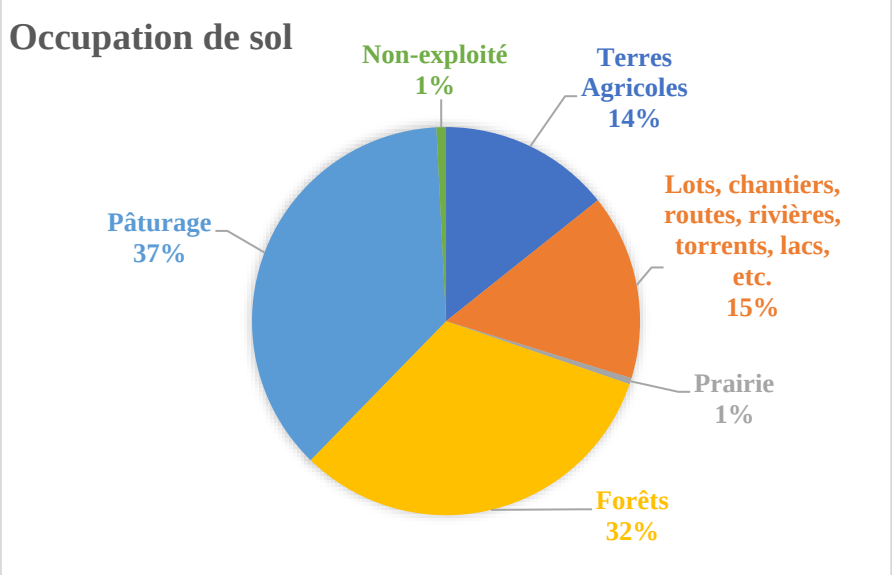
Selon les données de l'INSTAT, pour l'année 2020, la région de Gjirokastër se classe troisième dans le pays en termes de revenu par habitant, avec une moyenne de 6 000 euros tête/an. Le secteur principal de l'économie du district est l'élevage[66] et l'agriculture puisqu'ils contribuent à hauteur de 29 %[67] à l'économie de Gjirokastër et constituent le principal secteur d'emplois (30%), même si, ces dernières années, l'accent a été mis sur l'agro-industrie (Qarku Gjirokastër, 2018). D'une superficie de 113 754 ha, le foncier se compose de terres agricoles, de forêts, de pâturages, de prairies et de terres non agricoles (*Graphique 10*). La structure foncière est

[65] Ce phénomène a été largement favorisé par la libéralisation des visas dans l'espace Schengen, où les citoyens albanais ont le droit de séjourner jusqu'à 90 jours. Bien que le droit au travail soit interdit, le secteur agricole favorise le travail au noir dans de nombreux pays européens.

[66] Nous parlerons de ce secteur plus en détails dans le chapitre 3

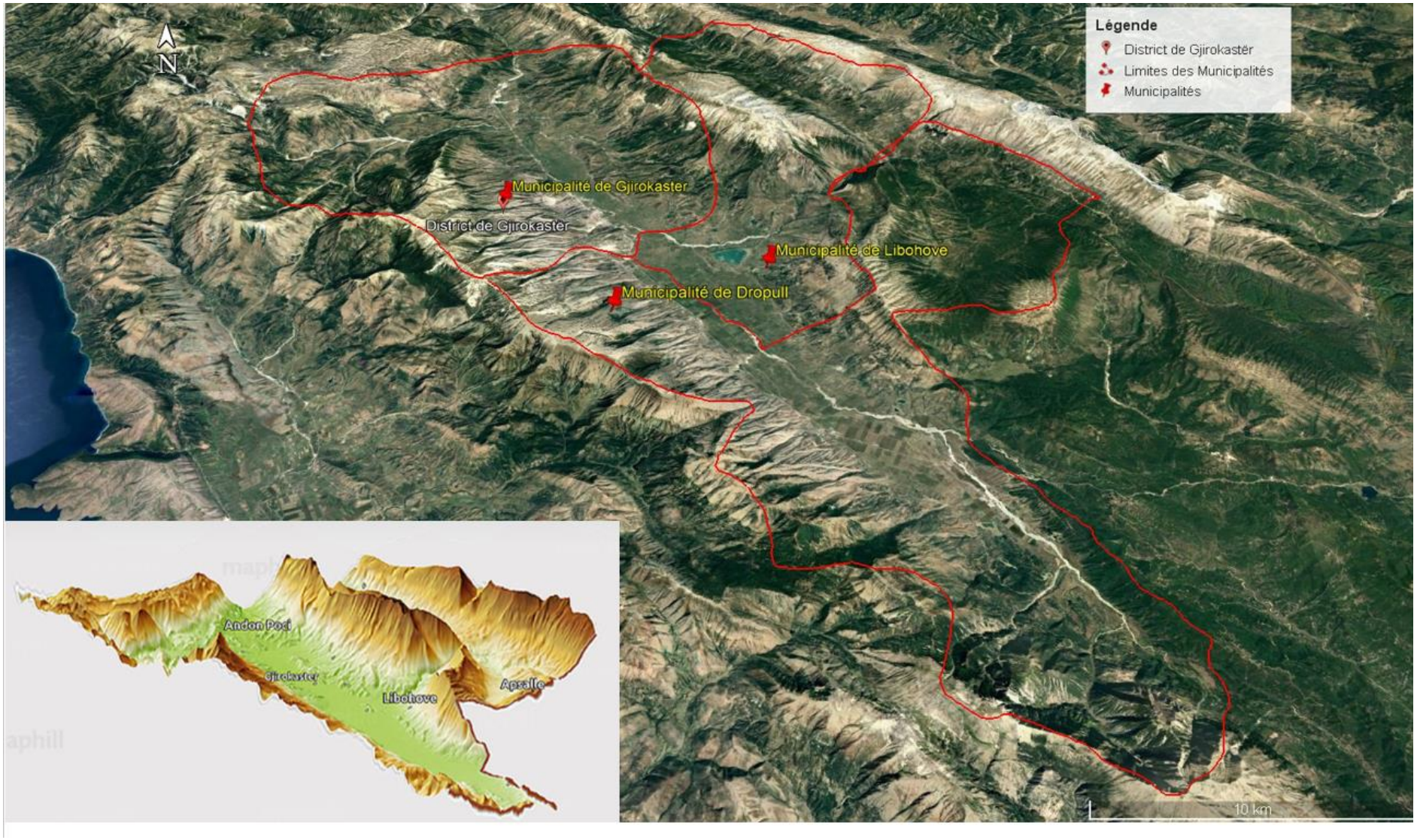
[67] https://www.instat.gov.al/media/10013/pbb-rajonale-2020.pdf

dominée par des zones de pâturage et des forêts, ce qui montre que l'agriculture est moins favorisée dans ce district. Cette richesse en forêts et pâturages peut favoriser le développement d'activités économiques telles que le tourisme de montagne, l'élevage, les plantes aromatiques et médicinales, *etc.* En raison de cette topographie, l'élevage est prédominant dans la zone. Gjirokastër est connue pour l'élevage de petits ruminants, principalement des moutons. La finalité de cet élevage est principalement la production du fromage qui fait la réputation de la zone. La production de fromage repose principalement sur le lait des petits ruminants. L'agriculture est composée de petites exploitations de subsistance et la productivité n'est pas compétitive (*cf.* annexe 2). Elle est traditionnelle, peu mécanisée, avec des infrastructures peu développées et une production de faible qualité et quantité. L'agriculture est principalement représentée par les vergers et les cultures fruitières et leur transformation.



Graphique 10 : Structure du foncier à Gjirokastër. Source : Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull 2021.

Le tourisme est un autre secteur à fort potentiel. Les bâtiments caractéristiques et les nombreux châteaux en font un véritable patrimoine pour le district et la région. Selon les données fournies par Qarku Gjirokastër (2018), Gjirokastër possède le plus de ressources touristiques dans le pays, avec un total de 697 ressources, dont 106 sont des ressources naturelles et le reste des monuments historiques, archéologiques et culturels. Favorisé par sa richesse culturelle et ses traditions, mais aussi par un patrimoine culinaire bien connu dans le pays et ailleurs, le tourisme rural représente une grande opportunité pour la diversification des activités rurales dans la zone.



Carte 15 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte MapHill (à gauche) et google Earth (à droite).

2.2. Le district de Pukë : un territoire d'une nature domestiquée, mais enclavé

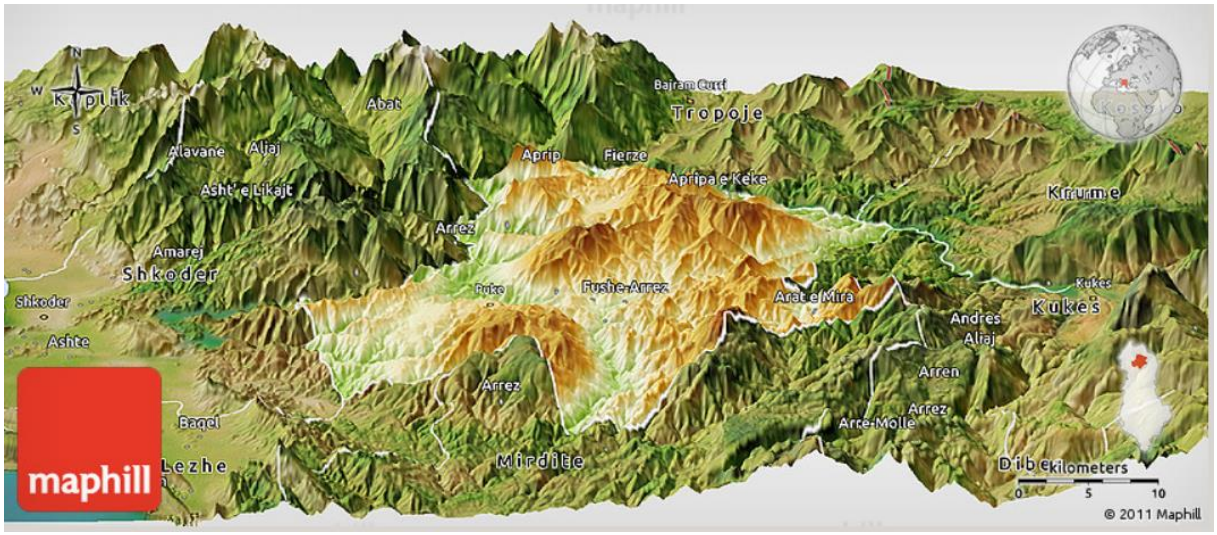
Pukë fait partie de la région de Shkodër, qui se classe au 5e rang en termes de population et au 2e rang en termes de superficie à l'échelle nationale (*Carte 16*). Pukë est représentée administrativement par deux municipalités (*cf.* annexe 2). Elle joue un rôle double : à la fois district au sein de la municipalité (*Bashki)* de Pukë et de Fushe-Arrëz (*Carte 17*). C'est également la municipalité la plus étendue du district, composée de cinq unités administratives (UA) dont le Centre (Pukë), Qerret, Qelez, Gjegjan et Rrape. De son côté, la municipalité de Fushe-Arrez est composée de cinq UA dont : le Centre (Fushe-Arrez), Blerim, Iballe, Fierez et Qafe-Mali.

Carte 16 : Localisation de la région de Shkodër au niveau du Pays et localisation du Pukë au sein de la région. Source : fond de carte de ShteiWeb

Le district de Pukë est situé dans la partie centrale de l'Albanie du Nord, en bordure de la rivière *Drin* et de la montagne *Terbuni*. Son territoire s'étende sur une superficie de 1 046 km^2. Pukë possède une grande superficie forestière (80 % du territoire est constitué de forêts) et une grande biodiversité où l'on trouve près de 160 types d'arbres, parmi lesquels on peut citer : le pin noir, l'épicéa blanc, le hêtre, le chêne, la pruche, *etc.*

Carte 17 : Division administrative de la municipalité de Pukë (à gauche) et de Fushe-Arrez (à droite). Source : SiteWeb Porta Vendore[68], Profil des municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez

Le climat du district de Pukë, situé dans le nord de l'Albanie à une altitude de 835m, est considéré comme méditerranéen montagneux par rapport au climat général de l'Albanie, caractérisé par des étés frais et des hivers froids.

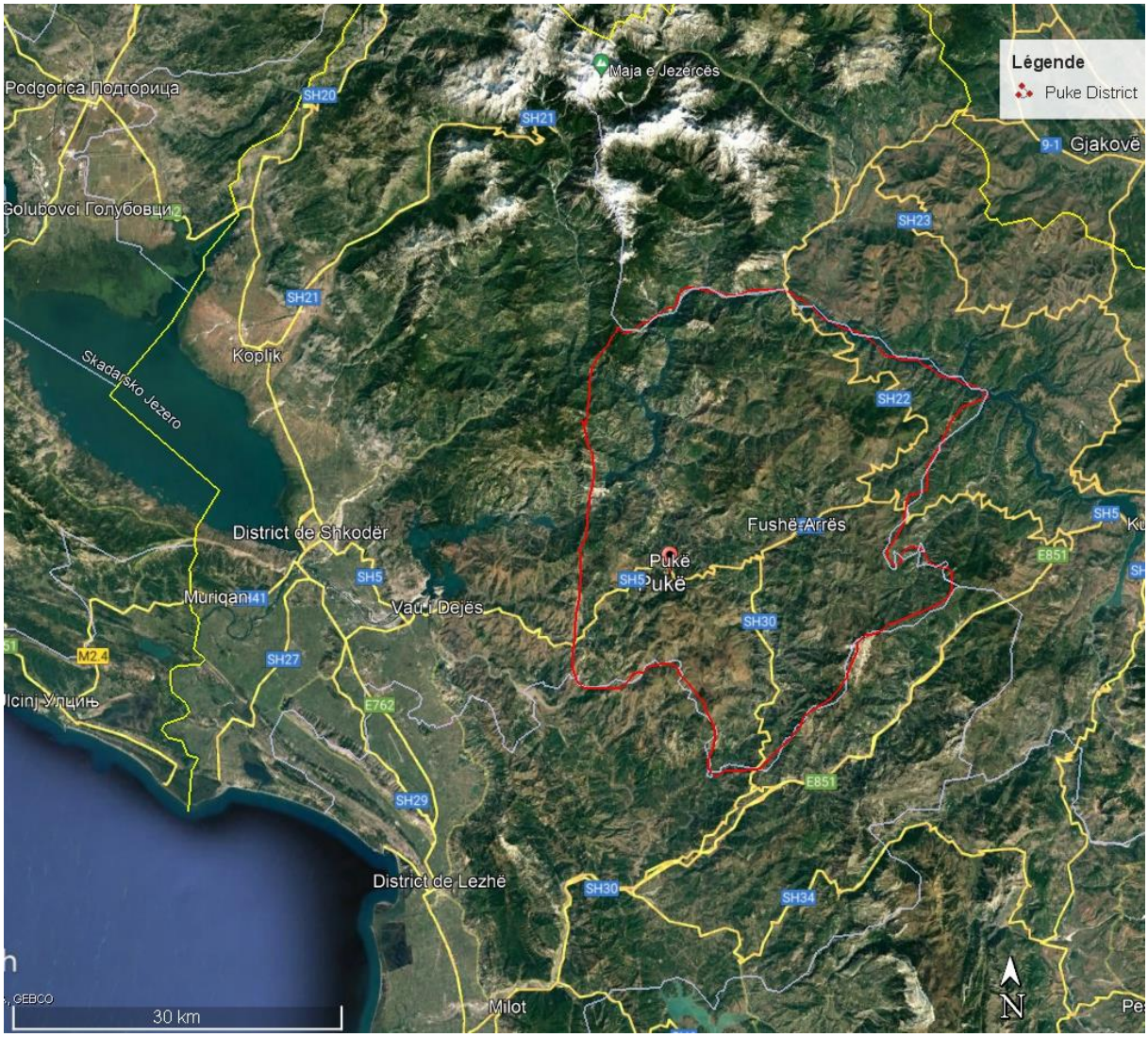


Carte 18 : Carte topographique de district de Pukë, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011).

Les températures extrêmes observées dans la région sont de 40 °C en été et de -24 °C en hiver et la pluviométrie est de l'ordre de 1 800 mm par an (Municipalité de Pukë en 2016). La neige

[68] https://portavendore.al/

y est fréquente, ce qui contribue à abaisser les températures et à créer des paysages d'une beauté exceptionnelle qui rendent la région très attrayante. Pukë offre de grandes opportunités pour le développement du tourisme de montagne, très peu exploité jusqu'à présent (*Carte 18*). Bien que ce district possède un énorme potentiel pour le tourisme de montagne, sa faible infrastructure limite grandement sa capacité à exploiter pleinement sa position montagneuse (*Carte 19*). Les routes, les réseaux de transport, l'accès aux services de base et les installations touristiques sont essentiels pour tirer parti des ressources naturelles et du patrimoine culturel que le district de Pukë a à offrir.

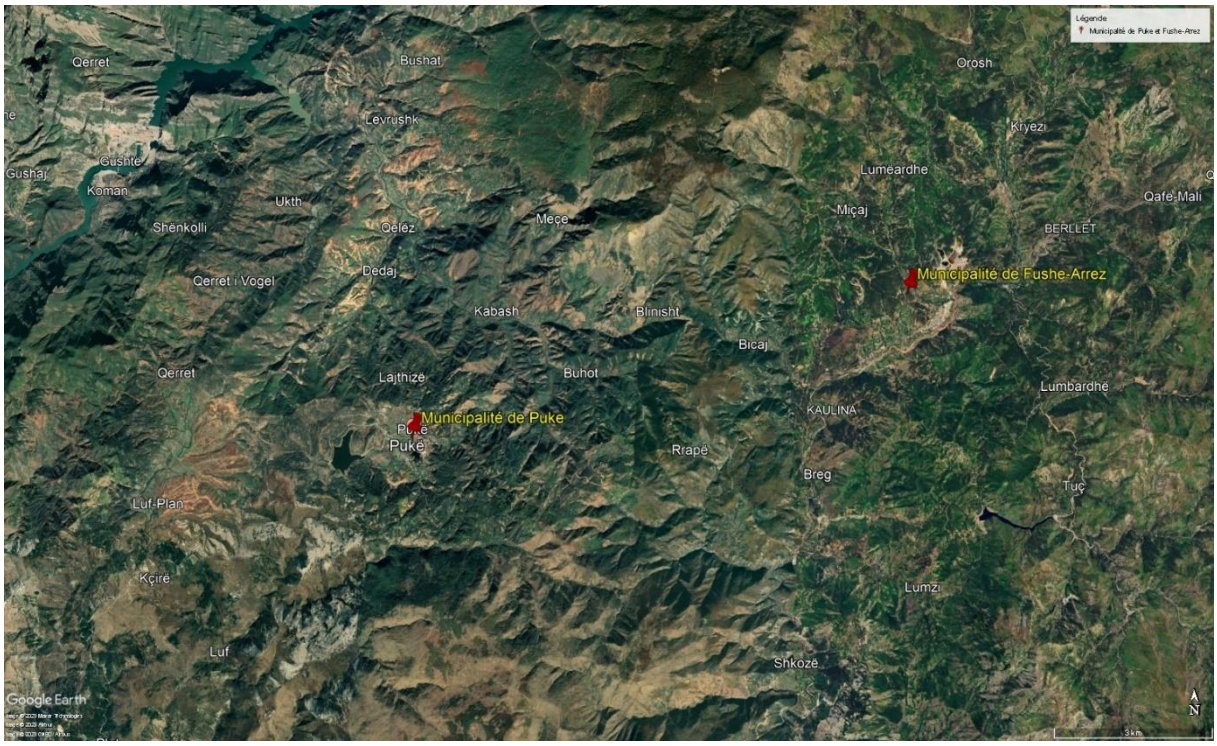


Carte 19 : L'infrastructure routière dans le district, représentée par une route d'accès principale couvrant l'ensemble du district. Source : Fond de carte Google Earth.

Pukë, comme Gjirokastër, fait partie des districts où le déclin de la population est le plus élevé. Si nous dressons un historique de la population, en 1990 Pukë avait une population de 59 000 habitants, en 2009 celle-ci était de 33 145 habitants (AgroPukë, 2009) et, aujourd'hui, elle se résume à 28 487 habitants[69] (Municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez, 2021). La population de Pukë est essentiellement rurale et 82 % des habitants vivent dans des villages, ce qui la place au cinquième rang national pour la population à majorité rurale. Selon les données disponibles, 81 % des familles des zones rurales vivent uniquement de l'agriculture et de l'élevage. Les opportunités alternatives sont rares dans les villages qui déplacent le district de Pukë parmi les plus pauvres d'Albanie.

Pukë fait partie des districts les plus isolés du pays, avec un relief très montagneux (*Carte 20*). Les ressources forestières et les produits dérivés des forêts constituent la source la plus importante de l'économie de Pukë. Ces ressources, qui comprennent les zones de végétation forestière et les pâturages, occupent environ 80 % de la superficie de la municipalité de Pukë. La flore est très riche et comprend 3 200 espèces, dont plus de 300 sont considérées comme des plantes médicinales, hétéro-lourdes et tannantes (AgroPukë, 2016). La plupart de ces plantes sont surtout adaptées aux sols accidentés, pauvres et secs, où les autres plantes agricoles ne peuvent pas pousser. Les plantes médicinales, les huiles essentielles et les baies constituent une excellente source de revenus pour les habitants. Les plantes médicinales et les huiles essentielles sont des matières premières de base pour les industries pharmaceutiques et cosmétiques et sont également utilisées dans les industries alimentaires et chimiques. En raison de leur valeur économique, écologique et scientifique, elles constituent l'une des ressources naturelles les plus importantes du district de Pukë. Elles fournissent des produits, des services et des fonctions environnementales irremplaçables et les habitants des zones rurales ont leurs moyens de subsistance étroitement liés à ces ressources naturelles.

[69] La population décrite ci-dessus représente la population fictive selon l'état civil. En réalité, la population est plus faible, car il y a beaucoup de personnes qui ne vivent pas dans la zone, mais qui n'ont pas été officiellement déplacées. Mais il n'y a pas de données sur la population réelle. Le dernier enregistrement permettant de mesurer la population réelle a eu lieu en 2011, enregistrant le nombre de personnes qui vivent réellement dans la zone. Selon les municipalités, la population réelle est d'environ 70% de la population fictive.

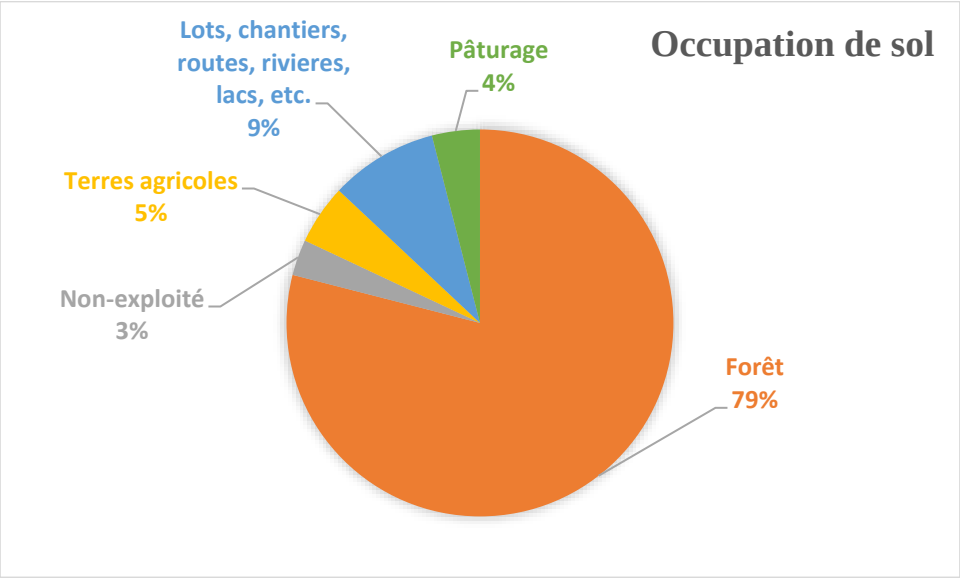


Carte 20 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte google Earth modifié par l'auteur.

Les plantes médicinales et autres produits forestiers sont collectés et transformés par les familles rurales pour leur propre usage ou pour le commerce. Même la collecte de plantes médicinales par des entités autorisées pour ce service est, dans la plupart des cas, sporadique et informelle. Certaines entités s'intéressent principalement aux champignons et à d'autres types de plantes médicinales, mais la capacité de production totale de la zone forestière de Pukë n'a jamais été utilisée. Ce district est riche en différents types de plantes médicinales et aromatiques, notamment l'origan (*Origonum vulgariss*), la fleur de baume (*Hypericum perforatum*), le genévrier rouge (*Juniperus oxycedris*), la mélisse (*Melissa officinalis*), l'églantier (*Rosa canina*), la sauge (*Salvia officinalis*), la sarriette (*Satureja montana*), le sureau (*Sambucus nigra*), etc, (AgroPuka, 2016). Les fruits rouges, les châtaignes et les champignons constituent une autre source de revenus très importante pour les habitants de Pukë. Ils sont dans leur état naturel, avec très peu de tentatives de culture. À l'exception de quelques parcelles de châtaigniers à Blerim et Qerret (*Photographie 1*), le reste pousse naturellement sur des terrains montagneux. Les myrtilles et les champignons sont les produits les plus recherchés et les plus valorisés sur ce marché.

L'agriculture est peu développée, limité par la surface agricole dans le district (*Graphique 11*). Sur une superficie de 103 369 ha dans le district de Pukë, seuls 5 165 ha sont des terres agricoles, soit 4,99 % de la superficie totale (AgroPuka, 2016). Cependant, même sur cette superficie,

seuls 2 665 ha sont cultivés (plantés), car plus de 2 500 ha de terres ayant bénéficié de la déforestation dans les années 1967-1989 se sont dégradés et transformés en terres non productives (*Photographie 2*), qui ne sont pas plantées et qui sont constamment endommagées par l'érosion massive (*Ibid.*).



Graphique 11 : La structure foncière à Pukë. Source : (AgroPuka, 2016)

La production agricole est plutôt destinée à l'autoconsommation et une petite partie est commercialisée. L'agro-industrie reste le point faible du district. Le manque d'expérience et d'infrastructures fait que plus de 80% de la production agricole et animale sont destinés à l'autoconsommation. Le secteur de l'élevage occupe une place très importante à cause du terrain montagneux et par manque de terres arables dans la zone. Cependant son développement extensif s'est traduit par de faibles rendements et de petits troupeaux. Selon les données fournies par AgroPuka pour l'année 2019, une famille rurale de Pukë possède en moyenne 1,3 bovin et 5,2 ovins et caprins. Pukë dispose d'une capacité de pâturage permettant d'entretenir trois fois le nombre actuel de petits animaux. Les produits et sous-produits de l'élevage couvrent une grande partie des besoins alimentaires de la population. Environ 80 % des produits de l'élevage sont consommés pour les besoins de la famille, le reste étant commercialisé. La production et la commercialisation de miel jouent un rôle important dans le revenu des familles d'agriculteurs. Le nombre de ruches et la production de miel ont été multipliés par cinq par rapport à 1990. L'association AgroPuka a joué un rôle essentiel en fournissant aux apiculteurs l'assistance scientifique de spécialistes dans ce domaine, ainsi que dans la collecte, l'emballage, l'étiquetage et la vente. L'intérêt des agriculteurs pour l'apiculture s'est accru cette dernière décennie.

Photographie 1 : Illustration d'une parcelle de châtaigniers cultivés dans une forêt publique du village de Blerim. Source : E. Muco, 2021

Photographie 2 : Démonstration photographique de terre non exploitée dans le village de Qerret. Source :E. Muco, 2021.

2.3. Une perspective croisée des districts de Gjirokastër et de Pukë - similitudes et différences à mettre en évidence

Occupant des superficies relativement similaires (1 165 km^2 à Gjirokastër et 1 046 km^2 à Pukë), ces deux districts sont enclavés entre des chaînes de montagnes dépassant les 2 000 mètres d'altitude. Bénéficiant d'un climat méditerranéen montagneux favorable avec des précipitations avoisinant les 1 800 mm par an, les deux zones regorgent de ressources naturelles abondantes et d'une végétation propice au développement des activités forestières et pastorales. De vastes étendues de forêts et de pâturages dominent la majeure partie des terres dans les deux districts, plaçant l'agriculture dans une position moins centrale. Les activités de montagne occupent donc une place importante dans l'économie rurale des deux régions. La richesse naturelle et les paysages montagneux offrent un potentiel considérable pour le développement du tourisme de montagne dans les deux zones, soutenu par la richesse gastronomique et les traditions historiques locales. En effet, certaines formes de tourisme rural, telles que l'agrotourisme, l'écotourisme ou le tourisme naturel, sont des opportunités stratégiques pour les zones rurales isolées, contribuant ainsi à la diversification rurale (M. Requier-Desjardins & Kalamvrezos Navarro, 2016).

La morphologie similaire en fait des territoires très accidentés où l'élevage prédomine. Ce qui différencie l'élevage dans les deux zones est sa finalité. À Pukë, les produits animaliers sont principalement destinés à l'autoconsommation, tandis qu'à Gjirokastër ils constituent la principale source de revenus pour la population rurale. Le fromage de Gjirokastër, réputé pour sa qualité, représente le principal produit animalier commercialisé, processus dans lequel est majoritairement impliquée la population rurale. L'infrastructure bien développée et les voies de communication traversant ce district facilitent la commercialisation de ces produits en dehors du district. En revanche, la faible infrastructure reliant les zones rurales à la ville complique les échanges entre les éleveurs et les producteurs de fromage, une problématique que nous aborderons dans le chapitre 6. Ainsi, le développement des activités de montagne et la topographie difficile, font que ces deux zones sont fortement touchées par l'exode et figurent parmi les zones les moins peuplées du pays. Cet abandon est très préoccupant pour les deux zones, compte tenu de leur potentiel et de leurs richesses naturelles. De plus, les changements socio-politiques qui ont marqué l'Albanie ont eu des répercussions différentes dans les deux zones d'étude : Gjirokastër au Sud et Pukë au Nord. Pour commencer, la réforme agraire de 1990, mise en œuvre par la loi 7501, a été appliquée à Gjirokastër mais pas à Pukë. Bien que Pukë et Gjirokastër soient toutes deux situées dans des zones montagneuses à des altitudes

dépassant 800 mètres au-dessus du niveau de la mer, la disponibilité de terres agricoles est plus limitée à Pukë (5% de la superficie totale) en comparaison de Gjirokastër (14% de la superficie totale). Après l'effondrement du communisme, chaque individu à Pukë a récupéré ses propres terres, tandis qu'à Gjirokastër la répartition des terres agricoles a suivi la réforme agraire, se répartissant équitablement entre tous les habitants des zones rurales. Cette méthode de distribution des terres et la composition ethnique de la population de Gjirokastër ont été des sujets de discussion et de conflit, que nous aborderons en détails dans la deuxième partie du chapitre trois. Par ailleurs, la population homogène de Pukë et son isolement géographique par rapport à Gjirokastër, qui est un district transfrontalier traversé par des routes nationales et internationales importantes, ont résulté en moins de pression sur les terres et les ressources naturelles. Gjirokastër est située dans une position géographique stratégique qui lui a offert de vastes opportunités de développement mais qui a également entraîné des pressions sur le foncier. Cette situation géographique avantageuse, associée au développement de l'agro-industrie, en fait l'une des régions les moins pauvres du pays (la troisième région la moins pauvre, selon les données d'Instat). En revanche, Pukë, isolée par des montagnes, dépend principalement des ressources forestières et la commercialisation des produits non ligneux (PFNL) constitue une source de revenus importante pour sa population. Ces produits (PFNL) représentent également une richesse notable à Gjirokastër, mais leur exploitation reste faible alors qu'ils représentent un fort potentiel d'exportation comme on le voit à Pukë. En outre, Gjirokastër est également une zone rurale et agraire où la population rurale représente près de 70% de la population du district. Cette population, comme à Pukë (80% de population rurale) vit de l'agriculture et de l'élevage.

3. Une entrée par des territoires construits, la révélation des jeux d'acteurs

La première partie de ce chapitre se penche sur une réflexion institutionnelle du territoire en le considérant comme un espace délimité par des frontières. En d'autres termes, nous avons analysé le territoire tel qu'il est défini institutionnellement « *given territory*[70] », en tenant compte de l'intervention de l'action publique dans cet espace. Pecqueur définit les territoires déterministes/territoires donnés comme des territoires institutionnels, tels que les régions, les districts, *etc.* Cette approche institutionnelle a des répercussions significatives sur la manière dont le territoire est géré, les politiques qui y sont mises en place, et la manière dont les ressources et les services sont répartis au sein de ces territoires délimités. Par ailleurs, notre approche se concentre sur des approches ascendantes du développement territorial qui considèrent le territoire plus que des entités institutionnelles. En effet, comme l'expliquent plusieurs auteurs, le territoire est plus que cela. C'est, en fait, comme le décrit Pecqueur (2013b p. 12) un « *résultat du processus de construction par les acteurs* ».

3.1. De la réforme territoriale au développement territorial

La question du développement territorial se trouve aujourd'hui au cœur des recherches sur l'organisation spatiale des activités comme les initiatives des collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État (Torre & Wallet, 2013). D'après Jean (2006), « *avec la notion de développement territorial, les sciences sociales, dans une perspective multidisciplinaire et interdisciplinaire, se donnent les moyens de reconnaître l'importance du territoire, non seulement comme une réalité biophysique bien tangible, mais aussi comme une construction sociale* ». Les acteurs économiques et sociaux considèrent désormais le territoire comme un élément central de leurs stratégies, mettant en œuvre des ressources et des innovations pour stimuler les dynamiques productives et sociales tout en préservant la qualité des écosystèmes (Torre & Wallet, 2013). Campagne et Pecqueur (2014) considèrent le développement territorial comme un processus caractérisé par trois constats principaux :

- La prise en charge de la segmentation territoriale par les associations ;
- L'apparition dans chaque territoire d'un processus de « **montée en puissance communautaire** » et d'un processus « **descendant de la puissance publique** » ;

[70] Notion utilisée par Pecqueur pour faire la différence entre deux types de territoire : territoires donnés ou territoires déterministes et territoires construits.

- La mise en place d'une gouvernance spécifique (territoriale) par la mobilisation de ces trois acteurs (privés, associatifs et publics).

Le développement territorial est notamment un processus multidimensionnel qui implique les dimensions d'aménagement, de gouvernance, de développement économique et social des espaces. Ces derniers sont soumis à des changements rapides qui appellent de nouveaux modèles explicatifs de la dynamique territoriale (Torre, 2015). L'espace vécu par les acteurs joue un rôle central dans les processus de développement et de création de valeur (Perret, 2011). Selon Angeon (2008), le développement territorial résulte de la capacité des acteurs à s'entendre et à s'organiser pour mener collectivement des actions répondant à des objectifs communs. Il résulté, également, de leur manière de maîtriser l'évolution de leur territoire (Deffontaines et al., 2001)[71]. Faisant suite à cette réflexion, Angeon (2008) voit le développement territorial comme un processus construit par un jeu d'acteurs. Il est donc impossible de l'aborder sans prendre en compte des éléments cognitifs et structurels des relations entre les acteurs, ainsi que des éléments culturels et identitaires, en tant que facteurs influençant la dynamique territoriale et la capacité de ces acteurs à construire des ressources territoriales. À travers cette thèse, nous nous interrogeons, alors, sur la capacité des communautés à mobiliser des capitaux (humains, naturels, sociaux, économiques, *etc.*) (Garrabé & Feschet, 2013) et à les utiliser pour transformer le territoire. L'articulation de ces formes de capitaux (MCM) caractérise la nature contextuelle d'un processus de développement particulier (Garrabé, 2012, p.10 cité par M. Requier-Desjardins et al., 2021). Cette forme de mobilisation des capitaux par les acteurs, est aujourd'hui intégré dans la notion de capital territorial (Lacquement & Chevalier, 2016) que nous traiterons plus en profondeur dans le chapitre quatre.

3.1.1. Comprendre la notion de territoire

Au début de la thèse, avec une formation en agroéconomie, je parlais de territoire et d'espace comme synonymes l'un de l'autre. Dans le cadre d'une thèse en géographie, il s'agissait de faire la différence entre ces deux concepts. Cela a marqué le premier contact avec la géographie et l'introduction à la littérature géographique. La deuxième difficulté était d'adapter certaines

[71] Cité par Angeon (2008) L'explicitation du rôle des relations sociales dans les mécanismes de développement territorial.

notions apprises dans la littérature française au contexte albanais et, plus précisément au point de vue rural.

En géographie, la notion d'espace intègre trois paramètres : un environnement social comme siège de perceptions contingentes, un environnement physique qui est l'objet de pratiques impliquant ces perceptions contingentes, et un cadre opérationnel qui impose un schéma de pratiques à l'environnement social et physique (Raffestin, 1982). Selon Di Méo (1998), l'espace géographique « *est la surface de la terre gouvernée par les trois dimensions : de la longueur, de la largeur et de l'altitude* ». Pour Rougerie (1988)[72], « *l'espace est aussi la biosphère et l'interface entre la planète et le milieu cosmique, une enveloppe spécifique pénétrée de vie* ». Dans une dimension sociale, « *l'espace est un fait social, un facteur social et une instance de la société* » (Pourtier, 1986).

Le territoire, selon Lefebvre[73], est « *la production d'un espace* », espace physique, balisé, modifié, transformé, par ses réseaux, circuits et flux qui s'installent : routes, canaux, chemins, de fer, circuits commerciaux et bancaires, autoroutes et routes aériennes, *etc.*[74]. Selon Di Méo et Buleon (2005), en géographie, le territoire est un espace naturel et social occupé par un groupe social qui se l'approprie et auquel il peut s'identifier (Dedeire, 2018). Il s'agit également d'un espace « approprié », constitué d'un tissu d'histoires singulières et d'événements historiques (Thireau, 1985, 1993) dans lequel chacun aspire à se sentir inclus (Gucher, 2014).

Le territoire n'est pas un objet au sens de l'espace, il est un processus en perpétuelle évolution, en perpétuelle transformation selon des échelles temporelles particulières (Raffestin, 1982). Pour Thireau (1993 p. 263), le territoire est un « *lieu d'inscription et objet de stratégies émanant des pouvoirs (politiques, économiques, sociales ...), qui vont y laisser leurs empreintes*. Même pour Pecqueur (2022), le territoire ne se réduit pas à un simple espace où se déroulent des dynamiques spécifiques sous l'égide des autorités locales ; il découle principalement d'un processus de construction et de délimitation par les acteurs.

> *« L'espace est un enjeu du pouvoir tandis que le territoire est un produit du pouvoir dans le sens où le pouvoir n'est pas la nécessité naturelle, mais la capacité qu'ont les hommes de transformer par leur travail à la fois la nature qui les entoure et*

[72] Cité par (Di Méo, 1998) De l'espace aux territoires : Éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. *L'Information géographique*, *62*(3), 99-110.

[73] Cité par (Raffestin, 1982), Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité

[74] À voir (Raffestin, 1982), Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité, p.168

leurs propres rapports sociaux. Par l'innovation technique et économique, les hommes transforment leur milieu naturel, et par l'innovation sociale et culturelle, ils transforment leur milieu social » (Raffestin, 1982).

Dans notre intérêt, nous avons choisi comme la plus adéquate la définition du territoire proposée par Bonnal et al. (2020 p. 11), qui décrit le territoire comme « *une construction sociale aux fonctions multiples* ». Selon ces auteurs, il représente à la fois un lieu de représentations, d'initiatives, de débats, de coordinations, mais également de conflits entre les acteurs qui négocient des projets de différentes natures au sein d'un même espace géographique (*Ibid.*). De plus, il fonctionne comme un espace de gouvernance des politiques publiques, légitimé par une autorité d'un niveau supérieur, dans le cadre d'un dispositif général de gouvernance, mobilisant parfois des procédures de décentralisation et de déconcentration de l'action de l'État (*Ibid.*).

3.1.2. Entrée par la territorialité plutôt que le territoire

Dans le cadre de cette thèse, nous parlons du territoire comme d'un espace géographique marqué par la spécificité des paysages et des climats, d'un espace social où se jouent des relations inscrites dans une histoire locale (Gucher, 2014), et d'un système complexe d'acteurs et de procédures liés à son développement et aux projets qui contribuent à le faire exister dans deux sites en Albanie. Ces relations individuelles ou collectives qui existent entre un groupe social et son environnement spatial (Dedeire, 2018) produisent ce qu'on appelle de la « territorialité » (Vanier, 2008)[75]. Cette définition permet d'appréhender les notions mobilisées dans la thèse comme le capital territorial, le capital social, la stratégie des acteurs et la proximité. Les chapitres suivants traiteront ces notions comme des composantes du territoire et non dans leur sens épistémologique. La territorialité est un processus de développement qui vise à promouvoir la croissance économique, sociale et environnementale d'un territoire en prenant en compte les particularités et les ressources de celle-ci. Comme Perret (2011, p. 2) l'explique « *le territoire est un résultat, une réalité qui se cristallise dans les configurations telles que les districts industriels, les milieux innovateurs ou bien les systèmes productifs locaux… alors que la territorialité est un présupposé : elle est l'expression des comportements des acteurs qui font le territoire* ». La territorialité en tant que processus représente les relations existentielles et sociales entre l'individu et le territoire qui l'entoure (Aldhuy, 2008). Le système d'acteurs développé dans chaque territoire lui donne une forme, qui le différencie des autres territoires.

[75] Cité par (Dedeire, 2018) Aménagement rural et qualification territoriale : Les indications géographiques en France et en Europe (p. 267 p.). Peter Lang.

Selon Pecqueur (2013b p. 12 [traduction libre]) « *le mécanisme de la territorialisation repose sur le principe de l'identification des actifs, c'est-à-dire la recherche d'une ressource spécifique au territoire qui peut différencier ce territoire de son voisin au lieu d'être en concurrence avec lui dans la production de biens et de services standards* ». La territorialisation est à la fois une manifestation d'un sentiment identitaire et un vecteur de sociabilité et de solidarité. Pour les acteurs impliqués dans le développement, elle implique l'organisation structurée d'une petite région, de ses acteurs et de ses projets, avec des formes variées, ainsi que la capacité des politiques publiques à s'adapter à ce processus (Rieutort, 2009). Cette approche met l'accent sur le potentiel local, la participation des acteurs locaux et la coordination des politiques publiques à l'échelle territoriale. Les territoires se caractérisent par des systèmes très différents d'atouts territoriaux de nature économique, culturelle, sociale et environnementale. Ces éléments, inclus dans le concept global de capital territorial, représentent le potentiel de développement d'un territoire donné. Le but de cette thèse est, donc, d'ancrer cette notion théorique dans la réalité de deux territoires ruraux pris en compte.

3.1.3. Comprendre le développement territorial des zones rurales et comment peut-il être mobilisé dans les deux territoires d'études ?

Depuis 1980, l'Europe a constaté une diminution considérable de la population active agricole. Cela a nécessité la mise en œuvre de nouveaux modèles singulières de développement et des politiques agricoles, qui sont loin des modelés dominants connues depuis (Thireau, 1993). De plus, les espaces ruraux sont soumis à des mutations extrêmement fortes, qui ont amoindri la domination de l'activité agricole et ont accru les activités résidentielles et de services (Torre & Wallet, 2013). Ainsi, aux alentours des années 80, les chercheurs ont commencé à parler de développement rural pour montrer une forme plus autonome de développement agricole (Dedeire et al., 2013; Campagne & Pecqueur, 2014; Lacquement & Chevalier, 2016). Néanmoins, il existe de nombreux pays où les zones rurales sont dominées par le secteur agricole, y compris l'Albanie, et nous ne pouvons donc pas éviter cette approche des zones rurales. Quoi qu'il en soit, ces dernières sont également confrontées à des mutations en créant de nouveaux territoires agricoles. Les changements dans les zones rurales conduisent à de nouvelles tendances agricoles. Celles-ci reflètent les défis auxquels sont confrontées les entreprises agricoles et agro-industrielles. Elles doivent non seulement nourrir les villes et les campagnes malgré la pression foncière et la demande de gestion des paysages, mais aussi préserver les biotopes et la qualité des écosystèmes (Torre & Wallet, 2013). En outre, elles

doivent veiller à ce que les systèmes agricoles évoluent vers des méthodes écologiques intensives ou à faible impact sur l'environnement (*Ibid.*). La sensibilisation autour des pratiques agroécologiques ne représente pas seulement une forme d'innovation des exploitations agricoles, mais aussi un pilier de la gouvernance pour le développement territorial (Angeon & Rieutort, 2007). Le modèle sur les nouveaux « territoires de l'agriculture » peut être structuré autour d'un système (*Figure 11*) qui établit des liens entre les trois pôles : « Territoire », « Système agricole » et « Système agroalimentaire » (en incluant les produits, les filières et les marchés, ainsi que les modèles agro-industriels et agro-tertiaires) (Rastoin & Ghersi, 2000 cité par Rieutort, 2009).

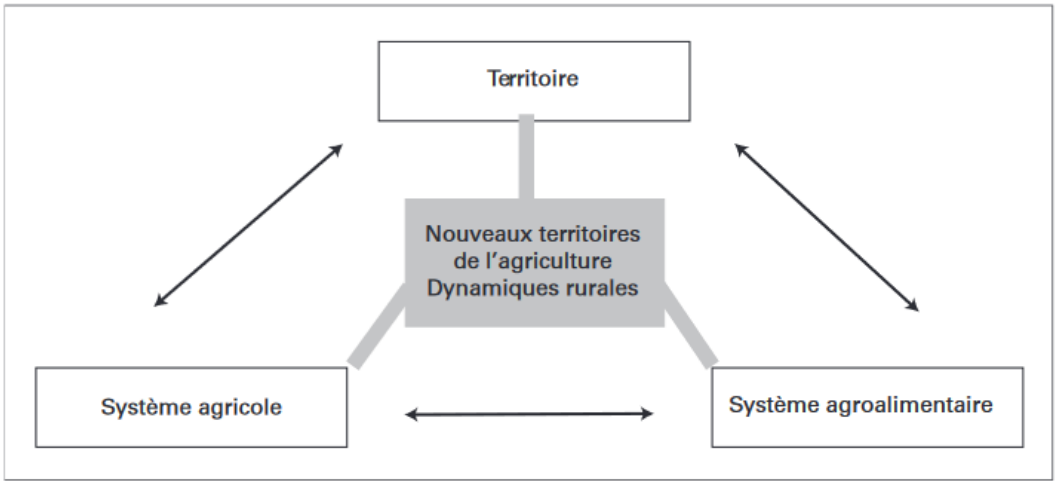


Figure 11 : Un système territorial de prédominance agricole. Source : (Rieutort, 2009, p. 6))

Selon Assche & Hornidge (2015), le développement territorial dans un contexte rural ne se limite pas au monde en développement ni au monde agricole. Il convient de changer l'approche qui considère certains territoires comme sous-développés et nécessitant un développement. Cette vision n'est plus pertinente étant donné les changements survenus dans tous les territoires ruraux. Aujourd'hui, nous parlons de territoires de projet qui ont des ressources qu'il faut valoriser. Cette thèse se concentre sur cette approche en étudiant deux territoires riches en ressources forestières et les différentes formes de valorisation de ces ressources. De même, nous étudions deux sites montagneux avec des terres agricoles limitées, ce qui rend impossible l'utilisation de modèles de production intensive. Nous nous interrogeons donc sur les stratégies de développement des zones les moins favorisées, où le foncier est limité et où la topographie géographique est isolée des zones urbaines. Nous adoptons une approche centrée sur les acteurs du territoire comme leviers de développement territorial capables de transformer les ressources naturelles en ressources territoriales. Cette mobilisation des acteurs renvoie à l'importance du

capital social, des formes d'organisations locales des acteurs autour des ressources pour les transformer et les valoriser ; nous abandonnons l'approche déterministe de la géographie selon laquelle le territoire est tel qu'il est, au profit d'une approche construite. Ainsi, nous nous focalisons sur les stratégies des acteurs axées sur la valorisation de ces ressources naturelles (forestières et pastorales) en les transformant en ressources territoriales. Nous cherchons, à travers les deux cas d'études, à comprendre comment les ressources sont appropriées et exploitées dans chaque territoire, quelle forme de gestions et d'acteurs cela implique, quelles structures sont mises en place, quel est l'état actuel de la ressource et quelle est la prospective dans chaque zone prise en compte.

3.2. La ressource territoriale au cœur du développement territorial

En nous fondant sur une logique de développement territorial basée sur la valorisation des ressources territoriales, cette sous-section tente, à travers une revue de la littérature, d'expliquer ce que signifie ce concept de « ressource territoriale ». Si l'on se réfère à la littérature, cette notion peut prendre une forme multidisciplinaire et sa définition varie selon la discipline qui l'étudie. Les économistes la décrivent comme un « *input* » (Pecqueur, 2022), c'est-à-dire un facteur de production, tandis que les géographes la considèrent comme un élément du territoire tel que le couvert végétal, les surfaces d'eau ou encore les forêts. Pour Armand Frémont (2007), géographe, « *la ressource, étymologiquement, c'est l'eau qui jaillit de la terre. C'est le bien le plus précieux offert à la vie* » (*Ibid.*). Bernard Pecqueur définit la ressource non seulement comme un facteur de production dont un territoire serait doté (ou non), mais aussi comme le résultat d'une construction issue de la volonté humaine. Cette définition donne une notion de territoire à la ressource. La notion de ressource territoriale est issue des recherches menées par Gabriel Colletis et Bernard Pecqueur (1993, 1995)[76] qui ont établi une distinction entre les ressources, qui représentent des potentiels, et les actifs, qui sont des ressources effectivement activées. Pour Campagne et Pecqueur (2014), la ressource territoriale n'existe pas a priori, elle est issue de l'action des acteurs qui la modifie. Par conséquent, c'est l'inclusion de l'humain qui territorialise la ressource.

> *« La ressource territoriale est plus qu'une ressource naturelle, elle signifie une ressource qui existe ici, mais pas là, car l'histoire, la culture et la spécificité des*

[76] À voir (Pecqueur, 2022) La « ressource territoriale », une opportunité pour le développement local dans les Suds : Journal of Rural and Community Development, 17(2), Article 2.

lieux en auront fait un input parfaitement spécifique. La ressource territoriale renvoie donc à une intentionnalité des acteurs concernés, en même temps qu'au substrat idéologique du territoire. Cet objet intentionnellement construit peut l'être sur des composantes matérielles (données matérielles, faune, flore, patrimoine ...) et/ou idéelles (des valeurs comme l'authenticité, la profondeur historique, etc.) » (Campagne et al., 2009).

Selon Pecqueur (2014; 2022; 2007), la notion de ressource territoriale, qui a émergé dans les pays « avancés », représente une opportunité pour découvrir de nouveaux modes de développement local. La création de ressources territoriales est vue comme un moyen de produire une rente spécifique, de générer de nouvelles richesses et de lutter contre les inégalités environnementales (Pecqueur, 2022). En se référant constamment à la littérature de Pecqueur, la seconde caractéristique de la ressource territoriale consiste en sa nature potentielle. Contrairement à une ressource disponible sous forme de gisement, la ressource territoriale existe plutôt sous forme de potentiel. Afin d'être exploitée, elle doit être transformée ou subir une « métamorphose » (*Ibid.*). En conséquence, avant de pouvoir être exploitée, la ressource doit être identifiée et mise en valeur, car une ressource collective non identifiée n'existe pas. Il est donc nécessaire qu'un groupe d'acteurs concernés se rassemble pour identifier le problème commun à résoudre ou la ressource commune à valoriser. Cela permet de créer une dynamique collective et de mobiliser les énergies autour d'un projet commun de valorisation des ressources territoriales. La ressource devient spécifique lorsque l'élément territoire est ajouté. Dans cette logique, deux territoires, même géographiquement proches, ne peuvent être identiques.

Nous avons choisi de nous référer à la littérature de Pecqueur pour définir la ressource territoriale car, même pour notre étude, c'est le facteur humain (le savoir-faire et les actions organisées) autour de la valorisation des ressources forestières pour deux activités différentes qui met en lumière les deux territoires d'étude. La valorisation des ressources nous permet de progresser davantage. En effet, mettre l'accent sur une ressource consiste à lui donner une valeur qui se traduit par des revenus pour la communauté qui la valorise. La valorisation de la ressource potentielle dans les deux territoires se traduit concrètement par la création des produits (tels que le fromage et des produits non ligneux), dont la commercialisation permet d'améliorer la qualité de vie des communautés rurales et de renforcer leur cohésion sociale.

4. Conclusion deuxième chapitre

Le processus d'intégration européenne revêt une grande importance pour l'Albanie et le pays a consacré d'énormes efforts pour répondre aux conditions requises. La décentralisation du

pouvoir aux communautés locales est l'une des politiques clés dans cette démarche. Néanmoins, malgré les promesses de la réforme territoriale, il semble que la décentralisation du pouvoir soit en réalité assez limitée, l'influence du pouvoir central demeurant significative. En outre, cette réforme territoriale a eu pour effet de creuser les disparités entre les municipalités, principalement en raison d'un déséquilibre dans la répartition des ressources. En prenant en considération ces disparités, mais également en reconnaissant le potentiel des municipalités dites « périphériques », notre étude leur donne une importance particulière en raison de l'approche ascendante que nous avons adoptée, notamment dans un contexte contrasté comme celui de l'Albanie. La notion de territoires est fondamentale dans notre thèse et des observations détaillées de ce concept se révèlent cruciales. Les territoires que nous étudions sont à la fois des territoires déterminés par des limites administratives bien définies et des territoires construits, avec des niveaux de constructivisme divers. D'un part, ils regorgent de ressources naturelles, de ressources humaines traditionnelles et endogènes dans le cas de Pukë, plus ouvertes et modifiés par l'expérience de l'émigration à Gjirokastër et, d'héritages socioculturels riches à mettre en valeur. Par ailleurs, en raison de leur topographie montagneuse, ces districts sont affectés par un certain nombre de phénomènes sociaux, notamment l'émigration, l'exode rural, le vieillissement de la population et le manque de services et d'activités de base. En outre, les événements politiques passés du pays ont affecté différemment les deux districts. Le changement de régime politique, accompagné d'un désengagement de l'action publique (soulignant le fait d'une société rurale organisée par l'État durant 45 ans) dans les zones rurales et la réforme agraire de 1991 (appliquée uniquement à Gjirokastër), ont eu un impact négatif sur les espaces ruraux des deux zones d'étude. Cependant, malgré ces défis, les deux districts possèdent des ressources naturelles riches (capital naturel) et un savoir-faire important (capital humain), ce qui nous a conduit à une étude plus détaillée des zones rurales dans les deux districts (chapitre 3).

Synthèse pour la suite

- Les deux districts sélectionnés pour études sont des districts principalement ruraux dont la population rurale représente une grande importance pour le développement territorial et économique du pays.
- La part importante de la population rurale dans les deux districts, mais également l'importance des activités, dites rurales, dans l'économie de chaque district, soulignent l'importance de ces zones.
- Ces activités sont fortement liées à l'abondant capital naturel de chaque zone, mais aussi à une longue histoire de transformation et de savoir-faire locaux, ce qui nous amène à nous interroger sur la relation entre ces deux capitaux.
- Les différences qui existent entre les districts nous font penser à une dynamique assez hétérogène entre les deux zones pris en compte, mais également au sein de la même zone.
- Une approche ascendante nécessite une analyse détaillée des potentiels et des opportunités que représentent ces zones et qui peuvent être valorisés et mobilisés pour enrichir le capital territorial dans la zone et améliorer l'action collective.

Chapitre 3 : L'espace rural en Albanie : une ruralité qui questionne

Les zones rurales en Albanie, malgré les défis et les problèmes majeurs auxquels elles sont confrontées, débordent de potentiels inexploités. Au-delà d'une affirmation de type politique, la réalité est que les zones rurales en Albanie regorgent de ressources naturelles, de sources hydriques, bénéficient d'un climat favorable avec de nombreux jours ensoleillés et possèdent un riche héritage socio-culturel. Ces ressources, comme nous le soulignons souvent, sont très peu exploitées et peu impactées par le développement industriel. Ce sont pourtant des atouts très forts pour le pays et pour les zones rurales. Cependant, le fait que ces dernières soient actuellement sous-représentées dans le secteur public et peu prises en compte dans les stratégies de développement a conduit à leur abandon et à la pauvreté persistante qui y sévit. Dans la situation actuelle, l'Albanie fait face à deux problèmes majeurs liés aux zones rurales : d'une part, la grande vague de migrations (Doka & Qiriazi, 2022) qui a produit un énorme abandon des territoires ruraux couplée au vieillissement de la population et, d'autre part, la mauvaise infrastructure routière reliant les zones rurales. Selon les mêmes auteurs, 1,6 million d'Albanais ont quitté le pays depuis 1990, ce qui représente plus de la moitié de la population actuelle qui comptait 2.7 millions d'habitants en 2022 (INSTAT, 2023)[77]. Les émigrants sont surtout des habitants des zones rurales.

Ce chapitre est, alors, consacré au développement rural en Albanie et met l'accent sur la ruralité albanaise qui peut être différenciée (ou pas) de la ruralité « d'ailleurs ». En mettant en question cette ruralité en Albanie, à travers celle dans les deux districts d'étude, il s'agit de comprendre si celle-ci est identique à celle que l'on trouve ailleurs ou bien si elle est singulière et propre à l'Albanie et à nos zones d'étude. En nous penchant sur les deux zones d'études, que l'on considère comme des districts ruraux en raison de la part importante de la population vivant en milieu rural dans chaque district, nous cherchons à analyser la ruralité albanaise, ce qui fait défaut dans la littérature. Nous nous efforçons de mettre en lumière les ressources inexploitées et le potentiel de développement dans ces zones, tout en soulignant les obstacles qui ont entravé leur progrès jusqu'à présent.

[77] https://www.instat.gov.al/media/11653/popullsia-e-shqiperise-1-janar-2023.pdf

1. La ruralité en Albanie, une source de questions et d'inquiétudes pour son avenir ?

La société albanaise, inscrite dans l'économie de marché depuis ces 30 dernières années, est rapidement devenue une société de plus en plus urbaine en changeant drastiquement le rapport entre la population urbaine et rurale (*Graphique 9* p.108). Même si, partout en Europe, les zones rurales ont connu un déclin de la population au cours des dernières décennies (K. S. Nelson et al., 2021), l'Albanie représente un cas unique en Europe en raison de la rapidité de la diminution de la population rurale. Cela s'explique par le passage d'un système totalitaire, dans lequel les mouvements étaient contrôlés, voire planifiés par l'État. La planification était particulièrement marquée en ce qui concerne les mouvements de la campagne vers la ville, conformément à la politique de l'époque visant à décourager l'exode rural et à créer une population rurale importante. Le changement de régime et les mouvements sociaux libres ont inversé cette dynamique. Cette tendance remet en question plusieurs aspects de la société tels que ceux de la sécurité alimentaire, l'utilisation et l'exploitation des ressources, les déséquilibres dans les villes, *etc.* Plus préoccupant encore est le fait que le déclin le plus marqué de la population provient des zones rurales de montagne où sont localisés nos deux districts d'études. La situation est moins inquiétante dans les zones côtières et de plaine du pays, où l'on peut observer des réinstallations, bien que limitées. Cette situation a modifié l'équilibre entre la vie urbaine, qui connaît une forte croissance démographique, et la création de villes périphériques, principalement au centre du pays, dans les grandes villes telles que Tirana, Durres, Elbasan, Fier, *etc.* Le phénomène a profondément modifié la relation entre le milieu urbain et le milieu rural. Cet exode rural est lié, entre autres, à la transition des zones rurales et à l'absence de pouvoir public dans ces zones après l'effondrement de l'Etat.

De plus, les zones rurales ont pris des trajectoires différentes depuis 1990, une partie en essayant de survivre et une autre partie, favorisée par sa localisation, se sont orientées vers les marchés, se sont approprié les ressources et ont créé des zones rurales diversifiées et multifonctionnelles en termes d'activités. Si l'on considère cette diversification des campagnes albanaises, parler de la ruralité « au sein monolithique est un piège » (Lambert, 2020). En effet, la ruralité, telle que décrite par Lambert (2020), revient avant tout à s'interroger sur la relation que l'homme entretient avec l'espace. C'est un concept largement exploré et étudié dans les domaines de la géographie et de la sociologie. Pour définir la ruralité, les géographes et les sociologues ont examiné diverses variables, notamment le mode de vie, les systèmes de valeurs, et la relation

avec la terre et la communauté (Féret et al., 2020). Dans cette optique, depuis longtemps, la ruralité est définie comme un espace de vie où les activités agricoles et pastorales prédominent, où des éléments tels que la famille, la terre et les traditions occupent une place centrale dans la société, et où un mode de vie caractérisé par l'autosuffisance, la solidarité villageoise, et bien d'autres aspects, prévaut (*Ibid.*).

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution de la ruralité, il est largement admis aujourd'hui que celle-ci ne peut être ni généralisée ni définie. La ruralité est une notion polysémique qui n'a pas de définition unifiée (Lambert, 2020). Ainsi, elle diffère d'un pays à l'autre et même à l'intérieur d'un pays, ce qui pose problème pour les chercheurs qui cherchent à la définir. Chaque pays tente de définir cette ruralité en fonction de ses propres caractéristiques, dans des contextes politiques, sociaux et administratifs spécifiques. Compte tenu de cette diversité, les chercheurs ont tendance à se concentrer sur des définitions descriptives basées sur des mesures et des observations générales, plutôt que sur des définitions socioculturelles basées sur une ruralité construite en fonction du contexte socio-environnemental et des perceptions culturelles (*Ibid.*). Face à la difficulté de définir la ruralité, plusieurs chercheurs ont commencé à la définir en fonction des caractéristiques des zones rurales (Féret et al., 2020).

1.1. Définir la ruralité par les caractéristiques des zones rurales – un débat scientifique

Le chapitre précédent abordait la question du territoire en faisant référence aux territoires construits comme un processus de construction par les acteurs. La définition du territoire discutée dans le chapitre précédent a soulevé la question de savoir si les zones rurales devaient être considérées comme des territoires. Si l'on revient à ce chapitre, il est dit que le territoire est marqué par la spécificité de paysages et de climats, mais aussi par des relations inscrites dans une histoire locale et un système d'acteurs et de procédures liés à son aménagement et aux projets qui contribuent à sa création (Thireau, 1993; Angeon, 2008; Campagne & Pecqueur, 2014; Dedeire, 2018; Bonnal et al., 2020). Selon Campagne & Pecqueur (2014), les espaces ruraux ont depuis longtemps les caractéristiques pour être considérés comme « territoire » du fait de leurs limites bien définies et de leur appellation connotée. Ensuite, nous visons à examiner les territoires ruraux et leur particularité en Albanie.

Comme indiqué précédemment, la ruralité suscite des interrogations au sein de la communauté scientifique en raison de la difficulté à établir une définition universelle. En effet, comme le

soulignent de nombreux auteurs (Chevalier et al., 2010; Dedeire et al., 2013; Féret et al., 2020; Rieutort, 2012), la définition des zones rurales représente un défi pour de nombreux pays en raison des différences existantes tant d'un pays à un autre que d'une zone à une autre étant donné que chaque territoire est unique (Dedeire et al., 2013). Souvent, les courants de pensée abordent les typologies rurales en se basant sur divers indicateurs tels que les critères administratifs, démographiques ou fonctionnels.

En Albanie, les territoires ruraux sont souvent reliés à la structure du village. Ainsi, selon le ministère des Affaires Locales (Ministria e ceshtjeve vendore, 2014), les zones urbaines incluent un territoire de 74 villes « *Qytete* », tandis que les zones rurales recouvrent un territoire de 2 972 villages « *Fshatra* ». Les limites territoriales d'un village sont définies depuis longtemps et sont souvent marquées par des éléments du milieu naturel, tels que des fossés, des cours d'eau ou des collines (Gjergji, 2001). Le village, « *forme typique d'une réalité sociale, est un microcosme en perpétuelle évolution qui s'est transformée et développée plus ou moins rapidement au cours des siècles. Le terme 'village' renvoie à une communauté de taille variable, avec une cohérence culturelle déterminée. Il occupe un territoire particulier ; ses frontières, clairement définies et reconnues, comprennent aussi bien les lieux d'habitation que les terres communales et les propriétés privées* » (Gjergji, 2001 p.51).

Si l'on prend en compte les mutations que ces territoires ruraux ont connues, depuis la mise en œuvre des politiques agricoles visant à la modernisation et à la gestion des terres dans les années 1960 (Féret et al., 2020), ces espaces peuvent également être considérés comme « des territoires en développement » (Campagne & Pecqueur, 2014), capables d'intégrer des projets de développement (Dedeire, 2018). Le « territoire » fournit un cadre pour « l'élaboration d'un sens commun », en s'appuyant sur la culture locale et en fonctionnant comme un système de contraintes et/ou de ressources mobilisables par les personnes engagées dans ce territoire (Gucher, 2014).

1.1.1. Une mode de vie en communauté - typologie partant des éléments socio-économiques

La définition des zones rurales reste un défi pour de nombreux États, y compris l'Albanie, comme pour les sciences humaines (Chevalier et al., 2010), et l'absence d'une typologie appropriée de ces zones est contraignante pour le pays. Souvent reliées à l'agriculture, les zones rurales sont considérées comme des territoires où le secteur agricole prédomine. En outre,

l'agriculture est une activité qui se déroule souvent à la campagne, ce qui crée une différence entre les zones rurales, telles que les villages, et les zones urbaines, telles que les villes. Pendant longtemps, même dans les pays développés, le rural a été défini comme l'opposé de l'urbain (Féret et al., 2020). De plus, comme le souligne Rieutort (2012), le rural compose un sujet de débats pour les chercheurs qui refusent de l'accepter comme l'opposé de l'urbain. Les zones rurales sont différentes des zones urbaines en termes d'activité économique, de caractéristiques sociales et de mode de peuplement. Des caractéristiques telles que la proximité et la variabilité des ressources, ainsi que la connaissance et le partage d'une histoire commune, sont à la base de la sociabilité en milieu rural (Augé, 1992). Alors qu'en milieu urbain, la rencontre et le maintien des liens sociaux relèvent d'une démarche volontaire et sélective, en milieu rural, ces rencontres se font le plus souvent par hasard et comportent une forte dimension contraignante dans la mesure où elles englobent l'individu dans un cercle déterminé par son inscription territoriale (Gucher, 2014). Cet espace rural peut alors être compris comme *« un lieu anthropologique en ce qu'il résulte d'une 'construction concrète et symbolique de l'espace' à partir de laquelle se forment les identités personnelles, s'organisent les relations et se maintient un attachement à des sites et des repères matérialisés qui permettent de vivre dans l'histoire sans avoir à la connaître »* (*Ibid.*). Dans ce contexte, le territoire rural, en particulier dans les espaces isolés, se caractérise par une forte « densité morale » (Gucher, 2014). En Albanie, les zones rurales sont généralement de petites communautés influencées par des terrains isolés. Ces régions sont souvent caractérisées par des systèmes sociaux définis par un mode de vie communautaire et des relations étroites, naturellement établies du fait de la cohabitation dans un même territoire et du partage de traditions similaires. Ces relations sont fondamentales et sont renforcées par le manque de services et d'aménagement approprié de ces espaces.

D'autres chercheurs soulignent que les zones rurales sont des espaces caractérisés par des établissements et des infrastructures petites et limitées, dont la surface est principalement occupée par des champs, des sources d'eau, des forêts et des bois, des montagnes, des cheptels et des pâturages. Historiquement, la ruralité a eu tendance à être associée à des caractéristiques souvent contrastées telles qu'un mode de vie agricole heureux et la lutte contre des conditions difficiles en même temps (Van Leeuwen, 2015). C'est le cas en Albanie, dont les zones rurales sont principalement caractérisées par des activités agricoles. Celles-ci se distinguent par la présence de petites parcelles agricoles, souvent en terrasses, entrecoupées de terres en jachère utilisées principalement pour le pâturage (Proko et al., 2009). On y trouve également de petits jardins familiaux, des clôtures naturelles composées de divers arbustes, ainsi que des zones

forestières presque intactes ou des fragments de forêt principalement dédiés à la production de bois de chauffage (*Ibid.*). Ainsi, notre première définition des zones rurales en Albanie est liée à des phénomènes sociaux. Ces zones se caractérisent par des communautés rurales unies par des liens personnels qui se forment naturellement en raison du contexte de ces espaces. Celui-ci se définit par des conditions de vie difficiles (ou plus précisément, des modes de vie avec moins d'activités et de services par rapport aux zones urbaines), un fort exode rural accompagné par le dépeuplement et le vieillissement de la population, ainsi qu'une implication plus répandue de la population dans le secteur agricole. Les conditions difficiles et l'isolement par rapport aux zones urbaines renforcent un fort sentiment de solidarité, d'appartenance et de vie en communauté au sein de la société. La vie communautaire dans les villages albanais ne se traduit pas toujours par une action coopérative réussie. Ce phénomène est attribuable à une situation de « ruralité apatride » et à un « manque de conscience de l'auto-organisation » qui ont émergé après l'effondrement du régime communiste.

1.1.2. Des zones à faible population – typologie par la densité démographique

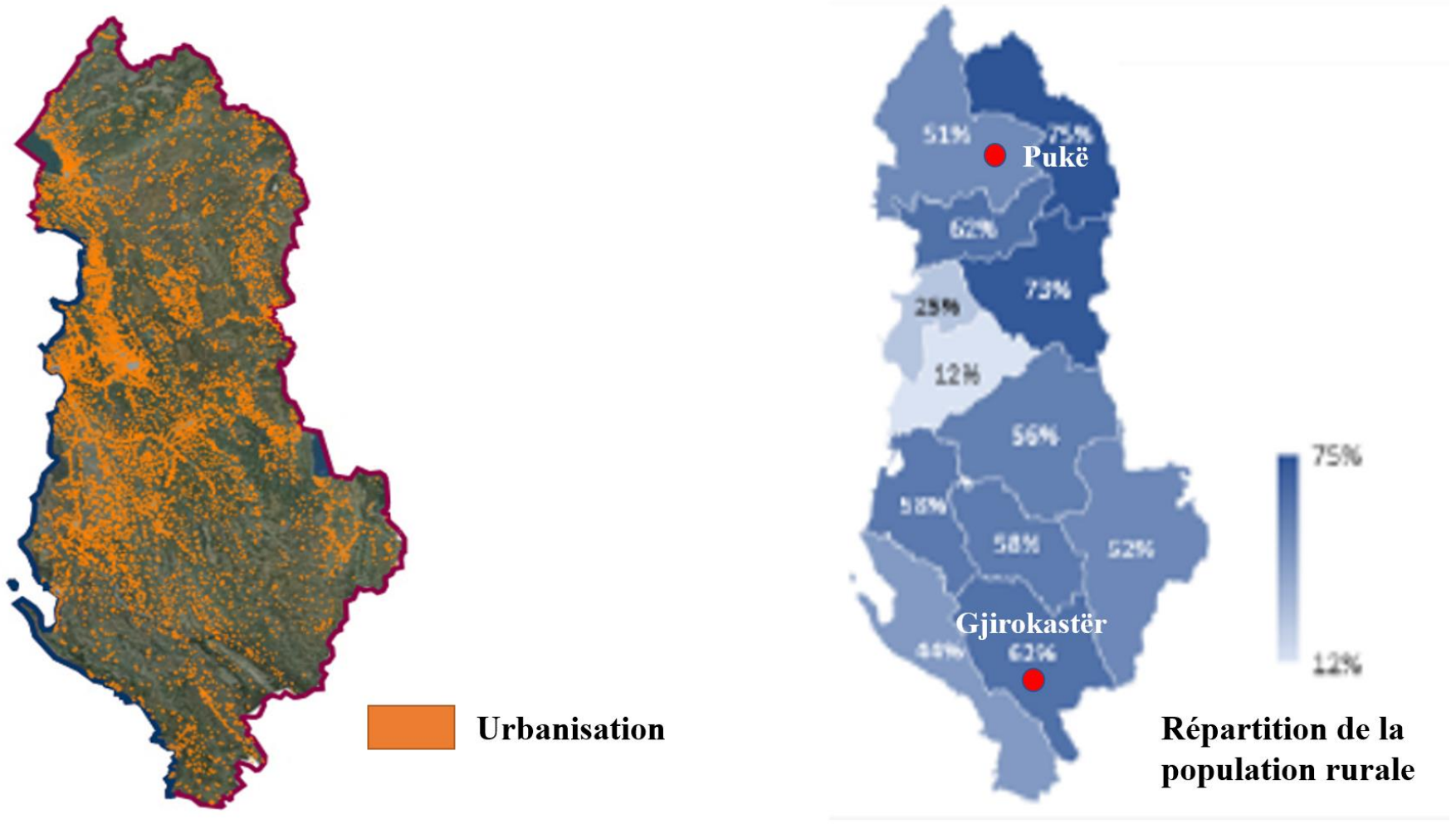
Ainsi, la définition des zones rurales varie souvent en fonction du contexte du territoire. Néanmoins, deux attributs communs, la densité de population et le rôle de l'agriculture, sont largement utilisés en Europe pour la classification (Ballas et al., 2003). En outre, la nomenclature européenne utilise traditionnellement la densité de population comme critère pour classer les espaces ruraux. Selon cette typologie, sont définies comme zones rurales toutes les zones qui ont moins de 150 habitants/km^2 (*Ibid.*). En Albanie, depuis 2014, la nomenclature européenne est utilisée non seulement pour la classification des régions, mais aussi pour la division entre les zones rurales et urbaines. Selon cette division sur la base de la densité de population, l'OCDE fait la distinction entre trois types de ruralité (*Ibid.*) :

- **Zones à prédominance rurale**, où plus de 50 % de la population vit dans des communes rurales.
- **Zones essentiellement rurales**, où un pourcentage de 15 à 50 % de la population vit dans des communes rurales.
- **Zones essentiellement urbaines**, où un pourcentage de moins de 15 % de la population vit dans des communes rurales.

Cette typologie est sujet à débat, la densité de population étant considérée comme une variable non significative pour définir les zones rurales. La population rurale varie considérablement

d'un pays à l'autre, de 200 habitants en Irlande et au Danemark (c'est le cas en Albanie également) à 10 000 en Espagne (Chevalier et al., 2010; Rieutort, 2012). De plus, suivant cette typologie, 2/3 du territoire albanais (*Carte 21*)sont classifiés en espaces essentiellement rural et rural profond. Alors que la population rurale ne représente que 37% de la population totale, cette typologie remet en question les rapports ville/campagne. Cela nous permet de dire que la densité de population est limitée en tant qu'indicateur de classification et ne constitue pas un facteur décisif de définition des zones rurales. Cela est dû au phénomène de diminution de la population rurale qui est visible dans presque tous les pays européens.

Ainsi, le principe initial de définition de la ruralité, qui se faisait par défaut en regard des zones urbaines, a progressivement évolué, intégrant des indicateurs économiques et pas seulement démographiques (Gucher, 2014). Au cours des dernières décennies, des changements économiques majeurs ont eu lieu tant dans les territoires ruraux que dans les territoires urbains, ce qui a entraîné la dégradation de la pertinence des activités traditionnelles par rapport à ces territoires (Van Leeuwen et al., 2010). Par ailleurs, les zones rurales européennes sont si diverses qu'il est presque impossible de les distinguer à l'aide d'un seul critère (Ballas et al., 2003). Leur désenclavement sous l'effet combiné des transformations économiques et de l'aménagement du territoire est également à l'origine de transformations démographiques majeures, liées à la mobilité désormais rendue possible (Gucher, 2014). La migration de la population vers les zones rurales, qu'elles soient permanentes, saisonnières ou intermittentes, répond à des motivations diverses et concerne des groupes de population aux caractéristiques socio-économiques et socioculturelles différentes et aux projets de vie distincts (*Ibid.*).



Carte 21 : Dispersion des zones urbaines selon la densité de la population et répartition de la population rurale au niveau du pays. Source : ASIG (à gauche), MBZHR (ministère d'Agriculture et du Développement Rural) 2014 (à droite).

1.1.3. Des zones rurales excentrées et à faible diversité économique

Aujourd'hui, la définition de la ruralité a subi des modifications en raison des changements survenus dans les zones rurales, tels que la diversité des modes de vie, la multi-localisation des individus entre les villes et les nouvelles campagnes et, enfin, le développement d'une appartenance multi-territoriale (Rieutort, 2009). Même en Albanie, la ruralité évolue, que ce soit en termes de qualité de vie, de modes de vie, d'activités ou de services, ou encore de population (en baisse), ce qui la rend difficile à définir à l'aide d'un seul indicateur. De plus, les différences entre les campagnes albanaises de plaine et celles de montagne nécessitent l'inclusion de plusieurs indicateurs pour classer ces zones rurales en perpétuelle mutation. L'UE a développé une nouvelle typologie des zones rurales qui prend en compte des variables socio-économiques et environnementales. Selon celle-ci, Van Eupen et al. (2012) ont créé une matrice de classification des zones rurales en fonction des activités économiques et de l'accessibilité des services et des infrastructures comme le montre la *Figure 12*.

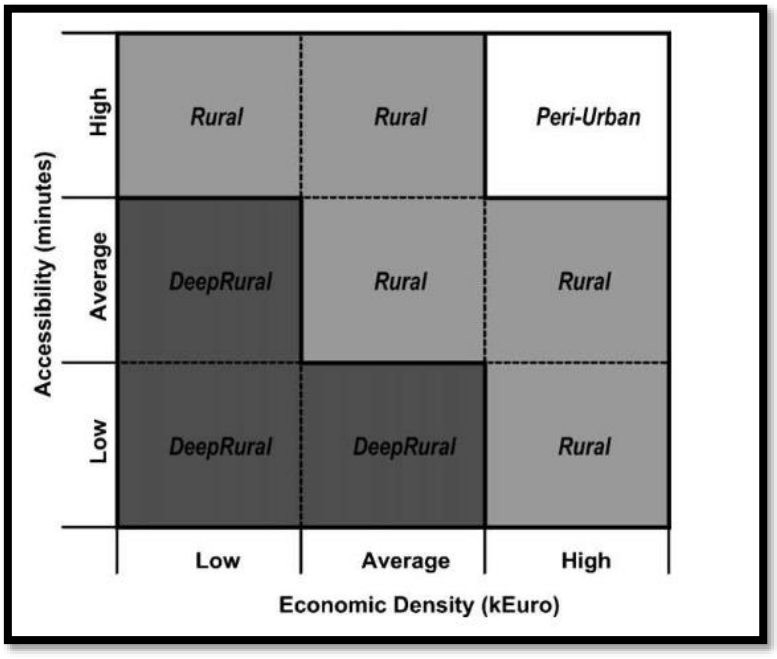


Figure 12 : Matrice de positionnement des trois types de zones rurales développées par l'EU en 2007, à travers l'accessibilité et la densité des activités économiques. Source : (Van Eupen et al., 2012)

À travers cette typologie, l'UE différencie trois types de ruralités : les zones très rurales ou rurales profondes, les zones rurales intermédiaires et les zones périurbaines. Cette classification se fonde sur la densité économique mesurée en fonction du niveau de revenu, les activités générant de faibles revenus représentant une forte ruralité et inversement. L'agriculture est souvent considérée comme une activité à faible revenu dans les zones rurales. Ainsi, les zones

où le secteur agricole domine sont souvent désignées comme zones rurales profondes. C'est un élément crucial à souligner dans notre tentative de catégoriser les zones rurales en Albanie, en particulier celles de Pukë et de Gjirokastër. Comme souligné dans le chapitre deux, ces deux zones dépendent principalement de l'agriculture et de l'élevage, ce qui les classe automatiquement parmi les zones rurales profondes.

Par ailleurs, l'accessibilité des services et des infrastructures est mesurée par le temps nécessaire pour accéder à ces services. En général, la plupart des services de première nécessité sont étroitement liés aux zones urbaines, de sorte que la variable est calculée en fonction du temps nécessaire pour accéder à la zone urbaine la plus proche. Plus il faut de temps pour obtenir les services nécessaires, plus l'accessibilité est faible (*low accessibility*) et vice versa. En effet, la ruralité est d'autant plus profonde que l'accessibilité aux services est faible. Ainsi, plus une zone est éloignée de la ville, plus elle est profondément rurale. En revanche, les zones bénéficiant d'une forte accessibilité aux services sont considérées comme des zones péri-urbaines. L'intérêt d'introduire ces différentes typologies réside dans notre tentative de regrouper les villages de Pukë et de Gjirokastër selon ces divers indicateurs dans le chapitre 6. Ce choix découle de notre volonté de classifier la ruralité dans ce chapitre afin d'expliquer l'usage des ressources forestières et pastorales ainsi que l'interaction entre les acteurs publics et privés.

1.2. Zones rurales et agriculture : une réalité albanaise

Campagne et Pecqueur (2014), dans leur ouvrage « Le développement territorial : une réponse émergente à la mondialisation », proposent une typologie qui différencie les zones rurales de prédominance agricole en 3 types :

- Les zones favorables sont celles qui se caractérisent par la mise en œuvre de « modèles dominants » de développement des activités économiques dans les territoires concernés. Elles produisent des biens agricoles et génèrent des revenus plus que suffisants. Ces zones sont capables de s'autofinancer et d'investir grâce à leurs propres revenus. La capacité d'investissement leur permet de rester compétitives, ce qui est essentiel pour maintenir les modèles dominants et, au niveau social, pour satisfaire les besoins. Les productions sont standardisées et elles sont soutenues par des politiques de protection. En Méditerranée, les zones soutenues par les États à travers des investissements dans les périmètres irrigués sont devenues des zones favorables. Dans le même ouvrage, nous trouvons des données sur ces zones favorables en Albanie. Ces dernières sont

caractérisées par de grands champs et un territoire plat. Elles sont devenues favorables grâce à des investissements dans le système d'irrigation et des financements dans le cadre des projets menés par la Banque Mondiale[78]. Selon ces deux auteurs, les zones favorables en Méditerranée sont des zones qui ont été précédemment identifiées comme potentielles. Ainsi, les zones rurales qui ont la capacité de mettre en œuvre des modèles dominants à travers leurs activités productives sont classées comme zones favorables.

- Les zones difficiles : ce sont celles confrontées à des obstacles naturels qui les empêchent de produire de manière durable (Campagne & Pecqueur, 2014). Campagne et Pecqueur utilisent d'autres synonymes pour les qualifier, tels que « marginales », « arides », « déshéritées », « pauvres », *etc.* La Banque mondiale prend en compte l'expression « hors zones favorables » pour désigner les zones difficiles. Selon les mêmes auteurs, ces zones se caractérisent par de nombreux handicaps tels que l'absence d'avantages comparatifs, la pauvreté des ressources naturelles, la mauvaise position géographique, l'exode important, l'absence ou la non-identification a priori de ressources spécifiques, le manque de ressources humaines, *etc.* La Banque mondiale utilise les précipitations comme un autre élément pour qualifier ces zones. Elles sont caractérisées par de graves handicaps naturels et des précipitations inférieures à 200 mm par an. Dans le cas de l'Albanie, dont le climat est favorable et la nature riche en ressources, il est difficile de classer les zones difficiles selon ces critères au niveau national. En outre, il est préférable de parler de zones isolées en termes d'infrastructures et d'éloignement des marchés.
- Les zones intermédiaires : Zones de production agricole, artisanale et industrielle. Selon Campagne et Pecqueur, elles ne sont ni difficiles ni favorables. Elles sont caractérisées par des handicaps naturels, mais ceux-ci sont moins importants que ceux des zones difficiles (*Ibid.*). En raison de ces handicaps, elles tentent d'être moins dépendants de l'agriculture en développant des activités tertiaires. Une autre caractéristique de ces zones est la maximisation de la main-d'œuvre familiale, en effet, celle-ci doit être impliquée dans la création de valeur. Selon l'indicateur de pluviométrie, les zones intermédiaires ont des précipitations comprises entre 200 et 400 mm par an.

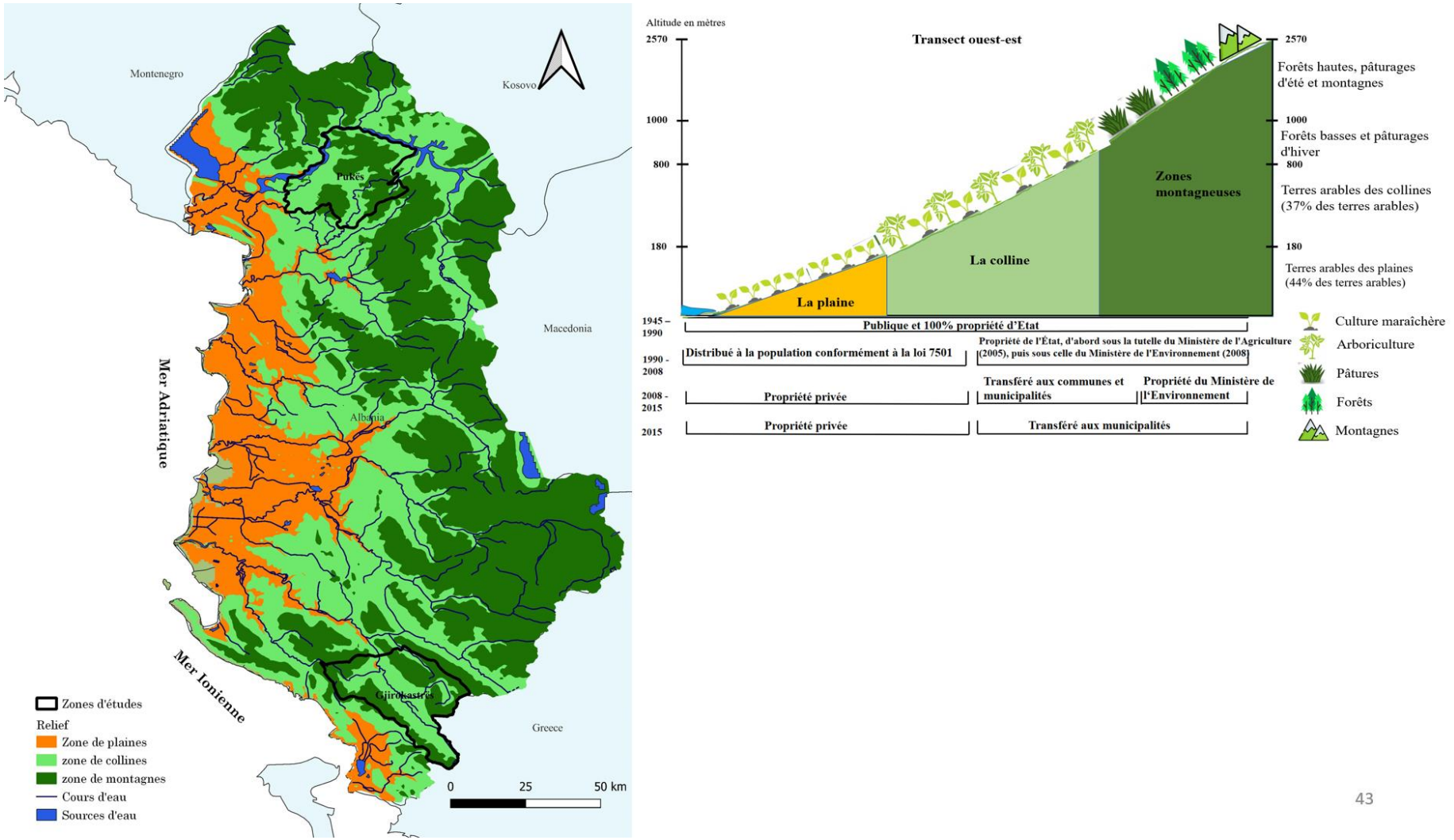
[78] Campagne, P., Pecqueur, B., Civici, A., Guri, F., Bedrani, S., Laribi, S., Hacherouf, H., Nawar, M., Abdelhakim, T., & Delgado, F. C. (2009). *Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens : Analyse comparée entre les trois pays du Maghreb, la France et 6 pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est*. MSH/FSP Maghreb.

En d'autres termes, les zones difficiles sont caractérisées par une agriculture et un élevage de subsistance et sont tournées vers l'autoconsommation. Elles se reproduisent grâce à des revenus extérieurs, principalement issus de l'exode rural. Les zones intermédiaires sont caractérisées par la polyculture et l'intensification de la production. Elles se reproduisent grâce à la contribution de chaque individu et la production est destinée à la vente et à l'autoconsommation. L'objectif principal de ces zones est de satisfaire les besoins de la famille et de vendre le reste. Quant aux zones favorables, elles se caractérisent par des modèles productivistes.

Si l'on se réfère à la typologie proposée par Campagne et Pecqueur (2014) pour ce qui concerne les zones rurales à prédominance agricole et les caractéristiques spécifiques associées à chaque type, nous positionnons les zones rurales de Pukë et de Gjirokastër dans la catégorie des zones intermédiaires. Cette classification découle des critères énoncés par ces auteurs, où les zones difficiles se heurtent à des obstacles naturels. En effet, tant Gjirokastër que Pukë bénéficient de ressources naturelles abondantes et d'un climat favorable propice à la régénération naturelle des forêts et des pâturages, avec des précipitations suffisantes et, un ensoleillement approchant environ 300 jours par an. De plus, ici, les produits étudiés (fromage et PFNL) sont destinés à la commercialisation, à l'opposé des zones difficiles décrites par Campagne et Pecqueur (2014), où la production agricole est principalement axée sur l'autoconsommation. Cependant, elles ne peuvent être considérées comme des zones favorables caractérisées par des modèles productivistes, car ce sont des zones montagneuses avec un accès limité à la terre agricole et constituées de petites superficies. Il convient de rappeler ici que, même si l'agriculture prédomine dans les zones rurales albanaises, elle est représentée par de petites parcelles, d'une superficie moyenne de 1,2 hectare. Ceci est dû au relief du pays et initié par la réforme agraire de 1991. Cette réforme a conduit à la division des terres entre un grand nombre d'individus, chacun recevant une parcelle relativement modeste par le biais d'un tirage au sort qui a conduit au morcellement des terres arables (*cf.* chapitre 1 ; 1.4.4). Il ne faut pas non plus oublier de mentionner le fait que l'Albanie est un territoire montagneux, dont les terres agricoles ne représentent que 24% de la surface totale, ce qui contribue à limiter l'accès des agriculteurs à des terres suffisamment grandes pour des pratiques agricoles plus productives. Par ailleurs, cette surface n'est pas répartie de manière égale sur l'ensemble du territoire. Cela représente le premier indice d'une division des zones rurales en Albanie, l'accès à la terre. Ainsi, les chercheurs définissent trois zones géographiques au niveau du pays comme illustrées par la *Figure 13* (Guri et al., 2015; Kodderitzsch, 1999):

- Les plaines côtières avec environ 44% de terres arables (zone 1) ; ces zones ont une altitude inférieure à 180 m et sont caractérisées par un climat méditerranéen avec des hivers doux et des étés chauds. Elles sont représentées par un accès important à la terre arable.
- Les zones de collines avec environ 37% de terres arables (zone 2) ; avec une altitude qui varie de 180 à 800, elles sont caractérisées par des températures basses en hiver pouvant atteindre - 3°C et des étés chauds.
- Les zones montagneuses avec moins de 19% de terres arables (zone 3) ; avec une altitude supérieure à 800 m, elles se caractérisent par des hivers froids et des étés frais. Ce sont des zones où les ressources forestières et pastorales occupent un part important dans la vie des villageois. C'est dans cette zone que nous plaçons les deux districts d'études.

La position géographique et l'accès à la terre sont deux variables importantes pour classer les zones rurales du pays, en établissant une division entre *fshatra fushore* (campagnes de plaine), *fshatra kodrinore* (villages de collines) et *fshatra malore* (campagnes de montagne). Les campagnes de la plaine sont avantagées pour développer une agriculture rentable et diversifier leurs activités en termes de production, de transformation, de commerce, *etc*. Situées en plaine, ces zones sont également favorisées par la proximité des villes, ce qui permet une diversité des activités agricoles et non agricoles et un accès facile aux marchés. Les campagnes de montagne, également appelées campagnes défavorisées, isolées ou profondes, ont une connotation dévalorisante. Elles sont privées de ces modèles agricoles. En revanche, nous pensons qu'elles bénéficient d'atouts « cachés », qu'il est important de faire émerger et de développer. Ces villages ont également un potentiel de diversification en combinant les activités agricoles de montagne avec le tourisme, ce qui peut constituer une stratégie de développement attrayante et contribuer au repeuplement de ces zones. Le tourisme rural devient de plus en plus une stratégie clé pour le développement rural (M. Requier-Desjardins & Kalamvrezos Navarro, 2016).



43

Figure 13 : Représentation des trois zones géographiques. Source : E. Muco, 2023

En considérant les deux terrains d'étude, nous constatons qu'ils entrent tous deux dans la même catégorie, correspondant à la zone trois caractérisée par une proportion de terres arables inférieure à 19% (*Graphique 10* p. 113, *Graphique 11* p. 120). Cependant, il serait erroné de supposer que ces deux zones rurales présentent nécessairement des formes de ruralités homogènes. En réalité, elles sont le résultat de processus sociaux, culturels et historiques différents, et chaque territoire a sa propre histoire. Revenant sur l'affirmation de Lambert (2020), analyser la ruralité en la considérant de manière monolithique serait une simplification excessive. Dans ce contexte, il est préférable d'adopter une approche plus nuancée qui prend en compte les spécificités de chaque territoire étudié. Ainsi, plutôt que de se conformer à des catégories préétablies, nous avons choisi d'explorer chaque territoire sélectionné pour notre étude de cas de manière approfondie afin de mieux qualifier la nature de la ruralité qui y prévaut.

2. Entrer par la ruralité des zones d'études

2.1. La vie rurale et l'agriculture : quelle ruralité à Gjirokastër ?

Comme mentionné précédemment, bien que l'Albanie ne dispose pas d'une classification définitive et pure des zones rurales, nous avons adopté la définition donnée par le ministère des Affaires locales à la suite de l'élaboration de la nouvelle réforme territoriale. Selon cette définition, une zone rurale correspond à l'espace terrestre situé dans les campagnes, tandis qu'une zone urbaine correspond à l'espace terrestre situé dans les villes. Le district de Gjirokastër est composé de deux villes (Gjirokastër et Libohovë), le reste étant constitué de villages. Les villages sont organisés en unités administratives (anciennes communes). Au total, Gjirokastër est composé de 96 villages. La majorité de la population (62%), dont environ 15 025 familles du district, réside dans les zones rurales, ce qui en fait des zones d'une grande importance pour l'économie et le développement social et territorial du district.

Gjirokastër, comme la plupart des districts d'Albanie, souffre de faibles revenus et la pauvreté touche davantage les familles rurales, même si, d'un point de vue national, Gjirokastër représente la troisième région la moins pauvre avec un taux de pauvreté de 10,6 % par rapport à la moyenne nationale de 14,3 % (INSTAT, 2012)[79]. La pauvreté rurale est due à l'absence de la multifonctionnalité des activités dans ces zones où l'agriculture prédomine, représentée par

[79] https://www.instat.gov.al/media/2065/anketa_e_matjes_se_nivelit_te_jeteses__2012_rishikuar.pdf

l’élevage et des emplois majoritairement agricoles. Le terrain accidenté, le climat rude, ainsi que les grandes distances par rapport aux centres de santé, aux établissements d'enseignement et aux centres urbains, dans l'ensemble, affectent la vie rurale dans le district (Qarku Gjirokastër, 2018). Les conditions de vie difficiles et le manque de services de base ont conduit à des taux de migration très élevés. À Gjirokastër, la majorité des villages n'ont pas accès à des écoles secondaires. En général, celles-ci sont situées dans les unités administratives. Chacune d’entre elles est composée de deux à quinze villages, où la proximité des services scolaires secondaires n'est pas uniformément répartie. Il en va de même pour les centres de santé, où chaque unité administrative dispose d'un centre de santé n'offrant que des services de base, souvent avec seulement une ou deux infirmières et aucun médecin.

Photographie 1 : Une école fermée dans le village Kardhiq (Municipalité de Gjirokastër) à cause du petit nombre d’élèves. Source J. Qirko 2020

La position géographique (frontière avec la Grèce) favorise l'émigration. Les résidents confrontés à des conditions de vie difficiles ont choisi la migration, en particulier vers la Grèce, comme meilleure alternative. Selon Sintès (2010), cette forte émigration des *gjirokastrits* vers la Grèce, n’est pas seulement due à la proximité entre ces deux pays, mais elle est également

renforcée par les relations développées entre ces deux communautés avant et après le communisme, ainsi que par un mode de vie similaire et une connaissance linguistique.

> *« Pour de nombreux migrants, ces départs en Grèce ne se faisaient pas à l'aveuglette, car, malgré la longue séparation des années du monisme, ils avaient conservé la mémoire des liens familiaux ou amicaux avec des citoyens grecs qu'ils se sont fait fort de retrouver » (Sintès, 2010 p. 204).*

La migration a eu deux impacts sur l'agriculture et l'élevage : soit en augmentant les troupeaux et les surfaces agricoles grâce à l'argent apporté par les migrants saisonniers, soit en diminuant ceux-ci par la vente liée à l'émigration permanente.

Photographie 2 : Maison traditionnelle rurale à Gjirokastër. Source : J. Qirko 2020

Un fort mouvement de migration des villages vers la ville de Gjirokastër est également à noter. Cette migration est clairement visible dans l'expansion rapide de la ville, qui se distingue nettement de la vieille ville (*Photographie 3* p.152). Cette dernière se caractérise par des maisons d'un ou deux étages en pierre, toutes dotées de toits uniformes. En revanche, la nouvelle ville est composée de vastes bâtiments de plusieurs étages, construits en matériaux autres que la pierre, ce qui lui confère une apparence distincte d'une zone urbaine moderne.

Photographie 3 : Les nouvelles maisons dans les zones rurales. E. Muco 2019

Pour revenir aux zones rurales, dans l'état actuel, ce sont principalement les personnes âgées qui y restent, souvent seuls et attristés de voir l'abandon de leur village. Ils nous racontent comment celui-ci était autrefois plein de vie et de communautés, et comment il a été peu à peu abandonné avec l'ouverture des frontières. Parmi les habitants des villages, il est courant de rencontrer des personnes âgées qui expriment leur nostalgie pour l'époque communiste, car, à cette époque, les familles étaient réunies et unies. En effet, la famille joue un rôle central dans la société albanaise, prenant souvent le pas sur des considérations économiques ou matérielles. De plus, certaines personnes âgées blâment et rendent responsables les politiciens de l'émigration des jeunes, les considérant comme responsables de cette situation. Ils expliquent qu'il y a 10 ou 15 ans l'émigration depuis les villages, principalement celle des hommes, était principalement temporaire, motivée par des raisons économiques, alors qu'aujourd'hui le phénomène a subi une transformation radicale. Il est devenu permanent, implique souvent toute la famille et concerne généralement des familles dont la situation économique est plus ou moins stable. Cela se reflète dans le témoignage d'un villageois :

> *« Si dans d'autres districts les pauvres émigrent, à Gjirokastër ce sont les riches qui partent. Au bout de quelques années, il n'y aura ici que des personnes âgées et des pauvres. Ceux qui ont les moyens financiers ou quelqu'un à l'étranger s'enfuient. Une bonne partie des villages de Gjirokastër disparaîtra de la carte dans quelques années. Mais Gjirokastër (cf. ville) va également être vidée. Avez-*

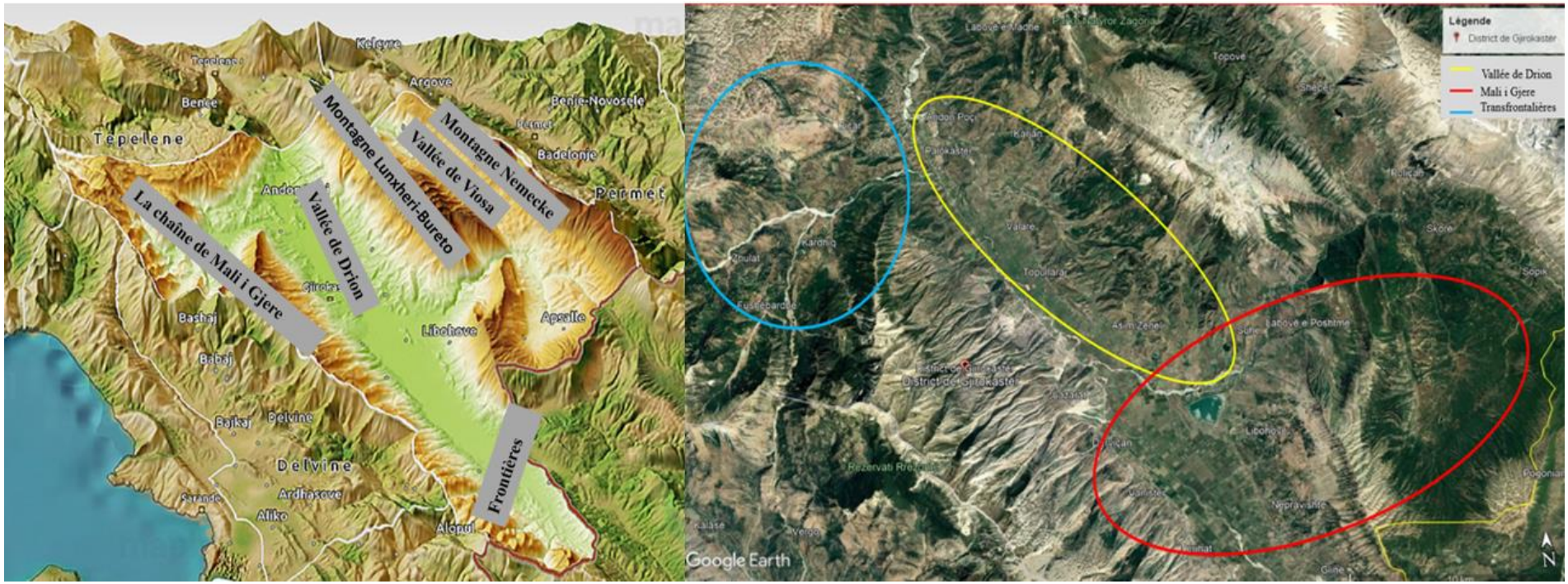
vous été dans le centre de Gjirokastër, la moitié des magasins sont fermés. Je parle de la ville de Gjirokastër, car la ville de Libohove est morte depuis longtemps. Il n'y a plus personne là-bas. Les entreprises qui étaient rentables ont été fermées dans la ville. De grands troupeaux ont été vendus dans le village parce que l'éleveur a émigré ».

Photographie 3 : Vue de la ville de Gjirokastër, la vallée agricole de Drino et la chaîne de Montagne Lunxheri – Bureto. Source : E. Muco 2019

Un point commun aux villages de Gjirokastër, mais également à la majorité de l'Albanie, est le grand nombre de maisons abandonnées. Les maisons traditionnelles construites pendant la période communiste sont encore visibles, mais la plupart d'entre elles sont à l'abandon. Les habitants qui ont choisi de rester dans les villages optent généralement pour la reconstruction des maisons plutôt que pour leur totale rénovation. Dans certains villages, notamment ceux ayant une valeur historique ou abritant des sites archéologiques ou des monuments naturels, on trouve des maisons restaurées sans que leur forme originale n'ait été altérée. C'est particulièrement le cas des maisons de type *kulle* (ou « *kule* » en turc), qui représentent un héritage historique important. La présence de ces maisons typiques est plus fréquente dans la ville de Gjirokastër que dans les villages, quoi qu'on en trouve également dans ces derniers. Le district a une forte tradition de construction en pierre. Même la vieille ville de Gjirokastër, connue sous le nom de « ville de pierre », est entièrement construite en pierre.

En outre, ce qui distingue Gjirokastër du reste du pays, en particulier de Pukë, c'est la diversité sociale et économique des campagnes qui composent ce district. En raison de cette diversité,

qui soulève des enjeux économiques, sociaux et spatiaux, nous avons regroupé les campagnes en clusters, en fonction de leurs caractéristiques communes. Pour ce faire, nous avons utilisé la spatialité de ces zones et les avons divisées en trois clusters distincts : les campagnes situées le long de la vallée du Drino (côté est du district), celles situées dans la chaîne de montagnes *Mali i Gjere* (côté nord-ouest), et enfin, les campagnes transfrontalières (côté sud) (*Carte 22*).



Carte 22 : Représentation spatiale des trois clusters de types de campagnes à Gjirokastër. Source : Fond de carte de GoogleEarth et MapHill.

2.1.1. La vallée de Drino et les campagnes favorisées

Trois unités administratives (Lunxheri, Odrie, Antigone) sont localisées dans la vallée du Drino, composées d'un total de 20 villages. L'unité administrative la plus vaste est Lunxheri, qui comprend 10 villages, tandis qu'Odrie et Antigone en comprennent chacune 5. Ces campagnes sont considérées comme privilégiées, car elles possèdent non seulement la plus grande part des terres arables du district, mais aussi des terres irriguées. Dans la terminologie nationale, elles font partie des *fshatra fushore* (villages de plaine) connus pour leur production agricole. Situées en face de la ville de Gjirokastër et à proximité géographique de la zone urbaine, elles peuvent également être considérées comme des campagnes périurbaines. Les habitants de ces zones travaillent souvent en ville, profitant de cette proximité géographique. Au niveau du village, ces zones sont principalement engagées, d'une part, dans la viticulture et l'arboriculture et, d'autre part, l'élevage.

Photographie 4 : La vallée de Drino vue de la ville de Gjirokastër. Source E. Muco 2021

Ces villages présentent un contraste socio-économique plus marqué et davantage d'enjeux en matière de cohésion sociale. Lorsque nous examinons de plus près la cohésion sociale dans ces villages, nous identifions des enjeux et des problèmes qui sont souvent présents, mais rarement abordés en profondeur. Les ethnies diverses présentes dans ce cluster, y compris les orthodoxes *lunxhiot*, les musulmans *lab* et les *Valaques*[80], semblent constituer un obstacle à la cohabitation dans les villages, en particulier dans le contexte de la réforme agraire et de la distribution des terres. Selon le travail de Rapper, la présence de ces groupes ethniques pose des défis à la cohésion sociale. Les orthodoxes prétendent être les premiers habitants de la région, tandis que les musulmans, venant des montagnes de *Laberi* à l'ouest du district, s'y sont installés par la suite. Les *Valaques*, les plus récents, connus pour leur mode de vie nomade, sont arrivés en Albanie dans les années 50 par la frontière grecque et se sont retrouvés bloqués dans la région sous le régime de Hoxha. En 1991, ces groupes ethniques ont eu le même droit à la propriété foncière divisée par la réforme agraire. Dans ce cadre, les orthodoxes, contestent cette division, prétendent avoir droit sur la terre plus que ceux qui ne sont pas autochtones. Par ailleurs, il existe d'autres tensions entre les Albanais et les *Vorio-epiriotes*[81]. Cette diversité ethnique, associée à des revendications historiques et territoriales différentes, contribue aux tensions et aux défis de la co-habitation sociale dans la région de Gjirokastër. Les terres limitées par le relief montagneux, les différents terroirs redistribués aux villageois, la précarité de la vie rurale, ont provoqué la révélation des différences ethniques dans le district qui avaient été jusque-là réprimées par le régime communiste (De Rapper & Sintès, 2006).

2.1.2. Dans la chaîne de Mali Gjere vivant de l'élevage

Au sein de ce cluster, nous trouvons les unités administratives de Cepo (11 villages), Picar (5 villages) et Lazarat (2 villages). Ces trois unités administratives jouent un rôle prépondérant dans le secteur de l'élevage, car elles abritent un nombre plus élevé de bétails en raison de la disponibilité limitée de terres arables. Ces campagnes sont largement considérées comme ayant une population majoritairement musulmane. Cela a empêché ces villageois de jouir des bénéfices venant du pays voisin, même en termes de migration saisonnière. Pour les bergers musulmans, il était deux fois plus compliqué de se rendre en Grèce que pour les bergers

[80] La population d'origine aroumaine est composée de bergers sédentaires et nomades qui sont arrivés en Albanie durant la période communiste et qui se sont établis dans la région de *Lunxherie* en raison de la fermeture du pays par l'État communiste (De Rapper, 2019).

[81] Les épirotes du Nord - Communauté grecque vivant dans le district

orthodoxes venant des villages localisés dans la vallée ou des villages transfrontaliers. Ce type de villages se caractérisent par une plus grande homogénéité entre les groupes sociaux qui y résident. En revanche, ils sont souvent perçus comme des villages plus difficiles et moins attractifs pour les résidents. Les transports publics reliant la ville ces zones rurales sont très limités et, parfois, dans certains villages, inexistants. Cette faiblesse des infrastructures (*Photographie 5*) est un véritable frein au développement de l'élevage, car elle complique la commercialisation du lait. Ce manque de services dans les villages et la longue distance à parcourir jusqu'à la ville pour accéder aux services de base classent, dans leur majorité, ces villages dans la catégorie des zones rurales profondes.

Photographie 5 : Infrastructure routière dans le village de Kardhiq (Municipalité de Gjirokastër, UA Cepo). Source : J. Qirko 2020

Dans ce groupe, Lazarat est un cas particulier en raison de l'histoire de ses transitions politiques et économiques. C'est un village situé à quelques kilomètres (3 km) de la ville de Gjirokastër, et, compte tenu de son élargissement, il peut être considéré comme un quartier de Gjirokastër. Par ailleurs, Lazarat est un village frontalier de la Municipalité de Dropull, connue pour sa grande population grecque. Entre ce village, majoritairement musulman, et les villages de la

UA *Dropulli i Siperm*, majoritairement orthodoxes, il existe de nombreux conflits même s'ils partagent les mêmes enjeux spatiaux.

Encadré 6 : L'histoire de Lazarat

L'histoire de Lazarat commence en 1997. Après la chute du régime communiste, Lazarat était connue pour être un village d'extrême droite. Cependant, en 1997, en raison du chaos provoqué par les systèmes pyramidaux, l'arrivée au pouvoir du parti de gauche a fait perdre à Lazarat tout le soutien et les avantages dont il bénéficiait de la droite. Les habitants de Lazarat se sont ouvertement positionnés contre le parti socialiste et, en 1998, des groupes rebelles ont bloqué l'axe national Gjirokastër - Kakavie, l'un des postes douaniers les plus importants du pays. Ils ont volé des biens destinés à la commercialisation et ont empêché les échanges commerciaux. En 1998, la première confrontation entre les forces de police nationales et les groupes rebelles de Lazarat a eu lieu. En raison de leur position géographique avantageuse en altitude, ces groupes avaient le contrôle de la situation et ont ouvert le feu sur la police, provoquant des blessures du côté des forces de l'ordre. La faiblesse de ces dernières a fait de Lazarat un refuge pour des activités illicites. La position géographique de Lazarat favorisait ses activités illicites, avec un seul accès à la village (*Figure 14*) qui était facile à contrôler grâce à des murs de béton construits de part et d'autre de la route. Cette situation a perduré jusqu'en 2005 et, lorsqu'il y a eu des tensions à Tirana, les habitants de Lazarat ont bloqué l'axe Gjirokastër - Kakavie pour exercer une pression sur le gouvernement.

En 2005, avec l'arrivée au pouvoir du parti de droite, le village a gagné encore plus de pouvoir et est devenu quasiment intouchable. Lazarat fonctionnait presque comme une association villageoise basée sur des relations solides et des intérêts communs. À la tête de cette « association » se trouvait un conseil administratif composé de 12 personnes responsables non seulement de trouver des clients pour le cannabis, mais aussi d'entretenir des relations dans le domaine politique et judiciaire. D'après les témoignages, il était presque impossible pour de nouveaux arrivants de s'y installer. Comme ils le dissent à Gjirokastër « il fallait un passeport pour entrer à Lazarat ». Les mariages étaient traditionnellement conclus au sein du village, ce qui rendait difficile l'intégration de nouveaux résidents. Cette situation a contribué à la longévité du lieu en tant que centre de production de cannabis, alimenté par des liens familiaux forts entre les habitants.

Jusqu'en 2014, Lazarat est resté hors de contrôle de l'État et du gouvernement. Le parti de gauche, arrivé au pouvoir en 2013, a ordonné le démantèlement de l'industrie du cannabis à Lazarat en 2014, ce qui s'est produit un mois seulement avant que l'Union européenne ne prenne une décision importante concernant le statut de candidat de l'Albanie.

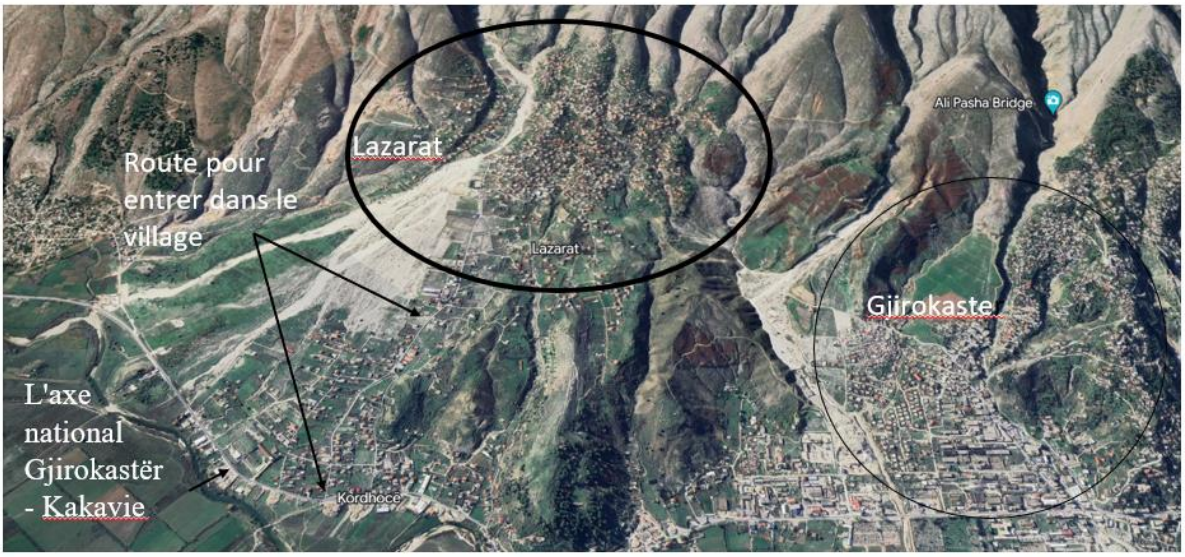


Figure 14 : Position géographique du Lazarat. Source : fond de carte de GoogleEarth

2.1.3. Les campagnes transfrontalières

Les campagnes transfrontalières sont topographiquement similaires aux campagnes situées dans la chaîne de Montagnes *Mali i Gjere* (Montagne Large), mais ces deux types se différencient par leurs compositions sociale et économique. Dans les villages transfrontalières, localisés dans la municipalité de Dropull, l'accès à la terre est limité et l'élevage représente la source principale de revenus. Les habitants, mélange de population greco-albanaise, à majorité orthodoxe, sont favorisés en termes de bénéfices par les deux pays. Ils diffèrent des deux premiers types en matière d'infrastructures et services, notamment en ce qui concerne les avantages accordés aux villages transfrontaliers par ces deux pays. De Rapper et Sintès (2006) apportent des éléments importants pour comprendre ces différences en prenant l'exemple de Lazarat et Gornanxi (village transfrontalier), deux villages partageant la même problématique d'accès à la terre. Situés en chaîne de montagnes, ces deux villages ont un accès limité à la superficie des terres par rapport aux *fshatra fushor*e (villages de plaine) situés dans la vallée du Drino. Suite à la réforme agraire, tandis qu'à Lazarat les éleveurs se sont approprié ces terres situées loin du village et les ont exploitées pour l'élevage, à Goranxie, les habitants ont eu une

utilisation plus limitée. À ce dernier, les éleveurs ont préféré émigrer vers le pays voisin, la Grèce, qui avait récemment rejoint l'Union européenne, profitant ainsi d'une situation économique plus favorable. Selon De Rapper et Sintès (2006), les habitants de Lazarat ont toujours perçu la réforme agraire comme injuste, arguant que les habitants de Gornanxi bénéficiaient de deux pays (notamment la terre en Albanie et la pension[82] grecque). Avec la réforme agraire, ils ont reçu plus de superficies de terre, qu'ils ne travaillaient au contraire des *Lazarats* qui ne possédaient pas ces avantages. Ces auteurs utilisent une expression, issue de leur travail de terrain, très répandu dans le pays, « *qengji i urte pi dy nena* » (l'agneau qui téterait deux brebis) pour dresser un parallèle entre ces situations en se référant aux habitants de Goranxi.

2.1.4. L'élevage à Gjirokastër : une activité traditionnelle et économique des zones rurales

Malgré les différences et les contrastes qui existent entre les zones rurales qui font de Gjirokastër un cas singulier, l'élevage, très répandu, confère à ce district un héritage social et culturel qui unifie ces zones dans les pratiques de ce secteur. Les villages de Gjirokastër sont réputés pour leurs traditions d'élevage, qui s'est développé et étendu pendant la période communiste. Les coopératives de l'époque, basées sur des groupements, visaient non seulement à rendre le secteur plus efficace, mais aussi à réduire les inégalités et les disparités existant dans le district. La chute du régime a non seulement ravivé ces disparités, mais a également mis en péril le secteur de l'élevage. La décollectivisation des coopératives et la division des animaux par tête se sont accompagnées de conflits et de divisions inégalitaires du bétail. Ainsi, l'économie de marché, accompagnée d'une longue période de transition (longuement discutée dans le premier chapitre), a principalement et fortement touché les villages et a réduit la tradition pastorale dans le district.

Un secteur à forte exploitation des ressources publiques pastorales

Quant à cette dernière, dans sa majorité, l'élevage est de type extensif, étroitement lié aux ressources naturelles abondantes de la région. Les éleveurs utilisent principalement les forêts et les pâturages publics pour faire paître leur bétail. Les forêts et les pâturages occupent environ 70 % du territoire. Ils sont gérés par les municipalités respectives et sous contrats (E. Muco,

[82] Le régime de retrait

2019)[83]. Les pâturages sont divisés en parcelles (*Photographie 23*, p.527). Chaque parcelle est identifiée par son numéro. Pour chaque parcelle, la municipalité dispose d'une série d'informations ainsi que du nombre de têtes de bétail qui peuvent paître dans chaque parcelle. Parmi ces informations, on trouve le type de biodiversité, la taille de la parcelle, le type de pâturage (été ou hiver), l'humidité de la parcelle, *etc*. Les contrats pour les pâturages sont de 6 mois, 1 an, 3 ans et 10 ans. La plupart des parcelles de pâturage font l'objet de contrats saisonniers (6 mois). Les contrats de 3 et 10 ans ne représentent que 10% de la surface et sont attribués sur la base d'un projet proposé par l'éleveur. Celui-ci doit déposer sa demande auprès du bureau des forêts et des pâturages, instance de la municipalité. Ces contrats sont payants et le paiement est effectué en fonction du nombre de têtes (*Encadré 14*, annexe 3). Lorsque le dossier est complet, la municipalité lui accorde une parcelle en fonction du nombre de têtes et, à ce moment-là, l'éleveur doit se rendre dans une banque commerciale pour effectuer le paiement. La législation albanaise divise les pâturages en deux groupes : les pâturages d'été, situés à une altitude supérieure à 1 000 mètres, et les pâturages d'hiver, situés à une altitude inférieure à 1 000 mètres (*Ibid.*). La période pour faire la demande est le mois de septembre pour les pâturages d'hiver et le mois d'avril pour les pâturages d'été. Les pâturages d'hiver correspondent à la période novembre - avril, tandis que ceux d'été sont accordés pour la période mai - octobre. Ces ressources sont à l'usage des communautés qui les entourent et sont utilisées par elles. Selon la loi en vigueur, les habitants de la zone où se trouve la ressource sont prioritaires pour l'utiliser en respectant le cadre légal. Si la communauté ne l'exploite pas, les pâturages peuvent être donnés à d'autres communautés.

Les pâturages de Gjirokastër sont d'une qualité unique et se composent de 300 espèces différentes (Bureau régional de Gjirokastër, 2019)[84]. Les pâturages sont principalement composés de plantes médicinales et aromatiques telles que l'origan, la sauge et les fleurs (*Ibid.*). Cette richesse de la biodiversité différencie l'élevage du district. Les éleveurs déclarent ensemble « *à Gjirokastër, nous ne faisons pas mariner la viande avec des épices parce qu'elle en contient à l'intérieur* », lorsque nous leur demandons la spécificité du pâturage. Quand on leur demande pourquoi le fromage de Gjirokastër est différent, ils montrent les montagnes et disent « *parce que notre bétail pâture dans les montagnes de Lunxheri et Cajup* ». Le régime d'étables se déroule sur une courte période de l'année en raison des conditions climatiques

[83] Fournis pendant la phase de terrain suite à mon mémoire de M2

[84] Collecté pendant le travail de terrain de M2

difficiles, généralement entre mi-décembre et fin janvier. Les terres privées sont principalement exploitées par les éleveurs pendant cette période.

Photographie 6 : Image de pâturage d'été sur la montagne Mali i Gjere, municipalité de Gjirokastër, UA Cepo. Source : E. Muco, 2021

Une économie forestière en danger

Les pâturages, ainsi que les forêts, ont été soumis à des changements juridiques et de gestion qui ne sont pas toujours à leur avantage. L'utilisation du bois pour le chauffage et la cuisson est la principale utilisation des forêts à Gjirokastër, tandis que l'élevage extensif est la principale utilisation des pâturages. L'utilisation massive et le brûlage pour nettoyer les pâturages ont considérablement réduit leur surface. Selon le rapport officiel fourni par la région de Gjirokastër (Qarku Gjirokaster, 2020), dans 99 % des cas, l'homme est la principale cause des incendies dans cette zone. Des raisons telles que la négligence, par ignorance ou par pure intention, sont parmi les causes des incendies (*Ibid.*). Selon les données publiées par cette institution en 2019, 3 688 ha de pâturages et 43 ha de forêts ont été endommagés par les incendies. La zone la plus menacée par les incendies se trouve dans la municipalité de Dropull. Cela peut également être dû à des désaccords entre les deux communautés (grecque et albanaise) qui vivent dans cette municipalité.

Un élevage dominé par les ruminants

L'élevage à Gjirokastër est dominé par les petits ruminants, principalement les moutons. L'élevage du petit bétail a pour objectif principal la production de lait et de ses sous-produits. Les données les plus récentes dont nous disposons pour le secteur remontent à 2021. À cette date, la production totale de lait de brebis s'élevait à 11 000 tonnes (production moyenne par brebis/an de 60 litres), tandis que le lait de chèvre atteignait également 11 000 tonnes (production moyenne par chèvre /an de 120 litres). Pour le nombre de cheptels, les dernières données dont nous disposons sur l'évolution sont également de 2021 où l'on constate une diminution significative du nombre de moutons (169 000), et une augmentation du nombre de chèvres (93 000) (Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull)[85]. Si nous observons la tendance (*Tableau 5*), une augmentation notable existe entre 2010 et 2016. Depuis, ce nombre a visiblement diminué.

Tableau 5 : Évolution du nombre de bétails dans le district.

		2005	2010	2015	2016	2017	2018
GJIROKASTËR	**Vache**	17 000	13 000	15 000	16 000	14 000	13.562
	Brebis	204 000	196 000	216 000	221 000	224 000	203.810
	Chèvre	117 000	78 000	103 000	98 000	97 000	91.248

Source : Bureau régional de Gjirokastër, 2019

En effet, le secteur a retrouvé une grande importance après 2014, occupant la place principale dans l'économie rurale. Cette importance de l'élevage en 2014 est principalement liée aux tentatives de l'État de mettre un terme à l'économie parallèle ou illégale qui, à Gjirokastër, jouait un rôle important pour la communauté locale. Même si le passage d'une activité très profitable, comme la plantation ou le travail en parcelles de cannabis, à l'élevage a été difficile, il était néanmoins plus fiable de revenir à un secteur traditionnel pour la zone où ils possédaient le savoir-faire et l'héritage. La transformation du lait et la production de fromage existent depuis longtemps à Gjirokastër, et la région est réputée pour la qualité de son fromage. Le capital naturel de qualité, combiné au savoir-faire local et à la tradition, a créé une histoire dans la

[85] https://www.instat.gov.al/media/10194/statistikat-e-blegtoris%C3%AB-2021.pdf

production du fromage. Même le secteur fromager y a connu des changements profonds et des transformations au cours des différentes périodes historiques.

2.1.5. La tradition fromagère à Gjirokastër représente un pilier important de l'économie rurale

La production de fromage occupe une place importante dans le secteur de l'élevage. La production laitière est en grande partie, à savoir aux trois quarts, utilisée pour la production de ce dernier et le reste pour d'autres produits laitiers. Au niveau national, cette industrie est dominée par le lait de vache, tandis que le petit bétail, en raison de la faible quantité de production, occupe la deuxième place. La production laitière est principalement destinée au marché intérieur et elle est donc basée sur la demande domestique (Skreli & Imami, 2019). Selon les données fournies par Skreli & Imami (2019), après la période *post*-communiste, bien qu'une diminution du nombre de têtes de bétail ait été observée au niveau national, la production de lait a augmenté, ce qui tient à une amélioration des races. Selon les mêmes auteurs, malgré les efforts fournis, le rendement laitier reste faible par rapport à la moyenne européenne, ce qui traduit un manque de potentiel pour cibler ces marchés. Cependant, le terrain montagneux et les pâturages de haute qualité représentent un potentiel pour le secteur. Même au niveau national, la production intérieure actuelle ne couvre pas la demande, ce qui entraîne un déficit de la balance des exportations et des importations (*Ibid.*).

Tableau 6 : Évolution du bétail et de la production laitière au niveau national.

Catégorisation du bétail (têtes 000)	**2000**	**2005**	**2010**	**2016**	**2019**	**2022**
Bovins	728	655	493	492	416	298
Ovins et caprins	3 045	2 701	2 581	2 911	2 621	2 093
Production laitière (quantité 000 tonne)						
Bovins	807	930	930	975	1243	865
Ovins et caprins	141	146	140	170	152	135
Production de fromage (quantité 000 tonne)	8	13,9	13,5	14,3	13,5	12,5

Source : Jusqu'en 2016 (Skreli & Imami, 2019) et INSTAT[86] 2019 et 2022.

À Gjirokastër, ce secteur a une grande importance sociale et économique. Au niveau national, Gjirokastër occupe la deuxième place pour la production de fromage de brebis et de chèvre. Selon les données fournies par le bureau régional d'Agriculture à Gjirokastër, la production de fromage pour l'année 2022 était de 1,7 tonne de brebis, 0,7 tonne de chèvre, soit 30% de la production totale du pays. Ce fromage renommé représente un grand potentiel pour les habitants des zones rurales qui pratiquent l'élevage. Le secteur a connu une intensification pendant la période communiste, bien que les données de cette période soient limitées au niveau local. À l'époque, le secteur était organisé en coopératives réunies, et, à Gjirokastër, il existait six coopératives de ce type. D'après les témoignages des habitants, les coopératives étaient généralement organisées en fonction de la proximité géographique des villages, un modèle commun à toute l'Albanie. Avec la chute du régime, le bétail a été réparti entre les villages en fonction du nombre de têtes et de la population locale. Cependant, la transition qui a suivi le pays s'est accompagnée d'une diminution du nombre de bovins dans le district. Aujourd'hui, cette tendance à la baisse se poursuit, malgré la réputation toujours solide du fromage produit dans la région. Les études montrent une relation positive entre la perception de la qualité et la tradition pastorale (D. Imami et al., 2016; Kokthi et al., 2016; 2021). Le fromage à Gjirokastër est un produit très réputé dans tout le pays, avec un immense potentiel économique. Ce succès est toutefois nuancé par des problèmes croissants d'usurpation et d'abus de prix, qui menacent de fragiliser la crédibilité du produit auprès des consommateurs. L'enquête réalisée dans le cadre de mon stage de Master en 2019 dans ce secteur a permis d'interroger les éleveurs sur leur perception des dommages causés par ces pratiques abusives. Tant les éleveurs que les producteurs de fromage se sont dits conscients de l'exploitation abusive de leur produit, mais, jusqu'à présent, aucune mesure significative n'a été entreprise pour protéger ce produit réputé. L'absence d'organisations locales dédiées à la promotion et à la protection de ce fromage ouvre la porte à d'autres régions qui profitent de sa notoriété, risquant ainsi de nuire à son immense potentiel. Actuellement, le fromage de Gjirokastër est commercialisé principalement à l'échelle nationale, en se concentrant surtout sur le même district et quelques grandes villes du centre de l'Albanie, notamment la capitale. Cependant, la diminution du nombre de troupeaux locaux fait que l'offre locale ne peut plus répondre à la demande nationale croissante pour ce produit.

[86] https://www.instat.gov.al/en/themes/agriculture-and-fishery/livestock/#tab2

Encadré 7 : L'histoire du fromage de Gjirokastër.

Les premières traces de la production de fromage à Gjirokastër remontent à 1912, au moment de l'établissement du nouvel État souverain. À l'époque, Gjirokastër, appelée « *Gjinokastra* », fut la première préfecture en Albanie à se lancer dans la production de fromage destiné à l'exportation vers des destinations telles que l'Amérique et l'Égypte. Les informations dont nous disposons, pour l'époque, proviennent principalement des journaux de la période. Ainsi, le journal « *Demokratia* » du 20 octobre 1928 a consacré un article détaillé à la société « *Delja* » (brebis), l'un des plus grands producteurs et exportateurs de fromage de Gjirokastër. Sept ans plus tard, en 1935, le même journal faisait état des défis auxquels cette société était confrontée, notamment le besoin de financement gouvernemental en raison d'un manque de capital. Des articles de journaux de cette période fournissent des chiffres sur le nombre de moutons dans le district, qui s'élevait à 70 284 têtes. Cependant, l'article le plus intéressant a été publié dans le journal « Vatra » le 9 février 1935, qui présentait des données comparatives entre Gjirokastër et d'autres pays des Balkans. Dans cet article, on peut lire : « *Pour chaque kilomètre carré, il y a 60-75 moutons et pour 1 000 habitants, il y a 2 300 moutons à Gjirokastër, tandis qu'en Bulgarie, il y a 1 800 moutons, en Grèce 1 164, en Roumanie 813 et en Yougoslavie 629* ». L'article mentionne également l'exportation de produits fromagers. Par exemple, en 1929, 1 400 tonnes de fromage ont été exportées, mais ce chiffre est tombé à 523 tonnes en 1933 en raison du manque de soutien financier du gouvernement. Le journal « *Besa* », dans un article daté du 8 mars 1935, a mis en lumière l'exportation de fromage vers l'Amérique et a également évoqué les défis liés à la conservation du fromage, notamment le fait qu'il n'existait pas de réfrigérateurs pour le stocker. Les producteurs de Gjirokastër étaient contraints de le stocker dans des réfrigérateurs situés à Corfou, Patras et Le Pirée en Grèce, ce qui augmentait les coûts et pouvait nuire à la qualité en raison du long voyage.

Source : *Données recueillies à la Bibliothèque de Gjirokastër (Muco, 2021) (Photo des journaux en annexe) et en faisant référence à la thèse de* (Avdulaj, 2017).

Synthèse

- Gjirokastër présente une ruralité contrastée, influencée par des facteurs socio-économiques variés.

- La diversité d'accès aux terres agricoles marque la ruralité de la région.

- La ruralité se manifeste de manière différenciée dans des zones géographiques distinctes au sein du district, caractérisées par des aspects topographiques et démographiques divers.

- Les zones rurales abondent en ressources forestières et pastorales, offrant un potentiel économique considérable pour les communautés rurales si elles sont exploitées de manière efficace.

- La tradition fromagère joue un rôle central dans la définition de l'identité de la zone, faisant du fromage le symbole caractéristique de Gjirokastër.

- Le positionnement transfrontalier et l'émigration ont un impact significatif sur la ruralité, influençant non seulement les modes de vie, mais aussi la dynamique des savoir-faire locaux et l'organisation villageoise.

2.2. Une ruralité enclavée et endogène à Pukë

À Pukë, la même terminologie est utilisée pour distinguer les zones rurales des zones urbaines. Les villes sont des territoires classés comme zones urbaines, tandis que les villages sont classés comme zones rurales. L'entrée par le village est utilisée comme approche pour analyser la ruralité à Pukë. Ses villages sont situés dans une région montagneuse accidentée, généralement à une altitude de plus de 800 mètres au-dessus du niveau de la mer. Pukë compte un total de 76 villages et 2 villes, regroupés au sein de 2 municipalités et 8 unités administratives (2.2.). 82% de la population totale, dont 6 957 familles, du district de Pukë vit dans les zones rurales (villages) (Municipalité de Pukë et de Fushe-Arrez, 2021). Les villages de Pukë, à la différence des ceux que nous avons vus à Gjirokastër, sont dispersés (*Photographie 8* p.171), ce qui entrave l'organisation et la vie sociale de la population. En revanche, cette forme d'organisation crée des relations plus fortes et plus solidaires à Pukë. Les villages sont, également, éloignés des centres urbains (villes), ce qui complique parfois la vie des villageois pour accéder aux services de base, tels que les services hospitaliers, les établissements scolaires ou les institutions publiques. Le district de Pukë est l'un des plus pauvres et des plus isolés du pays. Le territoire montagneux représente peu d'opportunités pour sa population, qui vit en majorité dans des zones rurales. Ainsi, 70% des ruraux vivent avec des revenus forestières à cause du manque de

diversité des activités dans les zones rurales (AgroPuka, 2016). Ces dernières sont confrontées à des infrastructures très limitées, la plupart n'ayant pas accès à des routes automobiles (*Photographie 7* p.170) et certaines devenant inaccessibles en hiver en raison des précipitations et de la neige. Sur les 76 villages, 10 n'ont pas accès à des routes automobiles (*Ibid.*). D'autres services, comme les écoles secondaires, ne sont pas disponibles dans tous les villages. En général, il y a une école secondaire dans chaque unité administrative. Par conséquent, certains villages se trouvent à une distance considérable de leur unité administrative respective, ce qui rend difficile la participation des élèves aux cours. Cela explique les taux d'analphabétisme plus élevés à Pukë.

Pukë, tout comme Gjirokastër, fait face à des taux élevés de migrations, principalement en provenance des zones rurales, ce qui a entraîné une diminution significative de la population de ces zones, la réduisant de moitié par rapport à 1990. Selon les données fournies par AgroPuka, la population, qui comptait environ 60 000 habitants au début des années 90, est désormais tombée à 28 000. La diaspora représente un marché stable pour les produits locaux et constitue une source de revenus cruciale pour la population rurale restée sur place. Comme nous l'observons dans le district, une grande partie de la production agricole et animale, qui reste de l'autoconsommation, est désormais achetée par des membres émigrés de la famille. Cette approche de la commercialisation des produits agricoles est liée à plusieurs facteurs, notamment les relations familiales fortes qui sont ancrées dans le nord de l'Albanie grâce aux droits coutumiers du « *Kanun* » (une forme de code de droit coutumier), l'importance de la « *Besa* » (la parole d'honneur) dans le nord, la faible infrastructure pour la commercialisation en direct sur les marchés, les petites quantités de production qui rendent difficile l'accès aux marchés, *etc.* Cela crée ce que l'on pourrait qualifier une « ruralité sans frontières », où même les habitants qui ne sont pas physiquement présents sur le territoire continuent de consommer et de soutenir les produits locaux. D'un point de vue territorial, cette relation renforce l'identité et l'appartenance au monde rural d'origine. Les liens entre la diaspora et la population restée sur place sont essentiels pour la préservation de la culture, des traditions et de la solidarité communautaire (Mannur, 2007).

2.2.1. Une homogénéité rurale au sein du district accentuée par des facteurs sociaux et économiques

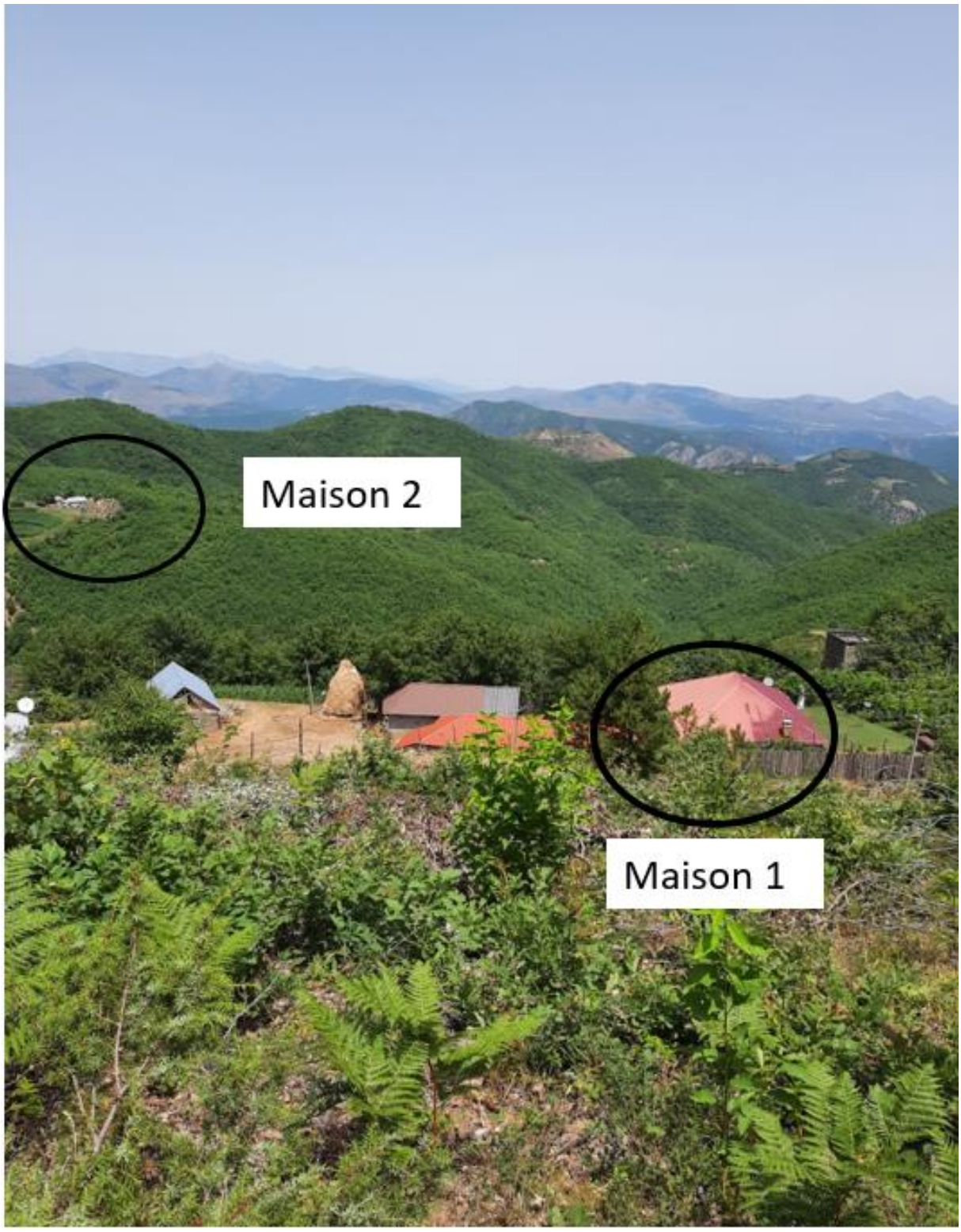
À Pukë, l'accès à la terre est encore plus restreint qu'à Gjirokastër, avec des terres agricoles qui ne représentent que 3% de la surface totale du district (AgroPuka, 2016). Cette situation de

faible disponibilité des terres place les villages dans des situations plus ou moins homogènes. De toute façon, même à Pukë, certains villages bénéficient d'une plus grande superficie de terres, tandis que d'autres en ont très peu. Cela se traduit par des villages plus favorables que d'autres. En revanche, la terre ne représente pas un facteur de conflits à Pukë. L'une des principales différences réside dans la manière dont les terres ont été distribuées après l'effondrement du système communiste. Contrairement à d'autres régions, notamment au nord de l'Albanie et à Pukë, la loi 7501 sur la distribution des terres n'a pas été appliquée. À Pukë, les anciens propriétaires ont récupéré leurs terres. Cependant, la problématique des titres de propriété reste la même, ce qui signifie que, même à Pukë, les anciens propriétaires n'ont pas reçu de titres de propriété en raison du manque de documentation justificative pour prouver leurs droits. Cette situation entrave la capacité des villageois à transformer ou à vendre leur propriété, un problème qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Des règles coutumières solides ont également eu un impact sur l'absence de conflits fonciers dans la région, où les gens considèrent la terre comme sacrée.

Sur le plan religieux, les villages de Pukë sont majoritairement catholiques (80 %), avec une minorité de musulmans (20 %) (AgroPuka, 2016). Contrairement à certaines divisions religieuses observées à Gjirokastër, les habitants de Pukë expliquent que la religion n'est pas un facteur majeur de division ou de conflit dans leur région. Au contraire, ils soulignent que pendant le Ramadan, les catholiques attendent à l'extérieur de la mosquée que leurs proches musulmans aient fini de prier, afin de pouvoir partager un repas ensemble. Cette coexistence pacifique, accompagnée par l'isolement et des conditions en précarité des villages, reflète la tolérance et la solidarité religieuses qui prévalent à Pukë. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les différences religieuses que nous avons observées sont souvent liées à la situation géographique des habitants. Contrairement de Gjirokastër, les musulmans à Pukë sont principalement concentrés dans les villages proches de la ville ou dans les villages de plaine (*fshatra fushore*). Cette répartition a des racines historiques qui remontent à l'époque de l'Empire ottoman. Jadis, les habitants convertis à l'islam pouvaient bénéficier de certains avantages de l'Empire, notamment une meilleure situation géographique, un meilleur accès à la terre et d'autres privilèges. En plaisantant, Sabah[87] nous explique qu'à Pukë, il est courant de rencontrer des habitants portant un prénom musulman et un nom catholique.

[87] Sabah est le directeur de l'association AgroPuka et nous lui accordons une grande reconnaissance pour sa contribution à la réalisation de l'étude à Pukë. AgroPuka a été une source importante d'informations et de contacts.

Photographie 7 : Exemple d'Infrastructure dans le village de Qelez (droite) et Blerim (gauche). À gauche, infrastructure accessible pour véhicule à 4 roues. À droite, le point de départ où la photo a été prise montre le point maximum accessible avec un véhicule à 4 roues. Le reste n'est accessible qu'à pied ou en véhicule à deux roues. Pour accéder aux maisons, nous nous sommes arrêtés à ce point et avons continué notre trajet à pied. Ce côté représente le « quartier du bas » du village de Qelez et représente le trajet qei doit faire chaque habitant pour accéder au centre du village. Source : E. Muco 2021



Photographie 8 : Représentation photographique des habitations dispersées dans le village de Blerim. Source : E. Muco 2021

Comme souligné dans le chapitre précédent, en raison du relief montagneux, l'agriculture est peu présente à Pukë. Même les quelques surfaces cultivées couvrent principalement les besoins de la famille. En revanche, les villages de Pukë représentent une grande opportunité touristique,

souvent liée à leur culture riche et leurs traditions transmises de génération en génération. L'artisanat, la tradition populaire, l'histoire et les coutumes anciennes y perdurent, ce qui attire les touristes en quête de découvertes authentiques au cœur de ces villages. La région montagneuse, combinée à la tradition culinaire locale, constitue une source importante pour le tourisme montagnard, bien que cette potentialité soit encore peu exploitée. En outre, les forêts et leurs sous-produits représentent un grand potentiel pour les zones rurales de Pukë, et pour l'économie rurale, c'est pourquoi, dans le cadre de cette thèse, nous leur accordons une grande importance. L'isolement et l'éloignement du centre font que, depuis plusieurs années, les habitants de Pukë ont pris en charge le développement du territoire à travers des actions organisées pour activer les ressources forestières. Pukë est le district où la société civile est la plus active par rapport à la superficie et au nombre d'habitants. Les données de AgroPuka citent 20 associations actives dans la zone, dont la majorité sont des associations caritatives ou sociales. Dans le développement rural, il existe 5 associations parmi lesquelles AgroPuka est la plus grande.

2.2.2. Une vie rurale façonnée par les ressources forestières

Les zones rurales de Pukë se trouvent dans une situation où les terres agricoles sont une ressource limitée, mais elles ont réussi à s'approprier les ressources forestières pour répondre à leurs besoins de base. Cette région détient la plus grande étendue forestière du pays, et les produits forestiers, en particulier le bois, jouent un rôle significatif dans l'économie rurale. Le bois y est la principale source de chauffage, les pâturages soutiennent l'élevage extensif basé sur la transhumance, et les produits dérivés forestiers représentent une part importante de l'économie rurale. Près de 80 % du territoire de Pukë est occupé par des forêts, ce qui fait de la zone un véritable trésor (AgroPuka, 2016).

L'utilisation collective des forêts - une forme de préservation de la tradition

Les forêts de Pukë ont une histoire riche en traditions et en transitions. Avant l'ère communiste, les forêts étaient exploitées sous deux formes : soit comme propriété privée appelée « *Hamalla* », soit comme propriété communautaire conformément au droit coutumier, connu sous le nom de « *e drejta Kanunore* » dénommée « *Mira* » (AgroPuka, 2016). Chaque lignage

« *Fis* », avait sa propre forêt « *Hamalla*[88] » (*Ibid.*). Une partie des forêts, éloignées de « *Hamalla* », n'appartenait à personne en particulier « *Mira* », de sorte que les communautés ont décidé de l'exploiter collectivement. Avec l'avènement du communisme, les forêts sont devenues propriété de l'État, contrôlées et exploitées par l'État. Après la chute du régime communiste, elles sont demeurées propriété de l'État, mais les communautés rurales vivant dans les limites administratives du village avaient le droit de les exploiter. Ces communautés ont préservé le droit coutumier et ont commencé à exploiter ces ressources conformément à ces traditions, même si les forêts sont officiellement la propriété publique de l'État. Sur le plan local, cette forme d'exploitation est reconnue *de facto*, mais cette fois-ci, le « *Fis* » est responsable des dommages qui pourraient survenir dans les forêts. L'exploitation communautaire des forêts à Pukë constitue un point fondamental dans la thèse, et nous discuterons plus en détails de cet aspect dans le chapitre 6.

Une énorme source de revenus pour le secteur public

Les forêts de Pukë représentent, également, une importante source de revenus publics, ce qui rend leur gestion cruciale pour les autorités locales et nationales. De plus, la population des zones rurales utilise le bois comme source de chauffage et de cuisson. Par conséquent, le paiement pour l'approvisionnement en bois constitue une ressource financière significative pour les budgets publics. Les municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez, par l'intermédiaire d'entreprises forestières sous contrat, fournissent du bois aux résidents. Grâce à un plan annuel et à une évaluation des besoins de l'ensemble de la communauté, la municipalité facilite la distribution de bois. Chaque individu paie le montant fixé par la municipalité pour recevoir son approvisionnement.

L'utilisation illégale - une menace réelle pour la forêt

Cependant, l'exploitation forestière illégale et la balance négative entre le boisement et le déboisement sont des éléments préoccupants pour les deux municipalités. La déforestation illégale, suivie de l'incendie pour cacher les traces, est un phénomène qui se produit régulièrement dans le district. Lors de la réalisation des questionnaires sur le terrain, les

[88] Désigne la surface forestière située au-dessus de la maison, en tenant compte des villages dispersés de Pukë (chapitre 6).

habitants ont exprimé leur inquiétude face à la situation et aux coupes massives qui se multiplient et sollicitent désespérément le fonctionnement de l'Inspection forestière.

2.2.3. L'importance socio-économique des produits non ligneux

Les ressources forestières non ligneuses (PFNL) présentent des avantages considérables pour des millions de ménages, à la fois en termes de subsistance et de revenus (Ticktin, 2004). À Pukë, bien que cette activité soit complémentaire en raison de sa nature saisonnière, elle représente une grande importance pour les revenus ruraux. La zone présente des caractéristiques particulières en termes de position géographique et d'histoire, ce qui en fait une zone très prometteuse pour le secteur. Parmi les produits forestiers non ligneux les plus importants dans la zone, on peut citer les plantes à parfum aromatiques et médicinales, les fruits rouges et les champignons. Dans les familles rurales, les revenus provenant de la cueillette et la transformation de produits PFNL dépasser 60% du revenu global (D. Imami et al., 2015). Ces sous-produits constituent des ressources alimentaires et entrent dans la composition de produits de la vie courante tels que les médicaments ou la cosmétique. De plus, ces ressources sont considérées comme des conservateurs de l'environnement. L'importance de ces produits est encore plus remarquable dans les pays en développement. En Albanie, les plantes aromatiques et médicinales représentent une partie importante de la flore, là où les chercheurs ont identifié près de 300 plantes, dont près de la moitié sont considérées comme endémiques (D. Imami et al., 2015).

Des ressources communes malgré les changements politiques

Les produits PFNL, en tant que ressources communes, sont réglementés par des structures institutionnelles, mais aussi par des pratiques et des règles communes qui évoluent dans le temps et en fonction des territoires en question (Bernard-Mongin et al., 2021). En Albanie, ce secteur de grande importance a su sauvegarder sa nature collective face aux grands changements politiques du pays. Pendant la dictature communiste, le système était totalement organisé et structuré par l'État (par le biais de coopératives et de fermes d'État). La population locale (adultes et enfants) s'est organisée en coopératives d'État pour collecter les PPAM (plantes aromatiques et médicinales). Les coopératives vendaient la production non transformée à la « *ndërmarrje shtetërore* » (entreprise d'État). Les coopératives étaient responsables non seulement de l'organisation de la cueillette, mais aussi de la préservation de ces ressources. Les récoltants locaux étaient supervisés par les responsables des coopératives afin de veiller à ce

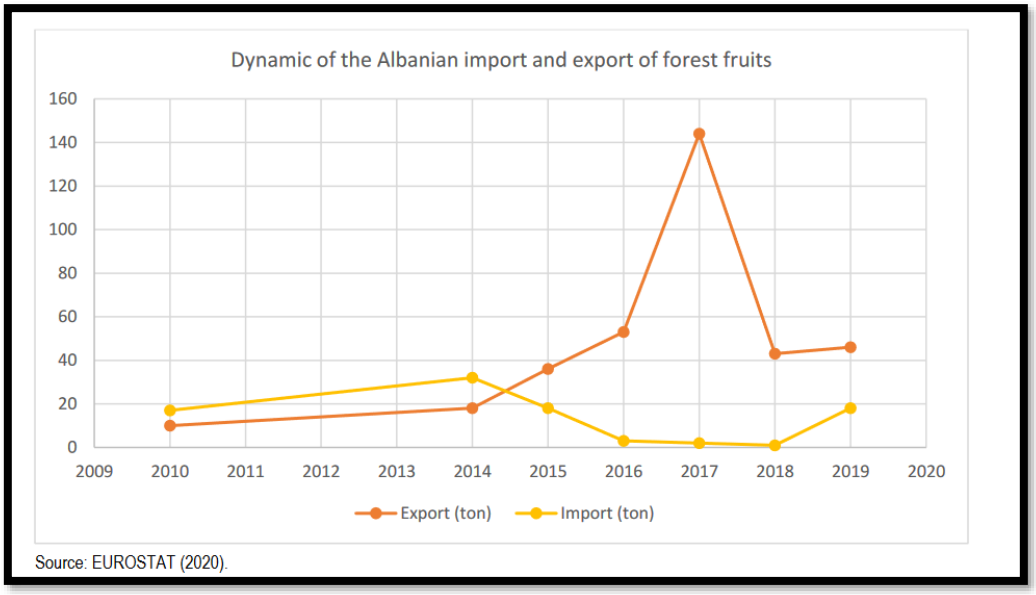
que les plantes ne soient pas endommagées. Selon des chiffres non officiels, il y avait environ six coopératives à Pukë. Après l'effondrement du régime, ce secteur a été principalement dominé par le commerce et les marchés.

Mais propriété de l'État depuis sa création

Bien que ce secteur ait dû faire face à des changements politiques drastiques, les forêts restent une propriété publique et sont réglementées par un cadre juridique. Actuellement, selon la loi n° 438 08/06/2016, l'utilisation des forêts pour la collecte de produits non ligneux à des fins de commercialisation économique se fait selon un projet d'utilisation qui doit être approuvé par le ministère de l'Environnement. Selon cette loi, les acteurs institutionnels locaux (les municipalités en charge) doivent développer un plan de projet pour l'utilisation des forêts et l'exploitation des produits dérivés. Après approbation, les institutions locales (la municipalité), par le biais de contrats payants, autorisent les acteurs locaux à exploiter les forêts en respectant les conditions d'utilisation et de protection des forêts. En pratique, dans les zones rurales de Pukë, cette réglementation administrative est loin d'être une réalité. Les communautés exploitent ces ressources selon des règles informelles héritées.

Un secteur à fort potentiel d'exportation

Les ressources forestières non ligneuses représentent de grandes possibilités pour les zones montagneuses en raison des produits orientés vers l'exportation. Cela assure une meilleure valorisation de ces produits, ce qui explique la grande importance que le secteur a pris ces derniers temps. Selon les statistiques nationales, on estime que les produits forestiers secondaires (plantes médicinales et aromatiques, baies et champignons) génèrent des revenus de plus de 16 millions d'euros par an et emploient environ 100 000 personnes, en particulier dans les zones rurales (AgroPuka, 2016). La production est essentiellement dédiée à l'exportation, dont presque 95% de la production totale est exporté, surtout vers l'Allemagne et les États-Unis, et l'exportation génère près de 14,7 millions d'euros (*Ibid.*), représentant le premier secteur d'exportation du pays (Ministria e Ekonomise, 2017). Presque les 2/3 de cette production viennent de la région de Shkodra dont Pukë fait partie (AgroPuka, 2016; Gecaj et al., 2018; D. Imami et al., 2015).



Graphique 1 : Évolution de la balance nette d'exportations (Export/Import) des produits non ligneux (Source : EUROSTAT 2020, modifié par GIZ Albania, 2021)

Outre leur valeur économique, environnementale et sociale, les PFNL, dans des pays comme l'Albanie, ont une valeur importante pour la médecine populaire. Les remèdes à base de plantes sont très connus et largement utilisés non seulement dans les zones rurales, mais aussi dans les zones urbaines. Les PFNL sont également considérés comme des potentiels très importants pour la promotion des zones rurales (Živojinović et al., 2017).

Menaces perceptibles

La préoccupation principale des habitants ruraux de Pukë concernant les produits non ligneux réside dans la vente de produits non labellisés et non transformés sur les marchés internationaux. Cette méthode de commercialisation rapporte moins d'argent que si les produits étaient transformés. En plus, cette façonne de commercialisation fait perdre à la production son origine. Les produits sont vendus en vrac à de grands distributeurs du pays voisin, qui se chargent de la transformation et apposent leur propre label d'origine. Même si la demande de produits non ligneux est relativement élevée, les produits de Pukë sont encore à l'état sauvage, ce qui nécessite qu'ils préservent leur origine pour conserver leur part de marché en tant que produits de qualité. En outre, l'existence d'un marché gris[89] dans le secteur a pour conséquence l'enrichissement des grands collecteurs et la baisse des fonds publics qui peuvent être investis dans la maintenance de ces ressources et dans le développement d'un marché bien réglementé.

[89] La commercialisation ne se fait pas par le biais de canaux formels ou d'institutions publiques pour protéger l'origine.

Synthèse

- Pukë se caractérise par une ruralité enclavée et endogène, marquée par l'isolement et l'homogénéité des facteurs socio-économiques.

- Les zones rurales de Pukë regorgent de ressources forestières et pastorales, offrant un potentiel économique important pour la communauté rurale.

- La ruralité est façonnée par un savoir-faire historique dans la cueillette et la transformation de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), préservant son caractère enclavé malgré les changements de régimes.

- La transformation des produits PFNL à Pukë contribue à créer une identité alimentaire distinctive, reflétant ainsi l'identité spécifique de la région.

2.3. Que peut-on retenir de la ruralité à Gjirokastër et Pukë ?

En examinant les défis auxquels sont confrontées les zones rurales dans les territoires d'études, il devient évident que la question du développement local des zones rurales dans ce pays est d'une importance cruciale. Dans cette section, nous examinerons, à travers un regard croisé, comment la ruralité se présente dans les zones d'étude en analysant plusieurs éléments des typologies abordées dans la première partie de ce chapitre. Ce contraste des ruralités revêt une importance particulière, car il représente également le point de départ de l'intérêt porté à ces deux zones d'étude. La ruralité observée dans les deux zones, même si elle est hétérogène en termes de dynamiques socio-économiques, d'ouverture et d'organisation, s'articule dans les deux zones autour d'un capital naturel abondant et des savoir-faire riches, que nous soulignons comme ressources clés pour un développement territorial neo-endogne spécifique.

En revanche, des exemples réels démontrent la complexité et la diversité des problèmes auxquels sont confrontées ces zones notamment en termes de faible accessibilité aux services, point commun dans les deux districts et qui empêche leur développement territorial, malgré les potentiels. De même, les défis liés à l'infrastructure, tels que des routes en mauvais état, entravent le développement économique et l'amélioration des conditions de vie. Un autre exemple réside dans le défi de la modernisation de l'agriculture. Les agriculteurs des zones rurales ont du mal à accéder à des équipements et à des pratiques agricoles innovantes en raison de contraintes financières. Un autre élément crucial qui ressort des zones d'étude est l'exode rural qui a touché les deux districts, suscitant des inquiétudes quant à l'avenir de ces zones. L'exode rural a eu des conséquences significatives sur la démographie et l'économie des zones

rurales, avec de nombreuses personnes quittant leurs villages en quête de meilleures opportunités en ville ou à l'étranger.

Contrairement, l'hétérogénéité existant entre ces deux zones va nous aider à expliquer, en partie, les résultats différents observés dans chacune d'elles, notamment en ce qui concerne les formes d'organisation des acteurs. Pukë, étant un district enclavé, abrite une population relativement homogène, plus fermée aux nouveaux arrivants en raison de sa position géographique isolée par des montagnes, ce qui en fait une zone plus endogène. La relative fermeture de Pukë par rapport à Gjirokastër a favorisé la préservation d'un capital humain et celle d'une production plus endogène, particulièrement dans le secteur des produits non ligneux forestiers (PNLF) dont l'exportation est influencée par leur caractère naturellement sauvage. Cette homogénéité sociale et économique dans le district de Pukë est fortement influencée par l'enclavement et le faible taux de migration (nouvelles arrivées) par rapport à Gjirokastër, ce qui rend la structure démographique de Pukë plus stable. En revanche, Gjirokastër, district frontalier plus ouvert, marqué par des liens nationaux et extranationaux plus forts, se caractérise par une attractivité territoriale plus nette et présente une recomposition ethnique plus prononcée. Cette recomposition démographique est influencée par l'ouverture de ce district en comparaison de Pukë. La population est composée des « *labs musulmans* », descendus des régions montagneuses de l'ouest, des bergers valaques arrivés au début de l'ère communiste et bloqués dans la zone par le système en place. Suite à l'effondrement du système, ils ont obtenu les mêmes droits d'accès à la terre que les Albanais, ce qui leur a permis de s'installer dans la zone. Les *Lunxhiots* orthodoxes, proclamés comme autochtones dans la région, occupent des positions plus favorables, notamment dans la vallée de Drino, et bénéficient d'un meilleur accès à la terre. Enfin, les *Vorio-Epiriotes* (communauté grecque) sont arrivés du nord de la Grèce en tant qu'agriculteurs et bergers après l'indépendance du pays et se sont installés dans la partie sud du district, plus précisément dans la municipalité de Dropull. Ces nouvelles communautés, arrivées dans les districts, en 1991 (*cf*. l'année de la réforme agraire) ont obtenu des droits d'accès à la terre équivalents à ceux de la population proclamée endogène, ce qui est devenu une source de conflit. Selon De Rapper et Sintès (2006), la réforme agraire de 1991 a contribué largement à approfondir les inégalités sociales et économiques dans le district. D'après ces mêmes auteurs, la redistribution de l'accès à la terre fait surgir un antagonisme qui est alors lié à des considérations concernant l'appartenance nationale et religieuse des individus et des villages. Cette recomposition démographique et la dynamique précoce de l'émigration font de Gjirokastër un district rural dynamique, en termes de diversité sociale et économique (nous

avons déjà vu que la population orthodoxe est plus favorisée et donc dans une position économique plus favorable), et, de diversité géographique, la population étant répartie entre trois zones très diverses (la vallée du Drino, la chaîne de montagnes « Mali i Gjere » et la zone transfrontalière).

3. Conclusion troisième chapitre

Le terme de « ruralité » est polysémique et sa signification varie considérablement d'une zone à l'autre. Il est difficile de généraliser cette notion, car les zones rurales sont très diverses et ne peuvent pas être définies par une seule variable. Plusieurs peuvent être utilisées pour définir les zones rurales, et ces définitions peuvent varier d'un pays à l'autre. La conception de la ruralité peut également être influencée par une conception personnelle selon l'objectif de la recherche et les dynamiques spécifiques des zones étudiées. Dans notre étude, nous avons choisi d'aborder la ruralité en nous concentrant sur deux territoires d'étude, lesquels, bien que présentant des aspects socioculturels divers et des histoires de développement distinctes, partagent certaines caractéristiques communes. Ces caractéristiques communes incluent des problématiques liées à l'accès à la terre, aux services limités et à l'exode rural. En revanche, il y a une insuffisance dans la littérature albanaise concernant les infrastructures et les services dans les zones rurales qui ne sont pas directement liées à l'agriculture.

Conclusion première partie

En conclusion, l'un des problèmes majeurs dans les zones rurales de l'Albanie depuis de nombreuses années est la fragmentation des terres et leur petite superficie. Au cours de la dernière décennie, la superficie moyenne de ces terres est passée d'environ 1 hectare à 1,20 hectare, ce qui reste insuffisant pour appliquer les modèles productivistes typiques des pays occidentaux. Cependant, notre objectif n'est pas de proposer ces modèles pour l'Albanie, mais plutôt de démontrer qu'il est possible de favoriser le développement, même dans des zones « moins favorables », en mettant en œuvre des modèles agricoles durables adaptés aux conditions du pays. Dans ce contexte, nous proposons des modèles qui identifient et valorisent les ressources, en tenant compte du fait que ces ressources, dans le cas de l'Albanie, sont encore largement inexploitées et, encore peu influencées par la révolution industrielle. Il est essentiel de reconnaître ce potentiel inexploité de ces ressources pour un développement territorial basé sur la spécificité. Les caractéristiques potentielles des zones rurales en Albanie que nous avons identifiées à travers l'étude de deux districts sont analysées à l'aide d'une approche par les capitaux. Les éléments exposés dans le premier chapitre mettent en lumière les phases de transition qu'a connues la ruralité en Albanie. Le pays est passé d'un régime monarchique caractérisé par de grands propriétaires terriens, à une phase de collectivisation et de planification vertical. Puis, est survenue une décollectivisation tout aussi radicale pour les zones rurales. Le manque de modèle d'auto-organisation et de capacités humaines pour le mettre en œuvre ont entraîné un exode massif. Ces éléments observés nous amènent à réfléchir et à interroger le capital social dans ces zones.

Le deuxième chapitre se concentre sur l'organisation administrative du territoire, démontrant que, même durant la période *post*-communiste, les zones rurales se sont retrouvées avec un pouvoir administratif limité. Elles étaient rattachées aux communes englobant plusieurs villages et récemment aux municipalités, qui représente une échelle encore plus large. En outre, les changements dans la structure territoriale et le remodelage fréquent des unités territoriales ont contribué à affaiblir le développement local. Très peu d'actions de l'État, à cause de changements fréquents dans la gouvernance locale, et encore moins d'actions locales, ont été entreprises dans les zones rurales. Par ailleurs, ce chapitre met en évidence la présence du capital naturel dans les deux districts, et offre pour ces zones des potentiels d'un développement territorial ascendant et spécifique. Ce capital naturel, associé à un savoir-faire (KH) local plus traditionnel et endogène à Pukë qu'à Gjirokastër, met en relief l'importance de ces ressources

(chapitre 3). Il souligne également comment ces capitaux (naturel + humain), mobilisés par le capital social, peuvent se transformer en ressources territoriales. Cette articulation des capitaux (naturel, humain et social) dans un contexte rural enclavé et endogène à Pukë, et plus ouvert et plus contrasté à Gjirokastër, fait partie des éléments qui nous ont amenée à réfléchir à un cadre conceptuel défini par le capital territorial, qui sera abordé dans le chapitre suivant.

Synthèse pour la suite

La qualification des zones rurales dans les deux territoires d'études, l'introduction des ressources naturelles (KN), l'utilisation communautaire de ces ressources et les questions qui en découlent, ainsi que leur cadre légal (gouvernance) tout en présentant les produits et en soulignant leur importance dans chaque zone, nous permettent de mieux comprendre les stratégies de mobilisation mises en place par les acteurs locaux dans chaque territoire. Cela facilite la compréhension du cadre théorique qui sous-tend notre réflexion et, par conséquent, l'interprétation des résultats de terrain.

Par ailleurs, en qualifiant la ruralité en Albanie à travers le cas de Pukë, district relativement enclavé, et Gjirokastër, plus ouverte qui représente une ruralité singulière, non seulement met en évidence l'originalité et l'importance de ces territoires comme des atouts forts dans le contexte du processus d'intégration de l'Albanie en Europe, mais également enrichit cette thèse en fournissant une analyse détaillée de la ruralité afin d'explorer la notion du KT à travers le système d'acteurs (gouvernance territoriale), les ressources naturelles (capital naturel), et les ressources humaines (capital humain) à travers un système de connaissance et de savoir-faire particulier, dans un contexte unique marqué par des zones rurales contrastées présentant à la fois des similitudes et des paradoxes. En outre, cette originalité de Pukë et de Gjirokastër nous pousse à aller plus loin dans la compréhension de la ruralité albanaise, en nous orientant vers l'exploration d'un développement territorial spécifiquement albanais.

Deuxième Partie : Une méthodologie basée sur le Capital Territorial

Pour la majeure partie de l'histoire, l'homme a dû combattre la nature pour survivre ; dans ce siècle, il commence à comprendre que, pour survivre il doit la protéger

Jacques-Yves COUSTEAU (1910-1997)

Introduction deuxième partie

La deuxième partie de la thèse est dédiée à l'élaboration d'un cadre méthodologique qui s'appuie sur la notion de capital territorial. Ce capital représente l'ensemble de toutes les ressources et actifs présents dans un territoire donné. Ce concept nous permet d'identifier, d'articuler et de mettre en évidence les éléments essentiels dans le contexte des territoires d'étude. Dans notre cas, les capitaux prédominants identifiés sont le capital naturel, représenté par les abondantes ressources forestières présentes dans les deux zones d'étude. Ces ressources naturelles sont étroitement liées à des savoir-faire (capital humain) spécifiques qui ont évolué au fil du temps dans chaque territoire. Cette interaction entre les ressources et les compétences locales a conduit à des utilisations variées et différenciées (PFNL à Pukë et fromage à Gjirokastër) de ces ressources naturelles au sein de chaque territoire. Un aspect fondamental du capital territorial réside dans la manière dont les individus s'organisent en réseaux de coopération (capital social). Ces réseaux définissent l'état de valorisation et d'utilisation des ressources. La gestion de ces dernières exige une coordination efficace entre les acteurs du territoire pour les exploiter et garantir un accès durable à ces ressources. Ainsi, cette deuxième partie de notre travail se penche sur la méthodologie que nous avons développée pour étudier ces dynamiques de capital territorial dans nos zones d'étude. Nous explorerons en détail les outils, les cadres conceptuels et les approches méthodologiques que nous avons utilisés pour saisir ces réalités complexes. Enfin, notre objectif est d'apporter un nouvel éclairage sur la manière dont le capital territorial peut être appréhendé dans les zones rurales en Albanie et comment il influe sur le développement territorial et l'organisation des territoires ruraux que nous avons étudiés. Cette partie se structure en deux chapitres. Le premier est axé sur la notion de capital territorial en tant qu'approche du développement territorial, explorant les différentes voies pour appréhender ce concept, à la fois en tant que concept géographique et comme outil de politique publique. Nous mettons également en exergue l'importance du capital social, qui sera examiné en détail dans la seconde section de ce chapitre. Ensuite, le deuxième chapitre présente les démarches méthodologiques que nous avons entreprises pour mener à bien notre travail. Nous débutons par le choix des territoires d'étude, l'identification des acteurs clés et les tentatives pour établir une typologie des acteurs économiques. Nous exposons également notre choix de la méthode de recherche basée sur les capitaux multiples. Enfin, nous détaillons les outils et les approches utilisés pour traiter les données collectées lors des deux phases de terrain.

Chapitre 4 : Le capital territorial, dispositif conceptuel et méthodologique pour appréhender la ruralité dans les deux terrains

Après avoir examiné la notion de ruralité, nous nous concentrons spécifiquement sur le cas de l'Albanie, où cette conception représente un fort potentiel pour un développement rural spécifique basé sur la valorisation des ressources naturelles dont ces zones sont dotées. Ces territoires ruraux sont des espaces co-construits par les acteurs qui interagissent, créent, partagent et dont les efforts peuvent se combiner dans la manière d'utiliser les capitaux (Gobert & Brullot, 2017). Dans cette pensée, nous avons modélisé le territoire comme un ensemble de capitaux inclus dans la notion de capital territorial.

Le capital territorial (KT) constitue la deuxième notion intégrée comme forme d'articulation des ressources naturelles (à savoir forestières et pastorales) avec les stratégies locales d'utilisation ou de transformation de la ressource. L'approche par le KT permet d'adresser deux dimensions du développement des territoires (Lacquement & Chevalier, 2016) qui sont au cœur de cette étude : la capacité des sociétés à s'organiser en réseaux de coopération (ce qui est l'un des moteurs du capital social) et à co-construire des ressources localisées et à les gérer dans une perspective de développement territorial. En effet, lors de la réalisation de mon mémoire de Master en 2019 dans le district de Gjirokastër, nous avons pu observer l'importance des réseaux de coopération. La faiblesse du capital social (KS), au vu des résultats, fait que l'abondant capital naturel (KN), qui représente un grand potentiel de développement territorial, ne peut pas être exploité correctement. Le faible niveau de KS, accompagné d'une gouvernance institutionnelle peu efficace dans la gestion des ressources pastorales, entrave le potentiel de ces ressources. Cela nous a poussé à aller plus loin en analysant ces deux capitaux importants pour le développement territorial dans une approche participative de gestion des ressources forestières et pastorales. De plus, la valorisation de ces ressources naturelles abondantes en produits alimentaires est fortement liée au savoir-faire et compétences locales inclus dans la notion de capital humain (KH). La notion de KT est abordée dans cette thèse comme une façon d'articuler la gestion des ressources forestières et pastorales intégrée dans la notion de capital naturel (KN), la valorisation en produits alimentaires (KH) et la mobilisation des acteurs du territoire, autour de ces ressources, intégrée dans la notion de capital social (KS). Le capital territorial, considéré comme l'ensemble des capitaux et des ressources localisés, est la notion qui nous permet de relier ces capitaux souvent traités à part dans la littérature scientifique.

1. La mobilisation du capital territorial : approche théorique et applicabilité

Le capital territorial est un concept récent, utilisé largement par la Commission Européenne dans les politiques de développement régional. Cette notion n'est pas statique, mais dynamique. Cela correspond à une description analytique de la façon de mener des actions dans un domaine. Même si ce concept est largement utilisé de nos jours, il n'existe pas de définition exacte à ce sujet. Le capital territorial a été, d'abord, introduit par l'Observatoire Européen LEADER en 1999, puis popularisé par l'OCDE en 2001. Selon l'OE LEADER, le capital territorial représente l'ensemble des éléments matériels et immatériels disponibles sur un territoire donné et qui peuvent constituer à la fois des avantages et des contraintes (Observatoire Européen LEADER, 1999). Cette définition de l'OE oriente la perspective du KT vers la recherche des spécificités territoriales que possède le territoire, en vue de mettre en œuvre des stratégies de développement local. Ces stratégies positionnent le KT dans deux axes d'analyse : d'une part, le territoire est analysé en fonction de son évolution temporelle passée, présente et future ; d'autre part, le territoire est examiné comme une intersection entre les éléments internes (acteurs locaux, institutions locales, réseaux locaux) et les éléments externes du territoire (échanges marchands, institutions et réseaux extérieurs) (Lacquement & Chevalier, 2016; Touré, 2021).

Le concept de KT a été, ensuite, utilisé par l'OCDE pour faire référence aux stocks d'actifs qui forment la base du développement endogène dans chaque ville et région, ainsi qu'aux institutions, aux modes de prise de décision et aux compétences professionnelles qui permettent d'utiliser au mieux ces actifs (B. I. Tóth, 2017). L'OCDE indique que « *chaque région dispose d'un capital territorial spécifique qui se distingue de celui des autres zones et génère un rendement plus élevé pour certains types d'investissements que pour d'autres, car ceux-ci sont mieux adaptés à la zone et utilisent plus efficacement ses atouts et son potentiel* » (B. I. Tóth, 2017 p. 6). Pour réussir, les régions et les territoires doivent exploiter le potentiel de tous ces facteurs (Fratesi & Perucca, 2014). Selon l'approche de l'OE LEADER, la disponibilité de ces éléments impacte l'attractivité territoriale, en se concentrant sur les éléments constitutifs du capital territorial (*Tableau 7*). En revanche, la définition fournie par l'OCDE rassemble les éléments territoriaux en fonction de leur caractère géographique, économique et social, sans toutefois préciser concrètement l'échelle de sa mise en œuvre, ni d'actions à entamer pour les mobiliser comme le montre le *Tableau 7*.

Tableau 7 : Les éléments du capital territorial selon l'OE LEADER et OCDE

Composantes du capital territorial selon l'observatoire européen LEADER (1999)	Facteurs déterminants du capital territorial selon l'OCDE (2001)
1. Ressources physiques, 2. Ressources humaines, 3. Culture et identité, 4. Institutions et gouvernance, 5. Savoir-faire et compétences, 6. Activités et entreprises, 7. Marchés et relations externes, 8. Image et perception	1. Situation géographique 2. Climat et conditions naturelles 3. Dotation en facteurs de production 4. Économies d'agglomération, incubateurs d'entreprises, district industriels, réseaux d'entreprises 5. Traditions, représentations, règles informelles, « Interdépendances non marchandes », solidarité, assistance mutuelle, capital social 6. Combinaison d'institutions, de règles, de pratiques, de producteurs, de chercheurs et de décideurs

Source : Conçus par (B. I. Tóth, 2017) et repris en français par (Touré, 2021)

Ensuite, la notion de KT a été prise en compte par les chercheurs du développement territorial (Camagni, 2009; Capello et al., 2011; Gumuchian & Pecqueur, 2007; Lacquement & Chevalier, 2016; B. I. Tóth, 2017; Ventura et al., 2008), qui avaient des difficultés à explorer cette notion décrite par l'OE et OCDE, et l'ont conceptualisée de façon scientifique par « le bas ». En effet, la notion de KT introduite par la Commission Européenne (CE) se référait à la manière de concevoir le développement territorial dans les années 90 en se focalisant sur « *l'output* » et le maintien du niveau de production (I. B. Tóth, 2011). En d'autres termes, le développement territorial était abordé d'un point de vue global appuyé sur la demande. Cependant, à partir des années 2000, en Europe, on a observé des changements importants, notamment une diminution des éléments tangibles, liée à la crise et à l'élargissement de la zone économique. Cela a apporté de nouveaux paradigmes pour envisager le développement territorial du point de vue de l'offre. Dans cette approche, les ressources intangibles jouent un rôle très important et l'accent est mis sur le développement endogène basé sur les ressources locales du territoire. Même si cette notion a pris une grande importance après l'élargissement de l'UE vers les pays de l'Est,

l'application du KT y est peu explorée. Par ailleurs, étant donné que la notion de KT est nouvelle dans le cas de l'Albanie, ce qui nous empêche de nous appuyer sur une base pratique explorée, nous avons parcouru différentes approches du KT dans le domaine scientifique afin de mieux comprendre cette notion, et de faire notre choix. Des définitions telles que « **un ensemble de ressources et d'actifs localisés** » (Camagni, 2009), « **un stock de ressources propres** » (Ventura et al. (2008), cité par Kouptoudji, 2022), « **des éléments de la structure locale** » (Martinoia et Pompili (2015) cité par Touré, 2021), soulignent l'importance des ressources locales, leur attachement territorial et leur mobilisation par les acteurs locaux dans le processus de développement (Toth (2015) cité par Touré, 2021). Toth (2017 p. 8 [traduction libre]) définit le KT comme « *l'ensemble des ressources locales (endogènes), dont l'étendue, la composition et l'efficacité varient d'une unité territoriale à l'autre. Le terme reflète également un portefeuille de ressources territoriales qui devraient être activement utilisées pour améliorer la valeur ajoutée des unités économiques et renforcer la compétitivité territoriale. Le capital territorial dépend des caractéristiques et des modèles de l'économie et de la société d'un territoire, ainsi que de la qualité de l'environnement naturel et bâti. En outre, chaque territoire doit trouver sa propre recette (stratégie) pour extraire et utiliser son capital territorial* ». Dans cette perspective de Toth, l'accent est mis sur les ressources localisées qui renforcent la compétitivité territoriale. En effet, Toth s'appuie fortement sur la définition de Roberto Camagni. Pour Camagni (2009), le capital territorial est défini comme le système d'actifs territoriaux de nature économique, culturelle, sociale et environnementale qui assure le potentiel de développement endogène d'un territoire par un approche de la compétitivité. En outre, Camagni présente une taxonomie des composantes du KT en se référant à deux dimensions : la rivalité et la matérialité de ces composantes (*Figure 15*). La taxonomie de Camagni, au lieu de simplement identifier les éléments du KT, les regroupe de manière hiérarchique en ensembles de trois à trois carrés, formant ainsi des catégories qui permettent de classer l'ensemble des sources de KT (I. B. Tóth, 2011). Selon cette taxonomie, dans l'axe vertical, les ressources sont classées en fonction de la compétitivité de leur utilisation et, dans l'axe horizontal, les éléments du KT sont classés en fonction de leur matérialité (Camagni, 2009). L'axe vertical donne des informations sur les utilisateurs de la ressource, en distinguant les biens privés (utilisation individuelle), les biens publics (disponibles pour la communauté) et les biens de club et/ou impurs utilisés par un groupe spécifique d'utilisateurs (*Figure 16* p.189). Une distinction importante concernant l'utilisation des ressources est le caractère exclusif ou non des utilisateurs ou d'un groupe d'utilisateurs (Hernández-Blanco & Costanza, 2018).

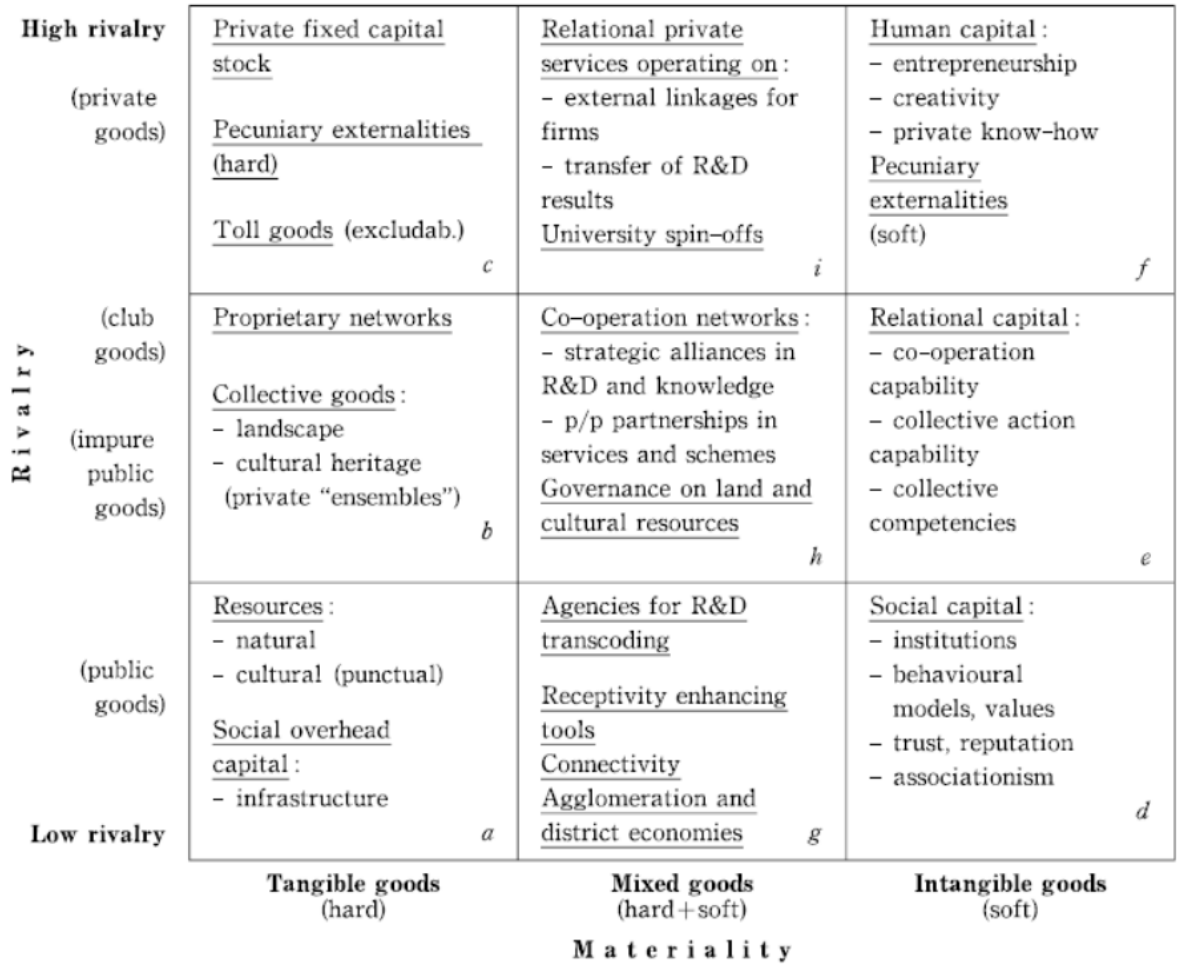


Figure 15 : La taxonomie théorique des composants du Capital territorial proposée par (Camagni, 2009 p. 25)

Cette division est importante pour la gouvernance des ressources en fonction de la nature, de l'exclusivité et de la rivalité. Ceci nous permet d'identifier la nature de la ressource afin de juger ensuite la gouvernance des ressources forestières et pastorales, étant donné que ces caractéristiques les distinguent dans leur mode d'utilisation et d'accès (chapitre 6). Le mode d'utilisation et la gouvernance définissent l'utilisation durable ou non durable des ressources et leur état pour les générations futures (Hernández-Blanco & Costanza, 2018).

- Une ressource exclusive est une ressource dont le propriétaire a le pouvoir d'empêcher d'autres personnes d'en faire usage, tandis qu'une ressource non exclusive est accessible à tous.
- Une ressource rivale est une ressource dont la consommation par une personne réduit la quantité ou la qualité disponible pour les autres, alors qu'une ressource non rivale peut

être utilisée par plusieurs personnes simultanément sans que cela affecte sa disponibilité.

L'introduction de cette typologie de biens émerge de la nécessité de classifier les ressources sur lesquelles nous travaillons. Cette classification revêt une importance capitale car elle définit leur gouvernance. De toute façon, cette typologie est souvent remise en question en raison de sa conception statique, les critères ne s'adaptent pas toujours parfaitement ou de nouvelles caractéristiques peuvent émerger (P. Lavigne Delville et al., 2022). Cela nous pousse à aller plus loin et à explorer les régimes de droit et d'accès relatifs à ces ressources (chapitre 6).

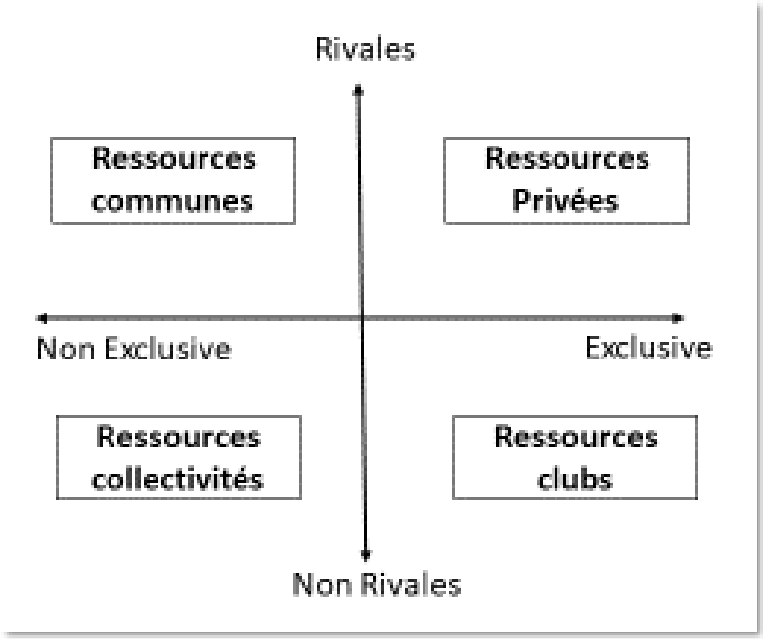


Figure 16 : Cadre théorique de la nature des biens selon la nature d'exclusion et de la rivalité. Source : modifié par E. Muco (2022)

Ensuite, l'axe de matérialité montre la nature physique des biens en distinguant les biens tangibles (présence physique), les biens intangibles et un groupe de biens mixtes contenant à la fois des éléments tangibles et intangibles. Les composantes tangibles du capital territorial (biens privés et publics traditionnels) forment le socle de l'attractivité globale, produisent des externalités qui rehaussent la rentabilité des activités locales et peuvent être vues comme des ressources qui procurent des avantages en cas de nécessité (B. I. Tóth, 2017). Les éléments immatériels du capital territorial favorisent l'apprentissage et l'acquisition d'expertise, stimulent la diffusion des connaissances, réduisent les coûts de transaction et permettent d'entreprendre plus facilement des actions collectives (*Ibid.*). Les éléments mixtes du capital territorial

permettent une efficacité à long terme dans l'exploitation économique des ressources locales, tout en renforçant le transfert technologique et la diffusion des connaissances (*Ibid.*). L'accent mis sur les éléments mixtes repose sur les nouvelles formes de gouvernance territoriale qui s'appuient sur la coopération et les réseaux de relations développés entre divers acteurs. Au-delà des quatre catégories extrêmes, à savoir la rivalité forte et faible, les biens matériels et immatériels, également connus sous le nom de « carré traditionnel » (*Figure 17*), se trouvent cinq catégories intermédiaires qui englobent une combinaison innovante d'éléments matériels et immatériels, également appelée « croix innovante » (*Figure 17*) (Camagni, 2009). Cela implique la capacité à transformer les ressources traditionnelles et les biens potentiels en des actions et interactions efficaces entre les acteurs économiques. Ainsi, la « croix innovante » reflète la capacité des communautés locales à transformer la proximité géographique et organisationnelle (*cf.* chapitre 8, 2) en réseaux de coopération et d'action, ainsi qu'à exploiter les éléments immatériels du territoire pour créer et valoriser des ressources spécifiques (Lacquement & Chevalier, 2016).

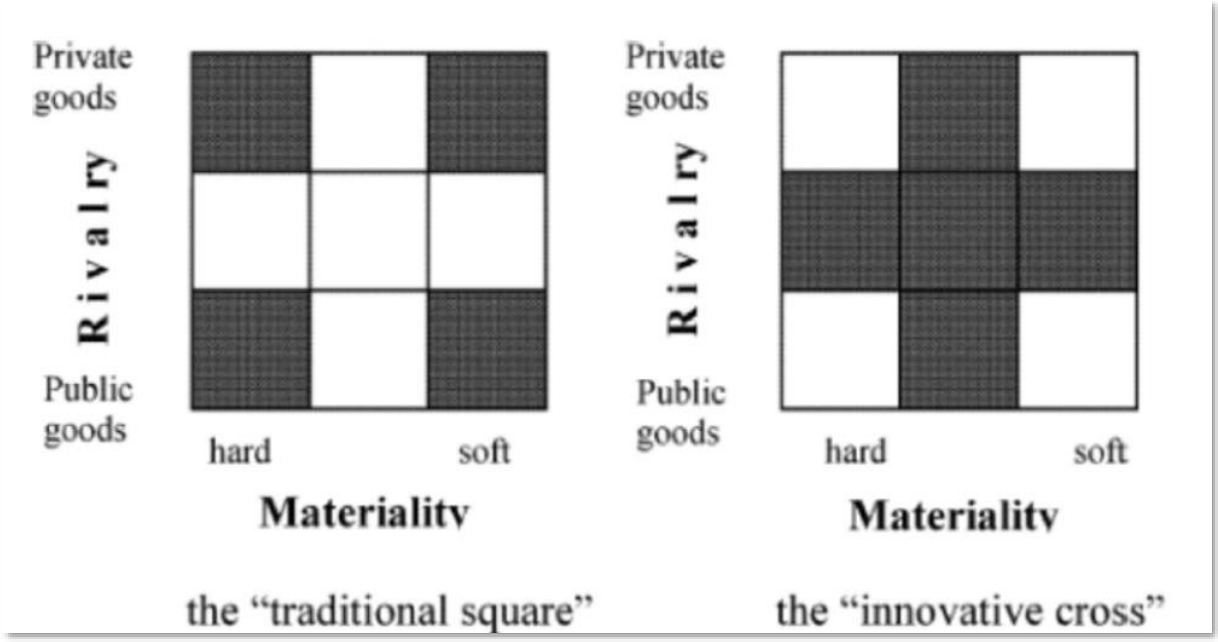


Figure 17 : Représentation de la matrice traditionnelle et innovante du KT. Source (Camagni, 2009 p. 23)

Même pour Gumuchian et Pecqueur (2007), le capital territorial est un concept qui explore la capacité des communautés locales à élaborer des plans de développement local (ou encore des stratégies) et à créer ou faire émerger de nouvelles ressources territoriales qui peuvent être valorisées. Cette approche considère que le territoire détient des opportunités de développement qui peuvent être transformées en actifs commerciaux ou en sources de valeur économique grâce

à une intervention sociale visant à les identifier, les mobiliser et les transformer. Nous nous rapprochons de cette approche du KT. Bien que l'approche de Camagni serve de fondement au concept de capital territorial, et il est important de la reconnaître et d'en explorer les aspects en profondeur. Notre limite avec la théorie de Camagni découle de la manière de concevoir les territoires et l'échelle de cette approche. En effet, l'approche de Camagni, ancrée dans le domaine de l'économie régionale, met l'accent sur la compétitivité et le développement économique des régions, mais ne fournit pas de vision claire de son application à une échelle plus restreinte et précise comme celle des territoires ruraux. Notre approche n'est pas basée sur la compétitivité des territoires, mais sur la capacité des territoires à transformer les ressources génériques en ressources spécifiques territoriales qui font la différence entre les territoires. De plus, notre approche du capital territorial concerne des territoires plus restreints tels que les territoires ruraux dont une analyse uniquement quantitative, telle que celle que nous avons vue dans l'approche Camagnienne sur la mesure de KT dans les régions européennes NUTS2, est plus limitée. Néanmoins, dans la matrice de Camagni, nous retenons, pour l'intérêt du sujet, trois éléments essentiels qui sont : les ressources à développer ou à mobiliser, le capital social - les réseaux mobilisés par les acteurs autour de ces ressources et, la capacité de ces acteurs à mettre en place un réseau de gouvernance de ces ressources. Même pour Lacquement & Chevalier (2016), le concept de capital territorial englobe ces trois dimensions qui sont essentielles pour le développement socio-économique d'un territoire. Celles-ci englobent les ressources matérielles et immatérielles du territoire, le capital social développé entre les individus impliqués dans les initiatives de développement, ainsi que la gouvernance territoriale. Selon ces auteurs, ces trois éléments sont fondamentaux pour évaluer le potentiel de développement d'un territoire. Ainsi, ces chercheurs soulignent, tout d'abord, la volonté des sociétés de mener des actions organisées et, ensuite, le fait que ces actions doivent être mobilisées vers les atouts du territoire pour des intérêts communs.

Ces approches théoriques de cette notion mettent en évidence la variété de sa conceptualisation et de sa mobilisation. L'observation montre que, même si les chercheurs ne sont pas unanimes sur la définition du concept, un élément fondamental à retenir est l'importance des ressources locales spécifiques et des actions organisées pour valoriser ces ressources, ce qui souligne l'intérêt d'utiliser le KT dans la thèse. La participation active des communautés locales est, aujourd'hui, considérée comme l'un des principaux facteurs de développement territorial, tout en contribuant à la création de liens et de la confiance entre les membres des groupes sociaux. Dans la suite de cette thèse, nous accordons une importance particulière à la coordination des

acteurs dans une approche de développement territorial basée sur la spécificité des territoires ruraux.

1.1. Le capital territorial en milieu rural comme objet d'étude

Depuis 1980, la notion de capital a connu d'importants changements, passant d'un concept économique à un concept socio-économique (B. I. Tóth, 2017). Pour Ekins et al. (2008), le capital est un concept économique sous la forme de stocks qui fournissent un ensemble de biens et de services dans le but d'améliorer le bien-être humain. Selon cette interprétation, « *le capital est utilisé pour désigner les biens manufacturés qui produisent eux-mêmes ou facilitent la production d'autres biens et services* » (Ekins et al., 2008 p. 65). Néanmoins, ces auteurs expliquent que le flux de biens et de services provient de sources autres que les produits manufacturés, soulignant l'importance des éléments intangibles. C'est par le biais de ces éléments que nous entrons dans la notion du KT. Le concept de KT est introduit dans différents domaines et il existe des points de vue différents sur l'importance de cette notion, de sorte que sa définition nécessite une conceptualisation (B. I. Tóth, 2017). En explorons la littérature concernant ce concept, la majorité des recherches empiriques existantes sont principalement axées sur le KT et la croissance régionale, le développement urbain, la cohésion régionale, *etc.* Très peu d'études empiriques ont été menées dans le domaine du développement rural. Mais, le capital territorial peut très bien se décliner à des échelles spatiales plus fines comme celle des zones rurales comme c'est le cas dans cette thèse. En effet, la notion de KT est majoritairement considérée comme un outil de la géographie régionale et très peu utilisée dans les espaces ruraux. Cette complexité tient à l'hétérogénéité des ressources disponibles et à la diversité dans l'utilisation de ces ressources dans les zones rurales (Ventura et al., 2008). Une simple observation des ressources forestières (KN) dans nos deux zones d'études et l'utilisation diverse de ces ressources (bois de chauffage, extrait des plantes et des fruits, pâturage, tourisme, *etc.*) expliquent la complexité des éléments du KT dans le milieu rural. Sans compter que chaque utilisation requiert diverses façons de gérer ces ressources. Paradoxalement, ce sont cette hétérogénéité et la diversité d'utilisation qui définissent l'identité des territoires ruraux et qui font appel à l'émergence des modèles de développement territorial dans un contexte rural. Selon la littérature de (Lacquement & Chevalier, 2016 p. 500), dans un contexte rural, l'approche par les capitaux est plus complexe pour définir les éléments constitutifs de ces territoires tels que :

- *Les ressources physiques et leur gestion ;*

- *La culture et l'identité du territoire ;*
- *Les ressources humaines ;*
- *Les savoir-faire implicites/explicites et les compétences ;*
- *La gouvernance du territoire (les institutions et administrations locales, les règles du jeu politiques, les acteurs collectifs) et les ressources financières ;*
- *Les activités et les entreprises ;*
- *L'image et la perception du territoire ;*
- *Les marchés et les relations externes.*

Il existe encore moins de recherches pour démontrer l'importance de cette interaction entre les ressources disponibles dans un territoire rural et la coordination des acteurs (institutionnels et non institutionnels) du territoire sur ces ressources. Cela nous renvoie aux travaux de Pecqueur et Gumuchian (2007), qui considèrent les territoires ruraux comme des espaces riches en ressources, lesquelles se transforment en capitaux lorsqu'elles sont mobilisées par les acteurs (KS). Cette coordination des acteurs est globalement incluse dans deux notions que nous explorons : capital social et gouvernance. Ensuite de notre analyse, nous avons tenté de donner notre contribution dans le concept. En faisant référence à nos deux terrains, le capital territorial dans un contexte rural représente pour nous la capacité de ces territoires (et celle des acteurs) à identifier les ressources matériels (KN) et immatériels (KH) dont il est doté et à se mobiliser (KS) localement pour l'activation de ces ressources. La notion de KT dans notre cas sera analysée à travers le cycle des produits agricoles spécifiques, relié à des ressources forestières et pastorales qui nécessite une forme de gouvernance, des savoir-faire locaux, et des réseaux de coordination entre des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux (*Figure 18*). Nous mettons donc l'accent sur les éléments immatériels du territoire qui permettent de valoriser les éléments matériels. Ainsi, nous soulignons l'importance du KS dans le processus de développement rural à travers des analyses approfondies dans les deux territoires. Même si nous accordons une grande importance au KS, les autres éléments du KT tels que le KN, le KH, et la gouvernance seront pris en compte de manière complémentaire. Par conséquent, nous considérons le KT comme une interaction d'ensembles d'éléments naturels, humains et sociaux sur un territoire précis, à une échelle locale (rurale). Ces éléments, s'ils sont utilisés de manière appropriée, peuvent participer au développement territorial neo-endogene.

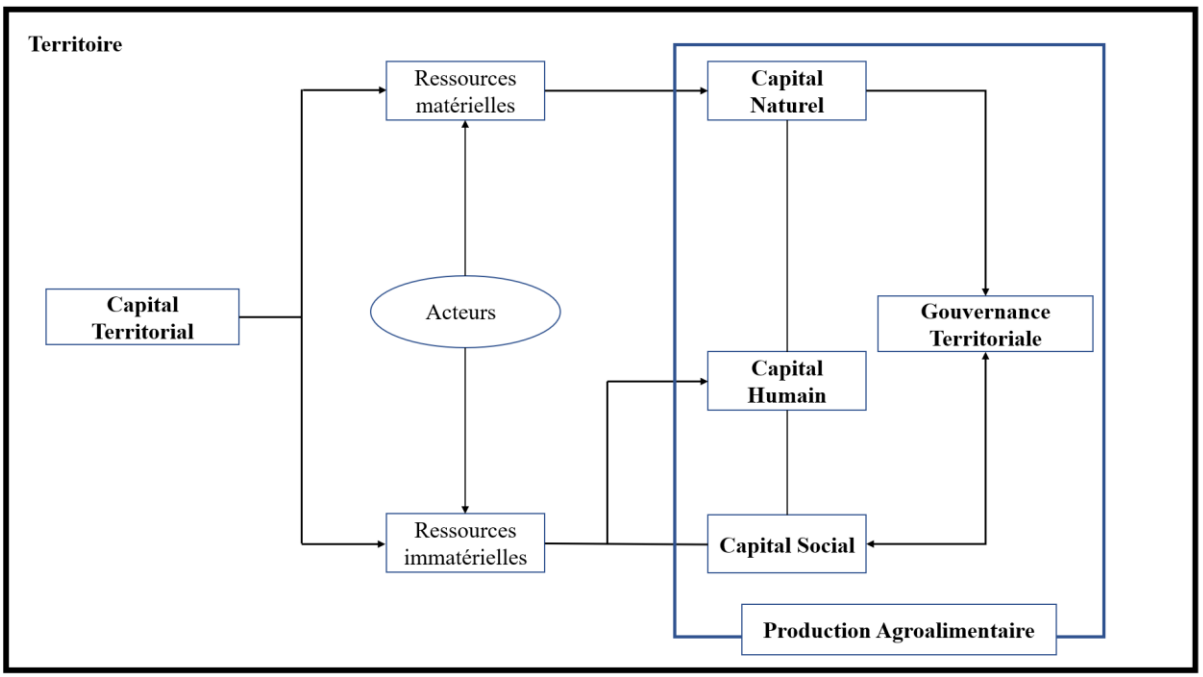


Figure 18 : Cadre conceptuel de la recherche. Source : E. Muco, 2020

Cette approche par des capitaux (Garrabé & Feschet, 2013) désigne l'accès à des ressources mobilisables matérielles et immatérielles, qui permettent d'accroître la liberté de choix (Sen, 1981 cité par Requier-Desjardins et al., 2021) individuelle et collective, susceptible de définir des stratégies de développement dans un territoire donné. Le cadre conceptuel du KT, à travers ses éléments constitutifs, nous permet, d'apporter une contribution méthodologique en gardant à l'esprit les deux grandes branches de celle-ci : les ressources et les acteurs. En effet, les recherches qui tentent de mesurer le capital territorial se concentrent surtout dans des méthodes quantitatives (B. I. Tóth, 2017) et les données sont, en général, fournies par des organismes statistiques nationaux (Kouptoudji, 2022). Les premières études empiriques utilisant des méthodes hybrides (qualitatives et quantitatives) ont été menées par des chercheurs italiens (Perucca 2014 ; Tortora et al. 2014 ; Martinoia & Pompili 2015 ; Barzotto et al. 2016 dans B. I. Tóth, 2017). On constate que les études empiriques visant à explorer le capital territorial sont récentes. De plus, en explorant la littérature sur cette notion, nous remarquons qu'il existe peu d'exemples empiriques dans le domaine.

Capital naturel

Dans cette sous-partie, il s'agit de définir théoriquement le capital naturel et de montrer un intérêt pour les ressources naturelles et la construction de la ressource territoriale à travers elle. Le KN est considéré comme un ensemble de ressources de la nature directement ou

indirectement liées au bien-être humain, telles que l'eau, le bois, l'énergie et les minéraux, mais aussi des éléments non monétaires tels que la biodiversité et les écosystèmes (Ekins et al., 2008). Pour Gagnon et al. (2008), le capital naturel représente les bénéfices que l'Homme tire des écosystèmes. Constanza et al (1997) associe le KN à la notion de ressources naturelles. Berke et Folke (1994) distinguent, en outre, les éléments du capital naturel en : ressources renouvelables[90], ressources non renouvelables[91] et services fournis par l'écosystème[92] (Gagnon et al., 2008). Ensuite, quelle que soit la nature du KN et sa présence sur un territoire donné, ce capital ne peut créer de la richesse s'il n'est pas associé à d'autres capitaux pour l'activer et lui donner une valeur mesurable. Selon Costanza et al. (1997, 2014; 2012), le KN n'est pas automatiquement traduit en valeur pour le territoire et pour les locaux dans son état physique. Le mode de gouvernance et de coordinations, la propriété foncière, l'utilisation et sa finalité (transformation) peuvent, entre autres, faire la différence entre une communauté dont le développement est fragilisé ou une communauté maîtrisant les facteurs de développement (Gagnon et al., 2008). Pour nous, la manière dont les habitants utilisent et valorisent les ressources tangibles est plus importante que la ressource elle-même. Cette affirmation s'explique par le fait que, d'une part, nous nous référons à une approche constructiviste où les initiatives locales sont à la base de notre hypothèse dans le cas d'un pays *post*-communiste, et, d'autre part, parce que nous travaillons au sein de deux territoires dont les ressources naturelles sont encore peu exploitées et peu impactées par le développement technologique et les modèles productivistes. En fait, nous nous référons à des territoires qui disposent d'abondantes ressources forestières naturelles et qui souffrent d'un déclin de la population. Cela est plus évident dans le cas de Pukë ou seulement 30%[93] des ressources non ligneuses sont exploités.

En outre, dans le cas de ressources forestières à Pukë et à Gjirokastër, leur caractéristique au vu des deux territoires est leur utilisation dans différents secteurs. Cette utilisation est liée à un savoir-faire local spécifique qui, combiné à la dotation en ressources, en fait une ressource commune territorialisée. Pour alimenter notre analyse, nous revenons à la littérature de

[90] « Les ressources renouvelables réfèrent aux ressources qui possèdent la capacité de se régénérer naturellement comme par exemple les poissons, les arbres et l'eau potable » (Gagnon et al., 2008).

[91] « Les ressources non-renouvelables sont celles qui, une fois extraites, ne peuvent se régénérer comme le pétrole et les minerais » (Gagnon et al., 2008).

[92] « En complément de ces *ressources*, les services pouvant être retirés des écosystèmes constituent également des éléments associés au capital naturel » (Ibid.).

[93] Obtenu suite aux enquêtes réalisées auprès du président de AgroPuka

Pecqueur en ce qui concerne les ressources territoriales. La ressource est, aujourd'hui, au cœur du développement territorial, principalement dans des zones rurales. Elle représente le moyen dont disposent les habitants pour créer de la richesse sur leur territoire. Cette définition met en évidence la capacité de transformation, de valorisation et d'activation de la ressource. Néanmoins, la présence de la ressource ne suffit pas à assurer le développement territorial. Ainsi, une ressource qui n'est pas activée n'existe pas. Cette définition met également en évidence la relation entre les hommes et les ressources et la nature de la ressource. Colletis et Pecqueur (2005) font la différence entre les ressources génériques et les ressources spécifiques. Selon ces deux auteurs, la ressource spécifique, contrairement à la ressource générique pour laquelle le « génie du lieu » n'a pas d'impact, permet la différenciation territoriale. Cette distinction de la nature de la ressource met en jeu l'approche par la proximité et la capacité de construire des ressources territoriales par les ressources naturelles. D'après Colletis et Pecqueur (2005 p. 55-56) « *Les ressources spécifiques n'existent qu'à l'état virtuel et ne peuvent être transférées d'aucune manière. Ces ressources naissent des processus interactifs et sont ensuite générées dans leur configuration. Elles sont l'expression du processus cognitif qui s'engage lorsque des acteurs dotés de compétences différentes produisent de nouvelles connaissances en les mettant en commun. Lorsque des connaissances et des savoir-faire hétérogènes sont combinés, de nouvelles connaissances sont produites qui peuvent, à leur tour, participer à de nouvelles configurations* ». Selon les mêmes auteurs, les ressources génériques ne permettent pas de différenciation territoriale, car elles existent partout et peuvent être facilement transférées. Une ressource générique est transformable et sa valeur d'échange est mesurée par son prix. L'exemple classique pour expliquer les ressources ou les actifs génériques sont les facteurs de production : la main-d'œuvre, le capital, la matière première et l'information. Ils sont dans leur état générique quand ils sont non utilisés et sont totalement dans le marché, c'est-à-dire que pour les acquérir il existe un prix de marché (*Ibid.*). Cette distinction est très importante dans le cadre de cette recherche, car nous avons, depuis le début, mis l'accent sur les ressources potentielles pour différencier nos deux territoires du reste du pays et les produits qui sont générés par ces ressources sont fortement liés au « génie du milieu ». Cette distinction est également très importante, car la nature de la ressource influence la forme de coordination adoptée par les acteurs. Selon Colletis-Wahl et al. (2008 p. 154), « *l'utilisation d'un facteur générique n'exerce de l'influence que sur la coordination, alors que l'utilisation d'un facteur spécifique provoque des modifications, notamment à travers des formes d'apprentissage se traduisant par la constitution de routines et d'irréversibilités* ».

Capital humain

Le capital humain (KH) est défini comme un ensemble de compétences et de qualifications. Les compétences sont définies comme l'ensemble des aptitudes qu'un individu possède (Goldin, 2016) pour autant que les qualifications soient liées à des compétences techniques acquises par l'individu. Selon l'OCDE, le stock de KH a un impact sur la performance économique et le bien-être humain (OCDE, 2001). L'OCDE définit le KH comme « *les connaissances, aptitudes, compétences et attributs incarnés par les individus qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique* » (*Ibid.* [traduit]). Pour Ekins et al. (2008), l'essence du capital humain est l'apprentissage. Celui-ci peut prendre différentes formes : au sein de la famille, par la formation, l'expérience, la vie, *etc.*, et il est souvent influencé par la culture de l'individu et de son environnement et favorisé par le capital social (*Ibid.*). Selon Putnam (2001) dans Ekins et al., 2008), il existe une corrélation entre l'apprentissage et les éléments du KS tels que : l'engagement de la communauté dans la vie sociale, la participation civique, le lien social et l'établissement de la confiance (Ekins et al., 2008). En effet, comme le soulignent Bouche & Moity-Maïzi (2008, p. 2 [traduit]), le KH, *en tant que forme immatérielle de capital, représente un composant distinct de toutes les ressources matérielles humaines. Plus que les composants physiques ou biologiques, elle résulte d'interactions dynamiques entre l'individu et le groupe, le local et le global, l'intentionnel et l'imposé, l'être et l'expérience, dans un contexte constamment changeant*. Dans le cadre de notre étude, nous nous concentrons sur ces diverses formes de capital humain et sur la manière dont il est transmis. De plus, nous mettons l'accent sur l'origine des compétences, qu'elles soient héritées, acquises, ou une combinaison des deux, et sur leur évolution au sein d'un territoire donné. Nous utilisons, également, le terme de « capital humain traditionnel » pour décrire ces compétences transmises de génération en génération, tout en reconnaissant également des éléments innovants dans les deux territoires. Pour nous, le KH joue un double rôle, à savoir la valorisation du KN et la mobilisation du KS. Dans les deux zones, le capital naturel (KN) est intrinsèquement lié à des compétences spécifiques, ce qui se traduit par des valorisations différentes du KN à Pukë et à Gjirokastër. Nous pensons que cette utilisation est liée aux savoir-faire traditionnels de chaque zone, puisque l'élevage est tout aussi présent à Pukë, mais dédié à l'autoconsommation, et que les plantes aromatiques et médicinales (PPAM) sont tout aussi abondantes à Gjirokastër, mais peu exploitées. La situation nous fait penser que le capital humain (KH) joue un rôle central dans la manière dont ces territoires valorisent le capital naturel.

Capital social

Dans le chapitre 2, nous avons retenu le concept de territoire comme une construction sociale basée sur la capacité des acteurs à maîtriser et à activer les ressources potentielles de leur milieu. En vivant dans un milieu commun, les individus engagent des interactions mutuelles et établissent des liens entre eux. Ces interactions sont particulièrement fortes, lorsque les gens vivent à la campagne, en raison de la plus grande interdépendance entre les acteurs. En effet, les zones rurales disposent de moins de services de première nécessité que les zones urbaines et nécessitent donc plus d'interactions entre les populations. Disons que les territoires produisent du développement local en fonction de la manière dont ils s'organisent (Angeon & Callois, 2005), ainsi, la façon dont les individus exploitent les relations et s'adressent des questions communes fait la distinction entre les communautés. Des éléments tels que l'identité locale, les interconnexions développées entre les individus, les traditions de coopération et de confiance, ont un impact et peuvent faciliter ou empêcher le développement des actions organisées. Ces réseaux de relations développés entre les acteurs sont liés, entre autres, au concept de capital social (développé dans la section 2 de ce chapitre). La notion de capital social est le troisième concept inclus dans la thèse en tant qu'outil qui peut différencier les stratégies de développement territorial dans les deux sites étudiés.

Gouvernance territoriale des ressources forestières

Le terme « gouvernance » a été rendu populaire dans les années 1990 par des économistes et politologues anglo-saxons et par certaines institutions internationales (ONU; Banque mondiale et FMI) (Agrawal, 2003)), sous le terme anglais de « *governance* » pour désigner « l'art ou la manière de gouverner ». Au départ, cette notion était plutôt utilisée dans un environnement urbain, cependant elle est très adaptée à la conduite d'analyse à une échelle locale (Carrier & Côté, 2000) et convient aussi très bien à l'environnement rural. La gouvernance décrit une manière de gouverner, de gérer les affaires publiques, fondée sur la participation de la société civile à toutes les échelles territoriales (nationale, mais aussi locale, régionale et internationale) et sur la coordination des acteurs du territoire (Nahrath, 2000). Dans le processus de développement des territoires ruraux, la gouvernance est définie comme « *un processus dynamique de coordination (hiérarchie, conflits, concertation) entre des acteurs publics et privés aux identités multiples et aux ressources (au sens très large : pouvoirs, relations, savoirs, statuts, capitaux financiers) asymétriques autour d'enjeux territorialisés* » (Rey-Valette et al., 2011 p. 20). Il est important, dans ce cas, de ne pas confondre la notion de gouvernance, qui

renvoie aux stratégies des acteurs du territoire (institutionnel et non-institutionnel), avec la notion de gouvernement, qui s'intéresse davantage aux institutions. Lacquement et Chevalier (2016 p. 494), dans leurs travaux sur le capital territorial, parlent de trois formes de gouvernance : la gouvernance sectorielle - *décrit un mode d'organisation des acteurs liés à un produit particulier* ; intersectorielle - *caractérise la coordination d'acteurs investis dans différents secteurs économiques, et qui collaborent entre eux pour proposer une offre de site* ; et territoriale - *désigne un mode de coordination des acteurs centré sur la réalisation d'un projet territorial et combinant donc un objectif, une action et une dynamique de mobilisation*. Nous nous intéressons par ailleurs à la gouvernance territoriale des ressources naturelles communes dans les zones rurales. En fait, cette perspective de la gouvernance territoriale intègre également la notion de capital social décrite ci-dessus, ce qui rend ces deux concepts à la fois interdépendants et enchevêtrés dans cette thèse.

En effet, la gestion des ressources naturelles est une activité sociale qui, dans le cas des ressources communes, interroge en particulier les dimensions de l'action collective. Dans la perspective de Bied-Charreton et al. (2006), la gouvernance des ressources communes est perçue comme une forme hybride de mécanismes caractérisée par l'existence d'un projet commun entre les acteurs, projet qui sous-tend l'idée de délibérer collectivement, en particulier d'agir et de prendre des décisions ensemble. La gestion des ressources communes nécessite *a priori* un ensemble de règles partagées qui garantissent l'opérationnalité des usages et limitent les conflits entre les utilisateurs de la ressource (Ostrom et al., 1994). Si l'on se réfère aux auteurs mentionnés ci-dessus, la gouvernance territoriale se concentre davantage sur l'ensemble des mécanismes, structures et processus par lesquels les décisions sont prises et les actions sont menées sur un territoire spécifique. Elle implique souvent la participation de divers acteurs, y compris les institutions publiques, le secteur privé, la société civile et la population locale, à la gestion des ressources et à la prise de décisions qui affectent le territoire. Pour différencier, le concept de capital social se réfère à la qualité et à la force des relations sociales, des réseaux et des liens de confiance qui existent au sein d'une communauté ou d'une région. Le KS met l'accent sur la façon dont ces liens sociaux influencent la capacité des individus et des groupes à coopérer pour atteindre des objectifs communs. Ainsi, bien que la gouvernance territoriale puisse inclure des éléments de coopération et de coordination entre les acteurs, elle ne nécessite pas nécessairement la formation de réseaux de coopération spécifiques, contrairement au concept de capital social qui repose sur ces liens sociaux et cette coopération.

Ensuite, la gestion de ressources communes est assez complexe et objet de discussion en milieu scientifique et politique. Si cette gestion est compliquée, ne serait-ce pas plus simple de créer des règles légales et de les appliquer sur le territoire pour éliminer ces enjeux ? En effet, les territoires ruraux sont construits par des relations sociales préexistantes, elles ne s'articulent donc pas souvent avec l'action publique. En outre, notre étude de cas se déroule dans une société *post*-communiste habituée aux sanctions plutôt qu'à une réelle prise de conscience, à une réflexion à long terme ou à une sensibilisation. Cela crée un sentiment d'impunité dans lequel certains se sentent autorisés à agir de manière abusive « là où la loi ne nous observe pas », c'est pourquoi il est essentiel d'impliquer la société dans la mise en place des mécanismes de préservation de la ressource. Ces mécanismes doivent être développés de manière participative et inclusive, afin de sensibiliser davantage la population et de favoriser la prise de responsabilité individuelle et collective pour la préservation de l'environnement. Par ailleurs, comme l'expliquent Gautier et Hautdidier (2012), les ressources communes dépendent non seulement de droits coutumiers, mais aussi de règles juridiques établies non seulement par des institutions nationales, mais aussi par des institutions internationales de protection de l'environnement. Ainsi, la gouvernance appliquée aux questions forestières traduit l'interdépendance des relations entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans leur espace sociogéographique (Lazarev, 2022) ainsi que leur niveau de coopération.

Pour revenir dans le cas de l'Albanie, les questions de gouvernance territoriale et de gouvernance foncière sont très peu traitées et on peut noter l'absence d'études dirigées vers une perspective sociale liée à l'usage des ressources produites par les forêts. Ces questions sont plus pertinentes avec l'application de la nouvelle réforme de « décentralisation » appliquée dans tout le territoire albanais. Depuis 2015, les territoires locaux albanais connaissent une autre forme de fonctionnement, plus décentralisée, plus indépendante des autorités nationales ; ils sont dotés de plus de responsabilités pour conduire leur développement. Le passage d'une organisation plutôt centralisée à des politiques territoriales plus décentralisées s'accompagne de grands défis, surtout dans les petits districts où les moyens (institutionnels, humains et sociaux) de mettre en œuvre une telle réforme sont limités. En conséquence, à travers cette étude, nous voulons voir comment ces interactions entre acteurs public et privé s'articulent dans les deux territoires et quel impact elles ont sur la durabilité et la valorisation de la ressource en produits économiques. La position horizontale de la gouvernance dans notre cadre conceptuel (*Figure 18 p.194*) vise à montrer l'importance des réseaux de gouvernance pour des ressources communes au sein d'un territoire. Nous insistons sur ce point, car, même si les territoires sont dotés de ressources, s'ils

ne disposent pas d'une forme de gouvernance ou s'ils ne sont pas en mesure de construire un réseau de gouvernance pour accéder en communauté, exploiter et préserver ces ressources ainsi que leurs produits dérivés n'auront aucun impact sur le développement de ce territoire.

1.2. Synergie des différents capitaux dans le capital territorial

Cette sous-section a pour but de résumer les relations entre les trois capitaux pris en compte. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'idée de la thèse s'articule autour de deux axes principaux : les ressources et les acteurs. Selon P. Lavigne Delville (2005), la gestion des ressources naturelles est une activité sociale qui englobe des problèmes d'action collective, impliquant des enjeux économiques, sociaux et politiques. Le plan économique concerne l'utilisation et la valeur de la ressource (P. Lavigne Delville, 2005). Les ressources que nous avons prises en compte (ressources naturelles forestières) représentent des ressources projet pour le territoire avec une grande valeur économique et sociale potentielle, y compris les PFNL pour le marché extérieur et le fromage pour le marché intérieur. Que cette condition soit remplie et que la ressource naturelle devienne un outil pour le développement des territoires, elle doit être activée par les populations locales. Selon Pecqueur (2022), une ressource, qui n'est ni activée ni transformée, n'existe pas et n'a donc pas de valeur économique. Dans le même texte, Pecqueur (2022 p.4) affirme que les zones rurales des pays en développement ne peuvent pas suivre des modèles de développement compétitifs en termes de rendement et que la ressource territoriale peut donc être une solution envisageable. Dans le cas de la ressource territoriale, l'activation par l'Homme de la ressource naturelle à travers des éléments territorialisés comme un savoir-faire local lui confère la révélation de caractéristiques spécifiques (François et al., 2006). La transformation d'une ressource en ressource spécifique territoriale implique un processus de coordination collective en quatre étapes distinctes comme illustré dans la *Figure 19*: la révélation de sa nature latente en tant que ressource activée, la justification de ses liens avec le territoire, son développement et son articulation avec d'autres ressources (Janin et al., 2016). La révélation de la ressource nécessite l'intervention d'acteurs, qu'ils soient internes ou externes au territoire, apportant un regard nouveau sur les qualités inhérentes à cette ressource. Pour que cette dernière puisse devenir une ressource territoriale basée sur la spécificité, il est essentiel que ses qualités soient liées au territoire. La phase de développement de la ressource implique un approfondissement de sa spécificité et requiert le renforcement des liens entre les acteurs, l'organisation de ceux-ci, ainsi que la création de références partagées, reconnues et légitimes pour la production et la valorisation de la ressource (François et al., 2006; Janin et al., 2016).

La ressource, lorsqu'elle est combinée avec d'autres éléments de la région tels que les savoir-faire, les produits, les paysages, les traditions et les cultures, engendre une valeur territoriale de qualité que les acteurs peuvent exploiter.

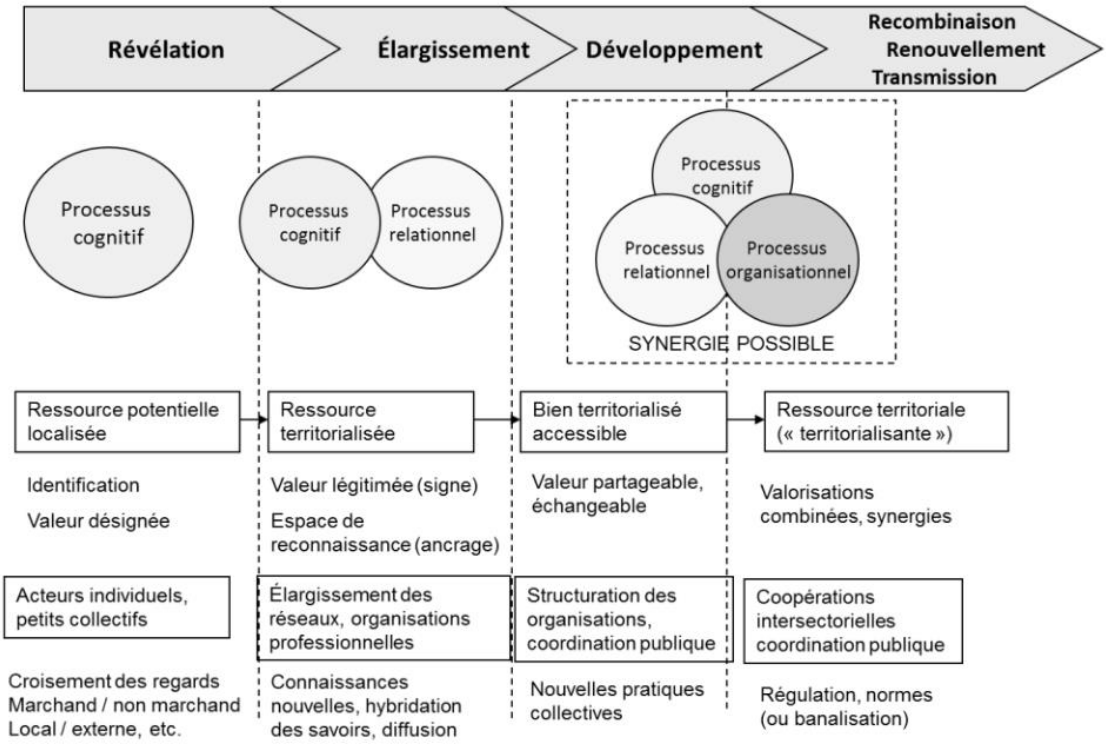


Figure 19 : Les étapes d'activation de la ressource territoriale. Source : GIS Alpes Jura, projet Ressterr 2010 cité par Janin et al. (2016 p. 158)

La spécificité de la ressource permet aux acteurs du territoire de spécifier des produits qu'ils ne vendraient pas sans cet élément ou de les vendre plus cher qu'un simple produit générique. Les savoir-faire locaux jouent un rôle très important dans cette spécificité de la ressource. Pour être clair, prenons le cas des produits PFNL à Gjirokastër. Gjirokastër tout comme Pukë se caractérise par des ressources forestières de qualité composées d'environ 300 types de plantes à haute valeur nutritionnelle et médicinale. Cependant à Gjirokastër, ces ressources sont très peu connues et valorisées par les communautés locales. La ressource est donc présente à l'état latent, mais elle n'est pas activée. Pourquoi cela se produit-il ? Revenons à la théorie des choix d'Amartya Sen (Sen, 1981). Les communautés locales de Gjirokastër ont utilisé les ressources naturelles présentes et les ont transformées en pâturages pour le bétail. Le manque d'informations sur la façon dont cette tradition a commencé dans le cas du fromage de Gjirokastër rend notre analyse incomplète. Toutefois, aujourd'hui, les communautés locales utilisent leurs compétences et leur travail dans une activité pour laquelle la région jouit d'une

tradition ancienne. Cela s'explique par le fait que les compétences sont héritées d'une génération à l'autre et qu'il est donc plus facile de s'engager dans cette activité. Pour simplifier, les communautés locales ont tendance à s'engager dans une activité connue et héritée des générations précédentes. Ainsi, la transmission des compétences et des aptitudes est plus présente dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

2. Rentrer par le capital social pour explorer le capital territorial

Dans les années 1960, les économistes et les sociologues ont commencé à prendre en compte les éléments culturels et sociaux en tant que facteurs essentiels du développement, en complément des facteurs de production (Bhandari & Yasunobu, 2009). Cette reconsidération des facteurs du développement a abouti à l'émergence du concept de capital social à la fin des années 80. Le capital social est un concept complexe et multidimensionnel qui englobe des aspects culturels et sociaux de la société. Il intègre les aspects socioculturels (confiance, identité, organisation, culture de coopération, *etc.*), pour expliquer les résultats du développement local. Fondamentalement, le capital social est un actif collectif (Coleman, 1988; Grootaert & Bastelaer, 2002; R. Putnam, 1993; Woolcock, 1998) qui se matérialise sous la forme de normes, de valeurs, de croyances, de relations de confiance, de réseaux, de relations sociales et d'institutions partagées. Il facilite la coopération et l'action collective dans un intérêt mutuel et permet aux individus de bénéficier du capital des autres individus avec lesquels ils interagissent. C'est cet aspect collectif ou mutuel du KS que nous souhaitons étudier dans cette thèse. En analysant les dynamiques sociales, nous voulons voir comment elles influencent le développement territorial dans une zone. Pour ce faire, nous ne limitons pas notre analyse à une étude théorique, mais nous mesurons empiriquement ces dynamiques sociales dans nos deux zones. Cette approche croisée du point de vue du capital social nous amène à nous demander si les formes d'organisation des acteurs s'expliquent par des dynamiques territoriales (culture de la société, normes sociales héritées, *etc.*), ou bien parce que les différents secteurs « obligent » à des comportements sociaux différenciés. Avant de pouvoir étayer ces réflexions par des données empiriques, nous avons posé quelques questions « naïves » pour comprendre pourquoi, dans certains territoires, les acteurs réagissent collectivement pour répondre à des questions communes (Pukë), et, dans d'autres, pourquoi ils développent des comportements plus individuels (Gjirokastër).

- Le fait d’avoir plus de choix en termes de multifonctionnalité d'activités de tourisme, commercialisation, service, *etc.* (proche de la Riviera albanaise, proche d’un pays

européen, capitale de la région), génère-t-il des comportements plus individuels à Gjirokastër (plus de choix, moins d'interdépendance entre les communautés) ?

- L'existence de groupes ethniques (albanais et grecs) à Gjirokastër empêche-t-elle ces groupes de s'engager en réseau de coopération (culture différente, langue différente, valeurs différentes) ?
- Est-il possible de créer du capital social dans une zone où aucune tentative de bottom-up n'existe ?
- Est-il possible de transformer le capital social ? Combien de temps faut-il pour transformer des éléments cognitifs en éléments structurels ?

2.1. Capital social, une notion pluridisciplinaire mais toujours source de débats

Les premiers travaux sur le capital social se retrouvent dans la littérature de sociologues (Bourdieu, 1980) et (Coleman, 1988), même si la sociologie a introduit les relations sociales comme objet de recherche au début du 19e siècle (Grootaert & Bastelaer, 2002). Après 1990, de nombreux auteurs se sont consacrés à des études sur le capital social, nous pouvons citer (Bourdieu, 1980; Coleman, 1988; Fukuyama, 1995; Lin, 2002; R. Putnam, 1993), chacun tentant de définir cette notion selon son intérêt.

Bien que ce concept soit relativement récent, la littérature à son sujet est vaste. Malgré cette richesse littéraire, il n'existe pas de définition universelle du capital social. Celui-ci est en soi un concept très discuté en raison des dualismes (le capital social est-il un capital, s'agit-il d'un attribut collectif ou individuel, se limite-t-il à un groupe restreint ou appartient-il à de larges groupes ? *etc*.,). Cette multiplicité de définitions provient principalement de l'utilisation de cette notion dans différentes disciplines. Dans sa recherche sur le capital social, Uphoff (2000) considère qu'il s'agit d'un concept à facettes multiples comportant plusieurs dimensions étroitement interdépendantes. Il peut être analysé d'un point de vue économique (avantages individuels de la participation à des réseaux coopératifs), d'un point de vue social (perspectives sociales d'une communauté) et d'un point de vue géographique (échelle micro, méso et macro) (Bhandari & Yasunobu, 2009). Les économistes considèrent le capital social comme un actif qui facilite les transactions, tandis que les sciences politiques le considèrent comme un élément qui améliore la gouvernance et l'action publique. En géographie, ce concept a récemment été introduit en considérant la spatialité des relations sociales dans la construction du territoire. Le territoire lui-même est le résultat d'un processus de construction et de délimitation mené par les

acteurs, représentant une construction collective enracinée dans l'histoire et les traditions (Perret, 2011). Cette définition de la géographie met en évidence une relation très importante entre le KS et la proximité.

En outre, comme l'explique Robison et al. (2002), la complexité de la définition du KS tient également au fait que les auteurs tentent plutôt de travailler sur ses impacts plutôt que sur le KS en soi. Selon Patulny & Lind Haase Svendsen (2007), la difficulté de la définition du KS est liée au fait que la recherche dans le domaine a failli à adresser des questions comme *« what measures what* », « *what leads to what* » et « *what are the negative consequences of what* ». Uphoff (2000), dans son travail, indique que le capital social doit être abordé en termes de : quels sont ses éléments constitutifs ; quels liens existent entre ces éléments ; et quelles conséquences peuvent leur être attribuées. Nous commencerons, d'ailleurs, par analyser tout d'abord, les diverses définitions du KS qui vont nous orienter dans notre analyse empirique et, ensuite, les éléments du KS, leurs relations et les conséquences.

Tableau 8 : Quelques définitions tirées de différentes disciplines concernant le KS.

Sciences sociales	Sciences économiques	Sciences politiques
Bourdieu (1987) – Capacité de la classe dominante de retirer des avantages de leur intégration dans les réseaux sociaux (D. Requier-Desjardins, 2003 p. 16). Bien que l'approche de Bourdieu relève de la science sociologique, sa définition revêt des caractéristiques économiques par le retrait du profit. Coleman (1988) - aspect de la structure sociale qui facilite les actions des individus qui se trouvent dans la structure (Mémoire de M2, 2019, p. 8). Coleman met donc l'accent sur les avantages de la participation à des groupes ou à des structures sociales. Il est important de mentionner que Coleman prend en compte les avantages du groupe qui découlent de la participation. Bourdieu, quant à lui, met l'accent	Fukuyama (1995) - capacité qui découle de la prévalence de la confiance dans une société (Jackman & Miller, 1998 p. 49). Solow (2000) - des éléments tels que la confiance, la volonté et la capacité de coopérer et de coordonner, l'habitude de contribuer au bien commun - tous ces comportements sont payants en termes de productivité globale (Dasgupta & Serageldin, 2000). Lin (2001) - investissement dans des relations sociales avec des retours attendus sur le marché (Mémoire de M2, p. 9). Sobel (2002) - les circonstances dans lesquelles les individus peuvent utiliser l'appartenance à des groupes et à des réseaux pour s'assurer des avantages.	Putnam (1995) - les caractéristiques des réseaux sociaux, des normes et de la confiance qui permettent aux participants d'agir ensemble plus efficacement pour poursuivre des intérêts communs (Jackman & Miller, 1998 p. 49). Banque Mondiale (1998) – le capital social englobe les règles formelles et informelles qui permettent une action coordonnée et la réalisation d'objectifs (dans D. Requier-Desjardins, 2003 p. 18 [traduit]).

sur les avantages que retire l'individu de sa participation à un groupe. Fafchamp et Minten (1998) - un stock d'attachement émotionnel à un groupe ou à une société (dans D. Requier-Desjardins, 2003 p. 18 [traduit]). Collier (1998) - le capital social est social parce qu'il implique un processus non marchand qui a néanmoins des effets économiques.	Glaeser et al. (2002) - les caractéristiques sociales d'une personne - y compris ses compétences sociales - qui lui permettent de tirer des bénéfices marchands et non marchands de ses interactions avec les autres (Glaeser et al., 2002 p. 438). L'approche économique considère le capital social comme la capacité d'un individu à tirer profit de son appartenance. Selon cette approche, les individus rejoignent des groupes par intérêt personnel.	

Source : E. Muco 2023

2.1.1. Une notion polysémique dans le milieu scientifique

Dans cette sous-section, nous examinerons quelques définitions du capital social. Il est important de souligner que l'objectif de cette recherche n'est pas d'étudier le capital social dans son état épistémologique. Nous nous intéressons, plutôt, à l'utilisation de son approche dans l'analyse empirique, pour comprendre, à travers ses éléments constitutifs et leurs relations, l'impact dans les dynamiques territoriales des deux territoires étudiés.

Pierre Bourdieu définit le capital social comme « *ensembles des* ***ressources actuelles ou potentielles*** *qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisés d'interconnaissance […], l'appartenance à un groupe qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes […], mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles* » (Bourdieu, 1980 p. 2). Ainsi, cette définition voit le capital social comme une ressource potentielle (Lin, 2002), produite et valorisée au sein d'un réseau social (Angeon, 2008). Ces liens ne sont pas une constitution naturelle ou sociale éternelle, mais un travail continu pour les produire et les reproduire. En d'autres termes, il s'agit de transformer des relations contingentes comme celles de voisinage, de travail ou de parenté en relations nécessaires et choisies, assorties d'obligations durables ressenties subjectivement (reconnaissance, respect, amitié, *etc.*) ou garanties institutionnellement (droits) (Bourdieu, 1980). Selon cet auteur, « *le capital social est un attribut individuel dans un contexte social* ». Bourdieu considère le KS comme un attribut individuel qui nous pose la question de savoir si le capital social est un attribut individuel ou collectif, ce qui scinde les chercheurs en deux groupes.

Le capital social individuel désigne le potentiel d'une personne à activer et à mobiliser efficacement un réseau de relations sociales fondé sur la reconnaissance mutuelle et entretenu par des échanges symboliques et matériels (Bourdieu, 1986). Dans la ligne de Bourdieu, Sobel (2002) définit le capital social en faisant référence aux situations dans lesquelles les individus peuvent tirer profit de leur appartenance à des groupes et à des réseaux pour obtenir des avantages. Portes (1995) dans (Robison et al., 2002), définit le capital social comme la capacité des individus à commander des ressources rares en vertu de leur appartenance à des réseaux ou structures sociaux plus larges. Glaeser et al. (2002) définissent trois caractéristiques clés du capital social individuel :

- il est considéré comme un actif personnel ;

- il comprend des éléments intrinsèques propres à chaque individu, qui peuvent être renforcés par des actions individuelles ;
- il peut être utilisé pour améliorer la position d'une personne sur le marché.

Individus ➔ mobilisent le capital social (qualité et quantité de relations) ➔ **contribution au développement territorial (direct ou indirect)**

Certains auteurs affirment que le capital social, tout en ayant des aspects individuels, possède également des caractéristiques communautaires. En tant qu'attribut[94] communautaire, il fait référence à la qualité des réseaux et des relations qui permettent aux individus de coopérer et d'agir collectivement (R. Putnam, 1993). Cette distinction est très importante pour nous, parce que, pour les ressources communes gérées par des règles coutumières, c'est l'appartenance à des groupes qui donnent accès à ces ressources (Bourbouze, 2000; Rangé et Delville, 2019 dans Amsidder, 2022). C'est pour cela que nous nous intéressons aux aspects collectifs du capital social. Ensuite, nous inclurons le courant qui considère le capital social comme un attribut collectif.

James S. Coleman (1988) voit le capital social par le biais de sa fonction (moyen pour faciliter l'action entre individus) (Angeon, 2008). Dans ses travaux, Coleman (1988, 1990, 1994) donne quelques exemples de la manière dont le capital social aide les groupes à être productifs. Nous prendrons l'exemple du commerce des pierres précieuses, marché nécessitant la confiance entre les acteurs de la chaîne, sans quoi la vérification des pierres prend du temps et entraîne des coûts élevés. Dans le cas de Coleman, il donne l'exemple du commerce de diamants de Brooklyn, dominé par les Juifs. Il est guidé par la confiance qui existe dans la communauté et permet des transactions plus rapides et des coûts moins élevés. Lorsque la confiance est rompue, la personne perd le respect de la famille, de la société et de l'entreprise. Ainsi, comme l'explique North (1993) dans la théorie des jeux, les acteurs coopèrent entre eux lorsque les gains liés au maintien des accords sont plus importants que les gains liés à leur perte. Dans cet exemple, deux éléments importants de KS sont soulignés : la confiance et les obligations morales (valeurs de réciprocité et solidarité). Dans notre travail empirique, nous attachons une importance particulière à ces éléments.

[94] Caractéristique attachée à un objet

Le capital social selon Coleman est un attribut collectif et existe sous trois formes : 1) les obligations et les attentes ; 2) les canaux d'information ; 3) les normes sociales (Coleman, 1988). Le concept de KS développé par Putnam s'étend également à trois formes : les normes et obligations sociales, les valeurs sociales et les réseaux sociaux (participations volontaires) (Siisiainen, 2003). Le capital social de Putnam a un impact sur la productivité des acteurs individuels et collectifs et il possède les caractéristiques d'un bien public. En raison de sa nature collective, il ne peut être considéré comme un bien privé (R. Putnam, 2001). Selon Putnam (1993), le capital social est étroitement lié à l'engagement civique, à la participation à des organisations bénévoles et aux liens sociaux, favorisant des normes solides de réciprocité et de confiance. Les réseaux d'engagement civique facilitent la coopération, la coordination et la communication sociale, renforcent la réputation et permettent de résoudre les dilemmes des actions collectives.

Liens entre les individus ➔ mobilisent le capital social (confiance, normes et valeurs, canaux d'information) ➔ **développement du territoire**

Les différences entre Coleman et Putnam résident dans le fait que le premier s'appuie davantage sur des éléments cognitifs (valeurs sociales) et le second sur des éléments structurels (réseaux de relations). Coleman met l'accent sur l'importance des relations sociales (Social ties) et les normes partagées (Shared norms) (R. D. Putnam et al., 1992), alors que Putnam met l'accent sur la participation civique et l'organisation volontaire de la société en faisant la différence entre les relations formelles et informelles. Pour Putnam, la confiance entre les individus est renforcée par une participation répétée, par exemple dans des associations. Ainsi, pour cet auteur, le capital social n'est pas lié aux structures sociales dont l'individu fait partie, mais c'est le résultat des pratiques des acteurs, comme la participation à des organisations (Authier, 2018). Pour Putnam, certaines formes de capital social sont très formelles, comme une organisation nationale quelconque ou un syndicat, formellement organisé avec un président, des cotisations, *etc.* D'autres relations, comme un groupe d'individus qui se rencontrent fréquemment dans un bar, sont informelles. Pourtant, ces deux types de capital social constituent des réseaux dans lesquels la réciprocité peut facilement se développer et dans lesquels il peut y avoir des gains (R. Putnam, 2001). En effet, dans son étude « *Making democracy work* », Putnam attribue le succès de la bonne gouvernance en Italie du Nord à la présence de l'engagement civique.

De son côté, Woolcock (2001) dans Castle, 2002 p. 335) définit le capital social comme « *les normes et les réseaux qui facilitent l'action collective* ». Selon Woolcock (1998), la confiance, comme forme de capital social, est générée en tant que sous-produit d'efforts collectifs tels que l'engagement dans des associations civiques. Ces activités, qui contribuent elles-mêmes au capital social, sont également considérées comme des biens publics (Woolcock, 1998). D'autres auteurs prenant en compte les relations formelles et informelles du capital social le définissent comme : « *Institutions, relations, attitudes et valeurs qui dirigent l'interaction entre les personnes et contribuent au développement économique et social* » (Grootaert & Bastelaer, 2002 p. 2).

Tableau 9 : Résumé des définitions du KS par attribut individuel et collectif.

Auteur	Définition	Approche
Bourdieu	*Ensembles des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance.*	**Attribut individuel** (se réfère à la capacité d'une personne à exploiter et à mobiliser efficacement un réseau de relations sociales).
Sobel	*L'individu tire profit de son appartenance à des groupes et à des réseaux.*	
Portes	*La capacité des individus à commander des ressources rares en vertu de leur appartenance à des réseaux ou à des structures sociales plus larges.*	
Coleman	*Attribut collectif qui existe sous trois formes : 1) les obligations et les attentes ; 2) les canaux d'information ; 3) les normes sociales.*	**Attribut collectif** (le capital social fait référence à une qualité de réseaux et de relations qui permettent aux individus de coopérer et d'agir collectivement).
Putnam	*Les normes et obligations sociales, les valeurs sociales, et les réseaux sociaux.*	
Woolcock	*Les normes et les réseaux qui facilitent l'action collective.*	
Grootaert & Bastelaer	*Institutions, relations, attitudes et valeurs qui dirigent l'interaction entre les personnes et contribuent au développement économique et social.*	

Source : E. Muco 2023

Étant donné la difficulté de définir le capital social et la diversité des définitions, la Banque Mondiale et l'Union européenne se sont engagées à étudier ce concept. En 2000, l'OCDE a adopté une définition mondialement acceptée du capital social comme suit : *« Les normes, croyances, valeurs et réseaux partagés, ancrés dans les institutions, les organisations et les communautés, qui facilitent la coopération au sein de différents groupes et entre eux* » (dans Authier, 2018 p. 50). C'est en effet cette définition que nous adoptons dans notre étude comme une forme qui nous permet d'articuler la notion de KS dans le cadre conceptuel de KT. Toutefois, les autres approches du capital social ne sont pas exclues et interviennent dans divers aspects du KS comme nous le verrons par la suite dans le chapitre 7. L'existence de multiples définitions en fait un concept complexe qui englobe différentes dimensions, divers types et niveaux de mesure (Bhandari & Yasunobu, 2009).

2.1.2. Les formes et les dimensions du capital social

Nous voulons explorer les différentes formes que peut prendre la notion de KS, en fonction des éléments constructifs. Selon Requier – Desjardins D.(2003), le KS repose sur trois éléments constitutifs :

- Un ensemble d'obligations générées par des **normes et des valeurs sociales ;**
- Un soutien aux autres basé sur **la confiance ;**
- Un ensemble de relations entre acteurs sous forme de **réseaux.**

D'ailleurs, Collier (1998) fait la distinction entre le **capital social gouvernemental** et **le capital social civil** , soulignant que le premier comprend les institutions et les organisations créées par l'État ou le secteur public et le second les institutions ou les organisations créées par la société (Loudiyi et al., 2004; Angeon & Callois, 2006). Selon Loudiyi et al., (2004), le capital social gouvernemental et le capital social civil peuvent être à la fois complémentaires et substituables en termes de fonctions. Ils sont substituables lorsque, par exemple, l'État est défaillant et que la société civile prend le relais des institutions publiques (*Ibid.*). Ils sont complémentaires, lorsque l'État crée les conditions favorables au fonctionnement de la société civile (*Ibid.*). Dans le contexte spécifique de l'Albanie, la société civile occupe souvent une place prépondérante en étant perçue comme un substitut aux institutions publiques, particulièrement dans les territoires où le pouvoir public est moins présent, notamment dans les zones rurales. Cette situation peut découler d'une série de facteurs, tels que l'éloignement géographique, la précarité des infrastructures et la faible représentation gouvernementale dans ces régions. Par conséquent, la

société civile, via ses organisations, associations et initiatives locales, joue un rôle essentiel dans la fourniture de services sociaux, le développement communautaire et la mobilisation des ressources pour répondre aux besoins locaux.

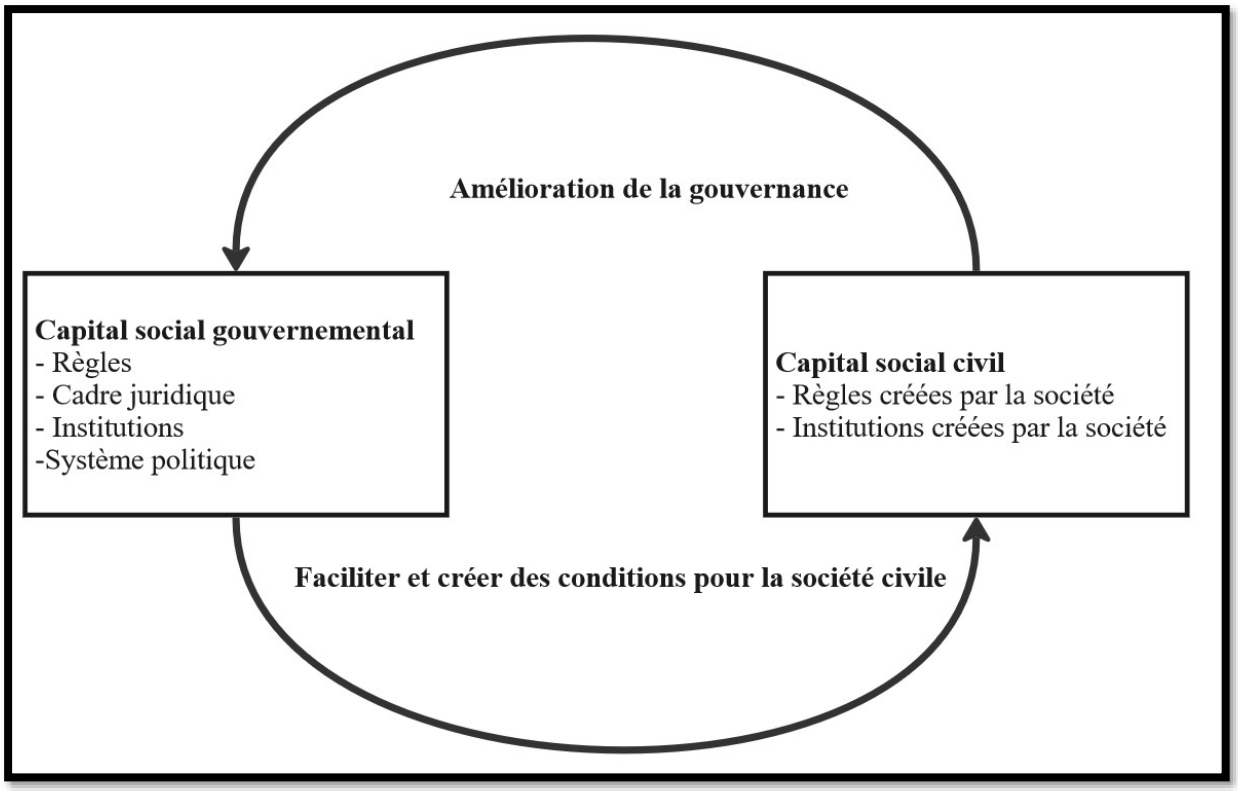


Figure 20 : Capital social Gouvernemental et Civil d'après (Collier, 1998) et Réalisation d'E. Muco.

Cette distinction revêt pour nous une grande importance, car elle permet de mesurer, d'une part, les interactions entre le secteur public et privé dans la gestion des ressources communes et, d'autre part, les tentatives d'action collective (bottom up) dans une zone spécifique. Au cœur de ces interactions se trouvent les institutions. Lorsque nous en parlons, nous entendons à la fois les institutions formelles et informelles. Les premières comprennent toutes les règles, les lois (capital social gouvernemental) et les structures organisationnelles (société civile). Quant aux secondes, il s'agit des normes, des traditions et des relations sociales (communauté). Nous entamons notre analyse empirique en identifiant, d'abord, les instances institutionnelles ou organisatrices dans les deux territoires d'étude (*cf.* chapitre 5). A priori, nous mettrons l'accent sur le capital social civique et son existence dans un pays *post*-communiste. Cela peut s'expliquer par le fait que la transition en Albanie a conduit à la création de structures de clans (Holland, 1998). Là où les structures sont étroites et fermées, la société civile a du mal à réussir. Néanmoins, compte tenu du contexte national dans lequel les institutions jouent un rôle clé dans l'élaboration des politiques publiques, nous cherchons à comprendre les échanges entre les

institutions et les communautés dans des municipalités de différentes tailles (entre les deux districts d'études) et à divers niveaux de proximité géographique avec les institutions centrales et régionales (Gjirokastër étant le chef-lieu de la région et Pukë étant éloigné de la région).

L'échelle à laquelle le capital social est observé joue un rôle crucial dans la détermination de la nature des relations, en faisant la distinction entre les relations horizontales et verticales. Le capital social peut être observé à l'échelle locale, où des relations horizontales basées sur des normes sociales existent entre les individus ou les ménages (Grootaert & Bastelaer, 2002). Ainsi, les liens horizontaux distinguent les relations entre des personnes se trouvant dans une position et un pouvoir similaire dans la société. Il peut également être observé à l'échelle méso, où des relations horizontales et verticales existent entre des groupes opérant à différentes échelles spatiales (*Ibid.*). Enfin, le capital social peut être observé au niveau macro, où des relations verticales existent au sein de structures institutionnelles et gouvernementales (*Ibid.*). Les réseaux verticaux se réfèrent à des personnes de hiérarchie différente et de pouvoir inégal. Les réseaux horizontaux fonctionnent à travers des normes et des valeurs partagées, tandis que les réseaux verticaux fonctionnent à travers des structures hiérarchiques formelles (*Ibid.*). Selon Grooteart &Bastelear (2002), l'inclusion des trois niveaux dans l'observation est très importante, car, par exemple, les règles établies au niveau macro ont un impact sur l'environnement de création d'associations au niveau micro. Tendler (1997) souligne la relation entre le fonctionnement du gouvernement national et des gouvernances locales au Brésil. Par conséquent, un bon fonctionnement de l'Etat central impacte le succès des programmes locaux (Grootaert & Bastelaer, 2002). Par ailleurs, les travaux de Putnam mettent l'accent sur les relations horizontales, affirmant que l'absence de telles relations, la densité des relations verticales et le bon fonctionnement de l'État ne peuvent générer la confiance et la coopération. Néanmoins, les deux visions sont remises en question par les chercheurs en fonction du contexte national. Comme le soulignent Krishna et Shrader (1999) dans leur recherche empirique en Inde, le succès de la société civile à produire de la coopération et de la confiance en Italie ne fonctionne pas toujours dans tous les pays. L'existence de la société traditionnelle en Inde empêche la création de la confiance à l'extérieur du groupe. Or, par exemple, dans les pays *post*-communistes[95], il existe un manque de confiance non seulement dans l'État, mais aussi dans la société dans son ensemble, de sorte que la présence d'institutions fortes pour produire

[95] La coopération et les coopératives ont une mauvaise image, parce qu'elles sont synonymes de collectivisme et de perte de la propriété privée.

et assurer le respect de règles est essentielle. De même, le fonctionnement de l'État central de Tendler (1997) ne signifie pas le succès de la gouvernance locale, comme le montre Putnam dans le cas du sud de l'Italie.

Si l'on se réfère aux définitions du capital social, la plupart d'elles le considèrent comme attribut d'un groupe et mettent toutes en évidence des éléments du capital social qui peuvent être résumés en deux groupes principaux : **l'élément structurel** et **l'élément cognitif**. Le capital social structurel est étroitement lié aux réseaux sociaux et à d'autres structures telles que les associations, les clubs, les groupes culturels et les institutions (Uphoff, 2000). Il englobe également les règles, procédures et précédents qui les régissent et qui contribuent à faciliter la coopération et l'action collective dans l'intérêt mutuel (*Ibid.*). Le capital social cognitif consiste principalement en un ensemble de normes, de valeurs, d'attitudes et de croyances partagées entre des individus, toutes relatives à la confiance, à la réciprocité et à la coopération (Grootaert & Bastelaer, 2002). Les éléments structurels du capital social permettent aux individus de tirer profit de leur participation à des groupes, tandis que, les éléments cognitifs favorisés par la spatialité des acteurs facilitent l'organisation et renforcent les relations au sein d'un groupe (Uphoff, 2000). Même si ces deux principaux types d'éléments utilisés ensemble favorisent le capital social, l'un peut exister sans l'autre (Grootaert & Bastelaer, 2002). La création même de ces formes de capital social requiert différents niveaux d'évolution : le capital social cognitif se forme avec une inertie élevée, se développe lentement et peut être détruit progressivement ; en revanche, le capital social structurel peut être créé rapidement et nécessite un minimum d'éléments cognitifs (Callois & Schmitt, 2009).

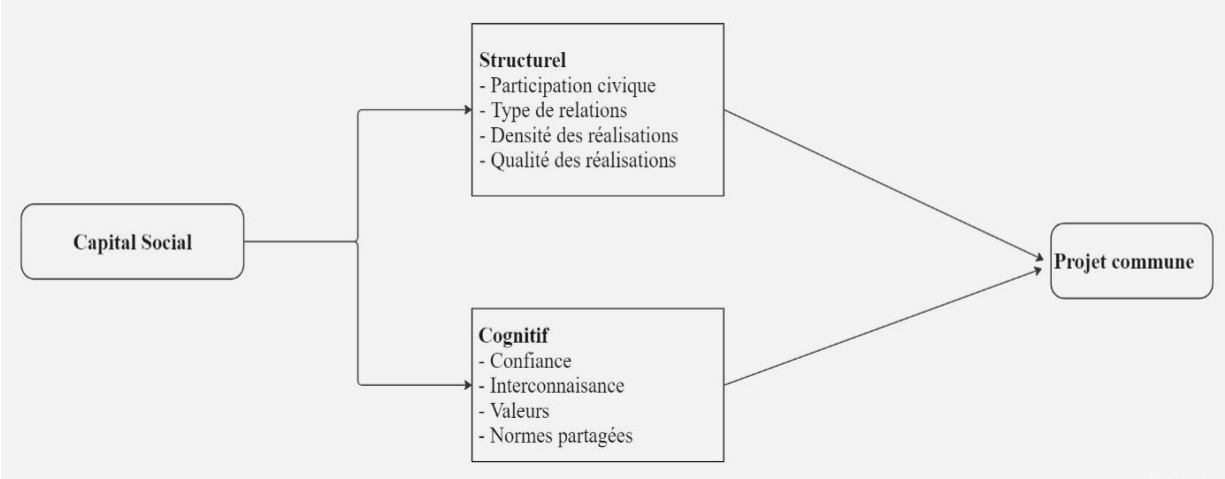


Figure 21 : Capital social de type cognitif et structurel d'après (Uphoff, 2000) et Réalisation d'E. Muco

Bien qu'il existe de nombreuses définitions du capital social, elles s'accordent toutes sur un point : les relations sociales qui sont au cœur du KS. Dans cette ligne, la Banque Mondiale a proposé une typologie pour identifier la nature de ces relations en trois groupes : les liens qui unissent (*bonding*), les liens qui lient (*linking*) et les liens qui relient (*bridging*). Bien que les auteurs aient tenté de différencier ces trois types de relations, la distinction est difficile et pas toujours évidente. Nous essayons dans cette partie de présenter quelques définitions qui, selon nous, peuvent aider non seulement à clarifier les différences, mais aussi à offrir des outils méthodologiques. Requier- Desjardins D. (2003) souligne que les relations sociales diffèrent selon la base sur laquelle elles sont construites. Il distingue ainsi les relations quasi obligatoires comme dans le cas des liens familiaux, amicaux ou de voisinage (*bonding*), les liens choisis comme dans le cas de personnes ayant des intérêts communs ou placées dans des conditions similaires (*bridging*), et les liens stratégiques construits avec des personnes en position dominante (*linking*).

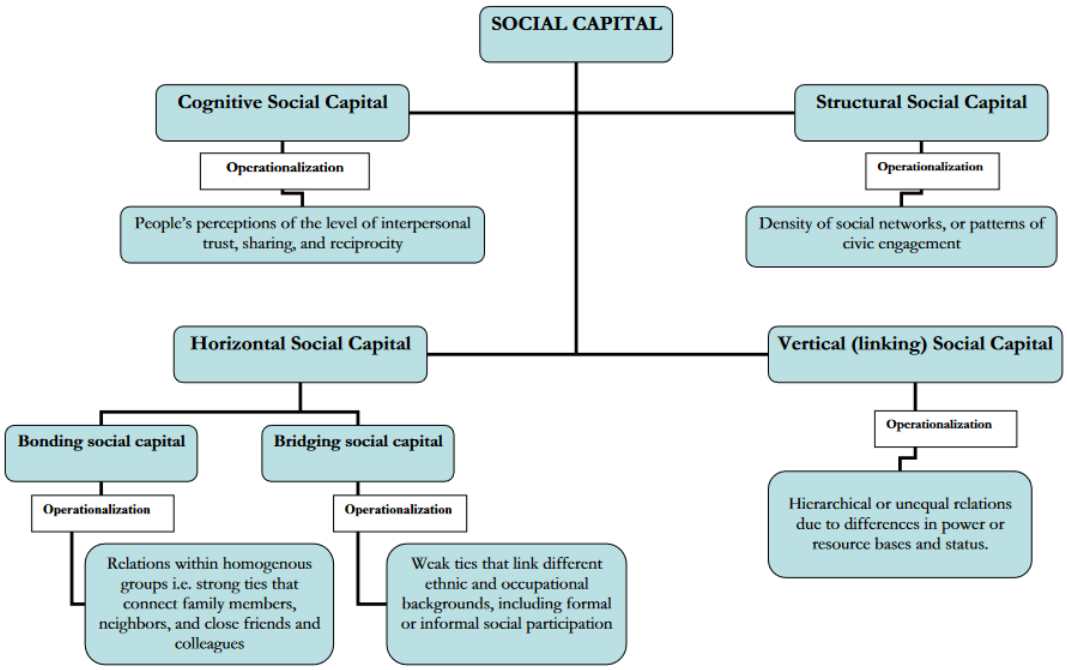


Figure 22 : Les formes et les dimensions du capital social. Source : (Islam et al., 2006 p. 5)

Putnam, dans son œuvre « *Bowling Alone* », a introduit, pour la première fois, la typologie *bonding/bridging* dans les études empiriques. Il définit le terme « *bonding* » comme « *inward*

looking that tend to reinforce exclusive identities and homogeneous groups[96] » et le « *bridging* » comme « *outward looking and encompass people across diverse social cleavages*[97] » (R. D. Putnam, 2000 p. 22). Par la suite, Patulny & Lind Haase Svendsen reprennent la définition du *bonding/bridging* en déclarant que :

> « ***l'idée d'ouverture contre exclusivité*** *est liée à la distinction établie par Portes et Landolt (1996) entre le capital social positif et négatif. Le capital social positif dérivé du contrôle social se présente généralement sous la forme de ce que Portes (1998, p. 10) appelle 'l'application des règles', 'la solidarité limitée' et 'la confiance exécutoire', qui génère des résultats positifs de manière relativement égale pour tous les membres d'un groupe. Le capital social négatif implique également des règles applicables, mais génère des résultats négatifs pour le groupe (par exemple, des normes de nivellement par le bas), ou des résultats positifs pour certains membres au détriment d'autres (par exemple, la mafia). Étant donné la nature plus étroitement structurée et exclusive du capital social bonding, il est probable que des aspects plus négatifs soient associés à ce type de capital* » *(Patulny & Lind Haase Svendsen, 2007 p. 33).*

Bonding distingue les relations proches entre un groupe ou une communauté caractérisés par une grande similitude de caractéristiques démographiques, d'attitudes et d'informations (Claridge, 2018). Ces liens unissent des individus de statuts identiques dans la même communauté (Perret, 2011). Ces relations dites horizontales (Angeon, 2008) sont construites à partir d'éléments cognitifs du capital social tels que la solidarité et la réciprocité. Les relations *bonding* sont importantes, parce que les gens sont plus susceptibles de s'organiser ou de se connecter avec des gens qui sont similaires ou qui partagent des caractéristiques proches de leurs (R. D. Putnam, 2000). Pour nous, ces relations sont surtout créées par la proximité géographique (ex. : les individus créent des relations avec leurs voisins pour s'entraider en cas d'urgence)[98], sur une base de coutumes, de solidarité et de réciprocité.

Bridging favorise les relations à distance entre les personnes qui diffèrent en termes de caractéristiques personnelles. Relations créées par une proximité organisationnelle, elles font référence aux relations sociales qui impliquent un échange, généralement entre des individus qui partagent des intérêts ou des objectifs communs, mais qui ont des identités sociales différentes (Claridge, 2018). Elles sont plus ouvertes, plus engagées, plus civiques, réduisent

[96] Regard vers l'intérieur (exclusivité) qui tend à renforcer les identités exclusives et les groupes homogènes.

[97] Regard vers l'extérieur (ouverture) qui englobe des personnes issues de divers clivages sociaux.

[98] Même si les relations avec la famille proche peuvent être plus fortes, celles avec le voisinage sont plus denses en raison de la proximité.

l'écart entre les différentes communautés et permettent une adhésion ouverte. *Bridging* représente des relations horizontales ou verticales et il est important de résoudre les problèmes de la communauté en amenant les gens à se connaître, en construisant des relations, en partageant des informations et en mobilisant des ressources communes (Claridge, 2018). Selon la Banque mondiale, les liens *bridging*, qu'ils existent entre les membres d'une même communauté ou avec ceux d'autres communautés, peuvent présenter un certain nombre d'avantages. Ils peuvent conduire à des services publics de meilleure qualité, contribuer à l'amélioration des infrastructures, faciliter l'accès à certains marchés ou au crédit (Perret, 2011).

Linking fait référence aux relations formelles verticales (Angeon, 2008) entre des individus ayant des positions et des pouvoirs sociaux différents. Elles peuvent impliquer les réseaux et les liens d'une communauté particulière avec l'État ou d'autres agences. Patulny &Lind Haase Svendsen (2007) soulignent que considérer *linking* au même niveau que bridging et bonding peut être controversé, car la notion de « *linking* » n'est pas si évidente dans les interactions sociales quotidiennes.

> *« La notion de linking recoupe d'autres concepts tels que la confiance dans le gouvernement et la performance démocratique » (Patulny & Lind Haase Svendsen, 2007 p. 33).*

Pour distinguer les deux approches du KS (KS civil et gouvernemental ; KS structurel et cognitif) et les situer dans la nature des relations (bonding, bridging, linking), nous pouvons définir les relations qui découlent de chaque type de KS (*Tableau 10* ,*Tableau 11*).

Tableau 10 : Les types de capital social et les relations sociales.

	Horizontales	Verticales
KS Gouvernemental		X
KS Civil	X	X
KS Structurel	X	X
KS Cognitif	X	

	Bonding	Bridging	Linking
KS Gouvernemental			X
KS Civil		X	
KS Structurel		X	
KS Cognitif	X		

Source : E. Muco, 2023

L'existence de nombreuses définitions produit une variété de types de KS. Cela pose des défis aux chercheurs qui travaillent sur la mesure empirique du capital social. Ainsi, avant de commencer l'analyse empirique, nous pensons important d'introduire théoriquement ces formes. Pour nous, la nature (*bonding, bridging* et *linking*), la densité (nombre/fréquence de relations) et la qualité (forte/faible) des liens sont fondamentales (*cf*. chapitre 7).

Tableau 11 : Croisement des types de KS avec les formes de relations sociales.

	Bonding	**Bridging**	**Linking**
KS Gouvernemental			Relations verticales, faibles, et moins denses
KS Civil		Relations verticales ou horizontales, faibles et denses	
KS Structurel			
KS Cognitif	Relations horizontales, denses et fortes		

Source : Production d'E. Muco, 2023

En effet, c'est important, d'abord parce que, comme le disent Krishna et Shrader (1999), toutes les relations sociales ne sont pas du capital social, et, ensuite, parce que le capital social produit des externalités qui peuvent être positives ou négatives. Par exemple, l'information dans le processus de recrutement peut être un bon moyen de montrer comment le capital social peut être une opportunité pour un individu engagé dans un réseau. Cependant, si la qualité des relations n'est pas là, même entre tous les membres du groupe, cela peut entraîner une sélection dans la diffusion de l'information, privilégiant certains individus et créant ainsi des relations de clientélisme. En outre, elles définissent non seulement les stratégies des acteurs, mais ont également un impact sur leur accès aux ressources et sur les stratégies de développement qu'ils adoptent. En général, les études empiriques se concentrent sur les effets positifs du capital social. Mais le KS peut aussi avoir des effets négatifs qu'il convient de prendre en compte.

2.2. La face cachée du capital social

Il s'agit ici de montrer que, bien que le capital social facilite et promeuve la coopération, la présence de certaines relations peut avoir l'effet inverse. Nous avons donc besoin de cette distinction pour l'analyse, afin de pouvoir identifier les relations qui, dans l'intérêt de nos études, favorisent le développement territorial. Le capital social produit des externalités et, en effet, son importance dans le développement territorial réside dans la génération d'externalités. Jusqu'à présent, nous avons souligné que le KS favorise le développement territorial, facilite

l'action collective et la coopération, aide les individus à être productifs, *etc.* En fait, c'est cet aspect du capital social qui nous incite à l'étudier. Alors pourquoi, dans cette section, sommes-nous en contradiction avec notre hypothèse et introduisons-nous le côté obscur de cette notion ? Dans cette thèse, nous travaillons sur la capacité des acteurs à activer et mobiliser les ressources forestières et pastorales communes, dans une perspective d'utilisation durable et de développement territorial. La gestion des ressources communes nécessite, *a priori*, un ensemble de règles partagées - une gouvernance participative - entre les acteurs publics (décideurs) et privés (responsables de l'application des règles), qui garantissent l'opérationnalité des usages et limitent les conflits entre les utilisateurs de la ressource (Ostrom et al., 1994). Supposons que les acteurs locaux soient les plus intéressés par la conservation et la durabilité de ces ressources, les actions organisées entre eux peuvent alors jouer un rôle central dans l'exploitation de ces ressources. Ces organisations peuvent être très positives en termes d'utilisation raisonnable de la ressource, par le biais de méthodes d'utilisation durables et écologiques, de sensibilisation à l'importance de ces ressources pas seulement en termes économiques, *etc.* Pourtant, ces organisations peuvent également constituer une menace pour la ressource, en entraînant une surexploitation ou une utilisation exclusive des ressources si les relations sont restreintes au sein d'un groupe fermé.

Par ailleurs, toutes les normes développées dans une société ne peuvent pas constituer du capital social, elles peuvent mener à la collaboration entre groupes et sont étroitement liées aux vertus traditionnelles telles que l'honnêteté, l'engagement et la responsabilité, la réciprocité, le sens du travail, *etc.* Une norme telle que celle décrite par Edward Banfield, qui caractérise le sud de l'Italie et décrit le lien entre les individus et la famille, n'est pas un indicateur du capital social. En effet, ce sont des réseaux fermés qui créent des liens réciproques uniquement dans le cercle, alors qu'en dehors du cercle ces vertus n'existent pas. Putnam a été le premier auteur à mesurer empiriquement le capital social et à affirmer que les éléments du capital social sont pas tous positifs. Ainsi, quelle que soit son importance dans le développement territorial, le capital social a les deux faces de la médaille. Une forme particulière de capital social qui facilite certaines actions peut s'avérer inutile, voire nuisible, dans d'autres contextes (Coleman, 1988). Le capital social provoque des externalités qui, parfois, sont négatives pour un certain groupe. Putnam donne des exemples de la manière dont les relations sociales peuvent quelquefois favoriser des phénomènes négatifs, voire illégitimes, tels que le renforcement du népotisme, de la haine ethnique et du sectarisme (R. D. Putnam, 2000). L'auteur cite des exemples tels que la mafia, les cartels de la drogue colombiens et le Ku Klux Klan pour illustrer comment des communautés

étroitement liées peuvent exclure les outsiders et promouvoir l'intolérance. De nombreux groupes parviennent à la cohésion sociale au détriment de la sécurité des autres, qu'ils traitent avec hostilité, suspicion, *etc.* Ainsi, le Ku Klux Klan et la mafia parviennent à coopérer entre eux sur la base de relations de confiance mutuelle, mais ils produisent une série d'externalités négatives pour la société dont ils font partie. Dans notre étude, nous avons vu un certain cas à Lazarat, où les relations fortes entre la communauté ont été relayées par l'économie illégale opérant en parallèle jusqu'en 2014 dans la zone.

3. Conclusion quatrième chapitre

Ce chapitre nous a permis d'adopter une approche du KT en tant que moyen de relier les différents capitaux que nous avons identifiés comme étant les plus importants dans nos zones d'étude. Cette analyse, qui prend en compte les capitaux de manière intégrée, contrairement à leur traitement souvent isolé dans le milieu scientifique, nous permet de comprendre comment ces éléments, s'ils sont utilisés correctement, peuvent avoir un impact sur les stratégies et la dynamique de développement territorial. Il est important de noter que cette approche globale, qui considère l'interaction entre ces différents capitaux et la gouvernance territoriale, offre un éclairage nouveau sur la manière dont ils contribuent au développement des territoires ruraux. Plutôt que d'aborder ces capitaux de manière fragmentée, nous les considérons comme des ressources interconnectées qui peuvent potentiellement catalyser le développement local, lorsqu'ils sont exploités de manière cohérente. Les deux zones d'études présentent des caractéristiques communes telles qu'un capital naturel riche et des savoir-faire locaux hérités de générations antérieures, même s’ils ont pris des dynamiques d'évolution diverses. Ces aspects, bien que similaires, se différencient considérablement lorsqu'on examine leur dynamique à travers le prisme du capital social comme cela sera montré empiriquement dans la partie trois. Le capital social, avec son réseau de relations, de normes, de confiance et de coopération, joue un rôle déterminant dans la valorisation et la transformation de ces ressources naturelles et de ces compétences traditionnelles en atouts territoriaux. Cette approche méthodologique est au cœur de notre recherche et sera le fil conducteur des chapitres suivants, où nous explorerons en profondeur les dynamiques des territoires ruraux à la lumière de ces capitaux. Nous chercherons à comprendre comment ils influencent les stratégies et les actions entreprises par les acteurs locaux et comment ils contribuent au développement territorial dans des contextes spécifiques.

Analyse pour la suite

- Les éléments du KT que nous avons identifiés au cours de ce chapitre ont été utilisés comme des outils méthodologiques pour la suite de notre recherche. Ils ont contribué à la construction de grilles d'entretiens, de questionnaires, ainsi que de grilles d'analyse pour les études de cas qui seront approfondies dans le chapitre suivant. Cette méthodologie nous permet de mieux comprendre comment ces différents capitaux et la gouvernance territoriale interagissent et se complètent mutuellement dans le contexte spécifique des territoires ruraux que nous avons étudiés.

- Il est essentiel de souligner que cette démarche de croisement des différents capitaux représente non seulement l'intérêt de cette thèse, mais également sa complexité, d'autant plus qu'elle concerne deux terrains distincts. Cependant, c'est précisément cette complexité qui renforce la pertinence de notre recherche et nous permet d'explorer de manière approfondie la notion du capital territorial dans des contextes ruraux variés.

Chapitre 5 : Protocole de terrain pour caractériser le capital territorial à Pukë et à Gjirokastër

Dans le chapitre précédent, nous avons introduit, de manière théorique, le concept de capital territorial en tant que cadre conceptuel de cette thèse. Nous avons souligné comment cette notion nous permet de relier les capitaux les plus importants des zones rurales (à savoir le KN, KH, KS et la gouvernance territoriale autour les ressources naturelles) que nous prenons en compte et comment elle enrichit notre analyse empirique. De plus, nous avons posé un cadre conceptuel solide pour notre étude en établissant des liens entre les éléments tangibles représentés par le capital naturel (KN) et les éléments intangibles incarnés dans le capital humain (KH) et le capital social (KS) ; nous nous structurerons donc de façon méthodologique sur la notion de KT. Dans ce chapitre, nous allons approfondir notre exploration des composantes du capital territorial, de manière plus concrète, en adoptant une approche croisée dans les deux districts. Nous allons analyser comment ces capitaux sont intégrés dans notre étude au cours de nos diverses enquêtes sur le terrain. Cette approche nous permettra de relier la théorie à la pratique, d'examiner comment ces éléments s'articulent dans le contexte réel des zones rurales que nous étudions et de mieux comprendre leur impact sur les stratégies de développement territorial mobilisé dans chaque district.

Ce travail de recherche mobilisera deux terrains d'études (le district de Pukë et de Gjirokastër). Il consiste en une analyse semi-descriptive mettant en évidence les similitudes et les paradoxes de ces deux zones. Des méthodes qualitatives et quantitatives sont combinées dans la réalisation de ce travail. Les deux zones créent deux clusters d'échantillonnage qui guideront notre analyse des résultats. Le reste de l'analyse se réfère à ces deux clusters. Une partie importante de la thèse souligne les différences et les paradoxes qui existent dans les territoires, soit en se référant à une logique générale de fonctionnement, soit à une singularité territoriale qui mérite d'être traitée en rapport à l'identité de ce territoire et de cette société qui compose le territoire. Il est également important de préciser que les approches méthodologiques sont appliquées de la même manière dans les deux territoires au moyen des mêmes dispositifs de recherche sur le terrain. Pour la réalisation de ce travail, quatre étapes méthodologiques ont été suivies. Pour faciliter la compréhension, nous détaillons chaque étape méthodologique menée pour délimiter le territoire et la philosophie derrière ce choix, identifier les acteurs dans différentes échelles du territoire en inclusion, intra et extraterritoriales, présenter les méthodes utilisées et comment la collecte de données a été réalisée.

1. Définir le périmètre géographique de la recherche

1.1. Gjirokastër, un terrain pertinent et déjà investi sous l'angle du capital social

L'idée de cette thèse en Albanie est fondée sur deux raisons principales. Tout d'abord, un intérêt personnel lié à mon origine. Dès le départ, j'ai voulu faire une thèse en prenant le cas de l'Albanie et, ainsi, traiter d'un sujet pertinent pour ce pays, tel que celui du capital territorial au travers de la perspective des éléments intangibles du territoire (capital social). Par ailleurs, tout au long de ce document, nous avons souligné l'importance du territoire dans la conceptualisation de ce sujet. Cette approche justifie également notre choix d'intégrer le contexte territorial dans différentes sections de la thèse. Premièrement, comme nous l'avons mentionné au début de la thèse, l'Albanie présente un intérêt particulier au sein de l'espace européen en raison de la préservation de ses ressources naturelles, relativement peu affectées par le développement industriel et technologique. Encore « jeune » dans son trajet de développement, l'Albanie représente une opportunité potentielle pour la « vieille » Europe d'expérimenter des politiques durables et respectueuses de l'environnement dans l'utilisation des ressources naturelles.

Ensuite, étant donné que je ne pouvais pas mener une étude empirique exhaustive, nous avons dû restreindre mon champ d'étude. Ce dilemme a nécessité le choix d'un terrain d'étude spécifique. Au départ, nous nous sommes appuyés sur un territoire (le district de Gjirokastër) déjà étudié dans le cadre du stage de fin d'études en Master 2. La question suivante s'est alors posée : fallait-il nous limiter à ce territoire ou étendre l'étude à d'autres territoires ? Le premier choix, celui de rester dans le district de Gjirokastër, présentait des avantages significatifs en termes de gain de temps, puisqu'un grand nombre d'informations avaient déjà été collectées dans cette zone. Pendant ce stage en 2019, j'avais exploré quatre unités administratives (ex-communes rurales) de la municipalité de Gjirokastër, concrètement celles du Lazarat, Picar, Cepo et Lunxherie, pendant une période de trois mois sur le terrain. Cependant, il est nécessaire d'analyser de manière approfondie et logique l'intérêt de poursuivre l'étude dans cette zone spécifique. Pour ce faire, il est important de prendre en considération quelques résultats clés de l'étude de Master réalisée dans ce territoire. Une analyse du niveau de capital social a été réalisée sur un projet potentiel commun visant à protéger le fromage du district de Gjirokastër par le biais de certificats de qualité tels que l'IG (Indication Géographique). La méthodologie utilisée se basait sur les formes cognitives et structurelles du capital social (*cf.* chapitre 4, 2.1.2)

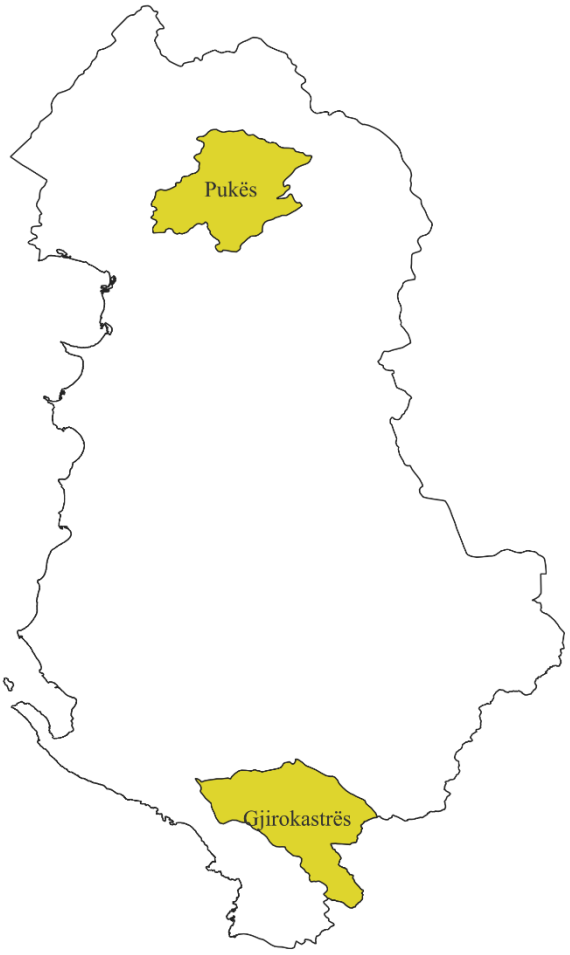
développées par la Banque Mondiale, afin de mesurer le niveau du capital social dans le cadre de cette proposition à Gjirokastër. Les résultats de cette étude ont révélé un déficit de capital social structurel dans la région, ce qui limite la mobilisation des acteurs pour des actions communes. Les relations sociales développées au sein de la communauté sont principalement de type « *bonding* », ce qui signifie que les individus restent principalement dans leurs cercles sociaux existants et ont peu d'interactions avec des groupes extérieurs. En outre, ce capital social restreint à Gjirokastër ne permettait pas de valorisation correcte des ressources pastorales, comme nous allons le voir dans les chapitres 6 et 7, au profit des zones rurales, ce qui nous a poussé à explorer la notion de KT comme mentionné dans le chapitre précédent.

1.2. Pukë, un terrain « neuf » mûrement réfléchi

Après la décision d'élargir la sphère d'étude à un autre territoire (deux districts), nous avons rencontré une difficulté dans le choix de ce second lieu. Nous nous sommes demandé sur quelles caractéristiques nous devions fonder notre choix et ce que nous voulions accomplir avec ces deux territoires. À travers cette thèse, nous souhaitons explorer plusieurs aspects. Tout d'abord, comprendre comment les acteurs se coordonnent pour utiliser des ressources communes et comment ils se mobilisent pour accéder à ces ressources. Ensuite, comprendre pourquoi il est difficile de mettre en place des initiatives locales dans les zones rurales en Albanie et ce qui devrait encourager les communautés locales à prendre des initiatives. Puis, comprendre pourquoi, dans certaines régions, les tentatives d'actions infusées sont couronnées de succès, alors que, dans d'autres, elles échouent. Enfin, déterminer comment réussir une action collective.

Ces questions ont également conduit à un changement de méthodologie par rapport à celle utilisée à Gjirokastër dans le cadre de l'étude de Master, ce qui a nécessité de nouvelles recherches. Cette fois, l'objectif n'était pas de comprendre les perceptions du produit par les acteurs, mais plutôt celles liées au territoire. C'est-à-dire comment l'image, la perception et les liens (appartenance) que les acteurs accordent au territoire impactent leurs stratégies de développement territorial, plus que la filière prise en compte. D'autant que la filière, produit de l'exploitation des ressources forestières, résultait plutôt d'une tradition reliée au savoir-faire et aux habitudes dans chaque zone (« Je fais ce que mes parents ont fait, parce qu'ils m'ont appris à le faire) plutôt qu'à des actions ou des stratégies récentes de développement (« J'ai ces ressources et que puis-je faire pour les valoriser au mieux).

À travers les mots clés tels que « territoire de projet », « ressources spécifiques », « savoir-faire », « zone montagneuse », « gouvernance », « mobilisation », nous avons défini les caractéristiques recherchées pour le deuxième territoire. Nous souhaitions donc trouver un territoire géographiquement analogue à Gjirokastër, avec des ressources abondantes similaires et une bonne réputation liée à ces ressources. Nous cherchions un territoire où ces ressources seraient utilisées et transformées en produits et où cette transformation serait liée à un savoir-faire traditionnel, par exemple. De plus, nous voulions également identifier une zone où il y aurait des initiatives locales significatives liées à la transformation et à la valorisation des ressources naturelles. Ainsi, nous avions besoin d'un territoire présentant à la fois des similitudes et des différences significatives par rapport à Gjirokastër. Pour nous, ces caractéristiques revêtaient donc plus d'importance que le fait de travailler dans la même filière.



Carte 23 : Localisation des deux districts d'études au niveau du pays. Source : E. Muco, 2023

Pukë s'est révélée être un territoire intéressant (comment nous le verrons dans la partie trois) à l'échelle nationale, en raison de son succès dans les initiatives locales et de leur durabilité dans le temps. Tout comme Gjirokastër, Pukë est un district montagneux, avec un relief accidenté, des infrastructures difficiles d'accès et peu de diversité en termes d'activité économique. Cependant, si l'on compare les stratégies locales de ces deux territoires, on observe des dynamiques de développement différentes.

2. Deux territoires sous un regard croisé

L'entrée en jeu de deux territoires et leurs dynamiques différentes ont conduit notre étude vers une approche croisée. Notre objectif est de voir comment ces deux territoires instituent des formes différentes de développement territorial et d'organisation des filières. Quels sont les

éléments structurels et/ou sociaux qui expliquent que, dans certaines zones, le développement territorial s'exprime à travers des initiatives individuelles, alors que, dans d'autres, des efforts collaboratifs aboutissent à un développement individuel et territorial ? Pour résoudre ce problème, les deux sites doivent être croisés en utilisant les mêmes méthodes et outils méthodologiques. Comme indiqué dans le chapitre précédent, nous avons identifié le KN, KH et KS comme les capitaux les plus importants dans les zones rurales des deux territoires d'étude. La prise en compte des ressources naturelles communes implique une forme de gouvernance locale et la nature publique de ces ressources nécessite une coordination entre les acteurs institutionnels et non institutionnels. Nous travaillons sur cette étude en nous demandant comment la participation (mobilisation) et la coordination de la communauté locale peuvent être considérées comme un vecteur de développement territorial durable dans la démarche de gestion des ressources forestières communes. Nous pensons que la manière dont les communautés locales s'organisent autour d'une activité ou d'une ressource a un impact sur le niveau de développement du territoire.

2.1. Le triangle territoire - ressource - filières comme entrée méthodologique

Pour appliquer notre analyse, nous avons fait un certain nombre de choix méthodologiques : tout d'abord, nous avons décidé de commencer par une **entrée basée sur les territoires**. Nous avons donc procédé à une analyse qualitative détaillée de chaque territoire afin de mettre en évidence les similitudes et les paradoxes qui les caractérisent (Chapitre 2, 2 ; Chapitre 3, 2). Grâce aux acteurs de terrain, nous avons pu construire une image de chaque territoire avant d'entamer l'analyse empirique. Cette entrée est très importante compte tenu des dynamiques socio-économiques et territoriales différentes que ces deux territoires produisent. Nous avons déplacé cette étape au début du manuscrit pour permettre à notre lecteur de connaître les territoires à l'avance.

La deuxième approche concerne les **ressources naturelles** en Albanie, plus particulièrement les forêts et les pâturages, qui sont régis par le même cadre juridique, « *ligji per pyjet dhe kullotat No. 48/2016* » (loi sur les forêts et les pâturages). Cependant, leur réglementation est définie par des articles différents au sein de ce cadre législatif (*cf.* chapitre 1, 2.3.). L'intérêt de cette entrée réside dans le fait que les ressources en Albanie se trouvent à la convergence de la régularisation légale, de l'histoire et des coutumes. Dans notre travail de terrain, nous nous sommes tout d'abord intéressée au cadre légal encadrant ces ressources en Albanie. Ensuite, à

travers des recherches bibliographiques, nous avons exploré l'histoire et l'évolution du foncier forestier dans ce pays. Enfin, lors de notre enquête sur le terrain, nous avons pu prendre connaissance des coutumes propres à chaque zone, qui influencent l'utilisation et l'accès à ces ressources naturelles. Cette entrée nous permet de voir comment les acteurs du territoire se coordonnent entre eux pour accéder à la ressource potentielle et la transformer en ressource territoriale. Nous voulons également voir comment les mêmes types d'acteurs se mobilisent sur des territoires différents.

L'activation des ressources potentielles et la création de produits marchandises nous amènent, également, à **une approche de filière** (filière élevage et PFNL). À travers cette approche, nous cherchons à vérifier si les différentes utilisations de ces ressources conduisent à des formes d'organisation différentes ou non. Les acteurs interne, institutionnels et communautaires, ainsi que les acteurs associatifs et externes, nous ont aidée à collecter des informations objectives, ce qui nous a permis de conclure de manière scientifique en ce qui concerne ces différentes formes d'exploitation des ressources, en fonction des intérêts d'utilisation. Dans ce cas, les acteurs sont classés en fonction de leur échelle d'opération. En entrant dans la filière, l'intérêt est de voir si ces acteurs réagissent différemment selon les produits. Nous voulons voir quelles mobilisations d'acteurs sont imposées par chaque type de filière.

Si Pukë et Gjirokastër peuvent être comparées en termes de territoires similaires, la question posée est de savoir comment nous pouvons comparer deux filières différentes. Le choix de ces trois entrées permet de mieux comprendre les différences entre les deux territoires. En premier lieu, nous partons de l'hypothèse que deux territoires ruraux, même s'ils présentent des conditions de relief similaires, réagissent et suivent des stratégies de développement différentes. Les caractéristiques liées au territoire et, principalement, aux communautés qui entourent ce territoire, peuvent expliquer ces stratégies. Par ailleurs, nous pensons que les différents secteurs orientent les acteurs du territoire vers des stratégies différentes. Enfin, nous travaillons avec des acteurs (*Figure 23, Figure 24*) qui appartiennent à deux filières spécifiques et nous ne pouvons donc pas exclure cette approche par la filière dans l'étude. Si l'on considère les deux secteurs, les différences entre les acteurs sont clairement visibles, avec une chaîne d'acteurs plus large à Pukë et plus étroite à Gjirokastër. Le travail sur le terrain nous a permis d'identifier tous les acteurs impliqués dans la chaîne de production et de commercialisation du fromage. Grâce aux informations collectées, nous avons élaboré les deux schémas ci-dessous, en identifiant également si ces acteurs sont territoriaux ou extra-territoriaux.

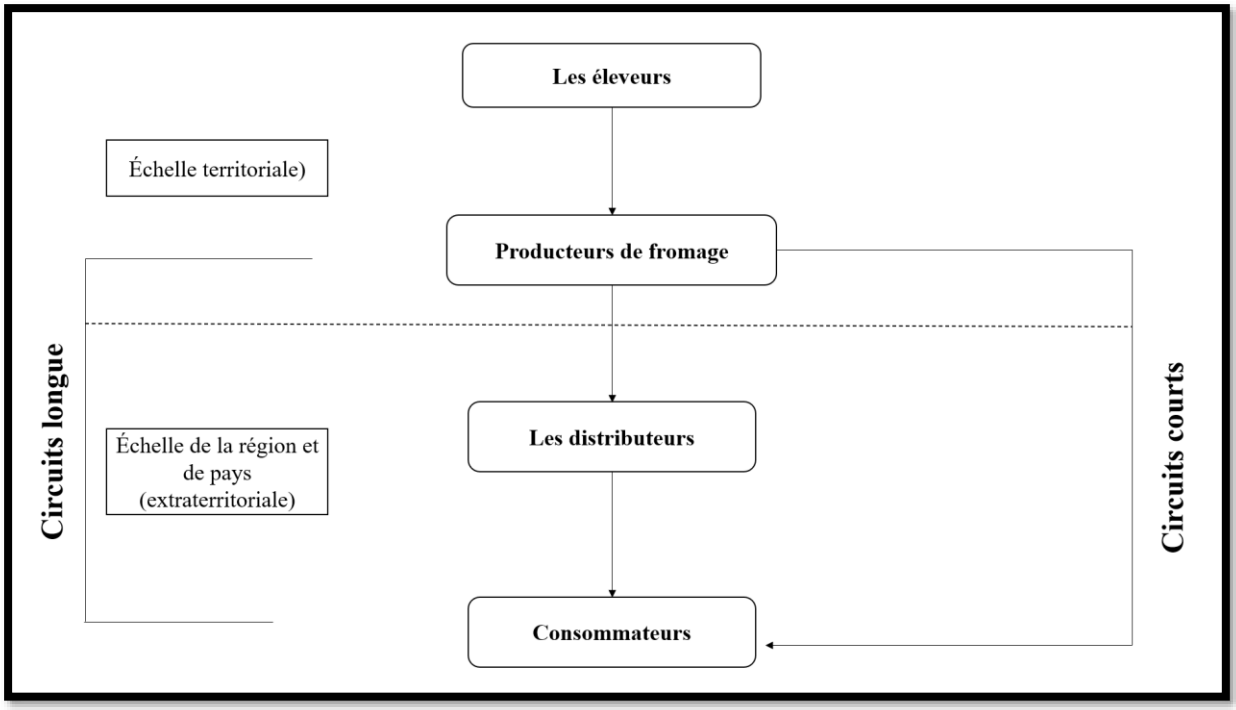


Figure 23 : Schématisation des acteurs sectoriels à Gjirokastër. Source E. Muco 2021

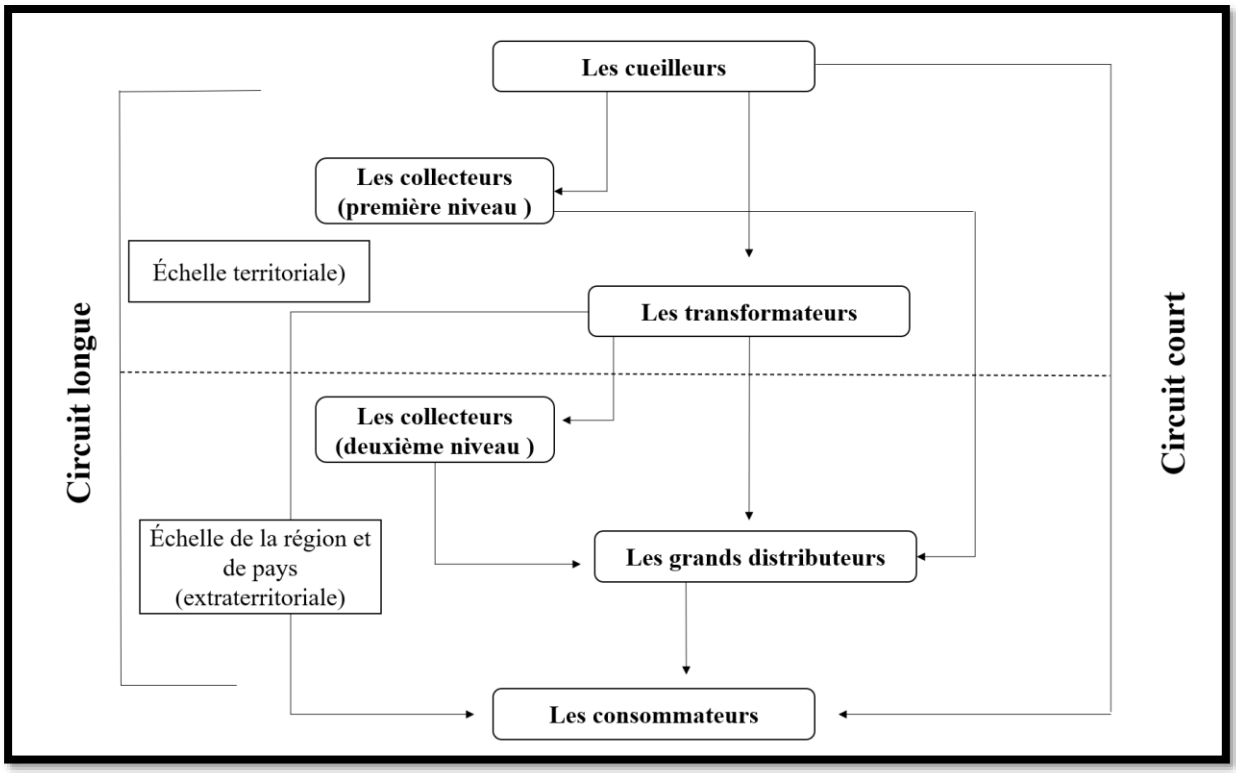


Figure 24 : Schématisation des acteurs sectoriels à Pukë. Source : E. Muco 2021

Il est très important de préciser que notre objectif n'est pas d'étudier les deux filières, mais simplement de tester si les stratégies de mobilisation adoptées par les acteurs sont, d'une

certaine manière, influencées par le type et les caractéristiques de la filière. Par conséquent, nous abordons très peu l'analyse des filières (*Encadré 8*) dans notre étude de cas.

Encadré 8 : Notion de filière

La notion de filière a été développée vers 1957 par Goldberg et Davis (Fontan, 2006). Selon ces deux auteurs, elle fait référence à toutes les opérations qui transforment les matières premières en produits finis (*Ibid.*). Au fil du temps, plusieurs auteurs et centres de recherche se sont intéressés à cette notion et l'ont développée. Aujourd'hui, le concept de filière intègre plusieurs éléments que l'on peut regrouper en trois approches : technique, financière et socio-économique (*Ibid.*). En France, cette notion a été développée dans les années 1960. Le CIRAD a beaucoup travaillé dans ce domaine. Selon une définition donnée par un de leurs groupes de chercheurs, la filière se définit comme suit :

« une filière est une représentation de l'ensemble des systèmes-acteurs directement impliqués à tous les stades de l'élaboration d'un produit et des relations d'échange de produits et d'informations qu'ils entretiennent. La filière s'étend donc de l'amont (fourniture des semences et des intrants) de la production agricole, sylvicole ou d'élevage jusqu'aux marchés de consommation finale. Les flux et les activités qui la parcourent, de l'amont vers l'aval et de l'aval vers l'a mont, peuvent être caractérisés principalement par des paramètres quantitatifs et qualitatifs, des techniques et des savoir-faire, des valeurs économiques, des modes d'organisation. La filière n'est donc que le nom donné à un système particulier centré sur la production, la circulation et la transformation d'un ou de plusieurs biens ou services. Il est donc vain d'opposer l'approche, verticale, de la filière et celle, horizontale, du système agraire. Il s'agit plutôt d'articuler ces deux démarches pour mieux rendre compte de la réalité. Le découpage en champs d'études permet cependant de mettre en œuvre des méthodes d'analyse et de recherche spécifiques, donc une conceptualisation, justifiant la distinction des domaines de travail, mais non leur opposition au nom d'une théorie qui dominerait les autres » (P. Fabre et al., 1997).

Dans notre étude, nous nous intéressons aux secteurs agricoles, cependant, il nous semble correct de nous rapprocher d'une définition plus appropriée. Selon Fraval (2000, dans Fontan, 2006), « *une filière agricole est centrée sur un produit agricole de base et sur tout ou partie de ses transformations successives. En analyse économique, une filière peut être considérée comme un mode de découpage du système productif privilégiant certaines*

relations d'interdépendance. Elle permet de repérer des relations de linéarité, de complémentarité et de cheminement entre les différents stades de transformation ».

Les trois entrées méthodologiques dans un cadre territorial soulignent l'importance et le rôle de la coordination des différents acteurs à différentes échelles. Cette coordination nous conduit à la théorie de la proximité. Cette notion, largement présente dans les travaux d'André Torre, joue un rôle important dans l'explication des éléments et des formes de relations sociales créées ou dans la constitution des liens, au sein des territoires (*cf.* chapitre 8 ; 2).

2.2. Les capitaux multiples comme méthode empirique de recherche

À travers les indicateurs du capital territorial, nous avons construit un cadre méthodologique pour les deux sites étudiés. Par conséquent, cette approche méthodologique consiste à proposer des indicateurs pour analyser chaque type de capital. Pour ce faire, nous proposons une méthode d'analyse par les capitaux multiples (Garrabé & Feschet, 2013) en combinaison avec la taxonomie d'analyse (*Figure 15 p.188*) de Camagni (2009). Comme nous l'avons mentionné, la grille Camagni représente pour nous une référence de base. Cependant, nous sommes allée plus loin en personnalisant cette grille avec les éléments de chaque territoire. L'approche des capitaux multiples, développée par Michel Garrabé, tente de mesurer les capacités réelles des acteurs, issues des pratiques sociales, au sein d'un secteur. L'approche par les capitaux multiples (MCM) prend sa forme dans les travaux de Amartya Sen (1981) concernant le bien-être individuel et la liberté de choix. La contribution de Sen, à travers les notions de capacités et d'attributs - qui représentent les choix que l'on peut faire en utilisant les opportunités de l'environnement dans lequel on vit - a dépassé la théorie économique du développement[99] (Brasili et al., 2012). Selon cette logique, l'accès à différentes ressources (capitaux) contribue à l'augmentation de la liberté de choix et au niveau de développement territorial. Cette approche fait le lien entre la satisfaction des besoins des êtres humains et l'augmentation de leur qualité de vie à travers, par exemple, la consommation, le travail satisfaisant, la santé, les relations personnelles (Garrabé & Feschet, 2013). Pour Garrabé et Feschet (2013), les capitaux désignent les ressources mobilisables de production au cours d'une activité, qu'elle soit économique ou sociale, tangible ou intangible, publique ou privée. Selon cette méthode (MCM), « *les différentes formes de capitaux, économique, humain, institutionnel, naturel et social*

[99] Aller au-delà de la prise en compte du PIB par habitant comme indicateur de développement.

caractérisent la nature contextuelle d'un processus particulier de développement territorial » (*Ibid.*). Dans son approche MCM, Garrabé a identifié les sous-classes de chaque type de capital présent. Ces dernières nous ont permis d'élaborer le questionnaire que nous avons utilisé auprès de la communauté de chaque territoire et des acteurs de la filière PFNL et du fromage (*Tableau 12 ; Tableau 13 ; Tableau 14*). Il est important de souligner que, tout comme la matrice de Camagni, la méthode MCM de Garrabé et Feschet ne constitue qu'une référence de base qui a facilité l'évolution de notre méthodologie. Compte tenu du fait que ces méthodes sont utilisées dans des contextes différents (par exemple, la taxonomie de Camagni est utilisée à une échelle plus grande, celle de la région et non celle du milieu rural comme dans notre cas), nous avons dû l'adapter et la compléter en fonction de l'objet de notre étude. De même, la méthode MCM développée par Garrabé et Feschet, utilisée à une échelle plus petite, celle de la filière et non du territoire, comme c'est notre cas. Par la suite, nous avons entrepris d'approfondir et d'unifier notre approche en harmonie avec les objectifs de notre étude, en effectuant des transformations et en intégrant des variables inspirées de ces deux méthodes. Par ailleurs, cette méthode, croisée avec l'approche de Camagni, nous permet d'entrer dans le territoire et de qualifier les liens acteurs/ressources développés dans nos deux territoires d'étude. La difficulté de notre travail consiste à adapter cette méthodologie du point de vue de l'évaluation des capacités individuelles (Garrabé) à des capacités collectives et territoriales, et d'une échelle de développement et de compétitivité régionale (Camagni) à une échelle plus petite, de développement rural basé sur la spécificité. Pour faciliter notre travail, nous commençons par la caractérisation des capitaux des territoires. La difficulté est aussi de trouver des indicateurs communs pour caractériser deux territoires différents et d'adapter cette grille à des cas empiriques.

Tableau 12 : Application de la méthode MCM pour conceptualiser le KN et production d'indicateurs

Type de capital (1)	Nature du capital (1)	Sous-classe (1, 2, 3)	Variables (3)
KN	Matériel, Rival et non Rival selon le type d'utilisation, exclusif et non exclusif selon	Règles de propriété	Les ressources que vous utilisez sont des ressources publiques ou privées ?
		Règles d'accès	Comment accédez-vous à la ressource ? Payez-vous pour accéder à la ressource ? Avez-vous des conflits liés à l'utilisation ?
			Comment évaluez-vous la qualité de la ressource que vous utilisez ? Avez-vous remarqué des changements dans la qualité ces 10 dernières années ?

	le type de foncier	Qualité de la ressource	

1) Sur la base de l'approche de Camagni

2) Sur la base de l'approche de Garrabe et Feschet

3) Production personnelle

Tableau 13 : Application de la méthode MCM pour conceptualiser le KH et production d'indicateurs

Type de capital (1, 2)	Nature du capital (1)	Sous-classe (2, 3)	Variables (3)
KH	Immatériel peut-être individuel (exclusif) ou collectif (non exclusif).	Éducation	Niveau de scolarisation Formation agricole Profil
		Acquisition de savoir-faire et transmission	Comment avez-vous appris votre métier ? Depuis combien de temps pratiquez-vous cette activité ? Si une formation vous est proposée pour améliorer votre savoir-faire et compétence, accepteriez-vous ?
		Conditions de travail	Avez-vous quelqu'un qui vous aide dans votre activité ? Avez-vous un autre travail en parallèle ?

1) Sur la base de l'approche de Camagni

2) Sur la base de l'approche de Garrabe et Feschet

3) Production personnelle

Tableau 14 : Application de la méthode MCM pour conceptualiser le KS et production d'indicateurs

Type de capital (1, 2)	Nature du capital (1)	Sous-classe (2, 3)	Variables (3)
		Participation communautaire	Contribueriez-vous économiquement à améliorer un service dans votre village ? Contribueriez-vous économiquement pour aider un autre villageois en cas de nécessité ? Contribueriez-vous économiquement pour aider un proche en cas de nécessité ? Contribueriez-vous économiquement à aider un habitant d'un autre village dans le besoin ?

KS	Immatériel, non rival et non exclusif.	Connaissance et Confiance	Niveau de connaissance et de confiance générale : entre la famille proche, entre le voisinage, entre le village Niveau de connaissance et de confiance associative : autres communautés (en dehors du village), NGO, organismes sociaux, *etc.* Niveau de connaissance et de confiance institutionnelle : différents niveaux de gouvernance (locale, régionale et nationale)
		Participation civique (coopération)	Faites-vous partie d'une association ? Souhaitez-vous vous joindre à la proposition de créer une association dans votre village/ville ?
		Intégration et expression	Si vous proposez une idée, pensez-vous que d'autres résidents la considéreraient ? Êtes-vous la personne la plus influente du village ? Pouvez-vous exprimer librement votre mécontentement ? Pouvez-vous exprimer librement votre conviction politique ?
		Réseaux sociaux	Niveau d'interaction à travers la fréquence de connaissance et la densité de connaissance (territoire et filière) Nature des relations (territoire et filière)

1) Sur la base de l'approche de Camagni

2) Sur la base de l'approche de Garrabe et Feschet

3) Production personnelle

3. Construire une typologie des acteurs grâce à leur identification, leur regroupement et leur localisation

La troisième étape méthodologique consiste à identifier les acteurs. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la géographie sociale et humaine qui considère le territoire comme un espace co-construit par un système de réseaux d'acteurs. Il s'agit ensuite de voir qui sont ces acteurs et comment ils interagissent entre eux. Cette étape d'identification des acteurs est réalisée pendant la phase d'exploration des territoires (en particulier à Pukë). Pendant cette phase, nous avons pu identifier 4 types d'acteurs au niveau du territoire et extra-territoriale. Pour les identifier, nous nous sommes appuyés sur la méthode de l'hélice quadruple (HQ) (*Encadré 9*).

Encadré 9 : La philosophie derrière HQ

Le modèle de la Quadruple Hélice est une approche intersectorielle de l'innovation et du développement régional qui met l'accent sur la collaboration entre les universités, l'industrie, le gouvernement et la société civile. Le modèle de l'hélice quadruple encourage la collaboration entre les acteurs des quatre hélices. Les acteurs des différentes hélices travaillent ensemble pour résoudre des problèmes complexes et promouvoir le développement territorial. Ce modèle est une extension du modèle de la triple hélice. Ce dernier, développé dans les années 1990 par Henry Etzkowitz et Loet Leydesdorff, mettait l'accent sur la collaboration entre les universités, l'industrie et le gouvernement. Le modèle de la quadruple hélice intègre un quatrième acteur, à savoir la société civile, pour une approche plus inclusive de l'innovation. En ajoutant cette quatrième hélice, les chercheurs s'efforcent de comprendre comment celle-ci peut favoriser l'innovation et le développement territorial. Nordberg (2017) met en évidence la capacité du modèle de la Quadruple Hélice à favoriser une grande variété d'innovations, contrairement au modèle de la Triple Hélice qui se concentre sur la haute technologie (Höglund & Linton, 2018). Nordberg conclut également que la quatrième hélice est généralement définie comme englobant les valeurs, la culture et le contexte général des processus d'innovation (Hasche et al., 2020). De même, dans le contexte de l'étude des systèmes d'innovation, Colapinto et Porlezza (2012) mettent en avant le fait que la quatrième hélice est étroitement liée aux réseaux, au transfert de connaissances et au capital humain (Hasche et al., 2020; Höglund & Linton, 2018). Le modèle de la Quadruple Hélice a été promu et encouragé par l'UE en tant que cadre de référence pour la recherche, l'innovation et le développement régional. L'UE a soutenu ce modèle par le biais de financements, de programmes de recherche et de politiques visant à encourager la collaboration entre les acteurs des quatre hélices. Les projets de recherche financés par l'UE ont souvent adopté une telle approche pour favoriser l'innovation et la recherche-développement. L'objectif vise à comprendre les relations et la valeur créée entre les différents acteurs. Ces relations sont généralement considérées comme faisant partie d'un cadre plus vaste, à savoir un réseau de relations interdépendantes (Hasche et al., 2020). Cette interdépendance est fréquemment analysée en termes d'acteurs (qu'ils soient publics ou privés), de ressources et d'activités (*Ibid.*).

Les quatre hélices :

1) Les universités (hélice de l'éducation) : Les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche et les universités jouent un rôle central dans la production de connaissances, la recherche et le développement.
2) Industrie (hélice de l'économie) : Les entreprises, les acteurs économiques et les industries privées sont responsables de la création de richesses et de la transformation des connaissances en produits et services innovants.
3) Gouvernement (hélice politique) : Les autorités publiques, locales, régionales et nationales jouent un rôle dans la réglementation, le financement et la coordination des politiques publiques liées à l'innovation et au développement.
4) Société civile (hélice Société) : La société civile englobe les citoyens, les groupes communautaires, les ONG, les associations, les organisations environnementales, *etc.* Elle représente les intérêts, les besoins et les préoccupations de la population.

Le modèle de la Quadruple Hélice est souvent appliqué au niveau régional, notamment pour favoriser son développement. Mais, ce modèle peut également être appliqué à des échelles plus fines telles que les districts, les villes ou les communes. Cette approche vise à résoudre des problèmes sociétaux complexes et à favoriser le développement de solutions innovantes qui bénéficient à l'ensemble de la société. Dans le cadre de notre méthodologie, ce modèle nous a permis d'identifier les acteurs et construire la première typologie des acteurs intra et supra-territoriale.

En suivant l'hélice (*Figure 25*), nous avons identifié ces quatre groupes, puis nous avons croisé ce schéma avec nos propres acteurs (*Figure 26*) (*Carte 24 p.242*).

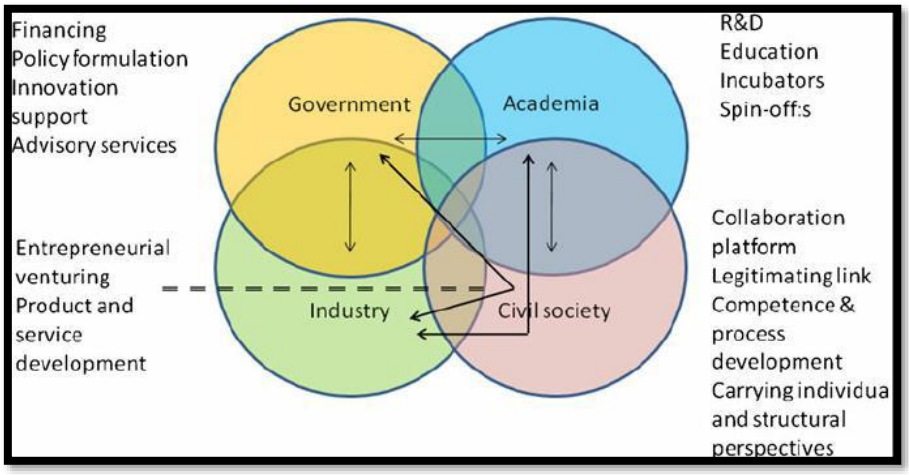


Figure 25 : L'hélice quadruple pour identifier les acteurs. Source : (Lindberg et al., 2014)

Gouvernement : Nous entendons ici les institutions politiques et décisionnelles. Nous appelons ce groupe les acteurs gouvernementaux en faisant référence aux institutions de décision et de politiques publiques. Nous parlons de structures formelles, fonctionnant selon un cadre juridique, capables de produire des règles et de s'assurer de l'application de ces règles. Nous classons ce groupe en fonction de son échelle de fonctionnement.

- Au niveau central, on trouve le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (AZHBR) et le ministère du Tourisme et de l'Environnement (MTM).
- Au niveau régional, ce sont les Agences Régionales pour les Zones Protégées (ARZM) et les Agences Régionales pour l'Agriculture (AREB), qui sont des structures du ministère du Tourisme de l'Environnement (MTM) et du Ministère de l'Agriculture (AZHBR).
- Au niveau local, on identifie les municipalités.

Academia (l'académie et la recherche) : Dans ce groupe, nous nous référons à des experts externes dans le domaine, à savoir des chercheurs de l'Université agricole de Tirana et des experts en foresterie et en développement rural.

Civil society (la société civile) : Ici, nous entendons les formes d'organisation formelles ou non formelles qui se consacrent soit au développement des zones rurales, soit à une production spécifique. Nous appelons ce groupe les acteurs associatifs et les classons en fonction de leur échelle de fonctionnement. Nous avons, donc, identifié :

- Au niveau international, RTM (*Volontari del Mondo*), une association italienne qui supporte et finance des projets à Pukë.
- Au niveau national, RASP (*Rural Association Support Program*), ADAD Malore **(***Agriculture Development in Mountainous Regions*).
- **Au niveau local, *AgroPuka* à Pukë, mais aucune à Gjirokastër.**

Industry (secteur) : Le quatrième groupe est constitué de communautés rurales impliquées dans les deux secteurs : élevage et fromage et produits non ligneux. Nous avons défini la communauté comme des individus qui vivent sur le même territoire et exercent la même activité, qui partagent les mêmes valeurs et savoir-faire et qui ont une histoire commune.

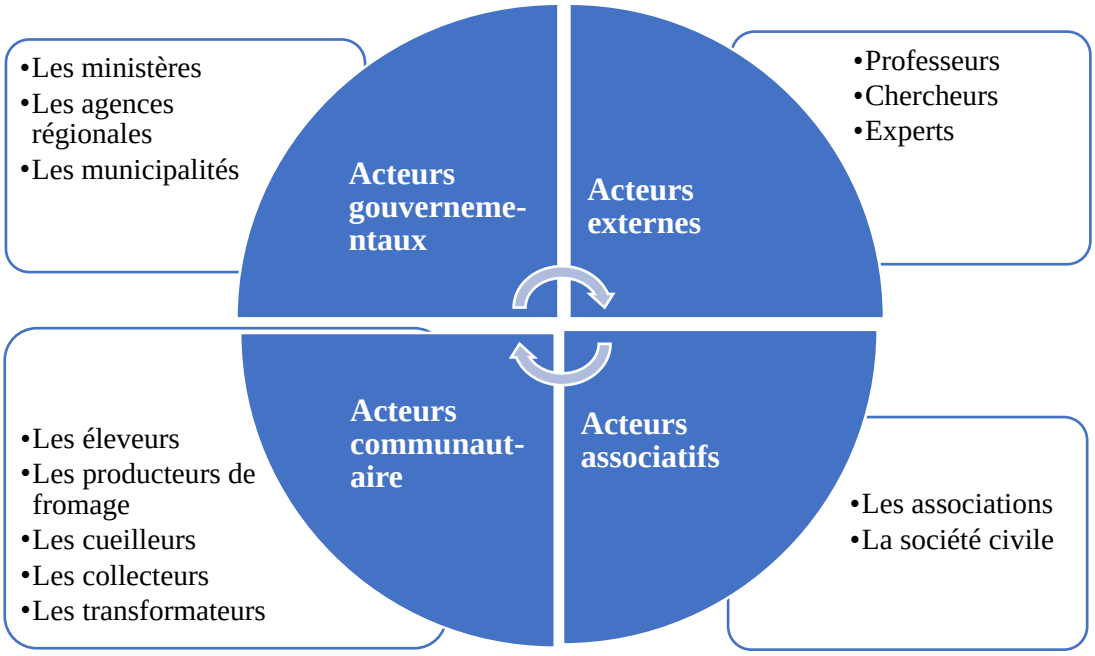


Figure 26 : Schématisation des acteurs à l'aide de la quadruple hélice. Conception de E. Muco

Ensuite, nous avons avancé en explorant les relations supposées entre les quatre hélices, en les appliquant cette fois-ci aux deux territoires d'étude. Grace au schéma ci-dessous (*Figure 27*), nous avons identifié les relations, les activités et les fonctions entre chaque type d'acteurs. Le schéma est structuré en fonction d'un ordre spatial des échelles de fonctionnement des acteurs, avec les institutions et les communautés disposées verticalement, et la société civile et l'académie (chercheurs, experts, professeurs) disposées horizontalement. Ces deux derniers acteurs jouent un rôle crucial pour faciliter les échanges entre les gouvernements et les communautés, tout en encourageant et facilitant les actions ascendantes. De plus, il est intéressant de noter que, même si ces deux derniers groupes sont disposés horizontalement, leurs échelles de fonctionnement diffèrent, ce qui reflète davantage la réalité. En fait, la position de ces deux types d'acteurs est délibérément choisie dans cette configuration pour mettre en évidence leurs domaines d'application respectifs. En effet, les experts externes interagissent davantage avec les institutions de prise de décision en fournissant leur expertise et leur formation (renforcement des capacités) dans le cadre du développement local. Par ailleurs, les associations se rapprochent davantage des communautés en les soutenant dans leurs stratégies ascendantes.

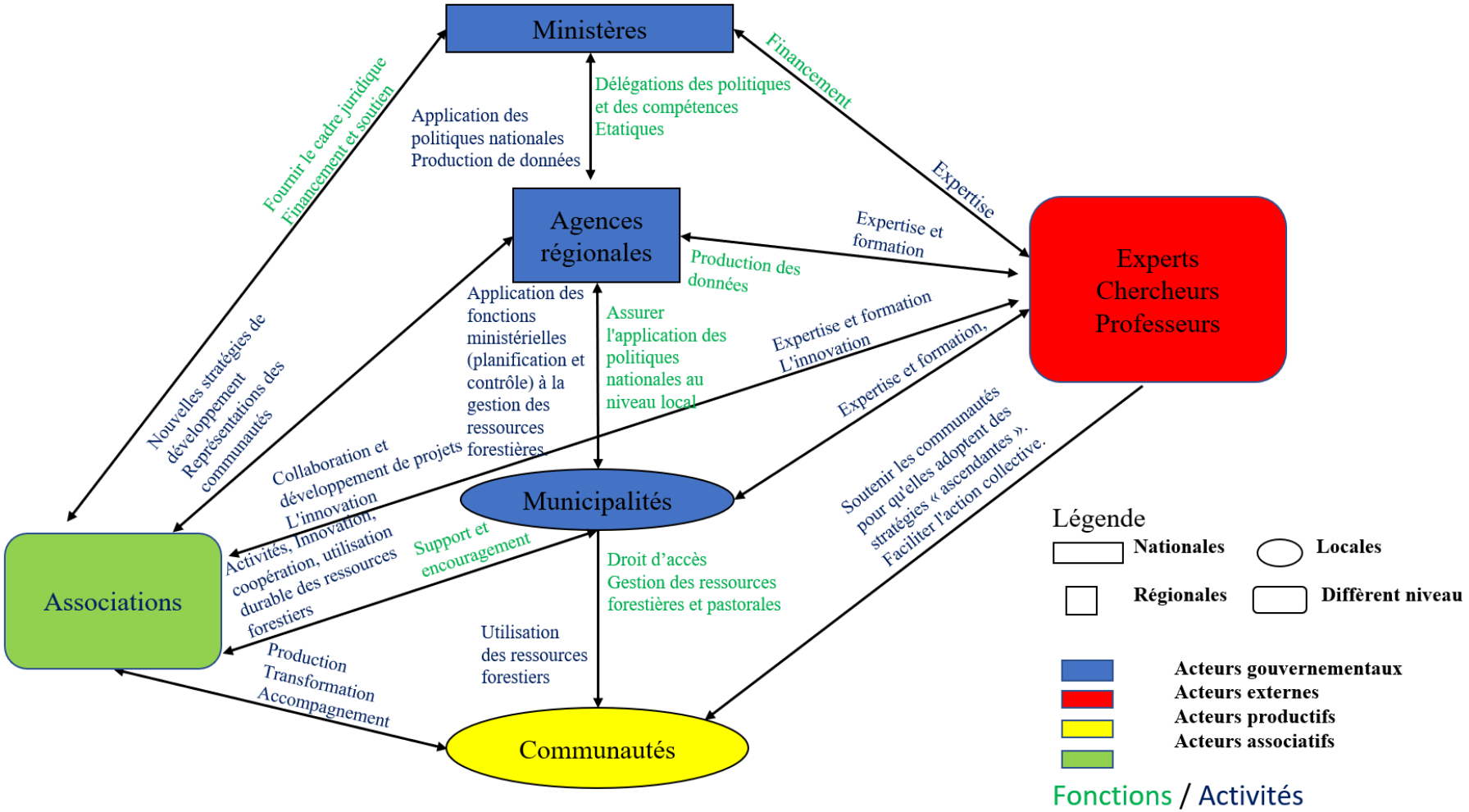


Figure 27 : Comment les acteurs composant les quatre hélices de modèle de « Smart Specialization » s'intègrent dans l'approche méthodologique de la thèse. Source : Conception d'E. Muco, 2023

3.1. Articuler plusieurs techniques d'enquêtes dans une approche multi-acteurs

Dans notre démarche, la deuxième question était de savoir comment trouver chaque groupe d'acteurs. Tout d'abord, nous avons commencé par utiliser les contacts que j'avais conservés lors de mon travail réalisé en Master. Nous avons débuté par les acteurs extérieurs. En tant qu'ancienne étudiante de l'Université agricole, j'ai pensé qu'il serait plus facile de commencer par les enseignants-chercheurs de l'université. Nous avons donc entamé une recherche sur les chercheurs de l'Université agricole de Tirana par le biais de mots clés (développement rural, ressources naturelles, coopération). Nous avons commencé par les experts que je connaissais déjà et les avons sollicités. Ensuite, nous avons établi des contacts avec des organisations, fort utiles lors de mon travail de Master, à savoir GIZ Albanie, RASP et ADAD Malore. Cette fois-ci, nous avons utilisé un guide d'entretien différent de celui que j'avais utilisé lors de mon stage de Master. Par le biais de la méthode boule de neige, nous avons pu entrer en contact avec des acteurs gouvernementaux et des autres associations.

Pour le dernier groupe, c'est-à-dire les acteurs communautaires, nous avons utilisé diverses méthodes afin de les identifier. Des méthodes de recherche mixtes ont été utilisées pour accéder au plus grand nombre d'individus possible. Nous avons principalement focalisé nos efforts sur le groupe associatif de Pukë pour identifier les acteurs de la communauté et sur le groupe institutionnel (les trois municipalités) à Gjirokastër, étant donné l'absence de groupes associatifs dans ce district. Deux critères principaux ont été préalablement définis : d'une part, le territoire, les individus interrogés devaient donc résider dans la limite de chaque territoire et, d'autre part, le secteur, les individus étant des acteurs dans chaque secteur.

Pour construire l'échantillonnage, des techniques aléatoires[100] non probabilistes ont été utilisées dans le cas de Gjirokastër et des techniques empiriques[101] dans le cas de Pukë. Dans le cas de Gjirokastër, l'enquête a été réalisée à partir d'une base de données des éleveurs (*Photographie 16* p.497) et des producteurs de fromage avec leur nom, prénom, adresse et numéro de téléphone. Nous n'avons donc pris en compte que les éleveurs qui utilisent des pâturages publics pour faire paître leur bétail et qui demandent aux municipalités l'accès aux pâturages

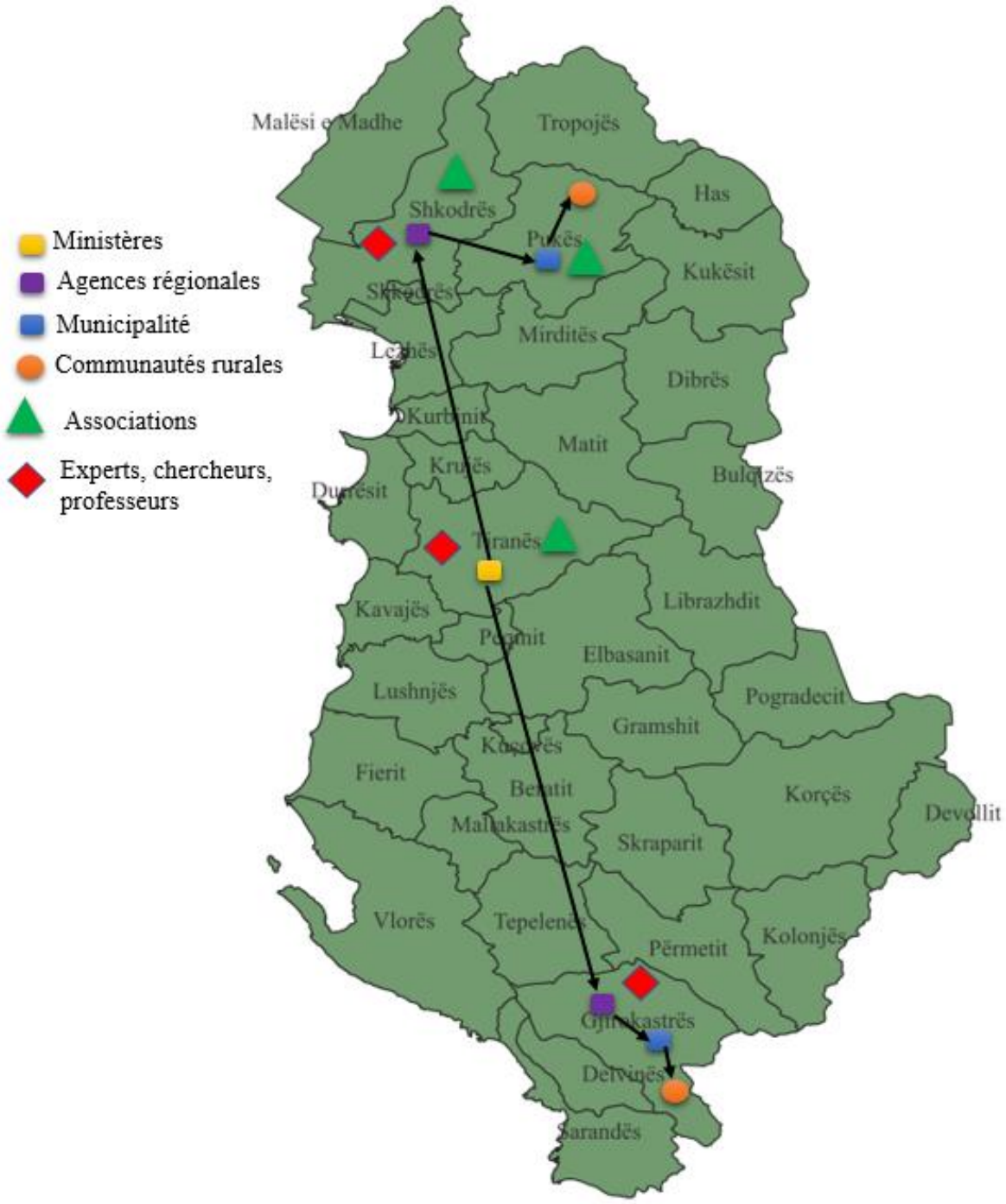
[100] Les techniques aléatoires sont considérées comme plus efficaces, car elles reposent sur la théorie de sondage, qui garantit que chaque individu de la population mère a la même probabilité d'être interrogé.

[101] Les techniques empiriques sont utilisées dans les cas où la base de sondage n'est pas disponible, comme dans le cas de Pukë. Dans ce cas, le chercheur doit construire son propre échantillonnage en fonction de caractéristiques prédéfinies.

publics. Cette clarification est importante, car la liste des éleveurs ne représente qu'une partie de ceux du district. En réalité, les éleveurs qui sollicitent les autorités municipales pour obtenir l'accès à des terres publiques sont principalement de grands éleveurs qui commercialisent leur lait et qui détiennent plus de 100 têtes de bétail. Les autres avec un cheptel de moins de 100 têtes de ruminants, n'ont pas besoin de conclure des contrats avec les autorités municipales. Ils exploitent des terres privées ou publiques rendues librement accessibles aux habitants du village, appelées *Musha* (*Figure 39* p. 298). Leur production laitière est principalement destinée à l'autoconsommation ou à la vente en circuit court auprès des membres de leur famille ou d'amis proches. Par ailleurs, la liste fournie par les municipalités nous a permis de fixer des réunions avec ces acteurs, ce qui nous a permis d'être efficace en termes de temps. Parfois, nous avons eu accès à des entretiens téléphoniques, lorsque la rencontre en personne n'était pas possible. Le principal défi, lors de la tentative d'établir un premier contact téléphonique avec les éleveurs de bétail, résidait dans le fait que, dans la plupart des cas, la couverture réseau était insuffisante, car la majorité d'entre eux se trouvait en zones montagneuses. De plus, lors des entretiens téléphoniques qui ont pu être réalisés, des interruptions fréquentes sur les lignes téléphoniques ont perturbé la fluidité des conversations. De nombreux entretiens ont été initiés, mais n'ont pu être achevés, car, une fois la communication téléphonique interrompue, il était impossible de se reconnecter avec l'interlocuteur.

À Pukë, en revanche, les techniques empiriques de type boule de neige[102] ont largement été utilisées. Avant de commencer le travail de terrain, les acteurs du secteur PFNL ont été identifiés, ce qui a facilité le travail. Nous avions donc une idée précise des personnes que nous devions interroger, malheureusement, nous n'avions pas de liste de ces acteurs, car ils sont informels. Par conséquent, nous avons demandé à chaque personne interrogée d'en identifier une autre, ce qu'on appelle la méthode de la boule de neige. Le contact précoce avec l'association AgroPuka, que ce soit dans le cadre du processus d'identification des acteurs ou celui des déplacements, a été d'une grande aide pour la réalisation des enquêtes dans ce district.

[102] La méthode de la boule de neige décrit une façon dont les acteurs identifient d'autres acteurs ayant les mêmes caractéristiques. Cette technique est répétée pour chaque acteur, qui apparaît comme une boule qui grossit en roulant.



Carte 24 : Localisation des acteurs (type = 4) au sein du pays (échelle nationale), de la région (échelle régionale) et du territoire (échelles locales) en soulignant la distance entre eux et leur échelle d'opérationnalité. Source : E. Muco, 2023

3.2. Des outils méthodologiques différents pour chaque groupe d'acteurs

En ce qui concerne les outils de collecte de données, diverses méthodes d'enquête ont été utilisées. Des guides d'entretien ont été élaborés pour les trois premiers groupes, dont les acteurs gouvernementaux, les acteurs externes et la société civile, tandis que des questionnaires semi-structurés ont été élaborés pour le quatrième groupe, la communauté. Les guides d'entretien ont été choisis pour les trois premiers groupes d'acteurs dans le but de recueillir des informations qualitatives concernant plusieurs aspects. Cela inclut le cadre légal régissant l'opération de la société civile dans le pays, le développement des initiatives locales à l'échelle nationale et dans les deux districts choisis, ainsi que les collaborations entre ces trois groupes d'acteurs dans le cadre des stratégies de développement territorial. Ces entretiens visaient également à mieux comprendre leur rôle dans le processus de développement territorial, en nous basant sur le modèle de la Spécialisation Intelligente. En outre, des questionnaires structurés ont été utilisés avec les acteurs du secteur du fromage et des PNFL pour recueillir des données plus quantitatives. Comme indiqué au début de cette section, les guides d'entretien et le questionnaire étaient identiques pour les deux territoires.

3.2.1. Compréhension de la dynamique des acteurs et des territoires par les guides d'entretiens

Sur la base de guides d'entretien, certains acteurs territoriaux et extra-territoriaux situés à différentes échelles géographiques ont été interrogés afin de mieux connaître les dynamiques sociales dans les deux territoires. Pour élaborer le guide d'entretien pour chaque groupe, nous avons fait attention à inclure des éléments qui nous permettraient de connaître : le territoire, la participation civique et politique des communautés locales, les potentiels du développement des zones rurales, et les tentatives de coopération. Au cours de cette phase, un total de 10 entretiens ouverts a été mené aux niveaux régional et national. Il s'agit de 4 entretiens avec des acteurs institutionnels (deux ministères et deux agences régionales), 2 avec des acteurs associatifs (ADAD Malore et RASP), et 4 autres avec des acteurs académiques et des chercheurs au niveau national et régional. Au niveau local, nous avons réalisé des entretiens avec 5 acteurs institutionnels, couvrant les 5 municipalités de deux districts (2 municipalités à Pukë et 3 municipalités à Gjirokastër). En ce qui concerne la société civile, au niveau local, nous avons identifié AgroPuka à Pukë, ainsi que des groupes informels de femmes à Pukë, créés avec le soutien d'AgroPuka.

Tableau 15 : Présentation des acteurs interrogés selon l'échelle et par district

Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Environnement et de Tourisme Acteur Associatif (2 entretiens) Acteurs Académiques (4)	
Pukë	**Gjirokastër**
Agence régionale	Agence régionale
Municipalités (2 entretiens)	Municipalités (3 entretiens)
AgroPuka Groupes de femmes	
Communauté (39 enquêtes)	Communauté (46)

Source : E. Muco, 2023

Le guide d'entretien a été construit en fonction du type d'acteur, ce qui a donné lieu à trois guides différents, cependant, des questions communes ont été posées à chaque groupe afin de pouvoir comparer les réponses comme le montre le *Tableau 16*. Les questions sont divisées en trois couleurs distinctes qui différencient trois thèmes principaux (en vert – appréhension territoriale et rurale ; en bordeaux – utilisation des ressources ; et en bleu – échange publique / privé) détaillés dans le *Tableau 17*.

Il est essentiel de souligner ici que les informations générées lors de ces entretiens ont été utilisées pour alimenter différents chapitres de la thèse. Une grande partie d'entre elles nous a permis de comprendre l'application de la nouvelle réforme territoriale au niveau local, en comblant un manque de littérature à ce sujet. De plus, elles nous ont également aidée à appréhender la dynamique du développement territorial et rural en Albanie, qui représente un nouvel aspect dans le pays. La transcription des grilles d'entretien a permis de regrouper l'analyse en trois thèmes principaux dans le processus de développement territorial à travers les perceptions des acteurs gouvernementaux, académiques et associatifs.

Tableau 16 : Description des guides d'entretiens pour chaque type d'acteur.

Type d'acteur	Questions
Acteurs gouvernementaux (représentés par les institutions de décisions)	- Quel est le rôle de votre institution dans le développement territorial ? - Qu'est-ce que le développement territorial ? et rural ? Est-ce la même chose ? - Pouvez-vous nous parler de projets passés, présents ou futurs en faveur du développement territorial et rural ? - Les communautés locales sont-elles incluses dans ces projets ? - Les agriculteurs sont-ils représentés dans votre institution ? Participent-ils au processus de prise de décision ? - Existe-t-il des sociétés de coopération agricole dans votre région ? - Quel est l'impact de la nouvelle réforme dans votre zone ? - Quel est le potentiel de votre région ? Que faites-vous pour développer ce potentiel ? - Quels sont les désavantages de votre région par rapport au reste du pays ? - Pensez-vous que votre région fait partie des régions les plus défavorisées d'Albanie ? - Quelles sont vos attentes en matière de développement rural ? - Existe-t-il une stratégie de développement rural dans votre institution ? - Les ressources naturelles sont-elles utilisées de manière durable par les habitants de la région ? Quel est votre rôle pour assurer une utilisation durable ? - Au cours des cinq dernières années, l'état des forêts s'est-il amélioré ou a-t-il empiré ? Pourquoi ? - Pensez-vous que les communautés locales sont en mesure de protéger leurs ressources ? Pensez-vous qu'elles soient capables de prendre des initiatives pour mieux utiliser ces ressources ? - Pensez-vous qu'elles soient capables de gérer un projet sans l'aide d'experts externes ? - Qu'est-ce qu'une zone rurale pour vous ?

Acteurs externes	- Qu'est-ce que le développement territorial ? Et rural ? Est-ce la même chose ? - Qu'est-ce qu'une zone rurale en Albanie ? - Selon vous, quel est l'impact de la nouvelle réforme dans les zones rurales ? - Pensez-vous que les agriculteurs soient représentés dans les institutions décisionnelles ? - Les ressources naturelles sont-elles utilisées de manière durable par les communautés ? Et par les institutions ? - Au cours des cinq dernières années, l'état des forêts en Albanie et dans votre région s'est-il amélioré ou a-t-il empiré ? Pourquoi ? - Pensez-vous que les communautés locales soient en mesure de protéger leurs ressources ? Pensez-vous qu'elles soient capables de prendre des initiatives pour mieux utiliser ces ressources ? - Pensez-vous qu'elles soient capables de gérer un projet sans l'aide d'experts externes ?
Acteurs associatifs	- Pouvez-vous nous parler de la création de l'association (histoire, statut juridique, but, membres, vision, *etc.* ? - Quel est le rôle de l'association dans le développement territorial ? et rural ? - Qu'est-ce que le développement territorial ? Et rural ? - Quelles sont les priorités de l'association ? Et les projets ? - Qu'offrez-vous aux agriculteurs et aux communautés locales ? - Les agriculteurs sont-ils motivés à participer ? Quels sont les avantages ? - Échangez-vous avec les institutions chargées de la prise de décision ? Participez-vous à la prise de décision ? Avec d'autres associations de votre district, de votre région ou de votre pays ? - Quel est l'impact de l'association sur le territoire ? - Qu'est-ce qu'une zone rurale pour vous ? - Quels sont les potentiels de votre territoire ?

- Pensez-vous que votre district soit parmi les plus défavorisées ?
- Avez-vous une stratégie de développement rural ? Avez-vous vu des impacts ?
- Les ressources naturelles sont-elles utilisées de manière durable par les habitants de la région ? Quel est votre rôle pour assurer une utilisation durable ?
- Au cours des cinq dernières années, l'état des forêts s'est-il amélioré ou a-t-il empiré ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que les communautés locales soient en mesure de protéger leurs ressources ? Pensez-vous qu'elles soient capables de prendre des initiatives pour mieux utiliser ces ressources ?
- Pensez-vous qu'elles soient capables de gérer un projet sans l'aide d'experts externes ?

Source : E. Muco, 2023

Tableau 17 : Trois thèmes principaux issues de la description des entretiens ouverts.

Appréhension territoriale et rurale	Cet indicateur a pour visée d'appréhender l'engagement et la sensibilisation de chaque intervenant en faveur du développement territorial et rural. Il nous offre également l'opportunité d'approfondir notre compréhension des deux zones d'étude, en mettant en lumière leurs atouts, leurs limitations, leur dynamique ainsi que leurs éventuelles contradictions. Ces questions (en vert) ont été déterminantes dans la création d'une représentation approfondie de chaque territoire.
Utilisation des ressources	L'objectif est de recueillir des données sur l'état, l'utilisation et la durabilité des ressources forestières en Albanie, en mettant l'accent sur les régions étudiées. Les questions surlignées en orange ont été formulées dans le but de recueillir les informations nécessaires à l'analyse de cet indicateur.
Echange public-privé	Une composante essentielle de notre analyse qualitative réside dans la dynamique entre les sphères publique et privée. Cet échange met en évidence un rôle fondamental au sein du processus de décentralisation et de développement local. Les questions marquées en bleu ont été élaborées pour approfondir cet indicateur.

Source : E. Muco, 2023

Lors de la transcription des entretiens ouverts, plusieurs observations importantes ont émergé, telles que la difficulté de définir le développement territorial ou rural. Ces difficultés se manifestent de plusieurs manières. Tout d'abord, il y a une incertitude dans la définition du territoire lui-même. Par ailleurs, en Albanie, le développement territorial est fortement associé au développement économique régional ou municipal, avec peu d'attention accordée aux approches ascendantes. À l'exception des chercheurs et des universitaires, qui mettent l'accent sur les initiatives collectives des communautés locales, la plupart des autres acteurs considèrent l'implication gouvernementale comme essentielle dans ce processus. Ensuite, il est difficile pour eux d'intégrer la dimension humaine dans la conception du territoire ou de concevoir ce

dernier comme un élément qui se construit plutôt que quelque chose de prédéterminé. Cette analyse révèle une logique selon laquelle le territoire doit se développer en fonction des ressources qu'il possède, plutôt que de développer et valoriser les ressources pour le construire. De plus, les acteurs soulignent fortement les disparités entre la capitale et le reste du pays, que ce soit en termes de développement par le bas, d'initiatives collectives locales ou de réussite de la nouvelle réforme de décentralisation.

3.2.2. Le questionnaire comme protocole de recherche pour rendre intelligible la communauté locale

Pour le quatrième groupe (la communauté qui représente également les acteurs de la filière), le questionnaire a été conçu avec des questions structurées et fermées (Annexe 6). En effet, les questions portaient principalement sur des éléments sociaux et il est donc facile de générer des malentendus parmi les personnes interrogées, en particulier dans les zones rurales où les agriculteurs préfèrent ne pas exprimer leurs problèmes personnels, évitant autant que possible les questions dirigées. C'est pour cela que nous avons opté pour un questionnaire fermé et structuré. En utilisant des questionnaires, l'objectif n'était pas de décrire les communautés, mais d'analyser leurs pratiques, leurs perceptions et leurs attitudes. Nous avons développé notre questionnaire en quatre parties pour répondre aux éléments identifiés dans le cadre intégratif du Capital territorial (*Figure 28*).

- La première partie[103] fournit des informations générales sur l'échantillon concernant l'âge, le niveau de scolarisation, le profil agricole, *etc.* Cette partie permet d'identifier l'échantillonnage dans chaque territoire d'étude et de déterminer si les caractéristiques démographiques sont des facteurs différenciateurs dans l'échantillonnage ou s'ils ont peu d'importance.
- La deuxième partie[104] fournit des informations sur les éléments du capital humain. Des questions sont posées pour comprendre comment les compétences sont transmises, préciser la durée de l'activité, les motivations pour exercer l'activité, l'accès à la formation dans le secteur et la volonté à être formé, l'accès à la main-d'œuvre, bénévole (famille, parents, amis) ou payante, *etc.* L'importance de cette section réside dans les données qu'elle fournit sur la construction du capital humain (traditionnel ou non,

[103] Cette partie est mesurée par les questions 1 à 9 du questionnaire.

[104] Cette partie est mesurée par les questions 10 à 21 du questionnaire

innovant ou non) ainsi que sur la manière dont ce capital humain est utilisé ou exercé (individuelle[105] ou collective[106]).

- La troisième partie[107] traite des questions de capital naturel. Cette partie porte notamment sur l'état quantitatif et qualitatif dans lesquels se trouvent les ressources étudiées, l'état de la ressource et de la production dans les deux filières (sous ou surexploitée ainsi que les évolutions récentes), sur les modes d'exploitation de la ressource (usage et coût d'accès) et sur l'existence de conflits d'accès. L'importance de cette partie réside dans sa double production d'informations, sur la ressource elle-même et sur la gouvernance territoriale autour de la ressource.
- La quatrième partie[108] apporte des réponses sur le capital social et les formes d'organisation des acteurs. Elle représente, dans le cadre de notre recherche, la composante la plus importante du questionnaire. Elle nous permet de comprendre le fonctionnement des deux territoires, d'analyser les relations sociales, mais aussi de comparer nos deux territoires. Pour élaborer cette partie, nous nous sommes basée sur une étude réalisée par la Banque Mondiale, qui fait la distinction entre différentes relations du capital social (élément structurel et cognitif et relations de type bonding, bridging et linking). Ce volet comprend des éléments de connaissance et de confiance (à trois niveaux : communautaire, civique et gouvernemental et à trois échelles : locale, régionale et nationale), de solidarité et de participation à la vie sociale, civique et de tentatives d'action collective, ainsi que des perspectives de continuité de l'activité. Nous avons posé des questions telles que : « Faites-vous partie de la société civile et quels sont les avantages de cette participation ? Quel est le niveau de confiance entre les

[105] Une forme individuelle du capital humain signifie que, même si le savoir-faire est lié à la zone géographique, chaque individu produit de manière unique et individuelle par rapport aux autres acteurs. En d'autres termes, le savoir-faire ou les compétences spécifiques propres à chaque personne se manifestent de manière distincte, même s'ils sont ancrés dans la même zone. Chaque acteur apporte sa propre approche, son style ou sa manière personnelle de mettre en œuvre ces compétences, ce qui peut conduire à des résultats variés malgré des connaissances communes ou des compétences partagées au sein de la communauté locale.

[106] La forme collective signifie que les compétences, les savoir-faire ou les connaissances spécifiques ancrés dans une région ou une communauté locale sont partagés, coordonnés et appliqués de manière collective par un groupe d'acteurs ou une communauté. Contrairement à la forme individuelle où chaque individu agit de manière isolée, la forme collective implique une collaboration et une coopération entre les acteurs pour mobiliser ces compétences en vue d'atteindre des objectifs communs. Cette approche collective peut favoriser la synergie, la complémentarité et la mutualisation des ressources humaines, renforçant ainsi la capacité d'action de la communauté locale.

[107] Cette partie est mesurée par les questions 22 à 29 du questionnaire

[108] Cette partie est mesurée par les questions 30 à 51 du questionnaire

membres d'une même communauté, mais aussi avec les communautés de proximité, le niveau de participation de la communauté à l'action collective, et les perspectives de poursuite des activités économiques étudiées, *etc.* ».

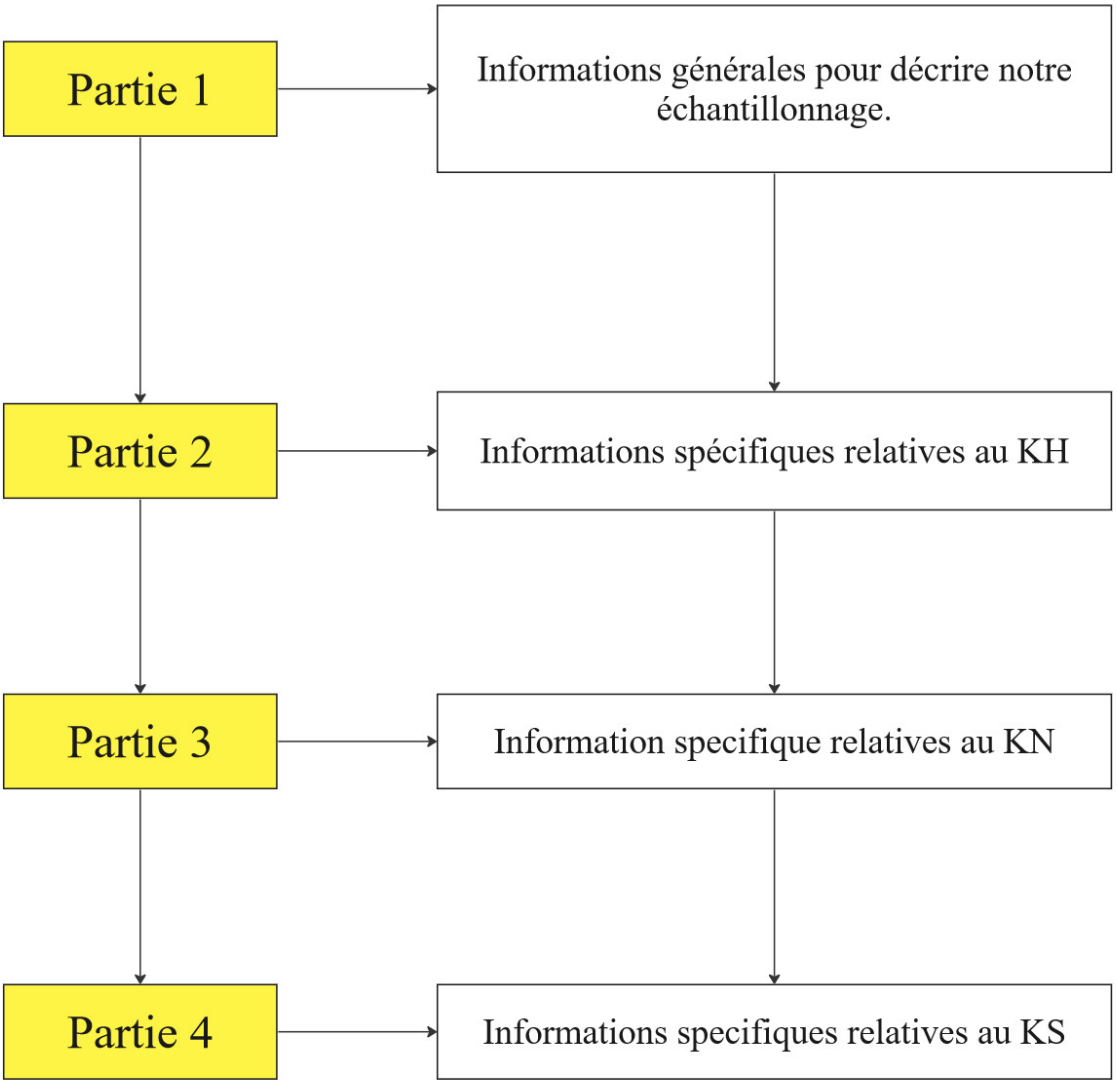


Figure 28 : Visualisation de la construction du questionnaire et de ses principales parties. Conception de l'auteur

Tableau 18 : Construction du questionnaire au travers d'une méthode de capitaux multiples.

Numéro de la partie du questionnaire	Libellé de la partie	Numérotation des questions pour mesurer	Indicateurs produits par les questions	Hypothèses
Partie 1	Généralités	Q1 – Q9	I1 – Genre I2 – Âge I3 – Éducation I4 – Profil	1 – Les femmes sont plus disposées à coopérer. 2 – Le passage d'un groupe d'âge jeune à un groupe d'âge plus âgé réduit la volonté de coopérer. 3 – Plus le niveau de scolarité est élevé, plus la volonté de coopérer est grande. 4 – Les multi-profils sont susceptibles de disposer d'un réseau plus étendu que les mono- profils.
Partie 2	KN	Q22 – Q29	I1 – Propriété I2 – Droit d'accès I3 – Qualité	1 – La plupart des acteurs utilisent des ressources publiques. 2 – L'accès à la ressource se présente sous deux formes : régularisé par contrat ; régularisé par le droit coutumier. 3 – Ressource de bonne qualité, mais les changements sont perceptibles.
Partie 3	KH	Q10 – Q21	I1 – Acquisition des savoir-faire I2 – Conditions de travail	1 – Connaissances traditionnelles héritées des ancêtres, avec des innovations collectives ou individuelles, pratiquées depuis longtemps dans la région et représentant généralement le premier travail de l'individu. 2 – Activités difficiles avec peu d'infrastructures et des conditions de travail qui reposent souvent sur la main-d'œuvre familiale.
Partie 4	KS	Q30 – Q51	I1 – Action collective et réciprocité I2 – Connaissance et confiance	1 - De forts sentiments de réciprocité provenant d'une vie commune définie par la structure des villages, fortement basés sur autrui et les actions de réciprocité, mais lorsqu'il s'agit d'une action collective pour un intérêt économique commun, la volonté est plus faible. 2 - Des connaissances solides basées sur la proximité géographique qui permettent un niveau de confiance plus élevé entre les communautés, mais un faible niveau de

	I3 – Coopération	confiance dans les relations verticales. Le niveau de connaissance a une incidence sur le niveau de confiance accordé.
	I4 – Intégration et expression	3 - Faible niveau de coopération à Gjirokastër par rapport à Pukë. Faible niveau de tentatives ascendantes, plus prononcées à Gjirokastër en raison de l'absence d'histoires de coopération réussies. 4 - La coopération permet aux personnes d'avoir plus de pouvoir, de s'exprimer librement et d'être bien intégrées dans le territoire.
	I5 – Réseaux sociaux et participation civique	5- Les personnes qui appartiennent à des associations ou à d'autres structures sociales ont un réseau social plus dense et connaissent plus de personnes que celles qui sont plus isolées dans leur environnement.

Source : E. Muco, 2023

Le questionnaire nous a ouvert la voie vers une typologie des actions des acteurs au sein d'une échelle territoriale. Cette approche nous a permis d'établir des liens entre les territoires et les filières. En examinant une gamme plus restreinte d'acteurs et en les catégorisant en fonction de leur relation avec le territoire et les filières, nous sommes en mesure de mieux comprendre comment les dynamiques territoriales et sectorielles interagissent. Ces groupes d'actions, que nous développerons par la suite, nous permet de caractériser le triangle territoire, ressource, activités dans une approche ascendante qui est le but de notre étude. Trois types d'acteurs sont identifiés comme faisant partie de l'échelle territoriale, à savoir les acteurs gouvernementaux (municipalités), les acteurs non-gouvernementaux (communautés) et l'acteur associatif (AgroPuka).

3.3. Un triptyque compréhensif pour appréhender les terrains d'études

Dans cette sous-section, nous avons caractérisé les acteurs selon leur type d'action locale, par la qualification de leurs relations sociales. Pour construire cette typologie de groupes d'action des acteurs, nous nous sommes appuyés sur les travaux de Loudiyi et al. (2004) concernant les questions de territorialisation des relations sociales développées dans une communauté. Avec cette typologie, le but est de comprendre le rôle des actions capitalisées par les acteurs locaux dans des stratégies de développement territorial. En conséquence, nous avons caractérisé les actions d'acteurs en trois groupes principaux : « vivre ensemble », « s'organiser ensemble » et « produire ensemble ». Tous les acteurs font partie au minimum du premier groupe mais ils peuvent également faire partie des trois groupes. Ils font partie d'une communauté où ils vivent ensemble, interagissent, mettent en place des actions et développent des activités économiques dans leur territoire.

Vivre ensemble - relie des individus cohabitant au même endroit (communautés rurales), comme au sein d'un village ou d'une commune ou d'un district, partageant une histoire commune, des valeurs et des normes sociales similaires, ainsi qu'un intérêt mutuel. Ces individus peuvent, ou non, s'engager dans des actions collectives. Les dynamiques organisationnelles qui en résultent peuvent être intentionnelles ou fortuites. Les relations tissées au sein de ce groupe sont horizontales, établissant des liens entre des personnes de la même catégorie sociale et évoluant dans le même contexte géographique. Dans ce groupe, les acteurs coexistent, partagent des intérêts communs et des valeurs similaires, mais ils n'entreprennent aucune action de coopération les uns avec les autres. C'est donc le territoire, plus précisément

les ressources accessibles dans ce territoire, qui détermine le comportement des acteurs. Dans cette situation, les acteurs non seulement partagent un territoire commun, mais ils partagent également un accès aux mêmes ressources territoriales. D'un autre côté, la production reste individuelle, chaque acteur produit indépendamment des autres (*cf.* chapitre 8, 1.1.1).

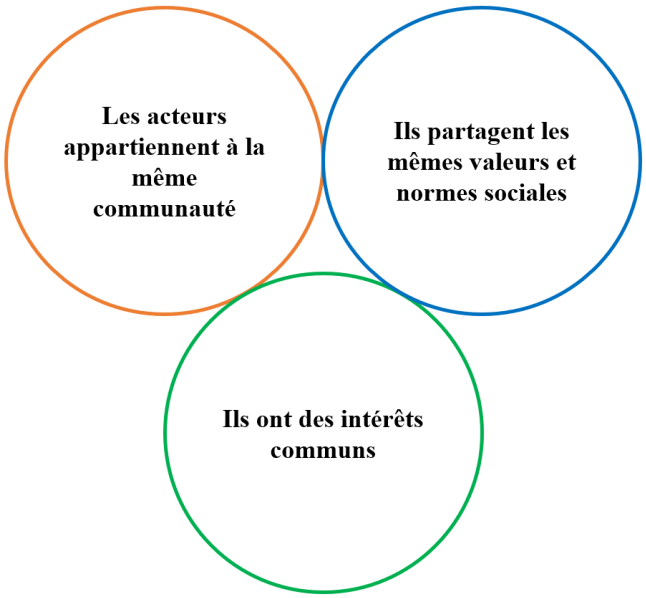


Figure 29 : Conception schématique du groupe « vivre ensemble ». Source : E. Muco, 2022

Produire ensemble - rassemble des acteurs, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, qui partagent des intérêts économiques et environnementaux communs. Ces individus établissent des relations horizontales et verticales à diverses échelles (territoriales ou extra-territoriales). Dans ce contexte, c'est principalement l'intérêt économique qui unit ces acteurs. Il est important de noter que, au sein de ce groupe, la production peut avoir lieu même en l'absence d'une organisation collective entre les parties impliquées. Cependant, il existe des règles qui encadrent les interactions entre ces différents acteurs. Ces règles servent de cadre pour assurer un fonctionnement harmonieux malgré la diversité des parties et des intérêts impliqués.

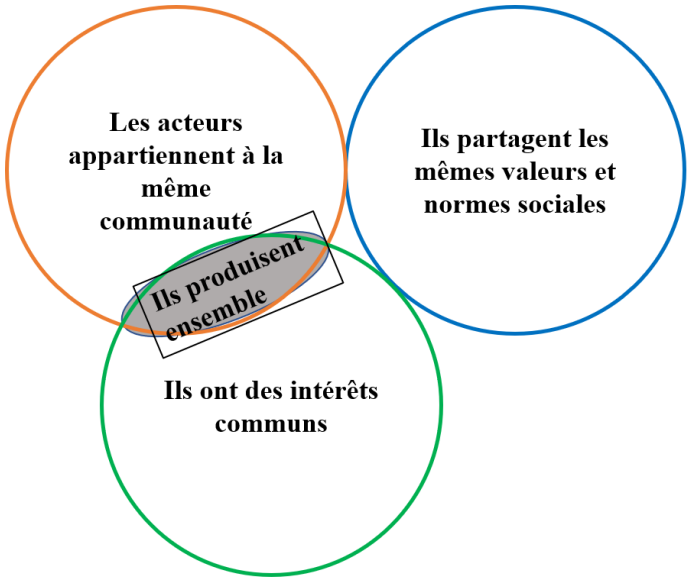


Figure 30 : Conception schématique de groupe « produire ensemble ». Source : E. Muco, 2022

S'organiser ensemble – ce groupe englobe des individus qui se rassemblent en adoptant des règles communes dans le but de collaborer à la production. Cela implique que les membres du groupe « vivre ensemble » et ceux du « produire ensemble », motivé par des intérêts partagés, peuvent prendre des initiatives collectives en établissant des règles mutuellement convenues ou en se conformant aux règles légales. Un exemple concret serait la gestion des ressources communes, où les communautés décident ensemble des règles internes d'utilisation et d'accès, passant ainsi du groupe de « vivre ensemble » à un groupe organisé autour d'intérêts communs. Les associations en sont un exemple éloquent. Par exemple, les acteurs du PFNL se réunissent à AgroPuka (*cf.* chapitre 6, 1.3.3) de manière informelle depuis 1997 dans le but de poursuivre un objectif commun. Par la suite, ils ont formalisé leur structure et ont commencé à commercialiser leur production sous le nom d'AgroPuka. Dans le cas des produits non ligneux, les acteurs décident des règles concernant l'accès, la méthode de récolte, *etc.*, qui peuvent être formalisées ou non. Il est essentiel de distinguer les différentes formes d'organisation au sein de ce groupe « s'organiser ensemble ». Par exemple, les producteurs de fromage ayant des éleveurs en contrat avec eux (*cf.* chapitre 6, 2.3.), bien qu'ils opèrent au sein d'un groupe productif et qu'il existe des règles entre eux (telles que la qualité, le paiement, la conservation, *etc.*), ne sont pas nécessairement organisés ensemble. Cette forme d'organisation n'est pas collective, c'est plutôt une relation individuelle entre un producteur et un éleveur comme nous allons le voir en détail dans le chapitre 6, 2.3. .

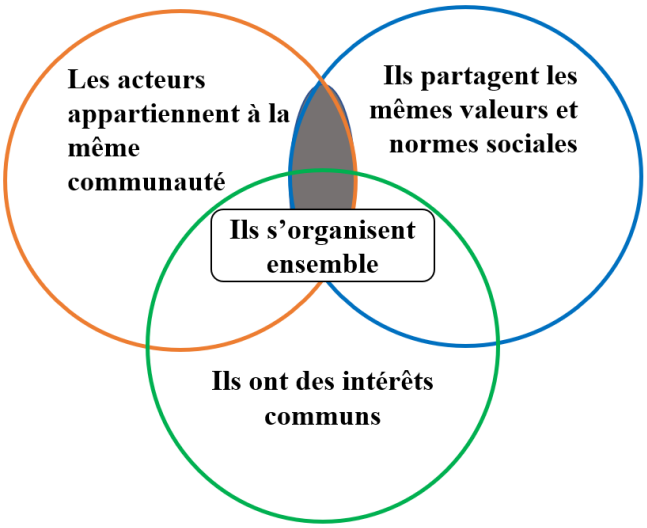


Figure 31 : Conception schématique de groupe « s'organiser ensemble ». Source : E. Muco, 2022

Ainsi, lorsque les individus passent du premier groupe (vivre ensemble) au troisième (s'organiser ensemble), il est essentiel que ces trois caractéristiques de la société, symbolisées par les cercles de différentes couleurs, se croisent dans un projet commun. Le passage d'un groupe à l'autre souligne l'importance des relations personnelles et des liens sociaux dans la promotion de la coopération et de la collaboration entre les individus pour un bénéfice mutuel. Ces liens créent des compréhensions partagées, des règles tacites, des procédures convenues et une confiance sociale qui facilitent un travail commun efficace (R. D. Putnam et al., 1992). Ces relations jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement propice au rassemblement des personnes et à leur contribution à des initiatives et objectifs communs (*Ibid.*).

Chacun de ces groupes fonctionne selon des caractéristiques structurelles distinctes. Par exemple, dans le premier groupe (vivre ensemble), les individus partagent un statut égal et évoluent dans la même échelle territoriale (échelle du village et de la commune). Les relations établies entre eux sont informelles et davantage fondées sur des valeurs sociales et culturelles partagées. En revanche, dans le second groupe (produire ensemble), les individus possèdent des statuts différents et ne sont pas nécessairement situés sur la même échelle territoriale. Les échanges au sein de ce groupe ne reposent pas sur des valeurs sociales communes, mais plutôt sur des règles préétablies. Enfin, dans le troisième groupe (s'organiser ensemble), bien que les individus peuvent avoir des statuts égaux, ils opèrent à des échelles territoriales différentes (différents villages au sein du district). Les relations tendent à être formalisées et régies

principalement par des valeurs et normes sociales. Ce groupe cherche un niveau élevé de confiance entre les membres du groupe.

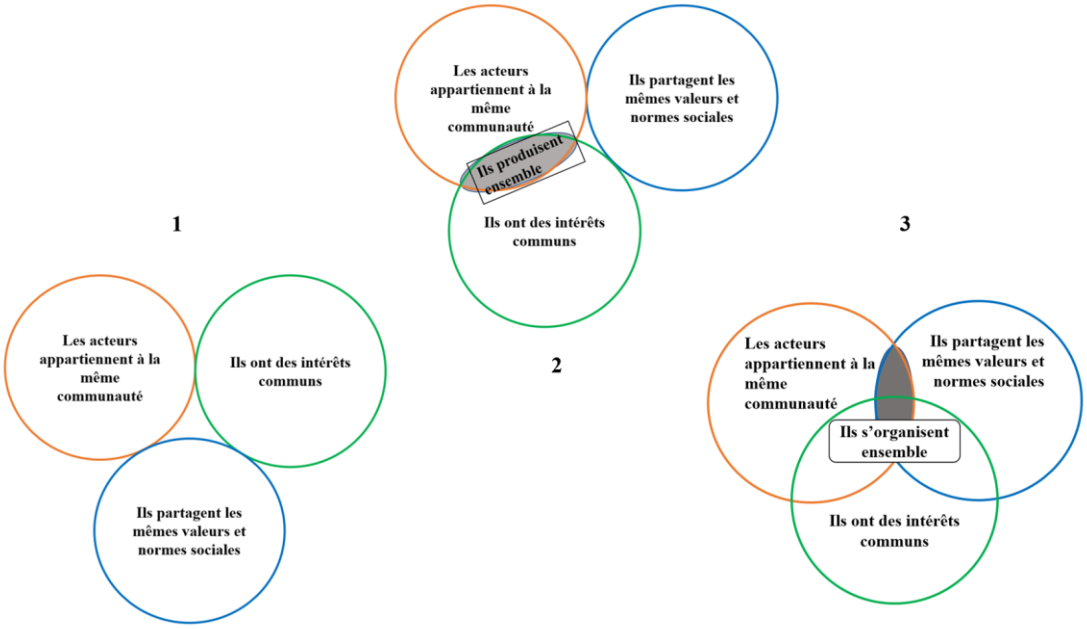


Figure 32 : Le passage d'un groupe d'action à un autre. Source : E. Muco, 2022

4. Collecte et traitement des données empiriques

Cette étape reflète une importance fondamentale de la thèse. Afin de satisfaire aux critères de scientificité d'une recherche croisé entre les deux districts, une méthode commune de collecte et d'analyse de données a été développée. La difficulté de développer une méthodologie commune réside dans la diversité des acteurs communautaires qui appartiennent à des filières différentes. De plus, différentes techniques de collecte de données sont appliquées en fonction du territoire. Au cours de la phase de collecte, il a été observé que le lieu où l'enquête est menée influence la nature et la qualité des données recueillies. Les acteurs semblent plus à l'aise en dehors de leur environnement de travail habituel et l'information semble plus authentique ou plus proche de la réalité. Des méthodes d'enregistrement par téléphone sont également utilisées pour les guides d'entretien, afin de garantir la préservation des informations sans risque de perte.

4.1. Première phase exploratoire de terrain

La collecte des données s'est effectuée en deux étapes distinctes : tout d'abord, une phase préliminaire d'une durée de 5 mois (octobre-décembre 2020 ; avril – mai 2021), suivie d'une

phase de diagnostic de six mois (juillet – décembre 2021). La première phase de collecte était initialement prévue pour les mois de mai à juillet, mais en raison de la fermeture des frontières liée à la situation sanitaire de la COVID-19, elle a été reportée à l'automne.

- La première étape a consisté à collecter des données auprès des acteurs extra-territoriaux. Cette phase s'est déroulée à Tirana pendant le premier mois (octobre).
- La deuxième a permis de collecter des données auprès des acteurs régionaux et territoriaux. Cette étape a duré 4 mois, divisés en deux périodes. La première phase s'est déroulée en novembre et décembre 2020 et la seconde en avril-mai 2021.

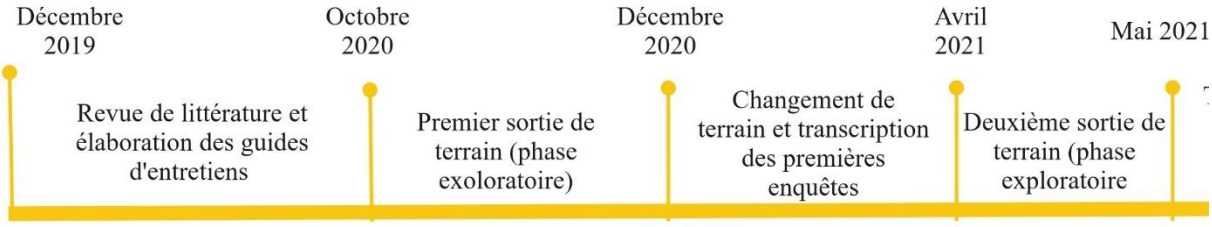


Figure 33 : Démarche méthodologique réalisée pendant la première phase de sortie de terrain. Source : E. Muco, 2023

Les enjeux de cette réalisation sont principalement liés à la situation sanitaire causée par la COVID 19 et à la difficulté de rencontrer certains acteurs. Les associations nationales, les experts basés à Tirana, les agences régionales et les acteurs publics nationaux et locaux ont été interrogés au cours de cette étape. Quinze entretiens ouverts ont été menés, dont quatre avec des acteurs publics nationaux, deux avec des associatifs, quatre avec des acteurs académiques, et cinq acteurs publics locaux.

4.2. Deuxième phase de terrain

La deuxième étape a consisté à interviewer les acteurs territoriaux. La méthode utilisée pour les contacter a été adaptée en fonction des circonstances spécifiques. À Pukë, la présence d'un acteur associatif a grandement facilité notre collaboration avec les communautés. Cela a permis d'établir des liens plus aisément et de bénéficier d'un réseau existant pour entrer en contact avec les personnes concernées. En revanche, à Gjirokastër, la situation était différente et nous avons dû ajuster notre approche en conséquence.

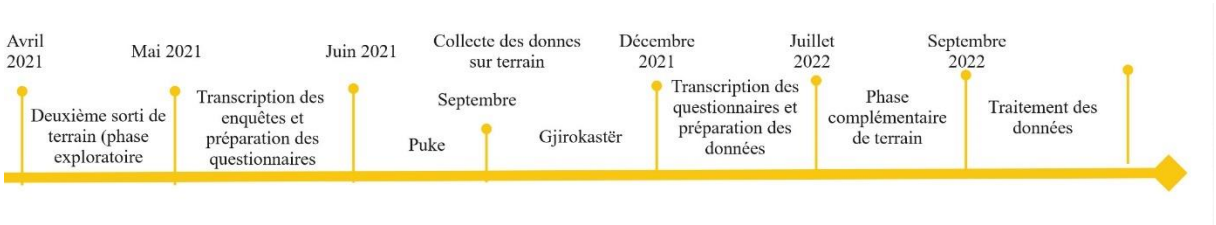


Figure 34 : Démarche méthodologique réalisée pendant la deuxième phase de sortie de terrain. Source : E. Muco, 2023

Le processus suivi pour la réalisation des questionnaires a suivi un schéma précis. Tout d'abord, nous avons établi un premier contact avec les personnes ciblées, en leur présentant notre travail et en expliquant le but de l'enquête. Ensuite, nous avons pris des rendez-vous pour les entretiens. Il était très important d'expliquer que ce travail n'avait que des intentions académiques sans aucun lien avec l'action publique. Il fallait également préciser le temps nécessaire, nous précisions 10 min (même si le questionnaire était long et nécessitait plus de temps). Mais, cela était indispensable pour fixer un premier rendez-vous. Il était crucial de développer un minimum de confiance avec les individus, afin de favoriser leur coopération et leur ouverture lors des entretiens. Pour y parvenir, j'ai adopté un langage informel qui cherchait à les rassurer. Ce choix de langage informel a joué un rôle essentiel dans l'établissement d'un climat de confiance propice à des échanges fructueux. Le fait d'être albanaise a grandement facilité mon travail, car je pouvais parler directement à l'acteur cible. Les enquêtes ont été réalisées au moyen de questionnaires imprimés, qui ont été transcrits à la fin de la phase de collecte. Le questionnaire a été construit avec le logiciel Sphinx. Nous avons choisi de ne pas compléter les questionnaires en ligne afin d'éviter d'éventuelles interruptions de connexion dans les zones rurales. Bien que cela ait représenté un travail supplémentaire, c'était le moyen le plus sûr de préserver tous les entretiens recueillis. Ainsi, à la fin de la phase de collecte, j'ai procédé à une transcription manuelle pour constituer la base de données. Cette étape de collecte des données a nécessité une période de 6 mois (de juillet à décembre 2021) de travail sur le terrain et s'est concrétisée en deux moments que nous avons développés ci-dessous. Un dernier travail de terrain a eu lieu pendant l'été 2022 pour compléter l'analyse.

4.2.1. Collecte des données à Pukë

Le choix initial de Pukë comme premier district à explorer peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, je connaissais moins bien ce district que l'autre que j'avais déjà étudié à l'occasion de mon stage de fin d'études de M2. Originaire du sud-est de l'Albanie, le nord du

pays m'était moins familier, ce qui a suscité mon intérêt pour ce district moins connu. En outre, j'ai décidé de commencer la collecte de données à Pukë pour que cela ne coïncide pas avec la saison de la cueillette des champignons. Il était donc plus facile de se rendre à Pukë en juillet - septembre pour réaliser les enquêtes. En ce qui concerne ce district, des groupes de discussion avec l'acteur associatif (AgroPuka) et des enquêtes individuelles (cueilleurs, collecteurs et transformateurs) ont été menés. La majorité des enquêtes individuelles ont été conduites en face à face, mais vers la fin, nous avons eu recours à des enquêtes téléphoniques en raison des difficultés de déplacement dans certains villages. Les entretiens en face à face ont été menés au domicile de l'enquêté, dans les locaux d'AgroPuka ou dans des lieux publics (cafés). Les enquêtes auprès des acteurs institutionnels ont été réalisées sur leurs lieux de travail. Celles menées auprès des acteurs associatifs ont également été réalisées dans leurs locaux. Les enquêtes réalisées dans un lieu autre qu'un bureau nous ont permis de collecter des données plus authentiques que celles réalisées dans des locaux officiels. Nous avons noté qu'un lieu éloigné de l'environnement professionnel mettait l'acteur plus à l'aise.

À Pukë, 3 guides d'entretien, 39 enquêtes individuelles et 3 groupes de discussion ont été retenus, à savoir :

- **3 guides d'entretien,** dont un spécialiste agricole et deux spécialistes forestiers ;
- **AgroPuka association (AP)** – 1 groupe de discussion ;

Agropuka (AP) a été fondée en août 2001 en tant qu'association à but non lucratif de producteurs agricoles et d'éleveurs dans le district de Pukë (nord de l'Albanie). En fait, l'association a commencé à fonctionner en 1997, mais n'a été formalisée qu'en 2001 avec le soutien de la Coopération suisse. Elle a été fondée par un groupe de 12 personnes, dont 4 agriculteurs et 8 spécialistes en agriculture, foresterie, apiculture et élevage. L'idée de créer AP a émergé de l'inspiration tirée des modèles proposés par des ONG internationales, dont la Coopération suisse, très actives dans le district de Pukë après la chute du régime communiste en Albanie. Certains des fondateurs d'AP avaient précédemment collaboré avec ces organisations internationales et avaient eu l'occasion de participer à des échanges en Suisse. Au début des années 2000, la situation à Pukë est devenue de plus en plus préoccupante. La pauvreté augmentait et l'exode rural connaissait une croissance significative. Conscients de ces défis, les fondateurs d'AP ont estimé qu'une association visant à améliorer la commercialisation des produits locaux pourrait être une réponse potentielle à ces problèmes.

- **Groupe de Femmes** – 2 groupes de discussion ;

Les groupes de femmes sont des groupes collectifs organisés comme des coopératives de production, mais non officialisés. Elles ont été créées avec le soutien d'AgroPuka qui est engagée dans le développement rural du district. Chaque groupe est dirigé par une femme leader, qui a pris l'initiative de mettre en place le groupe. Chacun de ces groupes dispose de ses propres locaux, soit en les louant, soit en les obtenant gratuitement pour leur utilisation, grâce à l'entraide communautaire. Chaque groupe est composé de 15 à 25 femmes. Comme le souligne le directeur d'AgroPuke, l'objectif principal de leur création visait à socialiser des femmes rurales, ce qui constitue un problème fondamental pour les zones rurales montagneuses. Ces enjeux sont encore plus prononcés dans le nord de l'Albanie en raison de la position dispersée des villages et de la mentalité. Chaque groupe de femmes est connectée à la zone dans laquelle opère, par exemple « *le groupe de femmes de Qerret* » est situé dans l'unité administrative de Qerret. Le groupe dispose d'une base de données élaborée avec l'aide d'AgroPuke, qui décrit l'historique de sa création, le nombre de membres avec leurs détails, les activités menées et les types de produits (*Figure 35*).

Figure 35 : Exemple de la base de données du Groupe de femmes de Gjegjan. Source : E. Muco 2021

Chaque groupe commercialise ses produits sous son propre nom, mais il est important de noter que ces étiquettes ne sont pas certifiées par une autorité de certification nationale, ce qui signifie

qu'elles ne portent pas de code-barres. Par conséquent, les ventes sont limitées au marché local et ne sont pas destinées à une distribution nationale. Les étiquettes servent principalement à identifier le nom du groupe et la zone de production, renforçant ainsi le lien entre les produits locaux et la communauté.

- **39 enquêtes auprès des acteurs de la filière.**

À Pukë, 39 enquêtes au total ont été réalisées auprès des acteurs de la filière. Le district de Pukë est composé de deux municipalités : Pukë et Fushe-Arrez. L'échantillonnage représente un pourcentage de 30,8% dans la municipalité de Pukë et de 69,2% dans la municipalité de Fushe-Arrez (*Tableau 19*). Les enquêtes à Pukë ont été conduites dans différentes unités administratives.

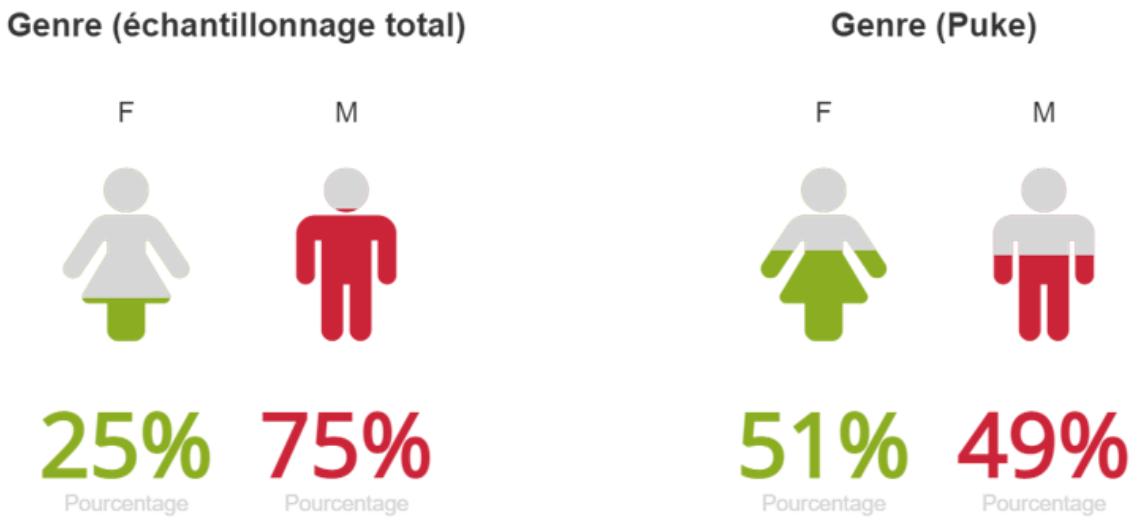
Tableau 19 : Représentation de l'échantillonnage dans le district de Pukë.

Municipalité	UA[109]	Nombre villages	Superficie (ha)	Forêts et pâturage (ha)	Échantillonnage	Type d'acteur	Enquêtes
Puka	Centre (Puka)	2	**103 369**	**82 000**	12	Cueilleur	4
	Gjegjan	10					
	Qerret	12				Collecteur	4
	Rrape	8				Transformateur	4
	Qelez	9					
Fushe-Arrez	Centre	3			27	Cueilleur	16
	Blerim	7					
	Iballe	8				Collecteur	10
	Fierez	8				Transformateur	1
	Qafe-Mali	9					

Source : E. Muco, 2022

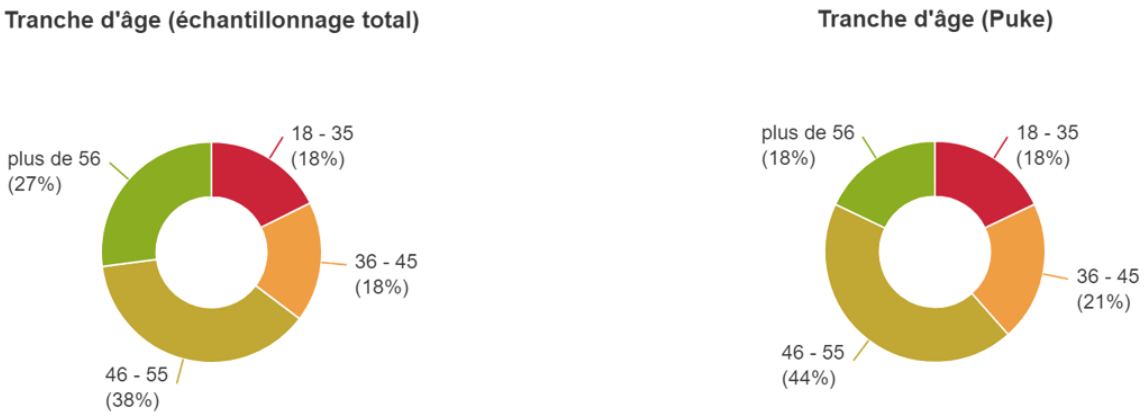
[109] Unité Administrative

Le secteur est principalement dirigé par les femmes, qui représentent la majorité de l'échantillon à hauteur de 51 %. Ces dernières sont principalement engagées dans la cueillette et la transformation des PFNL.



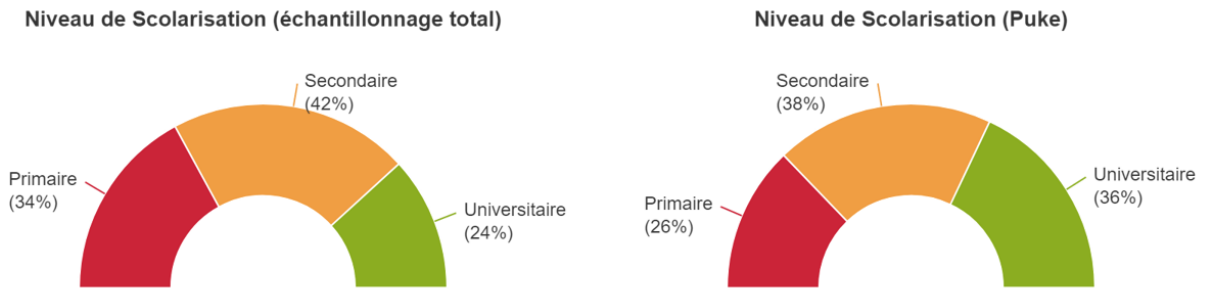
Graphique 12 : Le genre des répondants à Pukë par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021

L'échantillonnage est principalement dominé par la tranche d'âge des 46 à 55 ans, représentant 43,6 % de l'échantillon. Cela peut s'expliquer par le fort exode de la région, ainsi que par la faible implication des plus jeunes dans le secteur. Par ailleurs, cette tranche d'âge (46-55 ans) a une longue tradition et une connaissance approfondie du territoire. Leurs expériences personnelles et leur engagement communautaire ont un impact considérable sur les dynamiques de développement local.



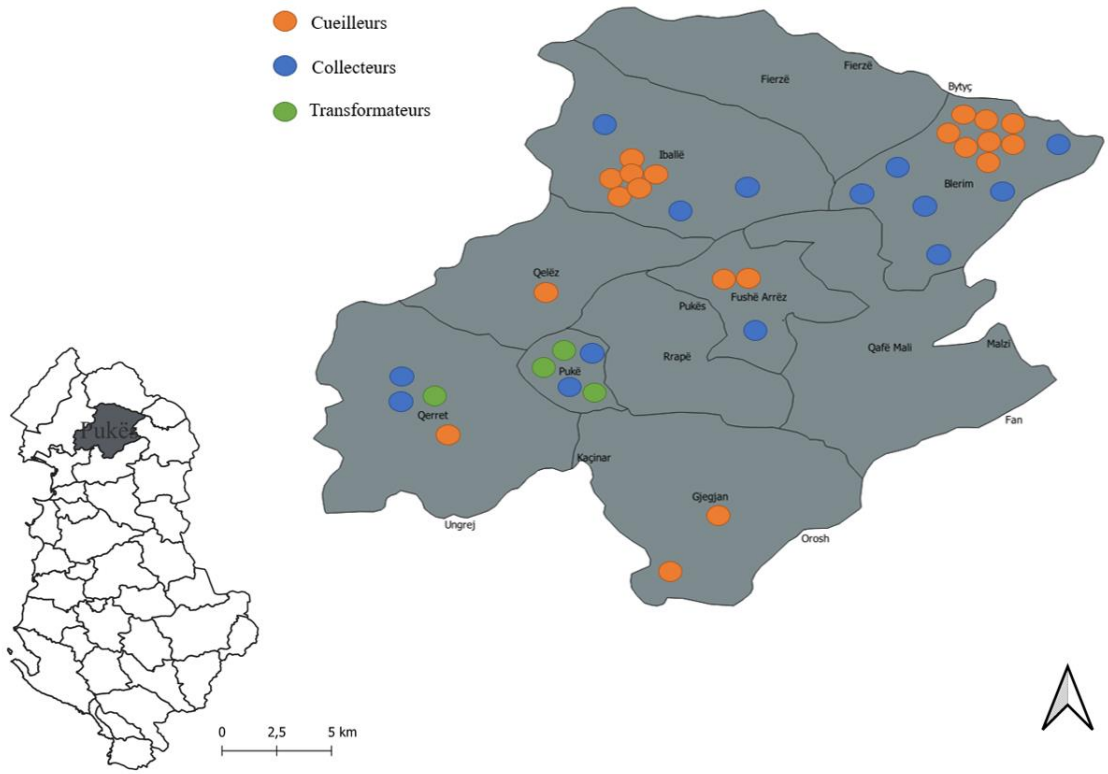
Graphique 13 : Tranche d'âge de l'échantillon de Pukë par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021

Le nombre significatif de personnes ayant poursuivi des études supérieures dans le district a eu un impact positif sur l'organisation et le développement du secteur. La présence de personnes ayant suivi des études supérieures a renforcé la capacité des acteurs locaux à s'engager dans des initiatives de développement, à mettre en place des stratégies innovantes et à favoriser la collaboration entre différents acteurs.



Graphique 14 : Niveau de scolarisation de l'échantillon de Pukë (gauche) par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021

Par rapport à la localisation de l'échantillonnage, on le trouve dans différents villages de 10 UA du district (*Carte 25*). La majorité de l'échantillonnage est localisé dans les villages plus périphériques du district.



Carte 25 : Localisation des acteurs communautaire (n=39) autour du district de Pukë. La carte permet de voir dans quelle unité sont localisés les acteurs interrogés. Source : E. Muco 2022

4.2.2. Collecte des données à Gjirokastër

De même, le choix de réaliser les enquêtes à Gjirokastër pendant cette période (septembre – novembre 2021) a été retenu expressément parce que cela correspond à la période d'épuisement du lait ; les éleveurs et les transformateurs étaient donc plus disponibles pour répondre à nos questions. Dans ce district, nous n'avons mené que des enquêtes individuelles et nous avons pu constater les difficultés rencontrées pour interviewer les producteurs de fromage qui étaient plus réticents que les éleveurs. À Gjirokastër également, des enquêtes en face à face et par téléphone ont eu lieu. Celles en face à face ont été réalisées soit au domicile de la personne concernée, soit dans un lieu social (café).

Au total, nous avons pu réaliser 5 guides d'entretien et 46 questionnaires à Gjirokastër.

- Municipalités : 5 guides d'entretien (avec des spécialistes de la foresterie et du pastoralisme[110]) ;
- Éleveurs : 38 entretiens individuels ;
- Producteurs de fromage : 8 entretiens individuels.

Le district de Gjirokastër, comme mentionné auparavant, se divise en trois municipalités : Gjirokastër, Libohove et Dropull. Les enquêtes ont été menées au sein des municipalités de Gjirokastër et Libohove. Aucune enquête n'a été entreprise dans la municipalité de Dropull. En effet, la réalisation des enquêtes dans cette municipalité s'est avérée complexe en raison de la présence de deux groupes ethniques distincts et de la barrière linguistique. 84,8% de ces enquêtes ont été conduites à Gjirokastër et 15,2% à Libohova.

Tableau 20 : Représentation de l'échantillonnage par unité administrative dans le district de Gjirokastër

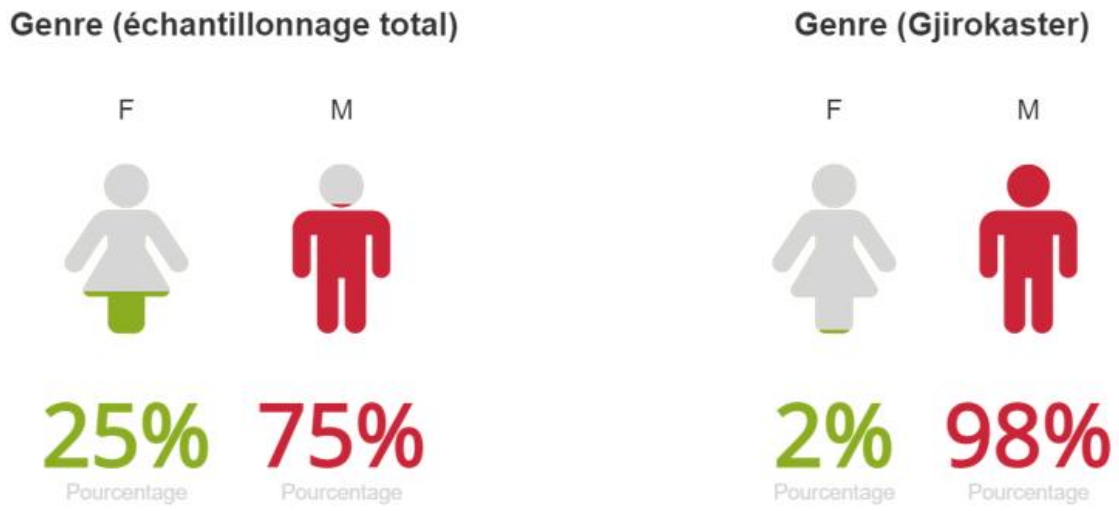
Municipalité	L'UA	Nombre de villages	Superficie (ha)	Forêts et pâturage (ha)	Échantillonnage	Type d'acteur	Enquêtes
	Antigone	5					
	Cepo	11				Éleveurs	33
	Lazarat	2					

[110] Il est important de souligner que dans les deux zones d'études, les forêts et les pâturages appartiennent au même service.

Gjirokastër	Lunxheri	10			39		
	Odrie	5				Producteurs de fromage	6
	Picar	5					
	Centre (Gjirokastër)	La ville	**118 461**	**85 109**			
Libohove	Libohove	La ville			7	Éleveurs	5
	Qender Libohove	7				Producteur de fromage	2
	Zagorie	10					

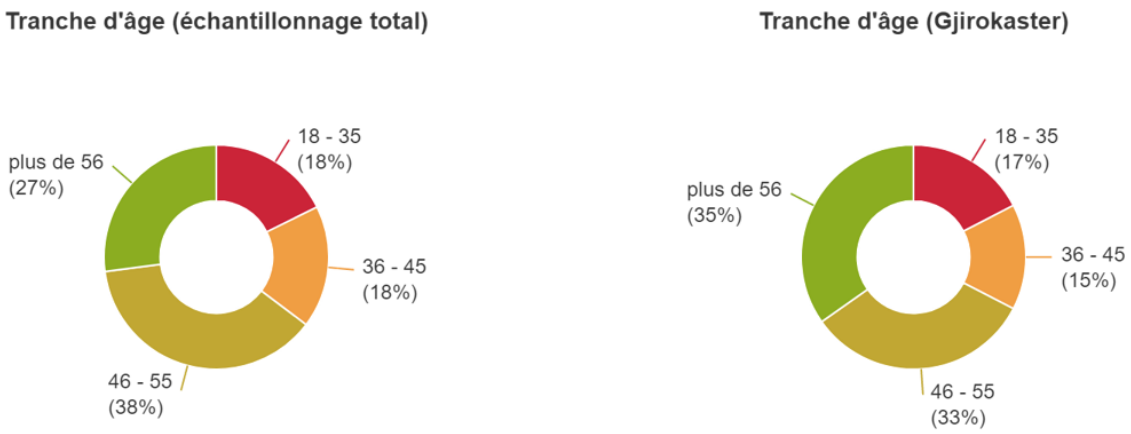
Source : E. Muco, 2022

Le secteur est principalement dirigé par des hommes. Dans le cas de la production de fromage, il s'agit généralement d'une activité familiale à laquelle les femmes participent. En ce qui concerne l'élevage, ces dernières participent au processus de la traite. Cependant, la garde des animaux est totalement assurée par les hommes.



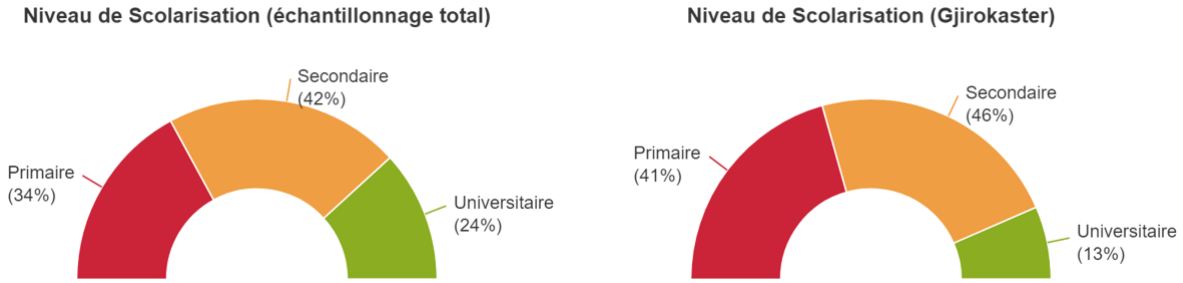
Graphique 15 : Le genre des répondants à Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021

La génération engagée dans les deux secteurs (élevage et transformation du fromage) appartient à la tranche d'âge des plus de 56 ans, représentant un pourcentage de 34,8 %. Cela met en évidence le problème soulevé par les acteurs concernant le manque d'intérêt des jeunes pour cette activité.



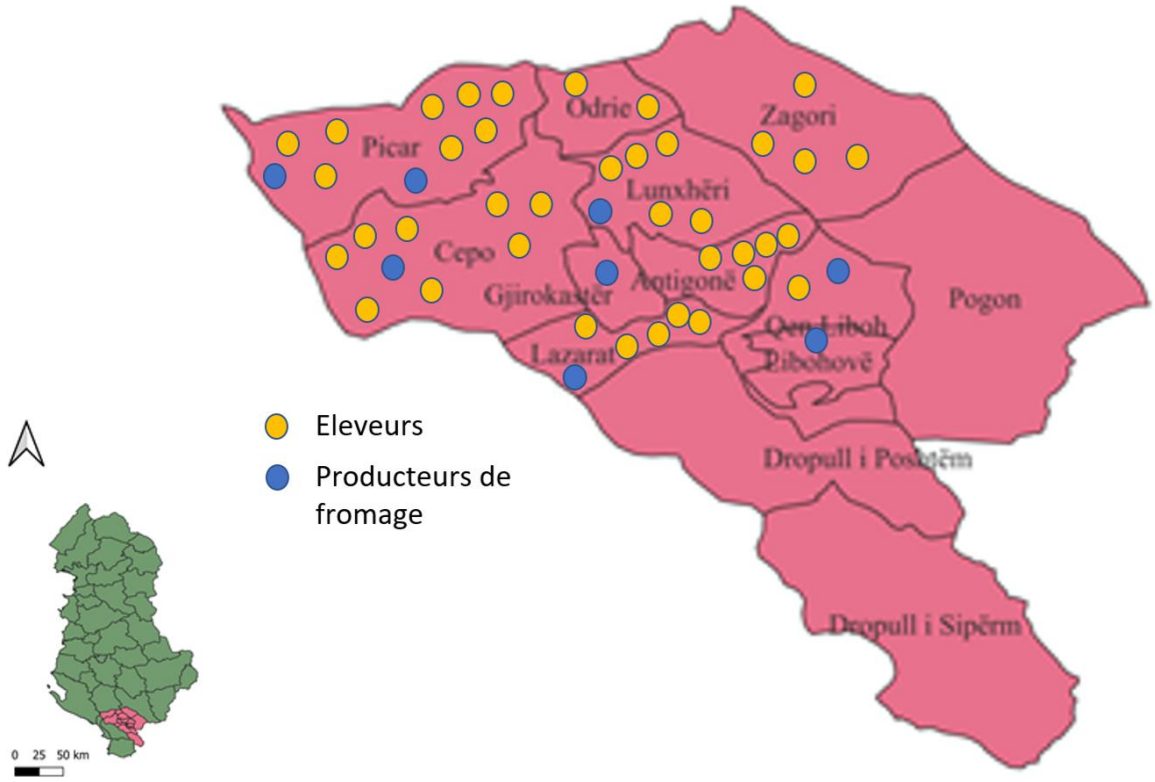
Graphique 16 : Tranche d'âge de l'échantillon de Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021

L'élevage est un secteur traditionnel hérité et transmis de génération en génération. Les personnes impliquées dans cette activité ont généralement une formation de niveau primaire et secondaire. Dans notre échantillon, les individus ont principalement suivi une scolarisation secondaire.



Graphique 17 : Niveau de scolarisation de l'échantillon de Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85).

En ce qui concerne la localisation des acteurs, il est intéressant de noter une concentration significative dans la partie nord du district (*Carte 26*). Cet endroit, situé dans la chaîne de montagnes Mali i Gjere, est particulièrement renommé pour l'exploitation extensive du bétail. Notre choix de nous concentrer sur cette partie du district s'explique par le fait qu'elle abrite le plus grand nombre de ruminants par rapport aux autres lieux. Plus précisément, les unités administratives de Picar et de Cepo se distinguent par le nombre élevé de ruminants présents.



Carte 26 : Localisation des acteurs de la filière (n=46) autour du district de Gjirokastër. La carte permet de voir dans quelle unité sont localisés les acteurs interrogés. Source : E. Muco 2022

4.2.3. Transcription des entretiens sur le terrain : une modalité de « conservation » des dires d'acteurs hors du questionnaire

La première phase de transcription des données a été effectuée sur le terrain. La méthode que nous avons adoptée consistait à transcrire les entretiens du jour en fin de journée afin de préserver les informations qui ne figuraient pas dans le questionnaire standard. Les transcriptions ont été réalisées à l'aide d'un fichier Excel, où chaque entretien était consigné dans une ligne dédiée, et d'un fichier Word qui servait à noter des citations et des informations supplémentaires pertinentes. Il est important de souligner que les informations recueillies en dehors du questionnaire standard se sont avérées parfois cruciales et d'une grande authenticité, nécessitant des ajustements dans notre approche méthodologique. Cette phase de transcription revêt une grande importance car, en tant chercheur natif du pays, elle m'a permis de collecter de manière autonome des expressions et des constatations essentielles pour définir l'état d'une anthropologie du développement et de structuration spécifique à chacune des deux zones étudiées. Les différences culturelles jouent, entre autres, un rôle important dans ce contexte. Les acteurs soulignaient souvent des distinctions entre le Sud et le Nord. Lors de nos entretiens,

les acteurs de Pukë utilisaient souvent le terme « nous au nord, les nordistes, *Malsore*[111] » pour s'identifier, alors qu'à Gjirokastër les qualifiants « *gjirokastrit*[112], *lab*[113], sudistes » étaient utilisés. Ces expressions ont été les premiers indicateurs de la diversité et des différences entre les deux régions. De plus, des observations ont été faites concernant les émotions des interviewés, telles que l'hésitation lorsqu'il était question de l'action publique, la tristesse lors des discussions sur la continuité des activités, le manque de confiance dans les échanges relatifs à la coopération potentielle, *etc.* Ces observations émotionnelles ont enrichi notre compréhension des réalités locales et des dynamiques socioculturelles propres à chaque zone.

4.3. Application de la typologie des acteurs par les outils statistiques et cartographiques

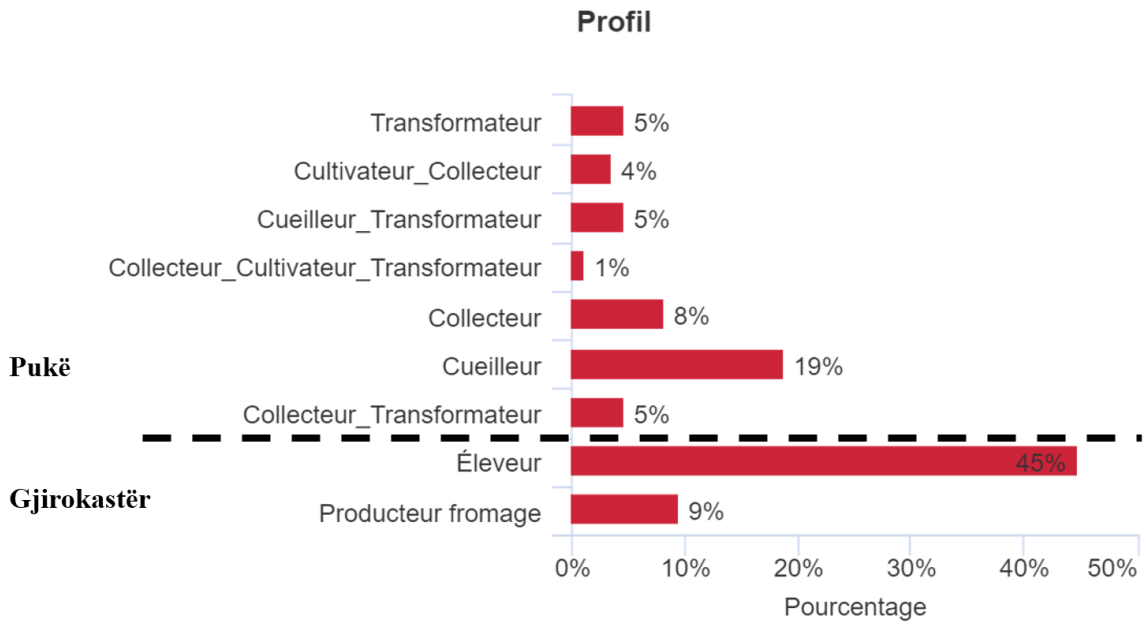
Après avoir recueilli les données, nous avons entrepris la création d'une base de données englobant les deux territoires. D'abord, nous avons commencé par une transcription des guides d'entretien pour nous familiariser avec le territoire. Ensuite, nous avons procédé à une analyse statistique avec les questionnaires. Pour traiter les données, nous avons mobilisé une approche statistique et cartographique. Nous avons opté pour l'utilisation de Sphinx IQ3 pour l'analyse statistique et des logiciels ArcGis Pro et Insight pour l'analyse cartographique. Un point important doit être souligné. Dans cette phase de traitement des données collectées par le biais du questionnaire, nous avons pu différencier deux groupes d'acteurs : les acteurs territoriaux et les acteurs de la filière. Les premiers ont été traités par l'analyse statistique, tandis que les seconds l'ont été par l'analyse cartographique. L'analyse commence par un traitement statistique des données (chapitre 7). La première étape consiste, donc, à transcrire le questionnaire et à préparer les données en transformant, créant et combinant les variables. Par

[111] Habitants des zones montagneuses. Le mot est composé de « mal » qui signifie montagne et du suffixe « -sor » pour indiquer l'aspect humain. On trouve également le terme « Malok », qui a une connotation négative pour désigner le terme « Malesor ». Ces deux termes sont également liés à des valeurs sociales spécifiques : « Malesor » désigne un homme de valeurs, de parole et d'honneur ; tandis que « Malok » fait référence à quelqu'un de têtu, sauvage et doté d'une fermeté d'esprit. Cette distinction est importante parce que les locaux utilisent les deux mots pour exprimer les deux connotations selon la situation. Ce qui est intéressant, c'est que bien que les deux territoires soient très montagneux, les termes « Malesor » et « Malok » ne sont utilisés que dans le nord.

[112] Ce terme est utilisé pour désigner les habitants de Gjirokastër. De plus, il est également utilisé pour qualifier quelqu'un de radin, car les habitants de Gjirokastër sont réputés pour être intelligents et travailleurs, mais aussi très attentifs à l'argent.

[113] Le terme « Lab » vient de la province de « Laberie » et est utilisé pour décrire la région montagneuse du sud. Il désigne les montagnards et englobe ces populations avec de fortes valeurs sociales. Les Labs sont reconnus pour être des combattants et pour leur riche folklore, notamment l'iso-polyphonie.

la suite, nous avons classifié les personnes interrogées en fonction de leur profil professionnel (typologie des acteurs). Une première analyse des données révèle la présence de profils polyvalents à Pukë (*Graphique 18*), là où le même acteur peut être impliqué dans plusieurs rôles au sein de la chaîne, tels que la cueillette et la transformation, la collecte et la transformation, *etc.* À Gjirokastër, en revanche, seuls des profils monovalents ont été identifiés sur le terrain, là où les acteurs sont soit des éleveurs, soit des producteurs de fromage. Nous verrons dans les chapitres suivants l'importance de cette polyvalence de profil à Pukë dans la densité de relation.



Graphique 18 : Représentions des profils (types d'acteurs) de l'échantillonnage. Enquêtes, 2021

En poursuivant notre analyse, nous avons effectué un tri à plat des variables liées au **capital naturel (KN)**. Pour évaluer ce capital, nous avons posé 7 questions aux répondants. Celles-ci visaient à comprendre plusieurs aspects des ressources naturelles utilisées dans les zones d'étude. Les points clés couverts par ces questions étaient les suivants :

- **Type de ressources naturelles utilisées** : Nous avons interrogé les répondants sur les types de ressources qu'ils exploitaient, notamment les forêts et les pâturages.
- **Nature de la ressource** : Nous avons cherché à déterminer si les ressources étaient de nature privée ou publique, car cela influe sur les droits d'accès et d'utilisation.
- **Modalités d'accès aux ressources** : Nous avons exploré les diverses méthodes d'accès aux ressources, notamment les droits historiques, les accords verbaux, les contrats saisonniers, les contrats annuels, *etc.*

- **Frais d'accès** : Nous avons enquêté pour savoir si les répondants devaient payer pour accéder aux ressources naturelles.
- **Qualité des ressources** : Les répondants ont été invités à évaluer la qualité des ressources, avec des options telles que « très bonne qualité », « bonne qualité », « qualité moyenne » et « qualité faible ». Cette évaluation a été réalisée pour comprendre comment les répondants percevaient les ressources naturelles.
- **Évolution de la qualité au fil du temps** : Enfin, nous avons interrogé les répondants sur tout changement de qualité des ressources naturelles au cours des dix dernières années.

Ces informations détaillées sur le capital naturel ont contribué à une compréhension approfondie de la manière dont les ressources naturelles sont exploitées, gérées et perçues dans les zones d'étude.

Nous avons procédé de la même manière pour évaluer le **capital humain (KH)**. Pour cette évaluation, nous avons posé 11 questions aux répondants afin de recueillir des informations essentielles sur leur capital humain. Ces questions ont porté sur divers aspects de leur expérience et de leur expertise dans le domaine d'activité considéré.

- **Méthode d'apprentissage** : Nous avons interrogé les répondants sur la manière dont ils avaient acquis leurs compétences et leur savoir-faire, afin de comprendre les méthodes d'apprentissage traditionnelles ou apprises au fur et à mesure.
- **Durée de pratique** : Nous avons cherché à savoir depuis combien de temps ils exerçaient leur métier, ce qui permettait de déterminer leur niveau d'expérience.
- **Main-d'œuvre employée** : Les répondants ont été questionnés sur l'emploi éventuel de main-d'œuvre supplémentaire dans le cadre de leur activité.
- **Nature de l'activité** : Nous avons distingué si l'activité était la principale occupation des répondants ou si elle était menée en parallèle avec d'autres activités.
- **Formation ou études** : Les répondants ont été invités à indiquer s'ils avaient suivi des formations spécifiques ou des études liées à leur domaine d'activité.

Ces données relatives au capital humain ont permis d'obtenir un aperçu approfondi de la formation, de l'expérience et de l'expertise des acteurs impliqués dans les deux activités.

En ce qui concerne le capital social, une analyse approfondie a été entreprise, étant donné que ce capital revêt une importance centrale dans notre étude, car il permet de différencier les stratégies de développement entre les deux territoires. Pour analyser ce capital, nous avons suivi une méthodologie en deux étapes. Tout d'abord, nous avons procédé à une analyse statistique pour identifier les indicateurs du capital social ayant un impact sur la volonté des individus de coopérer ou de s'engager dans des actions collectives. Grâce à Sphinx IQ, nous avons effectué un datamining[114] pour identifier les relations existantes entre la question clé, à savoir la volonté de coopérer et les autres variables pertinentes. Cette phase d'analyse statistique nous a permis de déterminer quelles variables avaient une influence significative sur la question clé, tout en éliminant celles qui n'avaient pas d'impact significatif. Ensuite, nous avons examiné les relations entre les acteurs au sein des territoires en utilisant l'analyse des réseaux sociaux (SNA - Social Network Analysis) avec le soutien d'un logiciel cartographique tel qu'ArcGIS Insight. Cette étape nous a permis d'explorer en profondeur la structure des relations sociales entre les acteurs du territoire.

4.3.1. Catégorisation sociale et spatiale des interactions entre les acteurs

Le cadre méthodologique que nous avons choisi pour cette thèse nous permet de mesurer les relations horizontales et verticales aux niveaux micro et méso. Puisque nous concentrons notre étude sur les réseaux de relations qui se développent entre les individus, il est plus logique de mesurer ces relations au niveau micro. En revanche, l'implication de la filière ouvre sur des relations développées dans un environnement plus large que celui du micro, et, donc, du méso. Les données quantitatives que nous avons collectées sont en conséquence à l'échelle locale et régionale. En outre, nous nous référons aux règles et institutions de gestion des ressources forestières et nous ne pouvons pas ignorer le macroenvironnement au niveau de l'État dans l'analyse qualitative. Le niveau macro est analysé à travers les perceptions de la communauté et la confiance qu'elle accorde au niveau macro (institutions et gouvernement central). Nous recherchons donc une approche plus inclusive du capital social à ces niveaux.

[114] Le datamining est un ensemble de méthodes qui permettent d'extraire automatiquement des informations utiles à partir d'une grande quantité de données. Dans notre étude, nous avons utilisé la technique de graphes des relations. Celle-ci qualifie les relations grâce à un symbole abrégé :

- TS : relation très significative. Pour $p < 1\%$ la relation est sûre à 99% et plus.
- S : relation significative. Pour $p < 5\%$ la relation est sûre à 95%.
- PS : Relation peu significative $p > 5\%$.
- NS : relation non significative $p > 15\%$.

Tableau 21 : Les caractéristiques de différentes échelles de mesure de KS d'après (Perret, 2011)

Niveau micro (échelle locale)	**Niveau méso (échelle régionale)**	**Niveau macro (échelle nationale)**
Analyse ***la nature et la forme*** de comportements de coopération.	Analyse *les structures* de mise en œuvre de la coopération.	Analyse *les conditions* nationales favorables ou nuisibles de coopération.
Centré sur les ***valeurs d'action collective***, le KS dans ce niveau s'intéresse à la propension des acteurs pour attendre d'objectives communes.	Centrée sur *les valeurs instrumentales* du capital social. Associe le concept au potentiel des réseaux sociaux à produire des ressources : (information …) S'intéresse aux structures qui permettent la coopération.	Centrée sur *les valeurs d'intégration et de cohésion sociale.* Met l'accent sur l'environnement et les structures sociales et politiques des collectivités qui véhiculent des normes et des valeurs (confiance, réciprocité…).
S'appuie sur la ***théorie des jeux*** des acteurs non institutionnel.	S'appuie sur la *théorie de mobilisation* des acteurs institutionnel et non institutionnel.	S'appuie sur la *théorie des institutionnalismes.*
Le capital social est vu comme le produit : - des ***motivations des acteurs*** à s'associer (valeurs, normes, aspirations), - ***des comportements*** (modes d'association ou de coopération), - de la ***perception*** des enjeux collectifs (croyances et influences culturelles).	Le capital social n'est ni une propriété individuelle, ni une propriété collective, mais une *propriété de l'interdépendance* entre les individus et les groupes au sein d'une communauté	Le capital social est le produit de *structures qui favorisent ou non* confiance et réciprocité. Le capital social est un *bénéfice collectif.*

L'analyse des variables du capital social revêt une importance particulière dans notre étude, car elle nous permet de mieux comprendre les relations entre les acteurs dans les territoires étudiés. Pour mener cette analyse, nous avons adopté une approche qui repose sur la distinction des groupes d'acteurs avec lesquels les répondants interagissent dans leur vie quotidienne (*Tableau 22*). Nous utilisons le cadre conceptuel des liens de type bonding, bridging et linking pour caractériser le type de relations que chaque acteur entretient avec d'autres acteurs, et cela nous aide à explorer comment les perceptions et les relations évoluent en fonction de l'échelle géographique. Pour commencer, nous avons analysé les variables dans l'ensemble de l'échantillon pour obtenir une vision d'ensemble des dynamiques sociales. Par la suite, nous avons réalisé des analyses spécifiques pour chaque site, afin de mieux comprendre comment ces dynamiques varient d'un territoire à l'autre. Pour ce faire, nous avons adopté une classification des acteurs en fonction de deux critères majeurs : le type de relations (familiales, sociales, administratives ou professionnelles) et l'échelle géographique de ces relations (locales, régionales et nationales). Cette classification nous permet d'explorer en profondeur les dynamiques sociales et organisationnelles qui caractérisent chaque territoire. Nous pouvons ainsi déterminer les types de liens privilégiés par les acteurs, les réseaux sociaux auxquels ils appartiennent et comment ces facteurs influencent leur comportement et leurs décisions en matière d'organisation et d'action collective.

Tableau 22 : Classification des relations selon le cadre conceptuel de bonding, bridging et linking.

	Bonding*	**Bridging****	**Linking**
Type d'acteurs	Groupe familial Voisins Villageois	Villageois d'autres villages Groupe associatif Groupe productif	Acteurs gouvernementaux **locaux** (représentés par les municipalités et les maires). **régionaux** (représentés par les agences régionales). **nationaux** (représentés par les ministères).
Liens	Fermés Affectifs Proches Forts Denses Horizontaux	Ouverts Professionnels Éloignés Forts ou faibles Denses Horizontaux ou verticaux	Ouverts Administratifs Éloignés Faibles Moins denses Verticaux

Échelle spatiale	Territoriale	Territoriale ou extraterritoriale[115]	Territoriale et extraterritoriale

Source : E. Muco, 2023

Le regroupement des acteurs en fonction de leur type de relation offre un cadre d'analyse important pour comprendre les rôles et les dynamiques sociales au sein des territoires étudiés. En examinant ces relations sous différentes catégories, nous pouvons mieux appréhender comment les acteurs interagissent et s'organisent entre eux, ainsi que l'influence que ces relations exercent sur leurs comportements et leurs décisions. Tout d'abord, les relations familiales impliquent souvent des degrés variables de confiance et de proximité. Les liens familiaux peuvent être profondément enracinés et ils jouent un rôle clé dans la structuration des réseaux sociaux. Les relations administratives, en revanche, sont souvent plus formelles et réglementées. Elles peuvent découler de la sphère publique ou institutionnelle et sont encadrées par des règles et des procédures. Les relations professionnelles, en particulier, se développent dans un contexte de travail ou d'intérêts professionnels communs. Initialement, elles peuvent être basées sur des intérêts symétriques, où les individus collaborent en raison de leurs rôles professionnels ou de leurs objectifs partagés. Cependant, ces relations ont tendance à être fragiles. Lorsque les intérêts professionnels communs disparaissent, ces relations peuvent devenir moins pertinentes, voire disparaître complètement. Cette catégorisation des types de relations nous permet de discerner comment ces relations influencent la dynamique sociale et organisationnelle au sein des territoires.

4.3.2. Analyse statistique - test de significations des relations pour interpréter l'impact de chaque variable dans la volonté de coopérer

À travers des tests de significations réalisés par le logiciel Sphinx IQ, nous sommes en mesure de conclure sur la signification de la variable en analysant des tests comme : Le Chi-deux (khi-deux)[116] et la p-value[117].

[115] En effet, la distance geographique n'est plus considéré comme élément de distinction entre bonding et bridging. Cela reste toujour vrai dans les societés traditionelles mais pas pertinent dans les sociétés développées (Claridge, 2018).

[116] Le test du Chi-deux calcule la somme des carrés des écarts entre effectifs réels et effectifs théoriques. Plus l'écart est grand, plus le Chi-deux est élevé, et plus la relation entre deux variables est forte. Au contraire, plus l'écart est faible, plus le lien entre les variables est faible.

[117] P-value est une valeur de probabilité pour laquelle la variable est ou n'est pas significative. Pour un taux d'erreur p <=1%, la variable est très significative, pour p <= 5%, la variable est significative, pour p entre 5 et 15%, la variable est peu significative et pour p > 15%, la variable n'est pas significative.

Pour les clusters[118], l'erreur standard de 5% est ajoutée à l'analyse des résultats. Cela veut dire que pour un p-value supérieur de 5%, la relation entre les variables est peu ou pas significative. L'analyse statistique du capital social est réalisée en effectuant des regroupements (clusters) en fonction de deux critères : d'une part, en se basant sur les districts géographiques, et, d'autre part, en fonction de la participation des individus dans des associations. Deux questions clés (variables dépendantes) ont été identifiées comme pertinentes pour cette analyse *: Q38 Faites-vous partie d'une association ? ; Q46 [5] Vous joindriez-vous à la proposition de créer une association dans votre activité ?* Ces deux questions clés sont analysées de manière parallèle avec les deux clusters. Tout d'abord, une analyse a été effectuée pour examiner la dynamique au sein de chaque district. Ensuite, une analyse croisée a été réalisée pour mettre en lumière les différences entre les membres d'associations (participation civique) et les non-membres dans les deux districts considérés conjointement. Pour analyser les variables dépendantes, plusieurs groupes de variables (appelées variables indépendantes) sont inclus dans l'analyse pour évaluer leur impact sur la volonté de coopération et la création du capital social dans la zone. Chaque groupe de variables est traité individuellement, permettant ainsi d'explorer comment différentes catégories de variables indépendantes influencent les réponses. Cela permet de déterminer les facteurs qui ont le plus d'influence sur ces deux questions dépendantes.

Le premier groupe de variables du capital social concerne les questions liées à la connaissance entre différents groupes d'acteurs, y compris trois échelles geographiques (territoriale, régionale et nationale). Par « connaissance », nous faisons référence à l'importance de la connaissance mutuelle entre les acteurs pour favoriser leur engagement dans un réseau de coopération. Nous partons du principe que plus les individus se connaissent, plus ils sont susceptibles d'interagir entre eux. Par ailleurs, nous faison l'hypothese que les gens se connaissent mieux lorsqu'ils sont géographiquement proches les uns des autres. Cette première catégorie de variables vise donc à évaluer le degré de connaissance entre les acteurs à différents niveaux scalaires.

Le deuxième groupe de variables du capital social concerne les questions qui mesurent la confiance. Celle-ci est essentielle dans les actions de coopération, ainsi, plus les individus font confiance aux autres, plus ils sont susceptibles de coopérer. La confiance est évaluée à différents

[118] Première distinction entre Pukë et Gjirokastër ; deuxième distinction entre les personnes qui sont membres d'associations et celles qui ne le sont pas dans les deux districts.

niveaux, en suivant le cadre conceptuel de bonding, bridging et linking. Pour la mesurer, nous avons utilisé des échelles Likert ; nous avons donc demandé aux acteurs ciblés d'estimer leur niveau de confiance d'un à quatre à l'égard d'autres acteurs préalablement définis. Nous leur avons fourni une liste d'acteurs (consultable dans l'annexe 6) et leur avons demandé de noter leur niveau de confiance pour chacun d'entre eux. Étant donné que la confiance est une variable complexe à mesurer au moyen d'une simple échelle de Likert, nous avons introduit différents scénarios pour évaluer la confiance des répondants. Par exemple, nous leur avons demandé s'ils auraient confiance pour prêter de l'argent à un habitant de leur propre village ou pour lui confier les clés de leur maison s'ils devaient partir pendant quelques jours. Nous avons également posé des questions sur la possibilité de prêter de l'argent à un habitant d'un autre village pour évaluer la confiance inter-villages. Pour mesurer la confiance institutionnelle, nous avons utilisé des scénarios tels que « Pensez-vous que le maire pourrait résoudre des problèmes ou améliorer la situation des zones rurales, de la municipalité ? » Des situations a été appliqué aux institutions régionales et nationales. Celles ont été adaptées au fur et à mesure en raison des difficultés des répondants à répondre de manière simple à la question générale : « *Avez-vous confiance en*... ? ».

Le troisième groupe de variables est axé sur la réciprocité et l'action collective entre les communautés locales. Ces aspects revêtent une grande importance pour expliquer la variable dépendante dans les deux districts. En d'autres termes, plus les communautés échangent et interagissent entre elles, plus elles sont disposées à coopérer. Pour mesurer ces notions, nous avons posé des questions telles que : « *Seriez-vous prêt à aider un habitant de votre village en difficulté ? ; Seriez-vous disposé à aider un proche en difficulté ? ; seriez-vous prêt à aider un villageois d'un autre village en difficulté ? ; Contribueriez-vous financièrement pour améliorer un service dans votre village ?* ». Ces questions visent à évaluer la propension des répondants à s'entraider et à participer à des actions collectives au sein de leur communauté locale.

Le quatrième groupe de variables explore l'impact de la liberté d'expression et de choix sur la volonté de coopérer. Nous avons interrogé les personnes cibles sur leur capacité à exprimer ouvertement leurs convictions et croyances politiques, leur rôle dans la communauté et leur influence dans le village. Ces questions visent à évaluer le degré de liberté d'expression et de choix dont disposent les personnes interrogées au sein de leur communauté. Cette dimension est importante pour évaluer leur intégration et leur appartenance à la communauté locale et à

leur territoire, et, par conséquent, son impact sur la dynamique du capital social dans les deux districts étudiés.

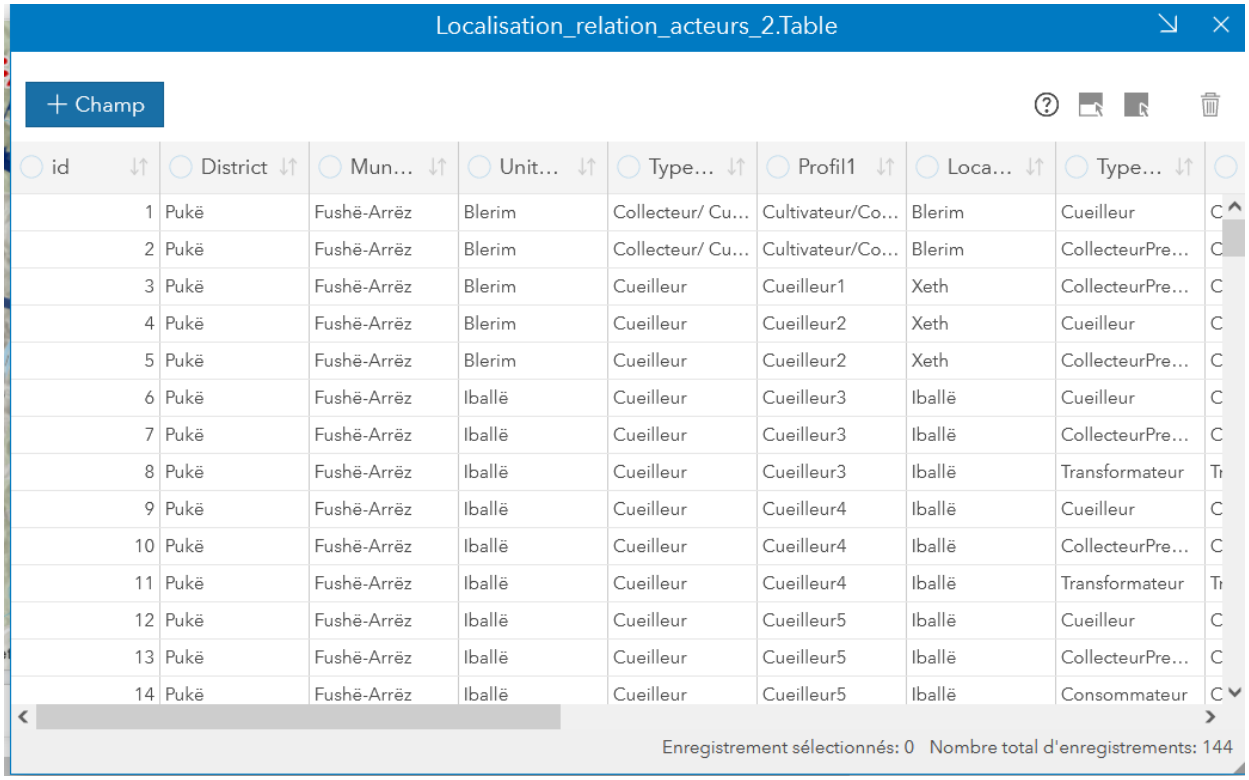
Le dernier groupe de variables se concentre sur la volonté de poursuivre l'activité. Ces variables ont été conçues pour évaluer le degré de satisfaction et d'engagement des répondants envers leur travail, leur village et leur désir de voir leurs enfants perpétuer l'activité. Plus spécifiquement, les questions sont formulées sur une échelle d'un à quatre, allant de « 1 - je ne suis pas du tout d'accord » à « 4 - je suis tout à fait d'accord ». Les répondants sont invités à exprimer leur accord ou leur désaccord par rapport à des déclarations telles que « *Je suis très satisfait de mon travail* », « *Je suis très satisfait de mon village* », « *Je veux que mes enfants vivent dans ce village* », « *Je veux que mes enfants continuent l'activité* », « : *Je veux que mes enfants quittent le village* », « *Je veux que mes enfants quittent le pays* », « *Je veux que mes enfants fassent une autre activité* ». Les réponses à ces questions permettent d'évaluer le niveau de motivation, de satisfaction et d'attachement des répondants à leur activité professionnelle, à leur communauté locale, ainsi qu'à la pérennité de l'activité au sein de la communauté.

4.3.3. Analyse cartographique : projection spatiale d'éléments d'organisation des acteurs

ArcGIS Insight est un outil d'ArcGIS Online qui permet de réaliser des analyses spatiales de données statistiques en combinant une base de données géographique ou spatiale avec une base de données statistique et non spatiale. Pour comprendre comment nous avons procédé pour réaliser des analyses SNA (Social Network Analysis), cette sous-section vise à montrer les étapes que nous avons suivies. Tout d'abord, comme nous travaillons à l'échelle du village et que les couches spatiales que nous avons trouvées sont au niveau LAU2 (niveau des unités administratives), nous avons commencé par créer deux couches nous-mêmes (une pour Pukë et une pour Gjirokastër), en localisant chaque acteur au centre du village (39 à Pukë et 46 à Gjirokastër). À l'aide du logiciel ArcGIS Pro, nous avons localisé les acteurs dans chaque village auquel ils appartiennent. Nous les avons positionnés au centre du village en raison du manque d'adresses exactes dans les villages albanais. Pour établir les relations entre l'acteur interrogé et les acteurs avec lesquels il interagit, nous avons créé une base de données dans ArcGIS Pro. Dans la carte de chaque zone d'étude, nous avons utilisé des nœuds pour localiser, en premier lieu, l'acteur ciblé nommé profil 1, afin d'obtenir ses coordonnées géographiques. Donc, dans la première colonne, nous avons répertorié l'acteur interviewé, par exemple « Cueilleur 1 ». Dans la deuxième colonne, nous avons spécifié le type d'acteur, comme

« Cueilleur » nommé type profil 1. Dans la troisième colonne, nous avons identifié l'acteur que « profil 1 » déclare connaître, par exemple « Cueilleur 2 » nommé Type profil 2. Enfin, dans la dernière colonne, nous avons enregistré la fréquence des relations d'une échelle de 1 à 10. Si « Cueilleur 1 » déclarait entretenir des relations avec plusieurs types d'acteurs, par exemple d'autres cueilleurs, des collecteurs et des distributeurs, nous avons créé des lignes distinctes pour chaque relation, comme suit :

- Cueilleur 1 → Cueilleur 2 (fréquence de relation)
- Cueilleur 1 → Collecteur 1 (fréquence de relation)
- Cueilleur 1 → Distributeur 1 (fréquence de relation)



id	District	Mun…	Unit…	Type…	Profil1	Loca…	Type…	
1	Pukë	Fushë-Arrëz	Blerim	Collecteur/ Cu…	Cultivateur/Co…	Blerim	Cueilleur	C
2	Pukë	Fushë-Arrëz	Blerim	Collecteur/ Cu…	Cultivateur/Co…	Blerim	CollecteurPre…	C
3	Pukë	Fushë-Arrëz	Blerim	Cueilleur	Cueilleur1	Xeth	CollecteurPre…	C
4	Pukë	Fushë-Arrëz	Blerim	Cueilleur	Cueilleur2	Xeth	Cueilleur	C
5	Pukë	Fushë-Arrëz	Blerim	Cueilleur	Cueilleur2	Xeth	CollecteurPre…	C
6	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur3	Iballë	Cueilleur	C
7	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur3	Iballë	CollecteurPre…	C
8	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur3	Iballë	Transformateur	Tr
9	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur4	Iballë	Cueilleur	C
10	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur4	Iballë	CollecteurPre…	C
11	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur4	Iballë	Transformateur	Tr
12	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur5	Iballë	Cueilleur	C
13	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur5	Iballë	CollecteurPre…	C
14	Pukë	Fushë-Arrëz	Iballë	Cueilleur	Cueilleur5	Iballë	Consommateur	C

Figure 36 : Capture d'écran de la nouvelle base de données créée pour le district de Pukë à l'aide du logiciel ArcGIS. Source : Réalisation d'E. Muco avec le support de Chreel JP, LAGAM 2022.

L'intégration de la spatialité dans notre analyse offre un éclairage précieux sur les variations des interactions entre les acteurs. Cette dimension géographique nous permet d'examiner comment la proximité spatiale peut influencer la nature des relations entre les acteurs.

- **Relations territoriales** : Les relations au sein d'un même territoire, ou intra-territoriales, sont souvent caractérisées par une interaction plus fréquente et des liens plus étroits.

- **Relations extra-territoriales** : En revanche, les relations entre acteurs de territoires différents, ou extraterritoriales, peuvent être plus distantes et moins fréquentes en raison de la distance géographique.

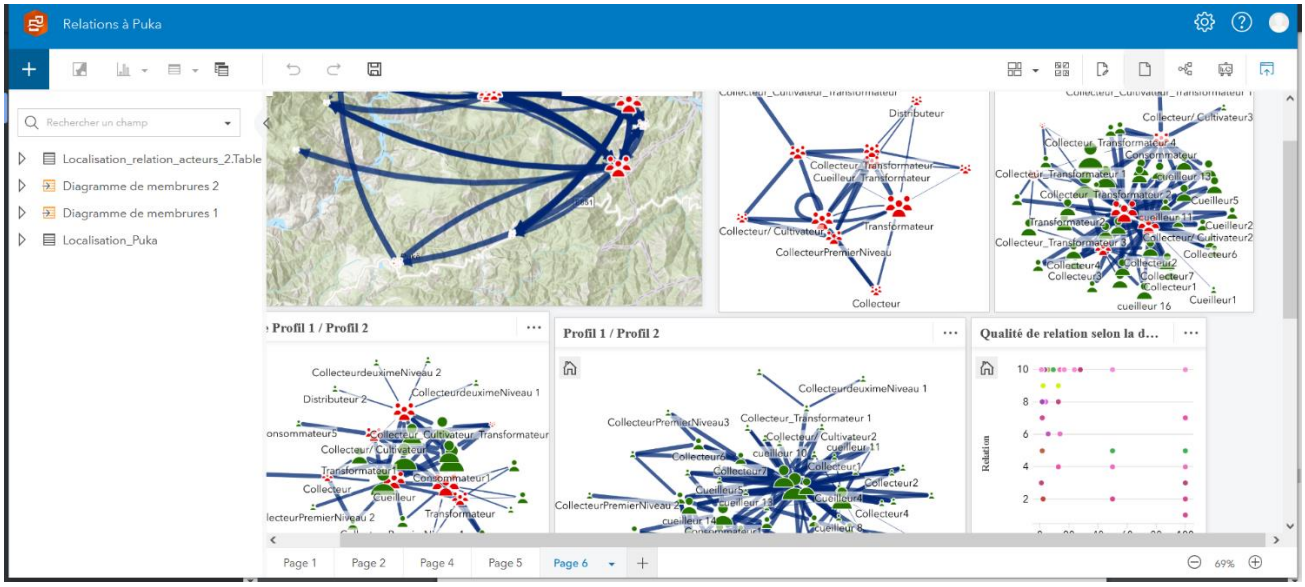


Figure 37 : Différents types de sociogrammes réalisés pour cette analyse à travers ArcGis Insight. Source : Réalisation d'E. Muco avec le support de Chreel JP, LAGAM 2022.

4.4. Enjeux et difficultés rencontrés au cours du travail de terrain

Malgré les efforts entrepris pour mener au mieux cette étude, plusieurs enjeux techniques, financiers, sociaux et temporels ont été identifiés, impactant le déroulement de la recherche.

Enjeux techniques

- Les difficultés liées aux déplacements, que ce soit en Albanie ou dans les zones d'étude, ont constitué un défi majeur pour la collecte de données sur le terrain.
- Le manque de moyens de transport adaptés pour se déplacer dans les zones rurales a limité la mobilité.
- La difficulté à contacter les acteurs et à organiser des rencontres, souvent en raison du manque de temps ou d'intérêt.
- Dans certains villages, les infrastructures limitées ont nécessité des déplacements à pied sur plusieurs kilomètres, en particulier pendant la période estivale.

Enjeux financiers

Les contraintes budgétaires ont constitué un facteur limitant majeur pour cette étude. La capacité à réaliser un travail de terrain approfondi a été restreinte en raison des ressources financières limitées. De plus, des coûts élevés associés aux voyages en Albanie, notamment en raison de la situation sanitaire, se sont rajoutés.

Enjeux sociaux

La crise sanitaire de la COVID-19 a perturbé les déplacements et les interactions avec les acteurs sur le terrain, ce qui a entraîné des limitations dans la collecte de données. Le travail dans des zones isolées de montagne a posé des défis spécifiques en termes de sécurité et de logistique. Les interactions avec les éleveurs, notamment à Gjirokastër, où l'ironie est courante, ont parfois engendré des situations délicates. De plus, la compréhension du dialecte local à Pukë a engendré des difficultés de compréhension de temps en temps étant donné que je viens du Sud.

Enjeux temporels

- La comparaison entre deux districts éloignés a demandé un temps considérable, d'autant plus que la thèse était menée en France, tandis que le terrain était situé dans un autre pays.
- Les allers-retours fréquents en Albanie ont également engendré une perte de temps significative.

5. Conclusion cinquième chapitre

Dans ce chapitre, nous avons mis en lumière l'objectif fondamental de notre travail empirique, qui était de présenter en détail les différentes démarches que nous avons entreprises. Nous avons commencé par sélectionner deux territoires spécifiques, puis nous avons identifié les acteurs clés opérant dans ces zones. Pour aborder ces acteurs de manière adéquate, nous avons mis en place diverses techniques et outils, notamment des enquêtes et des questionnaires. Nous avons choisi d'étudier ces deux territoires sous l'angle de trois capitaux, à savoir le capital naturel, humain et social. Cette approche a été essentielle pour comprendre la dynamique territoriale, car elle nous a permis de construire des indicateurs spécifiques pour chaque type de capital. Ces indicateurs ont été cruciaux pour identifier les stratégies mises en œuvre par les acteurs au sein de chaque territoire. Il est important de noter que notre méthodologie s'est articulée autour de trois entrées méthodologiques distinctes, à savoir une entrée par le territoire, une autre par la ressource et au final par les filières. Ces trois perspectives nous ont offert une compréhension plus profonde des dynamiques territoriales, en mettant l'accent sur des aspects clés tels que les stratégies de développement territoriales, l'utilisation des ressources et les interactions au sein des filières. Les données collectées ont ensuite été soumises à une analyse statistique et cartographique. Cette approche nous a permis d'utiliser divers logiciels pour traiter et interpréter les informations recueillies, tout en générant des représentations visuelles des résultats.

Analyse pour la suite

L'introduction des aspects dans cette section précède logiquement la présentation des résultats. En effet, les éléments méthodologiques présentés dans cette partie nous aideront à structurer les résultats.

Ensuite, nous présentons le cadre d'accès à la ressource et la coordination des différents acteurs dans les deux districts. Puis, nous analysons le cadre méthodologique des KS dans chaque zone d'étude.

Enfin, nous comparons le réseau de relations dans chaque zone pour mesurer le niveau de capital social et comprendre les facteurs à l'origine de ces résultats.

Troisième partie : L'approche du développement territorial par la mobilisation du capital social et des ressources

Nous ne cherchons pas de compagnons par quelque instinct de la nature ;
Mais bien l'honneur et l'utilité qu'ils nous apportent.
Thomas Hobbes, 1642

Introduction de la troisième partie

Cette dernière partie vise à démontrer l'impact de l'organisation des acteurs sur le capital territorial par le biais d'une approche ascendante. En s'appuyant sur les résultats du terrain, cette partie commence par examiner le mode d'accès aux ressources forestières et pastorales communes, identifiant les ayants droit et les utilisateurs de ces ressources ainsi que le cadre légal régissant ces accès. En approfondissant cette analyse, elle met en évidence l'articulation du cadre légal avec les droits coutumiers, démontrant comment ces acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux interagissent dans la gestion et l'utilisation de ces ressources. Étant donné que l'accès à la ressource requiert la participation de divers acteurs, le deuxième chapitre de cette section se penche sur les différentes formes d'organisation entre ces acteurs. Ensuite dans ce deuxième chapitre, nous allons analyser de manière approfondie les composantes du capital social qui favorisent ou entravent l'engagement des communautés dans des réseaux coopératifs, que ce soit pour accéder aux ressources, pour valoriser leurs produits dérivés ou pour les commercialiser. Trois éléments clés du capital social sont examinés dans cette thèse : 1) les normes et les valeurs sociales représentées par la connaissance mutuelle, la confiance et la réciprocité au sein de la communauté, 2) les réseaux sociaux caractérisés par la nature, la densité et l'intensité des liens et, 3) la participation civique représentée par l'adhésion à des associations et la volonté à intégrer des structures coopératives futures. Dans le dernier chapitre, nous allons étudier les réseaux de relations entre les acteurs sociaux et économiques dans chaque district, en mettant en lumière, à travers la notion de proximité, la dynamique propre à chaque réseau.

Chapitre 6 : La gouvernance territoriale des ressources communes et l'émergence des nouveaux acteurs spatialisés

Partout dans le monde, les ressources naturelles diminuent en raison de leur surexploitation et de leur mauvaise utilisation (Keenan et al., 2015). Les forêts à accès libre sont plus susceptibles de subir des destructions ou des dégradations en l'absence d'une gouvernance efficace (Ostrom, 1999). Selon Ballet et al., (2007), ces ressources communes[119] sont souvent soumises à la surexploitation parce que , d'une part, l'accès (ou l'exclusion) des utilisateurs à ces ressources est difficile à contrôler et, d'autre part, chaque utilisateur est capable de soustraire du bien-être à tous les autres. La difficulté d'exclure certaines personnes crée la possibilité que les bénéficiaires des ressources ne contribuent pas toujours à leur durabilité à long terme (Ostrom, 1999). Bien que celles-ci soient moins touchées en Albanie, des pertes considérables sont observées chaque année, principalement en raison de l'action humaine (*cf*. images annexe 5). Cependant, la situation n'est pas la même dans tout le pays. Dans le centre du pays, la tendance à une forte utilisation des ressources est plus marquée en raison de la forte concentration de la population. La pression est moindre dans les zones montagneuses, où les ressources naturelles abondantes ont un fort potentiel de développement territorial pour ces zones. C'est le cas de Pukë et de Gjirokastër, où ces ressources sont encore abondantes, mais la pression exercée sur elles augmente chaque année. À travers ces deux études empiriques, ce chapitre vise à démontrer comment les ressources forestières et pastorales communes sont utilisées au sein de ces régions montagneuses, là où la pression humaine sur les ressources est encore limitée. En plus de la partie juridique expliquée dans le chapitre 1, nous souhaitons examiner comment les coutumes et les régimes juridiques se coordonnent pour garantir l'accès à ces ressources. En effet, il est très intéressant d'explorer comment la gestion des ressources forestières peut différer d'une région à une autre dans un pays aussi petit que l'Albanie. En outre, l'exploitation des forêts diffère également en fonction de l'usage qui en est fait. Nous verrons en détail comment ces ressources sont exploitées dans chaque territoire dans la section 2 de ce chapitre. Le troisième intérêt de cette analyse en Albanie réside dans le fait que nous pouvons facilement réaliser une analyse inclusive et en tirer des conclusions sur l'état d'exploitation de ces ressources à travers l'ensemble de l'Albanie, ainsi qu'une analyse exclusive révélant de nombreuses différences lors d'une analyse croisée de deux territoires distincts.

[119] Un commun, c'est : une ressource + une communauté + un ensemble de règles sociales (Bollier (2014) cité par P. Lavigne Delville et al., 2022 p. 179)

1. Éclaircissement des régimes de droits dans le cadre des ressources dites communes

Les ressources forestières et pastorales jouent un rôle essentiel au sein des communautés des zones montagneuses. L'Albanie, faisant partie de la péninsule Balkanique, est réputée pour ses territoires montagneux, dont les forêts et les zones boisées occupent 2/3 de la superficie, elle dépend fortement de ces ressources vitales pour les 2/3 de sa population (GIZ, 2021). En raison de leur importance dans le pays, ces ressources font l'objet d'une juxtaposition complexe de régime de droits. La coexistence de ces droits juxtaposés, l'inclusion dans la thèse des ressources forestières et pastorales soumises à divers droits d'accès, ainsi que la variété d'utilisation de ces ressources, confèrent une complexité accrue à l'analyse, soulignant ainsi l'importance fondamentale d'une approche analytique et théorique. De plus, ces ressources font l'objet de discussions de plus en plus fréquentes et sont devenues le sujet de recherches menées dans plusieurs disciplines. Comme le souligne Le Roy (1995), les forêts ne relèvent plus uniquement des sciences juridiques et économiques. L'ouverture des droits communautaires et l'émergence de nouveaux acteurs à différentes échelles rendent l'intervention des géographes essentielle dans l'analyse visant à comprendre les dimensions sociales, culturelles et politiques de la ressource.

Avant d'entamer notre analyse, nous débutons par la clarification de certains termes émergents dans ce chapitre. En premier lieu, il est essentiel de définir le terme « naturel » dans le contexte de cette thèse. Dans ce cadre, « naturel » fait référence aux ressources forestières et pastorales présentes dans l'écosystème (P. Lavigne Delville et al., 2022). Cette définition s'avère pertinente puisque, comme le soulignent P. Lavigne Delville et al., (2022), ces ressources dites naturelles subissent des modifications (transformation et valorisation en produits) résultant de l'action humaine et des interactions sociales présentes dans un territoire spécifique. Cependant, ce terme fait référence à la ressource dans son état physique, suscitant des questionnements et des divergences parmi les scientifiques. En effet, comme plusieurs auteurs l'ont souligné (Costanza et al., 1997, 2014; Gagnon et al., 2008; P. Lavigne Delville et al., 2022), la ressource dans son état physique ne peut exister en tant que telle si elle n'est pas reconnue ou appropriée par un groupe d'utilisateurs (*cf.* chapitre 4). Par exemple, une forêt en soi ne constitue pas une ressource, mais les produits qu'elle offre tels que le bois, les produits forestiers non ligneux, les pâturages, *etc.*, deviennent des ressources une fois identifiées et utilisées par les individus ou les communautés -**ressource**. Celles-ci, reconnues et appropriées par la communauté,

deviennent des ressources à usage commun ou des ressources communes. Ainsi, le deuxième terme à définir est celui de « commun », *c'est-à-dire des ressources gérées par une communauté d'utilisateurs* (P. Lavigne Delville et al., 2022 p. 178). Une ressource commune est délimitée et appropriée par une communauté qui est en mesure de gérer cette ressource en décidant des règles et des utilisateurs de la ressource – **usagers et mode d'accès**.

La troisième définition concerne les régimes de propriété. Dans ce domaine, quatre types classiques de propriété sont identifiables : l'accès libre, la propriété commune, la propriété privée et celle de l'État (Moritz, 2016). Moritz introduit également un cinquième type : le régime de propriété ouverte. Cette catégorie vise à faire la distinction avec l'accès libre, qui ne se résume ni à l'absence de règles ni nécessairement à une tragédie des biens communs, contrairement à ce qu'ont avancé Hardin et Ostrom. Moritz insiste sur l'importance de cette nouvelle catégorie, car l'idée largement acceptée dans la littérature sur les biens communs est que l'accès libre ne se limite pas à l'absence de règles, mais peut également entraîner une tragédie des biens communs (*Ibid.*). Le cinquième régime de droits, en s'adaptant aux spécificités territoriales et temporelles, offre une solution à l'inadéquation des modèles théoriques des biens communs face à la réalité socio-écologique. Cette adaptation du régime de droits selon le territoire, influencée par des traditions, coutumes et croyances, ainsi que par les fluctuations temporelles telles que les changements démographiques, modifie la pression exercée sur la ressource.

Compte tenu de l'absence d'unification au sein du courant concernant les régimes de droits des biens communs, nous abordons la question à travers l'optique territoriale en analysant ces droits dans le contexte des deux districts. Comme le soulignent clairement P. Lavigne Delville et al. (2022), l'utilisation et la régulation des ressources varient en fonction de la construction sociale et économique de la ressource, de ses caractéristiques écologiques et de son attachement à un territoire. En plus, en Albanie, la propriété des ressources forestières et pastorales connaît des changements fréquents, passant d'une institution à une autre et d'un niveau de gouvernance à un autre (*cf.* chapitre 1 ;2.2.). Malgré ces changements, les utilisateurs de ces ressources ont réussi à maintenir leur exclusivité en ce qui concerne leur exploitation. Peu importe le titulaire des droits fonciers, les communautés rurales situées à proximité géographiques des ressources sont les premières à les exploiter. Olivier et Catherine Barrière (1996) soulignent la relation étroite entre la ressource et l'espace (le territoire), en prenant en compte l'existence et la présence de la ressource, sa spatialisation géographique et la capacité à articuler différents niveaux de

gestion au sein d'un même territoire. La relation espace-ressource est constituée de différents sols que l'on retrouve dans la littérature sous différents noms tels que « facettes », « terroirs », « zonage », *etc.*, et chaque type est donc régi par des règles définissant qui peut y avoir accès et dans quelles conditions (P. Lavigne Delville et al., 2022). Pour les deux territoires pris en compte, nous avons choisi d'entrer dans l'analyse par cette typologie territoire-ressource.

1.1. Les ressources forestières et pastorales, des régimes de droits qui complexifient l'analyse

Quand on parle des ressources naturelles, il est nécessaire de distinguer trois éléments : leur présence, leur possession et leur propriété fonctionnelle (LE Roy, 2008). Nous avons souligné, à plusieurs reprises, la présence abondante des ressources naturelles en Albanie et dans les deux zones d'études en particulier, qui sont largement détenues par le secteur public, à hauteur de 98% depuis la création de l'État albanais ce qui place ces ressources dans un régime de droit étatique. Le Roy (2008) établit une distinction entre les différents types de foncier publics sur la base de deux critères : « est commun à » et « est partagé par », ce qui permet d'identifier plusieurs catégories:

- fonciers publics communs à tous.
- fonciers publics externes, partagés par des groupes spécifiques.
- foncier public interne-externe, partagé par deux groupes.
- foncier public interne, partagé par un seul groupe.

Cette distinction revêt une grande importance pour les ressources forestières et pastorales qui remplissent des fonctions variées. Bien que ces ressources soient considérées comme des biens communs partagés entre des groupes internes[120] et externes[121], les produits et services qu'elles génèrent ouvrent des droits divers, nécessitant ainsi une clarification appropriée, c'est pourquoi nous débutons notre analyse à ce stade. Les ressources forestières, hormis les pâturages pour faire paître le bétail et les PFNL pour le marché, offrent également d'autres avantages pour la communauté, en particulier pour celles directement liées à ces forêts. Les habitants ruraux de Pukë et une grande partie de ceux de Gjirokastër utilisent le bois comme source de chauffage

[120] Dans cette thèse, un groupe interne est constitué d'individus appartenant à un même lignage « Fis » ou village.

[121] Le groupe externe est composé d'individus issus de différents lignages ou de groupes qui n'appartiennent pas au village.

et de cuisson. De plus, une bonne partie de la population rurale se tourne vers les plantes médicinales en tant que sources de remèdes. L'élevage à Pukë et à Gjirokastër repose en grande partie sur la transhumance estivale et hivernale et par conséquent, les forêts constituent la principale source de pâturage pour ces communautés. Elles offrent également une série de services dont les villageois bénéficient directement ou indirectement, tels que le tourisme, l'éducation, la recherche, *etc.*, et qui ouvrent un droit d'accès à des utilisateurs externes. Par exemple, les forêts de Pukë deviennent de plus en plus attrayantes pour les amateurs de sports de montagne, ce qui leur confère un statut de bien partagé entre des groupes internes et externes. Par conséquent, cette ouverture des droits aux groupes externes peut accroître la pression sur les produits forestiers non ligneux qui jouissent d'une réputation dans la région. Cette situation entraîne l'établissement de nouvelles règles, initiées aussi bien par la société que par les municipalités, voire même par l'État, concernant l'ayant droit de ces ressources. Nous pouvons effectuer la même analyse à Gjirokastër.

Ensuite, compte tenu de l'importance de ces ressources forestières, la question de leur régime de propriété soulève des débats enflammés. Cependant, dans cette thèse, notre travail se concentre sur les produits forestiers et pastoraux (*cf.* multifonctionnalité des forêts), c'est pourquoi nous axons notre analyse sur les droits à prélever ces ressources. Dans cette situation, l'accès à la ressource est partagé entre les acteurs de la communauté qui sont géographiquement proches de cette ressource. Par ailleurs, ces ressources sont considérées comme des biens publics gérés par des instances étatiques, octroyant des droits d'accès à des acteurs publics qui ne sont pas nécessairement en proximité physique de la ressource. Cet accès partagé entre différents acteurs aux droits fonciers soulève une première complexité dans la gestion de ces ressources. De plus, alors que les produits forestiers non ligneux à Pukë accordent des droits d'exploitation aux groupes internes de la communauté, les pâturages à Gjirokastër offrent des droits d'accès à des groupes externes (éleveurs externes du village) si les parcelles ne sont pas entièrement occupées par les habitants locaux (*cf.* chapitre 3, 2.1.4. Nous revenons sur ce point dans la deuxième section de ce chapitre en l'analysant dans chaque territoire et pour chaque ressource à part.

En considérant une ressource donnée, l'analyse suivante se concentre sur la possession et la propriété fonctionnelle de la ressource. Au début de ce chapitre, nous avons souligné la difficulté d'adapter un modèle théorique pour ces ressources dans le cas de l'Albanie, en raison de la complexité de leur utilisation et de leur accès. Cependant, le cadre théorique nous aide à

mieux comprendre la nature, les utilisateurs et l'utilisation de ces ressources. Schlager et Ostrom (1992) distinguent deux niveaux d'organisation du droit foncier pour les ressources publiques : un niveau opérationnel (N.O.) (là où les choses arrivent) et un niveau collectif d'appropriation (N.C.) (là où les choses sont décidées) (LE Roy, 2008). Elles proposent également une typologie alternative pour ces ressources (*Ibid.* p. 4) :

- Le droit d'entrée ou d'accès (N.O.).
- Le droit de soustraire ou d'extraire (N.O.).
- Le droit de gérer et de réguler l'usage des ressources (N.C.).
- Le droit d'exclure et de décider qui a le droit d'accès et comment le transmettre (N.C.).
- Le droit d'aliéner au sens de se défaire d'un droit de manière discrétionnaire et absolue (N.C.).

Nous allons reprendre cette typologie et différencier les différents types d'accès. En effet, Schlager et Ostrom (1992) distinguent les individus qui peuvent accéder à la ressource (entrer dans la ressource) et les acteurs qui peuvent extraire la ressource (obtenir les produits) (*Tableau 23*). Pour clarifier, en ce qui concerne les forêts de Pukë, tous les individus ont droit d'y accéder, ce qui signifie que les habitants du village ne peuvent pas empêcher les étrangers d'entrer et de se promener dans leurs forêts. Cependant, ils ont le droit de restreindre aux étrangers la collecte de ressources PFNL à des fins commerciales. Autrement dit, un individu extérieur à Pukë peut accéder aux ressources, mais il lui est interdit d'en extraire des produits. Ainsi, la communauté (les habitants d'un village) est la seule à avoir le droit de prélever les produits non ligneux des forêts à des fins commerciales. Nous spécifions les produits parce que, selon leur nature, les droits d'extraction diffèrent. Par exemple, les produits ligneux, très importants pour la zone, font l'objet d'un autre cadre de régime de droits. Toutefois, la thèse traite des ressources PFNL et pastorales, nous nous limitons donc à ce régime de droit. En revanche, à Gjirokastër, les pâturages ouvrent d'abord l'accès aux membres de la communauté (village). Ensuite, s'ils ne sont pas exploités par les villageois, ils ouvrent des droits d'accès à des groupes externes. Ainsi, Schlager et Ostrom (1992) font la différence entre les acteurs qui ont le droit de gérer la ressource, d'exclure des utilisateurs, et ceux qui ont le droit d'aliéner les ressources. L'introduction de ces deux typologies vise à faciliter une analyse croisée entre la nature intrinsèque de la ressource et les mécanismes d'appropriation de cette dernière. Cette approche nous permet de mieux comprendre comment la nature spécifique d'une ressource influence sa

manière d'être réclamée, utilisée ou gérée par différents groupes d'individus ou de communautés.

Tableau 23 : Croisement entre les usagers de la ressource et le niveau d'organisation et de reconnaissance du droit d'usage.

Niveau de collectif et régime de droits	Accès	Extraction	Gestion	Exclusion	Aliénation
Foncier public commun à tous.	X				
Foncier public externe, partagés par des groupes spécifiques.	X	X			
Foncier public interne-externe, partagé par deux groupes.	X	X	X		
Foncier public interne, partagé par un seul groupe.	X	X	X	X	
Foncier privé	X	X	X	X	X

Source : Réalisation E. Muco, 2023)

1.1.1. Les ressources forestières et pastorales en Albanie conduisent à une juxtaposition de régimes de droits

Les ressources communes ont longtemps été un sujet complexe et controversé au sein des recherches. L'un des débats les plus ardents concerne le régime de propriété, qui engendre une multitude de termes dans la littérature francophone et anglo-saxonne tels que droits, propriété, droit de propriété, droit d'usage, droits coutumiers, propriété commune, propriété partagée, accès, appropriation, *etc.* Selon P. Lavigne Delville et al. (2005), cette confusion découle de plusieurs facteurs, notamment l'utilisation de ces ressources dans diverses disciplines, ainsi que des traductions dans différentes langues, entraînant l'application de notions différentes. Dans notre cas, nous nous sommes approprié le terme de « droit » plutôt que celui de « propriété », étant donné que, dans les cas de l'Albanie, ces ressources font l'objet de droits *de facto*[122] et *de jure*[123], ce que nous verrons par la suite. Ce choix d'entrer plutôt par le régime de droit que celui de propriété nous permet de croiser les règles officielles, le statut étatique et la place de la communauté et d'offrir une image plus claire des ressources communes dans le cas de l'Albanie à travers ces deux zones. En outre, vu que leur ensemble (97%) est constitué de ressources

[122] En pratique (cf. dictionnaire juridique)

[123] Par la loi ou officiel (cf. dictionnaire juridique)

publiques au titre de propriété *de jure* municipale (*cf.* chapitre 1, 2.3.), il est plus pertinent de parler de régime de droit (accès, utilisation, gestion, exclusion, *etc.*) que de propriété. Les ressources forestières en Albanie, en tant que biens communs, sont gérées par les municipalités respectives, exploitées par les communautés et co-régulées par un cadre légal ainsi que par des traditions et coutumes locales. Les forêts et les pâturages, en tant que biens communs, jouent un rôle de révélateur d'échelles géographiques en mettant en évidence différentes formes d'organisation à l'échelle locale, régionale, nationale. La coexistence d'un régime foncier administratif et d'un régime foncier basé sur des droits d'usage, en fonction de l'appartenance à une communauté ou à un lignage, incite à l'intégration des propriétaires communs dans la gestion des ressources forestières et pastorales (Crouteix, 2023). Le régime foncier administratif renvoie à la notion de propriété foncière, laquelle peut être associée à celle de propriété privée ou concerner les droits d'accès, de gestion et de transformation du foncier (Colin et al., 2022). Par contre, le régime foncier sur des droits d'usage fait référence aux coutumes, désignant les habitudes ou normes façonnées par l'histoire, permettant ainsi la cohabitation commune au sein d'un espace social (*Ibid.*). La gouvernance des ressources forestières et pastorales en Albanie est souvent soumise à des négociations entre les utilisateurs et les acteurs gouvernementaux locaux et nationaux (Garnier & Crouteix, 2022). Ces acteurs ont souvent des intérêts divergents en ce qui concerne la gestion des ressources communes, ce qui conduit à une utilisation peu efficace et à un phénomène de passager clandestin (free riding) (Ballet et al., 2007).

1.1.2. La multiplicité des droits sur les ressources forestières et pastorales en Albanie est source de litiges

Les droits fonciers des espaces forestiers et pastoraux en Albanie découlent des nombreux changements de régimes politiques qu'a connus le pays et nécessitent, par conséquent, une analyse approfondie à travers le prisme de son histoire (Garnier & Crouteix, 2022). Ces ressources ont pu conserver leur nature collective malgré ces changements. Ce que nous avons abordé plus brièvement jusqu'ici concerne les ayants droit de ces ressources. Dans un premier temps, nous généralisons ces droits dans une analyse plus inclusive avant de de les détailler pour chaque territoire. Les deux territoires nous permettent d'analyser les différentes formes d'usage de ces ressources issues de modèles hérités, ainsi que les formes actuelles de gouvernance qui résultent des interactions entre les acteurs en jeu, y compris l'émergence de nouveaux acteurs. La présence de la société traditionnelle complique la tâche des institutions chargées de gérer les ressources forestières. Le conflit entre la communauté, qui considère ces

ressources comme sa propriété, et les institutions, qui les ont légalement reconnues comme des biens publics, a non seulement entraîné des modifications fréquentes du cadre juridique (*cf.* chapitre 1, 2.3.), mais a également indirectement contribué à l'abandon des zones rurales. Si l'on se réfère aux travaux de Crouteix (2023; 2022) et aux données collectées sur le terrain, après 1991, les habitants des zones rurales se sont approprié les ressources forestières les plus proches du village, afin de les contrôler et de les exploiter soit collectivement, soit au sein du lignage. Les activités forestières et pastorales étant étroitement liées aux zones rurales, ces ressources font l'objet d'un débat intense sur les droits fonciers et l'accès aux ressources par les villageois. Ceux-ci basent leur mode de vie sur des règles traditionnelles et coutumières, ce qui rend complexe l'application des règles juridiques. Ils éprouvent des difficultés à accepter que ces ressources soient la propriété de l'État,[124] alors qu'elles se situent dans leur village et qu'à leurs yeux l'État les a négligées depuis la chute du communisme. Ils évoquent également les difficultés qu'ils rencontrent avec la nouvelle réforme territoriale et leur dépendance vis-à-vis de la municipalité.

> *« L'État a supprimé les communes et nous a intégrés dans la municipalité pour profiter de la richesse du village. Lorsque nous avions encore la commune, tout fonctionnait mieux, car nous pouvions résoudre chaque problème en nous adressant directement aux maires communaux qui nous apportaient beaucoup d'aide. À présent, je dois m'adresser à la municipalité et au maire. Cependant, le maire me renvoie vers l'administrateur[125] en disant que c'est lui qui doit transmettre le problème au maire. L'administrateur, quant à lui, me renvoie vers le maire. Ce dernier, s'il ne me connait pas bien, ne souhaite pas me recevoir dans son bureau. Sa secrétaire me demande de revenir demain, car le maire est « absent » aujourd'hui. Le lendemain, c'est la même histoire, avec la secrétaire expliquant que le maire est en « réunion » » (citation d'un homme à Gjirokastër, constat exprimé par plusieurs acteurs dans les deux sites).*

Il ressort des échanges avec les acteurs communautaires des deux zones, corroborés par des chercheurs tels que l'anthropologue Martine Wolff, qui travaille dans les Alpes albanaises depuis 12 ans, que la nouvelle réforme foncière de 2015 a laissé les communautés rurales démunies, sans recours ni autorité vers laquelle se tourner. Elle pointe du doigt la propriété comme un obstacle, soulignant un autre problème pour les éleveurs de montagne confrontés à cette réforme. Le transfert des ressources pastorales du niveau régional au niveau municipal

[124] Les villageois considèrent les municipalités comme des institutions de l'État central et ont du mal à comprendre l'histoire de la décentralisation.

[125] L'administrateur agit en tant que représentant de l'unité administrative. Pour rappel, une unité administrative est constituée par le regroupement de plusieurs villages. Sa nomination relève de la responsabilité du maire, mais il n'a pas de pouvoirs publics.

constitue un défi pour la transhumance, car il restreint la mobilité des bergers. Cela signifie que les bergers d'une municipalité donnée sont limités quant à l'accès aux pâturages de cette municipalité, ce qui entrave leur mobilité. Cela signifie qu'auparavant, ils avaient accès aux pâturages de la région. Le rétrécissement de l'échelle du régime de propriété et l'apparition de nouveaux acteurs *de jure* (tels que la municipalité et les unités administratives, celles dernières n'ont aucun pouvoir public, pour remplacer les communes et la région), impliqués dans la prise de décision concernant les ressources, nécessitent un engagement accru de la société dans leur gestion. La multiplicité des acteurs (selon le type de la ressource, *cf*. ressources multifonctionnelles, et l'utilisation qui en est fait) et leur répartition sur une étendue géographique diffèrent soulignent l'importance d'une collaboration inclusive et coordonnée ainsi que la mise en place de mécanismes participatifs. Pour comprendre le fonctionnement des ressources forestières et pastorales en Albanie, il est utile de commencer par le plus petit échelon, celui du village, afin de comprendre le système des droits de gestion, d'accès et d'utilisation des ressources forestières et pastorales.

1.2. Comprendre le régime de droit des ressources forestières et pastorales dans les deux communautés

1.2.1. Un modèle de référence pour l'organisation spatiale des usages forestiers et pastoraux par les communautés locales

Dans leur étude en Albanie, (Bernard-Mongin et al., 2013; Crouteix, 2023; De Rapper & Sintès, 2006; Garnier & Crouteix, 2022) ont défini l'organisation des forêts et des pâturages comme un zonage organisé en cercles concentriques composés de sols différents (*Figure 39 ; Figure 40*). De plus, ces auteurs utilisent la terminologie agraire romaine et établissent une distinction entre différents types d'espaces (*ager*[126], *saltus*[127], *silva*[128] et *hortus*[129]), entraînant des variations dans les droits fonciers associés (*Figure 39 ; Figure 40*). Il est important de souligner ici que cette terminologie est inconnue localement, on y utilise plutôt les termes tels que « *pyje* » (forêts), « *kullota* » (pâturage), et « *toke bujqesore* ou *toke are* » (terre arable). Dans le vocabulaire institutionnel, les forêts sont divisées en fonction du type de biodiversité en « *cungishte* » (forêts

[126] Terre agricole distribuée aux familles paysannes selon la loi 7501

[127] Maquis, garrigue, forêts peu denses pâturées, zones partiellement embroussaillées, clairières.

[128] Terres exclusivement forestières

[129] Terres potagères autour de la maison

basses) et « *trungishte* » (forêts hautes). Les pâturages sont désignés comme le « *fond kullosor* », ce qui signifie la surface de pâturage et de prairies avec différents types de biodiversité exploitée pour le pâturage des animaux (Loi Nr. 9385, 04.05.2005 modifiée en 2016, Article 3). Les pâturages se classifient en pâturages hivernaux et estivaux. La division des ressources forestières et pastorales en zonage revêt une importance particulière en ce qui concerne les droits et les modes d'accès accordés aux utilisateurs pour chaque zone spécifique. *L'ager* donne accès au droit privé de la terre, distribuée aux familles selon la loi 7501 après le déclin du régime communiste (*cf.* chapitre 1, 1.4.4), même si, parfois dépourvues de titres de propriété, ces terres sont privées et confèrent des droits privés à leur possesseur. *L'hortus* représente également des droits privés et, comme *l'ager*, même en l'absence de certifications par des titres d'accès, il confère des droits privés. La particularité de l'*hortus* réside dans le fait que ce type de terrain a conservé des droits privés pendant le régime communiste, qualifié de « lopin privé ». Jusqu'en 1980, ces parcelles pouvaient être exploitées pour l'autoconsommation, mais elles ont été progressivement interdites à partir des années 80 (chapitre 1 ; 1.3.). Ces terres sont aujourd'hui exploitées pour la production familiale d'autoconsommation définie par leur petite taille (cultures, volaille, *etc.*).

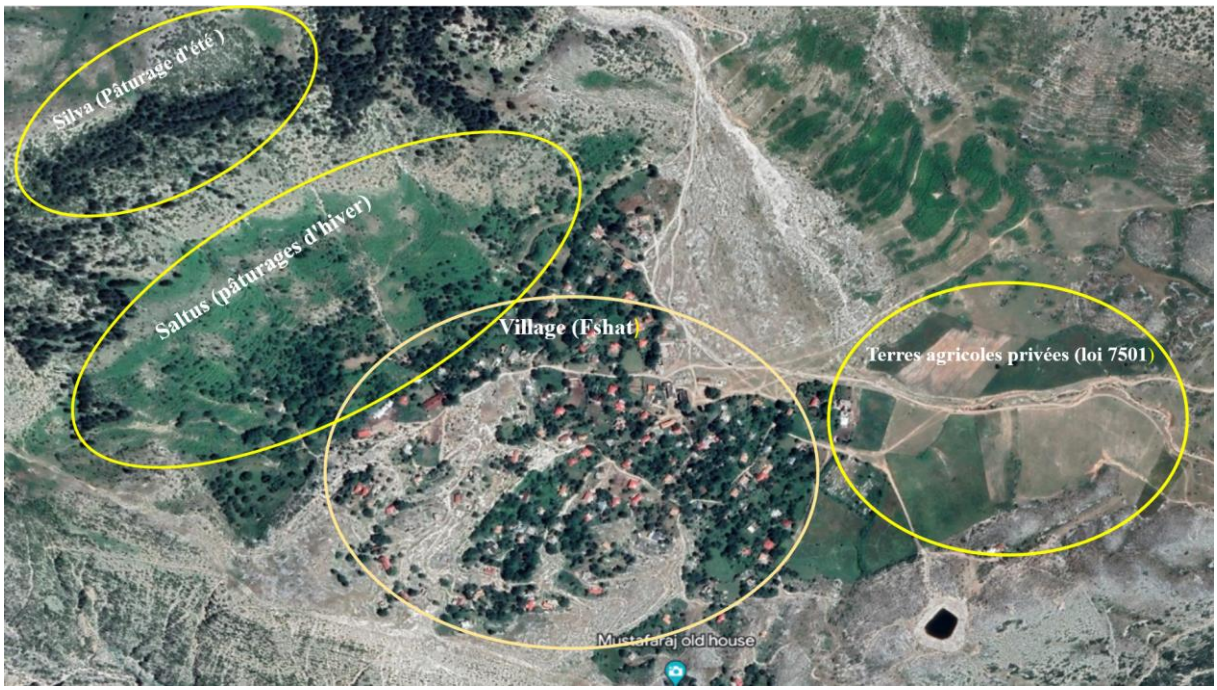


Figure 38 : Image satellite du village de Golem à Gjirokastër qui permet d'identifier les différents espaces (Hortus, Ager, Saltus et Silva). Source : Fond de carte Google Earth 2023

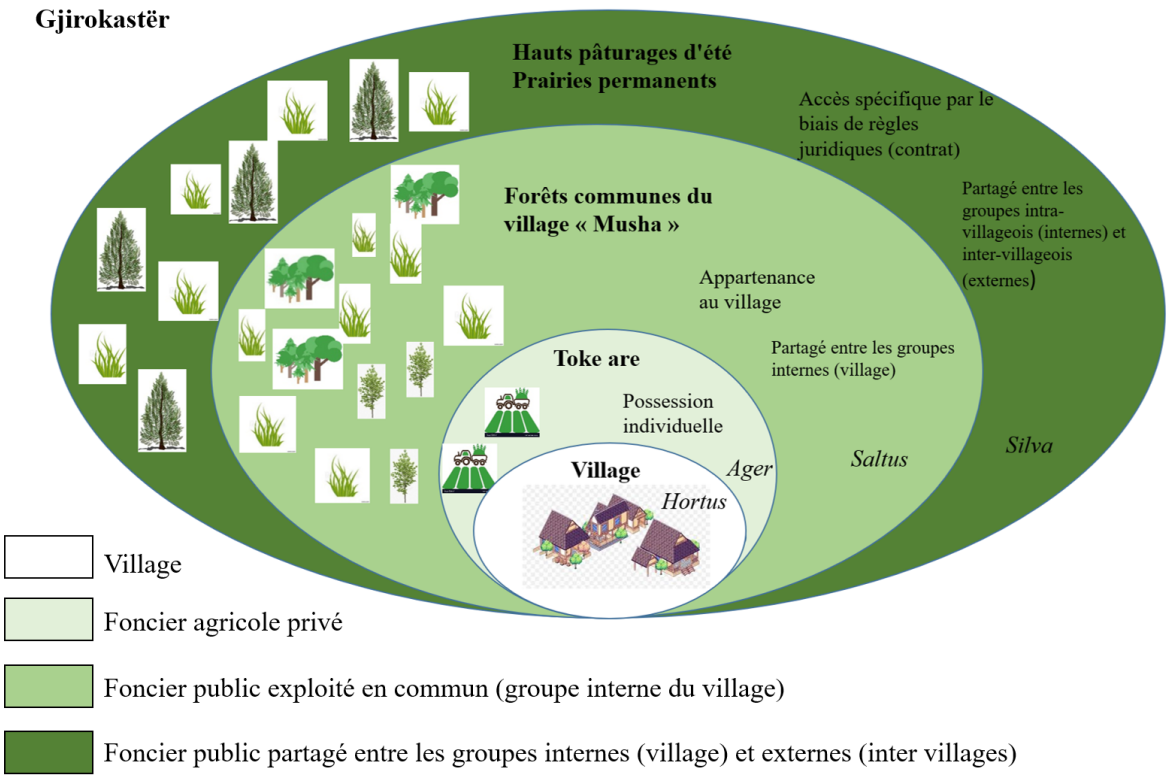


Figure 39 : L'organisation des ressources forestières en zonage, référence du village, situation à Gjirokastër. Source : Adapté de (De Rapper & Sintès, 2006).

Cependant, dans la thèse, nous accordons une importance particulière aux droits de *saltus* et de *silva*. Le premier indice à souligner pour ces espaces est leur caractère public. Contrairement à *l'ager* et à *l'hortus* qui sont limités à des titres individuels, ces terrains ouvrent des droits partagés. Pour désigner ces deux espaces, nous utilisons également les termes de forêts basses (troisième cercle) et de forêts hautes (quatrième cercle).

Le *saltus* est le territoire qui a subi le plus de changements après la chute du régime communiste. Pour rappel, suite au changement de régime, il avait été initialement décidé que le *saltus* resterait une propriété publique relevant des droits du ministère de l'Agriculture (*cf.* chapitre 1). Par la suite, sous la pression des organisations internationales pour entamer un processus de dévolution, il a été décidé que le *saltus* serait transféré aux municipalités (*Bashkia*) et aux communes (*Komuna*). Cependant, cette réforme a été remise en question en raison de la pression exercée sur l'espace qui appartenait à l'État (*cf.* chapitre 1, 2.2.). En 2015, une décision a donc été prise pour transférer ces ressources à une seule institution, à savoir les municipalités, à l'exception des espaces naturels classifiés en tant que zones protégées.

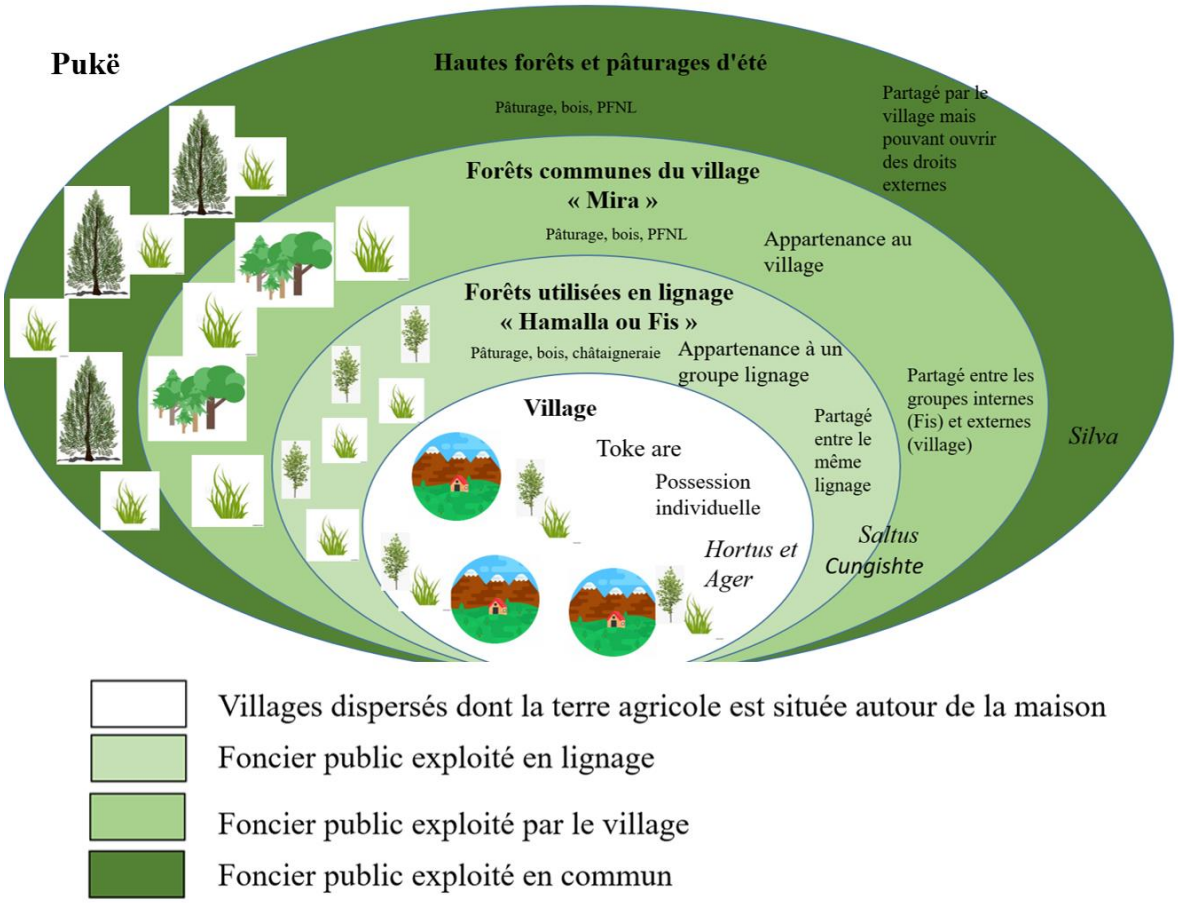


Figure 40 : L'organisation des ressources forestières en zonage, référence du village, situation à Pukë. Source : Adapté de (De Rapper & Sintès, 2006).

Les saltus sont des espaces multifonctionnels, utilisés pour l'extraction de bois de chauffage, le pâturage du bétail et l'extraction de produits PFNL, qui sont exploités à deux niveaux spatiaux et qui ouvrent différents droits (*Figure 39 ; Figure 40*). Nous distinguerons les espaces utilisés pour le lignage (Pukë) et les espaces communs du village (Pukë et Gjirokastër). La différence entre l'utilisation du foncier en lignage et celle en communauté villageoise découle de la capacité de la société à exclure ou non certains usagers. Dans les forêts en lignage (*Figure 40*), les utilisateurs ont le droit d'exclure les personnes qui sont externes au *Fis (*lignage*)*. En revanche, dans le foncier commun du village, aucune personne appartenant au village ne peut être exclue. Cette différence conduit à une nouvelle classification des utilisateurs, distinguant ainsi les ayants droit et les usagers. Dans ce contexte, les ayant droits sont des individus qui détiennent des droits exclusifs pour accéder à la ressource (P. Lavigne Delville et al., 2022).

En revanche, les usagers sont ceux qui exploitent la ressource, mais leur utilisation est limitée et encadrée par des règles ou des contraintes spécifiques (*Ibid.*). Cette classification est particulièrement importante dans le cas des pâturages de Gjirokastër, où l'ouverture à des groupes extérieurs du village, dans l'espace *silva*, implique une distinction claire entre utilisateurs et ayants droit. Cette situation souligne le fait que le mode d'accès à la ressource attribue aux utilisateurs des statuts sociaux différents. À titre d'exemple, pour une même parcelle, un éleveur résidant du village et un éleveur externe au village ont des droits et des modalités d'accès différents. L'éleveur résident est prioritaire et peut appliquer des filtres d'exclusion, tandis que l'éleveur extérieur ne peut accéder à la parcelle que si elle n'est pas déjà utilisée par le village, sans pouvoir imposer de filtres d'exclusion. En d'autres termes, bien que les deux éleveurs exploitent la même ressource, leurs droits d'accès diffèrent en fonction de leur appartenance dans le village (groupe communautaire). L'inclusion des groupes externes du village rend l'analyse encore plus complexe.

Pour conclure sur la différence entre un usager et un ayant droit, la distinction se base sur ce que l'on retrouve dans la littérature sous le nom de « droit exclusif ». Selon ce concept, les ayants droit bénéficient d'une exclusivité sur la ressource, leur permettant d'exclure ou d'interdire à d'autres personnes extérieures de l'exploiter (P. Lavigne Delville et al., 2022). Dans notre contexte, plusieurs raisons qui peuvent être regroupées en fonction de la spatialité et de la temporalité justifient ce statut d'ayant droit. Pour appréhender l'impact de la spatialité sur les droits et les modes d'accès, revenons à la notion de zonage des ressources forestières et pastorales. Les individus se situant au plus près de la ressource (dans le zonage) bénéficient du statut d'ayants droit, leur conférant ainsi l'exclusivité des droits pour autoriser ou non d'autres utilisateurs. Par exemple, un *Fis* peut permettre ou interdire à d'autres usagers d'exploiter les forêts et pâturages proches de sa maison. De même, la temporalité impacte également les droits des ayants droit ou des usagers. Par exemple, le dépeuplement des zones montagneuses a ouvert davantage de droits à des groupes externes. En revanche, dans les zones côtières, l'augmentation de la densité de population a accru la pression sur les ressources, entraînant également une augmentation de la pression sur les droits d'usage. Cette distinction entre les usagers et les ayants droit revêt une importance cruciale dans l'analyse du capital social, car l'appartenance à des groupes détermine l'accès à la ressource. Étant donné que ces droits émanent du village, nous entreprenons initialement une exploration de cet espace afin de mieux comprendre cette dévolution des droits.

1.2.2. Le village, première échelle géographique de gestion commune des ressources forestières et pastorales

Bien que le village « *Fshat* » soit la dernière structure administrative de division, il représente le niveau le plus important en termes d'utilisation des ressources forestières. La particularité des ressources forestières et pastorales en Albanie réside dans leur mode de gestion villageois, où, en pratique, l'unité principale d'appropriation est le village (Crouteix, 2023). Les villages en Albanie, depuis 2015, sont intégrés aux municipalités (*cf.* chapitre 2) au travers de regroupements en Unité administrative (UA) (LAU2). Chaque UA est composée de plusieurs villages. Pour les regrouper, les limites des anciennes communes sont prises en compte.

L'importance du village justifie également notre approche méthodologique dans les zones rurales. *Fshat* représente non seulement l'unité organisationnelle pour l'utilisation des ressources forestières, mais il est également utilisé comme unité de classification des zones rurales. Ainsi, au niveau national, « *Fshat* » est une zone rurale et « *Qytet*[130] » une zone urbaine (*cf.* chapitre 3). En effet, même si les études sur les ressources communes en Albanie débutent généralement par l'analyse du cadre légal de ces ressources (top-down), nous croyons que l'analyse devrait commencer par le village (bottom-up). C'est à ce niveau que s'appliquent les règles qui concernent les droits fonciers et la manière dont les villageois appliquent ces règles détermine l'état de la ressource.

Pour comprendre l'importance du village dans le contexte des droits fonciers, nous commençons par nous référer à nos deux zones d'étude. Le village est constamment lié aux espaces naturels qui l'entourent. Il s'est approprié ces espaces naturels et les a transformés en ressources aux fonctions multiples. En exploitant ces ressources sous forme de produits ou de services, ce niveau territorial active et valorise les ressources naturelles. Les produits non ligneux de Pukë sont un exemple concret de cette valorisation au niveau du village. Si les villageois ne s'organisent pas pour récolter les plantes, les fruits et les champignons des forêts, ces produits n'auront aucune valeur économique ou sociale et les ressources associées resteront à l'état latent.

Étant donné la prédominance des règles coutumières à Pukë, par rapport à Gjirokastër, les étrangers ne peuvent accéder à ces ressources et les exploiter sans l'accord des habitants du village. En fait, comme nous l'avons constaté à Pukë, les externes ne peuvent pas entrer dans

[130] Ville

un village et collecter des produits non ligneux. Comme ils le disent à Pukë, « *la terre est comme une épouse, on ne touche pas à l'épouse d'un autre* » (enquêtes, 2021). Lorsqu'on leur demande comment il est possible de respecter ces règles sociales, ils répondent qu'au Nord ils respectent les coutumes. Cela nous ramène à des temps anciens, lorsque le nord de l'Albanie fonctionnait selon le droit du *Kanun* (code coutumier). En revanche, à Gjirokastër, ce sont principalement des facteurs ethnographiques et religieux qui déterminent l'organisation individuelle et collective, ainsi que le rapport à la terre (*cf.* chapitre 3 ; 2.1.).

Par ailleurs, la loi concernant ces ressources est soumise à des changements fréquents, cependant, ce sont toujours les mêmes communautés qui exploitent ces ressources. Souvent, ceux qui établissent les règles sont éloignés des ressources, tandis que leurs utilisateurs se trouvent à proximité. Comme le soulignent Agrawal & Gibson (1999), les ressources communes que les individus exploitent sont généralement localisées à proximité de leur environnement direct. Par exemple, les contrats utilisés par la municipalité de Gjirokastër pour la gestion des pâturages sont basés sur des parcelles et un nombre de têtes défini qui peut paître dans une certaine parcelle. Est-ce que la municipalité peut efficacement contrôler qu'il n'y a pas d'abus ? La réponse est non, car elle ne peut pas être certaine qu'un éleveur n'augmente pas le nombre de têtes de bétail, ce qui pourrait entraîner une surexploitation. En revanche, les villageois le peuvent ; ils sont en mesure de repérer les abus et d'intervenir. De plus, dans la majorité des cas, c'est le village qui entretient et protège les ressources, car, souvent, celles-ci sont abandonnées ou mal exploitées par les décideurs. Par exemple, prenons l'exploitation des forêts pour les produits ligneux (bois).

Les changements des droits fonciers d'une institution à une autre ont entraîné d'énormes abus et la déforestation. Selon les acteurs communautaires, les institutions ont abusé de leur pouvoir en effectuant des coupes illégales de bois, et, lorsque les droits fonciers ont changé, pour dissimuler les preuves, ils ont délibérément provoqué des incendies dans les forêts. Cette importance du village nous amène à caractériser les villages dans les zones d'étude. Ici, nous définissons le village comme une structure sociale composée d'une même communauté localisée territorialement. Cette dernière exerce plus ou moins les mêmes activités socio-économiques, partage plus ou moins les mêmes histoires et valeurs, a accès aux mêmes ressources et se situe plus ou moins dans la même catégorie économique et professionnelle. En revanche, les villages sont hétérogènes et diffèrent l'un de l'autre même si géographiquement ils peuvent être proches.

Des caractéristiques telles que la proximité géographique avec le centre urbain, l'altitude, l'infrastructure et l'accès aux services, mais aussi la taille du village contribuent à ces distinctions (*Tableau 24*). Des villages hétérogènes nous ont incitée à tenter de produire une typologie, sur la base de notre zone d'étude, qui pourrait servir à enrichir la littérature concernant les zones rurales en Albanie. Trois types de villages sont identifiables, ils peuvent être regroupés en trois classes : classe 1 « *fshatra te thella* » (villages profonds) (*Figure 41*), classe 2 « *fshatra te ndermjetme* » (villages intermédiaires) (*Figure 42*) et classe 3 « *fshatra te favorizuara* » (villages potentiels ou périurbains) (*Figure 43*) (*cf*. terminologie des zones rurales ; chapitre 3 ; 1.1.).

Gjirokastër **Pukë**

Figure 41 : Exemple de villages classe 1 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : fond de carte de Google Earth 2023

Gjirokastër **Pukë**

Figure 42 : Exemple de village classe 2 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : fond de carte Google Earth 2023

Gjirokastër **Pukë**

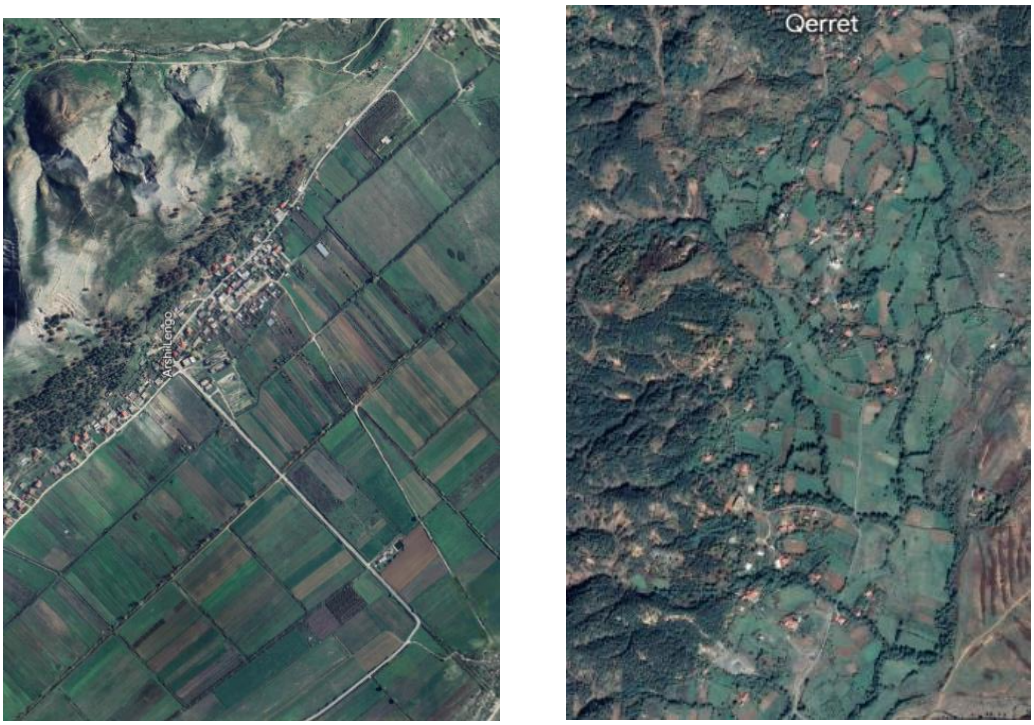


Figure 43 : Exemple de village classe 3 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : Fond de carte de Google Earth, 2023

Tableau 24 : Classification des villages dans les deux districts d'étude selon diverses variables.

	Classe 1	**Classe 2**	**Classe 3**
Proximité de centres urbains	Loin des centres urbains (entre 25 et 50 km de la municipalité).	Loin des centres urbains (entre 10 et 25 km de la municipalité).	Proche des centres urbains (moins de 10 km).
Altitude et accès à la terre arable	Supérieur à 1000 m identifiés par un accès très limité à la terre agricole.	Entre 800 et 1000 m d'altitude avec peu de terres agricoles.	D'altitude inférieure de 800m et accès favorable aux terres agricoles.
Activités dominantes	Forte dépendance de l'élevage et des forêts.	Équilibre entre l'élevage, l'agriculture et le tourisme.	Villages plus dynamiques et moins dépendants de l'élevage et des forêts.
Infrastructure et services	Faiblesse des infrastructures (manque d'infrastructures routières, manque de transports reliant le village à la ville ou à d'autres villages, manque de services de base (épiceries, centres médicaux, école secondaire).	Faiblesse des infrastructures (mauvaise infrastructure routière, transports publics limités pour relier le village à la zone urbaine (1 fois par jour), manque d'écoles secondaires (lycée), absence de centres médicaux.	Plus de services de base (infrastructure routière satisfaisante, petits centres médicaux, écoles secondaires, épiceries).
Démographie et exode	Fort exode rural (moins de 20 familles par village) et abandon du territoire	Fort exode rural, mais maintien de liens (résidences secondaires, retours en été, production agricole pour autoconsommation ou pour commercialisation) et faible concentration de population (entre 20 et 50 familles).	Moins d'exode rural que dans les deux premiers cas, mais quand même relativement fort fet plus de population que dans les deux premiers cas (plus de 50 familles).
Ancrage territorial	Moins d'appartenances territoriales pour la diaspora.	Plus d'appartenance à la diaspora.	Liens d'appartenance (construction des bâtiments, des retours pour des vacances ou pour faire de'lagriculture).

Source : E. Muco, 2023

Pour revenir aux objectifs de cette sous-section, l'importance de l'unité du village dans le mode et les droits d'accès aux ressources forestières et pastorales, la détention des droits sur les ressources par le village n'est pas absolue du fait de l'intervention d'acteurs extérieurs, qu'il s'agisse d'institutions, d'associations (nous verrons plus loin ce rôle très important dans le cas de Pukë), ou d'acteurs inter-villageois[131]. Cette situation complique notre compréhension de l'utilisation des ressources. Pour approfondir notre compréhension, revenons à la typologie de l'utilisation des ressources, permettant d'identifier les utilisateurs internes et externes socialement reconnus (Le Roy, 2008), et de la croiser avec le niveau d'organisation et de reconnaissance des droits (Schlager & Ostrom, 1992) (*Tableau 25*).

Tableau 25 : Application de la typologie d'identification des usagers proposée par Le Roy et celle de l'organisation des droits d'usage proposée par Schlager et Ostrom, appliqué à Pukë et à Gjirokastër

Niveau de collectif et régime de droits	Accès	Extraction	Gestion	Exclusion	Aliénation
Foncier, public commun à tous.	Forêt et Pâturage				
Foncier, public externe, partagé par des groupes spécifiques.	Zonage 4 à Gjirokastër et à Pukë (*Figure 39 ; Figure 40*) : Pâturage (ouvert aux éleveurs d'autres villages de Gjirokastër), et PFNL ouverts aux groupes inter-villages par l'acteur associatif (AgroPuka). Bois ouvert dans les deux zones aux entreprises extérieures spécialisées dans la coupe.				
Foncier public interne-externe, partagé par deux groupes.	Zonage 3 à Pukë (*Mira*) (*Figure 40*) : Groupes internes (Fis) et externes (village), bétail, bois, PFNL.				
Foncier public interne, partagé par un seul groupe.	Zonage 2 à Pukë (*Hamalla*) (*Figure 40*) et à 3 à Gjirokastër (*Musha*) (*Figure 39*) : Groupe interne (Fis) à Pukë et village à Gjirokastër / Forêt multifonctionnelle				
Foncier privé	Zonage 1 à Pukë (*Figure 40*) et 2 à Gjirokastër (*Figure 39*) : *Toke are* (terres arables) exploité à titre privé				

Source : Réalisation E. Muco, 2023

[131] Acteurs de différents villages

Jusqu'à présent, nous avons introduit *a priori* le fonctionnement des ressources forestières et pastorales, la gestion et la propriété fonctionnelle, ainsi que les modes d'accès et d'utilisation de ces ressources, d'une part, dans les deux territoires d'études en particulier et, d'autre part, en Albanie. Cependant, jusqu' ici, nous n'avons pas encore soulevé ou questionné les enjeux potentiels ou les conflits que pourrait poser la manière dont ces ressources sont utilisées dans ces deux territoires. Étant donné la dualité des droits (droits *de jure* et *de facto*) sur ces ressources, il est tout à fait logique de s'interroger sur les rôles et les enjeux que cette forme de gestion des ressources peut poser. Les sous-sections suivantes abordent le rôle de la communauté (propriétaire *de facto*), mais aussi le rôle des institutions et des acteurs décisionnels (propriétaires *de jure*), soulevant des questions portant sur l'effectivité de ce régime de double droit. Nous nous concentrons ensuite sur le rôle des communautés dans le processus de gestion et d'exploitation durable de ces ressources. Nous examinerons plus en détail comment les communautés rurales et les usagers, qui exercent généralement des droits *de facto* sur ces ressources, interagissent avec les institutions ou les acteurs légalement reconnus qui détiennent les droits *de jure*. Cette analyse vise à évaluer la façon dont cette dualité de droits impacte la gestion, l'utilisation et la durabilité des ressources naturelles, ainsi que les éventuelles tensions ou synergies entre les systèmes informels et formels de gouvernance des ressources.

1.3. Gestion des ressources communes : synergies et tensions entre les acteurs socio-spatiaux

1.3.1. La communauté locale est-elle garante de la bonne gouvernance des biens communs ?

La mauvaise gestion de la conservation des ressources naturelles sur plusieurs décennies a de plus en plus incité à envisager le rôle de la communauté dans la gestion de ces ressources (Agrawal & Gibson, 1999). Les communautés peuvent jouer un rôle régulateur, car elles possèdent des informations sur les comportements, les besoins et les traditions que les personnes extérieures ne possèdent pas (Bowles & Gintis, 2002). Comme l'explique Ballet (2007), le fait que le gouvernement soit propriétaire *de jure* (droit nominal) de ces ressources ne garantit pas une meilleure utilisation *de facto* (droit effectif). Les communautés contribuent à une meilleure gouvernance des ressources grâce aux relations permanentes et aux intérêts communs qu'elles développent et qui favorisent la confiance mutuelle (Bowles & Gintis, 2002). Agrawal & Gibson (1999) mettent l'accent sur trois aspects positifs du rôle de la communauté dans la gestion des ressources : la communauté en tant que petite unité spatiale, en tant que

structure sociale homogène et en tant que détentrice de normes partagées. Les communautés, en tant qu'utilisateurs des ressources forestières et pastorales, sont les plus intéressées par leur durabilité. Leur intérêt pour la durabilité découle directement de leur relation symbiotique avec ces ressources. C'est le cas dans les deux terrains d'études, dont les communautés rurales ont directement relié leur vie économique et sociale à ces ressources. Les ressources forestières fournissent aux communautés des moyens de subsistance essentiels tels que le bois de chauffage, les matériaux de construction et une grande variété de produits forestiers non ligneux, tels que les plantes médicinales, les fruits sauvages et les champignons. Les pâturages sont la principale ressource pour l'élevage basé sur la transhumance, comme c'est le cas en Albanie. L'élevage est principalement extensif et exploite les ressources forestières et pastorales publiques.

Considérant cette importance jouée par la communauté, nous nous demandons, dans le cas de l'Albanie, si la communauté peut être considérée comme garant pour résoudre les problèmes de mauvaise gestion des ressources communes. Selon Bowles & Gintis (2002), les communautés sont considérées comme une forme de « bonne gouvernance », car elles sont capables de s'attaquer à des problèmes qui ne peuvent être traités efficacement ni par le marché, ni par les institutions, ni par les individus agissants seuls. Les communautés abordent les problèmes communs de différentes manières selon des règles décidées au sein du groupe - ce qui est fortement lié à la théorie de l'action collective. Prenons, par exemple, le cas de l'accès aux forêts en lignage. *Le saltus*, en tant que ressource commune, est exploité par un lignage, et reconnu par les communautés, de sorte que les autres membres de la communauté respectent ces règles communales décidées par leurs ancêtres. C'est, par ailleurs, à ce niveau de lignage que se décident les utilisateurs et les préleveurs de la ressource. Les institutions n'ont pas la capacité de restreindre l'accès de la société à ces ressources, car les organes institutionnels ne peuvent pas contrôler les villageois de manière adéquate. Si les programmes descendants de protection des ressources n'ont pas réussi en raison de l'incapacité des gouvernements à exercer leur autorité à distance, la décentralisation de l'autorité vers les structures sociales situées à proximité des ressources pourrait être plus efficace (Agrawal & Gibson, 1999). Ces forêts étant une propriété publique, elles ne peuvent pas non plus être régulées par le marché. Un seul individu ne peut pas restreindre l'accès à d'autres, puisque la forêt n'est pas sa propriété, à moins que la communauté ne l'accepte. Pour en venir aux zones d'études, c'est le cas de *Musha* (zonage 3) à Gjirokastër et *Mira* à Pukë (zonage 3) pour lesquelles aucun individu du village ne peut être exclu par un autre, à titre individuel. Par conséquent, il est essentiel que les

individus s'organisent et établissent des règles mutuelles afin de prévenir les conflits et d'assurer une bonne utilisation de ces ressources. Les institutions publiques ou les marchés ne parviennent pas à réguler les ressources communes en raison des difficultés à résoudre les problèmes suivants (Ostrom, 1999 p. 2) :

- Qui est autorisé à récolter les produits forestiers ? Différence entre l'accès, les usagers et les ayants droit (*Tableau 25*). Dans le cas du PFNL à Pukë, l'incapacité des individus d'exclure ceux qui appartiennent au village ou à un groupe d'usagers (zonage 2 et 3, *Figure 40 p.299*) nécessite la définition de normes communes d'usage. C'est également le cas pour les pâturages communs du village (zonage 3, *Figure 39 p.298*) à Gjirokastër.
- Planification en termes de calendrier, de quantité, de lieu et de méthodes de récolte.
- Définition des procédures de résolution des conflits liés aux activités de récolte et de prélèvement.

Considérons les enjeux pour les institutions publiques (acteurs gouvernementaux) de réguler les ressources en accès partagés et l'émergence importante de la communauté, la question que nous soulignons est la suivante : la communauté peut-elle assurer une bonne gestion des biens communs sans l'intervention des institutions publiques ou des règles juridiques ? Pourquoi a-t-on besoin des institutions publiques dans la gestion des communes ? Les communautés agissent-elles par altruisme et solidarité ou par intérêt personnel et réciprocité ? Ces questions nous amènent à nous interroger sur les conflits qui peuvent découler du partage des droits de propriété et d'accès aux ressources forestières et pastorales.

1.3.2. Une vision complémentaire de la gouvernance des ressources communes par le rapport communauté locale / acteurs gouvernementaux

Cette sous-section tente, à travers le cas de l'Albanie, de soulever certaines questions relatives à la gestion communautaire des ressources naturelles. Il est important de préciser que notre objectif n'est pas de nous opposer à la voie de la gestion communautaire des ressources forestières. Au contraire, nous suggérons cette approche dans le cas de l'Albanie. Cependant, cela ne nous empêche pas de nous interroger, à travers les jeux d'acteurs, sur les conflits qui peuvent surgir dans la gestion communautaire des communes. Même si nous avons souligné l'importance de la communauté dans la gestion des ressources au long de cette thèse, cela ne nous empêche pas, non plus, de questionner le rôle important joué par les institutions dans la gestion de ces ressources. Ces énoncés semblent contredire l'affirmation ci-dessus selon

laquelle les populations locales sont les plus intéressées par la durabilité de la ressource. Cette observation est basée sur l'importance économique de ces ressources pour les populations locales. Néanmoins, les populations locales en activant ces ressources en produits deviennent des agents de marché (acteurs économiques), ce qui les pousse à développer un comportement opportuniste. Dans un monde incertain, le dilemme « *entre un œuf aujourd'hui ou une poule demain* » sera toujours présent. De plus, si nous faisons référence à Gjirokastër, deux types de systèmes d'utilisateurs sont identifiés : les acteurs internes et les acteurs externes (qui peuvent pâturer dans le cas de pâturage non exploité par les internes). Ces deux groupes peuvent entrer en compétition pour l'accès aux ressources. La gestion communautaire des ressources naturelles fait référence à une communauté identifiée par son espace géographique. Pourtant, cette identification n'implique pas nécessairement l'homogénéité et peut permettre l'émergence de stratégies individuelles de pouvoir et d'exclusion, susceptibles d'avoir des conséquences préjudiciables sur l'environnement (Ballet, 2007). Ce dilemme devient encore plus aigu dans le cas d'une propriété partagée, où un individu ne peut pas contrôler le comportement d'un autre. L'individu est souvent confronté au dilemme que les autres ne réagissent pas comme lui et que sa contribution ne fera pas une grande différence, ce qui peut l'encourager à profiter de l'occasion pour échapper à ses responsabilités (free-riding). Par conséquent, sans sous-estimer le rôle joué par les communautés dans la gestion des ressources forestières, nous pensons que, dans le cas de l'Albanie, la communauté seule ne peut garantir la gestion durable de ces ressources sans l'intervention d'institutions compétentes. En effet, ces deux entités (communauté - autorités) jouent des rôles croisés qui peuvent être formulés en termes de définition et de contrôle de l'accès, d'organisation de la coexistence des utilisateurs, de régulation de la compétition et de gestion des conflits, ainsi que de maintien ou de restauration des équilibres sociaux et environnementaux (P. Lavigne Delville et al., 2022). Ces fonctions peuvent être organisées selon le schéma ci-dessous (Figure 44) proposé par les mêmes auteurs.

Cependant, la convergence de ces deux entités n'est pas toujours aisée dans la réalité. La difficulté principale réside dans l'harmonisation des règles légales avec les règles coutumières. À plusieurs reprises, nous avons mis en évidence l'existence de règles coutumières strictes, surtout dans le cas de Pukë, qui ne concordent pas toujours avec le cadre légal établi. De plus, la propriété publique des terres forestières en lignage (*Fis*) ne semble pas être largement acceptée par les villageois.

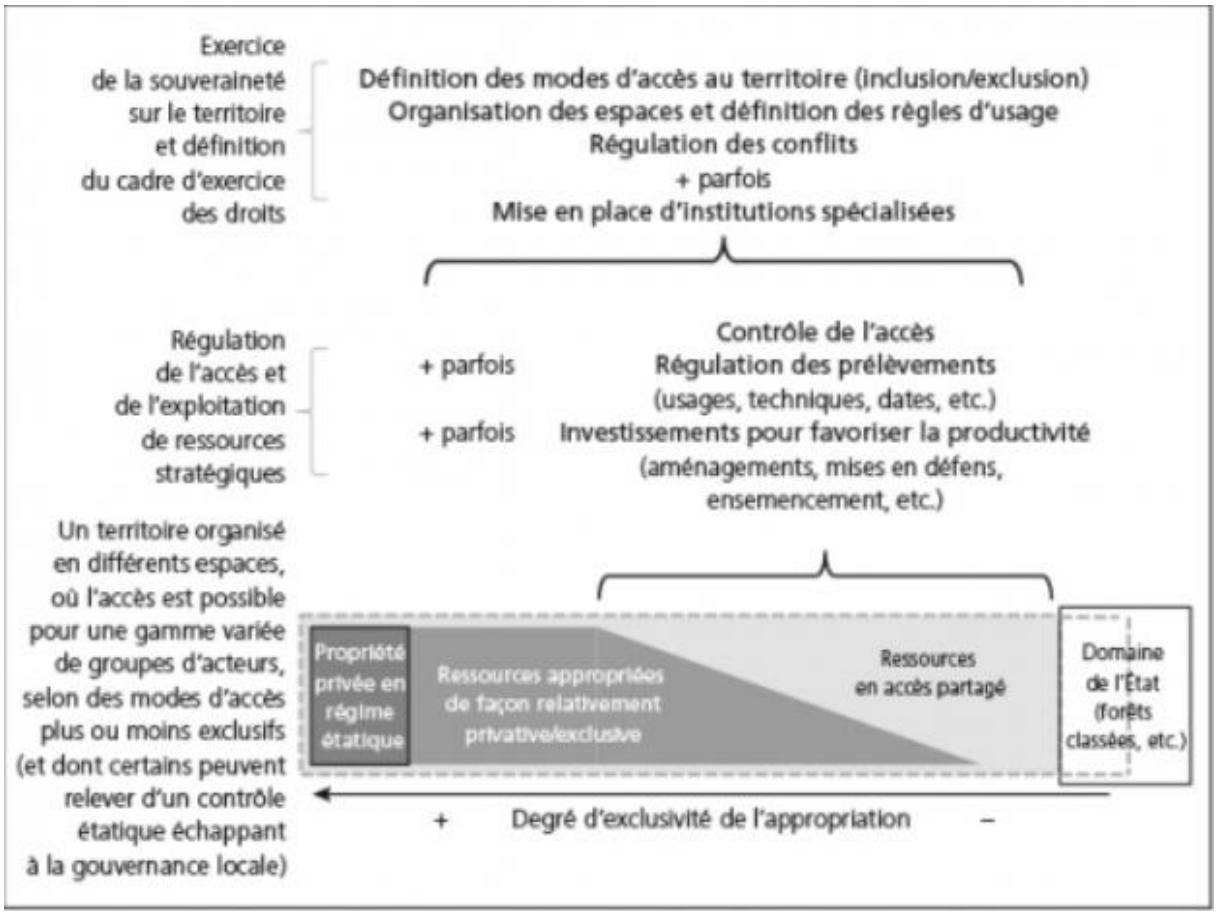


Figure 44 : Gouvernance du territoire et régulation de l'exploitation des ressources renouvelables. Source : (P. Lavigne Delville et al., 2022 p. 219)

Par ailleurs, avec les municipalités en tant qu'unité de décision et la suppression des communes, la question de la propriété devient davantage un sujet de débat.

> *« Bien que l'État ait gardé les forêts sur le domaine public, nous, dans le village, les possédons séparément. Chaque FIS (lignage) dispose de sa propre forêt. L'État a ses propres lois, mais nous avons aussi nos propres règles héritées de nos ancêtres. Le village est à nous et la forêt aussi, même si l'État ne nous la donne pas par 'tapi'[132]. Dans le nord[133], nous avons des règles différentes, nous gardons les choses séparées et personne ne pénètre sur la terre d'autrui » (habitant de Puka).*

En revanche, même si les communautés ne déclarent pas avoir de conflits entre elles dans la gestion communautaire des ressources communes, des tensions existent et sont inévitables. Lors

[132] Titre d'accès (privé) de la propriété foncière.

[133] Comme nous sommes originaire du sud, les personnes interrogées à Pukë ont souvent mis l'accent sur le nord pour souligner les différences entre le nord et le sud afin que nous puissions mieux comprendre la situation dans le nord. En revanche, à Gjirokastër, la phrase souvent était : « toi comme Sudiste tu dois savoir que… » …

de nos entretiens, nous avons cherché à savoir si des conflits existaient avec d'autres acteurs communautaires, seulement 14% des personnes interrogées (n=85) ont affirmé avoir constaté ou avoir eu des différends. Cependant, bien qu'elles prétendent ne pas avoir eu de problèmes majeurs, pendant mon séjour à Gjirokastër, j'ai moi-même été témoin d'un conflit à la municipalité de Gjirokastër. Lors d'une séance de discussion ouverte à la municipalité, un éleveur de l'UA *Picar* est venu se plaindre de son voisin dans les montagnes. Il m'a expliqué que son voisin louait une parcelle en face de la sienne. Tous deux avaient demandé à la municipalité des pâturages publics pour faire paître leur bétail. Pour abreuver son troupeau, il devait passer par la parcelle de son voisin. À cause d'un problème (qu'il ne voulait pas admettre), le voisin ne le laissait plus passer. N'ayant pas d'autre solution pour abreuver son troupeau, il s'est adressé au bureau des forêts et des pâturages de la municipalité de Gjirokastër pour trouver une solution pacifique au problème. La municipalité m'a expliqué la procédure dans ce cas. Elle dépêche un groupe de spécialistes forestiers accompagné d'un ou deux policiers. Ils vérifient le problème et, s'ils constatent un abus, ils peuvent aller jusqu'à retirer la parcelle en question.

1.3.3. L'acteur associatif, un « intermédiaire » régulateur ?

Dans cette sous-section spécifique, nous explorerons le rôle crucial d'un acteur majeur : les organisations associatives, en mettant particulièrement l'accent sur le cas spécifique d'AgroPuka (*Encadré 10*) dans le district de Pukë. L'introduction d'AgroPuka se présente comme un élément médiateur/intermédiaire visant à simplifier la gestion complexe des ressources forestières à Pukë. Nous observons comment les associations, en particulier dans le contexte d'une société traditionnelle confrontée à des défis d'harmonisation entre coutumes locales et règles légales, jouent un rôle crucial dans la gestion des ressources forestières. Les auteurs soulignent l'importance de la société civile, notamment les associations et les ONG, en facilitant la collaboration entre les acteurs gouvernementaux et les communautés, ce que les auteurs appellent communément la « gouvernance participative » (Ballet et al., 2007). Comme l'expliquent Ballet et al (2007), la participation de la communauté dans des réseaux de coopération permet aux gens d'être identifiés et d'adopter des normes sociales de contrôle entre eux. Dans le district de Pukë, le rôle des acteurs associatifs, notamment l'association AgroPuka, semble essentiel pour équilibrer la relation entre la société et les institutions. AgroPuka, en tant qu'interface entre la société et les institutions décisionnelles, peut garantir une exploitation adéquate des ressources en imposant des règles communes d'accès et de prélèvement. En outre,

elle démontre son efficacité dans la négociation avec les acteurs gouvernementaux pour qu'ils acceptent les règles coutumières de la société en matière de droit d'accès et d'exploitation de ces ressources, tout en assurant la pérennité de l'activité et la préservation de la ressource. Un exemple concret illustrant cette dynamique est observé dans le cas des forêts gérées en lignage (*Fis*), où des droits d'accès sont accordés à un groupe spécifique (le même lignage), excluant ainsi les autres dans un espace normalement considéré comme public. La position locale d'AgroPuka joue un rôle crucial dans cet équilibre, car elle connaît aussi bien les coutumes que les règles juridiques, ce qui lui permet d'être plus efficace dans l'établissement de l'équilibre entre ces deux acteurs fonctionnels. Comme l'explique le directeur d'AgroPuka, l'objectif de l'association n'est pas de s'éloigner de la tradition, mais d'innover au sein de cette tradition et de l'adapter au marché. En outre, AgroPuka, en tant qu'acteur local, connaissant les capacités de transformation locales, a orienté le marché des PFNL vers des chaînes commerciales plus sélectives telles que les magasins biologiques, les magasins artisanaux traditionnels, *etc.* En conséquence, le prix de ces produits est devenu plus attractif pour les communautés, encourageant l'investissement dans l'innovation pour la transformation de ces produits sauvages. Cette forme de commercialisation permet une meilleure cueillette (plus durable) de ces plantes et moins de pression de quantités. La confiance accordée à l'acteur associatif est, dans ce cas, un moteur qui incite, d'une part, les acteurs gouvernementaux à déléguer à l'association le rôle de gestionnaire et, d'autre part, la société à accepter l'innovation dans les coutumes qui ont organisé cette société depuis des années, celles que même le régime communiste n'a pu supprimer.

Encadré 10 : La création d'AgroPuka (AP) et les défis à relever pour réussir dans un environnement stagnant

La création d'AP est survenue comme une réponse émergente pour faire face à la situation préoccupante du district autour des années 2000. La pauvreté s'est intensifiée dans le district, l'exode rural a considérablement augmenté, soulignant ainsi la nécessité fondamentale de mettre en place une structure pour aider les communautés rurales à s'orienter vers des marchés viables. L'idée d'AP était de créer un marché où les habitants de Pukë pourraient vendre leurs produits. Pukë étant un district où les terres arables sont très limitées, il était impossible pour les agriculteurs d'attaquer le marché à titre individuel. Par ailleurs, la société de Pukë n'avait pas de tradition de commercialisation

et de marchés, la médiation de structures intermédiaires pour rapprocher les producteurs du marché paraissait donc primordiale.

Sa mission : AgroPuka vise à contribuer au développement des zones rurales en encourageant et en promouvant le développement économique rural, ainsi que les initiatives et les activités de développement communautaire, afin d'améliorer les moyens de subsistance de ses membres et des communautés vivant dans les zones rurales.

Ses objectifs :

- Améliorer les conditions de vie des membres d'AP et des communautés dans les zones où AP travaille pour la promotion et le développement de modèles de production, de commercialisation et de coopération.

- Promouvoir la protection et le développement de l'environnement dans le district de Pukë.

- Promouvoir la démocratie locale et l'inclusion sociale des communautés rurales dans le processus décisionnel local.

- Augmenter la durabilité, la responsabilité et la capacité organisationnelle de l'association.

Un exemple frappant de réussite est le miel de Pukë. Aujourd'hui, non seulement il est renommé, mais également très demandé, ce qui a entraîné une forte augmentation de son prix, passant de 7 euros (10 ans auparavant) à 15 euros le kilo actuellement. AgroPuka produit du miel polyfloral, à base de tilleul, de sureau, d'acacia, de lavande et autres plantes. A part les plantes aromatiques et médicinales, l'association propose également des confitures, des jus et des fruits secs à base de myrtilles, de fraises, de framboises, de cerises cornéliennes, de mûres et de pruneaux sauvage. Les fruits sont séchés à des températures allant jusqu'à 47°C, conservant ainsi leur valeur nutritionnelle. Les champignons, notamment les cèpes et les bolets, sont séchés à des températures atteignant jusqu'à 47°C, préservant ainsi tous leurs nutriments. Il faut 7 à 10 kg de champignons frais pour obtenir 1 kg de champignons séchés. Enfin, les plantes médicinales sont récoltées pour l'industrie pharmaceutique ou pour préparer des infusions.

Source : Enquête auprès du directeur d'AgroPuka.

AgroPuka est l'une des rares associations albanaises à être active depuis le début. Selon le directeur, le succès d'AP est dû au dévouement et au travail acharné de son personnel, qui veille

à ce que l'association soit la plus présente possible auprès de la population locale. Aujourd'hui, AP compte plus de 200 membres[134] (dont 50 % de femmes), parmi lesquels des cueilleurs, des collecteurs, des transformateurs, des experts en agriculture et en sylviculture, *etc.* Depuis 2011, AP met en œuvre le programme « ***Contribuer à l'amélioration durable des moyens de subsistance des habitants des zones rurales de Pukë*** » développé par le Centre de Coopération suédoise (SCC), connu sous le nom de « *We-effect* », anciennement dénommé « *En Värld utan gränser* » (Un Monde sans frontières). Les projets sont surtout axés sur la création de groupes de coopération (*cf.* gouvernance participative et réseaux de coopération). Les premiers groupes de coopération sont des groupes de femmes dans différentes unités administratives, comme ceux de Qerret, Gjegjan, Kryezi, *etc.* Les problèmes sociaux, en particulier pour ce qui concerne les femmes, sont profondément enracinés à Pukë. Dans une société traditionnelle largement dominée par les hommes, l'accès des femmes à la propriété foncière est très limité. Cette situation est étroitement liée à la théorie des capabilités d'A. SEN. Selon cette théorie, le manque d'égalité d'accès des femmes à la terre, en particulier dans les zones rurales, est principalement dû à leur travail non rémunéré. Souvent, les femmes sont engagées dans des activités de subsistance et de base telles que les travaux ménagers, la production agricole pour l'autoconsommation, *etc.* Les hommes, quant à eux, occupent des emplois rémunérés et sont considérés comme des pourvoyeurs de revenus. L'inclusion des femmes dans la production d'argent renverse cette mentalité et améliore leur rôle dans la société. L'intervention d'AgroPuke semble donc jouer un rôle important dans ce sens.

> *« L'association nous a aidées à reconnaître nos droits en participant à des activités d'information et de sensibilisation des droits des femmes. Grâce à ces formations informatives, nous réagissons pour que les jeunes filles des zones rurales ne se marient pas à un jeune âge, mais poursuivent leurs études secondaires et supérieures. Si les filles se mariaient dès la fin du collège, ce n'est plus le cas aujourd'hui » (Femme, membre de l'association et d'un groupe de femmes).*

> *« Je me souviens qu'il y a quelques années, alors que j'attendais les transports publics de la ville pour rentrer au village, je m'asseyais sur le bord de la route avec mes amies pour attendre, tandis que nos maris s'asseyaient dans les cafés. Aujourd'hui, nous avons rejeté la mentalité selon laquelle les femmes ne devraient pas s'asseoir dans un café parce que c'est un endroit réservé aux hommes. Aujourd'hui, nous n'attendons pas dans la rue, nous nous asseyons dans un café, même s'il n'y a que des hommes là » (Femme, membre).*

[134] 37 membres à sa création

L'association a donc compris qu'en créant des groupes de femmes, elle pourrait améliorer la vie de ces dernières. Les principaux objectifs de cette création de groupes étaient :

- L'accès aux marchés pour assurer des revenus ;
- La socialisation des femmes, car elles sont défavorisées à Pukë et l'idée de ces groupes est qu'elles se socialisent et échangent leurs histoires les unes avec les autres.

L'AP se concentre sur la commercialisation, la formation et le conseil, ainsi que sur la mécanisation agricole et l'infrastructure.

> *« Notre objectif, à travers la vente de produits, était de faire connaître l'association, mais aussi de véhiculer une image positive des produits de la zone. Nous pensons avoir atteint notre objectif, car le logo d'AgroPuke a permis non seulement de faire connaître l'association et d'attirer plus de fonds internationaux, mais aussi d'attirer l'attention sur la zone qui avait été oubliée » (S. D., le directeur).*

L'association soutient la collecte et la transformation des produits, la plantation d'arbres fruitiers, la réhabilitation des terres infertiles, l'infrastructure d'irrigation, l'élevage de chèvres, la mécanisation agricole, *etc.* L'organisation possède son propre logo et sa propre marque pour la commercialisation des produits (*Figure 45*).

> *« Agropuka possède son propre logo certifié. La collecte et la transformation des produits, ainsi que leur vente, ont commencé en 2007, lorsqu'AgroPuka a été certifiée et a reçu le code de sécurité, et qu'elle a pu faire du commerce à l'intérieur et à l'extérieur du pays. À ses débuts, Agropuka vendait principalement dans les supermarchés et les restaurants de Tirana et de Shkodër. Aujourd'hui, Agropuka a réduit sa production et vend principalement à de petits artisans commerçants tels que le réseau DUA. La réduction de la production s'explique par le fait que les producteurs ont été formés et ont créé leurs propres marchés. Cependant, ils continuent à être membres de l'association et à bénéficier de services d'appui » (S. D., directeur).*

La transformation et la commercialisation des produits par l'association ont joué un rôle crucial dans son succès, faisant d'elle un cas prometteur à encourager dans le pays. Selon le directeur, le fait que l'association ait des produits tangibles lui confère de la visibilité et lui assure des ressources financières pour rester actif. De plus, les nombreuses activités menées par l'association favorisent l'absorption de fonds et de projets, principalement étrangers. Le commerce sous la marque AgroPuka permet de promouvoir non seulement l'association, mais aussi le district de Pukë ainsi que la mise en avant de ses produits.

Photographie 9 : Illustration du séchage des fruits par AgroPuka. Source : page Facebook de AP

Figure 45 : Exemple de la commercialisation des produits PFNL transformés et emballés par AP avec une étiquette, un logo et un code-barres. Source : E. Muco, 2021

2. Des résultats sur la gestion des ressources communes dans les zones d'études suite aux terrains

Cette section cherche, à travers une analyse croisée, à démontrer comment les acteurs se mobilisent et se coordonnent pour utiliser les ressources dans chaque territoire. Grâce aux questionnaires, mais également aux observations réalisées et aux groupes de discussion, nous sommes en mesure d'analyser les logiques territoriales de gestion des ressources et de définir, à travers celles-ci, la dynamique du développement territorial mené dans chaque territoire.

2.1. Des systèmes fonciers complexes et diversifiés marqués par des contrastes humains et sociaux

Gjirokastër et Pukë sont deux territoires montagneux, situés à des altitudes supérieures à 800 mètres, riches en ressources forestières et pastorales qui occupent 80 % de leur territoire (*cf.* chapitre 2, description des zones d'études). Ce sont des territoires accidentés, touchés par un important exode rural et des enjeux sociaux définis par une géographie physique complexe. Jusqu'à présent, ces districts présentent une image similaire. Cependant, en les examinant de plus près, ils apparaissent contrastés sur de nombreux points.

Tableau 26 : Comparaison de la structure foncière dans les deux zones d'étude.

Structure foncière	Gjirokastër (ha)	% du foncier total à Gjirokastër	Pukë (ha)	% du foncier total à Pukë
Terres agricoles	17 616	15%	2 724	2%
Prairies	149	1%	1 000	1%
Pâturages	45 489	39%	3 000	3%
Forêts	39 471	34%	82 000	79%
Autre	20 030	11%	14 276	15%
Total	**113 754**	**100**	**103 000**	**100**

Données collectées sur le terrain auprès des acteurs gouvernementaux (E. Muco, 2021).

Gjirokastër est un district frontalier avec un pays européen (la Grèce) qui représente une ouverture physique, sociale et culturelle importante, traversé par d'importantes voies routières et bénéficiant d'échanges commerciaux intéressants. Certains des produits commercialisés proviennent des ressources forestières et pastorales, ce qui, dans le cas de Gjirokastër, signifie une pression accrue sur ces richesses. Cette pression devient plus forte pour les ressources communes du village (*cf.* zonage 3, *Figure 39 p.298*) dont l'accès n'est pas réglementé par des

contrats juridiques. Rappelons ici que celles-ci (zonage 3) sont des forêts multifonctionnelles utilisées en partie pour le pâturage. Cette situation se manifeste par une demande plus soutenue d'actions organisées au sein du village, visant à assurer une exploitation plus ou moins durable de ces ressources face à des pressions croissantes. En revanche, Pukë se trouve dans une position plus isolée, entourée de montagnes et de rivières qui la séparent du reste du pays. Cette situation d'isolement en fait un lieu moins attractif pour de nouvelles installations dans la zone. Cette faible installation croisée avec un grand exode rural se traduit par une moindre pression sur les ressources non ligneuses de la forêt (PFNL). Cependant, la richesse de la couverture forestière expose la zone à des activités illégales et incontrôlées d'extraction de produits ligneux par les acteurs externes ce qui génère une menace pour les produits non-ligneux.

Par ailleurs, Gjirokastër est un centre urbain important sur le plan économique et social, puisque chef-lieu de la région et abritant des institutions régionales. Ces éléments ont transformé Gjirokastër, autrefois centre important d'héritages et de traditions, en un centre de plus en plus urbanisé et moderne. La société traditionnelle y fait face à des éléments de changement, de modernisation et de modification des comportements individuels. Cette situation constitue un ensemble d'indices de la pression supplémentaire exercée sur les ressources de Gjirokastër. Les villages alentours sont organisés selon un système concentré, avec des habitations situées au centre du village et un système foncier périphérique (*Figure 39 p.298*). Cette organisation du village facilite la participation communautaire et permet d'identifier plus facilement les individus utilisateurs des ressources. Néanmoins, cette configuration interpelle quant au mode d'accès et utilisation commune des ressources (*cf*. zonage 3) et complique davantage l'exclusion en raison de la distance entre le domicile et la ressource. En d'autres termes, plus la ressource est éloignée du lieu de résidence, plus son caractère exclusif est menacé. Par ailleurs, la réforme agraire de 1991 (*cf*. chapitre 1 ; 1.4.4), appliquée dans le cas de Gjirokastër, constitue une source de conflits et de tensions pour la gestion foncière dans cette région. Même si cette réforme n'a touché que la propriété privée, les tensions qui en découlent peuvent également se traduire dans le mode d'utilisation des ressources communes. Il peut en résulter leur surexploitation, soit parce que les terres privées peuvent faire l'objet d'un blocage entre les nouveaux propriétaires et les anciens (avant la période communiste), soit au vu de malveillances, comme cela a été souligné au cours du travail empirique. Cela peut expliquer que les incendies provoqués par les humains soient de plus en plus fréquents à Gjirokastër en comparaison de Pukë. En revanche, la préservation fanatique des coutumes, des valeurs montagnardes et des traditions à Pukë se traduit par une diminution des conflits et des dommages causés aux forêts par la communauté

rurale. En effet, les traditions favorisent un plus grand respect du droit de perpétuer les ressources communes, ce qui se traduit par une moindre pression sur les ressources et une plus grande responsabilité de la part des utilisateurs.

Ainsi, les secteurs au sein de chaque district sont associés à des évolutions dans les savoir-faire hérités, variant d'un district à l'autre. A Gjirokastër, plus particulièrement, l'émigration vers la Grèce a conduit davantage à des améliorations individuelles. Cela indique qu'une expérience dans le pays voisin et que le capital humain et financier apporté sont investis de manière individuelle sans impact sur le capital humain collectif hérité dans la zone ou sans contribuer à l'amélioration de l'infrastructure collective. D'autre part, l'évolution du capital humain face à cette ouverture et à la transition (modernisation) de la société, soulève des questions concernant les savoir-faire « traditionnels » dans la zone (Bouche & Moity-Maïzi, 2008). De plus, la tradition fromagère dans la zone est menacée par l'usurpation et l'imitation pratiquées par d'autres territoires, ce qui engendre une confusion tant pour les consommateurs (Kokthi et al., 2016), que pour les éleveurs et les producteurs de fromage, confrontés à des mesures visant à préserver leur savoir-faire (Bouche & Moity-Maïzi, 2008). En discutant avec les éleveurs, ces derniers mettent en évidence la nécessité d'actions organisées pour la protection de ce produit, exprimant ainsi : « **on ne peut pas concevoir Gjirokastër sans son fromage** ». En revanche, à Pukë, la présence d'associations a favorisé une innovation collective des connaissances héritées. Les formations et le partage de connaissances se font au sein du groupe, que ce soit par le biais de locaux ou celui d’experts nationaux, voire internationaux, à l’initiative de l'association. Cela permet aux membres du réseau, mais également aux non-membres, de profiter des innovations ou des nouvelles pratiques de collecte, de transformation et de préservation des ressources PFNL, tout en conservant leur caractère endémique. Étant donné que les secteurs traités dans chaque district diffèrent non seulement par la nature du produit (fromage et PFNL), mais aussi par la manière dont la société s'organise au niveau le plus restreint, celui du village, et au sein de chaque secteur, nous examinerons chaque district individuellement pour mieux en comprendre le fonctionnement. Nous verrons, ensuite, plus en détails la dynamique territoriale pour chaque district et chaque secteur à part.

2.2. Une logique territoriale collective renforcée par AgroPuka à Pukë

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance des ressources non ligneuses pour les communautés rurales, tant sur le plan économique que social. L'industrie des produits non

ligneux forestiers (PNLF) est avant tout un secteur social, où les acteurs interagissent et s'organisent. Cette sous-section vise à nous focaliser sur les villages de Pukë et à analyser la forme de coordination des acteurs du territoire autour de ces ressources. À Pukë, bien que ce secteur soit saisonnier, il revêt une grande valeur économique et sociale. Pour les communautés rurales, les ressources forestières non ligneuses représentent le moyen le plus facile de gagner de l'argent, car elles ne nécessitent aucun investissement économique et comportent peu de risques. Ces produits poussent dans la forêt et les habitants n'ont qu'à les récolter. Il est essentiel de souligner cet aspect, étant donné la nature sauvage des ressources à Pukë. Toutefois, AgroPuka expérimente des projets de mise en culture, comme par exemple les parcelles expérimentales de châtaigniers dans l'UA de *Blerim*. Ces projets expérimentaux sont menés dans des zones exploitées en lignées et donnent donc des droits exclusifs. Même si cela demeure un projet en perspective, récent et sur une petite surface, la mise en culture des ressources sauvages représente un projet d'innovation de grand potentiel pour faire face à la réduction de la quantité engendrée par les changements climatiques. Il s'agit d'ouvrir de nouvelles voies de réactivation des ressources que la nature fournit.

Actuellement, la récolte des produits PFNL repose principalement sur les plantes sauvages, ce qui est également à l'origine de la réputation de ces produits dans la région de Pukë. Ces ressources ont également une valeur historique et traditionnelle. De nombreuses personnes âgées éprouvent de la nostalgie en évoquant les récoltes de leur enfance.

> *« Les récoltes étaient toujours organisées. Nous nous rassemblions au village et partions dans les montagnes pour cueillir des plantes aromatiques et médicinales. Les enfants participaient également. Les vacances d'été n'étaient pas comme aujourd'hui. Pendant les vacances d'été, nous nous rendions dans les montagnes pour récolter des plantes » (femme -transformatrice).*

La différence dans la récolte observée il y a quelques décennies réside dans le fait que, dans le passé, les locaux s'organisaient principalement pour l'autoconsommation et des ventes à petite échelle. Actuellement, cette organisation est davantage axée sur des produits destinés à la commercialisation. La filière permet aux cueilleurs, principalement des femmes, de s'organiser pour la récolte. Ils décident ensemble des règles de récolte ainsi que de la distance à parcourir pour chaque cueilleur.

> *« Pukë a suffisamment de ressources naturelles, c'est pourquoi nous n'avons pas de conflits à ce sujet » (Homme, cueilleur -transformateur).*

Bien que les ressources forestières de Pukë ne soient pas pleinement exploitées (AgroPuka, 2016) et ne limitent pas les utilisateurs, nous n'excluons pas les tensions ou les conflits qui peuvent se produire. Ceux-ci peuvent être provoqués par des rivalités pour la collecte de produits de meilleure qualité (des sols plus riches qui offrent des produits de meilleure qualité) ou en plus grande quantité. Bien qu'au premier abord les locaux ne révèlent pas de situations conflictuelles, celles-ci surgissent de temps en temps spontanément. Les ressources sauvages exigent la mobilité des cueilleurs vers des terrains accidentés, pas toujours faciles d'accès, ce qui peut engendrer des rivalités pour l'accès aux ressources proches. La nature non exclusive et rivale de ces dernières requiert la définition collective des règles partagées portant sur l'accès (qui peut prélever), les modalités de prélèvement (quoi ? quand ? comment ? quelles restrictions ?) et le but final (commerce, autoconsommation) (P. Lavigne Delville, 2005). Cela devient encore plus crucial lorsque ces ressources sont exploitées à des fins économiques (commercialisation). Dans ce cas, la communauté devient un acteur économique, ce qui peut entraîner le type de comportement individuel mentionné dans la sous-section 1.3.1 de ce chapitre. L'intervention d'AP a contribué à réduire les comportements individuels ou abusifs, principalement par la création de groupes de femmes dans chaque UA, puisque les femmes sont davantage impliquées dans la cueillette. Les femmes cueilleuses disent qu'elles sont devenues plus responsables dans la cueillette des plantes, mais, qu'en raison des changements climatiques, la production est de moins en moins importante.

> *« Cela me fait mal au cœur quand je vois des plantes déracinées dans la forêt, car c'est comme si notre argent était piétiné. Ça, c'est notre argent » (femme, cueilleuses).*
>
> *« Chaque fois que je trouve des plantes déracinées, j'essaie de les planter. C'est un péché de détruire l'activité qui nous nourrit » (femme, cueilleuses).*

Les cueilleurs sont organisés en groupes pour la cueillette, ce qui facilite la tâche en raison du terrain difficile et accidenté de Pukë. Les collecteurs jouent un rôle essentiel dans l'organisation des cueilleurs comme le montre la *Figure 46*. Les collecteurs, formés selon le modèle transmis par AgroPuka, ont repris le rôle de commercialisation, auparavant assuré en grande partie par l'association. Chaque collecteur a son propre groupe de cueilleurs. Les collecteurs les conduisent en montagne pour la cueillette tôt le matin et les ramènent au village le soir. Ils les regroupent en fonction de leur proximité, ce qui réduit le temps nécessaire pour les retrouver et diminue les frais de transport. Cela contribue à éviter les conflits d'accès, car, comme nous l'avons souligné, l'accès aux ressources est basé sur les droits coutumiers et les villageois

exploitent les forêts qui appartiennent à leur village. À la question de savoir comment ils décident qui utilise la ressource, toutes les personnes interrogées ont répondu qu'elles savaient, grâce à leurs ancêtres, quelle partie appartenait à leur village. De plus, cela facilite la tâche des cueilleurs, car ils disposent déjà d'un moyen de transport jusqu'au point le plus proche accessible en véhicule et le marché est assuré, puisqu'ils vendent leur récolte au collecteur à la fin de la journée.

Les collecteurs ont différents points de vente pour commercialiser leur production. Le plus souvent, ils vendent leurs produits à l'état sauvage aux grands distributeurs à Tirana ou dans les pays voisins, notamment au Kosovo, ce qui est le plus courant. Pour eux, il est plus intéressant de vendre au Kosovo, car sa monnaie est l'euro, ce qui représente un avantage par rapport à la monnaie[135] nationale. Selon les échanges avec les collecteurs, nous avons compris qu'ils ne s'intéressent pas davantage à la finalité de la production. Selon leurs explications, la production passe ensuite en Serbie pour accéder aux marchés européens. Une autre option consiste à vendre aux transformateurs de la région, mais cela est plus courant pour de petites quantités. Souvent, les transformateurs s'approvisionnent auprès de petits cueilleurs indépendants et non réguliers. Pour clarifier davantage, dans le cas de Pukë, nous avons observé des cueilleurs réguliers, organisés en groupe par des collecteurs ou par AgroPuka, ainsi que des cueilleurs indépendants, non réguliers, qui récoltent de manière autonome. Ces derniers vendent soit leur production à des transformateurs locaux, soit la transforment eux-mêmes et la vendent à des proches vivant en ville ou dans d'autres régions. En effet, diverses formes d'organisation rendent la commercialisation plus complexe que ce qui a été expliqué jusqu'à présent. Outre les formes présentées, il existe également des groupes de femmes, organisées entre elles, qui s'occupent de la récolte, de la transformation et de la vente. Nous reviendrons plus en détail sur ces formes d'organisation et sur les relations développées au sein de chaque réseau dans le chapitre 8. Dans cette section, l'objectif est de donner un aperçu du fonctionnement de la filière qui résulte de l'utilisation des ressources forestières, de leur accès et des acteurs impliqués au niveau du village. Pour une meilleure compréhension, l'ajout des croquis conçus pendant la phase de terrain est considéré comme très important.

[135] Nous nous référons à la période au cours de laquelle les enquêtes ont été réalisées, en tenant compte de la dévaluation de l'euro par rapport à la monnaie nationale du moment.

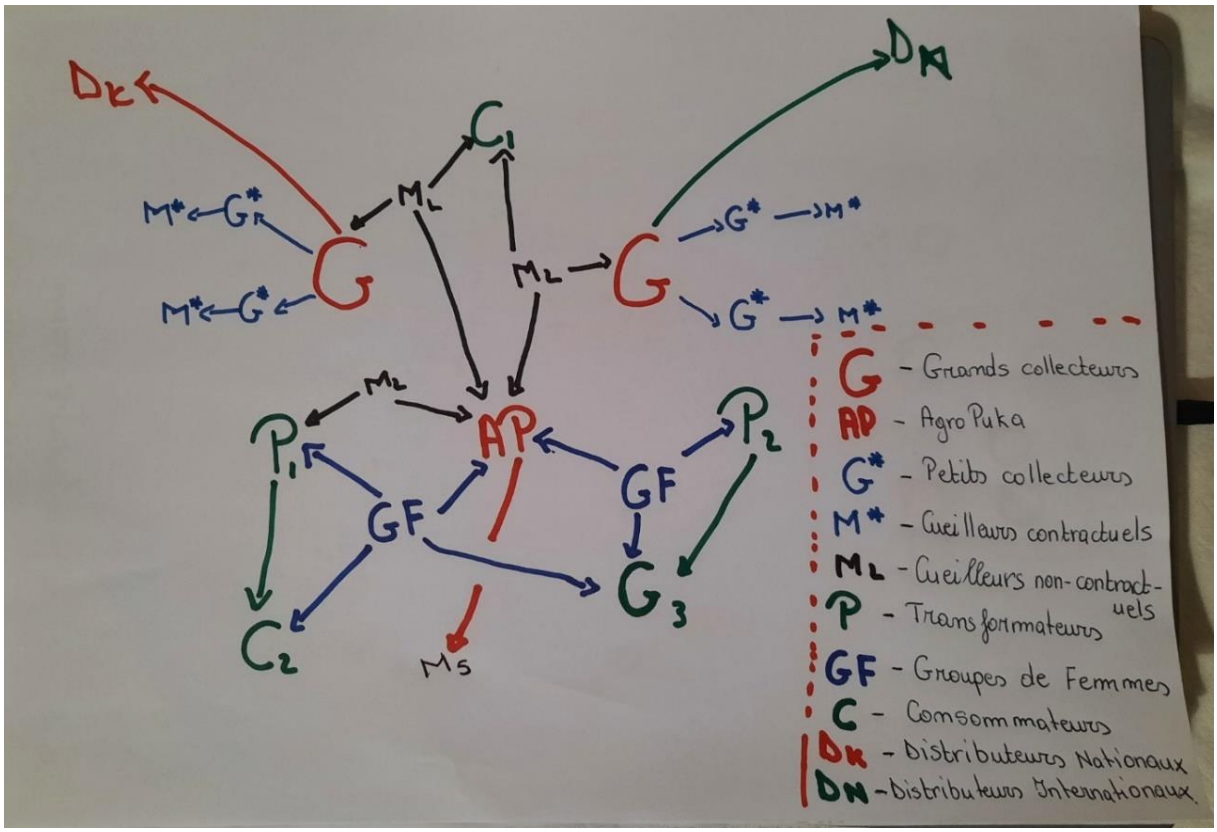


Figure 46 : Croquis sur l'organisation de la filière PFNL réalisé pendant la phase de terrain. Source : E. Muco, 2021.

Photographie 10 : Commercialisation des produits pendant la fête de Pukë. Source : page Facebook d'AgroPuka

Photographie 11 : À gauche des femmes cueilleuses qui récoltent le thé. On peut observer la distance entre elles. À droite les limites entre les villages sont soulignées. Source : E. Muco, 2021

2.3. L’élevage à Gjirokastër, un patrimoine naturel en danger

L'élevage représente le secteur agricole le plus important à Gjirokastër. Il est hérité des générations précédentes et a su préserver sa nature traditionnelle extensif. Gjirokastër est un district où les ressources pastorales sont abondantes et réputées pour leur qualité (*cf.* chapitre 3, 2.1.4). La présence de ces ressources fait de la région un lieu idéal pour l'élevage tout au long de l'année. Ces ressources naturelles communes, essentielles à l'élevage extensif qui existe en Albanie et à Gjirokastër en particulier, sont susceptibles d'être affectées non seulement par l'impact humain, mais aussi, depuis peu, par le changement climatique. Selon Crouteix (2023), les activités pastorales en Albanie englobent une série de questions environnementales (préservation de la biodiversité, régénération des ressources naturelles, *etc.*), sociales (principale activité des ménages ruraux exercée par les hommes) et économiques (produits laitiers et carnés pour les marchés intérieurs). Cela soulève des questions quant à la disponibilité du fourrage, ce qui peut entraîner des compétitivités entre les éleveurs et changer les modes d’accès à ces ressources (Crouteix, 2023). L'importance des ressources pastorales et les risques environnementaux qu'elles engendrent rendent indispensable la compréhension des règles juridiques et coutumières qui régissent leur gestion (*Ibid.*) et qui peuvent contribuer d’une manière ou d’une autre à l’abandon du secteur. Sans sous-estimer les risques environnementaux, l'élevage à Gjirokastër est sérieusement menacé par l'émigration des éleveurs et l'abandon de cette filière en raison des difficultés liées au secteur. De nature extensive, les pâturages proviennent principalement des zones de *silva* et de *saltus,* et dans une moindre mesure de *l'ager* (*Figure 39, p.298*). Les espaces de *silva* et de *saltus*, sous la gestion juridique des municipalités de Gjirokastër, Libohove et Dropull, sont attribués aux éleveurs pour une période de 6 mois par le biais de contrats d'utilisation fonctionnelle (*cf.* chapitre 3, 2.1.4). Il est très important de présenter à nouveau les acteurs de la ressource dans cette sous-section. Comme souligné jusqu'ici, les ressources pastorales attisent l’intérêt de plusieurs acteurs, parmi lesquels nous pouvons identifier les gestionnaires, les décideurs et les utilisateurs. Depuis 2015, la propriété et la gestion des ressources forestières et pastorales ont été transférées aux municipalités respectives (dévolution), à l'exception des pâturages situés dans des zones protégées[136], qui restent sous la garde du ministère du Tourisme et de l'Environnement et sont contrôlés par le biais des agences régionales. Même ceux relevant d'une

[136] Dans la zone d'étude, font partie des zones protégées les pâtures dans le Parc national de Zagori, relevant de la municipalité de Libohova.

zone protégée suivent la même procédure d'accès, c'est-à-dire par le biais de contrats payants donnés par les agences régionales. Tout le reste est géré par les municipalités. Faisons référence au cadre légale, un acteur important de ressources pastorales est la municipalité, qui en assure la gestion. Elle décide d'accorder ou non l'accès à une parcelle pastorale pour les éleveurs. Un autre rôle important est néanmoins joué par le gouvernement central, qui décide quelles ressources pastorales doivent être exploitées pour l'élevage et quels sont les acteurs prioritaires (conformément à la loi, les villageois sont les utilisateurs prioritaires des ressources pastorales dans leur village). Enfin, les acteurs fonctionnels, sont les utilisateurs de ces ressources (les éleveurs) qui exploitent les pâturages pour faire paître leur bétail. Les éleveurs peuvent être des ayants droit du simple fait de leur appartenance au village où se trouvent les ressources pastorales ou des utilisateurs avec des droits spécifiques discutés dans la sous-section 1.2.1 de ce chapitre. Le secteur suit un itinéraire technique précis en faisant la distinction entre deux périodes : estivale et hivernale. Pendant la période estivale, les troupeaux transhument vers les forêts les plus hautes (*silva*). La transhumance implique le déplacement du bétail d'une région à une autre ou à l'intérieur d'une même région (M. Requier-Desjardins, 2001) comme c'est le cas à Gjirokastër. C'est une pratique qui « *témoigne de l'adaptation des éleveurs aux contraintes écologiques d'un milieu naturel marqué par la saisonnalité et par l'imprévisibilité de la disponibilité en ressources fourragères* » (M. Requier-Desjardins, 2001 p. 7). Les pâturages estivaux sont les plus exigeants pour les éleveurs, car ils doivent conduire les troupeaux en montagne. Pendant cette période, le troupeau séjourne en altitude jour et nuit pendant plusieurs mois. Les éleveurs restent également éloignés de leur famille, ce qui fait que la transhumance estivale représente non seulement un défi physique, mais aussi un défi social.

2.3.1. Logique individualiste et transhumance à Gjirokastër : une contradiction de fond ?

L'élevage à Gjirokastër, même s'il se base sur la logique de transhumance, est exercé individuellement. Les éleveurs guident le troupeau de manière individualiste dans les montagnes, et chaque éleveur assure la garde de son propre troupeau. Dans ce cas, le gardiennage est plutôt individuel, assuré soit par le chef de famille, soit par un autre membre de la famille, ou par un berger rémunéré. Les éleveurs qui possèdent de grands troupeaux de plus de 200 têtes délèguent de plus en plus la tâche de prendre soin de leurs troupeaux à des bergers rémunérés. Ces derniers, souvent originaires d'autres régions, se montrent moins sociables et moins enclins à la coopération. Même si cela confère à l'élevage un statut plus

individuel, les formes d'entraide réciproque sont importantes. Du fait que les éleveurs opèrent généralement en milieu montagnard, une interdépendance entre eux devient inévitable et naturelle. Que ce soit pour les situations d'urgence ou les besoins personnels, de bonnes relations avec les autres éleveurs de la région sont essentielles. Cela rend ainsi indispensable la coordination entre les communautés et la municipalité, afin de pouvoir attribuer les contrats en fonction des liens sociaux. En d'autres termes, la municipalité accorde des avantages aux éleveurs du village pour les pâturages situés à l'intérieur de ses limites et, si des pâturages libres existent, ces parcelles sont louées à d'autres éleveurs, mais avec l'accord des villageois.

L'innovation dans ce secteur est faible, hormis quelques tentatives visant à améliorer les races. L'élevage est représenté principalement par des brebis indigènes destinées à la production laitière. La race appelée « *Rude* » se caractérise par sa petite taille. Elle est adaptée au territoire accidenté de Gjirokastër et atteint les plus hauts sommets des pâturages. Ces races non génétiquement modifiées produisent de petites quantités de lait de haute qualité. Selon les données fournies par l'agence régionale de Gjirokastër, la production moyenne de lait par brebis et par an varie entre 55 et 60 litres. Des efforts pour introduire des races externes plus performantes sont également entrepris par des éleveurs ambitieux. Ces tentatives, toutes les mêmes, ont échoué.

Photographie 12 : Illustration photographique d'un troupeau de moutons qui pâturent dans l'espace ager. Source : E. Muco, 2019

Les habitants locaux nous ont expliqué que ces initiatives ne fonctionnent pas car ces races ne sont pas adaptées au territoire accidenté de Gjirokastër. Elles nécessitent donc un élevage intensif (régime en étable) qui est très coûteux et peu rentable pour l'industrie laitière de petits ruminants. Selon leurs explications, l'approvisionnement en alimentation pour ce type de régime ne se fait pas localement, ce qui les oblige à l'importer de Grèce, ce qui augmente encore davantage les coûts de l'élevage. Même si les éleveurs mettent en avant les avantages sociaux de ce régime (proximité avec la famille, facilité pour la vente de lait), les coûts financiers restent supérieurs. La protection de la race ovine indigène joue un rôle clé dans la préservation de la transhumance (déjà partie du patrimoine de l'UNESCO), de la qualité du lait et de la tradition. Par ailleurs, cette race se prête très bien à l'élevage extensif. Ainsi, même si elle n'est pas très rentable en termes de quantité, elle est moins coûteuse et plus résistante au territoire. La race endogène extensive basée sur la transhumance demande plus de travail de la part des éleveurs.

Ainsi, certains éleveurs se rassemblent pour la traite. Celle-ci reste traditionnelle et manuelle à Gjirokastër, en raison du système d'élevage extensif prédominant. Étant en grande partie localisés en montagne, les éleveurs ne peuvent pas investir dans des systèmes de traite automatisés. Les femmes participent rarement à la surveillance, mais elles sont souvent impliquées dans la traite. En effet, dans la société albanaise, l'élevage est considéré comme une activité réservée aux hommes, tandis que la traite est perçue comme relevant du domaine des femmes. Durant la transhumance estivale, les femmes sont empêchées de pratiquer la traite, car le troupeau se trouve dans les montagnes. Par conséquent, la traite effectuée par les femmes ne se déroule que pendant la période de pâturage hivernal quand le troupeau rentre le soir dans le village. La traite manuelle nécessite beaucoup de temps et de main-d'œuvre. Pour gagner du temps, certains éleveurs ont choisi de s'organiser collectivement avec deux ou trois éleveurs pour la traite manuelle. Cette pratique est principalement adoptée par les éleveurs qui possèdent en moyenne 100 à 200 têtes de bétail. Les éleveurs traient les brebis et les chèvres deux fois par jour (matin et soir), mais la commercialisation a lieu tôt le matin. Cependant, le manque d'organisation des éleveurs en lien avec les producteurs de fromage entrave leurs efforts pour commercialiser leur production. Il arrive souvent que des éleveurs, qui vivent à proximité, ne vendent pas leur lait au même producteur de fromage. Pour mieux comprendre ce fonctionnement, le schéma ci-dessous nous permet de visualiser l'organisation de l'élevage. Dans ce schéma, il est possible de distinguer le lien de pâturage, l'habitation de l'éleveur, la fromagerie où il vend le lait. La ville et le village servent de point de référence pour placer l'activité (élevage) et l'industrie (transformation des produits laitiers) (*Figure 47*). Le

producteur de fromage va chez le berger (s'il est possible d'accéder à la « montagne ») pour collecter le lait.

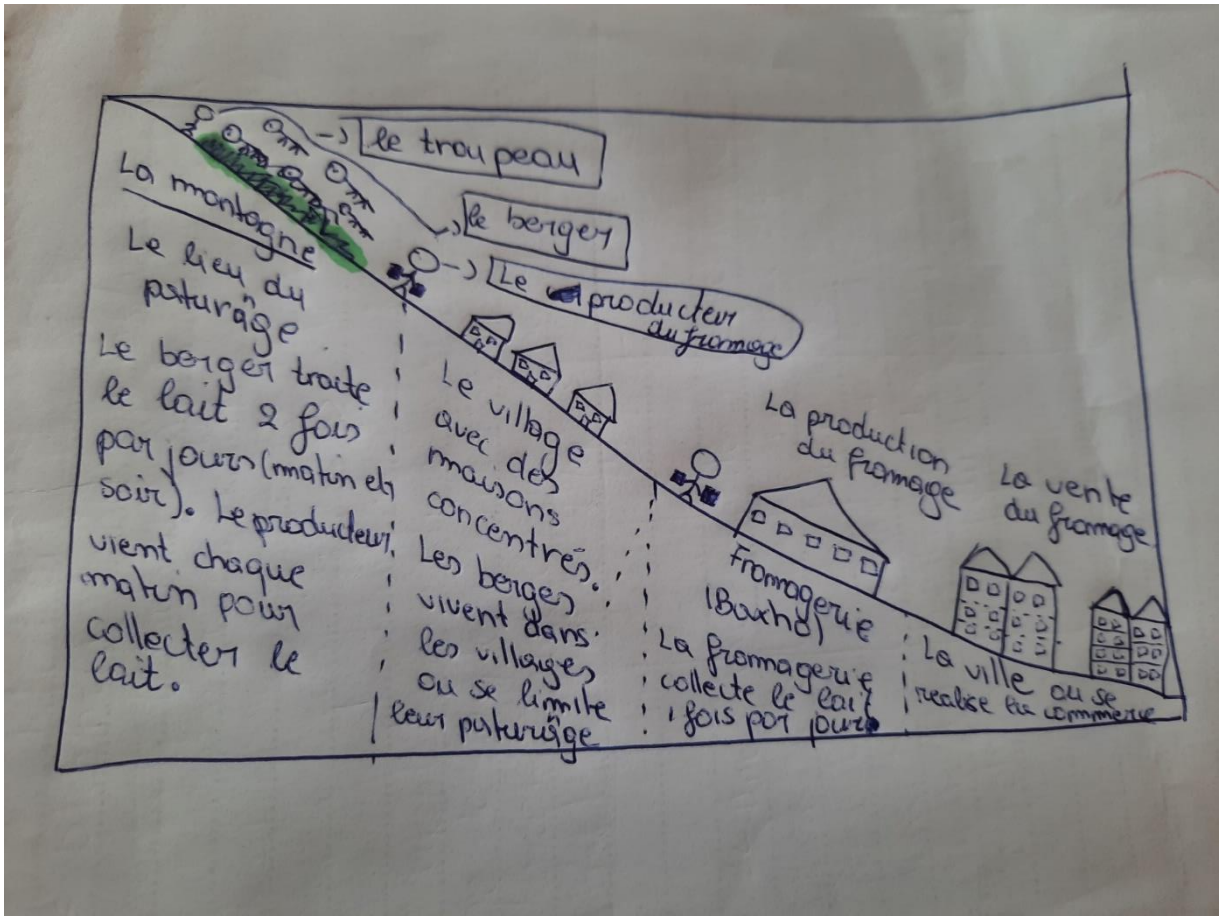


Figure 47 : Croquis réalisé sur le terrain pour comprendre l'organisation de l'élevage au sein du territoire. Source : E. Muco, 2021

Cependant, cet accès n'est pas toujours possible. En cas d'impossibilité d'accès, l'éleveur est tenu de transporter le lait. En occurrence, l'absence d'organisation entre les éleveurs à proximité pour vendre au même producteur les empêche de bénéficier de temps et de travail par le biais d'actions collectives. Cela sous-entend que deux éleveurs voisins, contractés par le même producteur de fromage, pourraient collaborer entre eux et mettre en place une rotation de la commercialisation. Cette approche permettrait d'éviter que chaque éleveur se déplace quotidiennement. En raison de l'altitude élevée des sommets de montagne (pâturage d'été), l'accès en véhicule est souvent impossible, obligeant ainsi les éleveurs à transporter le lait depuis les hauteurs jusqu'au point de collecte le plus proche (point de collecte, *Figure 48*) accessible par des moyens motorisés. Cette méthode d'approvisionnement en lait, notamment pendant l'été lorsque le troupeau se trouve dans les plus hautes montagnes, coïncide également avec le pic de production laitière.

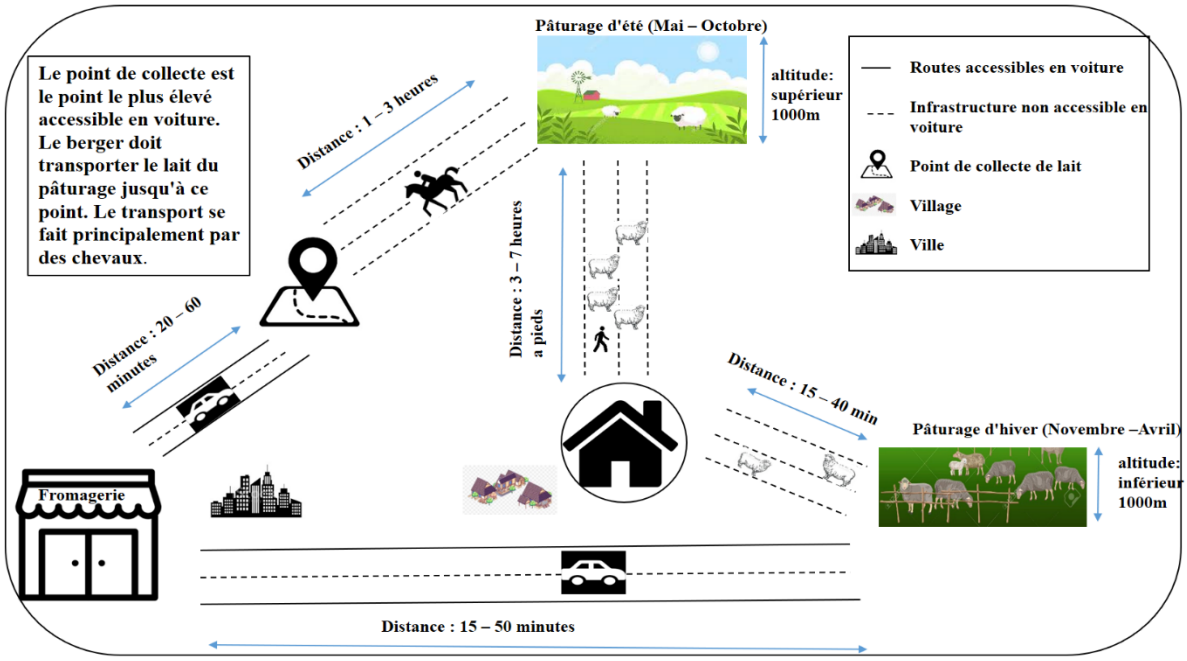


Figure 48 : Démonstration visuelle du fonctionnement du secteur de l'élevage à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2021

Les éleveurs, obligés de transporter le lait par des moyens non motorisés (des chevaux), doivent faire de longs trajets chaque jour. Cela rend leur activité difficile, contribuant ainsi à une augmentation du nombre d'abandons de cette activité.

2.3.2. Le fromage, un patrimoine socio-économique menacé : la question de la transmission

La production fromagère, enracinée depuis des générations dans la région, a longtemps joué un rôle socio-économique significatif. Cependant, ces dernières années, cette activité a progressivement évolué vers une orientation davantage axée sur les aspects économiques plutôt que sociaux. Ce changement est perceptible dans la manière dont le secteur s'est orienté, mettant l'accent sur la rentabilité économique plutôt que sur les traditions ou la dimension sociale prédominante par le passé. L'innovation dans le savoir-faire reste limitée au niveau individuel. Les changements perceptibles en matière d'innovation se concentrent principalement sur les infrastructures, comme l'introduction de machines pour la pasteurisation du lait et la création d'espaces bien ventilés. En général, les « *baxho* » (les producteurs de fromage) sont des individus âgés qui exercent cette activité depuis toujours. Certains ont appris le métier en travaillant durant la période communiste. C'est le cas, par exemple, d'I. B. ou d'A. M., parmi les plus âgés, qui continuent de travailler de manière traditionnelle. Parmi les « baxho » que nous

avons eu l'occasion de rencontrer, nous en avons identifié un dont la famille (représentant la nouvelle génération) perpétue la tradition familiale. Cela montre le manque d'intérêt des jeunes générations pour le secteur. Des fromageries plus modernes peuvent être observées parmi les plus récentes, construites par des émigrants qui sont rentrés de Grèce et qui ont investi leurs économies dans des structures bien équipées. Ils ont également acquis l'expérience des fromageries des pays voisins et ont essayé de l'appliquer dans leur pays d'origine. Malgré cela, et compte tenu de la réputation du fromage de Gjirokastër, ils ont préservé la méthode de production locale.

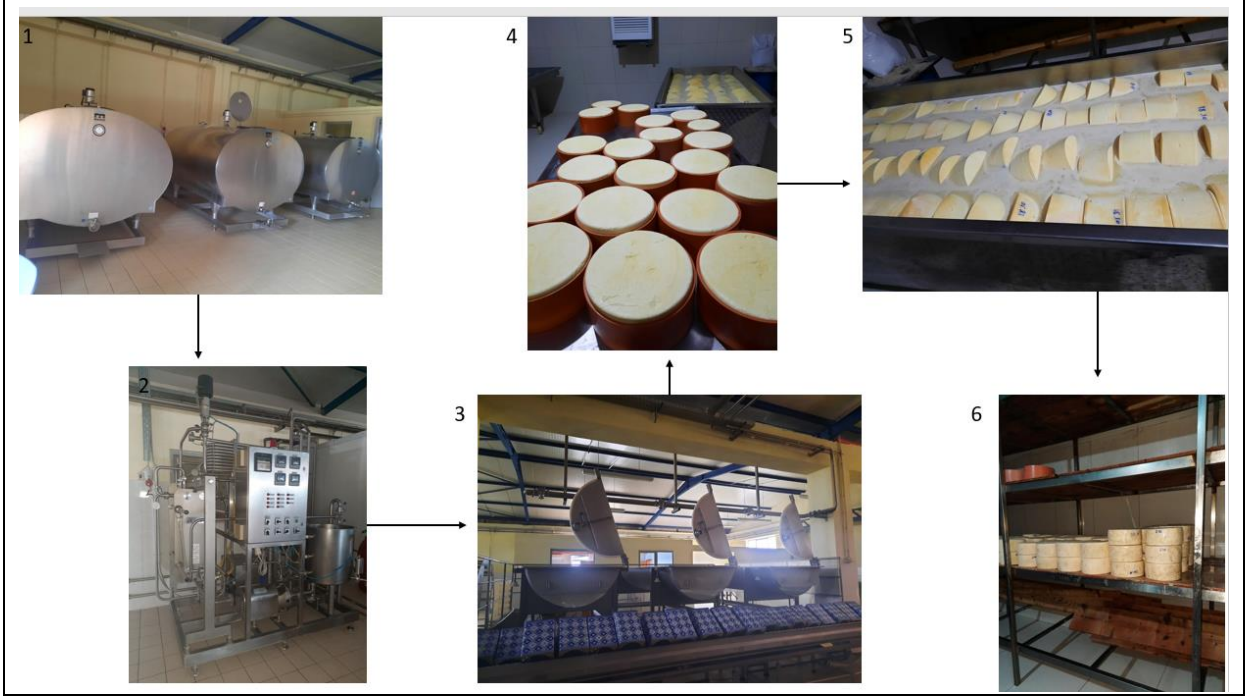
À Gjirokastër, deux types de fromages sont produits (*Figure 49*): *Feta* et *Kackavall*.

Figure 49 : À gauche, la Feta est commercialisée dans des boîtes en acier inoxydable. À droite, le Kackavall est vendu dans des emballages en plastique. Source : E. Muco, 2019, 2021

La Feta est obtenu en mélangeant du lait de brebis et de chèvre. Lorsqu'on leur demande pourquoi cette méthode est utilisée, ils expliquent que le lait de brebis est très gras. Ainsi, pour équilibrer la teneur en matières grasses, il est combiné avec du lait de chèvre. Par ailleurs, le lait de chèvre confère une texture solide au fromage. S'il était fabriqué uniquement à partir de lait de chèvre, il serait très compact. En revanche, le *Kackavall* est un fromage qui nécessite plus de temps et une plus grande quantité de lait. Il est exclusivement produit à partir de lait de brebis, ce qui en fait un produit deux fois plus cher que la *Feta*.

Encadré 11 : La transformation du lait en fromage. Source : Enquêtes, 2021

À travers des photos prises sur le terrain, nous avons tenté de construire la chaîne de transformation du lait en fromage. Ainsi, le lait entre dans la fromagerie à travers des tubes et se dépose dans les réservoirs en inox (image 1). Ensuite, à travers un système de tubes, il passe dans une machine qui effectue la pasteurisation du lait (image 2). Une fois celle-ci terminée, le lait est dirigé vers les bacs (image 4). C'est là où se fait la transformation en fromage. Lorsque le fromage est prêt, il est versé dans les moules (image 4). Ces derniers sont ouverts en bas, permettant au lactosérum de s'écouler. Ensuite, le fromage est immergé dans des bains salés (image 5), où il est conservé pendant un mois. Les écritures dans l'image 5 indiquent la date de production. Après la période de salage, le fromage est placé dans des chambres ventilées (image 6) et stocké jusqu'à sa commercialisation.



Un secteur dirigé par les producteurs de fromage

L'industrie est principalement dirigée par les « *baxho* » (fromagers) qui sont très peu nombreux dans le district (10 producteurs dans l'ensemble du district). Chaque « *baxho* » possède son propre groupe d'éleveurs, répartis dans l'ensemble du district. Cela représente également un défi pour les producteurs en termes de collecte de lait, car ils doivent se déplacer dans tout le district chaque jour. En général, les « *baxho* » disposent d'une ou deux voitures pour la collecte, ce qui prend du temps pour rassembler le lait de tous les éleveurs. Le troupeau réside dans une zone

bien définie, qui peut être un champ, une parcelle ou une montagne, *etc.*, que nous dénommons « *stan* ».

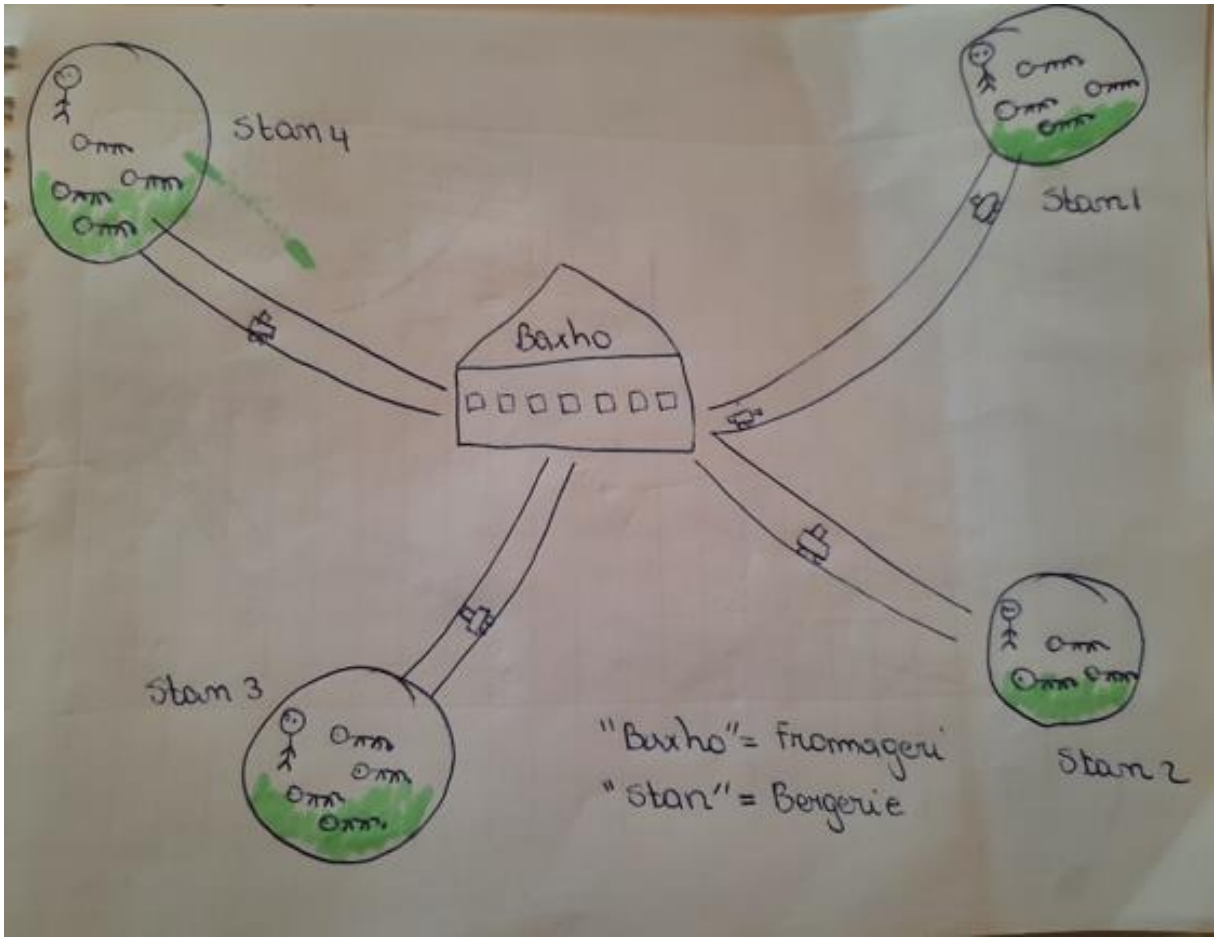


Figure 50 : Organisation des producteurs et des éleveurs pour la commercialisation du lait. Source : Conception de l'auteur (E. Muco, 2021).

Le schéma ci-dessus (*Figure 50*) offre une visualisation du réseau entre un producteur et les éleveurs sous contrat avec lui. La position des éleveurs met en évidence leur dispersion géographique par rapport au producteur, soulignant l'absence d'un réseau organisé selon la proximité géographique. En complément de ce schéma, nous avons réalisé un autre schéma pour comprendre la complexité d'organisation de la filière fromager à Gjirokastër, en ajoutant d'autres producteurs et éleveurs sur le territoire. Le schéma ci-dessous (*Figure 51*) permet de comprendre les formes complexes de fonctionnement qui sont dues au manque d'organisation et de regroupement des éleveurs. Par exemple, « *baxho 3* » doit se rendre à « *stan2* », « *stan7* » et « *stan3* », tous situés à une certaine distance les uns des autres. Pour se rendre à « *stan3* », « *baxho3* » doit passer par « *stan8, stan9, stan10* », qui sont proches de lui. Dans le même village, tous les matins, différents « *baxhos* » se croisent pour aller chercher le lait.

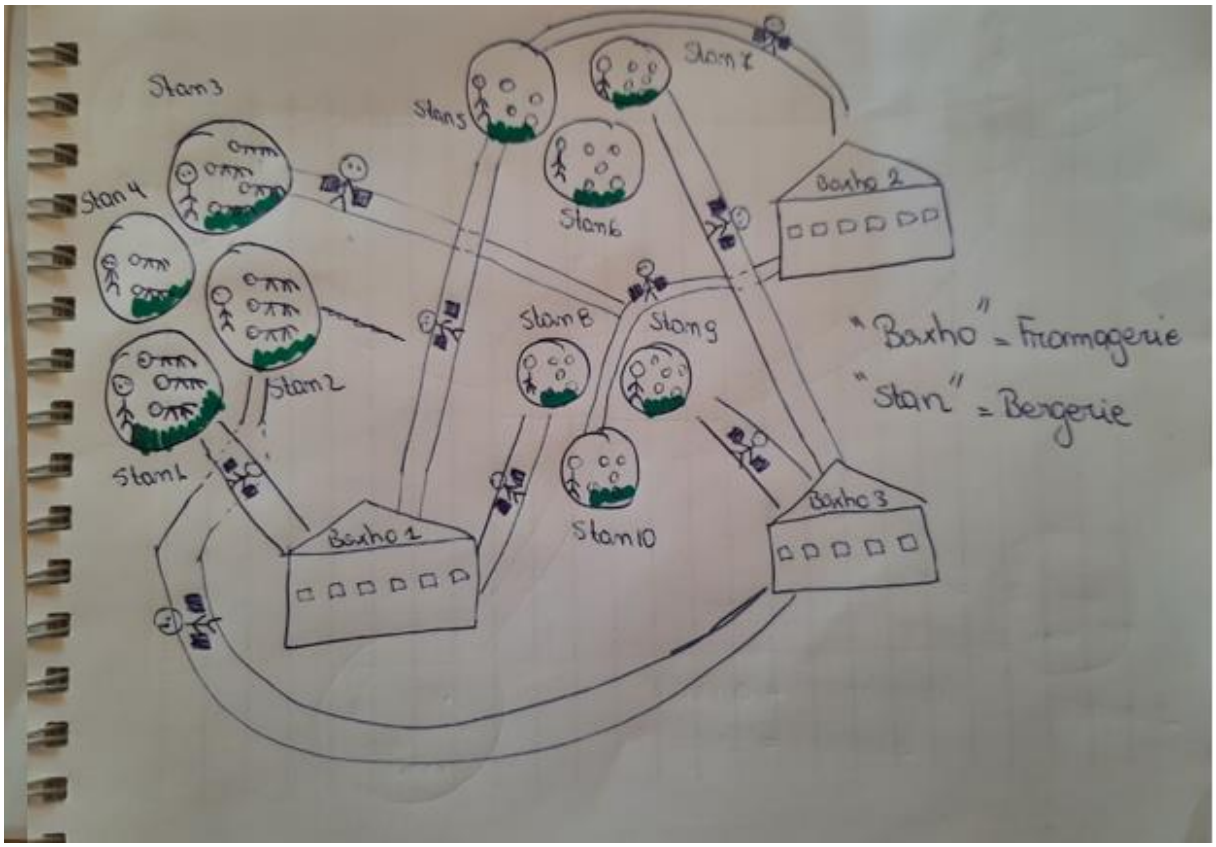


Figure 51 : Organisation des producteurs et des éleveurs pour la commercialisation du lait. Source : Conception de l'auteur, croquis réalisé lors de la phase de terrain. Source : E. Muco, 2021.

Bien que les distances géographiques (en kilomètres) ne soient pas très importantes, le manque d'infrastructures routières rallonge la durée de chaque trajet. Étant donné que le lait est un produit périssable, il nécessite des conditions de stockage réfrigéré pendant le transport, conditions qui font souvent défaut dans la plupart des cas. Peu de producteurs de fromage ont les moyens financiers d'acheter des camions ou des citernes réfrigérés. L'absence d'infrastructures de stockage pour le lait conduit parfois à la détérioration du produit. Les conditions climatiques estivales chaudes de Gjirokastër ne favorisent pas le secteur traditionnel de la conservation du lait. Ce dernier est collecté une fois par jour, le matin. En revanche, le lait est tiré deux fois par jour, le matin et le soir. Pour sa conservation, certains éleveurs disposent de citernes thermiques qui conservent le lait frais, alors que d'autres le conservent traditionnellement dans de l'eau douce.

Image 1 : Représentation de citernes métalliques et de bouteilles de stockage traditionnelles. Les éleveurs stockent leur lait dans des bouteilles (la bouteille orange). Les producteurs, quant à eux, disposent de citernes métalliques. Source : Muco, 2019

En demandant aux « *Baxho* » pourquoi ils n'essaient pas d'organiser les éleveurs en zones pour réduire le temps et les coûts de déplacement, ils mettent en évidence un autre problème du secteur : la diminution du nombre d'éleveurs et le manque de lait pour répondre à la demande intérieure.

> *« Même de cette manière, nous arrivons à peine à fournir une certaine quantité de lait. Chaque année, le nombre de têtes de bétail diminue » (Baxho Gjirokastër).*
>
> *« Autant que je me souvienne, c'est depuis les années 2000 que nous n'avons plus de fromage invendu. Nous vendons très peu à Gjirokastër, la majeure partie de notre production est vendue dans la capitale » (Baxho Libohove).*

En outre, le manque de coopération entre les « *baxho* » ne facilite pas un certain regroupement. Quand on leur demande pourquoi ils ne coopèrent pas, ils répondent :

> *« Je suis prêt à coopérer, mais avec qui… personne ne se porte volontaire à coopérer » (Baxho Picar).*

La volonté est donc là, mais l'initiative pour démarrer fait défaut. Un autre se montre très pessimiste par rapport à l'avenir de l'activité et ne voit donc aucun intérêt à coopérer.

« Je suis venu de Grèce et j'ai investi toutes mes économies pour créer une fromagerie modèle à Gjirokastër. Et, je n'ai pas encore reçu mon investissement. Je ne peux même pas la vendre, car personne ne l'achète » (Baxho Lunxheri).

Certains refusent la coopération, arguant être les seuls à produire du fromage de qualité. Ce manque de confiance entre les producteurs nuit largement à une potentielle coopération. Nous parlons de manque de confiance, car la zone est réputée pour la qualité de ses fromages, et, même si chacun produit individuellement, la qualité est bonne. Cependant, il est inévitable de constater que le secteur s'est de plus en plus orienté vers des objectifs économiques, ce qui peut compromettre la qualité. La méfiance entrave leur collaboration collective, impactant ainsi leur approvisionnement. En conséquence, ils font face à des coûts de transport plus élevés en raison du manque d'organisation des éleveurs. Lors d'un entretien au « *Baxho K.* », la diminution du nombre d'éleveurs et le manque de lait ont été soulevés comme un très gros problème.

« Il y a 10 ans, j'ai établi un contact avec un investisseur néerlandais qui a investi dans la laiterie dans l'achat de machines et d'infrastructures techniques. La moitié des machines ne sont pas prêtes à fonctionner. C'est parce qu'il s'agit de grosses machines qui nécessitent une grande quantité de lait. Avec la quantité de lait que nous collectons chaque jour, nous ne pouvons pas faire fonctionner ces appareils. Certaines n'ont même jamais été mises en service, nous ne savons même pas comment les utiliser ».

Tout en nous montrant les machines inutilisées, il ajoute :

« Quelques années avant, nous travaillions toute l'année, mais maintenant, pendant la saison estivale, nous ne travaillons presque plus, car la quantité de lait est faible et cela ne vaut pas la peine de faire le voyage pour aller chercher le lait. Même les éleveurs n'ont aucun intérêt à descendre parce qu'ils sont dans les pâturages d'été à plus de 1000 m d'altitude ».

La conversation nous a permis de comprendre que la production saisonnière posait des problèmes, y compris pour trouver des employés.

« Nous ne pouvons pas les payer pendant la période où nous n'avons pas de production, c'est pourquoi ils ne reviennent pas la saison suivante. Les enfants ont choisi de ne pas s'engager dans l'activité, ils ont choisi d'autres domaines. Je ne sais pas combien d'années encore, nous pourrons maintenir le Baxho ouvert ».

Les « *baxho* » vendent leur production principalement dans la capitale. En général, ils disposent de leurs propres magasins pour vendre le fromage et les autres produits laitiers.

« J'ai mes propres magasins à Gjirokastër et à Tirana, pour vendre le fromage. En plus des magasins, certains clients viennent au Baxho. Notre problème n'est pas la

clientèle, mais le manque de lait. Même les quelques éleveurs qui sont restés vendent leur lait à Gjirofarma[137], car c'est un grand producteur qui a la possibilité de payer les éleveurs en avance ».

En outre, ils ont des réseaux de vente réguliers et contractuels et vendent habituellement leur fromage dans des magasins spécialisés en produits laitiers appelés « *Bulmetore* »[138].

« Notre fromage est vendu dans des boîtes métalliques sous le nom du producteur A. M. ».

Même pour ceux qui n'ont pas leur propre point de vente (magasins propres), la demande sur le marché pour le fromage de Gjirokastër est supérieure à l'offre, de sorte que le marché ne constitue pas un problème pour les producteurs de fromage. Cependant, cette demande croissante crée une compétition entre les « *baxho* » pour l'approvisionnement en lait. Nous estimons que cela peut être une raison qui entrave l'organisation des « *baxho* », car une structure organisationnelle peut limiter leurs manœuvres pour signer davantage de contrats avec des éleveurs. Cela signifie que le manque d'organisation des « *baxho* » les pousse souvent à une concurrence déloyale visant à garantir une quantité plus importante de lait. En revanche, une organisation en réseau de coopération requiert des normes et des comportements honnêtes, les privant ainsi d'une possibilité d'approvisionnement plus important.

3. Conclusion sixième chapitre

L'utilisation des ressources forestières et pastorales dans les zones d'études est complexe en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, cette complexité découle de la dualité des droits qui régissent ces ressources, incluant à la fois des droits formels établis par les autorités et des droits coutumiers ancrés dans les traditions locales. Cette coexistence de systèmes de droits crée souvent des tensions et des contradictions. En outre, l'utilisation de ces ressources à des fins diverses exige différents modes d'accès, ce qui ouvre la porte à une variété d'acteurs impliqués. Les droits d'accès et d'utilisation sont donc multiples, attribués en fonction de divers critères,

[137]Gjirofarma est le plus grand transformateur en produits laitiers du district et l'un des plus grands du pays. Gjirofarma ne fait pas partie de l'analyse empirique en raison de sa taille considérable en tant que l'un des principaux producteurs, se procurant du lait également auprès d'autres régions du sud en raison d'une insuffisance de quantités de lait dans la région. En plus de la production de fromage, Gjirofarma fabrique divers autres produits laitiers et produit également du fromage au lait de vache, en complément du petit bétail, ce qui reflète les objectifs et la tradition de la région. Cependant, dans le cadre de l'analyse descriptive, Gjirofarma revêt une importance particulière, car elle représente une menace pour les petites laiteries locales.

[138] Bulmetore est une petite épicerie qui ne vend que les produits de laiterie.

ce qui complique davantage la situation. De plus, la division des ressources en plusieurs zones crée des droits différents pour chaque zone et instaure différents modes d'utilisation. Cette division spatiale impacte la manière dont les droits sont attribués aux usagers, rendant nécessaire une organisation spécifique parmi ces derniers pour accéder aux ressources. L'appartenance à des groupes sociaux spécifiques conditionne ainsi le mode d'accès, différenciant les usagers des ayants droit selon le groupe auquel ils appartiennent. Cette organisation sociale détermine en grande partie qui a accès aux ressources et comment cet accès est autorisé ou régulé. En prenant en compte la complexité des droits et des modes d'utilisation, la deuxième section de ce chapitre se plonge dans une analyse détaillée de chaque territoire, en se concentrant spécifiquement sur chaque filière. Cette approche permet une meilleure compréhension de l'organisation des acteurs locaux autour des ressources pour chaque filière étudiée.

Chapitre 7 : Capital social et ressources forestières et pastorales : du vivre ensemble au produire ensemble

En ce chapitre nous allons étudier des notions tels que la densité et la qualité des relations, la confiance, la participation, les normes morales de solidarité et de réciprocité, *etc.*, incluses dans la notion de capital social, cette fois sous l'angle de la valorisation des ressources forestières et pastorales en produits marchands. En nous appuyant sur des situations concrètes dans nos deux districts d'étude, nous avons l'occasion d'explorer ces notions en utilisant à la fois des éléments cognitifs (normes, valeurs sociales, traditions et culture, confiance) et des éléments structurels (fonctionnement des institutions, de la société civile, présence d'associations). Dans ce cas, une analyse comparative de la manière dont les acteurs s'organisent dans chaque territoire est nécessaire. Il est important de souligner que nous ne comparons pas les territoires, nous ne comparons pas des secteurs, nous comparons des comportements collectifs et la volonté d'action collective dans chaque territoire, afin de comprendre pourquoi, dans certains territoires, les réseaux de coopération sont forts, et, dans d'autres, ils sont presque inexistants. Avant de commencer l'analyse, il est important de faire deux distinctions. Nous analysons les apports en KS selon deux entrées : une entrée basée sur les ressources naturelles et humaines et une autre basée sur le secteur d'activité (traité en détails dans le chapitre précèdent). Ensuite, la distinction est faite entre les acteurs dans chaque entrée (chapitre 5 ; 2.1.). Il est important de commencer par une approche basée sur les ressources du territoire (territorial), pour aller vers le secteur d'activité (intra et extra territorial).

1. Le capital social - un ensemble de normes et de valeurs qui façonnent l'accès aux ressources communes et l'organisation des sociétés rurales

1.1. Le capital social permet, avant tout, un meilleur accès aux ressources

Auparavant, nous avons distingué les ayants droit et les usagers des ressources forestières et pastorales en mettant en évidence que l'accès à ces ressources est déterminé au niveau du village et dépend largement de l'appartenance à des groupes tels que la famille, le lignage, la communauté villageoise et inter-villageoise. Dans ce chapitre, nous examinerons de plus près les éléments du capital social qui facilitent ou non l'implication des communautés dans des réseaux coopératifs, que ce soit pour accéder aux ressources, pour valoriser les produits dérivés de ces ressources ou pour les commercialiser. Pour revenir au KS, bien qu'il soit un concept large (chapitre 4 ; 2.1.), son essence tourne autour des réseaux sociaux, de l'engagement

civique, des normes de réciprocité et de la confiance généralisée (Bhandari & Yasunobu, 2009). Pour ces mêmes auteurs, le KS recouvre « *des assets collectifs sous la forme de normes, valeurs, croyances, confiance, réseaux, relations sociales et institutions partagées qui facilitent la coopération et l'action collective*[139] » (*Ibid.* p. 480, [traduction libre]). Le capital social, en tant qu'ensemble de normes et de valeurs sociales construites autour d'une confiance mutuelle générale, facilite la vie en communauté et permet aux individus d'avoir un meilleur accès aux ressources. Nous avons vu dans le chapitre 4 que, même si le KS comprend une grande variété de définitions, il se fonde en général sur trois piliers : les valeurs sociales, les réseaux sociaux, et l'engagement civique. Ce sont, en effet, ces trois piliers du KS que nous allons explorer empiriquement dans ce chapitre. Selon cette approche, les composantes essentielles pour conceptualiser le capital social sont : les réseaux sociaux (composés de familles, amis, communautés et associations volontaires), les normes de réciprocité et d'action collective (englobant les normes partagées, les valeurs et les comportements), et les relations de connaissance et de confiance (tant envers les individus que les institutions) (Bhandari & Yasunobu, 2009). Pour débuter, nous allons élaborer une typologie des variables que nous analyserons dans la suite de ce chapitre.

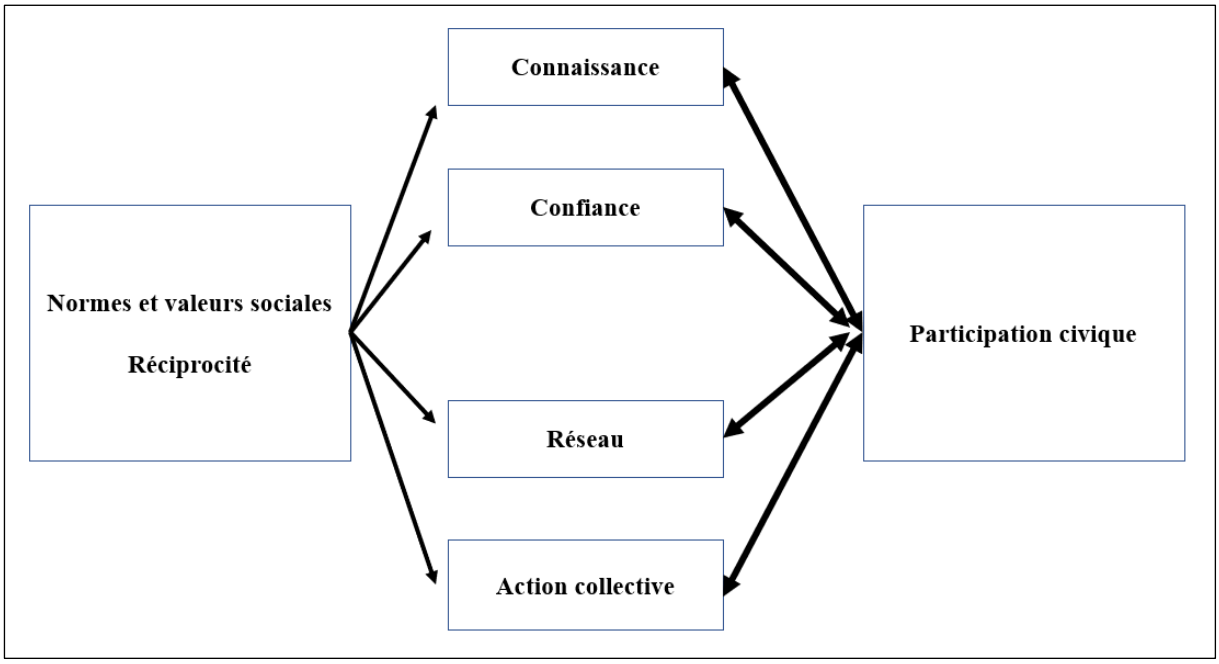


Figure 52 : Représentation schématique de la typologie des variables. Source : Réalisation de E. Muco, 2023

[139] Collective assets in the form of shared norms, values, beliefs, trust, networks, social relations and institutions that facilitate cooperation and collective action.

Cette typologie se divise en trois types de variables : les variables entrantes du capital social, les variables sortantes du capital social et les variables entrantes et sortantes (*Figure 52*). Les variables entrantes, également appelées variables imputées, sont des variables qui facilitent la création ou l'expansion du capital social dans un territoire donné. Par exemple, les normes et les valeurs sociales, lorsqu'elles sont appropriées, favorisent l'action collective et renforcent la confiance parmi les individus, ce qui se traduit par une plus grande participation civique. Ces variables deviennent très importantes, car elles constituent des éléments fondamentaux pour espérer obtenir des résultats positifs du KS. Un territoire imprégné de valeurs et de normes morales facilite les tentatives de coopération, car les individus sont pourvus des éléments qui les obligent moralement à adopter des comportements souhaitables et honnêtes. La réciprocité au sein de la société devient également une variable cruciale, car s'engager dans des actions de réciprocité permet à la société de générer des résultats positifs et de prendre conscience qu'ensemble ils peuvent mieux réussir qu'individuellement. Les variables sortantes ou variables output, représentent les résultats du KS. La participation civique est, donc, un des résultats du KS. Les variables intermédiaires sont ainsi classifiées, car elles peuvent renforcer le capital social, tout en pouvant également être renforcées par celui-ci. Par exemple, une société dotée de confiance est plus susceptible de créer du KS. De plus, le capital social renforce la confiance au sein de la communauté. Ensuite, nous allons analyses chacune d'entre elles par les résultats de notre travaille empirique.

1.1.1. Des formes diverses d'organisation définies par la manière dont les communautés accèdent aux ressources et les exploitent

La notion de capital social a pris une importance croissante dans l'analyse de la gestion des ressources communes et de la gouvernance participative de ces ressources (Ballet et al., 2007). Ainsi, le KS peut être considéré comme une solution institutionnelle pour aborder les problèmes de surexploitation et de comportement de passager clandestin (free riding) des ressources communes (*cf.* chapitre 6), tout en initiant également des mesures d'action collective pour l'avenir (*Ibid.*). Ceci est d'autant plus important dans le cas de ressources soumises à des régimes de droit dual, comme c'est le cas en Albanie, où il existe à la fois des droits coutumiers et des droits légaux (*cf.* chapitre 6). Dès le départ, nous avons émis l'hypothèse que l'utilisation des ressources forestières et pastorales dans chaque district favorise diverses formes d'organisation parmi les utilisateurs, ce qui souligne le rôle de la communauté dans leur gestion. Dans un second temps, nous analysons des ressources pastorales gérées juridiquement (pâturages à

Gjirokastër par le biais de contrats saisonniers) et des ressources PFNL gérées localement (ressources non ligneuses à Pukë).

Dans le cas de Pukë, l'accès aux ressources est défini principalement au niveau du village (de la communauté rurale) plutôt qu'à travers un cadre juridique formel. En conséquence, la société locale a le pouvoir de décider qui peut accéder à ces ressources et d'établir les règles qui régissent cet accès. Cette forme d'utilisation demande plus d'organisation au sein de la société elle-même. Par exemple, la société locale décide qui peut utiliser les forêts en lignage et celles communes du village (*cf.* chapitre 6 ; 1.2.1). Cette forme d'organisation nécessite davantage d'interactions et de valeurs partagées au cœur de la communauté elle-même à Pukë, qu'entre la communauté et les acteurs publics.

En revanche, à Gjirokastër, l'accès aux ressources pastorales est principalement défini par des contrats légaux (par la municipalité), plutôt qu'à l'échelle du village (par la communauté villageoise), même si le village garde une sorte de pouvoir pour exclure des individus[140]. Cette forme d'interaction exige un échange plus intense entre la communauté et les acteurs publics que dans le cas de Pukë. Par conséquent, l'accès aux ressources pastorales à Gjirokastër dépend des relations développées et entretenues entre les éleveurs et les acteurs gérant la ressource (Gautier & Hautdidier, 2012). La municipalité joue un rôle important dans la détermination de l'accès aux ressources, en prenant en compte la taille des parcelles, tandis que les communautés locales décident collectivement de la manière dont elles vont cohabiter autour de ces ressources. Par exemple, deux ou plusieurs éleveurs, qui se situent à proximité géographique, partagent un espace de vie identique, les mêmes sources d'eau pour leurs animaux, et peuvent aussi choisir de s'engager avec les mêmes acteurs économiques (producteurs de fromage). Néanmoins, étant donné que les ressources pastorales de Gjirokastër ouvrent des droits à des groupes extérieurs, la zone a, également, besoin d'une organisation forte au niveau du village (donc de la communauté) pour protéger les ressources contre la surexploitation, même si nombre total du cheptel tend à la baisse d'une année sur l'autre.

[140] En effet, même si les parcelles de pâturage sont accordées aux éleveurs par le biais de contrats rémunérés, la communauté peut contester un contrat. Mais, pour cela, il faut que les villageois s'organisent pour contester un contrat accordé par la municipalité. C'est le plus souvent le cas pour les acteurs extérieurs lorsqu'il y a un abus ou que le village n'est pas d'accord.

1.1.2. Les relations sociales - catalysatrices – favorisant le capital social au sein d'un groupe territorial

Le courant de l'économie territoriale, ainsi que les géographes, mettent de plus en plus l'accent sur les éléments immatériels du territoire en vue d'une dynamique de développement territorial plus durable. Pour Loudiyi et al., (2004), les relations sociales deviennent un moyen d'accéder aux ressources et aux informations nécessaires pour déterminer les stratégies territoriales. Dans cette pensée, les relations sociales peuvent être définies comme « *un atout pour un individu - une ressource sous forme d'informations et de confiance que les acteurs peuvent exploiter une fois qu'elles sont accumulées*[141] » (Bhandari & Yasunobu, 2009 p. 491, [traduit]). Dans ce cas, faire la distinction de la 1) nature, 2) la qualité et 3) la quantité des relations est très important. La nature des liens se définit en fonction du positionnement (horizontal ou vertical) des deux acteurs ou plus qui interagissent entre eux, ainsi que de la base de la relation qui les connecte, qu'elle soit familiale, affective, professionnelle, organisationnelle, institutionnelle, *etc*. Nous avons employé la typologie des liens de *bonding*, *bridging* et *linking* (R. D. Putnam, 2000; Woolcock & Narayan, 2000) pour définir leur nature. Quant à la qualité des liens, nous la définissons en fonction de l'intensité des relations, distinguant entre relations fortes et faibles. Pour mieux comprendre la qualité des liens, nous nous référons aux travaux de Granovetter (1973) sur la « force des liens faibles[142] ». Il définit les liens en se basant sur à une combinaison d'éléments tels que la durée, l'intensité émotionnelle, l'intimité (confidences mutuelles) et les services réciproques qui caractérisent le lien (*Ibid.*, p. 1361). Les liens forts désignent les relations étroites, durables et contraignantes, comme celles qui existent au sein des familles ou des groupes proches (Bhandari & Yasunobu, 2009). Les liens faibles, quant à eux, se réfèrent à des relations plus occasionnelles, temporaires et dépendantes, telles que celles partagées avec des personnes d'origines différentes et/ou d'autres groupes (*Ibid.*). Les liens forts naissent de l'affection, de la volonté de soutien et d'une connaissance approfondie de l'autre. Ils favorisent une forte solidarité et apportent un soutien personnel, tandis que les liens faibles servent davantage à l'échange d'informations (*Ibid.*). Dans cette thèse, nous mesurons la qualité des liens en utilisant la fréquence des relations, évaluée sur une échelle de Likert. La quantité, quant à elle, est définie comme le nombre d'acteurs qu'un individu connait et la somme des relations qu'un individu développe dans son réseau, avec divers acteurs et à différentes échelles. Nous

[141] « an asset of an individual — a resource in the form of information and trust that actors can draw down once accumulated ».

[142] The strength of weak ties

mesurons le nombre d'acteurs selon leur type (exemple famille = 1, voisinage =2, village = 3, autre villageois = 4, acteurs gouvernementaux = 5, *etc.*) et la somme des relations par le nombre de fois où chaque acteur est cité (combien de personnes chaque acteur interrogé connait). Pour résumer ces trois notions, la nature des relations dépend de la position (verticale ou horizontale) et du caractère affectif (relation familiale, amicale, voisinage, professionnelle, administrative, *etc.*) qui existe entre deux individus. La qualité dépend de l'intensité de relation (forte ou faible) et se mesure par la fréquence de la relation. La quantité dépend de la densité de relation mesurée par le nombre d'acteurs qu'un individu connait et la somme des relations. Pour faciliter l'analyse et la compréhension, nous utiliserons ci-après les notions de ***bonding***, de ***bridging*** et de ***linking*** pour désigner **la nature de la relation**, la notion d'**intensité** pour désigner **la qualité de la relation** et celle de **densité** pour désigner **la quantité de la relation (***Tableau 27***)**.

Tableau 27 : Structuration des relations sociales en fonction de la nature, de la qualité et de la quantité.

Variables	Explication de la relation	Éléments pour expliquer
Nature de la relation (1)	La nature des relations est déterminée par la manière dont elles se forment, marquant la différence entre des relations horizontales, établies sur des bases affectives (*bonding*) ou professionnelles (*bridging*), et des relations verticales, fondées sur des bases plus juridiques (*linking*).	- Bonding - Bridging - Linking
Qualité de la relation (2)	La qualité des relations est déterminée par la fréquence des interactions entre deux acteurs, établissant ainsi une différence entre les liens forts et les liens faibles.	- Intensité
Quantité de relations (3 = 1 + 2)	La quantité de relations est déterminée par le nombre d'acteurs qu'un individu connait et la somme des relations.	- Densité

Source : E. Muco, 2023

Nous explorons ensuite comment les relations établies entre la communauté et les autres acteurs territoriaux ainsi que les stratégies mises en œuvre par ces acteurs territoriaux définissent le

capital social, renforçant ainsi les efforts en faveur de l'action collective. En général, l'action collective est définie comme un ensemble d'actions entreprises par un ou plusieurs groupes qui perçoivent des intérêts communs. Plusieurs approches définissent l'action collective comme un processus volontaire de coopération entre différents acteurs (usagers, gestionnaires, décideurs, *etc.*) pour résoudre un problème commun sur un territoire donné. La clé de ces multiples définitions est le partage d'intérêts, ce qui conduit à la logique selon laquelle les acteurs doivent trouver un intérêt commun pour s'engager dans une action collective. Pour Ostrom (1999), il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante pour l'action collective. Les théories de l'action collective concernent les situations dans lesquelles un groupe d'individus partage un intérêt commun, mais est confronté à des conflits potentiels entre cet intérêt commun et les intérêts individuels (Ostrom & Ahn, 2009). Dans ce contexte, le concept d'interdépendance sociale est essentiel à la mise en œuvre de l'action collective. Si les gens ne se sentent pas mutuellement interdépendants, c'est-à-dire s'ils ne sentent pas qu'ils ont besoin les uns des autres pour résoudre un problème ou améliorer leur situation, il est peu probable qu'ils investissent du temps et de l'énergie dans une action collective (Leeuwis, 2000). Nous utilisons le terme d'interdépendance en Albanie, car, compte tenu du contexte (les zones rurales sont caractérisées par le manque de pouvoir public et celui des services) et des défis de coopération du pays (mauvaise image des coopératives socialistes), nous pensons que l'interdépendance est un puissant moteur d'action collective.

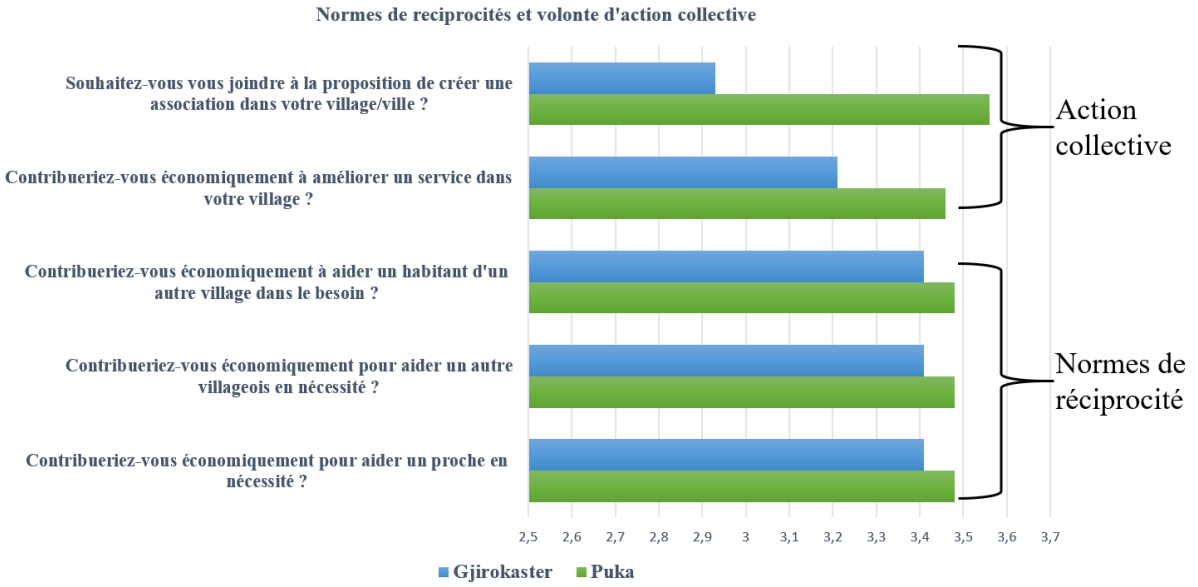
1.1.3. La réciprocité encourage les individus à entreprendre des actions collectives

Le chapitre 4 consacre une large place aux différentes définitions du capital social. Ce choix est fait parce que ce sont ces définitions qui nous permettront d'expliquer les variables incluses dans l'analyse du capital social dans notre étude et de conclure sur les stratégies sociales adoptées dans chaque territoire. Dans cette sous-section, nous nous référons à l'approche linienne du capital social. En tout cas, comme nous l'avons expliqué au chapitre 4, nous ne nous sommes pas limités à une seule approche, étant donné la diversité des zones rurales que nous avons considérées. Le capital social selon Lin est défini comme « *un investissement dans les relations sociales avec un retour attendu* » (Lin, 1999 p. 30 [traduit]). Cette définition met en évidence une approche plutôt réciproque du capital social. Les individus investissent dans les relations sociales parce qu'ils attendent un retour sur leur action. Selon l'approche de Lin, le KS est vu comme un investissement dans la connectivité sociale grâce à laquelle les ressources

d'autres acteurs peuvent être accessibles et empruntées (Bhandari & Yasunobu, 2009). Nous avons choisi cette approche, parce que nous nous intéressons d'abord aux zones rurales, là où l'interdépendance entre les acteurs locaux est plus prononcée. Cette interdépendance découle de l'absence d'un État-providence en Albanie, ainsi que de la faiblesse du système des services essentiels dans les zones rurales du pays. Les individus sont motivés à s'engager dans des réseaux sociaux ou des actions de réciprocité en raison de leur conviction profonde selon laquelle d'autres personnes réagiront de manière similaire en cas de besoin. Cette croyance repose sur le principe fondamental de la réciprocité sociale, où l'entraide et la solidarité sont perçues comme des mécanismes clés au sein d'une communauté (*Ibid.*). Lorsqu'un individu s'engage dans une action collective, il le fait souvent en anticipant que les autres membres de la communauté répondront de la même manière. Le développement des relations sociales engage les individus à générer des normes de réciprocité « *I will do it for you if you do samething for me* » (Putnam 2000, p 20). La réciprocité en tant qu'élément du capital social crée des relations fortes et affectives de type « *bonding* » (*cf.* chapitre 4, 2.1.2). *Bonding* représente des relations étroites développées entre des individus qui partagent des caractéristiques similaires telles que la classe sociale, la race, l'origine ethnique, l'éducation, le sexe, l'appartenance politique, *etc.* (Bhandari & Yasunobu, 2009). Ces relations jouent un rôle crucial dans le contexte de l'attachement social, tel que le décrit Putnam, où elles sont essentielles pour s'en sortir « *getting by* » au quotidien. Elles sont plus protectrices et exercent une appartenance étroite, ce qui leur permet d'étayer une réciprocité spécifique et de mobiliser une solidarité informelle ((Van Oorschot et al., 2006) cité par Bhandari & Yasunobu, 2009). En revanche, l'action collective engendre des relations moins intenses (relations faibles), basées sur un intérêt commun plutôt que sur l'attente d'un retour direct. Cette caractéristique permet aux individus de développer des relations de type « *bridging* » (*cf.* chapitre 4, 2.1.2), qui leur permettent de collecter des informations précieuses, parfois coûteuses à obtenir autrement, de renforcer leur position au sein du groupe et d'accroître leur pouvoir (Claridge, 2018). D'après Putnam, les relations de type bridging lubrifient la société pour aller plus loin « *getting ahead* ». D'un autre côté, l'action collective au sein d'une communauté augmente la probabilité d'une action future, car les membres qui interagissent aujourd'hui sont plus susceptibles d'interagir demain, selon la logique sous-jacente (Bowles & Gintis, 2002).

Pour analyser la mobilisation réciproque et collective au sein de la communauté, nous avons choisi de poser une série de questions telles que Q46 [1-5] : *Contribueriez-vous économiquement à améliorer un service dans votre village* ? ; *Souhaitez-vous vous joindre à la*

proposition de créer une association dans votre village/ville ? (Action collective) ; *Contribueriez-vous économiquement pour aider un autre villageois en cas de nécessité ?* ; *Contribueriez-vous économiquement pour aider un proche en cas de nécessité* ? *Contribueriez-vous économiquement à aider un habitant d'un autre village dans le besoin* ? (Réciprocité et solidarité). Sur une échelle de 1 à 4, traduite en [1- *Pas du tout d'accord, 2 - Plutôt pas d'accord, 3 - Plutôt d'accord, 4 - Tout à fait d'accord*], les deux territoires montrent des mobilisations plus ou moins similaires en ce qui concerne les normes de réciprocité, et diffèrent dans leur volonté de s'engager dans des initiatives d'action collective (*Graphique 19*). Ce graphique, résultat de la moyenne des scores de l'échantillonnage, montre l'engagement réciproque et les tentatives d'action collective dans chaque district.



Graphique 19 : Questions pour mesurer les normes de réciprocité et la volonté d'action collective. Enquêtes, 2021

Les résultats mettent en lumière deux observations principales. Tout d'abord, à Gjirokastër, nous constatons une réaction moins marquée, lorsque nous examinons les deux variables, à savoir la réciprocité et l'action collective, par rapport à Pukë. Ce constat suggère une mobilisation moins importante à Gjirokastër qu'à Pukë. C'est le premier indicateur qui nous a amenée à nous interroger sur l'état de la cohésion sociale à Gjirokastër par rapport à Pukë. C'est également le premier indicateur qui nous oriente et nous « confirme » des différences en termes de mobilisations sociales entre ces deux zones. De plus, à Gjirokastër, nous observons une mobilisation plus forte fondée davantage sur le principe de réciprocité que sur l'action collective. Cette réaction s'explique, d'une part, par le manque de mobilisation au sein de réseaux organisés et, d'autre part, par le fait que les individus se mobilisent principalement

lorsqu'ils ont un intérêt personnel (par exemple, pour être aidés) et qu'ils attendent en retour une forme de soutien réciproque (si je me trouve dans la même situation, les autres m'aideront, car j'ai agi de la même manière). Par ailleurs, il est important de souligner qu'à cet égard Pukë démontre une volonté d'engagement plus prononcée dans l'action collective par rapport à la mobilisation basée sur le principe de réciprocité. Cette différence peut s'expliquer par le niveau élevé de participation civique à Pukë, où 69 % des répondants sont membres de l'association AgroPuka. La présence de ces associations a un impact significatif sur la propension à s'engager dans des actions collectives futures. De plus, cette participation permet aux individus de tisser des liens faibles (*weak ties*), qui ne les contraignent pas à rester engagés si leur intérêt évolue ou s'ils souhaitent rejoindre un autre groupe.

1.2. Les normes et valeurs sociales, deux moteurs de la vie en communauté

Dans les communautés traditionnelles et rurales, les valeurs sociales sont des moteurs puissants de l'organisation et de la régulation de la vie. Presque toutes les structures présentes dans la société traditionnelle, comme les tribus, les clans, les associations villageoises, les sectes religieuses[143], *etc.*, sont établies sur la base de normes partagées et les emploient pour réaliser des buts collaboratifs (Fukuyama, 2001). Comme l'affirment Bowles & Gintis (2002), la communauté fonctionne, parce que les sociétés sont capables de produire des normes. Les normes comme le décrit Coleman (1990 p. 242 [traduit]) sont des :

> *« Propriétés d'un système social qui spécifie quelles actions sont considérées par un ensemble de personnes comme appropriées ou correctes, et lesquelles sont inappropriées ou incorrectes [144] ».*

Il est, aujourd'hui, de plus en plus courant de regarder le capital social à travers les valeurs réelles (normes morales et valeurs sociales) des individus. Plutôt que de considérer les individus uniquement comme des acteurs économiques (producteurs, acheteurs, vendeurs, consommateurs), les sciences sociales, politiques et même économiques s'intéressent à la manière dont ils interagissent au sein de leur vie quotidienne, de leur famille, de leur quartier, de leur lieu de travail et de leur communauté locale (Bowles & Gintis, 2002). Les communautés imposent des règles sociales à la société et portent un jugement moral sur ceux qui ne les

[143] Un groupe d'individus qui suivent de façon fanatique et rigoureuse une même religion

[144] « Property of social system that specify what actions are regarded by a set of persons as proper or correct, or improper or incorrect ».

respectent pas. Parfois, les normes sociales, telles que l'exclusion, la honte ou le blâme, peuvent être plus efficaces que les sanctions institutionnelles. Selon Angeon et al. (2006), les relations entre individus (du point de vue des intérêts partagés) sont conditionnées par des normes et des valeurs sociales. Par exemple, dans le cas des produits non ligneux à Pukë, un comportement abusif peut compromettre la production, qui est souvent une source de revenus vitale pour les familles défavorisées. Le fait que la société condamne l'individu pour avoir privé une famille de ses moyens de subsistance peut s'avérer plus efficace que des sanctions institutionnelles sous forme d'amendes. Selon Coleman (1990), les normes sont imposées par des actions conséquentes et prennent la forme de récompenses pour les actions considérées comme correctes ou acceptées et de sanctions pour les comportements jugés inappropriés ou incorrects. Pour Keefer & Knack (2005), les normes sociales sont capables de résoudre les problèmes d'engagement crédibles et de produire de la confiance dans la société. Ces règles sont souvent considérées comme plus efficaces que les règles juridiques imposées par les institutions et les communautés locales sont de plus en plus considérées comme la « bonne gouvernance » des ressources naturelles (Bowles & Gintis, 2002). Plus que des contrats (régulation du marché ou des autorités publiques) ou des sanctions juridiques (régulation des institutions), les communautés utilisent des valeurs et des normes sociales telles que la connaissance, la confiance, la réciprocité, la solidarité, la fierté, *etc.*, qu'elles ont développées au fil du temps.

1.2.1. Liens de connaissance - les deux faces d'une même pièce

La connaissance occupe une place centrale au sein du capital social, car elle est étroitement liée aux réseaux qui favorisent la confiance et facilitent l'ouverture de l'individu à des groupes externes. En tant que notion, la connaissance est fortement polysémique et mérite donc une clarification théorique avant d'entamer notre analyse empirique. La connaissance peut être considérée en termes d'intensité, mais aussi en termes de densité des relations et de diversification du réseau (*Tableau 27 p. 345*). En fait, les deux sont importants, comme l'explique Callois (2004), pour tirer le meilleur parti des avantages potentiels des liens sociaux, il faut à la fois une forte cohésion locale et des liens externes diversifiés. Fortement liée au réseau, cette variable est également très discutée par les chercheurs quant aux effets qu'elle produit. En tant qu'élément du capital social, la connaissance peut avoir des effets extrêmement positifs, mais elle peut également être sujette à des effets négatifs. Dans une approche économique, la connaissance peut être une source riche d'informations, notamment sur les innovations et les marchés (Callois, 2004). Les travaux de Coleman (1988, 1990, 1994) sur le

capital social citent souvent l'exemple du marché du diamant aux États-Unis (*cf.* chapitre 4 ; 2.1.1), en insistant sur les relations de connaissance entre le groupe au cœur de la confiance et les échanges qui ont lieu, échanges qui, en l'absence de ces relations de connaissance, auraient été très coûteux. Ces liens de connaissances permettent à l'individu d'accéder à des informations précieuses (qui sont souvent coûteuses à obtenir autrement), de rester au courant des innovations et des opportunités sur le marché, de s'ouvrir à de nouvelles possibilités professionnelles et bien plus encore (Kokthi, Guri, et al., 2021). Cependant, il est essentiel de noter que les relations qui sont basées sur la connaissance, en particulier à l'échelle locale ou restreinte, peuvent également déboucher sur des relations de profit et d'opportunisme (Callois, 2004). Dans certaines situations, une forte connaissance mutuelle peut conduire à des pratiques clientélistes, où des individus privilégient leurs proches dans des transactions économiques ou politiques, créant ainsi des inégalités et alimentant la corruption. Par conséquent, il est important de juger en détail ces réseaux de connaissances en veillant à ce qu'ils soient utilisés de manière éthique et au profit du développement territorial plutôt qu'individuel. Avec ces deux aspects, cette variable mérite donc d'être clarifiée et définie en fonction de la manière dont chaque auteur utilise ces relations de connaissance.

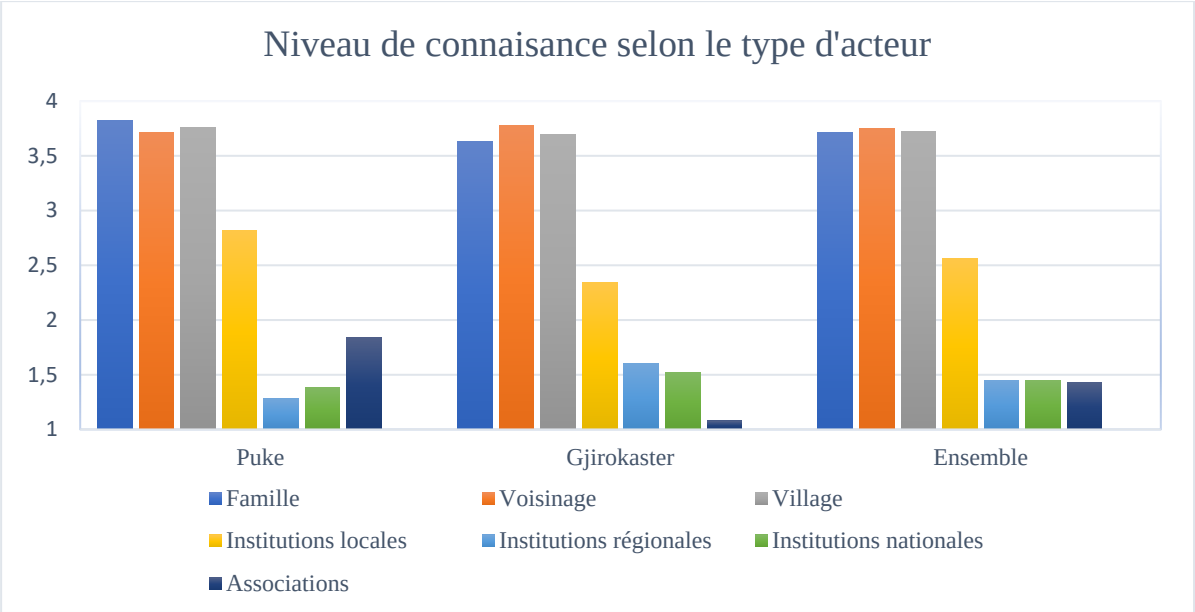
Dans cette thèse, la connaissance est utilisée comme un facteur complémentaire de la confiance, qui sera traitée plus en détail dans la sous-section suivante, afin de comprendre si le fait de connaître les autres a un impact sur la volonté d'organisation des individus, de déterminer quelles relations de connaissance (la nature des relations) ont le plus d'impact et comment ces relations de connaissance ont un effet sur la confiance développée entre les acteurs. La variable est mesurée dans cette thèse par la nature de la relation, l'intensité et la quantité de relation (*Tableau 27*). En outre, plutôt que les effets positifs ou négatifs, nous voulons explorer la relation supposée entre la connaissance et la confiance. La confiance étant considérée comme le ciment du KS, nous voulons voir si le fait de bien connaître l'autre personne permet de lui accorder plus de confiance ou pas. Par ailleurs, d'un point de vue plus géographique, nous voulons voir si la connaissance est liée à la l'échelle géographique dont ces relations se développement (*cf.* notion de proximité, chapitre 8, 2).

Dans la thèse, la connaissance représente la troisième variable introduite (les première et deuxième variable étant la réciprocité et l'action collective). Nous allons explorer cette variable sous différents angles. Tout d'abord, nous examinerons la fréquence des connaissances que les acteurs entretiennent avec les différents acteurs du territoire et de la filière avec lesquels ils sont

engagés. Ensuite, nous étudierons la manière dont ces relations de connaissance sont construites, puis nous évaluerons si ces liens sont actifs ou non. À travers la question Q37[145] : *Sur une échelle de 1 à 4, quelle fréquence de connaissance donneriez-vous à chacune des entités/acteur cités ci-dessous*, nous explorerons cette dimension dans le cas des deux territoires, dans leur ensemble, dans un premier temps, et dans chaque territoire séparément ensuite (*Graphique 20*). La moyenne sur une échelle de 1 à 4 reflète les résultats obtenus, exprimés en termes de « *je ne connais pas du tout* », « *je connais peu* », « *je connais bien* » et « *je connais très bien* ».

Nous partons du principe que les gens se connaissent mieux lorsqu'ils sont proches géographiquement (proximité géographique) les uns des autres. Nous nous demandons ensuite si un niveau de connaissance plus élevé se traduit par un niveau d'interaction plus important. Les membres partageant le même espace géographique sont davantage susceptibles d'interagir les uns avec les autres et, plus souvent, les coûts de la prise de décision collective sont réduits par la proximité géographique (Agrawal & Gibson, 1999). Par ailleurs, le contexte albanais et les relations intenses qui se construisent sur une base familiale (*Fis*) nous amènent à examiner également d'autres angles de relations, comme celui d'appartenance au même groupe familial. En Albanie, la famille proche occupe une place de premier plan dans la vie sociale et constitue un élément essentiel du mode de vie, notamment pour les résidents des zones rurales. Ce rôle prend une importance accrue au sein des sociétés traditionnelles et rurales. À titre d'exemple, à Pukë, la gestion des ressources forestières locales, exploitées par le lignage, repose fortement sur ce modèle familial étendu. En revanche, à Gjirokastër, ce rôle est moins prédominant en raison des défis auxquels la société traditionnelle est confrontée pour maintenir sa pérennité dans ce district (*cf.* Chapitre 6 ; 2.1.). En tenant compte de l'existence de la société traditionnelle et de l'importance du rôle des relations familiales dans la société albanaise, nous commençons par examiner la structure la plus étroite, à savoir celle de la famille proche.

[145] La question 37 est transformée et regroupée d'une échelle de 1 à 10 à une échelle de 1 à 4.



Graphique 20 : Niveau de connaissance entre les différents acteurs territoriaux pour les deux territoires (Pukë et Gjirokastër) et dans chacun des districts. Enquête, 2021.

Il est important de noter que, même si nous partons du principe de la proximité géographique pour ordonner les acteurs, la famille proche n'est pas toujours localisée au même endroit que l'individu en question. Cela s'explique principalement par l'émigration, un phénomène qui impacte fortement les deux zones. Cette situation est plus marquée à Gjirokastër, notamment en raison de sa proximité avec la Grèce, où il est plus probable que chaque famille ait des membres dans le pays voisin. Ainsi, deux critères sont utilisés pour cette organisation des acteurs : la nature de la relation (l'affectivité) et la spatialité des acteurs. En observant les données, des différences remarquables apparaissent selon ces deux critères, ensemble ou séparés. Il existe une relation forte entre la nature de la relation et le niveau de la connaissance. Cela signifie que la connaissance est plus solide lorsque la relation est de type « *bonding* », basée sur des liens affectifs entre individus. De plus, hormis quelques exceptions, nous constatons qu'il existe une relation entre les connaissances octroyées et la localisation géographique de l'entité. Cependant, il est intéressant de noter que ces relations ne se transforment pas forcement en interactions favorisant le développement du territoire. Elles demeurent principalement des relations de dépendance, largement influencées par le simple fait de partager le même territoire. Cela peut s'expliquer par diverses raisons, parmi lesquelles nous pouvons mentionner la structure villageoise différente dans les deux districts. À Pukë, les villages sont dispersés, tandis qu'à Gjirokastër ils sont concentrés. De plus, les coutumes qui guident la société à Pukë sont plus robustes et davantage respectées que dans le cas de Gjirokastër. Nous nous interrogeons toutefois sur ces relations de connaissance, car l'objectif

de notre recherche n'est pas d'examiner de manière brute leur densité (nombre de relations) et leur intensité (relations fortes ou faibles). Pour simplifier, nous nous intéressons aux relations de connaissance qui favorisent l'action collective. Nous faisons cette distinction, parce que, dans les zones rurales, les relations de proximité géographiques sont plus fréquentes, mais ne s'activent pas toujours pour des buts économiques.

Ensuite, pour étudier cette question, il s'agit d'effectuer des analyses statistiques afin d'identifier quel niveau de connaissance (*bonding, bridging ou linking*) est le plus susceptible d'inciter les acteurs locaux à s'investir dans des réseaux de coopération. Les résultats soulignent l'importance des connaissances associatives (*bridging*) dans ce contexte (*cf.* Annexe 4, *Figure 96*). En substance, plus les individus sont liés à diverses associations ou en ont connaissance, plus ils sont susceptibles de s'engager dans de futures activités de coopération. Parmi les individus interrogés à Gjirokastër (n=45), seuls 2% ont confirmé faire partie d'associations, tandis qu'à Pukë (n=39) ce chiffre s'élève à 69%. Il est aussi à souligner que, même si les individus interviewés accordent une grande importance à la connaissance affective, parmi les 69% qui font partie des associations, la majorité indique que les relations entre les membres des associations sont de nature professionnelle (*Figure 53*).

En revanche, la présence (connaissance) institutionnelle, notamment gouvernementale (*linking*), est plus marquée à Gjirokastër qu'à Pukë. Cette différence se manifeste à travers deux éléments principaux : premièrement, à Gjirokastër, la régularisation de la ressource entraîne davantage d'interactions entre la communauté locale et les institutions, en particulier les institutions locales. Deuxièmement, étant donné que Gjirokastër est un district transfrontalier où les activités économiques sont en croissance, la présence gouvernementale y est plus importante et plus tangible que celle que nous avons constatée à Pukë. Là, nous avons noté une faible présence institutionnelle (*linking*), qui est, en grande partie, compensée par un rôle important et très actif des organisations associatives. Cela met en évidence un constat essentiel : **la mise en place de réseaux coopératifs,** tels que les associations, les coopératives, les ONG, *etc.*, **a pour conséquence** la **diminution de la dépendance** de la communauté **vis-à-vis des institutions**. Cette dynamique peut témoigner de la résilience et de la capacité d'auto-organisation des communautés locales, mais elle peut également révéler des lacunes ou des inefficacités au sein du gouvernement local.

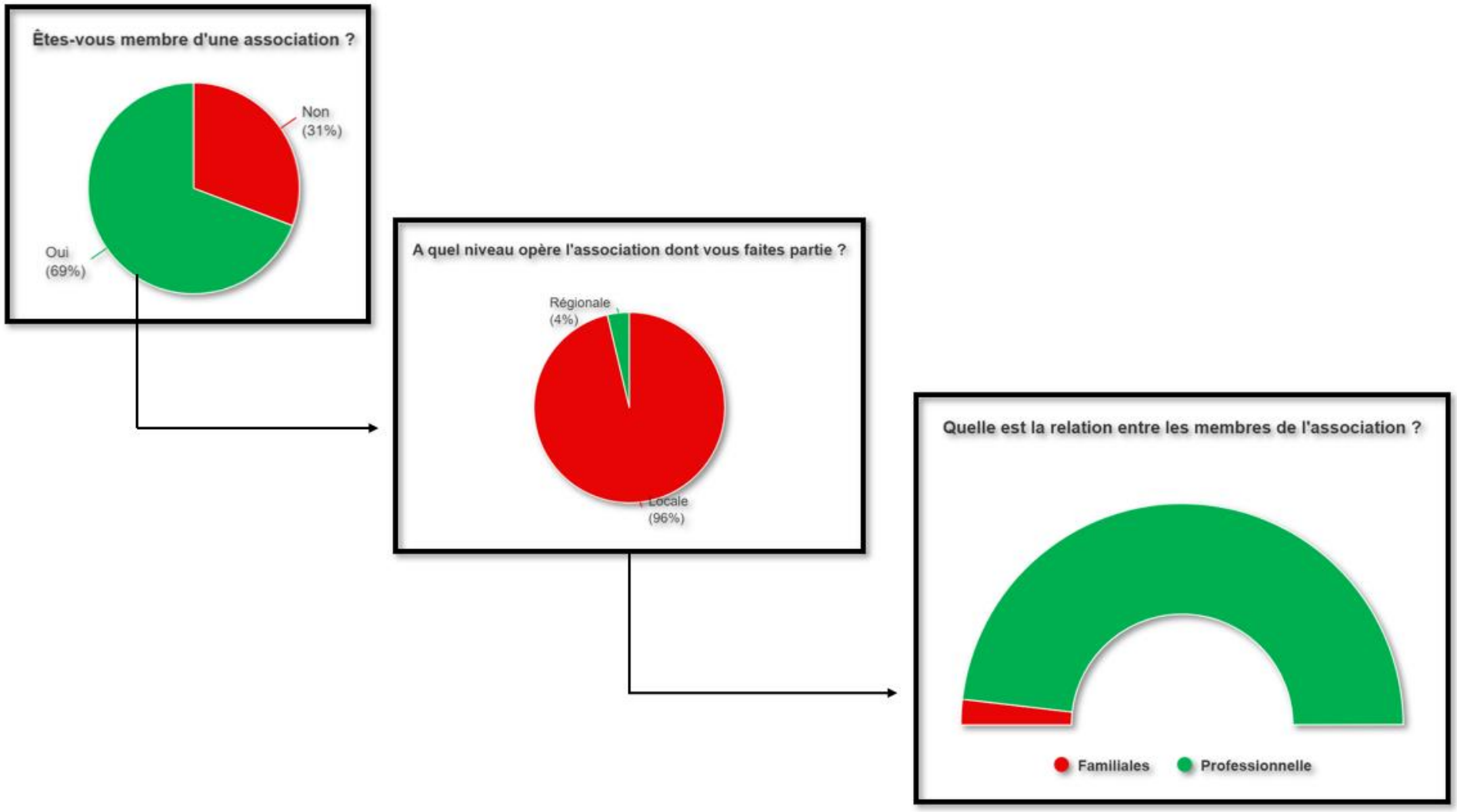


Figure 53 : Part des individus appartenant aux réseaux associatifs de Pukë et relations entre les membres. Enquêtes, 2021.

En outre, le rôle accru joué par les acteurs associatifs à Pukë peut indiquer un besoin non satisfait ou un manque de présence du gouvernement dans certains domaines, ce qui incite la société civile à prendre des initiatives pour combler ces lacunes. Cependant, cela soulève également la question de la coordination et de la complémentarité entre les acteurs associatifs et gouvernementaux. À titre d'exemple, nous avons interrogé le directeur de l'association AgroPuka sur la manière dont ils ont été accueillis par les institutions locales au moment de leurs débuts. Il nous a expliqué qu'au départ les institutions avaient perçu leur arrivée comme une menace ou une perte de pouvoir envers la société. Cependant, en tenant compte de son acceptation par l'ensemble de la communauté, les institutions avaient finalement bien accueilli cette présence. Il est difficile de déterminer si cette acceptation était contrainte ou volontaire, étant donné que la société a bien accueilli l'association. L'élément important à noter est que cette association est très présente au sein des institutions locales et participe à leurs prises de décision.

1.2.2. La confiance est-elle un facteur déterminant pour « jouer seul » ou « jouer ensemble » ?

La confiance est à la base du capital social. Si l'on se réfère à la définition de Fukuyama (1995 p. 99, [traduit]), qui définit le capital social comme « *la capacité des individus à travailler au sein de groupes ou d'organisations pour des intérêts communs* », l'accent est mis sur la confiance dans les fondements de cette capacité. Selon cet auteur, la confiance interpersonnelle ou « *generalized trust* » est fondamentale pour les relations sociales (Bhandari & Yasunobu, 2009). Elle est définie comme « *l'attente d'un individu ou d'un groupe qui considère que la parole, la promesse, la déclaration verbale ou écrite d'un autre individu ou d'un autre groupe peut être considérée comme fiable et digne de confiance* » (Rotter, 1967 p. 651). Pour Rotter (1967), l'efficacité, l'adaptation et même la survie de tout groupe social dépendent de la présence ou de l'absence d'une telle confiance. Un groupe au sein duquel règne une grande confiance est capable d'accomplir beaucoup plus de choses qu'un groupe comparable dépourvu de cette confiance (Coleman, 1988). Souvent, la confiance est considérée comme un élément fondamental dans la construction de l'action collective et comme une composante indissociable des relations sociales locales (Dupuy & Torre, 2004). Dans les sociétés caractérisées par un large rayon de confiance, les individus ne sont pas seulement des partenaires fiables dans les échanges contractuels, qu'ils soient politiques ou économiques, mais des personnes sur qui on peut également compter pour agir dans l'intérêt d'autrui (Keefer & Knack, 2005). Sans un

certain niveau de confiance, les individus sont réticents à initier, investir ou maintenir la plupart des relations volontaires (Simpson, 2007). Un niveau élevé de confiance généralisée incite les individus à respecter les règles de la société en suivant la simple logique que les autres feront de même (Ballet et al., 2007). Pour Putnam,

> *« Une société qui repose sur la confiance est plus efficace qu'une société méfiante, pour la même raison que l'argent est plus efficace que le troc. La confiance lubrifie la vie sociale » (R. Putnam, 1993 p.3, traduit).*

Dans le cadre de la thèse, nous avons distingué différentes échelles de développement de la relation de confiance (*Tableau 28*), identifiant trois niveaux : la confiance cognitive ou interpersonnelle (échelle intra-territoriale), la confiance institutionnelle envers les institutions décisionnaires (gouvernementales) et la confiance associative envers les structures organisationnelles créées par la société. En effet, le niveau de confiance que les individus accordent à chaque acteur territorial définit la manière dont les acteurs se mobilisent. Dans les sociétés où ce niveau est faible, les individus ne sont pas en mesure de réaliser les gains de productivité obtenus grâce aux réseaux sociaux (Kokthi, Guri, et al., 2021). Dans notre analyse empirique, le questionnaire élaboré pour la thèse (*Tableau 18, p.194*) nous permet de faire cette analyse et mesure ces trois niveaux de confiance. Pour évaluer le niveau de confiance à des échelles géographiques différentes : village (famille[146], voisinage[147], village[148]) ; district (institutions de décision représentées par les municipalités et les associations en tant qu'institutions créées par la société); régionale (institutions régionales de gestion des ressources telles que ARZM[149]) ; nationale (les ministères), chaque individu interrogé est invité à attribuer, sur une échelle de 1 à 4 traduit en « *pas du tout confiance* », « *peu de confiance* », « *j'ai confiance* » et « *tout à fait confiance* », le niveau de confiance qu'il accorde à chaque type d'acteurs que nous avons identifié pendant la phase exploratoire de terrain et avec lequel il

[146] Lorsque nous parlons de la famille, nous faisons référence à la famille proche, mais pas au foyer. La famille proche est composée soit de relations de sang (Fis), soit de liens par le mariage (famille élargie). Dans ce groupe, on trouve les frères, les sœurs, les oncles, les tantes, les cousins, etc. et la famille élargie.

[147] Les voisins sont les individus situés le plus près de l'individu en question. Les relations de voisinage sont construites sur différentes bases, parfois sans aucun lien de parenté, et parfois le voisinage est composé des membres de la famille mentionnée ci-dessus. Cette dernière situation est très souvent rencontrée dans le cas de Pukë, mais également à Gjirokastër. Le voisinage est organisé sous plusieurs formes et varie d'un village à l'autre et d'un district à l'autre. Par exemple, le voisinage peut être organisé en hameaux (souvent à Pukë), en quartiers (plus représenté à Gjirokastër), etc.

[148] Structure sociale composée d'une même communauté localisée territorialement.

[149] Agences régionales des zones protégées

interagit dans la vie quotidienne ou professionnelle. *Q1 : D'une manière générale, dans quelle mesure croyez-vous aux entités que j'ai énumérées ci-dessous ?*

Tableau 28 : Classification des acteurs selon la nature de la relation et de la spatialité

Acteurs	Échelle	Nature de la relation
Famille*	Non définie	Affective (sanguine)
Voisinage*	Village (intra-territoriale)	Affective (horizontale)
Village*		
Institutions locales**	District (intra-territoriale)	Juridique (verticale)
Institutions régionales**	Région (extra territoriale)	
Institutions nationales**	Nation (extra territoriale)	
Associatifs***	Intra ou extra territoriale	Professionnelle choisie (horizontale ou verticale)

* *confiance cognitive ou interpersonnelle*

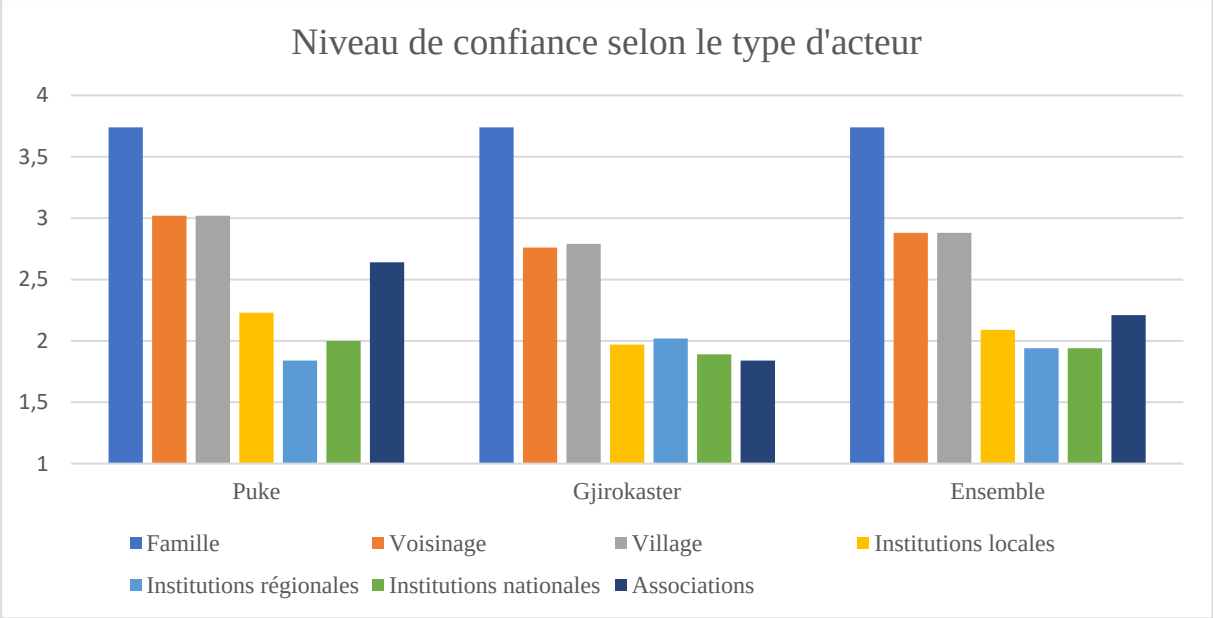
** *confiance institutionnelle*

*** *confiance associative*

Source : Conception de E. Muco, 2023

Le graphique ci-dessous (*Graphique 21*) illustre la relation entre le niveau de confiance accordé aux différents acteurs et l'échelle spatiale où ces acteurs sont localisés. Ainsi, sur une moyenne de 1 à 4, les gens classent les personnes en qui ils ont le plus confiance et celles en qui ils ont la moindre confiance. Les résultats montrent que les individus font davantage confiance aux acteurs qui sont géographiquement proches d'eux et avec lesquels ils développent des relations affectives (*Graphique 21*). Notre question est, alors, de savoir si la confiance accordée aux individus pour des raisons affectives peut se traduire par des incitations à l'action collective et par des réseaux de coopération fructueuse. Cette forme de confiance, suscitée par le fait de se retrouver côte à côte, crée des relations de type « *bonding* ». Elle se produit parce que les personnes qui sont proches partagent non seulement le même territoire, mais aussi les mêmes valeurs, traditions et histoire. Par conséquent, il leur est plus facile de croire que celui ou celle à qui elles accordent leur confiance se comportera de la même manière qu'elles. La confiance interpersonnelle ou *bonding* joue un rôle essentiel, car elle permet aux individus de même groupe de s'organiser. Par ailleurs, le problème posé par le « *bonding* » est qu'il enferme les gens dans des cercles fermés. Ce niveau de confiance est positif dans le cas d'une organisation commune pour gérer les ressources forestières et pastorales, mais il empêche les individus de

s'organiser avec d'autres groupes pour des objectifs économiques. Les personnes développent des relations de confiance entre elles, mais si jamais elles doivent sortir de ce cercle, le niveau de confiance diminue (*Figure 54*).



Graphique 21 : Niveau de confiance entre les différents acteurs territoriaux dans l'ensemble des territoires (Pukë et Gjirokastër) et dans chaque district séparé. Enquêtes, 2021

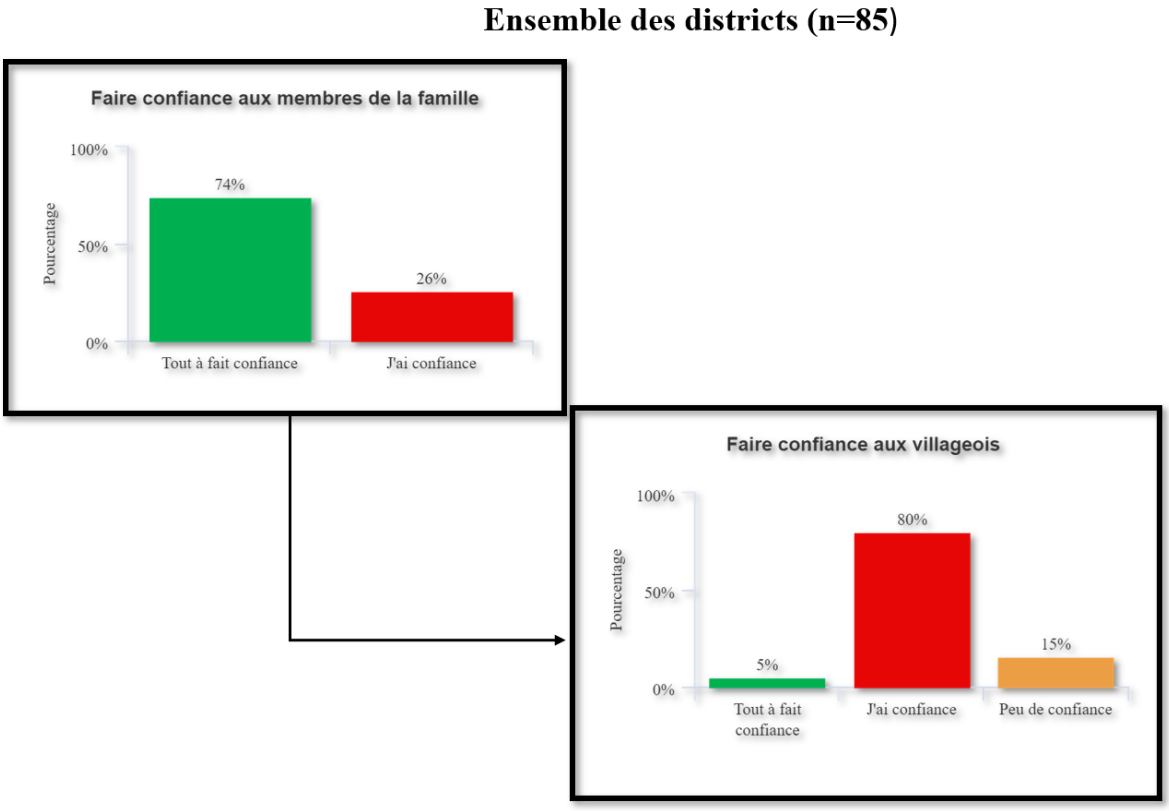


Figure 54 : Confiance accordée, d'un groupe plus proche à un autre plus éloigné. Enquêtes, 2021

De plus, ce niveau étant principalement concentré au niveau de la famille, cela n'incite pas à créer des relations de coopération fructueuses en dehors de ce cercle. Selon Harrison (1985), un rayon de confiance étroit et la centralité de la famille, à l'exclusion de la société dans son ensemble, deviennent un obstacle à l'économie de marché et à la société démocratique (Realo et al., 2008). La coopération réussie nécessite d'élargir le réseau de confiance à des individus en dehors des cercles habituels de la famille, du quartier ou du village (*Ibid.*). Dans leur étude, Realo et al. (2008), pour mesurer la confiance interpersonnelle dans 45 pays, montrent le niveau élevé de confiance dans la famille en Albanie et le niveau plus faible de confiance vis-à-vis des autres en dehors de ce groupe familial qui en découle (*Figure 55*). En outre, le *Graphique 21* souligne clairement la baisse de la confiance lorsque l'on passe du groupe familial au village. Bien que la différence entre les deux sites soit faible, cette diminution, lorsque l'on passe du groupe familial aux groupes de voisinage ou au village, est plus prononcée à Gjirokastër.

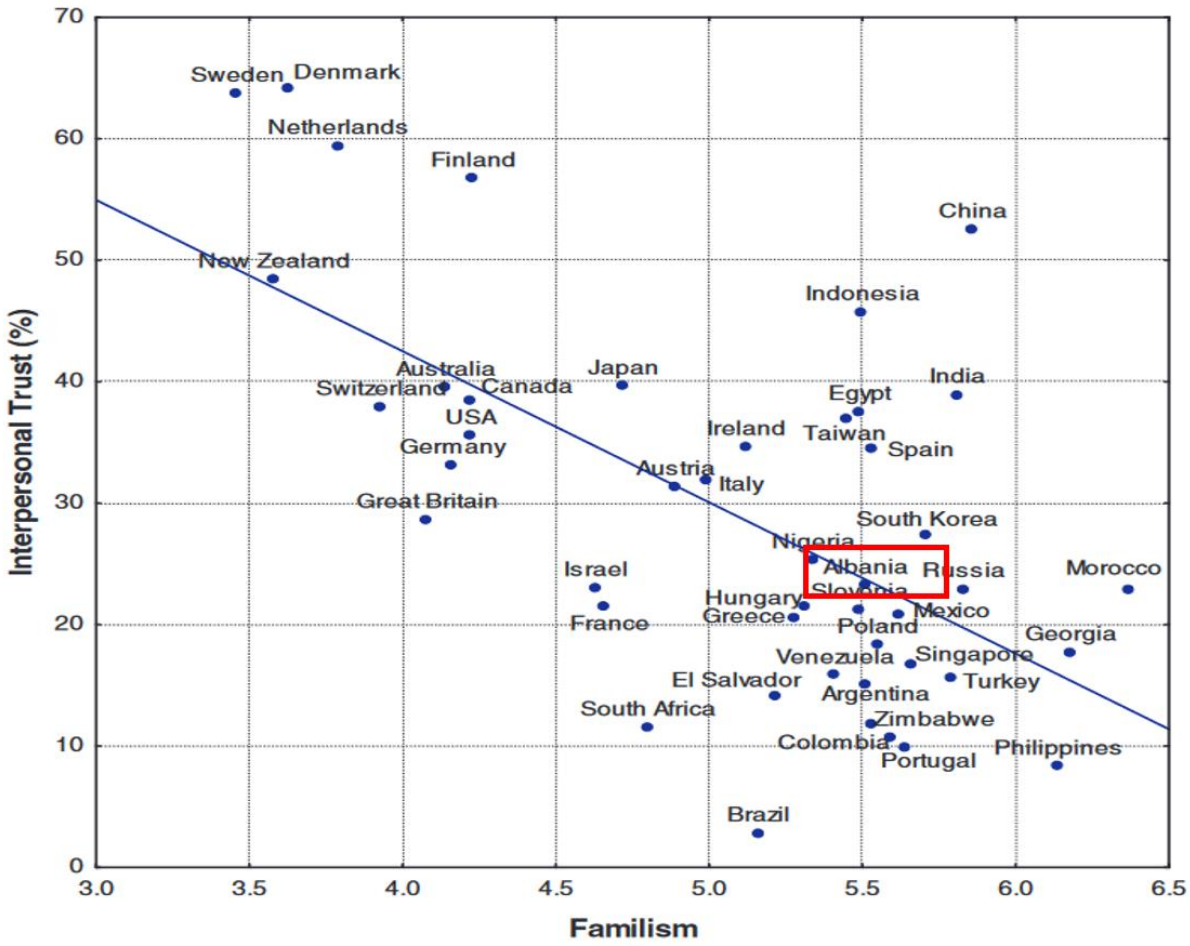


Figure 55 : Relation entre la confiance interpersonnelle et le familialisme. Source : (Realo et al., 2008 p. 455).

Nous appliquons la même logique pour évaluer la confiance au sein du groupe villageois et entre les villages. Les différences entre ces groupes sont minimes. Cependant, celles-ci sont plus marquées à Gjirokastër. Ceci peut s'expliquer par la faible participation de cette communauté aux groupes associatifs, par la dynamique plus individualiste de ce district, mais aussi par la forme de gestion communautaire des ressources pastorales. Cela signifie que les ressources pastorales à Gjirokastër, réglés par des accords juridiques, suscitent moins de confiance au sein de la communauté que dans le cas de Pukë, où les ressources non ligneuses ne sont pas réglementées. Cette différence découle du fait que les règles d'accès aux ressources pastorales sont d'abord décidées au niveau institutionnel, puis appliquées au niveau du village par la communauté d'éleveurs. De plus, comme mentionné précédemment, l'existence d'une société traditionnelle plus prononcée à Pukë favorise la création de la confiance au sein de la communauté.

Figure 56 : Confiance accordée aux villageois et aux habitants d'autres villages de Pukë et de Gjirokastër. Enquêtes, 2021

Le deuxième type de confiance, à savoir la confiance institutionnelle, est tout aussi important (*Graphique 21*). Un bon fonctionnement du gouvernement renforce la confiance au sein de la société. Pour plus de clarté lorsque les institutions de l'État fonctionnent bien, les individus n'ont pas besoin de se baser sur le partage des valeurs et des normes communes, car les règles légales les obligent à respecter les conditions établies. Keefer & Knack (2005) ont établi une relation forte entre la confiance et le gouvernement, suggérant qu'un niveau élevé de confiance au sein de la société peut favoriser un gouvernement honnête. Ils soulignent qu'un gouvernement honnête et efficace peut influencer le niveau de confiance.

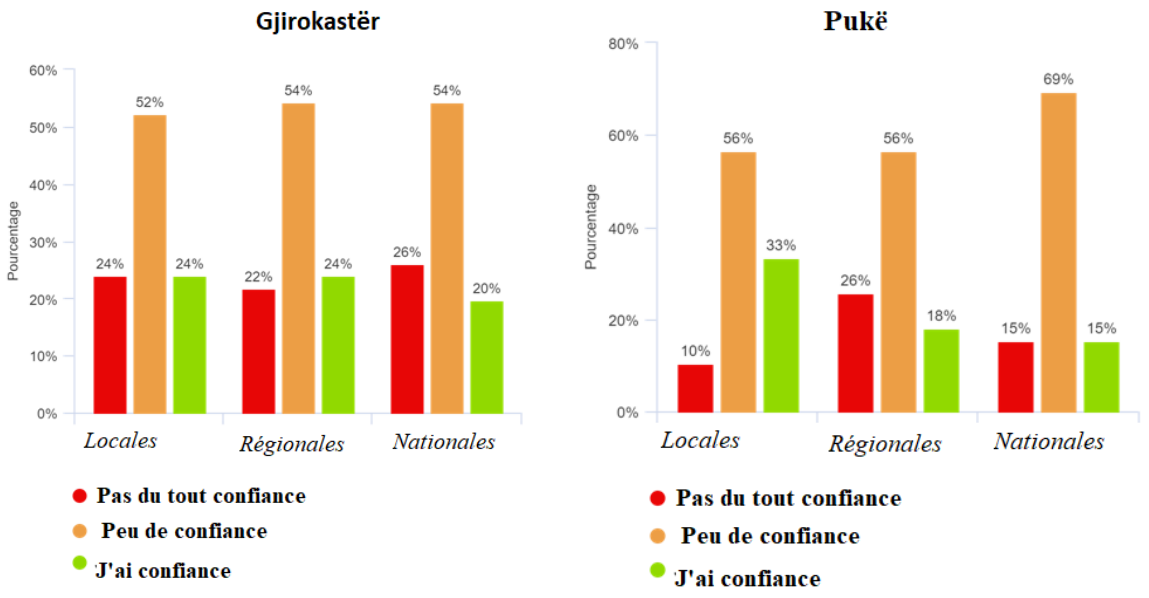
> *« Si les chefs de gouvernement, les juges et les bureaucrates sont corrompus, les acteurs du marché peuvent plus facilement justifier et rationaliser leur propre comportement malhonnête. Si un gouvernement fournit des services efficaces, les communautés peuvent fonctionner plus harmonieusement, avec moins de criminalité et de conflits sociaux, ce qui génère plus de confiance et de coopération civique[150] » (Keefer & Knack, 2005 p. 717, [traduit]).*

Dans les deux districts, la confiance institutionnelle est faible en contraste avec la confiance cognitive (interpersonnelle). Cette faible confiance institutionnelle, bien qu'elle soit partagée entre les deux districts, est particulièrement accentuée à Gjirokastër. Les réponses par rapport à la confiance institutionnelle entre les deux districts sont partagées entre «1= pas du tout confiance » et « 2= peu de confiance ». Le faible niveau de confiance institutionnelle dans les pays *post*-communistes de l'Europe Centrale et de l'Est est mis en avant par plusieurs auteurs, qui citent l'histoire politique de ces pays comme la principale source de cette méfiance. En Albanie, l'histoire a engendré un cercle vicieux de méfiance, renforçant une forme de capital social primitif ancré dans le monde privé de la famille et du clan, et non dans les réseaux du marché où des risques pouvaient être pris et une coopération économique recherchée (Holland, 1998; Kokthi, Guri, et al., 2021).

Pour revenir aux deux terrains d'études, la forte méfiance institutionnelle peut être expliquée par des raisons différentes. À Gjirokastër, cette situation est liée à la perception négative de l'État à différents moments, notamment à l'implication de l'État à Lazarat et à son intervention pour mettre fin à l'histoire de Lazarat (2014). Nous revenons sur ce point, car il a été souvent évoqué lors des entretiens abordant la confiance institutionnelle. Presque tous les répondants

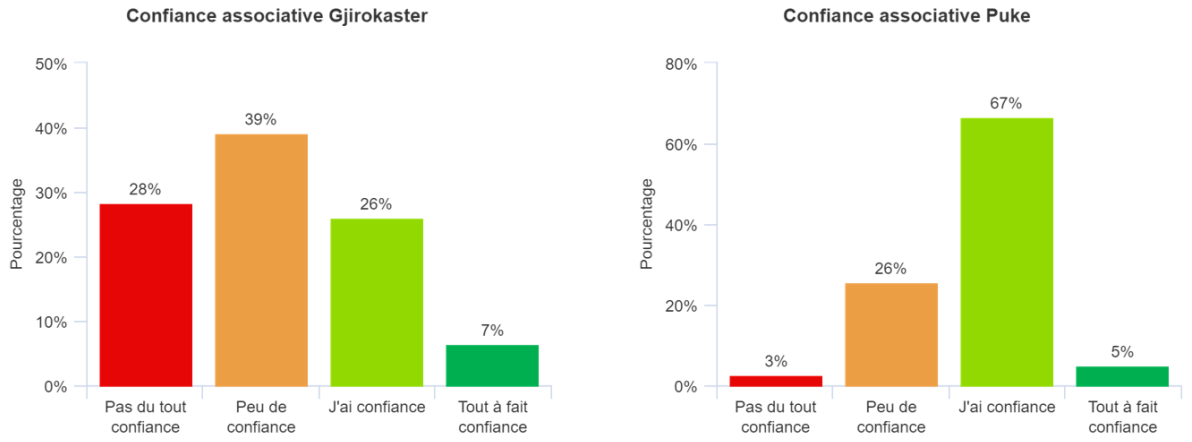
[150] If government leaders, judges and bureaucrats are corrupted, market participants can more easily justify and rationalize their own dishonest behavior. If a government provides services effectively, communities may run more smoothly, with less crime and social strife, generating more trust and civic cooperation.

ont exprimé l'idée que l'économie illégale à Lazarat était renforcée par l'État, impliqué dans le trafic de drogue, créant ainsi une image négative pour Gjirokastër, Lazarat et leurs habitants. De plus, à Gjirokastër, les éleveurs considèrent que le gouvernement est responsable de la situation de l'élevage dans la région, mais aussi de la situation du district. Lors de nos discussions, ils ont exprimé ouvertement leur mécontentement à l'égard du gouvernement. Ils parlent souvent pour le gouvernement central, plutôt que, des institutions locales. En effet, ils considèrent la municipalité comme une branche de l'État et le maire (qui partage la même conviction politique) comme une marionnette qui met en œuvre ce que le gouvernement lui dicte. À Pukë, cette méfiance tient au manque de présence de l'État dans ce district isolé, éloigné de Tirana. Cette défiance institutionnelle est également renforcé par le mode de fonctionnement du gouvernement en Albanie, fondé sur la célèbre notion de « clanisme ». En effet, comme le décrit bien Pihet (2000), le clan n'est pas produit par le fonctionnement traditionnel de la société albanaise basée sur le *Fis* (lignage). Les relations de clan sont principalement créées par le mode de fonctionnement du gouvernement. Cependant, à Pukë, paradoxalement, même si la confiance institutionnelle est faible, ceci est moins prononcé qu'à Gjirokastër. Nous pensons que cela tient à la présence associative et à la moindre dépendance au gouvernement dans ce district. Nous avons d'ailleurs perçu cette faible dépendance vis-à-vis des institutions, lorsque nous avons travaillé sur le territoire de Pukë. A noter, quand même, que la méfiance à l'égard des institutions devient un obstacle à la formalisation des groupes à Pukë.



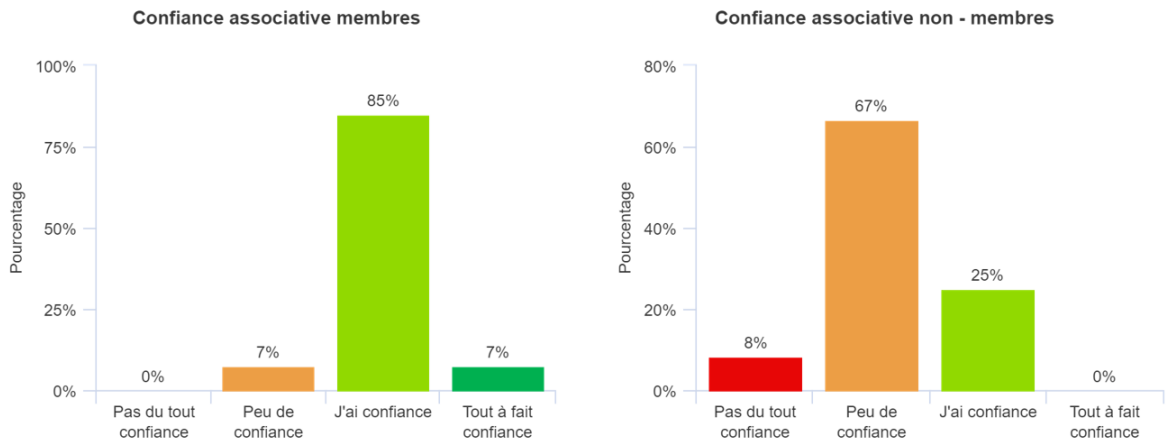
Graphique 22 : Confiance institutionnelle à différentes échelles à Gjirokastër et à Pukë. Source : E. Muco, 2022

Le troisième type de confiance, la confiance associative, représente celle que les acteurs accordent aux réseaux coopératifs dans le but d'atteindre un intérêt économique ou social commun. Cette forme de confiance est d'une grande importance, d'une part, pour encourager de futures initiatives d'action collective et, d'autre part, pour établir une relation entre les acteurs et le territoire. Elle est étroitement liée à la présence ou à l'absence de groupes associatifs dans la zone. Cela explique les différences entre Gjirokastër et Pukë (*Graphique 23*). À Pukë, la confiance participative est plus forte qu'à Gjirokastër grâce à la présence de ce modèle dans la zone.



Graphique 23 : Confiance associative à Gjirokastër et à Pukë. Enquêtes, 2021

En d'autres termes, la présence active de groupes associatifs à Pukë favorise une confiance associative plus robuste parmi les membres de la communauté, ce qui renforce les liens sociaux et encourage la collaboration collective. En revanche, à Gjirokastër, où cette présence associative est moindre, presque inexistante, la confiance participative peut être moins développée en comparaison. Pour le vérifier, nous avons analysé le profil des membres de l'association à Pukë en le comparant à celui des non-membres (*Graphique 24*). Sur les 39 personnes interrogées à Pukë, 69% sont membres de l'association, contre 31% de non-membres. Parmi ces 69% (27 effectifs), le niveau de confiance dans l'association est plutôt bon, avec 85% d'entre eux exprimant leur confiance, 7% un haut niveau de confiance, contre seulement 7% pour un faible niveau. En revanche, parmi les 31% de non-membres (12 effectifs), 67% reconnaissent leur peu de confiance vis-à-vis des associations, 8% n'ont aucune confiance et seulement 25% expriment une certaine confiance.



Graphique 24 : Confiance associative des membres et non-membres vis-à-vis des associations. Enquêtes, 2021.

Suite à notre analyse, nous cherchons à comprendre quel type ou quel niveau de confiance jouent un rôle prépondérant dans la volonté des individus de s'engager ou non dans des initiatives collectives.

1.2.3. Quelle forme de confiance peut renforcer l'action collective parmi les acteurs à Pukë et à Gjirokastër ?

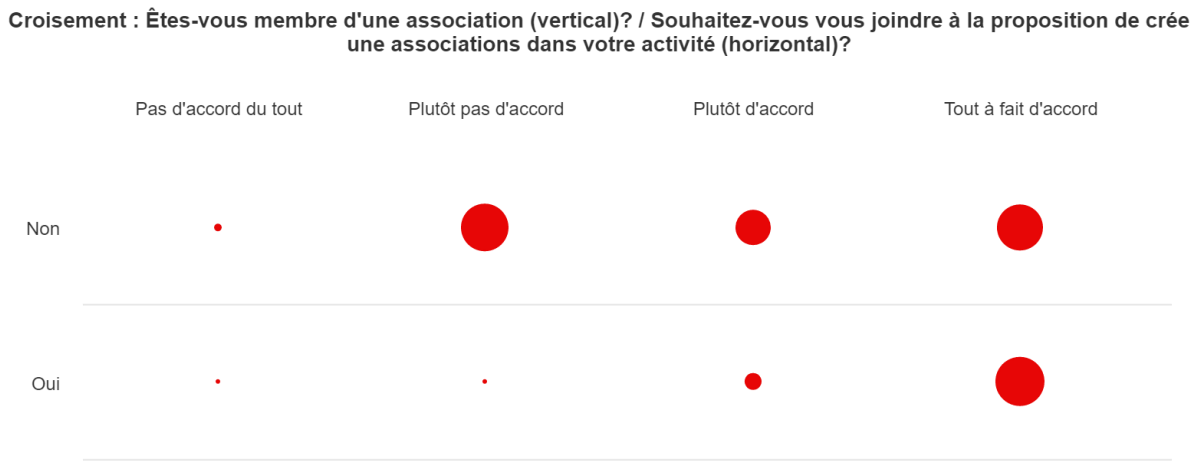
Nous avons précédemment identifié différents niveaux de confiance en fonction du type d'acteurs, classifiés selon le cadre du *bonding*, *bridging* et *linking*. La confiance cognitive ou de type *bonding* peut prendre différentes formes et s'appuyer sur divers fondements. La confiance familiale repose sur des relations de parenté, y compris des liens qui ne sont pas choisis, mais qui deviennent une norme par défaut, enracinée dans la société albanaise. Par ailleurs, la confiance placée chez les voisins et les villageois se construit également par défaut, mais de manière plus « préventive » et peut, dans une certaine mesure, être choisie. Autrement dit, un individu choisit de conférer plus de confiance à un voisin plutôt qu'à un autre. De plus, en ce qui concerne ce type de confiance, les deux districts répondent assez bien, témoignant d'un niveau élevé de confiance dans des groupes similaires. Les différences entre les deux districts sont également minimes. Par contre, la confiance assez forte dans le groupe familial au détriment du village représente, dans un but de mobilisation collective, un obstacle pour le groupe.

La confiance associative ou de type *bridging* est représentée par le fait de se fier à des groupes externes au village ou à un groupe associatif. Ce type de confiance est crucial dans notre cas,

car il a un impact sur les tentatives ascendantes présentes ou futures dans chaque zone. Nous avons demandé aux personnes interrogées si elles faisaient confiance aux villageois d'autres villages afin d'estimer les possibilités de coopération future entre les acteurs communautaires intra-villageois. Le fait que la différence entre la confiance inter-villageoise[151] et intra-villageoise[152] soit peu significative, comme le montre la *Figure 56 (p.361),* pour la coopération est positif. La deuxième question que nous avons posée aux habitants interviewés était de savoir s'ils faisaient confiance aux associations. Les différences qui apparaissent, non seulement entre les districts, mais aussi au sein d'un même district, montrent l'importance de la confiance associative dans la capacité à s'organiser en réseau coopératif (*Graphique 23 p.364, Graphique 24 p.365*). Des tests de corrélation ont été effectués pour comprendre la volonté d'action collective dans les deux territoires. Pour répondre à ces questions, deux variables clés ont été identifiées comme pertinentes. Premièrement, nous avons demandé aux personnes interrogées si elles étaient membres d'une association. Q38 : *Êtes-vous membre d'une association* ? Deuxièmement, nous leur avons demandé si elles étaient prêtes à soutenir la création d'une association, qu'elle soit composée d'individus de leur village ou venant de l'extérieur. Q46 [5] : *Souhaitez-vous vous joindre à la proposition de créer une association dans votre village/ville* ? Les résultats montrent que les individus qui sont membres d'associations sont susceptibles de s'impliquer dans de futures actions collectives comme le montre le *Graphique 25*. La majorité (67 %) de l'échantillon total (n = 85) ne participe actuellement pas à des associations. Par conséquent, nous concentrerons notre analyse sur la volonté des acteurs à prendre des initiatives d'action collective futures. Ainsi, la question Q46 (énoncé 5) : "*Souhaitez-vous vous joindre à la proposition de créer une association dans votre village/ville ?*" devient la question sur laquelle nous souhaitons nous concentrer. Au vu de notre analyse, les deux districts présentent des dynamiques différentes, Pukë se montrant plus enclin à mettre en place des réseaux organisés. Cette volonté de coopérer à Pukë est principalement liée à la confiance associative. Pour rappel, parmi les 69% (n = 27) d'individus qui sont membres d'associations (dont la majorité est affiliée à AgroPuka), 92 % partagent cette confiance associative, alors que seuls 25 % des 31 % (n=12) qui ne sont pas membres d'associations expriment une confiance associative. Malgré ce niveau relativement bas du fait de ne pas être membres d'associations, 42 % d'entre eux (n = 12) se porteraient volontaires et 25 % seraient plutôt d'accord pour s'engager à l'avenir.

[151] Habitants des autres villages

[152] Les habitants du même village



Graphique 25 : Volonté de s'engager dans des réseaux d'action collective, en fonction de la participation civique actuelle. Enquêtes, 2021

À Gjirokastër, en revanche, seuls 2% de l'échantillonnage total (n= 46) sont membres d'associations. Dans le cas de Gjirokastër également, les membres d'associations sont plus susceptibles de s'engager dans le futur. Cette volonté prononcée à Pukë, même pour les non-membres, est liée à la qualité des relations au sein de ces associations, ainsi que la crédibilité et la réputation de leurs dirigeants, jouent un rôle essentiel dans la création de cette confiance au sein de la communauté. C'est pour cela que nous mettons particulièrement l'accent sur la proximité géographique. En effet, une personne locale, jouissant d'une bonne réputation, aura plus de facilité à convaincre les membres de la communauté de s'engager que quelqu'un venant de l'extérieur du territoire et qui demeure inconnu.

La confiance institutionnelle ou de type *linking* est représentée par celle que la société accorde aux gouvernements et aux institutions gouvernementales à différentes échelles (institutions). À Gjirokastër, la faible volonté de s'organiser dans des réseaux est principalement attribuée à une faible confiance envers les acteurs gouvernementaux. En ajoutant un taux d'erreur de 5 % (p-value), l'analyse démontre qu'il existe une relation très significative entre la confiance envers les acteurs gouvernementaux et la volonté de s'organiser en réseaux de coopération. Dans cette analyse, la question « *Souhaitez-vous vous joindre à la proposition de créer une association dans votre village/ville* ? » a été testée en tenant compte de toutes les entités auxquelles les acteurs accordent leur confiance, et pour un p-value inférieur à 5 %, seule la confiance institutionnelle explique la variable à Gjirokastër. Le faible indice de cette variable explique également les faibles tentatives de mise en place de réseaux de coopération. L'importance de la confiance institutionnelle à Gjirokastër est due au manque d'associations dans le district. En

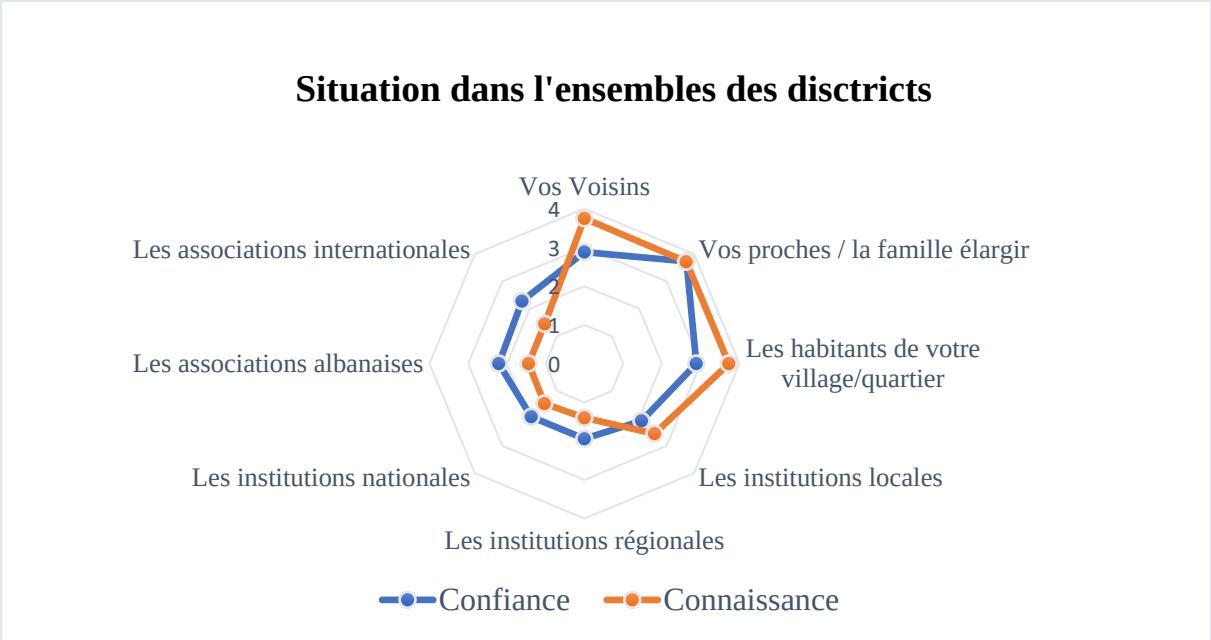
l’absence de réussites de modèles de coopération dans la zone, si les institutions fonctionnaient bien et que la société faisait confiance à ces instances, cela faciliterait les réseaux de coopération. En revanche, les habitants ont peu confiance en des acteurs gouvernementaux, ce qui contribue à expliquer le faible niveau de KS à Gjirokastër. Pour ce qui concerne Pukë, Ce variable ne sorte pas significative pour expliquer la volonté de coopérer. Nous pensons que, la présence d’associations locales diminue le rôle de la confiance vis-à-vis des acteurs gouvernementaux. Ces associations renforcent la confiance au sein de la société et, parfois, elles prennent le relais des acteurs gouvernementaux pour assurer le bon fonctionnement des groupes et l'utilisation des ressources forestières.

En somme, dans le cas de Pukë, c'est la confiance associative qui joue un rôle prépondérant dans la volonté de coopération au sein de la communauté et explique la variable. La présence d'associations et la mise en avant d'histoires de coopération réussie dans la zone renforcent la confiance entre les individus, ce qui se traduit par une volonté de s'organiser. En revanche, à Gjirokastër, c'est la confiance envers les acteurs gouvernementaux (les institutions) qui semble influencer le plus la décision de la communauté de s'organiser ou non. Le fait que la confiance de type *linking* soit faible représente un obstacle à la coopération dans la zone. Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait qu'à Pukë, malgré un faible niveau de confiance vis-à-vis des acteurs gouvernementaux, le témoignage des bénéfices de la coopération encourage les individus à s'organiser. À Gjirokastër, en revanche, l'absence d'une telle démonstration nécessite une plus grande assurance de la part des acteurs gouvernementaux pour encourager la communauté à prendre une telle initiative.

1.3. Existe-t-il une relation entre le niveau de connaissance et celui de confiance ?

Nous partons du postulat qu'une relation solide existe entre l’interconnaissance et la confiance. Lorsque les individus se connaissent mieux, il devient plus facile d'établir une relation de confiance mutuelle. Pour guider cette analyse, nous utiliserons le cadre conceptuel des relations de *bonding*, *bridging* et *linking*. Cette analyse sera menée en prenant en compte les deux districts conjointement (*Graphique 26*), dans un premier temps, puis en les examinant séparément par la suite (*Graphique 27*). Si nous examinons le *Graphique 26*, nous pouvons observer des différences significatives entre la partie droite et la partie gauche. Par conséquent, nous avons analysé les résultats de cette sous-section en deux étapes. Tout d'abord, nous avons examiné ce que nous pouvions comprendre du côté droit du graphique. Nous avons constaté

une corrélation entre la proximité géographique et le niveau de connaissance des individus. Ensuite, dans la même partie du graphique, il existe une corrélation entre le niveau de connaissance et le niveau de confiance. Cela confirme notre hypothèse selon laquelle plus les individus se connaissent, plus ils sont enclins à accorder leur confiance. Le fait que la ligne représentant la confiance soit inférieure à celle de la connaissance indique que la connaissance mutuelle joue un rôle crucial dans l'établissement de cette confiance.

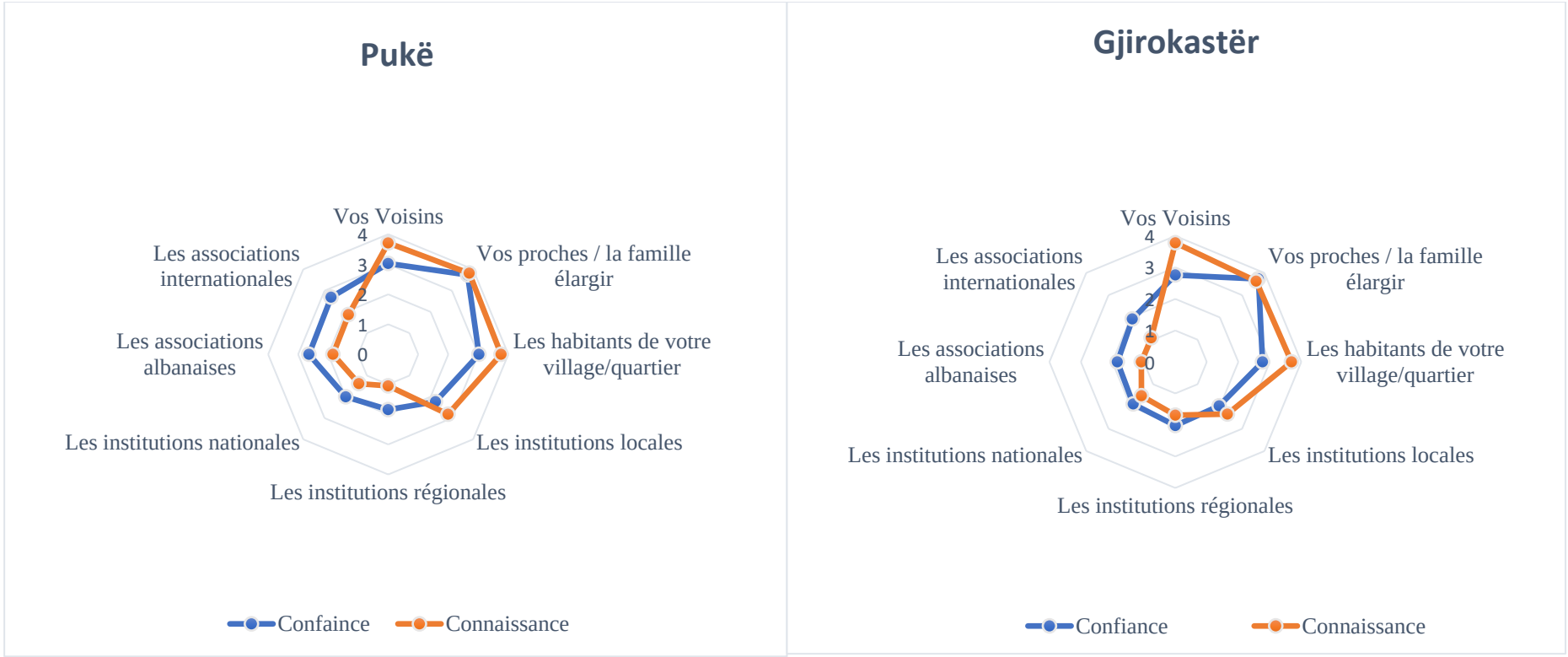


Graphique 26 : Représentation graphique pour tester une relation supposée entre le niveau de connaissance et la confiance accordée. Enquêtes, 2021

Dans un second temps, il est très important de procéder à une analyse détaillée du côté gauche. Si nous suivons la logique initiale, selon laquelle une meilleure connaissance mutuelle devrait générer une plus grande confiance, alors la ligne représentant la confiance devrait être au même niveau, voire inférieur, à celle de la connaissance. Cependant, le fait que, dans la partie gauche du graphique, la ligne de confiance soit plus élevée indique que, parfois, les performances institutionnelles (gouvernementales et non gouvernementales) est plus déterminante que la connaissance que l'on a de ces institutions. En d'autres termes, nous pouvons avancer l'hypothèse que, pour les relations informelles de type « *bonding* », le niveau de connaissance joue un rôle significatif dans la confiance accordée aux autres, tandis que, pour les relations formelles de type « *linking* » et « *bridging* », la performance des institutions a un impact plus marqué sur le niveau de confiance qu'on leur accorde. Cette observation souligne l'importance de la perception de la performance institutionnelle dans la création de la confiance, au-delà de la simple connaissance mutuelle. Ce qui suscite particulièrement notre intérêt et oriente notre

analyse vers la perception de la performance institutionnelle, en particulièrement concernant les institutions locales. Même en ayant une connaissance approfondie de celles-ci, il persiste une méfiance envers ces institutions. En d'autres termes, cela signifie que la méfiance découle, en grande partie, d'une évaluation négative de la performance des institutions, basée sur une connaissance approfondie de leur fonctionnement. En revanche, ce qui est surprenant, c'est la confiance accordée aux institutions régionales et nationales qui surpasse la ligne de la connaissance. Nous pensons que cela pourrait être dû au fait que ces institutions sont plus éloignées, ce qui pourrait créer une image virtuelle plus confiante par rapport aux institutions locales que les habitants connaissent mieux et qui sont plus proches d'eux. En ce qui concerne la confiance associative, le fait qu'elle dépasse le niveau de connaissance est surtout perceptible dans le cas de Pukë, où la confiance dans ces acteurs est plus élevée qu'à Gjirokastër. Ceci est dû à plusieurs facteurs à Pukë, tels qu'une présence plus active et visible des associations, une promotion plus efficace de la part des acteurs associatifs dans la zone, *etc.*

Si l'on considère les deux districts séparément (*Graphique 27*), les différences sont évidentes. Tout d'abord, en regardant le *Graphique 27*, la première observée est la forme du graphique, qui est plus prononcée à Pukë et plus sereine à Gjirokastër. Les différences majeures entre les deux districts découlent principalement du niveau de confiance associatif, qui est moins restreinte à Gjirokastër qu'à Pukë. Cette disparité est principalement due à l'absence d'acteurs associatifs à Gjirokastër, ce qui se traduit par un niveau de confiance et de connaissance plus restreint qu'à Pukë. En conclusion de cette section, nous pouvons établir qu'il existe une corrélation entre le niveau de connaissance et de confiance, qui est plus évidente dans les relations de type bonding (rapprochement) ou dans les relations qualifiées d'affectives, mais moins apparentes dans les relations formelles et professionnelles.



Graphique 27 : Représentation graphique de la relation entre le niveau de connaissance et la confiance accordée dans chaque district. Source : E. Muco, 2022.

2. Différences marquées dans la participation civique : présence positive à Pukë, quasiment inexistante à Gjirokastër

2.1. L'engagement civique et son importance dans le développement territorial

Le troisième pilier[153] du capital social qui stimule l'action collective et renforce la confiance envers la société est l'engagement civique. Par engagement civique, nous faisons référence à la présence d'associations sur le territoire, à la participation et à l'adhésion à des associations. Ces dernières, comme nous l'avons vu dans le cas de Pukë, sont non seulement des acteurs du système territorial, mais aussi des intermédiaires entre les deux piliers du territoire : la communauté et les institutions que nous avons vues dans le chapitre précédent. L'engagement civique « *facilite la coopération, la coordination et la communication au sein de la société, renforce la réputation et permet ainsi de résoudre les dilemmes liés aux actions collectives* » (Bhandari & Yasunobu, 2009 p. 489, [traduit]). L'engagement civique est devenu un élément crucial du capital social, comme le montre le travail de Putnam (1993; 1992), qui a cherché à expliquer les disparités de développement entre le sud et le nord de l'Italie. Dans son ouvrage « *Making Democracy Work* », Putnam a exploré les différences de développement entre ces régions italiennes après la réforme politique régionale de 1970, lorsque la même structure formelle et un budget équitable ont été alloués à chaque province italienne. Cependant, les résultats de cette réforme ont considérablement varié. Comme il le souligne, Putnam a testé plusieurs facteurs pour expliquer ces disparités, tels que la richesse, l'éducation, la politique des partis, l'urbanisation et la stabilité sociale, entre autres. Selon lui, aucun de ces facteurs n'était suffisant pour expliquer les différences. Il a souligné que ce sont les sociétés chorales, les clubs de football et les coopératives qui prédisent le mieux une gouvernance efficace dans les régions italiennes, mettant ainsi en évidence l'importance des organisations civiques et associatives dans la construction du tissu social et le fonctionnement démocratique au niveau local.

Encadré 12 : L'histoire de l'engagement civique dans le Nord de l'Italie, tiré de (R. D. Putnam et al., 1992).

Au début du Moyen Âge, en Italie et en Europe, la vie sociale était caractérisée par l'anarchie, ce qui rendait l'endroit peu agréable à vivre. L'absence d'ordre civique

[153] Pour rappeler les deux premiers : les normes et les valeurs sociales, et les relations sociales

entraînait des risques élevés, tels que les vols de grains des paysans et la menace d'un vol sur le chemin du marché. Cette époque est connue sous le nom « d'âge des ténèbres » en raison de sa nature chaotique. Cependant, deux solutions distinctes pour rétablir l'ordre social ont émergé presque simultanément dans différentes régions d'Italie. Dans le sud , un groupe de mercenaires normands s'est installé et a instauré la première monarchie féodale d'Europe. Ce système astucieux consiste, pour les chevaliers, à protéger les paysans et à recevoir une partie de leur production agricole en échange du maintien de l'ordre. Les chevaliers sont à leur tour contrôlés par les barons, qui reçoivent eux aussi une part. Au sommet de ce système vertical se trouvait le roi, sous l'autorité duquel opéraient les barons. Ce système simple, mais efficace, facilitait le transport des céréales vers le marché, ce qui favorisait la croissance économique. L'Italie du Sud est rapidement devenue le royaume le plus riche et le plus avancé d'Europe, caractérisé par la présence de la première université publique, d'une fonction publique et d'une floraison d'œuvres d'art. Le roi Frédéric II, également connu sous le nom de *Stupor Mundi* (la merveille du monde), et ses prédécesseurs ont réussi à transformer le chaos en ordre, même si leur régime était autoritaire. Néanmoins, il était préférable à l'absence de toute règle.

En revanche, dans une série de villes s'étendant du nord au centre de l'Italie, une solution très différente a été inventée pour résoudre le même problème d'ordre social. Au lieu du système vertical structuré comprenant le roi, les barons, les chevaliers et les paysans, de petits groupes de voisins ont commencé à former des pactes d'autoprotection mutuelle. Chaque membre s'engageait à défendre les autres en cas d'attaque. Ces groupes sont connus sous le nom de « sociétés des tours », du nom des tours qu'ils construisaient pour s'y réfugier en cas de problème. Les membres de ces sociétés établissaient même des contrats décrivant leurs obligations mutuelles, bien qu'il n'y ait pas eu de tribunal pour les faire respecter, ce qui était assez étrange. Ce nouveau système a bien fonctionné. Les sociétés de tours voisines formèrent des alliances et les villes commencèrent à se développer. Les gouvernements municipaux sont en fait nés de ces associations d'entraide organisées horizontalement. Le succès de cette collaboration horizontale fut tel que le principe a commencé à se répandre dans d'autres domaines de l'activité sociale. Dans la vie économique, des guildes ont été créées - des associations d'individus égaux pour un bénéfice professionnel mutuel. Dans le domaine de la religion, le même schéma s'est développé. Alors que dans le Sud, organisé de manière hiérarchique, le pape nommait les évêques, qui, à leur tour, nommaient les prêtres, dans le Nord, organisé de manière

communautaire, les paroisses locales élisaient leurs propres dirigeants. Bientôt, un réseau dense d'associations horizontales s'est développé - sociétés de tour, guildes, associations de quartier, fraternités religieuses, et mêmes sociétés chorales. Ces républiques communales ont rapidement créé des systèmes de gouvernement remarquablement avancés, avec l'équivalent médiéval des gestionnaires urbains professionnels, des lois modernes et des titres publics négociables. Ce réseau créé en Italie du Nord a également donné naissance aux premières formes de crédit en inventant le « crédit impersonnel », c'est-à-dire que ceux qui avaient le plus d'argent pouvaient le prêter et recevoir en retour un taux d'intérêt. Cette sorte de financement nécessitait la confiance entre les parties. De cette manière, la confiance est devenue une norme sociale qui impliquait que la personne qui recevait un prêt avait donné sa parole à l'ensemble de la société et pas seulement à l'emprunteur. Cette organisation sociale horizontale a été extrêmement efficace, non seulement pour assurer l'ordre public, mais aussi pour permettre à l'Italie du Nord de devenir de loin la région la plus riche et la mieux gouvernée de son époque.

Si nous revenons à l'Italie d'aujourd'hui, le nord est économiquement plus développé que le sud. L'histoire de l'Italie montre que les régions qui sont dotées d'engagement civil s'enrichissent régulièrement. La société civile est renforcée grâce à la confiance et la réciprocité.

Pour revenir à l'engagement civique en Albanie, si l'on se réfère à l'histoire de la création de l'État albanais, entre les invasions et les systèmes politiques non démocratiques (*cf*. chapitre 1), ceux-ci ont contribué à la disparition d'une tradition de coopération. Contrairement à d'autres pays *post*-communistes, l'Albanie n'a pas connu dans son histoire des modèles européens de développement d'institutions démocratiques ni de tradition de la société civile (Holland, 1998). Sous les systèmes politiques autoritaires et autocratiques, tels que les Ottomans et les communistes, le développement des relations ne se faisait que dans la sphère privée en créant des groupes familiaux où s'établissaient des relations de confiance (*Ibid.*). Selon Berman (1997), la société civile est un outil très important pour la démocratie, et dans les pays où la société civile est faible, la démocratie est menacée. Lors de l'effondrement des systèmes socialistes, les institutions internationales ont mis l'accent sur l'émergence d'une société civile dans les pays *post*-communistes comme outil de renforcement de la démocratie dans le pays. La société civile participe à la création du capital social et à la production d'une meilleure gouvernance (R. D. Putnam et al., 1992). Selon les mêmes chercheurs, la société civile et les

normes civiques renforcent les liens entre les citoyens et l'État, et encouragent la société d'être plus participative dans la vie politique.

Par ailleurs, la transition a développé une forme élevée de réciprocité entre les groupes étroits. Dans cette situation, nous sommes donc loin de revendiquer des tentatives réussies. En effet, Realo et al. (2008) ont réalisé une étude sur la relation collectivisme/individualisme et son impact sur le KS. Selon ces auteurs, les sociétés collectivistes sont caractérisées par moins de confiance interpersonnelle et plus de familialisme. Ainsi, une étude menée par ces auteurs en 2008, portant sur 45 pays, montre que les Etats les plus collectivistes ont un faible KS structurel et s'engagent moins dans la participation civique. La même étude a classé l'Albanie parmi les pays ayant une forte relation de familialisme et une faible confiance interpersonnelle *(Figure 55, p.360).*

Mais quels peuvent être les moyens d'accroître le capital social notamment à Gjirokastër ? Étant donné que les différences entre les deux zones d'études proviennent principalement de la participation civique, cette question soulève un point essentiel. Les travaux empiriques mettent en évidence deux façons d'inciter les communautés à s'engager dans des réseaux de coopération. Puisque les individus sont enclins à s'engager dans des réseaux de coopération, il est nécessaire non seulement d'avoir des intérêts symétriques, mais aussi des conditions communes telles que la reconnaissance des menaces potentielles, qu'elles soient d'origine humaine ou environnementale ; la conviction qu'ils peuvent accomplir davantage ensemble que seuls ; la volonté de persévérer dans l'activité, *etc.*, (Kokthi, Guri, et al., 2021). Pendant la réalisation de travail de terrain, dans le cadre de mon Master en 2019, dans le district de Gjirokastër, j'ai interrogé les éleveurs sur leur connaissance de l'usurpation du nom du fromage de Gjirokastër par d'autres districts, sur leur perception des dommages causés par cette usurpation et s'ils considéraient l'organisation comme une solution viable. Les résultats ont montré que 93 % des éleveurs étaient conscients de l'usurpation du nom du fromage de Gjirokastër, mais 50 % d'entre eux ne pensaient pas être impactés par cette situation (Kokthi, Guri, et al., 2021; E. Muco, 2019). Les réponses montrent un manque de perception concernant l'urgence des dommages causés par l'usurpation et par la concurrence déloyale (Kokthi, Guri, et al., 2021; E. Muco, 2019). Dans le cadre de cette thèse, nous avons demandé aux individus interrogés s'ils avaient remarqué des changements dans la qualité de la ressource. À Pukë, 72% des personnes interrogées ont déclaré avoir observé des changements négatifs de la ressource, alors qu'à Gjirokastër ce chiffre est de 66%. La perception de la menace existe même dans le cas de l'état

de la ressource, mais la manière dont les acteurs territoriaux réagissent diffère entre les deux districts. L'idée de présenter ces faits montre que l'émergence de l'engagement dans les deux districts existe non seulement dans les tentatives de protéger les produits, mais aussi les ressources. Par ailleurs, la perception du dommage dans chaque district façonne leurs tentatives. Nous pensons que, si l'on considère la dépendance institutionnelle, mais également le mode d'accès à la ressource (par des contrats à Gjirokastër et par des droits coutumiers à Pukë), les acteurs à Gjirokastër attendent des tentatives par le haut pour faire face à ces menaces. En revanche, à Pukë, l'isolement et la distance avec le centre ont induit des tentatives ascendantes.

Nous avons mesuré la participation civique à Pukë et à Gjirokastër en demandant aux individus s'ils sont actuellement membres d'une association. Q38 : *Faites-vous partie d'une association ?* Sur un échantillonnage de 85 individus provenant des deux districts, seuls 33 % sont affiliés à des associations, tandis que 67 % ne sont pas membres d'une organisation. Parmi ces individus membres d'associations, ils constituent 69 % de l'échantillon total à Pukë (n=39), mais représentent seulement 2 % de l'échantillon total à Gjirokastër (n=46). À Pukë, la plupart d'entre eux font partie d'associations locales, tandis qu'à Gjirokastër ils font partie d'associations nationales.

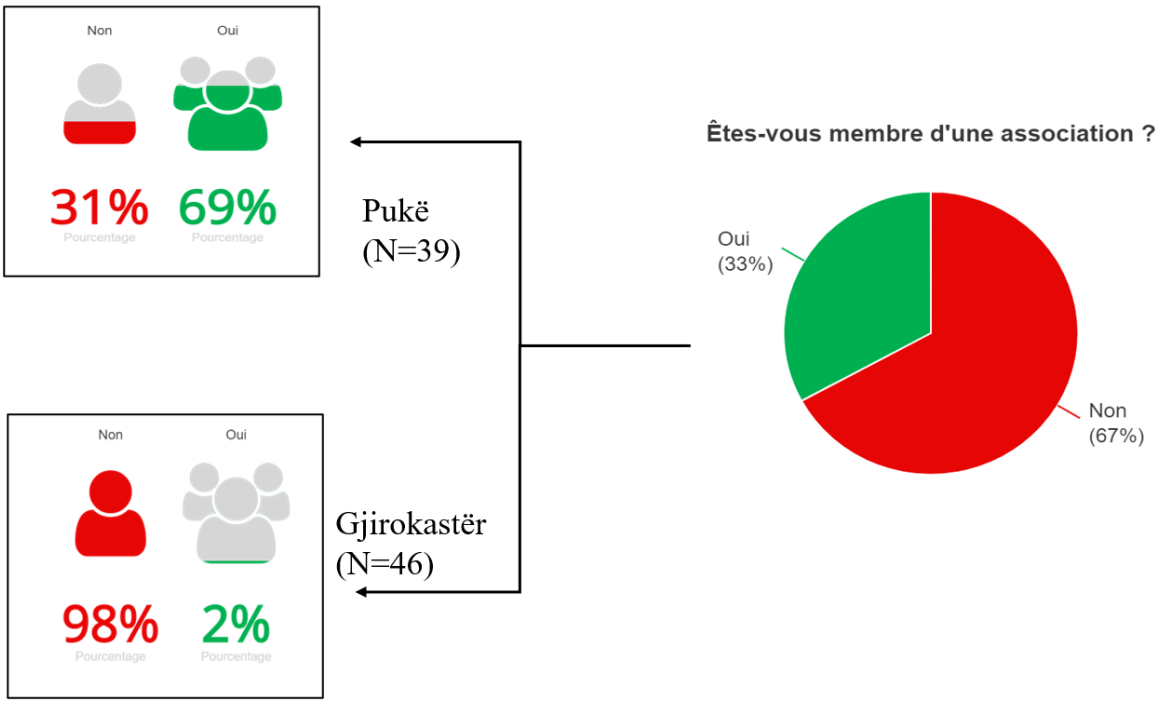


Figure 57 : Participation civique dans l'ensemble des deux districts à droite (n=85) et participation civique dans chaque district par rapport à l'échantillonnage dans chaque district. Enquêtes, 2021

Le manque de participation civique à Gjirokastër soulève naturellement des questions et nous incite à découvrir les raisons de ce faible niveau de participation. Il s'agit au travers d'une analyse détaillée de comprendre les facteurs qui encouragent les sociétés à s'impliquer, ainsi que ceux qui font défaut dans la zone d'étude. Prenons en compte la variable de la préservation de l'activité pour les générations futures. À la question *Q56 [4]* : « *Je veux que mes enfants fassent la même activité que moi* » - la plupart des répondants ont exprimé leur opposition dans les deux districts. Nous avons posé la même question, en nous concentrant cette fois-ci sur les membres d'associations. Deux groupes ont alors émergé : 50 % ont exprimé le souhait que leurs enfants suivent la même activité qu'eux, tandis que l'autre moitié n'était pas d'accord pour que ses enfants suivent la même voie. Nous avons ensuite examiné les profils de chaque répondant en fonction de leurs attentes pour les générations futures, en particulier ceux qui s'opposent à ce que leurs enfants suivent la même activité, à savoir les cueilleurs et les éleveurs. Avant d'aller plus loin, nous allons mettre en évidence les avantages de la participation en échantillonnant des personnes impliquées dans des associations.

2.2. Les avantages de la participation civique

Étant donné que la participation civique semble être faible, lorsqu'on la considère à l'échelle de l'échantillon total, mais qu'elle se révèle significative dans une approche comparative entre les deux zones, nous nous intéressons particulièrement, dans cette sous-section, au cas de Pukë, afin de mettre en lumière les avantages de cette participation et de justifier notre approche basée sur le capital social. Nous avons entrepris cette étude dans le but de suggérer l'importance des éléments immatériels dans les territoires ruraux dans une approche basée sur le capital territorial, à travers des exemples concrets, tout en démontrant qu'une approche axée sur les éléments du capital social peut constituer une contribution viable pour relever les défis du développement local dans un contexte *post*-communiste et de pré-adhésion à l'Union européenne. De plus, nous avons montré, dans le chapitre six, l'importance de participer à des groupes pour accéder aux ressources et les valoriser. La mise en valeur des ressources forestières et pastorales dépend largement du capital humain présent dans chaque zone. Ainsi, la participation à des groupes sociaux permet aux communautés d'innover dans leur savoir-faire local (comme nous l'avons vu dans le cas de Pukë) et de bénéficier de l'amélioration du capital humain. En outre, la participation à ces groupes contribue à faire face aux changements dans l'état des forêts et des pâturages, réduisant ainsi les effets négatifs des activités humaines sur ces ressources naturelles abondantes. Ces deux cas concrets, ainsi que les bénéfices du capital

social que nous détaillerons plus loin, nous permettent d'explorer empiriquement comment le capital social mobilise le capital territorial dans un territoire donné.

2.2.1. L'engagement civique renforce l'appartenance territoriale dans un contexte rural contraignant

Les résultats montrent que les individus membres d'associations bénéficient d'une certaine réputation et d'une crédibilité au sein de leur communauté, ce qui les rend souvent plus susceptibles d'être suivis par les autres membres de cette communauté. À la question « Q47 [1] : *Pensez-vous que les autres vous suivront si vous proposez une idée ?* », 77 % d'entre eux ont répondu par l'affirmative et 23 % par la négative à Pukë (n=39), comparé aux 63 % qui ont répondu « non » et 37 % « oui » à Gjirokastër (n=46). Par ailleurs, parmi les individus qui sont membres d'associations, 89 % ont répondu par l'affirmative, tandis que seuls 60 % de ceux qui ne font pas partie d'associations ont donné une réponse positive à Pukë. À la question suivante : « *Q47 [2] : Considérez-vous être l'une des personnes les plus influentes de votre village ?* », les réponses ont varié à Gjirokastër (n=46) avec 28 % répondant par l'affirmative, 67 % « je ne sais pas » et 4 % répondant par la négative. En comparaison, à Pukë (n=39), 64 % ont répondu « oui » et 36 % « je ne sais pas ». Parmi les membres des associations (n=28) de l'ensemble de l'échantillonnage, 75 % ont répondu « oui » et 25 % « je ne sais pas ». Pour ce qui concerne les non membres (n=57) de l'ensemble de l'échantillonnage, seuls 30% ont répondu « oui ». Le sentiment d'être une personne influente incite les individus à être plus engagés dans la vie communautaire et à participer davantage à des actions collectives. Cela renforce également le sentiment d'appartenance territoriale, car les individus sont plus enclins à rester dans un territoire où ils se sentent appréciés et importants. Nous avons demandé aux acteurs interrogés s'ils envisageaient de quitter leur village et la majorité d'entre eux ont exprimé leur volonté de ne pas partir. En analysant les données, on remarque que les individus organisés en réseaux de coopération sont plus satisfaits de leur territoire et de leur activité que ceux qui ne font pas partie de réseaux de coopération. À la question « *Q : Si vous aviez la possibilité de quitter le village ou la ville, que feriez-vous* ? », les personnes engagées sont moins enclines à partir (*Figure 58*). 75% des personnes engagées ne partiront pas contre 70% des personnes non engagées. Nous avons ensuite analysé les raisons pour lesquelles les personnes interrogées ont exprimé le désir de rester dans leur village ou leur ville dans les deux cas. Les résultats montrent que les individus qui font partie d'associations expriment un attachement territorial plus fort que ceux qui ne font pas partie de réseaux coopératifs.

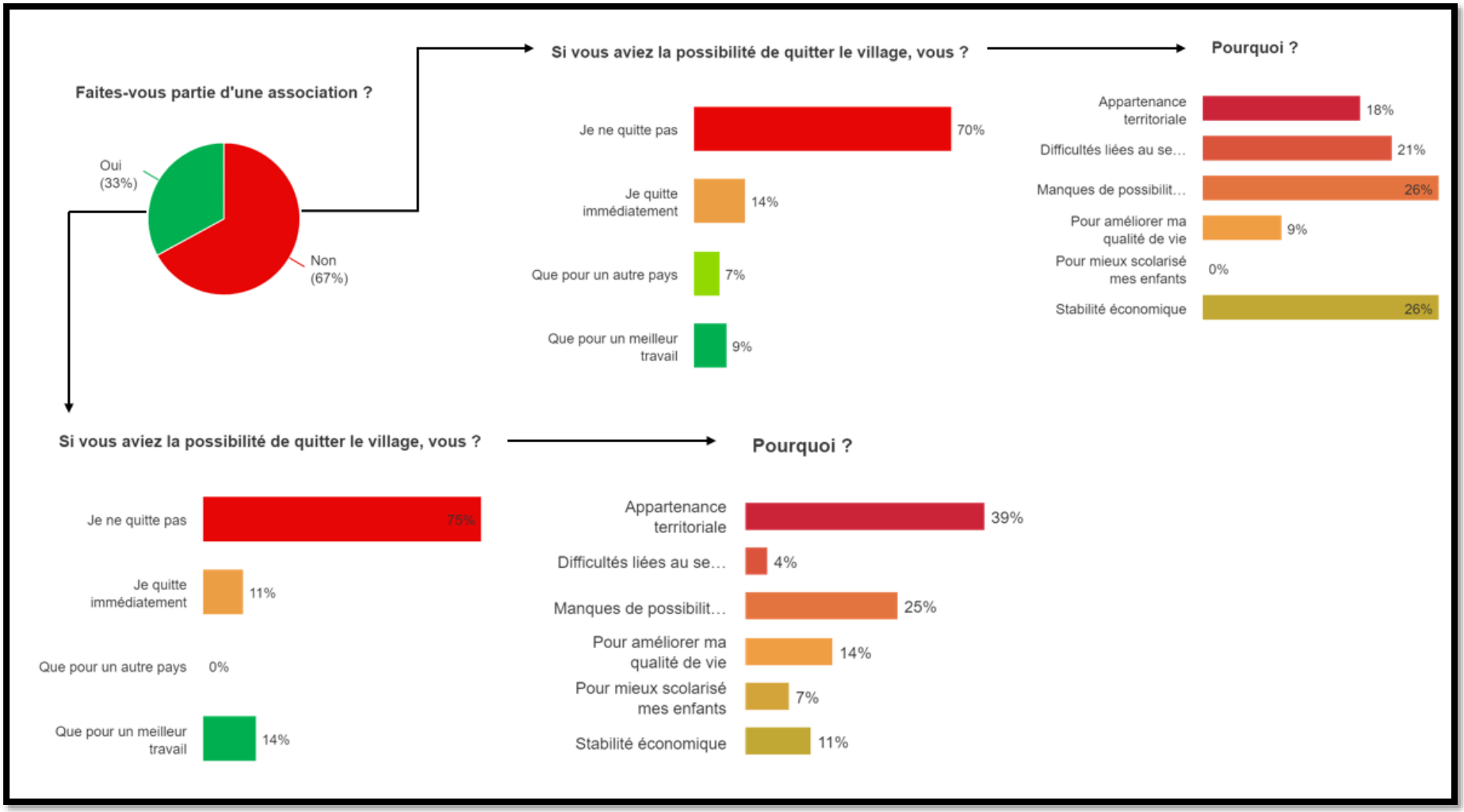


Figure 58 : Les raisons pour lesquelles les gens restent dans le village diffèrent selon qu'ils participent ou non à des réseaux de coopération. Source : E. Muco, 2022

Ces derniers ont indiqué que la raison principale pour laquelle ils restent au village est la difficulté de s'intégrer dans un autre lieu en raison de leur âge, de leur niveau d'éducation, de leur mode de vie, *etc.* Pour résumer ces résultats, nous pouvons souligner que l'engagement civique permet aux individus de se positionner avantageusement, non seulement dans le domaine de la commercialisation, mais aussi au sein de la vie sociale. Les personnes qui font partie d'associations sont plus enclines à s'impliquer dans des actions collectives et des activités de réciprocité. De plus, les territoires où la présence du capital social est manifeste répondent de manière plus efficace aux initiatives organisées et favorisent une vie sociale collective, contrairement aux territoires qui en sont dépourvus.

2.2.2. L'engagement civique : un pont entre les acteurs communautaires et économiques dans une logique organisationnelle

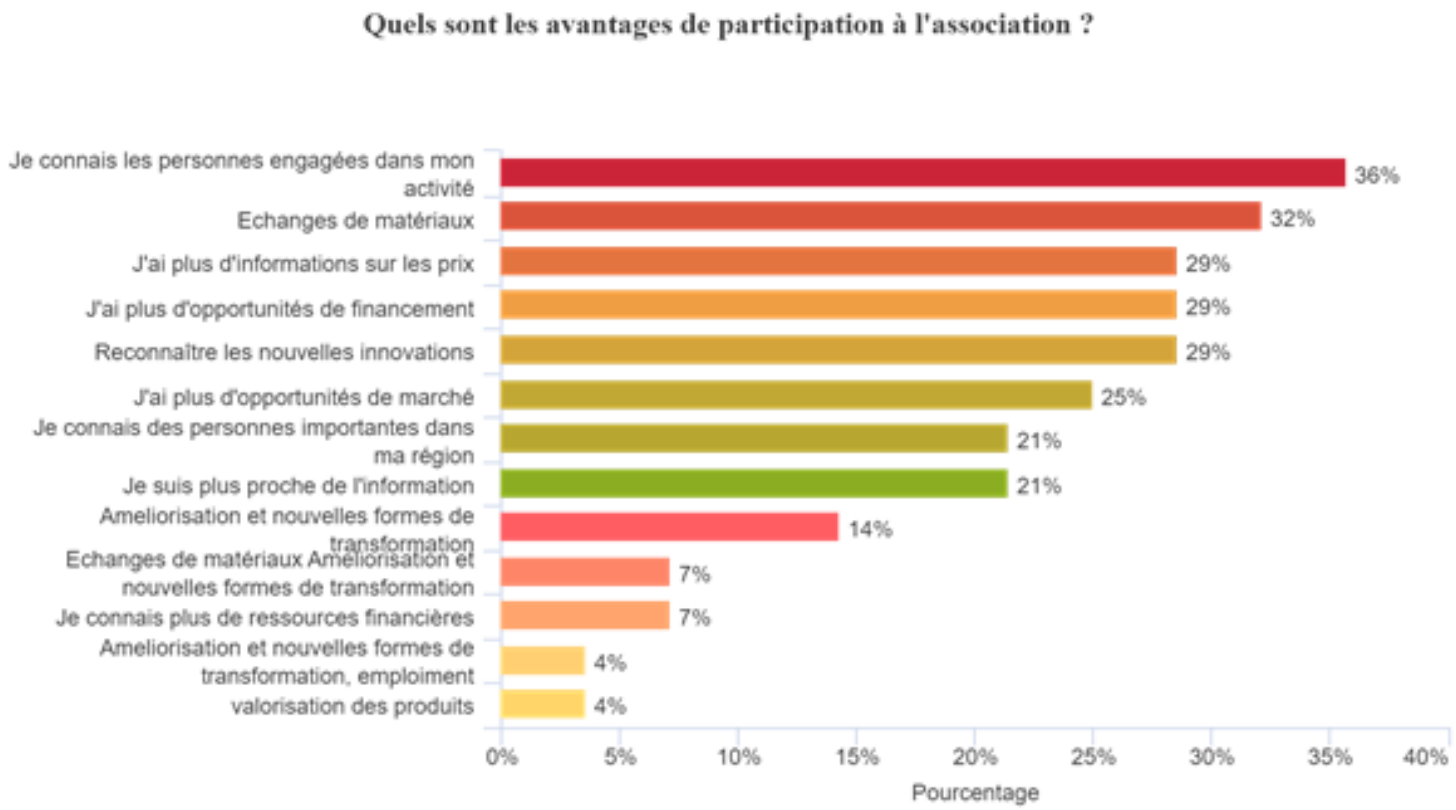
Au début de cette section, nous avons identifié les éléments qui incitent les individus à s'engager dans des réseaux de coopération. Puisque les individus peuvent s'engager dans ces réseaux, il est essentiel qu'il existe un intérêt fort et partagé entre les acteurs. Nous avons émis l'hypothèse qu'il devait y avoir un intérêt social traduit en termes d'accès aux ressources et un intérêt économique traduit en termes de marché, de revenus, d'investissements, d'innovation, *etc.* Nous pensons que la faible participation dans le cas de Gjirokastër est due au manque d'une perception commune d'être lésé par l'utilisation déloyale du fromage de Gjirokastër. Nous avons également souligné une condition cruciale, en particulier dans le contexte du pays : la conscience qu'ensemble ils peuvent réussir bien davantage que seuls. Revenons au cas de Gjirokastër, où 63 %[154] des personnes interrogées estiment qu'une action organisée, telle qu'un IG (Indication Géographique), pourrait constituer une solution. Cependant, le fait qu'ils ne passent pas à l'action nous laisse penser qu'il peut leur manquer la conscience qu'en travaillant ensemble ils peuvent réussir. Pour étayer cette affirmation, nous nous appuyons sur les résultats de la même enquête : « *Si nous continuons à produire avec les mêmes règles, les avantages diminueront-ils ?* »[155]. Il en ressort que 60 % des éleveurs anticipent des pertes s'ils continuent avec les mêmes règles, mais ils attendent que l'action publique prenne le relais pour protéger le produit (Kokthi, Guri, et al., 2021; E. Muco, 2019). Ceci est cohérent avec l'affirmation selon

[154] Question sortie du questionnaire utilisé en 2019 dans le cadre de la réalisation du mémoire de M2 « Analyse de l'état de coopération mesuré par la perspective du capital social dans le sud de l'Albanie : Etude de Cas Le fromage de Gjirokastër ».

[155] Ibid.

laquelle le manque de présence d'acteurs associatifs et d'histoires de coopération réussies à Gjirokastër accroît le rôle des acteurs institutionnels (gouvernementaux) dans les initiatives collectives, comme un signe de qualité dans ce cas. Cela met également en évidence notre affirmation à Pukë selon laquelle la présence d'associations réduit la dépendance à l'égard du gouvernement. En outre, la prise en considération de Pukë nous a permis de visualiser plus précisément les avantages sociaux et économiques de l'engagement civique. Dans ce contexte, nous avons demandé aux membres de l'association quels étaient les bénéfices qu'ils percevaient de leur engagement (*Graphique 28*).

Lorsqu'on les interroge sur les avantages de la participation civique, la plupart des participants considèrent que l'élargissement de leur réseau constitue l'avantage le plus significatif, suivi par l'échange de ressources matérielles, l'accès à l'information, l'augmentation des opportunités sur le marché. Selon les résultats, il apparaît que les individus qui s'engagent au sein de réseaux de coopération ont tendance à développer des liens plus étendus que ceux qui ne le font pas. Ces relations se fondent principalement sur des liens professionnels et la majorité des personnes interrogées ont exprimé leur satisfaction générale en ce qui concerne leur expérience de collaboration. Ainsi, pour répondre à notre observation, nous considérons les avantages de la participation comme les raisons pour lesquelles les individus participent à des réseaux coopératifs. La première est liée à l'expansion des réseaux sociaux, suivie par les raisons économiques et d'innovation. De même, les individus qui font partie d'associations sont susceptibles de se fier davantage aux autres que ceux qui ne font pas partie d'associations. À la question « *Q45 : Si vous deviez quitter le village pendant quelques jours, à qui confieriez-vous votre terre/bétail ?* », 59% ont répondu « les voisins » ou « quelqu'un du village » et 41% « les membres de la famille », alors que ceux qui ne sont pas membres d'associations citent la famille comme première source.



Graphique 28 : Avantages produits par l'engagement civique. Enquêtes, 2021

3. Conclusion septième chapitre

Ce chapitre met en évidence l'importance de l'organisation dans des réseaux de coopération, que ce soit pour accéder aux ressources, pour valoriser ces ressources ou pour améliorer leur bien-être. L'inclusion de deux districts dans notre étude, l'un où la société est mieux organisée que l'autre, nous permet d'identifier les variables du capital social qui motivent les individus à s'engager dans des réseaux de coopération et qui facilitent l'action collective. En ce qui concerne notre étude de cas, nous pouvons constater que la plupart des différences entre les deux districts proviennent des variables intermédiaires et de sortie du KS. La participation civique représente un résultat du KS. Nous n'avons pas pu comparer cette variable, car elle est manquante à Gjirokastër. En revanche, nous tenterons une analyse comparative des variables intermédiaires. Pour chacune de ces quatre variables, nous avons constaté une meilleure position des acteurs à Pukë par rapport à Gjirokastër. Il apparaît que le niveau de connaissance et de confiance envers les acteurs institutionnels et associatifs est crucial, car il favorise la constitution de réseaux de coopération. À Pukë, la confiance associative semble jouer un rôle essentiel, favorisant ainsi l'engagement dans des actions collectives. En revanche, à Gjirokastër, l'absence d'associations semble être un obstacle majeur pour le capital social dans la région. La confiance vis-à-vis des institutions revêt une importance significative dans ce cas, et le faible niveau de cet indicateur entrave la capacité des individus à s'organiser et à accroître le capital social dans la zone. La deuxième section de ce chapitre met en avant les avantages du capital social, illustrés à travers l'exemple de Pukë. Les résultats démontrent que le capital social renforce le capital territorial dans la zone en favorisant une meilleure valorisation sociale et économique des ressources. De plus, une zone imprégnée de capital social renforce le sentiment d'appartenance territoriale au sein de la communauté en solidifiant l'ancrage territorial.

Chapitre 8 : Le capital social comme vecteur du développement territorial : une approche par les réseaux sociaux et la proximité

Ce dernier chapitre a pour objectif de présenter les différents réseaux générés dans chaque zone et de définir, à travers eux, l'état de la coopération et du capital social (KS). L'analyse des réseaux sociaux est devenue de plus en plus populaire dans diverses disciplines, notamment dans les sciences sociales et humaines. Il existe une littérature abondante dans ce domaine. Cependant, dans notre étude, cette analyse devient le dernier élément complémentaire pour nous aider à mettre en lumière, à travers les sociogrammes (les graphes de relations), l'importance des KS pour le développement territorial dans une zone donnée. Le réseau est composé de différents acteurs du territoire qui impactent les stratégies du développement territorial, soit dans une approche par les ressources, soit par les activités de production. Ce réseau est également composé d'acteurs spatialisés qu'ils soient publics ou privés. Nous avons largement vu, dans les chapitres 6 et 7, l'influence exercée par les acteurs publics dans chaque territoire. Dans ce chapitre, nous allons plutôt nous concentrer sur les acteurs économiques (privés) (les acteurs inter et extra territoriaux) engagés dans la filière fromagère et PFNL. Cette approche découle du fait qu'ici, plutôt que de simplement définir le réseau au sens traditionnel en présentant les différents types d'acteurs et leur implication (comme nous l'avons déjà démontré à plusieurs reprises dans les chapitres 6 et 7), nous nous concentrons sur la capacité d'action de ce réseau. Cette capacité, comme l'expliquent Lacquement et Chevalier (2016), est liée à la densité et à l'intensité des connexions existant au sein du réseau. Ensuite, (section 2), nous introduisons le concept de proximité en cherchant à établir un lien entre les relations développées par les acteurs et la proximité (soit géographique, soit organisationnelle) qui façonnent les différentes relations établies au sein de chaque réseau.

1. Définition du réseau social - concepts de base

Si l'on considère l'analyse des réseaux sociaux, la première question à se poser est de comprendre ce qu'est un réseau. De manière générale, un réseau peut être défini comme un ensemble de liens fondés sur des interactions. Selon Butts (2008), un réseau social est un ensemble « d'entités » et d'une « relation » avec ces entités. Celles qui forment le réseau sont distinctes les unes des autres, peuvent être identifiées de manière unique et sont en nombre fini (*Ibid.*). Pour aller plus loin, les réseaux sociaux comme le décrit Serrat (2017 p. 39 [traduit]) *« sont des nœuds d'individus, de groupes, d'organisations et de systèmes connexes qui sont liés par un ou plusieurs liens d'interdépendances : valeurs, visions et idées partagées, contacts*

sociaux, liens de parenté, conflits, échanges financiers, commerce, appartenance commune à des organisations et participation collective à des événements, parmi de nombreux autres aspects des relations humaines ». Comme le précise la définition, les nœuds peuvent représenter divers éléments tels que des individus, des organisations, des institutions, voire des entités non humaines. Dans notre cas, nous concentrons notre analyse sur les réseaux d'individus et de groupes. Dans l'analyse des réseaux sociaux, les individus et les groupes sont représentés par des points (nœuds) et leurs relations sociales par des lignes (arêtes) (Scott, 2011).

L'analyse des réseaux sociaux est devenue de plus en plus importante, non seulement parce qu'elle peut être adaptée à différentes disciplines, mais aussi parce qu'elle adopte une vision plus fondamentale du même problème par rapport à d'autres méthodes. Cela signifie que, bien que, les relations soient mesurées en tant qu'existence entre des paires de nœuds, comprendre l'effet et la signification d'un lien entre deux nœuds nécessite de prendre en compte les schémas plus larges de liens au sein du réseau ((Barnes, 1972) cité par Marin & Wellman, 2011). Par exemple, une approche conventionnelle pour comprendre les régions à forte intensité d'innovation se concentrerait sur les niveaux élevés d'éducation et d'expertise qui prévalent sur le marché du travail local. L'éducation et l'expertise sont des caractéristiques des acteurs concernés (Marin & Wellman, 2011). En revanche, une approche analytique des réseaux pour comprendre le même phénomène se concentrerait sur la manière dont la mobilité entre les établissements d'enseignement et les multiples employeurs a créé des liens entre les organisations (*Ibid.*). Selon Marin & Wellman (2011), les personnes qui passent d'une organisation à l'autre apportent avec elles leurs idées, leur expertise et leurs connaissances tacites. Elles apportent également les liens qu'elles ont tissés avec leurs collègues, dont certains ont également rejoint de nouvelles organisations. Ce schéma de connexions entre organisations, dans lequel chaque organisation est liée à plusieurs autres par l'intermédiaire de ses employés, permet à chacune d'entre elles de puiser dans diverses sources de connaissances. Les réseaux sont des algorithmes représentés sous forme de graphes. Un graphe est une structure relationnelle composée de deux éléments : un ensemble d'entités (appelées sommets ou nœuds) et un ensemble de paires d'entités indiquant des liens (appelées arêtes) (Butts, 2008). Les réseaux sont des structures algorithmiques, car ils permettent de calculer la densité des relations, leur intensité et la distance entre les différents nœuds. Les traits d'un graphe sont dotés d'une « ***orientation*** » pour symboliser le flux d'influence ou de ressources au sein d'un réseau social et d'une « ***valeur*** » pour décrire l'intensité de la relation (Scott, 2011).

Tableau 29 : Comprendre les variables d'un graphe (sociogramme) d'un réseau social (approfondissement du Tableau 27, p. 358).

Variables	Interprétation
Densité de relation	Expose l'étendue du réseau. Dans cette thèse, cette variable est définie par la somme des arêtes (*Tableau 27* ➔ nombre d'acteurs qu'un individu connait) qui composent un graphe. Il est important de souligner que, au sein d'un même graph, les individus précis présentent des densités de relations diverses. Cela signifie que, fréquemment, certains individus ont plusieurs arêtes avec différents nœuds par rapport à d'autres qui peuvent n'avoir qu'une seule relation. La question 32 du questionnaire mesure la densité de réseau des acteurs économiques à Pukë et à Gjirokastër.
Intensité de relation	Expose la qualité des relations. Dans cette thèse, cette variable est définie par l'épaisseur des arêtes (*Tableau 27* ➔ fréquence de relation : forte ou faible) qui composent le réseau. Les arêtes plus épaisses indiquent une relation intense (relation forte), tandis que les arêtes moins épaisses traduisent une relation moins intense (relation faible). La question 34 du questionnaire mesure l'intensité du réseau des acteurs économiques à Pukë et à Gjirokastër.
Distance	Expose la proximité / la localisation entre les acteurs. Dans nos réseaux, la distance est déterminée par le positionnement des nœuds dans le graphe. La question 33 du questionnaire évalue la distance entre l'acteur A (l'acteur interrogé) et l'acteur B (celui avec lequel l'acteur A interagit).

Source : E. Muco, 2023

La théorie des graphes traite des relations non dirigées, dirigées et pondérées pour développer des mesures de la densité globale d'un réseau et du positionnement relatif de différents points à l'intérieur de celui-ci (Scott, 2011). Une relation dirigée débute par un nœud A orientant son interaction vers un autre nœud spécifique B. Une relation non dirigée implique des interactions par défaut entre deux individus ou plus. En revanche, une relation pondérée se caractérise par des interactions répétées résultant d'une intention mutuelle entre les deux nœuds.

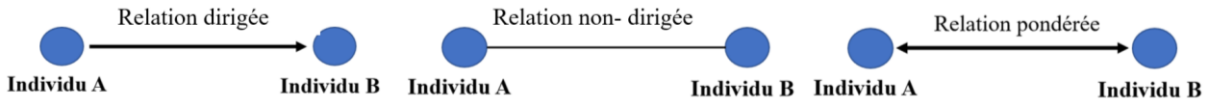


Figure 59 : Démonstration des différences entre une relation dirigée, non dirigée et pondérée. Source : Adapté de (Scott, 2011).

Les graphes peuvent, également, être uni-partites ou multipartites. La plupart des réseaux sociaux sont uni-partites - des personnes dans un groupe, des articles dans un réseau de citations, *etc.* (McGlohon et al., 2011). Les réseaux peuvent également être multipartites, c'est-à-dire qu'il existe plusieurs classes de nœuds et les arêtes ne sont tracées qu'entre des nœuds de classes différentes (*Ibid.*). En d'autres termes, cela indique que, bien qu'il y ait des nœuds connectés les uns aux autres dans un graphique, il est également possible que de petits réseaux distincts se forment au sein d'un même réseau global.

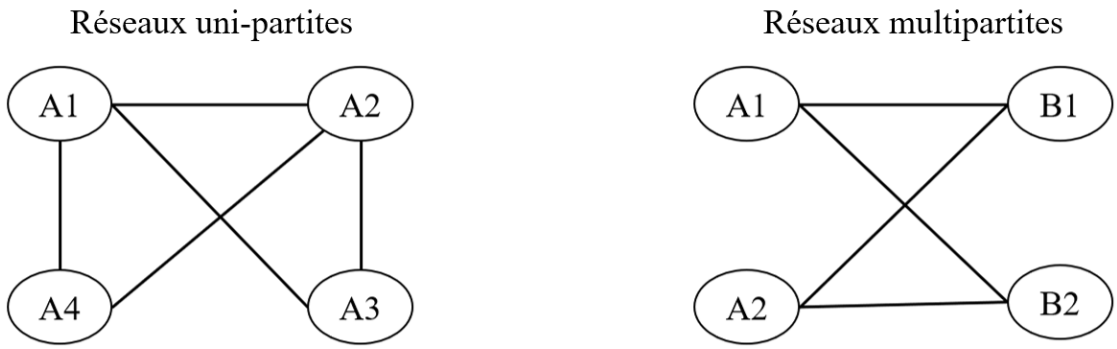


Figure 60 : Démonstration des différences entre un réseau uni-parties et multipartite. Source : Adapté de (McGlohon et al., 2011)

Nous examinerons ensuite deux réseaux sociaux différents produits dans les deux zones d'étude. Pour les analyser, nous avons utilisé une série de questions correspondant aux Q32-Q36 du questionnaire (*cf.* Annexe 6). Les réseaux seront présentés sous la forme de graphes (sociogrammes) construits à l'aide du logiciel ArcGis Insight (*cf.* chapitre 5, 4.3.3).

1.1. Structurer les réseaux sociaux des acteurs du point de vue du secteur de production et du territoire

1.1.1. Configuration des nœuds et des liens dans une analyse des réseaux sociaux partant de Pukë et de Gjirokastër

Précédemment, nous avons généralisé le réseau comme un ensemble d'individus représentés par des nœuds et des connexions matérialisées par des liens. Disons-le, le réseau semble simple et homogène. Imaginons maintenant que les individus qui composent ces réseaux soient divers. Ajoutons que chaque individu d'un groupe homogène ou hétérogène développe également des relations en dehors de ce réseau. Le réseau est complexe et étendu. Dans cette sous-section, nous nous concentrons spécifiquement sur les nœuds qui incarnent des individus engagés dans la même activité. Cela signifie que nous avons isolé chaque activité de production au sein des acteurs directement impliqués. Même si les acteurs inclus dans chaque réseau font partie de la même activité, le réseau est composé de différents types d'acteurs, auxquels nous nous référons dans la thèse comme profils d'acteurs, notamment des éleveurs, des transformateurs de fromage (référencés dans la thèse comme producteurs de fromage), des distributeurs et des consommateurs à Gjirokastër. À Pukë, cela inclut des cueilleurs, des collecteurs, des transformateurs, ainsi que des profils composés de ces trois types, des distributeurs et des consommateurs. Dans chaque réseau, les nœuds (les individus) sont connectés par des relations de natures diverses selon le type d'acteur impliqué dans le réseau. De plus, les relations au sein de chaque réseau que nous examinerons par la suite diffèrent en termes de densité et d'intensité de relations (*Tableau 29,* p.386). Les individus dans notre cas sont reliés entre eux par trois éléments / trois groupe d'actions :

I. Vivre ensemble

Les individus impliqués dans ce groupe partagent le même territoire et sont engagés dans le même secteur d'activité, mais sans liens économiques directs entre eux. Par exemple, les éleveurs d'un même village à Gjirokastër développent des relations **d'interconnaissance** entre eux, parce qu'ils sont d'abord dans le même lieu de cohabitation (*Figure 61*). Nous pouvons faire le même constat pour les cueilleurs, qui vivent dans le même village à Pukë, et qui constituent la même communauté. Ces relations d'interconnaissance sont fondées sur la réciprocité de valeurs et de normes sociales qui construisent la base d'un réseau social. En effet, le réseau part de là, du cercle le plus proche. Cela signifie qu'avant d'être des agents

économiques les acteurs des réseaux, dont nous parlerons, forment une communauté (vivant dans un village donné) avec d'autres personnes qui font également partie de ce réseau de production.

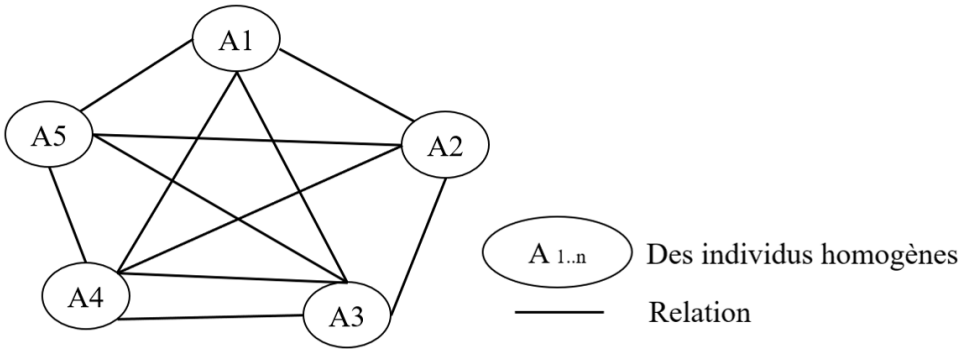


Figure 61 : Démonstration visuelle du groupe homogène « vivre ensemble ». Source : E. Muco, 2023

Ce groupe représente le cercle communautaire – les individus que l'on connaît du fait de leur appartenance à un territoire donné. Ce groupe peut également être composé d'individus appartenant à des villages différents, mais qui partagent l'utilisation des ressources naturelles proches. Ce sont par exemple les éleveurs qui utilisent les pâturages publics pour faire paître leurs troupeaux. Souvent, deux ou trois éleveurs ont des pâturages proches. Étant en montagne la plupart du temps, la localisation proche des éleveurs crée des relations **d'interdépendance**. Les éleveurs tissent un réseau homogène d'interdépendance (*Figure 62*). Ils peuvent venir du même village (intra village) ou de villages différents (inter villages), et appartenir à des communautés rurales différentes, mais ils font partie de la même communauté d'éleveurs.

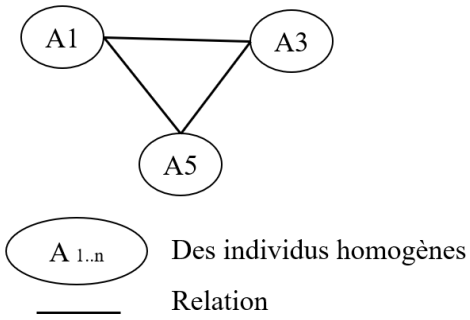


Figure 62 : Démonstration visuelle d'un groupe « vivre ensemble » qui développe des relations d'interdépendance entre eux. Source : E. Muco, 2023

Dans ce cas, les relations sont de même intensité et non dirigées. À Pukë, cette interdépendance se crée entre les cueilleurs qui appartiennent à un même groupe de cueilleurs. Ce groupe est souvent issu du même village, compte tenu de la manière dont les ressources forestières sont gérées par la communauté à Pukë (*cf.* chapitre 6, 1.2.1). Dans ce cas, le groupe représente le cercle solidaire - les personnes en qui l'on peut avoir confiance et avec lesquelles l'on crée des relations d'interdépendance.

II. Produire ensemble

Dans ce groupe, le réseau, initialement homogène, devient hétérogène du fait de l'ajout d'autres types d'acteurs (*Figure 63*). Cela se produit parce que les acteurs du premier groupe, qui se concentrent sur la base de « vivre ensemble », entrent en relation d'échanges commerciaux avec d'autres types d'acteurs dans la filière, tels que les producteurs de fromage à Gjirokastër ou les collecteurs de produits PFNL à Pukë. A titre d'exemple, les éleveurs à Gjirokastër vendent le lait à un producteur de fromage. Nous pouvons effectuer la même analyse dans le cas des produits non-ligneux à Pukë avec l'ajout des collecteurs dans le réseau.

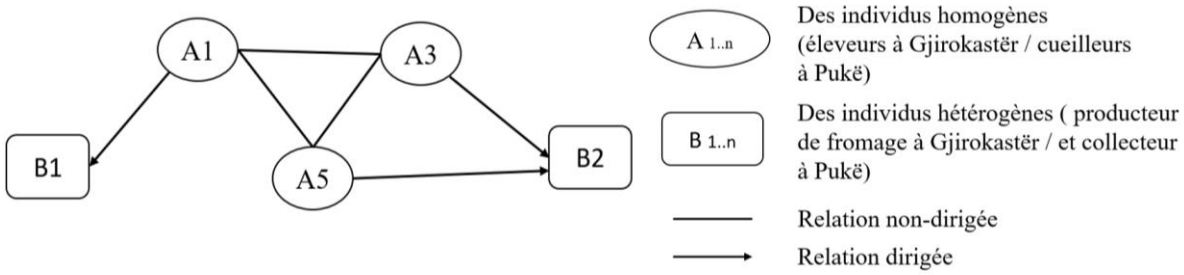


Figure 63 : Démonstration visuelle du groupe « produire ensemble » et passage d'un groupe homogène à un groupe hétérogène. Source : E. Muco, 2023

Chacun est donc impliqué dans un réseau de production (produire ensemble). L'ajout des producteurs à Gjirokastër et celui des collecteurs à Pukë rend le réseau hétérogène. Ainsi, le réseau s'agrandit grâce à des niveaux divers d'interaction. Dans ce cas, de non dirigés, les liens deviennent dirigés. Cette configuration représente le cercle économique, c'est-à-dire, les individus avec lesquels il est possible d'interagir dans une optique économique.

III. S'organiser ensemble

La troisième forme de connexion, que l'on observe à Pukë, émerge de la volonté des acteurs de s'organiser mutuellement en vue d'atteindre un objectif commun (s'organiser ensemble). Dans ce modèle, les acteurs établissent des relations au sein de groupes homogènes et hétérogènes en éliminant ce que l'on appelle les « ponts[156] » et en formant un cercle ouvert (*Figure 64*).

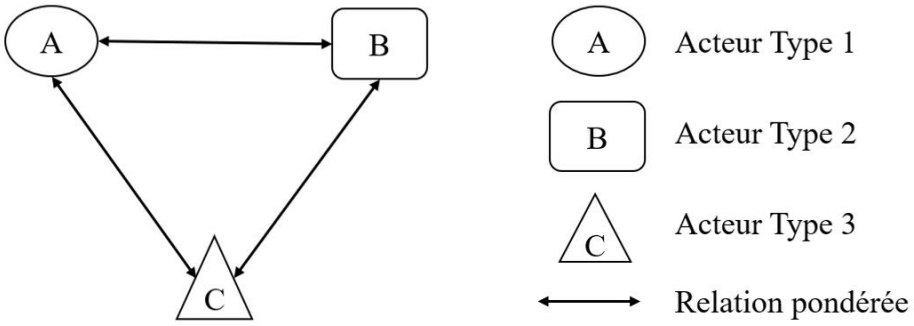


Figure 64 : Démonstration visuelle du réseau hétérogène du groupe « s'organiser ensemble ». Source : E. Muco, 2023

Dans cette configuration, chaque acteur a des chances égales de connaître tous les autres acteurs intégrés dans le réseau. Cette approche favorise l'ouverture et l'orientation du groupe et les relations deviennent pondérées. Le dernier groupe représente les individus en qui l'on peut avoir confiance et avec qui l'on peut s'organiser dans un but commun.

1.1.2. Configuration des réseaux sociaux à Pukë et à Gjirokastër

Par la suite, nous examinerons de manière plus concrète les deux réseaux à Pukë et à Gjirokastër afin de mieux interpréter ces structures. La création de graphes nous permet de constater que les premières différences dans l'organisation de chaque district sont apparentes dès une simple observation des deux graphes de relations produits dans chaque district (*Figure 65*, *Figure 66*). En effet, les chercheurs en sciences sociales s'accordent à dire que les propriétés et les modèles (« *properties and patterns* ») des réseaux sont fondamentaux pour en faire leur analyse. La première étape consiste, donc, à évaluer l'importance de la configuration du réseau. Si nous comparons deux réseaux appartenant à des groupes distincts, sans tenir compte du nombre d'individus ni du nombre de connexions, l'aspect visuel de chacun nous renseigne sur la manière dont les individus au sein de ce groupe sont interconnectés. Pour faciliter la compréhension,

[156] Terminologie des réseaux pour désigner les acteurs qui servent de nœuds de connexion et occupent des positions de premier plan.

nous débutons par une présentation initiale de chaque réseau dans chaque filière prise en compte. Sans entrer dans les détails, nous commençons par une présentation visuelle afin d'appréhender la structure de chaque réseau (*Figure 65*, *Figure 66*).

Les modèles et la forme du réseau

Si nous examinons les deux images des réseaux, nous pouvons constater que leur étendue et leur densité est différente. À Gjirokastër (*Figure 65*), le réseau est moins dense et moins connecté. Cela signifie que les acteurs y développent un nombre de relations moins élevé (n=120) en comparaison du réseau de Pukë (n=144), en tenant compte du fait que l'échantillon à Gjirokastër est plus important (n=46) que celui de Pukë (n=39). De plus, la majorité de ces relations se forment entre les éleveurs et les producteurs, ainsi qu'entre les éleveurs eux-mêmes, créant des liens dirigés en fonction d'objectifs économiques ou d'une connexion d'interdépendance définie précédemment. En revanche, à Pukë (*Figure 66*), le réseau est plus dense et plus interconnecté. Cela montre que là chaque individu est connecté à la plupart des nœuds, ce qui n'est pas le cas à Gjirokastër. En outre, les habitants de Pukë sont connectés à plusieurs acteurs, en particulier du même type. Cela crée des relations pondérées ou mutuelles dans le cas de Pukë, ce qui est moins vrai pour Gjirokastër (à l'exception des relations entre éleveurs).

La densité et l'intensité comme éléments clé d'un réseau social

De plus, nous portons une attention particulière aux caractéristiques du réseau, notamment la densité et l'intensité des liens. Un point à rappeler dans cette sous-section est la définition de ces notions. La densité est mesurée par le nombre de fois où un acteur est cité/mentionné par chaque individu interrogé. Cela signifie que, dans la chaine totale des acteurs inclus, nous voulons voir, en moyenne, combien parmi les acteurs connaissent un individu dans chaque zone et dans chaque filière. Par contre, l'intensité de la relation est calculée par la fréquence de la relation comme définie dans le chapitre 7 ; 1.1.2. Cela signifie que chaque acteur est invité à identifier les personnes avec lesquelles il interagit et, par le biais de scénarios adaptés par l'auteur, à identifier la fréquence des relations. L'acteur interrogé est également invité à identifier l'emplacement de chaque individu qu'il a identifié, afin de calculer la distance entre les acteurs et de voir comment cette distance affecte la densité, l'intensité ou les deux. Pour rappel, les acteurs inclus dans chaque filière sont mentionnés dans les *Figure 23 et Figure 24* (p. 229).

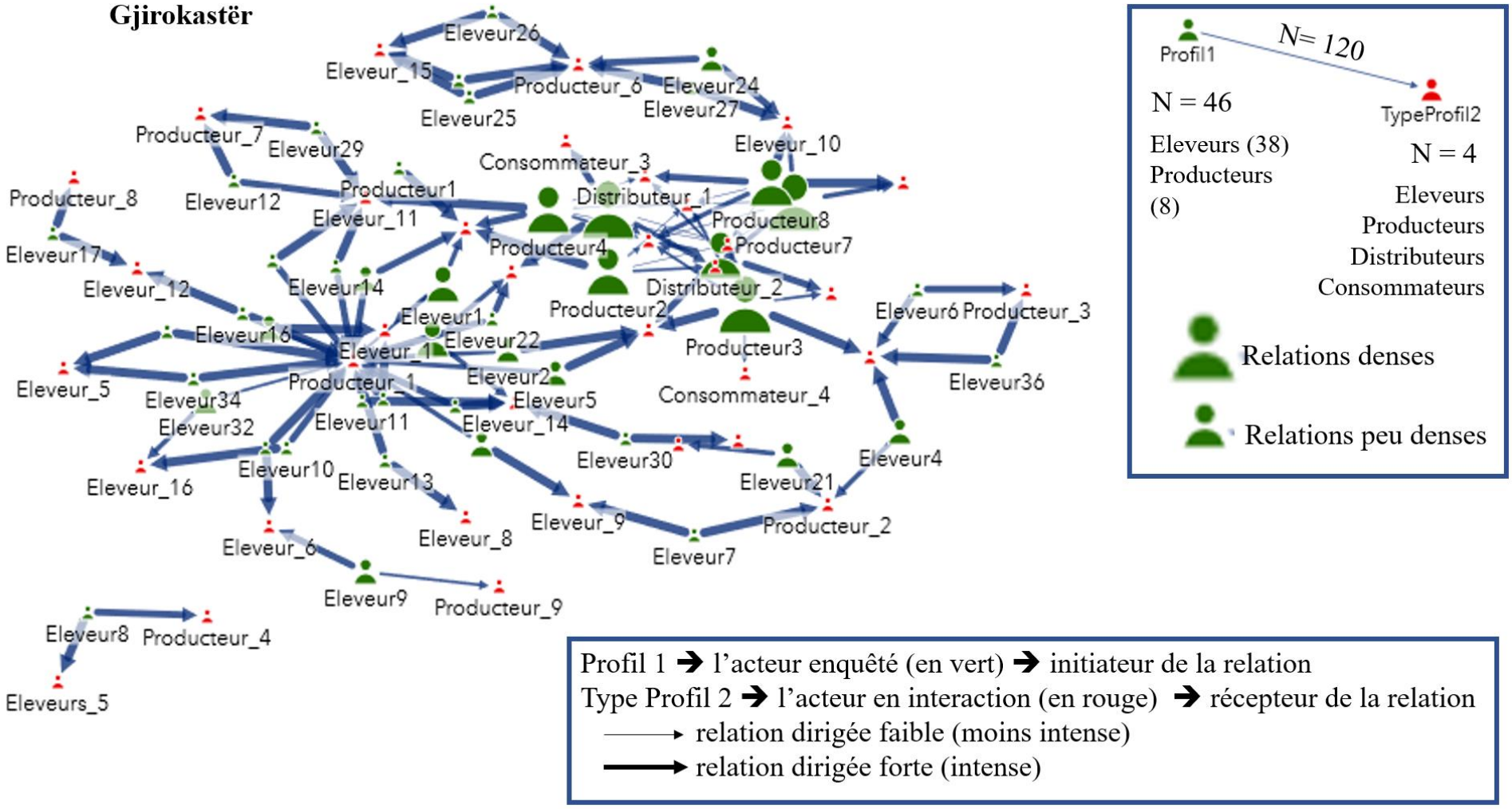


Figure 65 : Représentation initiale du réseau des acteurs de la filière fromagère à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022.

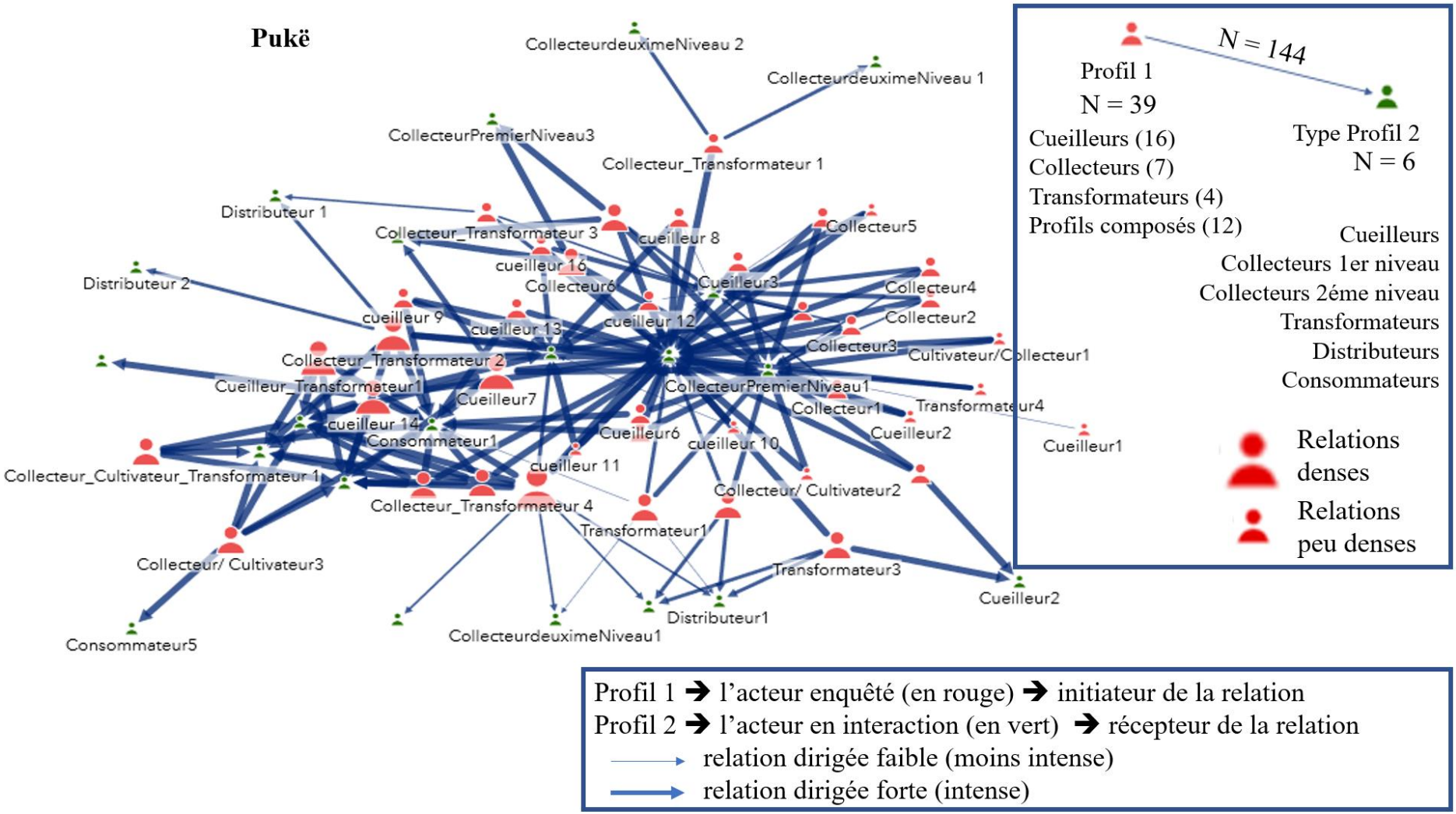


Figure 66 : Représentation initiale du réseau des acteurs de la filière PFNL à Pukë. Source : E. Muco, 2022

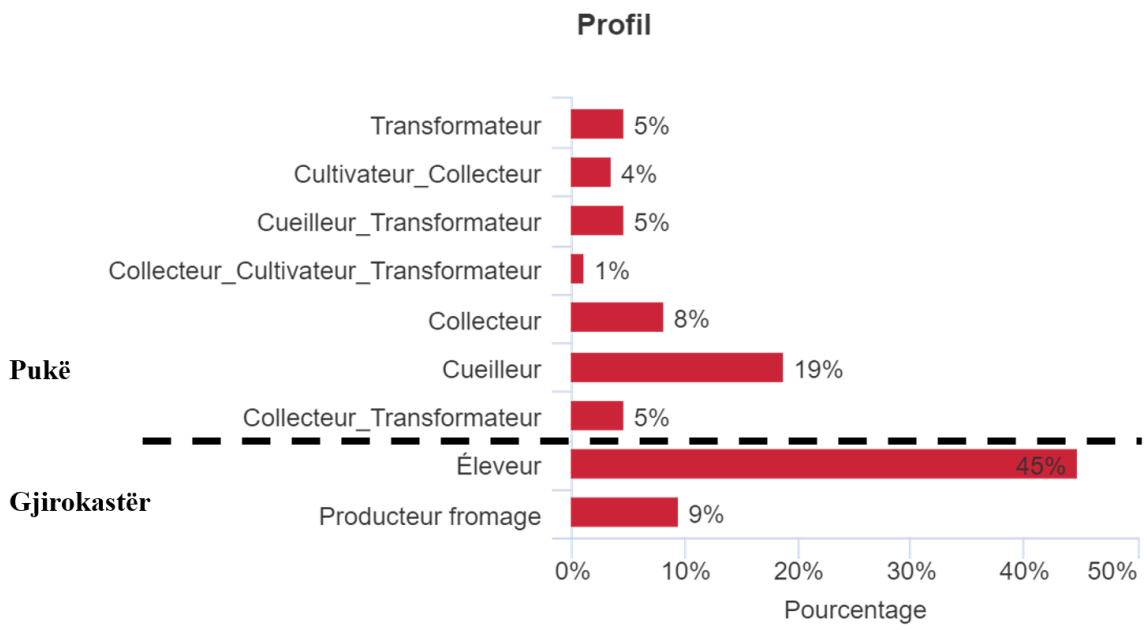
Un point important à souligner, qui distingue les réseaux à Pukë et à Gjirokastër, concerne la taille des nœuds. À Gjirokastër, on observe un déséquilibre dans les tailles des nœuds (en vert). Cela indique que, dans le même réseau, certains nœuds sont assez grands, ce qui montre qu'un même acteur développe la majorité des liens dans le réseau (n=4), tandis que la plupart en développent le minimum (n=1). En outre, le graphe (*Figure 65)* montre que ce sont généralement les producteurs de fromage (producteur 2, producteur 4, producteur 7, producteur 8, *etc.*) qui ont cette position supérieure aux autres acteurs du réseau. En revanche, à Pukë , la taille des nœuds (en rouge) est plus ou moins équilibrée, ce qui signifie que les acteurs ont à peu près la même densité de réseau (n=4 du 6 liens au maximum).

Concentration des acteurs au sein de chaque réseau

Un autre aspect essentiel à souligner dans les réseaux de Gjirokastër et de Pukë est la concentration des acteurs. À Pukë, ces derniers sont principalement localisés au centre du réseau, créant une zone dense de relations au milieu. Les nœuds centraux représentent les individus ayant le plus de relations, ce qui se traduit par un réseau plus dense, tandis que les nœuds périphériques représentent ceux ayant le moins de liens (généralement 1 lien). Les acteurs périphériques sont plus isolés et moins impliqués dans le secteur que les acteurs centraux. Ainsi, en observant le réseau à Pukë, on constate que la majorité des nœuds sont centrés. En revanche, à Gjirokastër, on observe moins de nœuds centraux et davantage de nœuds périphériques. Cela oriente ce réseau vers la phériphérie du graphe, tandis qu'à Pukë le réseau est orienté vers le centre. Il est important de noter que la position entre deux nœuds qui se connectent reflète également la distance entre eux (la distance moyenne entre deux acteurs à Gjirokastër est de 14 km et de 29 km à Pukë). Il faut souligner que la position des nœuds ne représente pas la position des acteurs au sein du territoire. Cela signifie que les acteurs périphériques ne sont pas nécessairement des acteurs situés à la périphérie de chaque district. Cela se fait en fonction de la densité des liens.

1.1.3. Configuration du profil des acteurs

Ici, il s'agit de présenter les types d'acteurs inclus dans les graphes auxquels nous nous référons sous la dénomination « profil d'acteurs ». Précisons que nous avons inclus, dans cette analyse, les acteurs des filières, plus spécifiquement ceux de la filière fromagère et de la filière des PFNL. Bien que nous ayons déjà présenté ces acteurs dans le chapitre 5, il est important ici de rappeler et de clarifier certains points sur ces acteurs.



Graphique 29 : Représentation des profils et pourcentages de répondants pour chaque profil. Source : E. Muco, 2022

Pour ce faire, commençons par ceux de la filière fromagère à Gjirokastër. Nous débutons par ce réseau, car il est plus simple. Deux types de profils sont importants à préciser ici (*Tableau 30*). Le profil 1 représente les acteurs interrogés, composés d'éleveurs et de producteurs de fromage, à savoir des acteurs territoriaux. Le Type Profil 2, quant à lui, représente les autres acteurs de la chaîne de valeur (à l'échelle inter- et extra-territoriale), avec lesquels ceux qui ont été interviewés interagissent (chapitre 5, *Figure 23*). Le réseau prend la forme d'un réseau dirigé, avec le profil 1 comme initiateur et le Type Profil 2 comme récepteur. Un point important à souligner ici est la présence de profils uniques à Gjirokastër, ou mono-profils, c'est-à-dire que chaque profil effectue une seule tâche.

Tableau 30 : Configuration des profils 1 et 2 à Gjirokastër.

Profil 1 (acteurs interrogés [n=46])	**Type Profil 2 (acteurs mentionnés par le profil 1)**
Éleveurs (38)	Éleveurs
Producteurs de fromage (8)	Producteurs de fromage
	Distributeurs
	Consommateurs

Source : E. Muco, 2024

Pour continuer, la même logique est suivie pour l'analyse du graphe des relations à Pukë . Les acteurs de l'industrie PFNL sont inclus (*Tableau 31*). Nous avons commencé par identifier les acteurs de base (profil 1), à savoir les cueilleurs, les collecteurs et les transformateurs (acteurs territoriaux). Puis, au cours du travail empirique, des acteurs multi-profils sont apparus. Ceux-ci, inclus dans le profil 1 (acteurs interviewés), sont des acteurs qui effectuent plusieurs tâches dans la chaîne de production, par exemple un cueilleur qui effectue également la transformation. Les monoprofils sont également présents. Plus loin, nous nous focaliserons davantage sur chacun de ces profils.

Tableau 31 : Configuration des profils 1 et 2 à Pukë.

Profil 1 (acteurs interrogés [n=39])	**Type Profil 2 (acteurs mentionnés par P1)**
Cueilleurs (16)	Cueilleurs
Collecteurs (7)	Collecteurs 1er niveau
Transformateurs (4)	Collecteurs 2éme niveau
Profils composés (12)	Transformateurs
	Distributeurs
	Consommateurs

Source : E. Muco, 2024

Le deuxième point à souligner est la signification du Type Profil1. Celui-ci correspond à la somme de tous les acteurs de même type interrogés, par exemple tous les cueilleurs (n=16) ou tous les eleveurs (n=38). Cette deuxième distinction (entre profil 1 et Type Profil 1) pour les acteurs concernés est réalisée dans le but d'analyser, tout d'abord, la densité et l'intensité des relations pour chaque individu interrogé (ex. cueilleur 1, cueilleur 2, cueilleur 3, …), puis d'évaluer la densité et l'intensité du groupe dans son ensemble (ex. cueilleur n=16). Cette distinction entre profil et type de profil est importante, car, alors que, dans le graphe du profil, la densité des liens peut varier de 1 à n relations dont n représente le nombre total des individus, dans le type profil, la densité des liens peut varier de 1 au nombre de catégories d'acteurs (Type profil), dont 6 à Pukë et 4 à Gjirokastër. Visuellement, la densité des liens est exprimée par le nombre de flèches entre un acteur initiateur (Profil 1) et les autres acteurs de la chaîne de valeur (récepteurs ou Type Profil 2). Le sens des flèches indique l'orientation de la relation entre le profil 1 (initiateur) et le profil 2 (récepteur). L'intensité est représentée visuellement par l'épaisseur de la flèche. Plus la flèche est épaisse, plus la relation est intense.

Ces indicateurs (intensité et densité) revêtent une grande importance dans notre analyse, car un réseau plus dense implique davantage d'interactions entre les acteurs sectoriels (économiques ou privés), ce qui augmente les possibilités de collaboration entre eux. Pour clarifier davantage, un réseau plus dense suggère que les acteurs sont plus enclins à s'ouvrir à des groupes externes (par le biais de relations de type bridging). L'intensité est également un aspect crucial, car nous cherchons à comprendre quelles relations sont les plus fortes (c'est-à-dire entre quels acteurs) et si ces liens forts (intenses) constituent des contraintes ou des avantages pour l'élargissement du KS. La littérature sur le KS souligne *a priori* que les relations étroites/fortes ou intenses peuvent empêcher les individus de sortir de ces groupes/cercles étroits. Cela fait écho aux travaux de Granovetter (1973) sur la « force des liens faibles » (*strength of weak ties*), qui appuie cette affirmation. L'approche de Granovetter concernant l'importance des liens faibles repose sur l'idée que les liens forts tentent de relier les personnes similaires entre elles et que ces personnes similaires ont tendance à se regrouper (Krackhardt et al., 2003). Cependant, d'autres auteurs (Krackhardt et al., 2003; R. E. Nelson, 1989; Rost, 2011) mettent l'accent sur la pertinence des liens forts, en avançant que ces derniers ne sont pas toujours des obstacles pour le développement du KS. En fait, notre objectif n'est pas de « nous opposer » à la théorie des liens faibles, mais de mettre en évidence l'importance de liens forts dans le cas des sociétés rurales comme nous l'avons observé dans le cas de Pukë. Nous verrons, ensuite, comme ces liens forts à Pukë incitent les individus à s'organiser en réseau de coopération. En effet, Granovetter affirme lui-même que, si les liens faibles permettent aux individus d'accéder à l'information et aux ressources disponibles, les liens forts incitent davantage les individus à rejoindre un réseau. Si l'on considère que la philosophie principale des liens faibles repose sur le fait que ces derniers permettent aux individus de s'ouvrir à des groupes différents et qu'ils sont composés de personnes différentes (source d'information), alors ces liens sont plus faciles à briser. En effet, comme l'expliquent Krackhardt et al.(2003), les relations fortes sont une source de réduction des insécurités.

1.2. À Pukë le réseau social est plus dense et marqué par des acteurs connectés

Cette sous-section examine la densité et l'intensité des relations à Pukë dans le contexte de la filière PFNL. Les résultats révèlent une corrélation entre le profil de l'individu et la densité ainsi que l'intensité des relations. Lorsqu'un individu développe plusieurs profils, il engendre des relations plus denses (il connait davantage de personnes). Mais que passe-t-il en termes

d’intensité des relations ? L'objectif de la section suivante est d'analyser ce point pour chaque profil, tant pour les individus ayant un seul profil que pour ceux en ayant plusieurs.

À Pukë, entre les profils 1(initiateur) et 2 (récepteur), un total de 144 relations sont identifiées, soit une moyenne de 4 relations par acteur (*Figure 67*). Cela signifie que, dans la chaine de valeur du secteur des produits non-ligneux, représenté par 6 types principaux d’acteurs, un individu connait en moyenne 4 acteurs de la chaine. Chacun possède au moins une connexion dans le réseau. Les individus n'ayant qu'une seule connexion sont situés en périphérie de celui-ci, tandis que ceux qui ont plusieurs connexions sont situés au centre. Il est important de souligner que le réseau présente un équilibre relatif, offrant à chaque acteur la possibilité de développer des relations denses. En d'autres termes, le réseau n'est ni centralisé (on observe que les acteurs sont proportionnellement situés entre le centre et la périphérie) ni fermé. En ce qui concerne le capital social, cette configuration revêt une importance particulière, car elle indique que chaque acteur peut intégrer le réseau indépendamment de sa localisation. Pour mieux visualiser les positions des acteurs, la *Figure 68* illustre la localisation des acteurs. Sur la carte, on peut observer l'interaction entre des acteurs qui sont situés à proximité géographique, mais aussi entre des individus qui sont situés à distance.

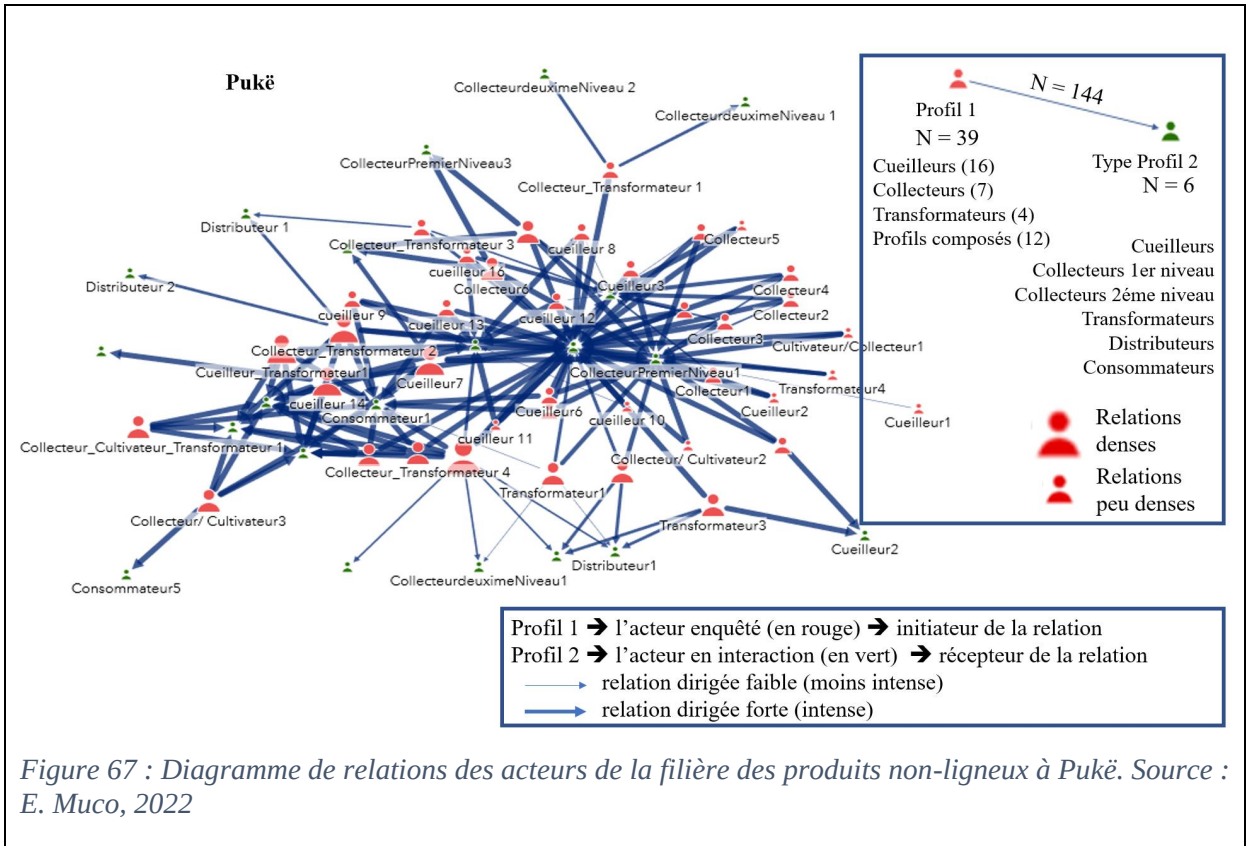


Figure 67 : Diagramme de relations des acteurs de la filière des produits non-ligneux à Pukë. Source : E. Muco, 2022

Ce graphe a été élaboré en mettant en relation le Profil 1, représenté par les individus interviewés, et le Profil 2, représenté par les acteurs de la filière avec lesquels chaque individu du Profil 1 interagit. L'épaisseur des flèches reflète l'intensité de la relation. Plus la flèche est épaisse, plus la relation est intense. Les icônes en forme d'homme en rouge représentent les acteurs des Profils 1 et en vert le profil 2. Cependant, la taille de chaque icône de profil 1 est proportionnelle au nombre de relations qu'un individu développe. Ainsi, plus un individu entretient de relations, plus grande est son icône. La relation est dirigée par le profil 1, donc la taille de nœuds concerne cette population. Ainsi, plus les nœuds en rouge sont grands, plus cet individu développe des relations.

Par ailleurs, la *Figure 68* montre que chaque acteur est connecté à plusieurs nœuds, ce qui indique que les acteurs ne dépendent pas d'un seul nœud pour accéder au réseau. En d'autres termes, dans le réseau de Pukë, il est moins fréquent d'observer des individus jouant le rôle de « pont » (*betweenness*). Les individus qui font office de pont (comme nous le verrons dans le cas de Gjirokastër) sont des personnes qui occupent des positions privilégiées, obligeant les autres à dépendre d'eux pour faire partie du réseau. En effet, la mobilisation des acteurs a pour rôle d'éliminer ces positions de pont et de donner à chaque individu l'opportunité d'avoir une centralité dans le réseau (développer plus de relations possibles).

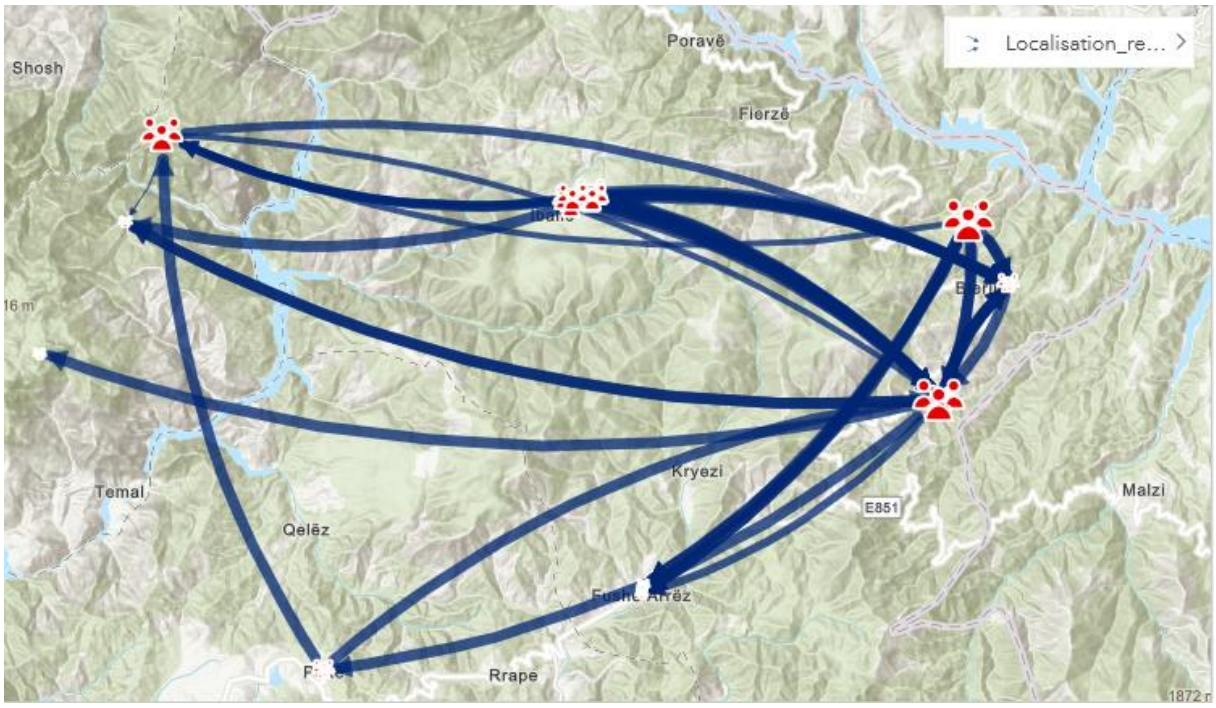


Figure 68 : Cartographie des relations selon la localisation des acteurs. Source : E. Muco, 2022

En résumé, les acteurs à Pukë ont des chances égales d'établir des liens avec n'importe quel type d'acteur au sein de la chaîne. Cela s'explique par le fait que le réseau est équilibré ou pondéré, ce qui rend plus difficile la création de zones de concentration dans le réseau. Autrement dit, si un acteur A est lié à un acteur B, et que ce dernier est lié à un acteur C, celui-ci sera lié de son côté à l'acteur D et il est très probable que l'acteur D soit également lié à l'acteur A.

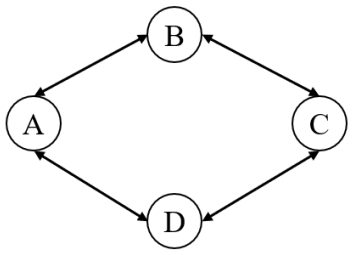


Figure 69 : Cliché simplifié du réseau de relations à Pukë. Source : E. Muco, 2023

De plus, le réseau révèle que ces quatre acteurs ont probablement des relations d'intensité similaire (*Figure 68*). Cela croise la théorie des « liens faibles » (*weak ties*) de Granovetter avec celle de « liens forts » (*strong ties*) (*Tableau 27*). Pour être davantage explicite, le réseau de Pukë est plus ouvert, c'est-à-dire que chaque acteur est connecté à plusieurs autres et a autant de chances d'en connaître d'autres impliqués dans la chaîne de commercialisation, comme l'explique Granovetter dans sa théorie des « liens faibles ». Ainsi, l'épaisseur des flèches montre que, dans la majorité du réseau, les liens sont intenses ou forts. Pour mieux visualiser le réseau à Pukë, nous avons décidé de réduire le nombre de nœuds en regroupant les acteurs ayant des profils similaires (*Figure 70*). Ce graphe est élaboré à partir du croisement entre Type Profil 1 et Type Profil 2. Cette méthode facilite la lecture du réseau et permet d'observer les tendances. A travers ce graphique, nous voulons montrer entre quels types de profil les relations sont les plus denses. Entre quels types de profils sont-elles les plus intenses ? Avec quels profils les acteurs échangent-ils davantage ? Ces questions sont explorées par l'orientation des flèches (arêtes). Le réseau (*Figure 70*) nous permet d'observer que les relations les plus fortes ou les plus intenses se développent sur le côté droit du graphe. Les relations les plus denses se développent au centre du graphique. La taille du nœud représente les acteurs qui développent le plus de relations (réseau plus dense). Nous notons, également, que le réseau est interconnecté, ce qui indique que chaque type d'acteur établit plusieurs relations. Aucun Type profil ne semble jouer le rôle de « pont de connexion ». Ainsi, le fait que certains individus développent davantage de relations que d'autres ne semble pas être un danger pour le groupe.

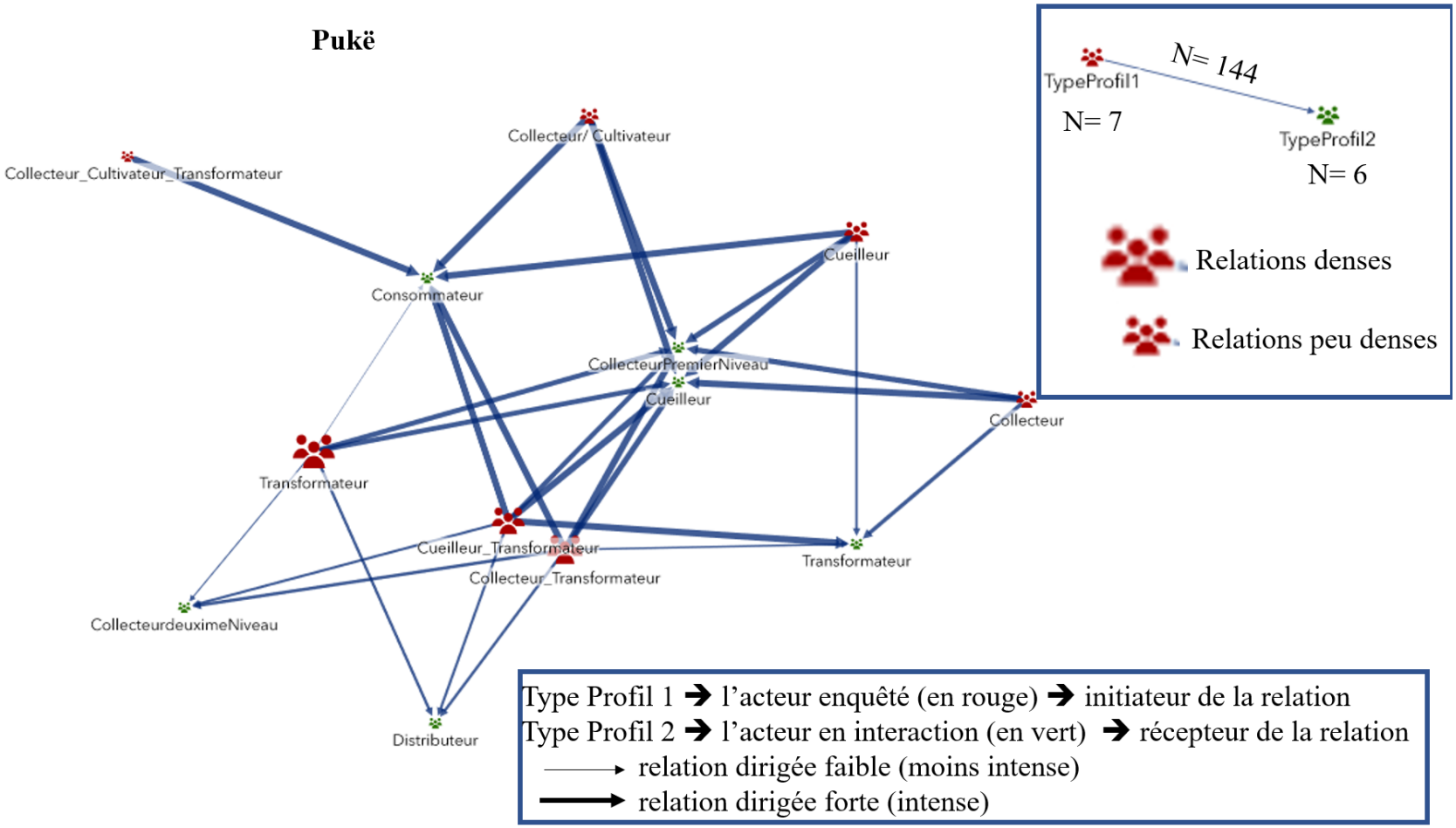


Figure 70 : Un réseau de relations qui met en évidence les relations entre chaque Type de profil de la filière à Pukë. Source : E. Muco, 2022

Cependant, cela ne signifie pas qu'aucun effet négatif ne puisse se produire, lorsque l'intensité des relations n'est pas uniforme pour tous les acteurs. Comme mentionné précédemment, des relations plus fortes entre certains acteurs que d'autres peuvent avoir des effets indésirables sur ces derniers. Toutefois, dans les sociétés traditionnelles, la création de liens plus forts entre certains individus est inévitable. Nous pensons que cela est étroitement lié à la notion de proximité que nous aborderons dans la section 2 de ce chapitre. D'un autre côté, les relations étroites permettent une meilleure gestion des ressources forestières, car ce groupe repose sur une distance réduite, ce qui permet aux individus de détenir des informations sur les comportements que les individus éloignés ne peuvent pas posséder. Ensuite, étant donné que les acteurs créent des Type de profils multiples à Pukë, nous allons entreprendre une analyse détaillée de ces profils pour déterminer si le fait de posséder plusieurs profils a un impact sur la densité des relations et si ces profils multiples sont liés à des associations. Bien qu'une simple observation du graphe ci-dessous (*Figure 70*) permette de marquer des différences, la multitude de lignes croisées complique la lecture. Nous proposons donc une analyse détaillée de chaque type de profil d'acteurs dans la suite de l'étude. Avant d'aborder chaque profil, il est important de souligner que les multiprofils sont principalement attribués aux membres d'AgroPuka. Cette distinction est importante pour voir la différence dans le réseau entre un membre d'une structure coopérative et un non-membre.

1.2.1. Groupe 1 : Cueilleur et cueilleur/transformateur

Ce premier groupe fait partie du Profil 1 (acteurs interrogés), il est composé d'un profil mono et d'un profil composé. Un individu qui ne se consacre qu'à la cueillette (n=16) développe moins de relations (c'est-à-dire qu'il connaît ou collabore avec moins de personnes) que celui qui fait de la cueillette et de la transformation (n=4) (*Figure 71*). En revanche, le cueilleur monoprofil développe des relations plus intenses et plus étroites qu'un multi-profil qui développe des relations davantage professionnelles. Ceci s'explique par le fait qu'un réseau plus vaste implique moins d'affinité entre ses membres, rendant ainsi plus facile la déconnexion par rapport à ce réseau que par rapport à un groupe où les relations sont très intenses. Puisque les individus se montrent ouverts à la participation civique, ces relations doivent être moins intenses, mais plus nombreuses. Ainsi, le cueilleur/transformateur qui développe des relations moins intenses, mais plus nombreuses, est souvent plus enclin à s'engager dans des actions collectives futures et à interagir avec d'autres groupes. Les relations intenses ou affinitives, dites de nature *bonding*, sont souvent très discutées, parce qu'elles peuvent produire des effets divers.

Dans son analyse du *bonding* et *bridging*, Putnam affirme que, si le *bridging* (*weak ties*) ne produit que des effets positifs (lubrifie la société), le *bonding* (*strong ties*) peut générer des effets négatifs (R. D. Putnam, 2000). Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, les sociétés traditionnelles fonctionnent sur la base de normes et de valeurs sociales qui unissent les individus, ce qui peut rendre difficile leur désengagement de ces réseaux. Nous avons également remarqué que la société traditionnelle est plus présente à Pukë. Une défaillance des sociétés traditionnelles tient au fait qu'elles sont affiliées à une faible présence de « *weak ties* » (Fukuyama, 2001). Les relations moins intenses « *weak ties* » permettent aux individus de passer d'un groupe à un autre et de s'ouvrir à des groupes externes.

> *Les sociétés traditionnelles sont souvent segmentaires, c'est-à-dire qu'elles sont composées d'un grand nombre d'unités sociales identiques et autonomes, comme les villages ou les tribus. Les sociétés modernes, en revanche, se composent d'un grand nombre de groupes sociaux qui se chevauchent et permettent des adhésions et des identités multiples. Les sociétés traditionnelles ont moins de possibilités de liens faibles entre les segments qui les composent et transmettent donc moins facilement l'information, l'innovation et les ressources humaines (Fukuyama, 2001).*

Est-ce que l'existence de ces valeurs sociales entrave la capacité des individus à s'organiser, car ils trouvent difficile de rompre ces liens ? Nous observons cela dans deux contextes. D'une part, les valeurs et les normes encouragent certains comportements et favorisent la confiance au sein de la communauté. Comme l'affirme Putnam, la confiance interpersonnelle ou généralisée est une caractéristique des sociétés ayant un niveau élevé de KS. D'autre part, ces sociétés peuvent également créer des relations plus étroites et intenses qui limitent la capacité des individus à se désengager. Si, en 2019[157], nous avions affirmé l'impact négatif du bonding à Gjirokastër dans la volonté de coopération, à Pukë, l'effet est inverse. Dans le cas de Pukë, ces deux contextes jouent un rôle positif, car les valeurs sociales garantissent le respect des règles et assurent la pérennité des initiatives collectives.

Pour revenir aux profils, les cueilleurs qui se limitent à la cueillette sont généralement engagés verbalement vis-à-vis des collecteurs. Ils se concentrent donc sur la récolte des produits forestiers, puis vendent leur production sur place à des collecteurs qui se chargent ensuite de la commercialisation. La cueillette est généralement effectuée par des femmes. Il est important de souligner cet élément de genre, car, comme l'ont montré de nombreuses études, les femmes sont plus enclines à coopérer que les hommes (Sell et al., 1993).

[157] Année de réalisation du mémoire de Master.

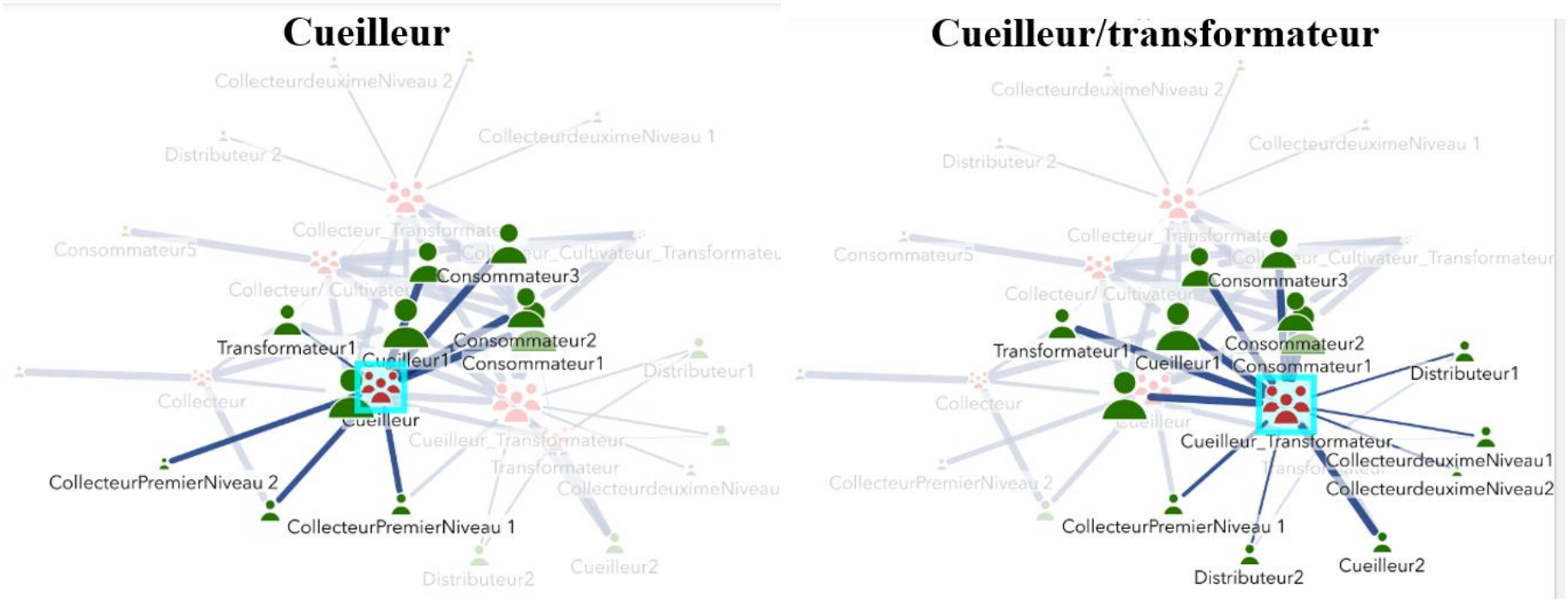


Figure 71 : Le groupe 1, cueilleur et cueilleur / transformateur et la densité de relation développée dans chaque type. Source : E. Muco, 2022 LAGAM

Dans cette thèse, nous avons également vérifié si cet élément de genre jouait un rôle dans la volonté des individus de se joindre à une action coopérative, et il existe, en effet, une petite différence entre la volonté des femmes et celle des hommes de coopérer. Les femmes sont légèrement plus disposées à coopérer que les hommes. Pour revenir à celles que nous avons contactées, elles peuvent transformer, pour la famille ou pour des proches, des produits qu'elles vendent en circuits court. Cette forme d'organisation ne leur permet pas d'élargir leur cercle social et d'innover dans l'activité, étant donné que la vente se faite sur place. En revanche, les cueilleuses qui font partie d'AgroPuka sont également impliquées dans la transformation des produits et les vendent soit directement à AgroPuka, soit lors d'événements organisés par l'association, tels que des jours de marché ou des foires. Ces personnes sont organisées en groupes de femmes au sein de chaque village et possèdent leurs propres locaux pour transformer les produits qu'elles collectent dans leur village. Elles stockent la production en vue de sa vente lors d'événements organisés par l'Association AgroPuka. Il est important de noter que 60 % de ces femmes exercent simultanément une autre activité professionnelle, ce qui leur permet de ne pas être pressées pour vendre les produits. En revanche, le fait que ces femmes travaillent de façon informelle les prive de vendre leur production sur des marchés plus importants. Cependant, elles bénéficient d'une marge supplémentaire grâce à la valeur ajoutée apportée lors de la transformation. En effet, dans l'échantillonnage, les femmes sont incluses soit dans la cueillette uniquement, soit dans la cueillette et la transformation pour celles qui sont membres d'AgroPuka. Ces dernières nous ont affirmé avoir participé à des formations, ce qui leur a permis d'innover à la fois dans la cueillette et dans la transformation des produits.

Photographie 13 : Commercialisation des produits transformés par le groupe de femmes de Gjegjan lors d'évènements organisés par AgroPuka. Source : Page facebook d'AgroPuka

Photographie 14 : Deux différentes formes de commercialisation des produits non-ligneux. Source : E. Muco, 2021

1.2.2. Groupe 2 : Collecteurs et collecteurs/transformateurs

Ce groupe est composé de Profil 1 collecteurs (n=7) et de Profil 1 collecteurs / transformateurs (profils composés) (n=4). La même logique s'applique également dans ce groupe (*Figure 72*). Si un individu se limite seulement à la collecte, son cercle de relations est moins dense. En revanche, s'il agit en tant que collecteur et transformateur, il développe un réseau de relations plus étendu. L'épaisseur de la flèche indique l'intensité de la relation. Cependant, cette intensité varie, car les relations se développent avec différents types de profils et à des distances différentes, ce qui les rend moins intenses sur le plan affectif. D'un autre côté, il est difficile de la définir au vu de la distance, car cela n'est pas toujours relié à la localisation, mais plutôt aux acteurs avec lesquels ce type d'acteurs interagit. Nous expliquons cela par le fait que, dans une relation économique, les agents ont tendance à créer des relations plus denses et plus intenses avec ceux qui sont les plus dépendants en termes de production. Les résultats montrent que, bien que la densité des relations puisse varier d'un groupe à l'autre, la relation est, d'abord, plus intense entre les cueilleurs et les collecteurs, puis avec les consommateurs. Dans la deuxième section de ce chapitre, nous analyserons également les raisons pour lesquelles l'intensité des relations développées est plus forte entre certains acteurs que d'autres.

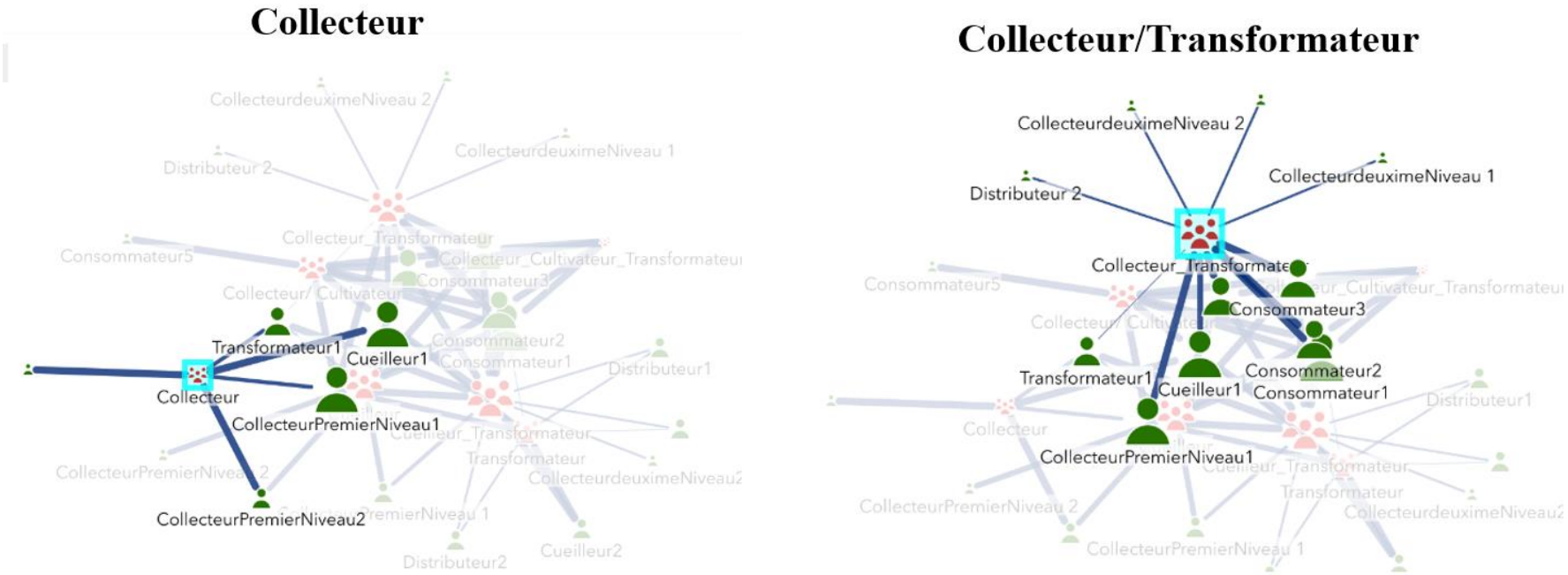


Figure 72 : Le groupe 2 : collecteurs à gauche et collecteurs / transformateurs à droite et densité de relations de chaque types. Source : E. Muco, 2022

Un individu qui évolue au sein d'un réseau dense de relations a davantage de possibilités d'être en cohérence avec les innovations ou les informations du marché que celui qui est dépourvu de ce réseau dense. De plus, lorsque ces relations sont principalement basées sur des liens professionnels plutôt qu'affectifs, il est plus facile pour cet individu de modifier son réseau et de passer d'un groupe moins productif à un autre plus productif. Par exemple, les relations entre le collecteur et le distributeur sont des « liens faibles » (*weak ties*), ce qui signifie que le collecteur peut facilement changer de distributeur en fonction de ses intérêts. En revanche, la relation avec le cueilleur est forte, ce qui rend plus difficile son interruption. Cette dynamique est également bénéfique dans un contexte local, car elle réduit les comportements compétitifs entre les cueilleurs tout en limitant les abus potentiels.

1.2.3. Groupe 3 : Cultivateur/collecteur et cultivateur/transformateur

Le troisième groupe recouvre deux profils composés du Type Profil 1 (acteurs interrogés) dont les cultivateurs / collecteurs (n= 3) et cultivateurs / transformateurs (n= 1). Pour ce troisième groupe, la logique d'analyse sera différente, car nous comparons deux multi-profils (*Figure 73*). Ici, nous observons deux types de cultivateurs qui exercent également une autre activité, l'un s'occupe également de la collecte et le deuxième se consacre aussi à la transformation. L'intérêt de présenter ces deux types est de savoir si l'exercice d'un certain multi-profil a un impact sur la densité et l'intensité des relations entre les acteurs. Dans ce contexte, le premier type développe davantage de relations que le deuxième. Nous pensons que ces relations s'expliquent par le fait que le cultivateur/collecteur possède un réseau plus dense en raison de ses fréquentes interactions avec les cueilleurs, ce qui lui permet de développer un réseau assez étendu au sein de ce groupe. En revanche, logiquement, nous pouvons dire que celui qui se consacre à la transformation doit pouvoir élargir son réseau en incluant des consommateurs à différentes échelles. Mais, cette affirmation dépend fortement des canaux de commercialisation que chaque acteur développe. Si ce type d'acteurs ne vend qu'en circuit court ou directement à des distributeurs, son réseau plus restreint est compréhensible. L'intérêt de présenter visuellement le groupe trois est de démontrer que les différences ne sont pas uniquement dues au choix entre un profil « multi-profil » ou « mono-profil ». Il s'agit également de mettre en évidence la grande variabilité des différences, parfois si complexes à expliquer qu'elles vont au-delà du concept de capital social. Bien que nous ayons tendance à pouvoir expliquer la majorité des relations à travers ce concept, l'inclusion de variables telles que la proximité s'avère nécessaire pour une compréhension plus approfondie.

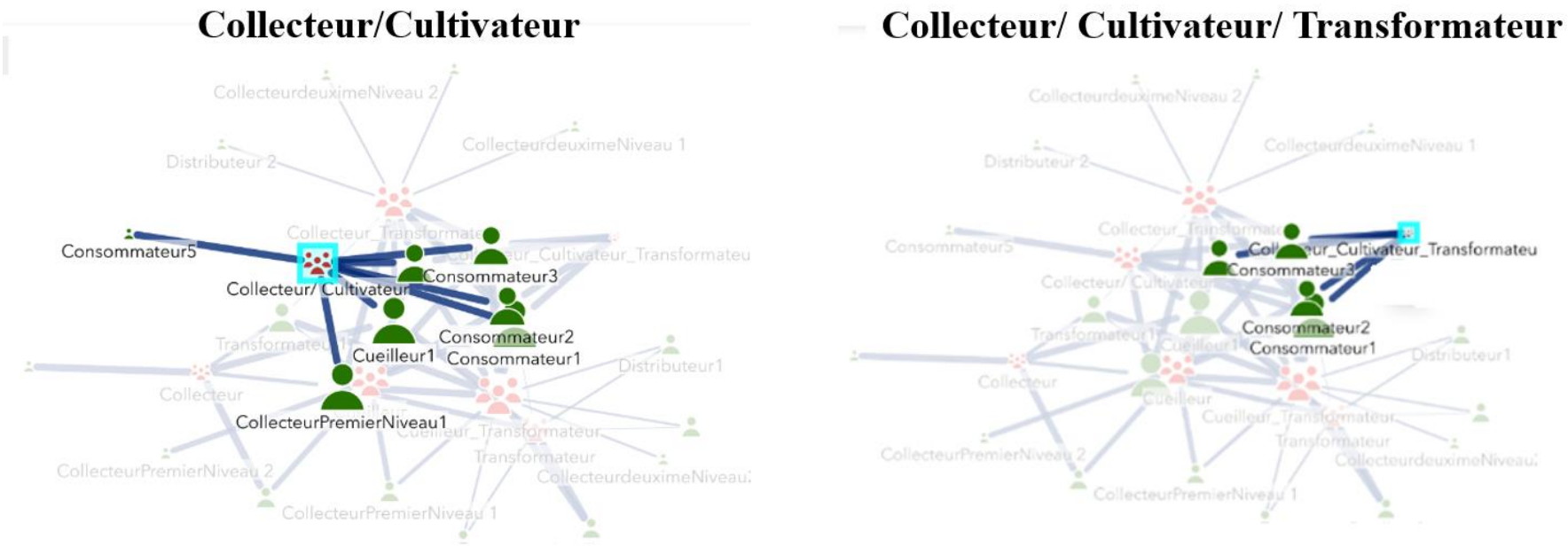


Figure 73 : La densité de la relation entre deux multi-profils composés. Source : E. Muco, 2022

1.2.4. Groupe 4 : Transformateur

Le dernier type est représenté par les transformateurs mono profil (n=4), appartenant au Profil 1 (acteurs interrogés). Le graphe montre que, même si les transformateurs exercent un seul profil, leurs relations sont denses. Les transformateurs sont ceux parmi les profils qui développent le plus de relations, ce qui peut s'expliquer par leur dépendance à l'égard de plusieurs autres profils. En d'autres termes, ils dépendent des cueilleurs qui leur fournissent la matière première, ainsi que du collecteur de premier niveau qui les approvisionne en produits bruts. De plus, les transformateurs utilisent plusieurs canaux de vente pour écouler leur production, ce qui les amène à développer des relations avec divers profils impliqués dans la vente.

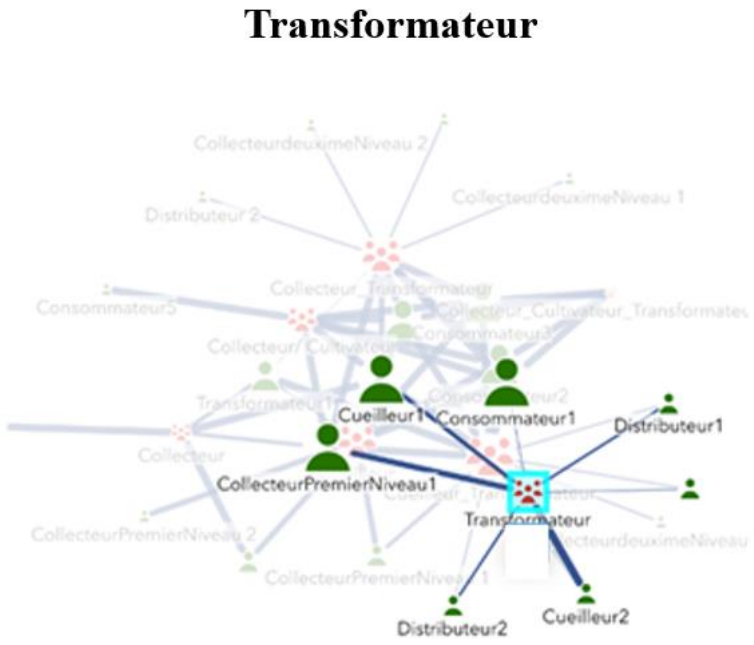


Figure 74 : La densité et l'intensité de la relation dans un mono profil transformateur. Source : E. Muco, 2022

L'intérêt de présenter ce profil réside dans le fait que, premièrement, il développe des relations denses, mais également de diverses intensités. Ce profil nous permettra de mieux comprendre les éléments qui définissent ces relations. En l'observant, on constate que les relations les plus fortes sont établies avec les cueilleurs et les collecteurs, tandis que les moins intenses sont celles avec les distributeurs et les consommateurs. Lorsque nous examinons la localisation, ce profil nous convainc que, même si la distance n'est pas un facteur décisif, elle a un impact sur la qualité des relations.

Résumé du réseau à Pukë

Pour conclure sur les profils et le réseau, nous pouvons dire que ce dernier est plus groupé et plus dense à Pukë . Les relations sont pondérées et interconnectées d'un acteur à l'autre. Nous constatons également que chaque acteur de ce réseau est connecté à plusieurs nœuds, ce qui est une interprétation positive, puisque le retrait d'un acteur de la chaîne de production ne menace pas le réseau. Nous avons, également, remarqué, dans le cas de Pukë, que le profil de l'individu impacte sa densité de relation. Au total, 7 profils (profil 1 : acteurs interrogés) sont identifiés dont 3 monoprofils et 4 multiprofils. Pour mettre également l'accent sur notre approche ascendante, il est très important de souligner que les multiprofils sont développés principalement par les membres de l'association. En effet, on constate que les individus faisant partie d'associations créent plus de profils que ceux qui n'en font pas partie. À Pukë, l'adhésion à l'association AgroPuka permet aux individus de développer plusieurs profils distincts, alors que ceux qui ne sont pas membres d'associations optent pour des profils unifiés ou mono-profils.

1.3. Structuration du réseau à Gjirokastër : une densité faible entre acteurs connecteurs et acteurs connectés

Nous procédons de la même manière à Gjirokastër pour analyser le réseau d'acteurs de la filière fromagère. Tout d'abord, nous analyserons le modèle de relations pour définir la position des acteurs dans le réseau, pour comprendre entre quels acteurs les liens sont les plus denses, quels acteurs développent le plus de liens et lesquels le moins, quelle est la tendance du réseau, *etc.* Ensuite, nous explorerons les relations entre les acteurs du réseau. À Gjirokastër, deux catégories de profils semblent occuper une position centrale au sein du réseau : les producteurs et les éleveurs. Ces relations se forment autour de deux principales logiques : d'une part, une interdépendance due au partage d'un même espace, engendrant des relations basées sur des normes sociales et des valeurs communes ; d'autre part, une connexion basée sur les liens de production, où les acteurs se regroupent selon leur affiliation à des groupes similaires. Il est pertinent de mentionner que ces relations sont dirigées, focalisées sur les acteurs impliqués dans ce réseau économique spécifique. La spécialisation des profils à Gjirokastër restreint la possibilité pour ces acteurs d'établir des liens avec d'autres en dehors de leur domaine d'activité. Par exemple, le fait que les éleveurs se concentrent uniquement sur la commercialisation de leur lait limite leurs interactions avec les distributeurs ou les consommateurs.

1.3.1. Caractérisation des liens de la filière fromagère à Gjirokastër

À Gjirokastër, au total, 120 liens ont été identifiés entre les acteurs de profil 1 (les acteurs interrogés) et les acteurs de profil 2 (les acteurs cités par le profil 1), soit une moyenne de 2.6 liens par acteur. Cela signifie que, dans la chaine de valeur du secteur fromager, représenté par 4 types principaux d'acteurs (*Figure 23*), un individu connait en moyenne 2,6 acteurs de la chaîne. Chaque individu possède au moins une connexion dans le réseau. En ce qui concerne le nombre de connexions, Gjirokastër présente une grande diversité par rapport à Pukë. Les acteurs positionnés au centre du réseau tendent à développer un plus grand nombre de relations, tandis que ceux situés en périphérie entretiennent moins de connexions. Le réseau observé à Gjirokastër présente une dispersion plus importante, caractérisée par un nombre limité d'acteurs centraux et une prépondérance d'acteurs en périphérie. La position prédominante des acteurs sur les côtés du réseau signifie que la plupart d'entre eux ont un nombre limité de relations.

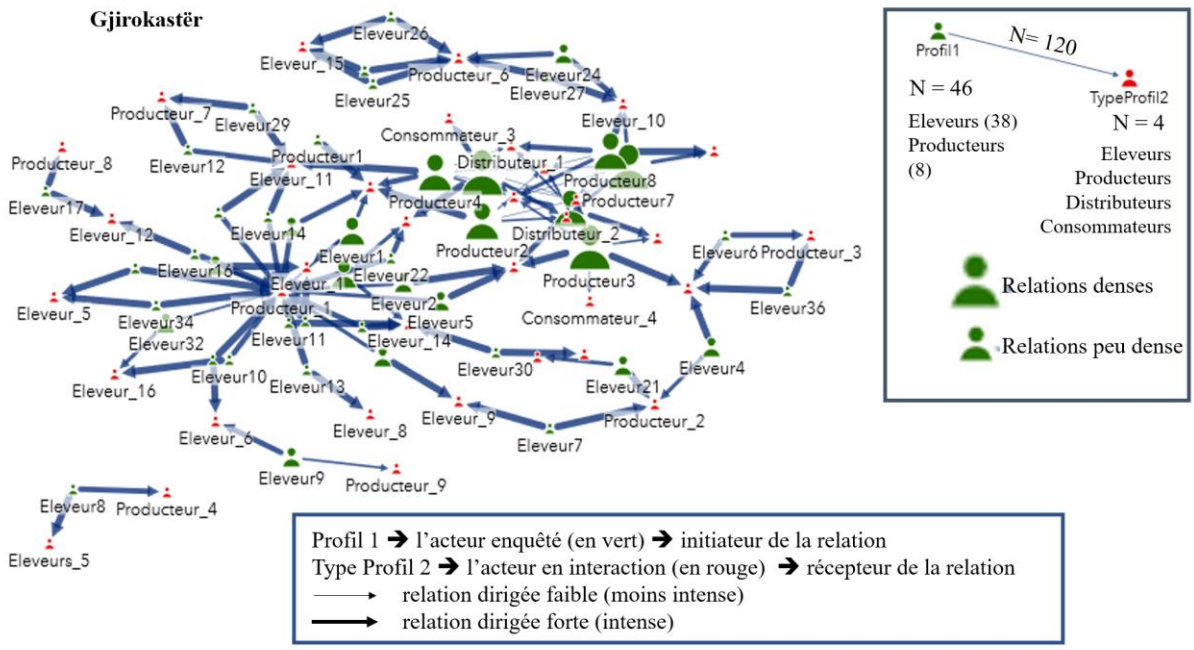


Figure 75 : Représentation visuelle du réseau entre les acteurs de la filière à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022

Le graphe est construit en croisant le profil 1 et le Type profil 2. Le nombre de flèches indique la densité de la relation et l'épaisseur de la flèche l'intensité de la relation.

L'observation du réseau montre que deux types d'acteurs centraux parmi 4 sont représentés par les éleveurs et les producteurs. Cela montre l'importance de ces deux types d'acteurs dans le réseau. Les relations sont plutôt dirigées, l'acteur interrogé est l'incitateur de la relation (en vert) et celui vers laquelle la relation est dirigée (récepteur) est en rouge. Les relations à Gjirokastër sont moins intenses que celles à Pukë et présentent, en outre, une plus grande disparité en termes d'intensité relationnelle. Le réseau représenté à Gjirokastër est moins dense et peu intégré (*Figure 76*), ce qui signifie qu'il y a moins d'interconnaissances et peu d'échanges entre les acteurs. Cela se traduit par un manque d'actions menées par eux. Cette disparité indique que les acteurs développent des relations à des fréquences variées. De plus, le fait que la plupart d'entre eux sont reliés à un seul type d'acteur limite leur ouverture à des groupes diversifiés et, par conséquent, entrave leur capacité à s'organiser.

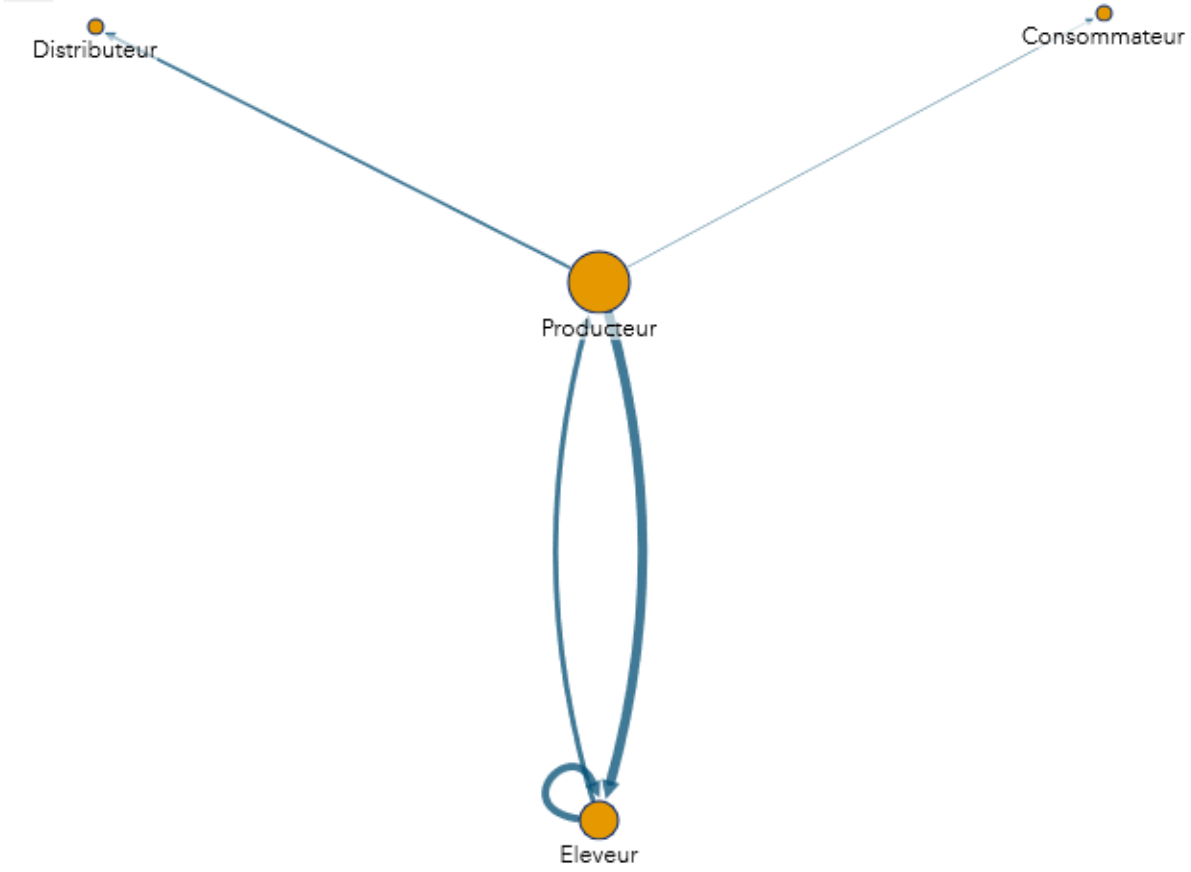


Figure 76 : Un réseau fermé, composé de relations dirigées par un type d'acteurs. Source : E. Muco, 2022

Le graphe ci-dessus a d'abord été réalisé en regroupant les acteurs selon leur profil, par exemple, tous les éleveurs étaient regroupés sous le Type Profil éleveurs, les producteurs sous le Type

Profil producteur, *etc.* Ensuite, le Type Profile 1 (les acteurs interrogés) a été croisé avec le Type Profil 2. La direction de la flèche indique l'orientation des relations.

Les relations dirigées vers le même groupe ne sont observées que chez les éleveurs, alors qu'aucune relation n'existe parmi d'autres acteurs du même type. En observant le graphique, on remarque qu'une des raisons entravant la mobilisation des acteurs à Gjirokastër réside dans la présence d'acteurs « ponts » ou d'acteurs de « *betweenness* », une caractéristique absente à Pukë. Cette situation est considérée comme un inconvénient, car ces acteurs « ponts » ont acquis un pouvoir central dans le réseau, restreignant ainsi l'égalité des chances et l'accès à l'information pour les autres individus. De plus, ces acteurs « ponts » représentent une grande source d'insécurité pour les autres acteurs du secteur, surtout dans un environnement en constante évolution comme celui de Gjirokastër. Cette insécurité est liée au risque que, si ces acteurs « ponts » quittaient le réseau, cela entrainerait la rupture des liens.

Ensuite, en examinant attentivement le réseau à Gjirokastër (*Figure 75*), on constate une tendance à former une chaîne, là où un individu A connaît un individu B et ce dernier connaît un individu C, mais cet individu C ne développe aucun lien avec l'individu A. La relation est dirigée par les producteurs, car ce groupe relie les autres acteurs. Ainsi, si les éleveurs souhaitent transmettre une information aux autres types d'acteurs, ils doivent nécessairement passer par les producteurs. Une rupture de cette relation pourrait compromettre les liens entre les autres acteurs de la chaîne. Cette absence de relations directes entre les différents acteurs de la chaîne et la dépendance envers un seul acteur pour relier plusieurs autres représentent une menace pour la stabilité du réseau. En outre, cela renforce ce groupe d'acteurs tout en affaiblissant les autres, créant ainsi une vulnérabilité potentielle du réseau.

Par ailleurs, en examinant le graphe *Figure 76*, nous pouvons observer un point important. Dans le cas des relations réciproques (éleveurs - producteurs), l'incitation de la relation a un impact sur son intensité. Si l'on regarde ce graphe, la relation « éleveur-producteur » est moins intense que celle « producteur-éleveur ». Il existe deux raisons principales à cela. Premièrement, le degré de dépendance entre ces deux acteurs est différent, c'est-à-dire que les producteurs sont plus dépendants des éleveurs que l'inverse. Deuxièmement, la relation « éleveur-producteur » est principalement régie par le prix (plus sécurisant), alors que la relation « producteur-éleveur » est axée sur la qualité du lait (moins sécurisant).

Comprendre les différents modèles créés au sein du réseau de Gjirokastër

Un autre aspect qui complique la coopération à Gjirokastër tient à l'existence de différents modèles de liens au sein d'un même réseau (*Figure 79*). Pour faciliter la compréhension de la *Figure 79*, nous avons opté pour des clichés simplifiés (*Figure 77, Figure 78, Figure 80, Figure 81*) représentant chaque type de modèle. Cela signifie qu'au sein d'un même graphe (d'un même réseau), certains acteurs développent des relations d'interdépendance (en bleu) (*Figure 79*). Nous avons défini les relations d'interdépendance comme des liens entre éleveurs géographiquement proches.

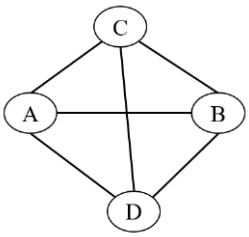


Figure 77 : Représentation visuelle des relations d'interdépendance. Source : E. Muco, 2023

Un autre type de lien concerne les relations interconnectées (en jaune) (*Figure 79*), qui se forment entre un producteur et ses éleveurs. Les éleveurs de ce groupe n'ont pas de relations entre eux, mais ils sont interconnectés avec le producteur.

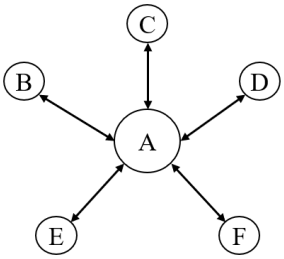


Figure 78 : Représentation visuelle des relations interconnectées. Source : E. Muco, 2023

Le graphique montre également des relations dirigées ou orientées (en bleu clair) (*Figure 79*) entre le producteur et ses éleveurs, ces derniers connaissant d'autres éleveurs qui connaissent d'autres producteurs. Chaque acteur est impliqué dans des relations d'échange orientées vers la production.

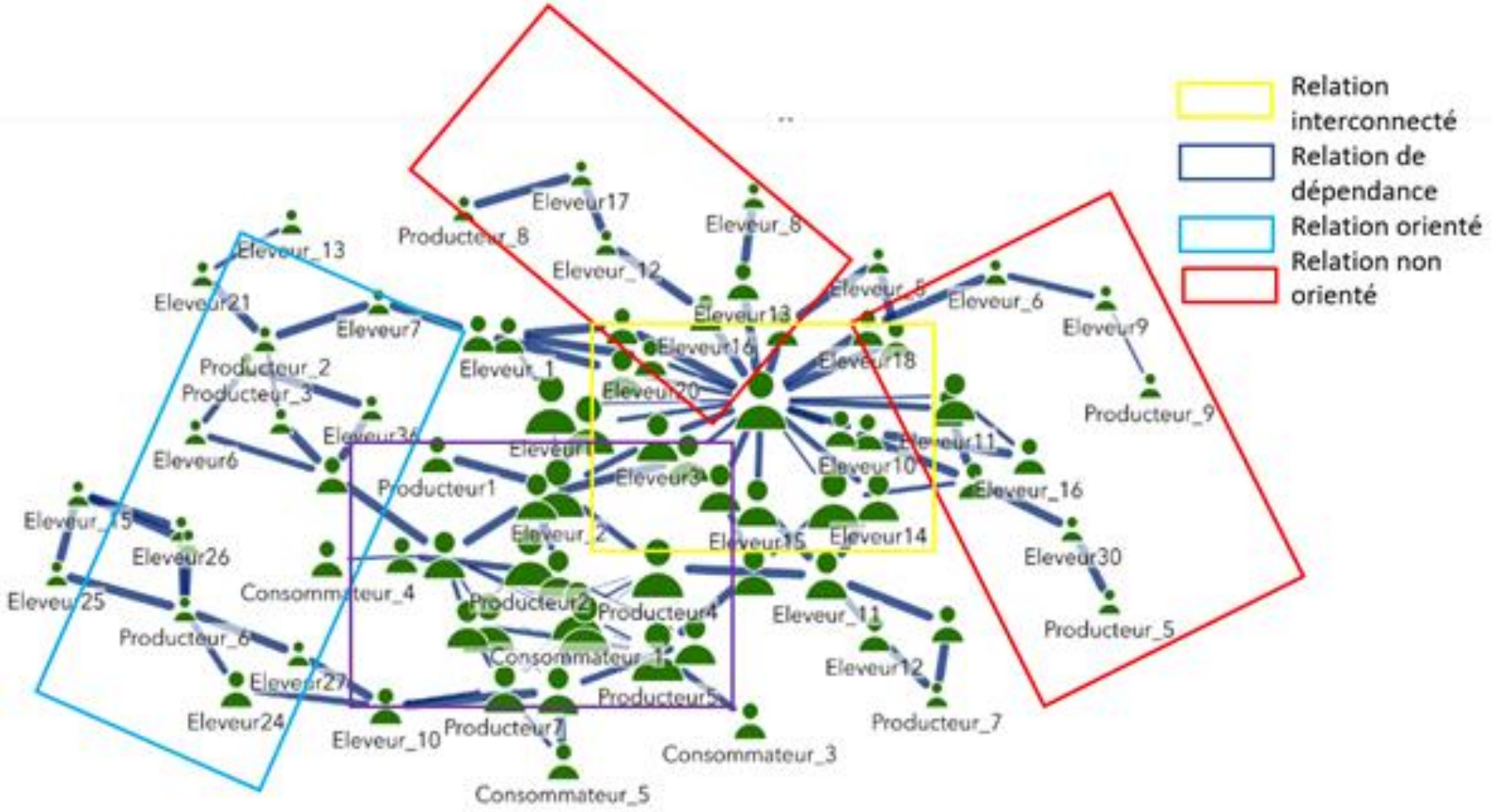


Figure 79 : Divers modèles de relations dans un même réseau. Source : E. Muco, 2022.

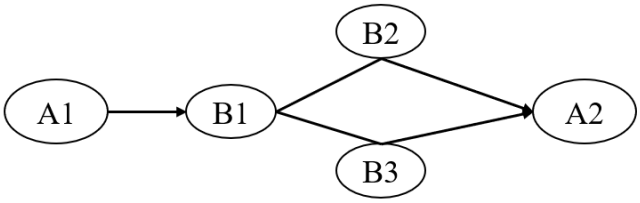


Figure 80 : Représentation visuelle des relations dirigées. Source : E. Muco, 2024

Le quatrième groupe (en rouge) (*Figure 79*) représente les relations non orientées / non dirigées ou en chaîne. Il s'agit d'une sorte d'effet boule de neige, où l'acteur A connaît l'acteur B, celui-ci connaît l'acteur C et ce dernier connaît l'acteur D. La chaîne s'arrête ici, car l'acteur C ne connaît pas l'acteur A et l'acteur D ne connaît ni A ni B.

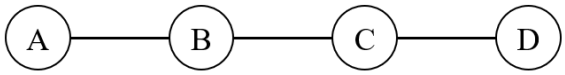


Figure 81 : Représentation visuelle des relations non-dirigées. Source : E. Muco, 2024

1.3.2. Les « baxho » un profil central dans le réseau en tant que « pont » de connexions

Les producteurs de fromage « *baxho* » sont les acteurs les plus polyvalents au sein du réseau. Comme nous l'avons conclu à Pukë, plus un individu accomplit de tâches, plus il a la possibilité de développer son réseau. Cette constatation est également valable pour Gjirokastër. En observant le réseau des producteurs (*Figure 82*)[158], il semble être plus connecté, dirigé par les producteurs. Le graphe montre clairement que les producteurs composent le plus grand nombre des relations, même s'ils sont moins nombreux (n=8). Ainsi, 8 *baxho* occupent 38% du réseau de la filière comparé à celle de 38 éleveurs. Les producteurs de fromage jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement en lait, ce qui leur permet ainsi d'établir des liens avec un grand nombre d'éleveurs. Ils transforment ensuite ce lait en fromage destiné au marchés nationaux.

[158] Ce diagramme est établi par le réseau de base, fondé sur un croisement entre le profil 1 et le profil 2. Dans ce réseau de base, des filtres de vue sont ajoutés au profil 1, ne sélectionnant que les producteurs. L'intérêt de ce diagramme est, d'une part, de voir comment le modèle de réseau change lorsque l'on se concentre sur un seul acteur, et, d'autre part, de vérifier notre affirmation selon laquelle les producteurs semblent créer des relations de « pont ».

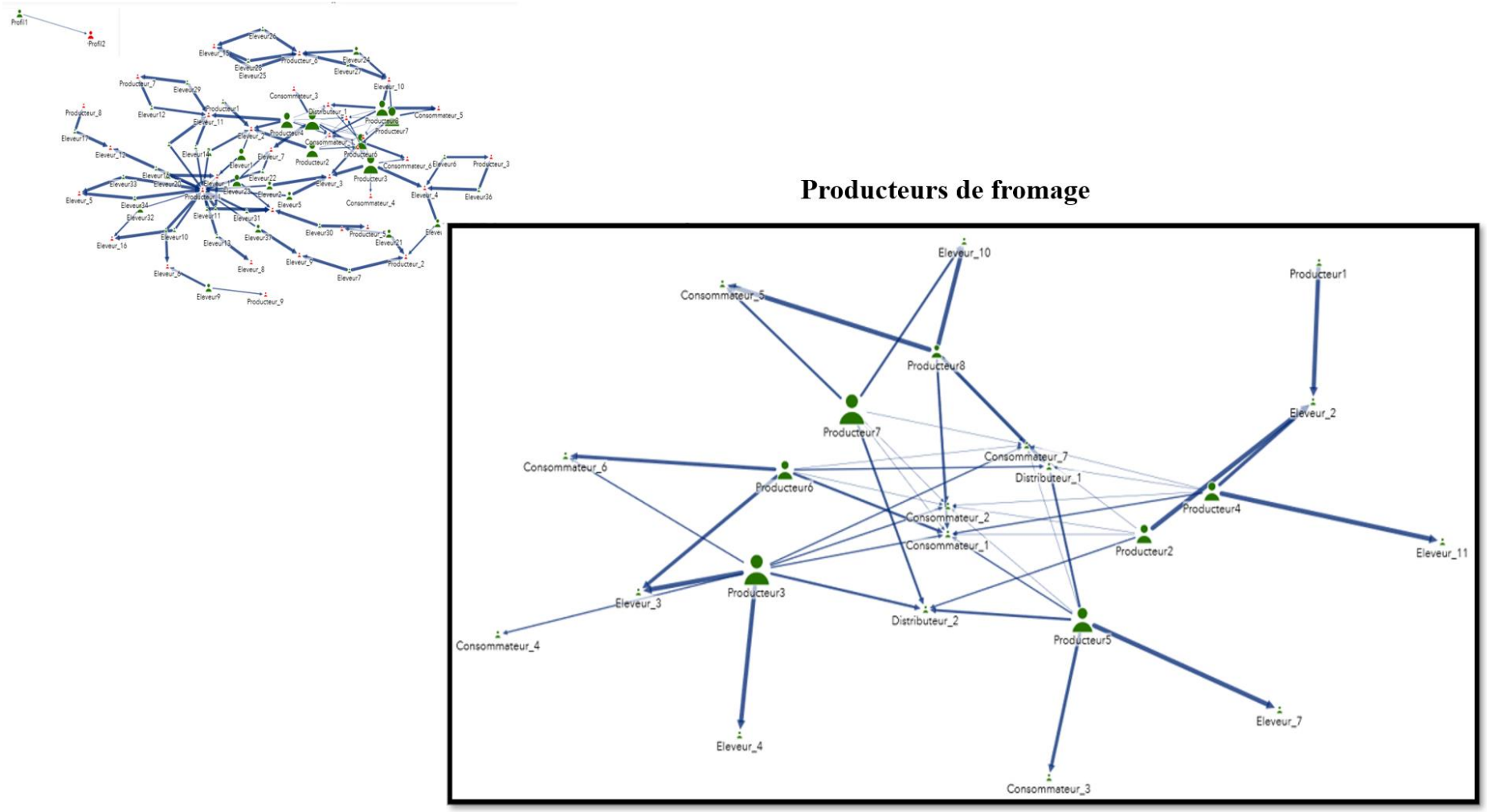


Figure 82 : Un zoom sur le réseau de producteurs (n=8). Source : E. Muco, 2022.

Leur stratégie de vente et leurs canaux de distribution choisis favorisent l'expansion de leurs relations avec divers acteurs. Les producteurs entretiennent des liens avec des distributeurs qui agissent en tant qu'intermédiaires entre la fromagerie et les points de vente. De plus, ils possèdent leurs propres magasins, ce qui leur offre l'opportunité de développer des relations directes avec les consommateurs venant chercher le fromage sur place. Ils commercialisent également leurs produits dans des supermarchés grâce à des distributeurs qui facilitent la liaison entre le producteur et l'acheteur. La portée du réseau de relations d'un *baxho* est directement liée à l'étendue de son réseau de distribution. Par exemple, si un *baxho* se limite à vendre ses produits exclusivement dans sa propre fromagerie, il entretiendra principalement des relations avec les éleveurs et les consommateurs. En revanche, s'il dispose de plusieurs points de vente, cela lui permettra de se connecter avec un plus grand nombre d'acteurs, élargissant ainsi son réseau de relations. En ce qui concerne leur intensité, le graphique permet de distinguer avec quel type d'acteurs les relations sont les plus intenses. Les producteurs ont tendance à avoir les relations les plus intenses avec les éleveurs. Cette tendance s'explique facilement : étant donné que le nombre d'éleveurs est limité par rapport à la demande de produits, les producteurs se font concurrence pour attirer un plus grand nombre d'éleveurs. Les *baxho* partent du principe que les relations affectives sont plus difficiles à rompre et s'efforcent donc de créer des relations plus intenses (fortes) avec les éleveurs. Par ailleurs, comme le montrent également la *Figure 76* et la *Figure 82*, aucune relation n'a été développée entre les producteurs eux-mêmes.

1.3.3. Les éleveurs, des acteurs connectés dans un réseau social et économique

Les éleveurs ne sont pas seulement des acteurs importants au sein de la filière, ils jouent également un rôle essentiel pour le territoire. Ils favorisent la création de liens sociaux et économiques au sein du même réseau. Les éleveurs situés dans les zones rurales montagneuses et éloignées des centres urbains relient ces zones dites périphériques au centre où se trouvent les *baxho (Figure 83)*. Dans le cas des éleveurs, nous observons que les relations sont développées de façon très diverse d'un individu vers les autres acteurs, ce qui représente un modèle de réseau non dirigé ou non organisé (*Figure 84*)[159]. Les éleveurs, étant les plus nombreux (n=38), occupent 62% des connexions du réseau et développent des liens plus

[159] Le diagramme ci-dessus a été réalisé à partir du diagramme de base en ajoutant un filtre dans le profil 1, en sélectionnant uniquement les éleveurs. L'importance de produire ce diagramme de liens tient d'abord à la nécessité de montrer comment le réseau change en fonction du profil, et, ensuite, de suivre la tendance dans les relations des éleveurs et leur potentiel de coopération.

intenses. L'intensité de ces relations s'explique d'abord par le fait que les éleveurs développent davantage de relations avec d'autres éleveurs sur la base de l'interdépendance et de la proximité géographique.

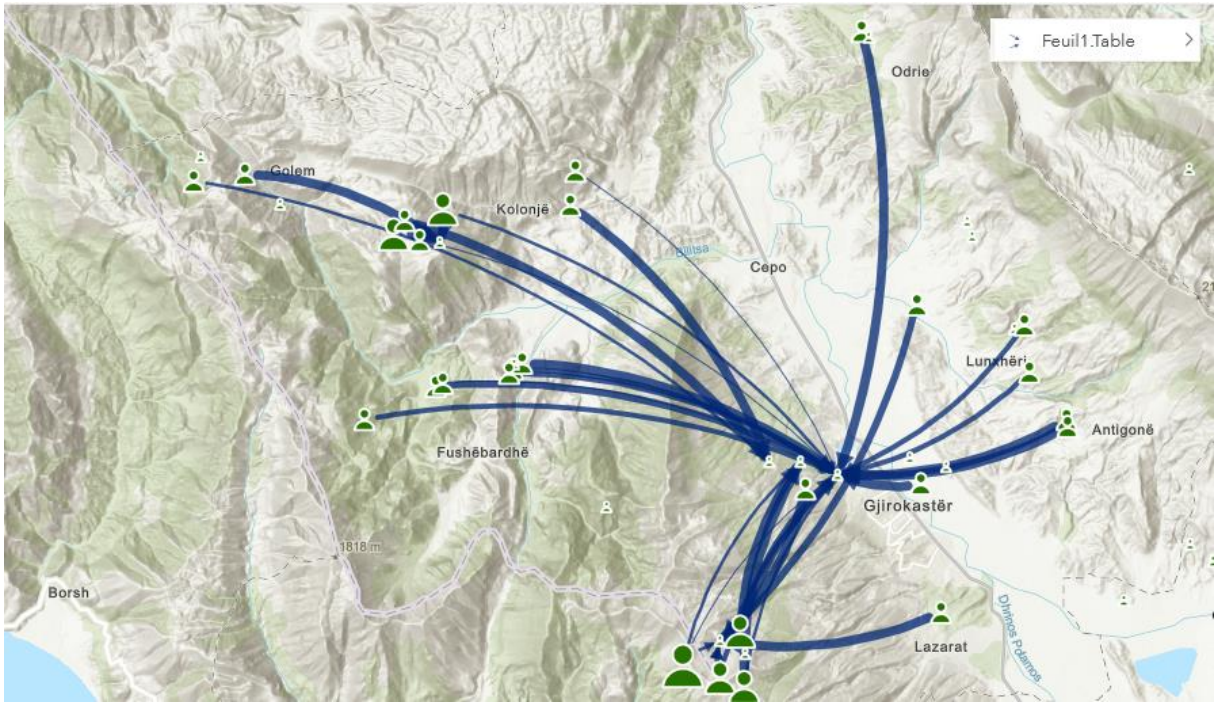


Figure 83 : Positionnement des éleveurs au sein du territoire et leurs relations orientées vers les producteurs (centre). Source : E. Muco, 2022.

Ensuite, cela s'explique par le fait que leur réseau se construit autour d'objectifs communs, que ce soit pour partager des ressources communes ou pour produire ensemble. Ce qui est remarquable dans le réseau des éleveurs, c'est que le modèle est très dispersé et diversifié. Au sein d'un même réseau, on peut observer des relations fermées (en haut à gauche et en bas à droite) qui ne se développent qu'au sein de petits groupes, des relations orientées par un acteur central qui établit un grand nombre de relations, connectées par un individu qui joue le rôle de « pont », ainsi que des relations de type boule de neige ou chaîne, où un acteur connaît un autre qui en connaît un autre, sans nécessairement connaître le premier acteur. Le réseau d'éleveurs montre une tendance à se connecter en fonction de la proximité géographique, c'est-à-dire que les éleveurs se connectent bien entre eux lorsqu'ils sont géographiquement proches, mais ils ne développent pas de relations avec les éleveurs qui sont loin d'eux.

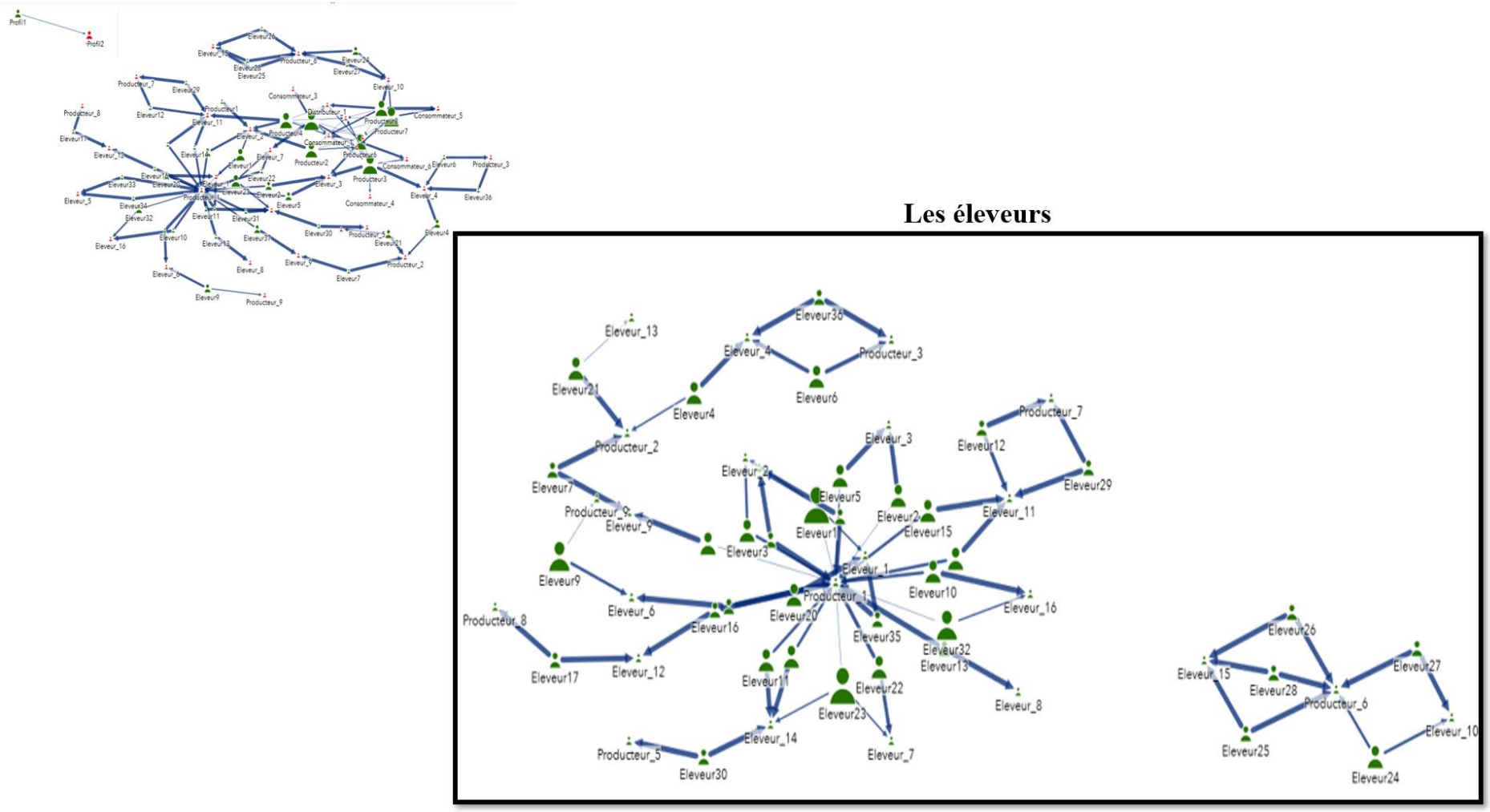


Figure 84 : Un zoom sur le réseau des éleveurs (n=38) à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022

1.4. Comprendre la dynamique des réseaux et leur impact sur la coopération par une approche comparative entre les deux districts

Pour conclure sur les réseaux sociaux dans chaque zone d'étude, nous entamons une analyse comparative de ces dynamiques. À Pukë, nous avons observé un modèle de réseau pondéré, caractérisé par des relations interconnectées, denses et intenses. En revanche, à Gjirokastër, le réseau est moins dense et plus dispersé. Les relations sont davantage orientées au sein d'un groupe productif et moins dirigées entre les différents groupes sociaux. À Pukë, chaque individu établit des liens avec plusieurs types d'acteurs, tandis qu'à Gjirokastër la majorité des acteurs se connectent principalement avec un seul type d'acteurs. Le réseau plus dense à Pukë (*Figure 85*) met en évidence la présence du capital social (KS). Cette présence accrue découle principalement de l'influence des structures coopératives telles qu'AgroPuka, une initiative locale résultant d'une collaboration avec des partenaires internationaux. La création d'AgroPuka a ouvert la voie à d'autres associations telles que les apiculteurs de Pukë, le Centre At Nikolle Trashani, ainsi qu'à plusieurs regroupements informels sous forme d'associations, telles que les jeunes apiculteurs de Pukë, les groupes de femmes, *etc.* Ces structures coopératives et groupes informels contribuent à renforcer et à diffuser le capital social dans la région de Pukë. Le réseau moins dense à Gjirokastër (*Figure 85*) révèle un capital social faible, presque inexistant. Cette absence d'initiatives de l'organisation est perceptible dans la zone et se reflète également dans le modèle de réseau observé. Même en prenant en considération deux secteurs différents, on remarque une faiblesse au niveau de la chaîne de commercialisation à Gjirokastër. Bien qu'il s'agisse de deux secteurs différents, une chaîne commerciale pauvre est perceptible à Gjirokastër. Plus que la nature du produit, nous pensons que cela est principalement dû au manque d'organisation entre les acteurs, qui les prive de s'ouvrir à d'autres groupes. Nous l'avons vu dans le cas de Pukë, dont l'organisation a permis aux acteurs d'innover dans la transformation et de s'ouvrir à d'autres marchés que celui des collecteurs. Cela peut s'expliquer par le fait qu'à Pukë ce sont les membres des associations qui développent des profils multiples et, par conséquent, possèdent un réseau plus dense. À Gjirokastër, l'absence de telles structures associatives semble limiter la construction d'un réseau social robuste et diversifié, ce qui affecte potentiellement la dynamique de la chaîne de commercialisation dans la zone. Par ailleurs, le réseau différent dans chaque zone d'étude s'explique également par d'autres éléments tels que le terrain, le secteur, les normes et l'identité de la société, et la dynamique de la zone.

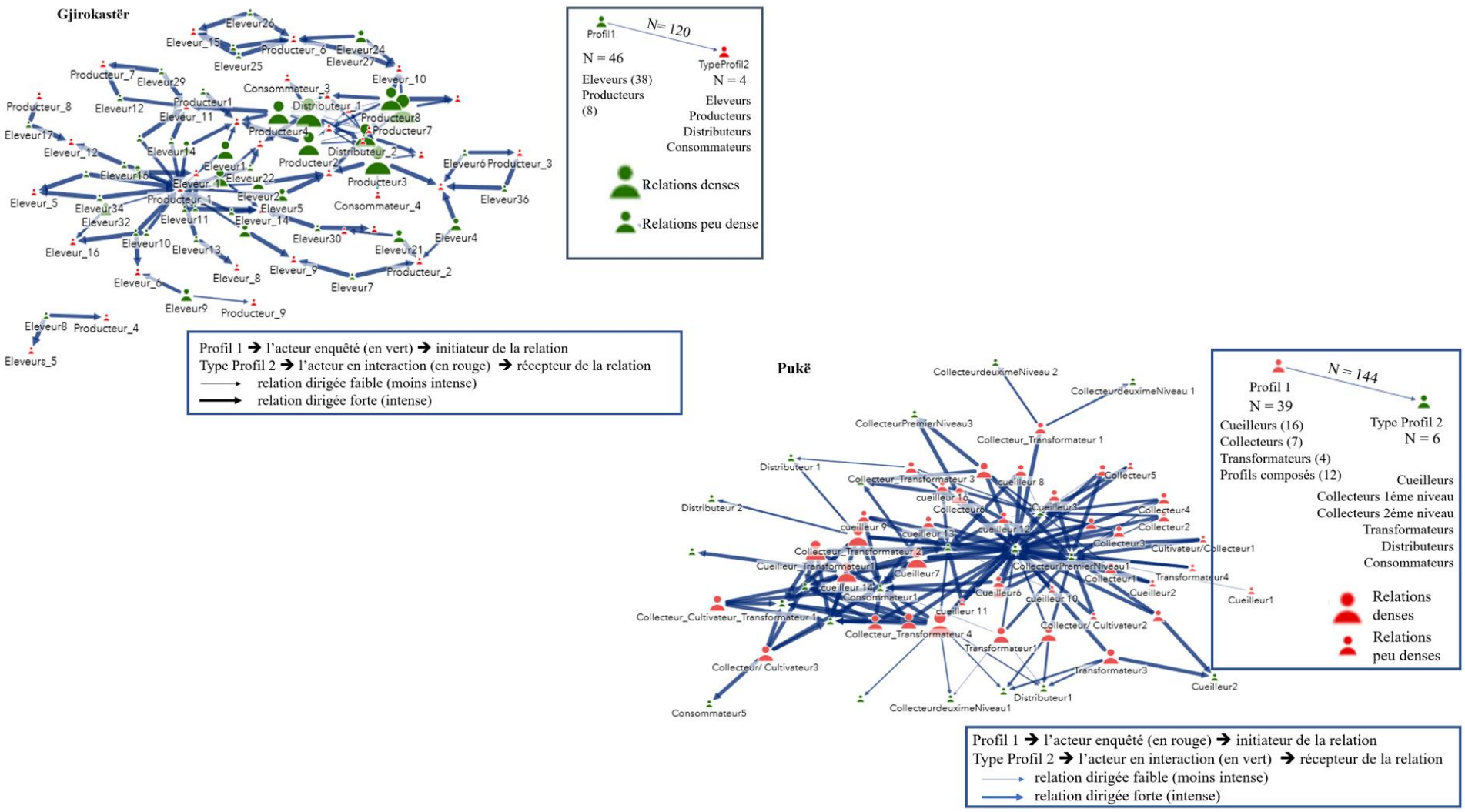


Figure 85 : Une analyse comparée entre le réseau de Gjirokastër et celui de Pukë. Source : E. Muco, 2022

En outre, la notion de proximité, que nous détaillerons plus loin, est apparue comme un élément essentiel dans l'explication de plusieurs indicateurs du KS. Dans ce cas, l'exploration de la proximité pour compléter notre analyse nous semble à la fois importante et innovante.

2. Introduction de la notion de proximité : quelle application dans les zones d'étude

Tout au long de cette partie, dans plusieurs sections, le rôle de la proximité dans l'organisation des acteurs ou dans l'application des règles d'utilisation des ressources a été mis en évidence. Nous avons souligné en début de chapitre, que l'inclusion des réseaux sociaux dans chaque zone est utilisée pour démontrer de manière plus tangible comment l'infusion du capital social (représenté dans le cas de Pukë par la présence associative) permet aux individus de s'insérer dans des groupes plus vastes. Ces groupes élargis se traduisent par un accès accru à l'information, davantage d'innovation et une expansion des marchés dans une perspective économique. De plus, cela se reflète dans une meilleure accessibilité aux ressources naturelles grâce à leur exploitation collective, ainsi qu'une amélioration du capital humain à travers l'introduction d'innovations dans la collecte et la transformation. Le réseau met clairement en lumière notre affirmation selon laquelle le capital social impacte le développement territorial d'une zone, influençant l'accès aux ressources et le savoir-faire, et facilitant ainsi la création du capital territorial dans les zones rurales. L'intégration de la notion de proximité devient alors une approche conceptuelle pour améliorer la compréhension de ces dynamiques de développement territorial à travers les modèles de réseaux sociaux (Torre, 2018). En effet, depuis le début de cette thèse, cette notion complexe a émergé et a souvent suscité des interrogations. Parlons-nous de distance géographique (être proche en termes de kilomètres) ou parlons-nous de logiques organisationnelles similaires (des comportements similaires, des intérêts similaires, *etc.*) ? La proximité est apparue encore plus cruciale dans l'analyse des réseaux sociaux comme un facteur qui peut jouer un rôle dans la détermination des relations développées. Il est facile de voir combien de fois cette notion est abordée dans la première partie de ce chapitre, et ce, pour de nombreuses raisons. D'abord, dans les réseaux, les relations sont souvent plus intenses entre certains acteurs qu'entre d'autres. Ces relations plus étroites se développent souvent entre des acteurs situés les uns à côté des autres, mais, parfois entre les mêmes acteurs, à la même distance, l'intensité de la relation diffère. D'ailleurs, la proximité nous permet de façonner l'organisation des acteurs selon deux entrées méthodologiques. D'abord, cette notion nous permet de localiser les acteurs selon une entrée par la ressource et

comment la proximité défie l'accès à la ressource. Ensuite, la proximité nous permet de localiser les acteurs économiques au sein des deux secteurs dans une approche de la filière.

2.1. La proximité, une notion ambiguë mais fondamentale dans une approche de développement territorial

Tout d'abord, avant de nous lancer dans l'analyse de la proximité, il s'agit de clarifier le concept de « proximité », car il est d'une importance capitale dans notre raisonnement. La proximité est une notion ambiguë, utilisée dans plusieurs disciplines, notamment en économie, en sociologie, en mathématiques et, tout particulièrement, en géographie. De manière générale, la proximité peut être comprise comme le simple fait d'être proche ou éloigné de quelque chose ou de quelqu'un. Mais s'agit-il d'être proche ou éloigné physiquement ou socialement ? Même si la notion de proximité est considérée comme un élément fondamental de la géographie, il est bien admis que cette notion dépasse le cadre de cette discipline. Pour nous familiariser avec cette notion, nous nous référons principalement aux travaux d'André Torre sur la notion de proximité, où deux formes de proximité sont analysées : géographique et organisationnelle (Torre, 2009, 2018). Même dans la proximité organisationnelle, deux formes peuvent émerger : celles basées soit sur une logique d'appartenance soit sur une logique de similitude. En considérant les différentes formes que la proximité peut prendre, ce concept devient ambigu et va au-delà de la simple localisation, comme le soulignent Rallet et Torre (2004). Selon les mêmes auteurs, « *c'est cette ambiguïté qui le rend intéressant, car il concentre en un seul mot la multiplicité des échelles spatiales auxquelles les acteurs économiques et les individus situent leurs actions* » (*Ibid.*, p. 25). Pour réduire cette multiplicité, nous commencerons par définir chaque forme de proximité, puis nous tenterons de caractériser cette proximité multidimensionnelle dans chaque territoire à travers la dispersion des acteurs et les relations existantes entre eux.

La proximité géographique, au sens strict, renvoie à la distance en kilomètres entre deux entités (les individus entre eux, l'individu et la ressource, *etc.*) (Torre, 2009). Cette proximité offre des opportunités considérables en matière d'organisation de la production ainsi que pour les échanges économiques et sociaux (Lacquement & Chevalier, 2016). La proximité géographique peut être de nature permanente ou temporaire (André & Delphine, 2022). Dans le cas des éleveurs et des cueilleurs, elle est considérée comme permanente, lorsqu'ils résident régulièrement à proximité de la ressource. Elle devient temporaire, lorsqu'un individu se rapproche temporairement de quelqu'un ou de quelque chose. Par exemple, les producteurs se déplacent temporairement vers les éleveurs pour collecter le lait, ou les collecteurs se dirigent

temporairement vers les cueilleurs pour rassembler les plantes PFNL. Selon les mêmes auteurs, la proximité géographique peut être soit recherchée, soit subie. Elle est considérée comme recherchée, lorsqu'un individu A s'efforce de se rapprocher physiquement d'un individu B ou d'une entité spécifique telle qu'une ressource ou un lieu. Par exemple, un producteur de fromage peut chercher à déplacer sa laiterie près des éleveurs pour réduire les coûts de transport. De même, un collecteur peut choisir de s'installer dans le même village que son groupe de cueilleurs. En revanche, cette proximité géographique peut également être subie, c'est-à-dire qu'elle est le résultat naturel d'être à proximité de quelqu'un ou de quelque chose par défaut. Par exemple, les éleveurs ou les cueilleurs se trouvent naturellement proches des ressources forestières ou pastorales et entre eux, sans qu'ils aient spécifiquement recherché cette proximité. Cette proximité géographique est souvent contrastée par plusieurs facteurs qui peuvent manipuler la distance géographique, telle que l'existence d'infrastructures, de moyens de transport, *etc.* Par exemple, deux villages de Pukë ou de Gjirokastër peuvent se trouver à la même distance géographique de la ville, mais l'accès à une route peut signifier que le village X est plus proche que le village Y, parce que le temps que met un habitant du village X pour se rendre à la ville est inférieur au temps que met un habitant du village Y. Cette logique s'applique également à la proximité géographique entre les utilisateurs et les ressources. Des ressources forestières situées à des distances kilométriques similaires, mais avec un accès différent, peuvent conduire à des formes d'organisation différentes. Par exemple, à Gjirokastër, les pâturages avec un accès facilité, grâce à une infrastructure satisfaisante, mettent les éleveurs en situation de concurrence pour l'accès, tandis que les pâturages où l'accès est difficile n'engendrent aucune forme de concurrence pour cet accès. Cela produit plus de collectivisme dans la zone où l'accès est difficile à cause d'une interdépendance forte entre les éleveurs. En revanche, dans la zone ou l'accès est plus facile, des comportements plus individualistes émergent en raison de la demande forte d'accès à la ressource. Cette situation peut inciter à des comportements opportunistes et peut conduire à des affaires de la corruption au sein des structures de gestion. En observant simplement la carte de localisation des acteurs (*Figure 86*), une tendance vers le centre se remarque. Nous pensons que cette tendance est due à la présence d'acteurs centraux, tels que les producteurs de fromage dans une approche de filière et les institutions de gestion des ressources pastorales dans une approche centrée sur les ressources.

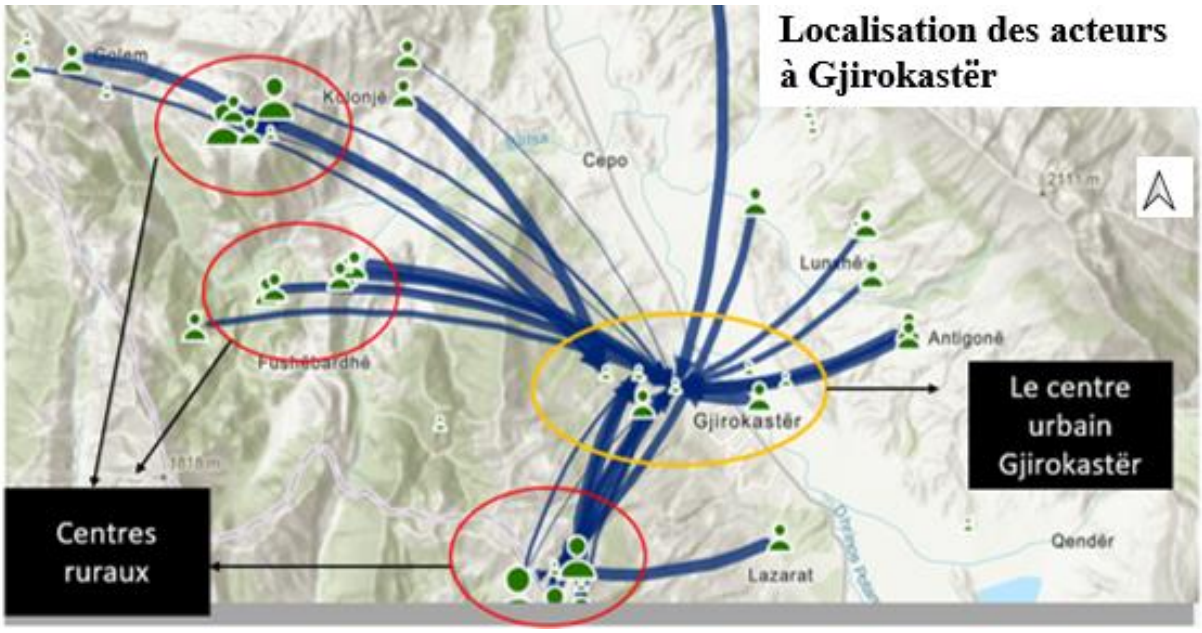


Figure 86 : Localisation des éleveurs et des producteurs et distance géographique entre eux et par rapport à la ville où le fromage est commercialisé. Source : E. Muco, 2022.

La proximité géographique avec la ville et la distance temporelle est plus importante à Gjirokastër où se produisent des relations plus denses. Cette importance est induite par deux facteurs principaux : en général, les producteurs de fromage se situent proches des centres urbains et la gestion des ressources pastorales par contrats crée des relations symétriques avec les acteurs gouvernementaux. En revanche, en observant l'épaisseur des flèches, nous remarquons que des relations d'intensité similaire peuvent se produire à la fois sur de courtes et de longues distances. Cela nous amène à penser que la proximité géographique seule n'est pas suffisante pour expliquer le modèle de réseau à Gjirokastër. Nous allons détailler ce point par la suite. D'un autre côté, à Pukë, la proximité géographique se manifeste dans la manière dont les habitants ont divisé la gestion des ressources communes. Les ressources forestières proches de leurs lieux d'habitation donnent accès aux droits de lignage exercés au niveau des *Fis*. Les ressources situées plus loin des habitations ouvrent des droits d'accès communs pour les villageois. En revanche, la proximité géographique vers des centres urbains est moins importante dans la densité des relations à Pukë comme on le voit dans la *Figure 87*. La majorité des relations sont créées dans les zones rurales car l'organisation des acteurs de la filière (collecteurs, transformateurs, distributeurs) n'est pas limitée par la localisation, que ce soit en ville ou dans le village, la forme d'organisation est la même. Par ailleurs, la gestion de ces ressources forestières pour la collecte de produits non ligneux nécessite moins de présence institutionnelle. Comme dans le cas de Gjirokastër, les relations d'intensité forte se produisent dans différentes distances géographiques.

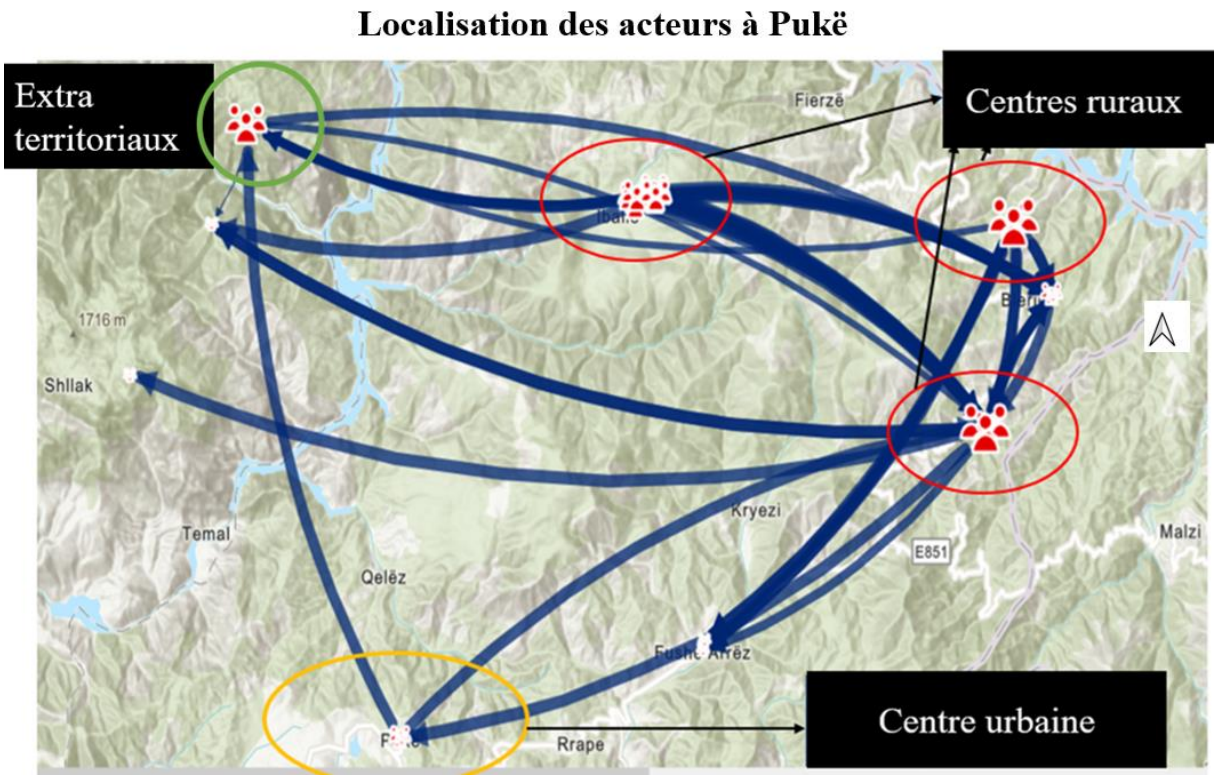


Figure 87 : Localisation des acteurs de la filière PFNL à Pukë. Source : E. Muco, 2022

De toute façon, dans les zones rurales, la proximité géographique est perçue comme importante, parce qu'elle facilite les interactions entre des individus qui se socialisent entre eux par le simple fait de se trouver proches physiquement. De même, ce n'est pas le seul facteur qui induit des interactions. La proximité organisationnelle, quant à elle, peut se traduire comme « *la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres. L'organisation facilite les interactions en son sein, en tous cas, les rend a priori plus faciles qu'avec des unités situées à l'extérieur de l'organisation* » (Rallet & Torre, 2004 p. 27). La proximité organisationnelle ne s'entend pas au sens géographique, mais plutôt en termes de relations économiques et sociales, et se manifeste de deux manières (*Ibid.*) :

- Proximité basée sur une logique d'appartenance : qu'il s'agit de la situation dans laquelle deux acteurs ou plus sont inclus dans le même ensemble de relations ou réseau, que leur relation soit établie directement ou indirectement (Torre, 2018). La logique d'appartenance découle du fait de faire partie du même réseau, par exemple, d'être impliqué dans le même secteur ou la même activité. Dans le cas de Gjirokastër, la relation la plus pertinente dans cette logique est celle entre un éleveur et un producteur de fromage. En appartenant à la même chaîne, ces deux acteurs s'organisent mutuellement en suivant des règles préétablies, par exemple, l'éleveur fournit une

quantité de lait quotidienne et le producteur respecte les règles de paiement. Dans le cas de Pukë, cette forme de logique se manifeste par le fait que les cueilleurs sont issus du même village, immergés dans la filière et organisés par le même collecteur.

- Proximité basée sur une logique de similitude : cela implique l'adhésion mentale à des catégories communes, les individus sont à de faibles distances cognitives les uns des autres. Il peut s'agir de personnes qui se reconnaissent dans des projets communs, ou qui partagent des valeurs communes en termes de culture, de religion, *etc.* (Torre, 2018). Cette forme de proximité se manifeste dans le cas de Pukë par l'organisation des acteurs en un réseau de coopération (AgroPuka) pour développer une activité commune.

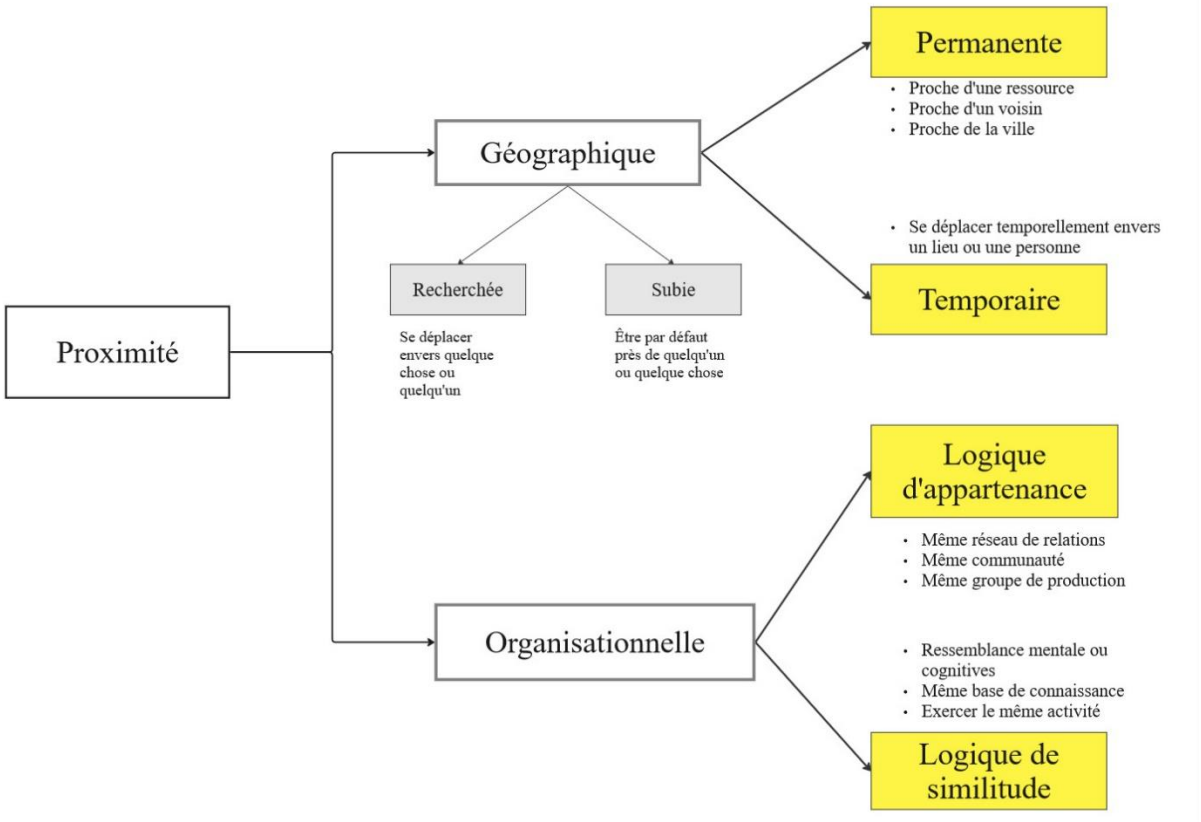


Figure 88 : Conceptualisation de la proximité. Source : Adapté de la littérature d'André Torre[160].

La notion de proximité devient encore plus intéressante, lorsqu'il s'agit d'analyser les relations sociales que les acteurs cherchent à établir. La question posée est de comprendre quelle forme de proximité est nécessaire pour rejoindre les réseaux sociaux. Est-il nécessaire d'être

[160] https://www.youtube.com/watch?v=rDVQOjDRTgM

physiquement proche des autres membres pour les rejoindre, ou bien l'intérêt pour lequel ils se rencontrent est-il un moteur puissant de proximité ? Et, dans le cas de la gestion communautaire des ressources, quel type de proximité les acteurs privilégient-ils ?

2.2. Quelle est l'influence de la spatialité dans le réseau de relations ?

Pour pouvoir tirer des conclusions sur la proximité géographique, nous avons repris les graphes des relations en les comparant avec un autre graphe basé cette fois sur la variable « distance » ou proximité géographique. En examinant les deux graphiques (*Figure 89*, *Figure 90*), nous pouvons visualiser l'impact de la proximité géographique. Ainsi, il apparaît clairement que les relations les plus intenses (graphe de gauche) se développent généralement à proximité géographique (graphe de droite). En suivant la même logique, nous pouvons établir un lien entre la proximité géographique et la densité des relations, en affirmant que les relations les plus denses se développent généralement à courte distance. Dans les deux districts, l'impact de la proximité géographique semble jouer un rôle significatif dans l'intensité et la densité des relations.

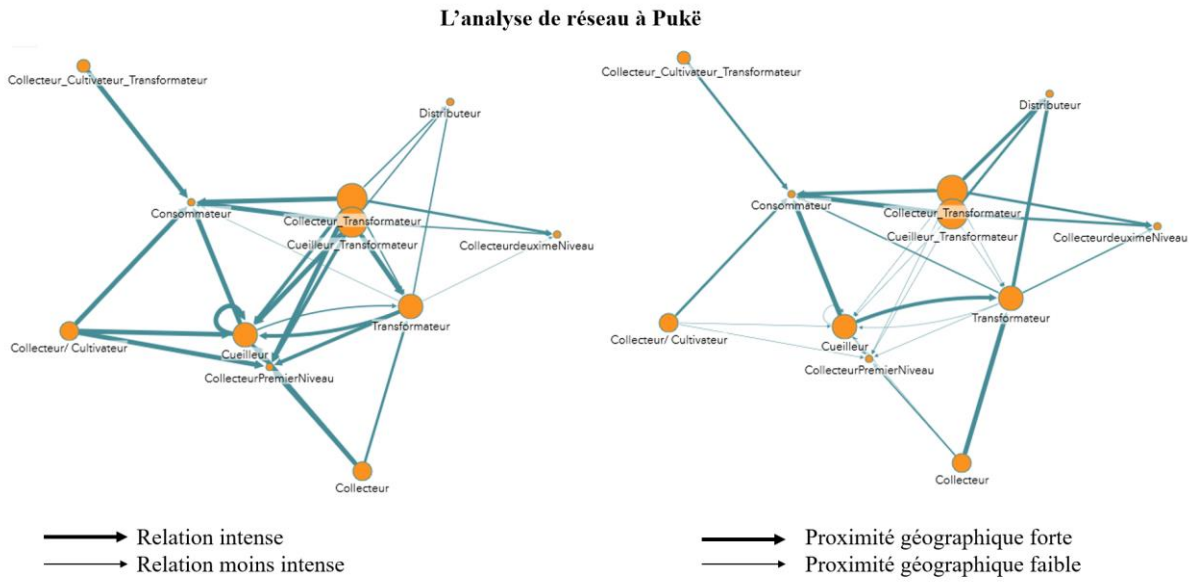


Figure 89 : Représentation du réseau à Pukë selon l'intensité de relation (à gauche) et selon la distance (à droite). Source : E. Muco, 2022

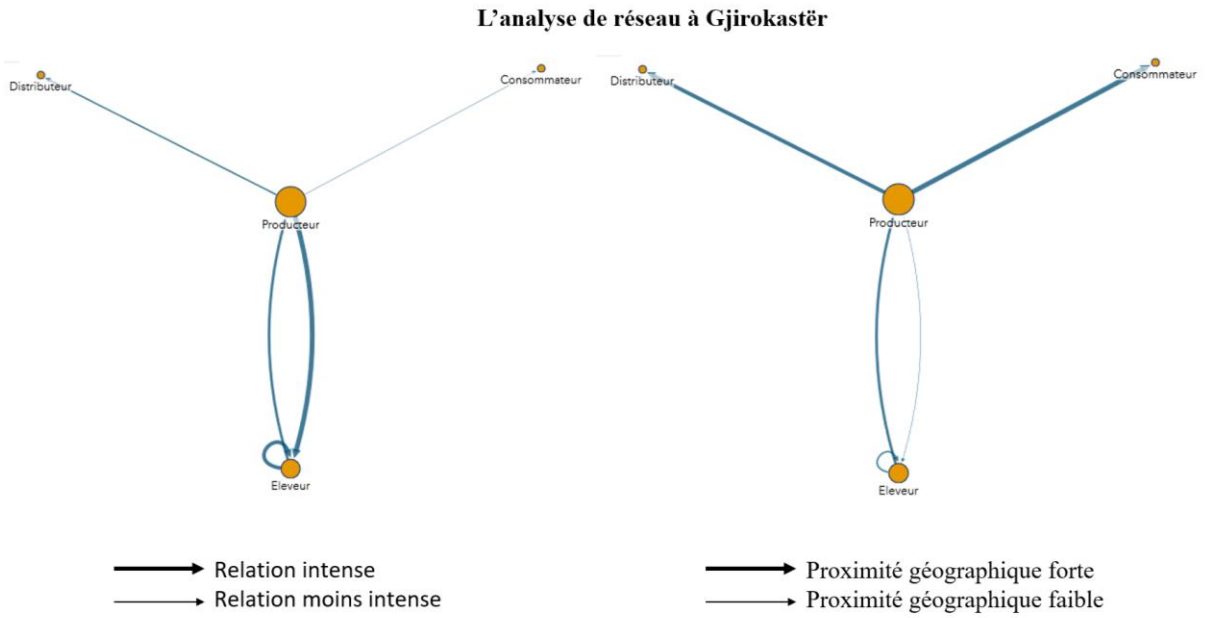


Figure 90 : Représentation du réseau à Gjirokastër selon l'intensité de relation (à gauche) et selon la distance (à droite). Source : E. Muco, 2022

Bien que des relations plus intenses semblent se développer à des distances géographiques proches, l'observation selon laquelle ces relations peuvent également se former à des distances plus éloignées au sein d'un réseau économique suscite un approfondissement de notre analyse.

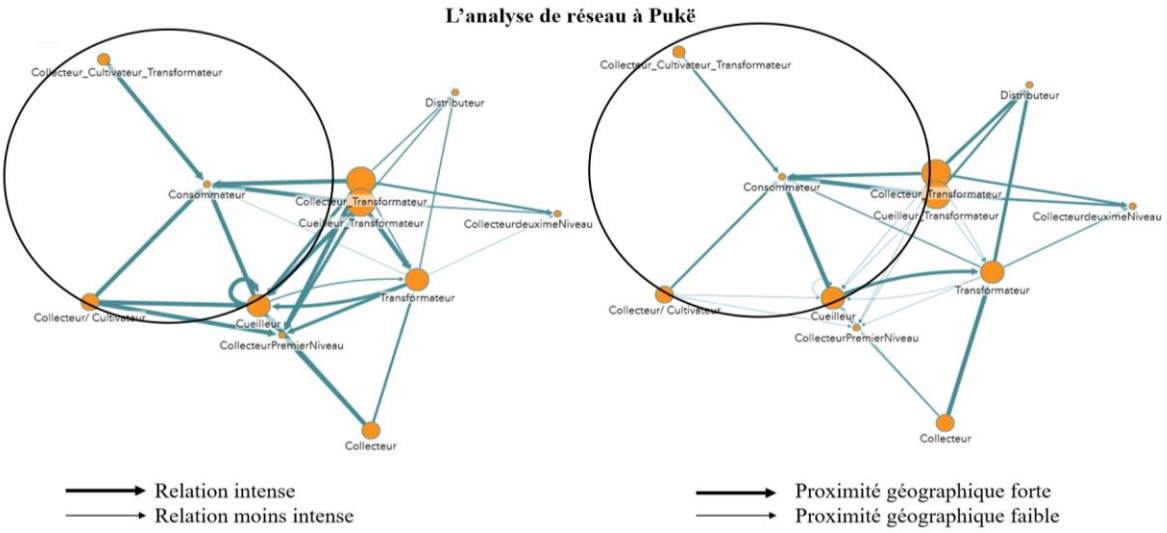


Figure 91 : Visualisation des relations intenses nouées à des distances physiques éloignées. Source : E. Muco, 2022

Comme évoqué précédemment, la proximité géographique seule ne suffit pas à expliquer l'organisation des acteurs. Cette constatation est renforcée par des recherches indiquant que la

proximité géographique devient de moins en moins déterminante dans l'analyse des réseaux sociaux (Rallet & Torre, 2004). La combinaison de la proximité géographique avec la proximité organisationnelle s'avère être une approche pertinente pour expliquer les modèles de réseau dans cette étude. Cependant, les combinaisons empiriques de ces formes de proximité demeurent peu explorées dans la littérature de développement territorial (Torre, 2018). La thèse de Rita Jalkh offre une analyse approfondie en croisant ces deux types de proximité dans un contexte libanais pour étudier le réseau de relations dans le cas des coopératives agricoles de femmes. La référence à cette thèse découle du constat que, comme l'affirme Jalkh (2022) dans le cas du Liban, même en Albanie, le réseau est initialement influencé par des relations familiales fortes et par une proximité géographique étroite. Cependant, du fait de l'opération dans un marché économique, les acteurs engagés dans le réseau développent également des relations qui ne sont pas déterminées par la distance géographique. Nous constatons la même chose en Albanie, ce qui est plus prononcé dans le cas de Pukë. Par conséquent, nous avons poussé notre analyse en profondeur en examinant de manière plus détaillée l'impact de la proximité.

Cependant, il est important de noter que même la fusion ou la combinaison de ces deux formes de proximité ne constituent pas toujours un modèle universel (Rallet & Torre, 2004) à considérer comme une condition pour expliquer nos deux modèles de réseau. Cette complexité à déterminer la proximité comme modèle préalable pour expliquer les dynamiques des relations au sein de la même zone, et encore davantage pour comparer les deux zones, justifie notre choix de traiter cette notion dans la dernière partie du dernier chapitre et d'y ajouter également des éléments discutés dans le chapitre 7 tels que la nature de la relation et les variables de connaissance et de confiance. À travers un graphique des relations, nous pourrons observer comment chaque individu est positionné dans le réseau en fonction de la distance. Nous remarquons que, même si la distance a un impact, les relations ne sont pas toujours corrélées. Une simple observation dans les graphes ci-dessous (*Figure 92, Figure 93*)[161] montre quelques précisions :

[161] Ce graphique a été créé dans ArgGis Insight en croisant deux variables numériques (distance et relation) sur Type Profil 2, car c'est la localisation de ce profil que l'on veut voir. La distance est calculée entre l'acteur profil 1 (initiateur) et l'acteur profil 2 (récepteur). La relation représente la fréquence à laquelle chaque acteur du profil 1 donne à chaque acteur du profil 2. L'axe Y représente l'intensité de la relation et l'axe X celui de la distance en km. Le nombre de nœuds représente la densité de la relation.

- À égale distance, l'intensité des relations diffère en fonction de l'acteur, ce qui nous amène à penser à une proximité organisationnelle (de similitude ou d'appartenance) plutôt qu'à une proximité géographique.
- Sur différentes distances, pour le même acteur, l'intensité des relations reste égale, ce qui suggère une proximité organisationnelle basée sur une logique d'appartenance, indépendamment de la distance (le cas entre le producteur-éleveur et le producteur-consommateur).
- À égale distance pour le même acteur, l'intensité des relations peut différer, ce qui nous amène à réfléchir sur la nature des relations (affective ou professionnelle).
- Avec les mêmes acteurs, mais à des distances et avec des intensités différentes, cela nous amène à penser en termes de dépendance des acteurs.

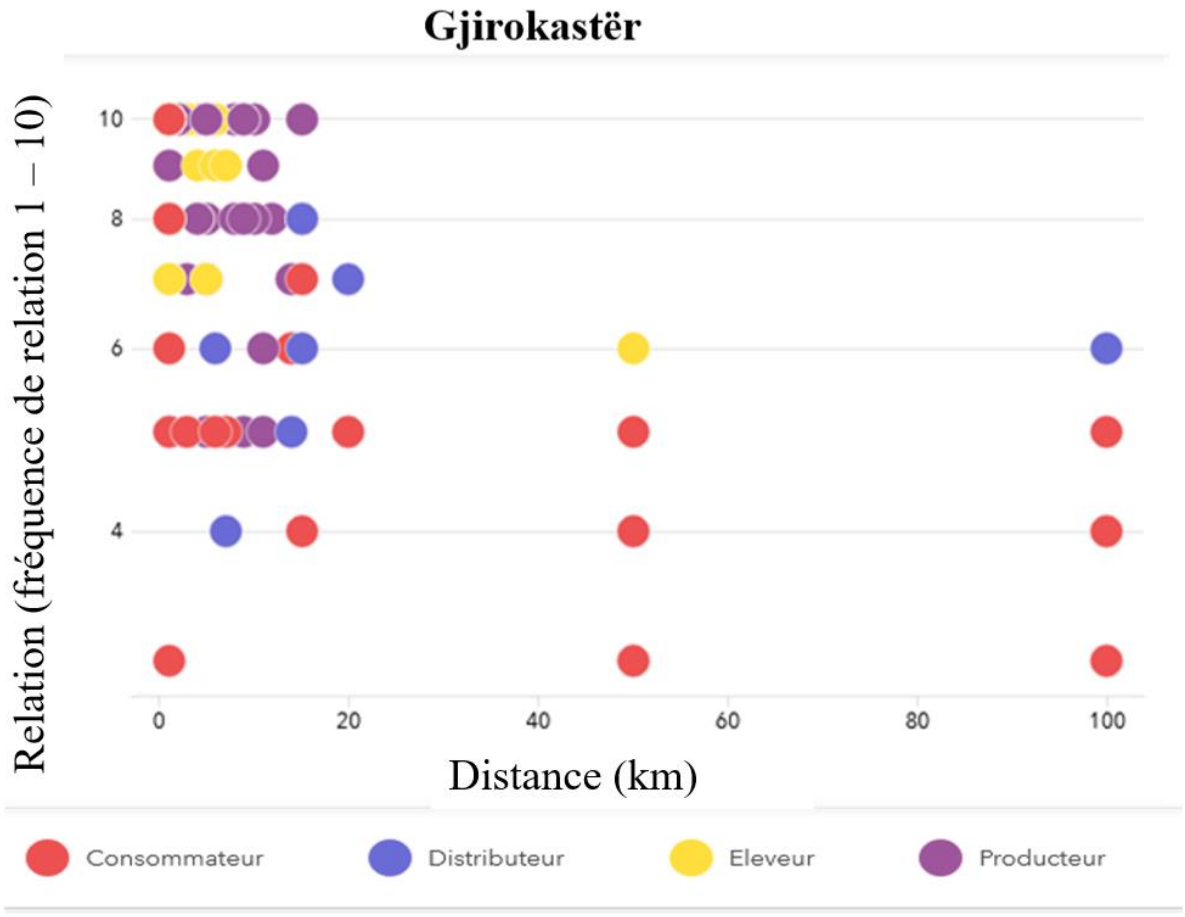


Figure 92 : Diagramme de densité des relations selon la distance à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022

Nous constatons que des tendances similaires se manifestent également à Pukë. Bien que les relations plus denses soient développées à une distance géographique de moins de 20 km, il est important de noter que la proximité géographique ne semble pas être le facteur déterminant

dans la formation des réseaux entre les acteurs. Au lieu de cela, nous constatons que les relations semblent être davantage influencées par une dépendance ou un intérêt plus fort entre les acteurs, ce qui renforce l'idée d'une proximité organisationnelle. Plus spécifiquement, même lorsque les acteurs se trouvent à des distances géographiques similaires, l'intensité et la densité des relations peuvent varier considérablement. Cela suggère que d'autres facteurs, tels que la nature des liens (professionnels ou affectifs), jouent un rôle important dans la formation de ces réseaux. En d'autres termes, la proximité organisationnelle, qui se fonde sur des similitudes dans les activités et d'appartenance au même groupe (les intérêts ou les affiliations), semble jouer un rôle plus crucial que la proximité géographique dans la création de ces réseaux. Cette constatation met en lumière l'importance de prendre en compte une perspective plus large et multidimensionnelle lors de l'analyse des réseaux d'acteurs, en mettant l'accent sur les interactions organisationnelles et les liens qui vont au-delà de la simple distance géographique.

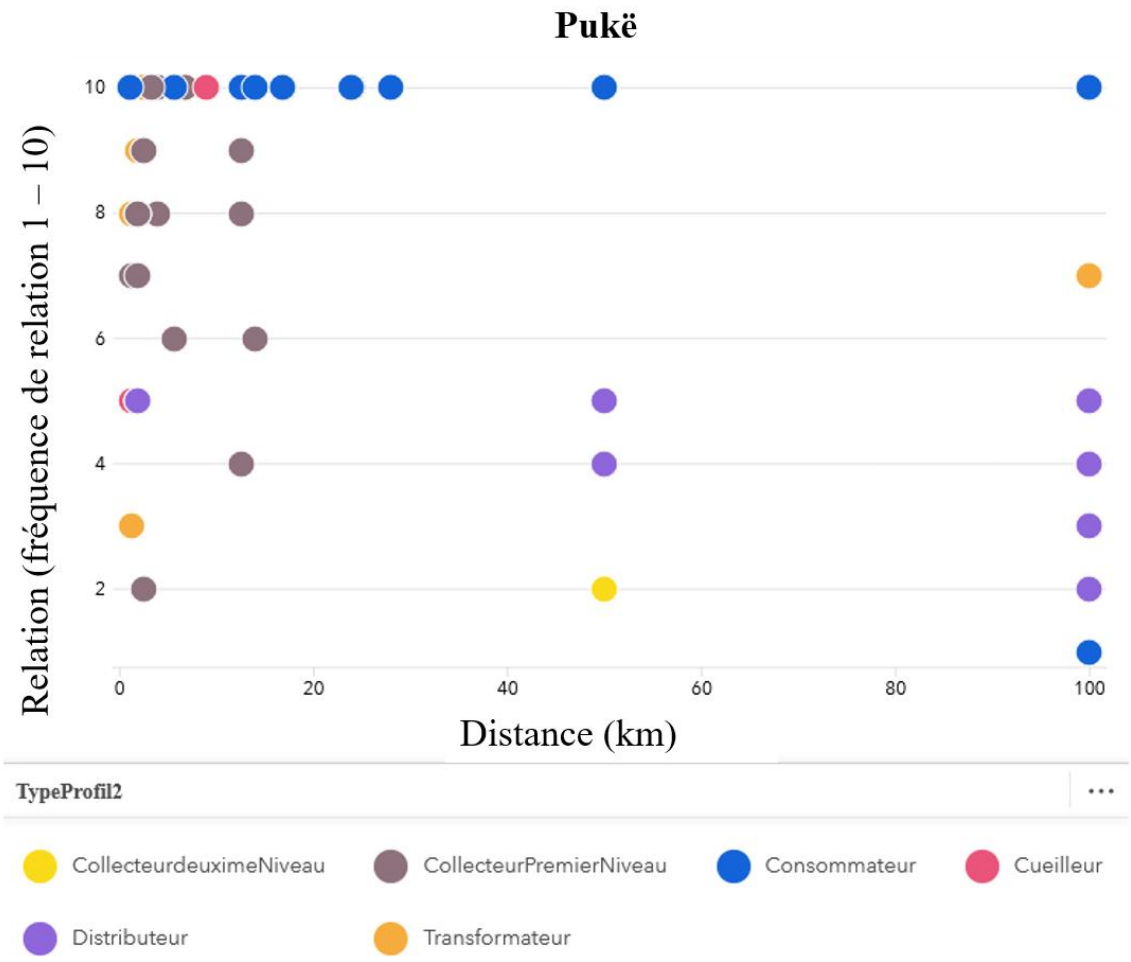


Figure 93 : Diagramme de densité des relations selon la distance à Pukë. Source : E. Muco, 2022

2.3. Quelle forme de proximité pour favoriser des relations de coopération ?

Les résultats obtenus dans les deux territoires mettent en évidence deux aspects importants. Premièrement, ils soulignent l'influence de la proximité géographique sur le niveau de connaissance et le développement de relations étroites. En effet, comme le disent bien Dupuy et Torre (2004), la connaissance conduit à une auto-validation dans un processus de coopération. Selon ces mêmes auteurs, cette forme de proximité est importante, car elle réduit les insécurités entre les acteurs qui interagissent dans un monde d'incertitude. Toutefois, la proximité géographique n'est pas un élément décisif pour conclure ou pour motiver les individus à s'engager dans des actions de coopération. Deuxièmement, d'un point de vue économique, la proximité géographique peut également engendrer des résultats indésirables, tels que la concurrence entre des acteurs économiques. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le type de proximité qui peut faciliter une coopération fructueuse. Outre la proximité géographique, exprimée en termes de « loin de » ou de « près de » de chaque individu avec lequel on interagit ou échange, des logiques de similarité ou d'appartenance (proximité organisationnelle) peuvent faire interagir les individus (Rallet & Torre, 2004) sans forcément être à côté. Ainsi, conformément à ces deux logiques, l'interaction se produit malgré la distance physique entre les acteurs en raison de leur appartenance commune à un même groupe d'intérêt (logique d'appartenance) ou à un même secteur d'activité (logique de similarité). Dans le premier cas, l'interaction est rationalisée par des règles et des routines comportementales établies, comme celles qui existent entre les producteurs et les éleveurs, les producteurs et les distributeurs, ou les cueilleurs et les collecteurs. Dans le second cas, l'interaction est renforcée par un système de représentation commun, illustré par les catégories d'éleveurs, de cueilleurs et de transformateurs (Rallet & Torre, 2004). Par exemple, dans le cas de Pukë, les acteurs de la chaîne des produits non ligneux, malgré leur densité de relations localisées à une distance plus proche, développent des relations fortes même à une distance plus grande. Nous pensons que, dans ce cas, plus que la distance géographique, c'est l'intérêt symétrique qui existe entre les acteurs. Ceux-ci ont tendance à créer des relations fortes avec les personnes pour lesquelles ils ont un intérêt plus grand. Par exemple, si l'on constate une relation entre un collecteur et un cueilleur, quelle que soit la distance qui les sépare, ces relations seront fortes (*Figure 94*). Le fait d'appartenir à un même groupe incite les individus à développer davantage de relations entre eux.

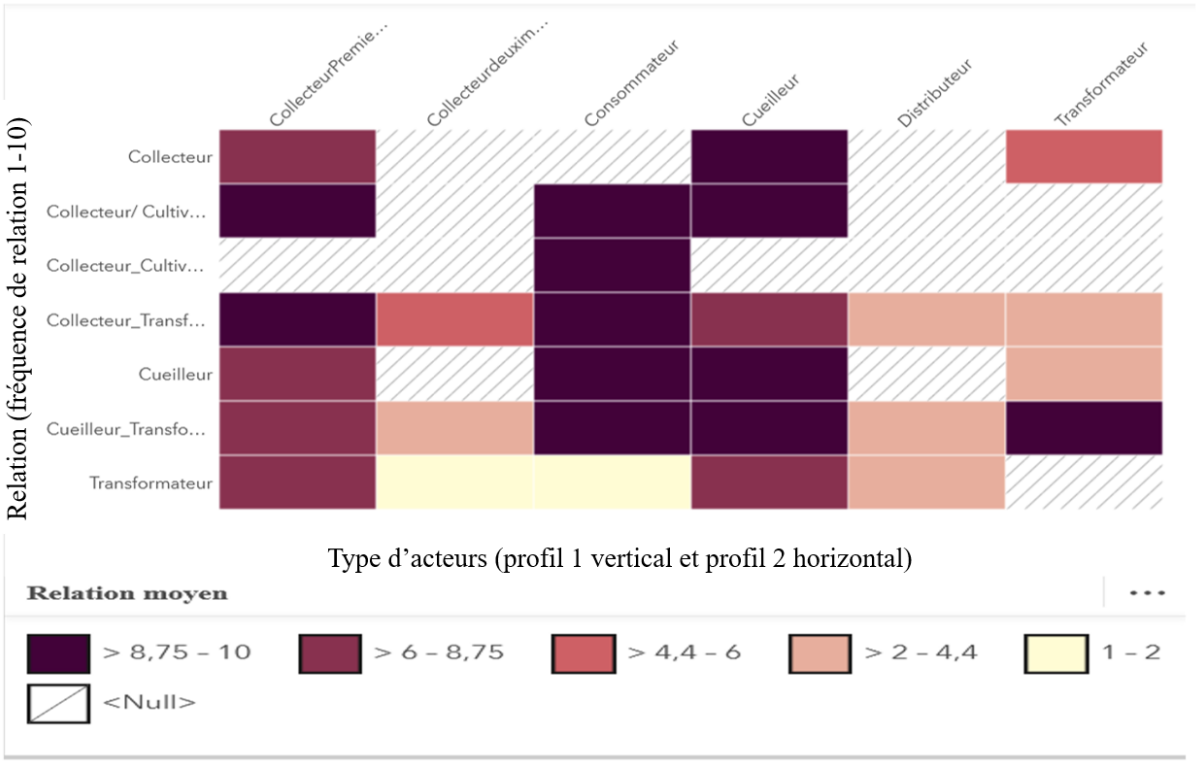


Figure 94 : Représentation graphique entre les acteurs interrogés (profil 1) du réseau et les acteurs cités par profil 1 (profil 2) à Pukë. Source : E. Muco, 2022

La même tendance relationnelle est observée dans le cas de Gjirokastër. Les relations les plus denses et les plus solides se trouvent entre les éleveurs et les producteurs en raison d'une interdépendance significative entre ces deux groupes d'acteurs. En revanche, à Gjirokastër, les résultats ne montrent aucune relation entre les éleveurs et les autres acteurs de la chaîne. Ainsi, les producteurs entretiennent des relations plus nombreuses avec un plus grand nombre d'acteurs, bien que ces relations soient moins robustes que celles avec les éleveurs (*Figure 95*). Nous pensons que cette situation est liée au fait qu'il y a de moins en moins d'éleveurs et que la demande de lait est de plus en plus supérieure à l'offre. Pour ce faire, les producteurs doivent créer des liens solides afin de garantir des relations durables avec les éleveurs sans tenir compte de la distance. Le graphique montre que les producteurs de fromage ont une relation plus forte avec leurs éleveurs que l'inverse. Cela est moins nécessaire avec les distributeurs ou les consommateurs, car la demande de fromage est supérieure à l'offre. Les résultats ne montrent pas non plus de relation entre les producteurs, que nous considérons comme un point d'ancrage pour le secteur et le territoire.

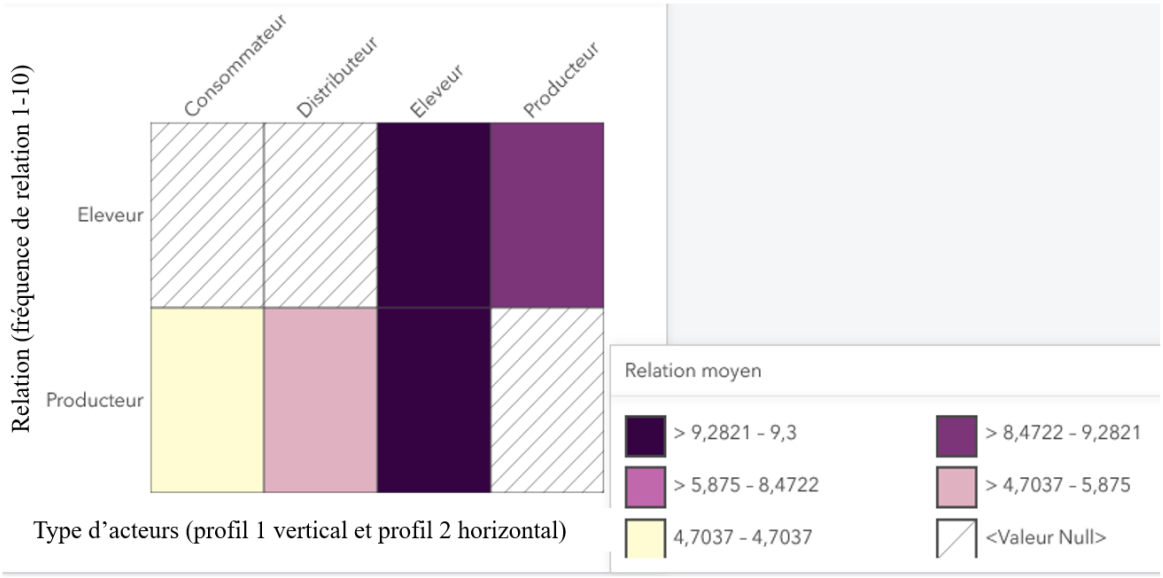


Figure 95 : La dispersion des relations dans le district de Gjirokastër. À gauche la densité de ces relations et à droite la qualité des relations en fonction de la distance. Source : E. Muco, 2022

3. Conclusions huitième chapitre

Ce dernier chapitre s'est concentré sur une analyse détaillée des réseaux sociaux et économiques dans chaque district étudié, mettant en évidence les différences entre les réseaux de ces zones tout en évaluant l'état du capital social dans chaque région. Un réseau social représente un ensemble de liens formés par des interactions. Chaque zone est caractérisée par un réseau spécifique, présenté à travers des diagrammes (graphes) de relations. Les réseaux varient d'un district à l'autre : on observe un réseau plus dense et plus complexe à Pukë qu'à Gjirokastër. La densité accrue du réseau à Pukë indique une interconnexion plus forte, dont chaque nœud est lié à plusieurs acteurs, créant ainsi un réseau riche en relations sociales. Cette situation est en grande partie attribuable à la présence d'actions organisées, telles que les mouvements associatifs, qui favorisent l'ouverture des acteurs vers des groupes plus larges et offrent à chaque individu un réseau plus vaste. Nous partons du principe qu'un réseau plus dense, en termes de relations de connaissance et d'interdépendance, possède une plus grande capacité d'action. En revanche, un réseau moins dense, où les acteurs sont peu connectés entre eux, présente une capacité d'action moindre. De plus, en examinant le réseau à Pukë, nous constatons aussi des différences entre les membres d'associations qui exercent des rôles multiples, développant ainsi un plus grand nombre de relations. Cependant, il est important de noter que tous les acteurs à Pukë ne sont pas membres d'associations, ce qui ajoute une nuance aux observations du réseau social. En revanche, à Gjirokastër, le réseau social est moins dense, ce qui suggère un niveau de capital social moins élevé dans cette région. La compréhension de

ces réseaux à travers la notion de proximité démontre que les relations sociales et économiques entre les acteurs peuvent être expliquées par plusieurs facteurs, englobant à la fois la proximité géographique et organisationnelle.

Conclusion partie trois

La troisième partie de la thèse constitue un élément fondamental, car elle établit un lien entre le capital naturel abondant dans les deux zones étudiées, l'accès et l'exploitation de ce capital, englobant la notion de gouvernance des ressources naturelles, ainsi que les connaissances et savoir-faire locaux (KH) qui permettent une valorisation variée de ces ressources (via l'élevage et les produits forestiers non ligneux). Ce capital humain, traditionnel et spécifique à chaque district, permet à ces zones non seulement de valoriser leurs ressources, mais également de différencier ces districts, créant ainsi ce que nous avons précédemment nommé ressources territoriales, développées dans la première partie de la thèse. De plus, c'est cette combinaison entre le capital humain spécifique et la présence des ressources naturelles qui éclaire les stratégies de développement rural singulier dans chaque zone et qui permet de parler d'un développement rural albanais. Enfin, nous avons démontré, à travers la notion de capital social, comment les formes d'organisation des acteurs façonnent et favorisent un meilleur accès et une valorisation accrue des ressources territoriales. La notion de capital social nous offre également la possibilité d'analyser les relations développées au sein des acteurs du territoire et de comprendre, à travers des diagrammes de relations sociales, le niveau d'action entrepris par les sociétés rurales dans chaque district. Des variables telles que les normes et les valeurs sociales, les actions de réciprocité et d'action collective, ainsi que le niveau de connaissance et de confiance, jouent un rôle fondamental dans la capacité de la société à entreprendre des actions collectives. Il est évident que le niveau de connaissance et de confiance envers les acteurs institutionnels et associatifs est crucial pour favoriser la formation de réseaux de coopération. À Pukë, la confiance vis-à-vis des associations semble être un élément déterminant, encourageant ainsi la participation à des actions collectives futures. En revanche, à Gjirokastër, l'absence d'associations apparaît comme un obstacle majeur au développement du capital social dans la région. La confiance placée dans les institutions revêt une importance significative dans ce contexte, et le faible niveau de cet indicateur entrave la capacité des individus à s'organiser et à accroître le capital social dans la zone. Le faible niveau de ce dernier à Gjirokastër se manifeste à travers l'analyse du réseau social dans la zone, qui apparaît moins dense et moins connecté entre les acteurs de la filière fromagère. En revanche, la présence du capital social à

Pukë, dans le cas des produits PFNL, se traduit par un réseau dense avec des échanges forts entre les acteurs de la filière et des relations intenses qui agissent comme des forces pour maintenir les acteurs connectés et mieux valoriser les ressources forestières. Cette partie illustre donc l'interconnexion entre le capital naturel, humain, social et la gouvernance des ressources naturelles, inclus dans le concept global de capital territorial, en soulignant leur rôle crucial dans le développement local et la valorisation des ressources territoriales.

Conclusion générale

Cette thèse explore la notion de capital territorial (KT) en tant qu'approche novatrice du développement territorial à travers trois axes principaux qui sont (Lacquement & Chevalier, 2016) : les ressources, représentées de ressources forestières et pastorales (capital naturel) et des compétences et savoir-faire locaux (capital humain) ; le capital social représenté par des formes diverses d'organisation des acteurs et de leurs relations (prive et public) et de la gouvernance de ces ressources qui révèle une forme particulière de la gouvernance territoriale. Nos deux terrains d'études (les districts de Pukë et de Gjirokastër) nous permettent d'analyser ces trois axes et de s'appuyer conceptuellement par cette notion du KT. Afin de répondre à notre objet de recherche, nous avons volontairement contracté cette notion pour aborder les questions de développement territorial en Albanie, car dans cette notion nous mobilisons le concept de ressources qui représente notre principal point d'entrée (deux zones riches en ressources naturelles et humaines). De même, nous trouvons dans la notion de KT, le capital social qui incarne notre question de recherche pour analyser comment ce dernier façonne les stratégies de développement territorial et, la gouvernance territoriale à travers deux formes particulières de gouvernance locale, celles des ressources forestières et pastorales et de deux filières productives (fromage et PFNL). Sous cet angle de réflexion, l'approche du KT offre la possibilité d'explorer le développement territorial à travers la capacité des sociétés locales et de leurs impressions territoriales à établir des réseaux de coopération, jouant ainsi un rôle moteur dans la formation du capital social sans cesse réinvesti grâce à ces coopération, ainsi que la capacité à collaborer dans la co-construction et la gestion de ressources localisées, dans une perspective de développement territorial neo-endogne (Lacquement & Chevalier, 2016).

Vers une exploration particulière du capital territorial

La notion du KT devient encore plus cruciale lorsqu'elle est appliquée à un contexte singulier et en transition, tel que celui de l'Albanie. L'examen de la transition des pays *post*-communistes révèle une période antérieure marquée par une économie planifiée, où les relations sociales et la confiance mutuelle n'étaient pas centrales dans la société. Toutefois, avec la démocratie et l'économie de marché, les interactions sociales et la création de réseaux sociaux deviennent cruciales. En Albanie, cette transition vers la démocratie locale est un processus en cours, présentant des défis et des opportunités uniques. Les changements majeurs survenus dans le

pays au début des années 90, suite à l'effondrement du système communiste, ont engendré une transition prolongée sur les plans politique, social et économique. Ils ont altéré la propriété privée, réduit les ressources naturelles, et conduit à l'abandon massif des régions montagneuses. La réforme agraire de 1991 et la distribution équitable des terres ont eu des répercussions non seulement sur la propriété privée, mais aussi sur les ressources naturelles qui ont gardé leur nature publique. Depuis lors, ces zones ont connu d'importants changements, passant d'un niveau de gouvernance à un autre. Ces changements, malgré la confusion générée localement entre acteurs privés et publics, ont, d'une part renforcée l'implication des communautés rurales dans la gestion de ces ressources. Le remodelage des unités administratives et la réforme administrative récente, renforcent la dépendance des zones rurales à l'égard des centres urbains, remettant en question les relations villes/villages. Les villageois perçoivent le système actuel comme un obstacle au développement, regrettant la facilité de communication sous l'ancien système communal. Cette perspective souligne la nécessité d'une auto-organisation des zones rurales.

D'autre part, l'exode des populations des zones de montagne vers les zones de plaine s'accompagne d'un déséquilibre dans l'utilisation des ressources, se traduisant par une sur-utilisation dans les régions densément peuplées et une sous-utilisation dans les régions moins peuplées. Les changements sont particulièrement prononcés dans les zones rurales, qui, après l'effondrement, se sont retrouvées désorganisées, éloignées de l'attention des autorités publiques et sans activités économiques en raison de l'arrêt des coopératives socialistes établies conformément au modèle communiste de planification. Pendant de nombreuses années, les pays *post*-communistes dont l'Albanie, ont opéré selon des modèles économiques caractérisés par une planification économique descendante. Actuellement, le processus d'apprentissage de la démocratie locale est en cours, avec l'émergence progressive du capital social. L'Albanie fait face à un manque d'études approfondies sur ce sujet spécifique. Le capital social, fondé sur la confiance, la réciprocité et la coopération, joue un rôle essentiel dans le développement de la démocratie locale et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Malgré cela, il reste beaucoup à explorer sur la manière dont le capital social émerge et évolue dans ce contexte particulier, soulignant l'importance de poursuivre la recherche en Albanie dans ce domaine. L'absence de tentatives de coopération (capital social), due à l'image négative des coopératives socialistes, empêche les agriculteurs d'intensifier leurs activités agricoles et leur production et de tirer profit d'une coopération fructueuse.

L'entrée de la notion du capital territorial

Le Capital Territorial (KT) est une notion récente, adoptée par la Commission Européenne, qui englobe toutes les ressources, tant tangibles qu'intangibles, présentes dans un territoire. Cette approche oriente à priori les stratégies de développement territorial vers la prise en compte de la spécificité et de la diversité des ressources et des capitaux au sein de chaque territoire. Le capital territorial, en tant qu'ensembles des capitaux et des ressources présents sur un territoire (Camagni, 2009), constitue notre cadre conceptuel pour identifier les capitaux les plus significatifs des zones rurales dans un contexte *post*-communiste. Cette approche holistique, en examinant l'interaction entre divers capitaux et la gouvernance territoriale, apporte un nouvel éclairage sur leur contribution au développement des territoires ruraux. En tant qu'éléments cruciaux du développement territorial, les capitaux sont souvent traités isolément dans la littérature scientifique. Plutôt que de les aborder de manière fragmentée, nous les considérons comme des ressources interconnectées ayant le potentiel de catalyser le développement local lorsqu'elles sont exploitées de manière cohérente. Dans notre approche, le capital territorial sert également d'approche méthodologique pour intégrer ces différents capitaux en vue d'un développement territorial néo-endogène. Ainsi, le capital territorial est examiné à travers trois dimensions principales : le capital naturel représenté par l'abondance des ressources forestières et pastorales, que en tant que bien commun, demande une gestion participative entre les acteurs privés et publiques sous la forme de gouvernance territoriale des ressources naturelles ; le capital humain représenté par les connaissances et savoir-faire traditionnels transmis de génération en génération ; et le capital social qui se manifeste à travers les normes, les valeurs, les réseaux de relations sociales, et les actions de coopération entre les acteurs territoriaux pour mieux valoriser les produits dérivant des ressources naturelles et humaines.

Une méthodologie par les capitaux multiples

Dans cette optique, la thèse utilise une méthodologie basée sur les capitaux multiples (MCM) (Garrabé & Feschet, 2013), permettant ainsi d'intégrer les trois types de capitaux, à savoir, le capital naturel, humain et social. La méthode MCM permet, à travers différentes formes d'articulations des capitaux, de contextualiser des formes spécifiques de développement territorial (M. Requier-Desjardins et al., 2021). Cette méthode nous a permis de créer des indicateurs spécifiques pour chaque type de capital. Ces indicateurs ont joué un rôle essentiel dans l'identification des stratégies mises en œuvre par les acteurs au sein de chaque territoire. La méthode MCM est appliquée empiriquement dans le contexte de deux districts ruraux, plus

précisément le district de Pukë dans le Nord et le district de Gjirokastër dans le Sud de l'Albanie. Ces régions sont riches en ressources forestières et pastorales, et sont connues respectivement pour la transformation des plantes aromatiques, médicinales, des baies et des champignons à Pukë, et pour la production de fromage à Gjirokastër, des produits largement reconnus au niveau national. Étant donné que les ressources forestières et pastorales relèvent de droits multiples et impliquent des acteurs internes et externes au territoire/locaux, régionaux et nationaux, une approche multi-acteur est appliquée pour la réalisation de cette étude. Quatre types d'acteurs ont été identifiés et interrogés afin de comprendre et de caractériser les perspectives de développement territorial néo-endogène dans les zones rurales en Albanie. Au total, 85 acteurs locaux ont été interrogés, représentant diverses communautés (éleveurs, producteurs de fromage, cueilleurs, collecteurs de produits PFNL, transformateurs de produits PFNL, ainsi que des profils composés pour les produits PFNL). De plus, 9 acteurs publics, dont 2 ministères et deux bureaux régionaux à Gjirokastër et Shkodër (comprenant le district de Pukë), ainsi que 5 municipalités, dont les municipalités de Gjirokastër, Libohove et Dropulle à Gjirokastër, et les municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez à Pukë, ont été interrogés. En outre, 2 acteurs associatifs nationaux, un acteur associatif local (AgroPuke), et quatre entretiens avec des acteurs académiques ont été réalisés. Pour chaque type d'acteur, divers outils de collecte ont été utilisés. Des questionnaires semi-structurés ont été élaborés pour interroger les communautés locales, tandis que des guides d'entretiens ont été conçus pour les acteurs publics, associatifs et académiques. Il est à noter que les questionnaires sont identiques pour les deux terrains d'étude. Deux bases de données ont été construites pour analyser les données collectées. Tout d'abord, une base de données statistiques a été élaborée pour tester les variables, examiner les relations entre elles, et commenter et comparer les réponses dans chaque district. Ces données ont été analysées à l'aide du logiciel SphinxIQ3, qui a permis de tester les variables divisées en deux groupes : dépendantes et indépendantes. Ensuite, une base de données géographiques a été produite à l'aide du logiciel ArcGIS Pro et de l'outil ArcGIS Insight pour positionner les acteurs en fonction de leur emplacement, afin d'explorer d'éventuelles relations entre le réseau de relations et la proximité (géographique et organisationnelle).

Productions des indicateurs pour chaque type de capital

À travers la méthode des Capitaux Multiples (MCM), différents indicateurs ont été générés pour analyser chaque type de capital. Dans le cas du capital naturel, trois indicateurs ont été produits. Le premier concerne la propriété des ressources forestières et pastorales, visant à

comprendre la nature de la ressource et les acteurs impliqués. Le deuxième indicateur, les droits d'accès, permet d'identifier les ayants droits et les usagers de ces ressources. Enfin, le troisième indicateur porte sur la qualité de la ressource, visant à comprendre son évolution, les risques et menaces auxquels elle est confrontée, ainsi que sa durabilité. Dans le cadre de l'analyse du capital humain, deux indicateurs ont été élaborés. Le premier concerne l'acquisition des savoir-faire, visant à comprendre l'histoire et l'héritage humain et culturel dans les zones étudiées. Le deuxième indicateur se focalise sur les conditions de travail pour les activités des montagnes, visant à comprendre si l'appartenance territoriale et l'engagement dans ces secteurs sont, entre autres, liés à ces conditions spécifiques. Pour le capital social, crucial dans notre étude, le questionnaire a généré cinq indicateurs. Le premier concerne l'action collective et la réciprocité, permettant de retracer l'histoire des tentatives d'organisation dans chaque zone et d'anticiper d'éventuelles initiatives futures. Le deuxième indicateur examine la connaissance et la confiance, explorant les relations entre ces deux éléments clés du capital social. L'hypothèse de départ suppose que la confiance est plus forte entre individus qui se connaissent mieux ou qui entretiennent une forme de proximité, que ce soit géographique ou organisationnelle. Le troisième indicateur mesure le niveau de coopération dans chaque district pour définir le niveau de capital social et ses perspectives. Le quatrième indicateur évalue le degré d'intégration de chaque individu enquêté dans le territoire auquel il s'identifie, répondant ainsi à notre hypothèse selon laquelle les individus bien intégrés dans la société locale sont plus enclins à rester dans la zone et à s'engager dans des réseaux de coopération. Enfin, le cinquième indicateur, le réseau social de chaque individu, permet d'évaluer le niveau de capital social dans la zone et d'analyser comment la structure et la forme du réseau peuvent façonner la dynamique du développement territorial.

Une entrée par les terrains d'études

Étant donné l'importance des terrains d'étude dans notre cas, la notion de territoire occupe une place cruciale dans la thèse, correspondant à l'objectif central de notre étude sur le développement territorial néo-endogène à travers des initiatives ascendantes. Le territoire est défini dans cette thèse comme un espace naturel et social (Di Méo, 1998) résultant principalement d'un processus de construction et de délimitation par les acteurs (Pecqueur, 2022), approprié par un groupe d'acteurs localisés auxquels ils peut s'identifier (Dedeire, 2018), constitué d'un tissu d'histoires singulières et d'événements historiques (Thireau, 1993). Les territoires étudiés sont définis à la fois par des limites administratives précises et construites,

présentant divers niveaux de construction. D'une part, ces territoires regorgent de ressources naturelles, de savoir-faire humain traditionnel et endogène, comme dans le cas de Pukë, modifiés par l'expérience de l'émigration vers le pays voisin dans le cas de Gjirokastër, et riches d'héritages socioculturels à valoriser. D'autre part, en raison de leur topographie montagneuse, ces districts sont confrontés à divers phénomènes sociaux tels que l'émigration, l'exode rural, le vieillissement de la population et le manque de services et d'activités de base. Les deux terrains d'études sont choisis en raison de leurs dynamiques de développement singulières et de leurs appartenances territoriales diverses. L'intérêt porté à ces deux terrains se concentre sur leurs dynamiques territoriales, en réponse à la structure et à la position géographique distinctes de chacun. Gjirokastër représente un terrain très dynamique, bénéficiant d'une position géographique favorable en tant que district transfrontalier avec un accès à un pays européen et traversé par d'importantes routes nationales et internationales qui offrent un potentiel pour la zone. En revanche, Gjirokastër présente un ancrage territorial faible, marqué par un manque d'appartenance qui affaiblit la capacité des acteurs à s'organiser autour d'intérêts communs. L'absence de liens forts avec le territoire d'origine entrave l'engagement dans des projets à long terme, malgré le potentiel du territoire. En revanche, Pukë, un territoire plus isolé avec moins d'ouvertures économiques, démontre une appartenance et un ancrage territorial plus forts, motivant les communautés rurales de ce district à s'organiser et à entreprendre des initiatives ascendantes de développement territorial.

Des zones rurales singulières dotées d'un fort potentiel de développement

Ensuite, l'analyse des défis auxquels sont confrontées les zones rurales dans les territoires d'étude souligne l'importance cruciale du développement local de ces zones en Albanie. L'analyse croisée de la ruralité dans les deux zones met en lumière une diversité socio-économique, d'ouverture et d'organisation, mais souligne également une articulation commune autour d'un capital naturel abondant. Les exemples concrets illustrent la complexité des problèmes auxquels ces zones sont confrontées, tels que l'accessibilité limitée aux services, les défis liés à l'infrastructure, et l'exode rural ayant des répercussions significatives sur la démographie et l'économie. L'hétérogénéité entre les deux zones, expliquée en partie par des variables telles que la recomposition démographique, les savoir-faire locaux, les services, et l'infrastructure, permet de comprendre les résultats divergents observés. Pukë, en tant que district enclavé, présente une homogénéité sociale et économique avec une population relativement stable et endogène. En revanche, Gjirokastër, en tant que district frontalier et

ouvert, se caractérise par une attractivité territoriale marquée, une recomposition ethnique prononcée, et une diversité sociale et économique. La recomposition démographique à Gjirokastër, influencée par son ouverture et des migrations diverses, a créé des tensions liées à la propriété foncière, amplifiées par la réforme agraire de 1991. Ces éléments contribuent à faire de Gjirokastër un district rural dynamique, diversifié sur le plan social et économique, avec des enjeux territoriaux spécifiques.

Différences marquées par l'évolution des savoir-faire

L'ouverture et la position favorable de Gjirokastër ont également eu des impacts sur l'évolution du capital humain dans la zone. Alors qu'à Pukë, le capital humain traditionnel et hérité de génération en génération s'est amélioré grâce à la présence d'associations qui ont apporté une amélioration collective dans ce district, à Gjirokastër, le capital humain a évolué de manière différente et plus individuelle. La proximité avec la Grèce et l'émigration fréquente des premières années de l'effondrement du système ont apporté dans la zone non seulement un capital financier important mais également des savoir-faire et de l'expérience acquis dans ce pays. D'autre part, les conditions de travail dans les deux secteurs présentent également des différences significatives dans la vie des acteurs concernés. L'élevage, en tant que secteur permanent, requiert une grande quantité de main-d'œuvre et maintient les acteurs attachés à cette activité, en étant une occupation principale pour 91% de la population enquêtée. Cependant, il s'agit d'une activité exigeante, obligeant les éleveurs à passer la majeure partie de leur temps en montagne, les privant ainsi d'une vie sociale équilibrée. Cette contrainte contribue à la diminution du nombre d'éleveurs d'année en année, avec un désengagement de plus en plus fréquent observé chez les jeunes générations. D'autre part, le manque d'organisation entre les éleveurs complique davantage le travail des éleveurs et des producteurs de fromage. Souvent, les éleveurs situés à proximité en montagne sont contractés par différents producteurs de fromage, les privant ainsi des avantages potentiels en termes de temps et de travail qu'une organisation collective aurait pu générer. Cela signifie que si les producteurs ou les éleveurs s'organisent pour que les éleveurs voisins vendent le lait au même producteur, c'est plus simple soit pour le producteur lorsqu'il se rend chez les bergers pour collecter le lait, soit dans le cas où les producteurs ne peuvent pas se rendre à la montagne en véhicule et que les bergers se rendent chez le producteur de fromage pour vendre. Dans ce cas, les éleveurs peuvent s'organiser, car ils ne sont pas obligés d'aller chez le producteur tous les jours, mais peuvent faire des rotations. En revanche, à Pukë, le secteur des produits forestiers non ligneux (PFNL)

représente une activité saisonnière nécessitant moins de travail et de main-d'œuvre. La nature saisonnière de ce secteur permet aux acteurs d'exercer d'autres activités, qu'elles soient agricoles ou non. En conséquence, ce secteur devient une activité complémentaire pour 64% des acteurs enquêtés, offrant ainsi une plus grande flexibilité dans l'organisation de leur vie quotidienne.

Différences marquées dans l'accès aux ressources

Les contrastes entre les deux zones d'études se manifestent également dans la manière dont la société accède aux ressources forestières et pastorales. Les deux territoires en question diffèrent sur deux variables explicatives : la forme de co-gouvernance des ressources et la forme d'organisation des acteurs. Les ressources, multifonctionnelles, génèrent des droits différenciés dans les deux zones d'études, organisées en espaces divers au sein des villages, créant ainsi des cercles concentriques détaillés dans le chapitre 6 de la thèse. Bien que les villages des deux districts soient organisés en quatre cercles, le fonctionnement et le droit d'accès à chaque cercle diffèrent d'un district à l'autre. À Pukë, le lignage et les droits coutumiers jouent un rôle crucial dans la manière dont les communautés rurales accèdent aux ressources. Trois espaces publics, sous la tutelle de la municipalité, semblent être accessibles de manière diversifiée à Pukë. Le deuxième cercle (*Hamalla*), représentant les espaces les plus proches des communautés et exploités par le lignage au niveau du village, illustre cette différence. L'existence d'une société traditionnelle forte et de droits coutumiers tels que le *Kanun* (loi coutumière) fait que même les ressources pastorales de la zone 4 de la même figure sont régulées par la société rurale, contrairement au cadre légal qui prévoit que ces ressources doivent être exploitées par des contrats légaux. En revanche, à Gjirokastër, représentant également un district plus dynamique et donc soumis à une pression plus forte sur les ressources, les ressources forestières, principalement pastorales, sont régulées par des contrats légaux. Bien que le nombre d'éleveurs à Gjirokastër diminue d'année en année, ces espaces ouvrent des droits à des acteurs externes au village, voire même externes au district. La qualité des ressources et la position stratégique du district exercent une pression accrue sur ces ressources, exigeant une organisation plus poussée de la part de la société locale. L'appartenance à des groupes sociaux détermine le mode d'accès, différenciant les usagers des ayants droit en fonction de leur groupe d'appartenance. Cette organisation sociale joue un rôle déterminant dans l'accès aux ressources et la manière dont il est autorisé ou régulé.

En outre, le capital naturel important, associé à un savoir-faire local plus traditionnel à Pukë qu'à Gjirokastër, soulignant le rôle clé du capital social dans la transformation de ces ressources

en atouts territoriaux. Cette articulation des capitaux dans des contextes différents (enclavé et endogène à Pukë, ouvert et contrasté à Gjirokastër) conduit à la réflexion sur un cadre conceptuel du capital territorial.

Différences marquées dans l'organisation des acteurs

Bien que l'organisation sociale soit cruciale pour l'accès et la gestion des ressources forestières et pastorales, la manière dont les acteurs s'organisent crée une distinction significative entre les deux districts. Les résultats démontrent que, malgré les variations liées à l'accès aux ressources naturelles et aux secteurs de production, les composantes du capital social telles que la confiance, la participation à des associations, l'engagement dans des actions collectives et les réseaux sociaux sont des éléments cruciaux qui distinguent les zones d'étude et contribuent à façonner le capital territorial. À Pukë, les relations reposent sur des valeurs et des normes sociales solides résultant de la présence marquée de la société traditionnelle et des droits coutumiers. Dans cette société traditionnelle, la « *besa* » (la parole donnée) joue un rôle très important, contrairement aux sociétés en transition telles que celles observées à Gjirokastër. Ainsi, la présence de relations de type « *bonding* » à Pukë encourage positivement la société à faire confiance aux autres et à s'engager dans des réseaux de coopération. En revanche, à Gjirokastër, la confiance est réservée au cercle familial et au groupe proche, ce qui limite la propension de la société à accorder sa confiance à d'autres groupes en dehors de la famille. Étant donné que la confiance est un élément très puissant du capital social, influençant la propension à coopérer, nous avons analysé cette variable à trois niveaux organisationnels, à savoir la confiance cognitive (*bonding*), la confiance institutionnelle (*linking*) et la confiance associative (*bridging*). La confiance « *bonding* » est étudiée à travers la confiance que l'individu accorde aux groupes proches ou homogènes tels que la famille, les voisins et la communauté villageoise. La communauté joue un rôle clé dans la création du capital social à travers les normes et les traditions qu'elle détient. Une société ancrée dans des traditions morales solides et des normes élevées engendre davantage de confiance, car les individus comprennent qu'il est difficile de s'écarter de ces normes et de les transgresser. L'existence de codes régulateurs communautaires, comme c'est le cas avec le *Kanun* dans le nord de l'Albanie (malgré le fait que de nombreux éléments de ce code soient interprétés négativement et ne soient absolument pas promus), la préservation des valeurs morales fondées sur ce code facilite la création de confiance au sein de cette société. D'autre part, l'Albanie devient de plus en plus partie intégrante du phénomène de la mondialisation, et la société est de plus en plus confrontée à la

préservation des traditions et des coutumes. Placée dans cette situation, la population rurale, malgré les défis, devient un acteur économique clé, impactant sa position au sein d'une société imprégnée de traditions et de coutumes. Cela est particulièrement évident dans le cas de Gjirokastër, où la société locale est confrontée au défi de concilier traditions et marché. La confiance cognitive plus importante à Pukë répond à notre deuxième question de recherche, indiquant ainsi que les sociétés traditionnelles et isolées sont plus susceptibles de faire confiance, car elles développent davantage de relations d'interdépendance que les sociétés ouvertes qui ont plus de liberté de choix. La confiance institutionnelle ou *linking* joue également un rôle crucial dans le cas de Gjirokastër, et le faible niveau de cette variable empêche les individus de coopérer avec les autres. Les institutions jouent également un rôle clé dans la création de capital social, car le respect des règles juridiques et l'efficacité des institutions facilitent la formation du capital social. Cependant, cet indicateur est compromis en Albanie, comme le révèlent les questionnaires, rendant l'accès aux réseaux de communication difficile. Nous soutenons également que dans le cas de la coopération, le rôle de l'État devrait être de créer un environnement propice plutôt que de mettre en œuvre des politiques coopératives. Cette approche découle du fait que les Albanais ont vécu dans un système collectif pendant 45 ans, où la coopération était planifiée et verticale. La confiance associative ou *bridging* représente la confiance que les individus accordent aux réseaux coopératifs dans le but d'atteindre un intérêt économique ou social commun. Ce type de confiance revêt une importance cruciale à Pukë. Cette importance s'explique par la présence d'associations dans ce district. La confiance associative joue un rôle crucial dans le capital social, car elle motive les individus à rester dans des réseaux de coopération et à s'engager dans des initiatives futures. Les individus qui accordent leur confiance aux associations sont plus susceptibles de s'impliquer dans ces réseaux. À Pukë, parmi un échantillonnage de 39 enquêtés (cueilleurs, collecteurs, transformateurs), 69% de ces individus sont membres d'associations, comparativement et à 2% (n=46) à Gjirokastër. En ce qui concerne Gjirokastër, le manque d'organisation pourrait être attribué initialement au type d'activité, où l'élevage est logiquement une activité plus individuelle. Cependant, le constat du manque de tentatives de coopération dans d'autres secteurs nous conduit à penser que l'impasse est plus profonde et dépasse le simple type d'activité. La faiblesse du capital social à Gjirokastër, en comparaison avec Pukë, se manifeste clairement à travers la structure du réseau social dans chacun de ces districts. Chaque zone se distingue par un réseau particulier, illustré à travers des graphiques de relations. Les réseaux présentent des variations significatives d'un district à l'autre : on constate une densité et une complexité plus élevées à Pukë, tandis qu'à Gjirokastër, le réseau est moins dense. La densité

accrue du réseau à Pukë témoigne d'une interconnexion plus forte, où chaque individu est lié à plusieurs acteurs, créant ainsi un réseau riche en relations sociales. Un réseau plus dense, caractérisé par des relations de connaissance et d'interdépendance plus nombreuses, démontre une capacité d'action plus étendue. En revanche, un réseau moins dense, où les acteurs sont peu connectés entre eux, présente une capacité d'action moindre.

En conclusion, la thèse articule les trois capitaux primordiaux, à savoir le capital naturel, le capital humain et le capital social, à travers le concept de capital territorial (KT) dans nos deux zones d'études. Les résultats soulignent le rôle prépondérant du capital social dans la formation du capital territorial et les stratégies de développement distinctes dans chaque district. À Pukë, le capital social favorise une valorisation accrue du capital humain, avec une amélioration collective qui génère des bénéfices économiques plus importants pour les acteurs proches des ressources naturelles. En revanche, à Gjirokastër, l'évolution individuelle du capital humain, surtout remarquable chez les producteurs de fromage, conduit à une position plus avantageuse pour ce groupe dans le réseau, générant des bénéfices supérieurs par rapport aux éleveurs fournissant le lait. De plus, le capital social facilite également un meilleur accès aux ressources naturelles. L'organisation sociale à Pukë permet aux cueilleurs de se rendre plus facilement dans les montagnes pour collecter les produits forestiers non ligneux (PFNL). L'exemple de Pukë montre également que la société peut être considérée comme un acteur important dans la gestion de ces ressources, en raison de sa proximité et de sa capacité à intervenir plus efficacement dans les cas d'abus par rapport aux institutions. Ce constat remet également en question la propriété *de jure* de ces ressources, faisant de la société un acteur clé dans ce régime de droit de propriété. Les droits d'accès et de propriété ont dirigé l'étude vers une exploration particulière de la gouvernance territoriale de ces ressources. En troisième point, à travers la notion de proximité (géographique et organisationnelle), le capital social permet une meilleure compréhension de la capacité d'actions ascendantes dans les zones d'études en analysant les réseaux de relations. En fin, l'approche par le capital territorial invite à considérer cette notion comme pertinente pour analyser les stratégies de développement propres à chaque territoire. Ce capital permet d'entrer par le territoire et de comprendre les stratégies de développement territorial à travers les éléments spécifiques du territoire. Nos deux modèles montrent que le capital territorial est spécifique à chaque territoire et que chaque territoire possède son propre KT, pouvant ainsi concevoir son propre modèle de développement.

Références

Administrata e Këshillit të Qarkut,. (2005). *Strategjia e Zhvillimit te Qarkut Gjirokaster*.

Agrawal, A. (2003). Sustainable Governance of Common-Pool Resources : Context, Methods, and Politics. *Annual Review of Anthropology*, *32*(1), 243-262. https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.32.061002.093112

Agrawal, A., & Gibson, C. C. (1999). Enchantment and Disenchantment : The Role of Community in Natural Resource Conservation. *World Development*, *27*(4), 629-649. https://doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00161-2

AgroPuka. (2009). *Zhvillimi rural ne rrethin e Pukes*.

AgroPuka. (2016). *Analiza e zinxhirit te vleres te djathit te dhise dhe frutave te pyllit ne rrethin e Pukes*.

Aldhuy, J. (2008). Au-delà du territoire, la territorialité? *Géodoc*, *55*, 35-42.

Alikaj, M., Brahushi, F., Kupe, L., & Bahiti, E. (2022). Land cover data assessment in Albania. *Thalassia Salentina*, *44*, 59-64. https://doi.org/10.1285/i15910725v44p59

Allkja, L. (2021). The Europeanisation of Spatial Planning in Albania : Opportunity or Threat? In *Governing Territorial Development in the Western Balkans : Challenges and Prospects of Regional Cooperation* (p. 173-193). Springer.

Amsidder, L. (2022). *Accéder aux ressources en milieu aride, une affaire de réseaux ? Les stratégies d'investissement social des éleveurs camelins du sud-ouest marocain comme facteur d'adaptation aux changements socio-politiques et climatiques des espaces pastoraux*. AgroParisTech.

Anastasakis, O. (2005). The Europeanization of the Balkans. *Brown Journal of World Affairs*, *12*, 77.

André, T., & Delphine, G. (2022). *Handbook of Proximity Relations*. Edward Elgar Publishing.

Angelsen, A., Barbier, E. B., & Burgess, J. C. (2001). Playing Games in the Forest : State-Local Conflicts of Land Appropriation. *Land Economics*, *77*(2), 285-299. https://doi.org/10.2307/3147095

Angeon, V. (2008). L'explicitation du rôle des relations sociales dans les mécanismes de développement territorial. *Revue dEconomie Regionale Urbaine*, *2*, 237-250.

Angeon, V., & Callois, J.-M. (2005). Fondements théoriques du développement local : Quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? *Économie et institutions*, *6-7*, 19-50. https://doi.org/10.4000/ei.890

Angeon, V., & Callois, J.-M. (2006). Capital social et dynamiques de développement territorial : L'exemple de deux territoires ruraux français. *Espaces et sociétés*, *124-125*(1-2), 55-71. https://doi.org/10.3917/esp.124.0055

Angeon, V., Caron, P., & Lardon, S. (2006). Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : Quel rôle de la proximité dans ce processus ? *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, *Dossier 7*, Article Dossier 7. https://doi.org/10.4000/developpementdurable.2851

Angeon, V., & Rieutort, L. (2007). L'attractivité territoriale en questions. *Nouvelle attractivité des territoires et engagement des acteurs*, *24*, 235.

Assche, K. van, & Hornidge, A.-K. (2015). *Rural development : Knowledge and expertise in governance*. Wageningen Academic Publishers.

Augé, M. (1992). Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité, 1992. *Não-Lugares: Introdução a uma Antropologia da Sobremodernidade*.

Authier, F. (2018). *Territorialisation des politiques énergétiques et développement local en Europe : Une étude comparée de la contribution des initiatives locales de production*

d'énergie renouvelable à la multifonctionnalité des espaces ruraux. Univesité de Perpignan.

Avdulaj, J. (2017). *Vleresimi i potencialeve prodhuese dhe perdorimi eficent i burimeve ne industrine e prodhimit te djathit ne Shqiperi.* Universite Agricole de Tirana.

Ballas, D., Kalogeresis, T., & Labrianidis, L. (2003, août). *A comparative study of typologies for rural areas in Europe*. 43rd Congress of the European Regional Science Association: « Peripheries, Centres, and Spatial Development in the New Europe », Jyväskylä, Finland.

Ballet, J. (2007). La gestion en commun des ressources naturelles : Une perspective critique. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 19. https://doi.org/10.4000/developpementdurable.3961

Ballet, J., Sirven, N., & Requiers-Desjardins, M. (2007). Social Capital and Natural Resource Management : A Critical Perspective. *The Journal of Environment & Development, 16*(4), 355-374. https://doi.org/10.1177/1070496507310740

Bardhan, P. (2002). Decentralization of Governance and Development. *Journal of Economic Perspectives*, *16*(4), 185-205. https://doi.org/10.1257/089533002320951037

Barrière, O., & Barrière, C. (1996). *Approches environnementales : Systèmes fonciers dans le delta intérieur du Niger : De l'implosion du droit traditionnel à la recherche d'un droit propice à la sécurisation foncière*.

Berisha, E., Cotella, G., & Solly, A. (Éds.). (2021). *Governing Territorial Development in the Western Balkans : Challenges and Prospects of Regional Cooperation*. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-72124-4

Berman, S. (1997). Civil society and the collapse of the Weimar Republic. *World politics, 49*(3), 401-429.

Bernard, C. (2016). *La Biodiversité par projet. Réflexivité engagée et dispositif stratégique en Albanie*. Université de Montpellier.

Bernard-Mongin, C., Crouteix, O., Lerin, F., Lopez, R., & Proko, A. (2015). *Albanie : Les dédales de la réforme foncière post-communiste. Une approche par le terrain*. CIHEAM-IAMM.

Bernard-Mongin, C., Hoxha, V., & Lerin, F. (2021). From total state to anarchic market : Management of medicinal and aromatic plants in Albania. *Regional Environmental Change, 21*(1), Article 1. https://doi.org/10.1007/s10113-020-01727-1

Bernard-Mongin, C., & Lerin, F. (2014). L'Albanie, une agriculture sans dualisme ? *Gouvernance des Crises Economiques et Dynamique d'Utilisation des Terres dans les Zones Agricoles et Périurbaines*, 19-38.

Bernard-Mongin, C., Lerin, F., Crouteix, O., & Lopez, R. (2013). *Forests and pastures' devolution process in Albania : A sustainable management of Mediterranean commons?* Inception Study on Communal Forestry in Albania, Tirana.

Bezemer, D. J. (2001). Post-socialist financial fragility : The case of Albania. *Cambridge Journal of Economics, 25*(1), 1-23. https://doi.org/10.1093/cje/25.1.1

Bhandari, H., & Yasunobu, K. (2009). What is social capital ? A comprehensive review of the concept. *Asian Journal of Social Science, 37*(3), 480-510.

Bied-Charreton, M., Makkaoui, R., Petit, O., & Requier-Desjardins, M. (2006). La gouvernance des ressources en eau dans les pays en développement : Enjeux nationaux et globaux. *Mondes en développement, 135*(3), 39-62. https://doi.org/10.3917/med.135.0039

Boka Toska, M., & Bejko, A. (2020). *Decentralization and Local Economic Development in Albania*. *1*, 53-68. https://doi.org/10.32034/CP-TGWBAR-I01-05

Bonnal, P., Chevalier, P., Dedeire, M., & Sourisseau, J.-M. (2020). *Production et circulation des normes pour l'action territoriale*. Presses universitaires de la Méditerranée.

Bouche, R., & Moity-Maïzi, P. (2008). Technique, ecology and culture : The territorial anchorage of Corsican cheese-producers' knowledge. *8th European IFSA Symposium*, 6-10.

Bourdieu, P. (1980). Le capital social. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, *31*(1), 2-3. https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1980_num_31_1_2069

Bourdieu, P. (1986). The force of law : Toward a sociology of the juridical field. *Hastings LJ*, *38*, 805.

Bowles, S., & Gintis, H. (2002). Social Capital And Community Governance*. *The Economic Journal*, *112*(483), F419-F436. https://doi.org/10.1111/1468-0297.00077

Brahimi, F., Dibra, R., Prodani, G., Halili, K., & Dika, I. (2013). Corporate governance in financial institutions on transition economies. *Corporate Ownership and Control*, *11*(1), 223-232.

Brasili, C., Saguatti, A., Benni, F., Marchese, A., & Gandolfo, D. (2012). The impact of the economic crisis on the territorial capital of Italian regions. *Regions in Motion - Breaking the Path*. 52nd Congress of the European Regional Science Association, Bratislava, Slovakia.

Butts, C. T. (2008). Social network analysis : A methodological introduction. *Asian Journal of Social Psychology*, *11*(1), 13-41.

Callois, J.-M. (2004). Capital social et développement économique local : Pour une application aux espaces ruraux français. *Revue d'économie régionale et urbaine*, *4*, 551-577.

Callois, J.-M., & Schmitt, B. (2009). The role of social capital components on local economic growth : Local cohesion and openness in French rural areas. *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement-Review of agricultural and environmental studies*, *90*(3), 257-286.

Camagni, R. (2009). Territorial Capital and Regional Development. In *Handbook of Regional Growth and Development Theories*. Edward Elgar Publishing.

Campagne, P., & Pecqueur, B. (2014). *Le développement territorial : Une réponse émergente à la mondialisation*. C. L. Mayer.

Campagne, P., Pecqueur, B., Civici, A., Guri, F., Bedrani, S., Laribi, S., Hacherouf, H., Nawar, M., Abdelhakim, T., & Delgado, F. C. (2009). *Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens : Analyse comparée entre les trois pays du Maghreb, la France et 6 pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est*. MSH/FSP Maghreb.

Capello, R., Caragliu, A., & Nijkamp, P. (2011). Territorial Capital and Regional Growth : Increasing Returns in Knowledge Use. *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, *102*(4), 385-405.

Carlander, M.-A. (2001). L'Albanie : Un exemple sensible du maillage européen. *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, *10*. https://doi.org/10.4000/strates.385

Carrier, M., & Côté, S. (2000). *Gouvernance et territoires ruraux : Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. PUQ.

Castle, E. N. (2002). Social capital : An interdisciplinary concept. *Rural sociology*, *67*(3), 331-349.

Cattaruzza, A., & Dessberg, F. (2018). *L'Européanité en Europe médiane*. Honoré Champion.

Chan-Halbrendt, C., & Fantle-Lepczyk, J. (Éds.). (2013). *Agricultural markets in a transitioning economy : An Albanian case study* (1re éd.). CABI. https://doi.org/10.1079/9781780641003.0000

Chevalier, P., Dedeire, M., Ghiotti, S., Hirczak, M., & Razafimahefa, L. (2010). L'espace rural euro-méditerranéen : Approches méthodologique et typologique. *Cahiers de géographie du Québec, 54*(152), 291-312. https://doi.org/10.7202/045648ar

Ciaian, P., Guri, F., Rajcaniova, M., Drabik, D., & Paloma, S. G. y. (2018). Land fragmentation and production diversification : A case study from rural Albania. *Land Use Policy*, *76*, 589-599. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2018.02.039

Ciaian, P., Rajcaniova, M., Guri, F., Zhllima, E., & Shahu, E. (2018). The impact of crop rotation and land fragmentation on farm productivity in Albania. *Studies in Agricultural Economics*, *120*(3), 116-125.

Civici, A. (2003). *Dé-collectivisation de l'agriculture albanaise (1989–2002). Une transition spécifique?* ENSA.

Civici, A. (2010). *Dé-collectivisation de l'agriculture albanaise (1989-2002) : Une transition spécifique ou identique à celle des autres Pays de l'Est ?* EUE. Editions Universitaires Européennes.

Civici, A., Kristo, I., Verçuni, A., & Musabelliu, B. (2001). L'agriculture et la crise des "pyramides". In *In Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). L'agriculture albanaise : Contraintes globales et dynamiques locales* (Ciheam, 1-28).

Claridge, T. (2018). *Functions of social capital – bonding, bridging, linking*.

Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American journal of sociology*, *94*, 95-120.

Coleman, J. S. (1990). *Foundations of social theory*. Harvard university press.

Coleman, J. S. (1994). Social capital, human capital, and investment in youth. In *Youth unemployment and society, Petersen & Mortimer (Eds.)* (p. 34-50). Cambridge University Press.

Colin, J. P., Lavigne Delville, P., & Leonard, E. (2022). Analyser et comprendre les dynamiques foncières rurales contemporaines dans les pays du Sud. In *Le foncier rural dans les pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse, Ed. Colin, Lavigne Delville, Leonard* (p. 13-92). IRD Editions /Quae.

Colletis, G., & Pecqueur, B. (2005). Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie et institutions, 6-7*, 51-74. https://doi.org/10.4000/ei.900

Colletis-Wahl, H.-K., Peyrache-Gadeau, V., & Serrate, B. (2008). Introduction générale. Les dynamiques territoriales : Quelles nouveautés ? *Revue dEconomie Regionale Urbaine*, *2*, 147-157.

Collier, P. (1998). *Social capital and poverty*. World Bank, Social Development Family, Environmentally and Socially ….

Conyers, D. (1984). Decentralization and development : A review of the literature. *Public Administration and Development*, *4*(2), 187-197. https://doi.org/10.1002/pad.4230040207

Costanza, R., d'Arge, R., De Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Limburg, K., Naeem, S., O'neill, R. V., & Paruelo, J. (1997). The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature*, *387*(6630), 253-260.

Costanza, R., De Groot, R., Sutton, P., Van der Ploeg, S., Anderson, S. J., Kubiszewski, I., Farber, S., & Turner, R. K. (2014). Changes in the global value of ecosystem services. *Global environmental change*, *26*, 152-158.

Cotella, G., & Berisha, E. (2016). Changing institutional framework for spatial planning in the western Balkan region. Evidences from Albania, Bosnia Herzegovina and Croatia. *IGiPZ PAN*, *30*, 41-57.

Cotella, G., & Toto, R. (2021). Foreword : Territorial governance in the Western Balkans : Multi-Scalar approaches and perspectives. *European Spatial Research and Policy*, *28*(2), Article 2. https://doi.org/10.18778/1231-1952.28.2.01

Crouteix, O. (2023). *Le foncier pastoral en Albanie : De la mosaïque héritée aux enjeux sociaux-environnementaux méditerranéens contemporains.* (p. 119) [Étude de trois territoires ruraux : le Has, la Rrungaja (Korça) et Dukat-Karaburun (Vlora)]. Comité technique « Foncier & développement » (AFD-MEAE).

Cungu, A., & M. Swinnen, J. F. (1999). Albania's Radical Agrarian Reform. *Economic Development and Cultural Change*, *47*(3), 605-620. https://doi.org/10.1086/452421

Daniel, T. C., Muhar, A., Arnberger, A., Aznar, O., Boyd, J. W., Chan, K. M., Costanza, R., Elmqvist, T., Flint, C. G., & Gobster, P. H. (2012). Contributions of cultural services to the ecosystem services agenda. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *109*(23), 8812-8819.

Dasgupta, P., & Serageldin, I. (2000). *Social capital : A multifaceted perspective*. World Bank Publications.

De Rapper, G. (2017). L'anthropologie de l'Albanie, une nouvelle fondation. *Ethnologie française*, *47*(2), 181-192. https://doi.org/10.3917/ethn.172.0181

De Rapper, G. (2019). *L'Albanie en perspectives. Anthropologie des frontières et écritures de la différence*. Université Toulouse-Jean Jaurès.

De Rapper, G., & Sintès, P. (2006). La question des terres en Albanie du Sud : Enjeu national, enjeu social. *Frontières et territoires dans les Balkans. De l'administration des empires aux logiques des Etats, de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*.

Dedeire, M. (2018). *Aménagement rural et qualification territoriale : Les indications géographiques en France et en Europe* (p. 267 p.). Peter Lang. https://hal.science/hal-02130549

Dedeire, M., Hircczak, M., Chevalier, P., & Razafimahefa, L. (2013). Trajectoires agricoles et dynamiques rurales en Méditerranée (France, Italie, Espagne). *New Medit*, *12*(4), 3-13.

Dedeire, M., & Maciulyte, J. (2012). Les Communautés Rurales, Nouveaux Acteurs Du Développement Local En Lituanie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, *43*(3), 145-172. https://doi.org/10.3917/receo.433.0145

Deffontaines, J.-P., Marcelpoil, E., & Moquay, P. (2001). Le développement territorial. *Représentations spatiales et développement territorial*, 18.

Deininger, K., Savastano, S., & Carletto, C. (2012). Land Fragmentation, Cropland Abandonment, and Land Market Operation in Albania. *World Development*, *40*(10), 2108-2122.

Dhrami, K., & Bejko, A. (2018). Albania : Towards a More Effective Financing Mechanism for Regional Development| Drejt një mekanizmi më efektiv për financimin e zhvillimit rajonal në Shqipëri. *Annual Review of Territorial Governance in Albania*, *1*, 24-37.

Di Méo, G. (1998). De l'espace aux territoires : Éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. *L'Information Géographique*, *62*(3), 99-110.

Doka, D., & Qiriazi, P. (2022). *The Geography of Albania : Problems and Perspectives*. Springer Nature.

Dumont, G.-F. (2020). Quel aménagement du territoire ?Face aux enjeux du développement durable, de la décentralisation et de la mondialisation. *Les Analyses de Population & Avenir*, *27*(9), 1-18. https://doi.org/10.3917/lap.027.0001

Dupuy, C., & Torre, A. (2004). Confiance et proximité. In *In Pecqueur B. et Zimmermann J.B. (eds), Economie de Proximités, Hermès, Paris* (p. 65-87).

Ekins, P., Dresner, S., & Dahlström, K. (2008). The four-capital method of sustainable development evaluation. *European Environment*, *18*(2), 63-80.

Fabre, A. (1980). Socialisme et aménagements ruraux en RPS d'Albanie. *Géocarrefour*, *55*(1), 53-68.

Fabre, P., Bonnet, P., Despréaux, D., Freud, C., Lassoudière, A., & Raoult-Wack, A.-L. (1997). *Le concept de filière : Un outil pour la recherche*. Cirad.

Féret, S., Berchoux, T. T., Requier-Desjardins, M., Abdelhakim, T., Slätmo, E., Chartier, O., Nieto, E., & Miller, D. (2020). *Framework providing definitions, operational typology and review of EU strategies for rural areas*. CIHEAM-IAMM. https://hal.science/hal-03046064/

Fontan, C. (2006). *L'outil filière agricole pour le développement rural* (Université Montesquieu-Bordeaux 4, Vol. 4).

FRA. (2020). *Desk Study Albania*.

François, H., Hirczak, M., & Senil, N. (2006). Territoire et patrimoine : La co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *Revue d'économie régionale et urbaine*, *5*, 683-700.

François, H., Hirczak, M., & Senil, N. (2013). De la ressource à la trajectoire : Quelles stratégies de développement territorial ? 1. *Géographie Economie Société*, *15*(3), 267-284.

Fratesi, U., & Perucca, G. (2014). Territorial Capital and the Effectiveness of Cohesion Policies : An Assessment for CEE Regions. *Investigaciones Regionales - Journal of Regional Research*, *29*, 165-191.

Fuga, A. (2000). *Identités périphériques en Albanie : La recomposition du milieu rural et les nouveaux types de rationalité politique*. l'Harmattan.

Fukuyama, F. (1995). Social capital and the global economy. *Council on Foreign Relations*, *75*(5), 89-103. https://www.jstor.org/stable/20047302

Fukuyama, F. (2001). Social capital, civil society and development. *Third world quarterly*, *22*(1), 7-20.

Gagnon, C., Simard, J.-G., Tellier, L.-N., & Gagnon, S. (2008). Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : Quels liens ? *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, *8*(2), 1-13. https://doi.org/10.4000/vertigo.4983

Garnier, A., & Crouteix, O. (2022). Dynamique et palimpseste des droits de propriété et d'usage des terres pastorales en Albanie, l'exemple de Dukat. *Etudes corses et mediterraneennes, 86-87*, 57-80. https://doi.org/10.17180/XVJH-5S68-CH02

Garrabé, M., & Feschet, P. (2013). Methode de l'ACV sociale des capacites. *Séminaire international en ACV sociale Montréal (Québec), 5-6 mai 2013*, 42 p.

Gautier, D., & Hautdidier, B. (2012). Political ecology et émergence de territorialités inattendues : L'exemple de la mise en place de forêts aménagées dans le cadre du transfert d'autorité de gestion au Mali. In *Environnement, discours et pouvoir : L'approche Political Ecology, ed. Denis Gautier and Torre André* (p. 241-257).

Gecaj, M., Shahu, E. O., Imami, D., Skreli, E., & Jambor, A. (2018). Analysing the impact of subsidies in the Albanian agriculture sector–A comparative approach. *The evaluation of new CAP instruments: Lessons learned and the road ahead*, 35-41.

Georgiadis, G. G. (2008). *The convergence–divergence debate revisited : Framing the issues*.

GIZ. (2021). *Carrying out selected sectoral analysis as a solid ground for the preparation of IPARD III programme and of Strategy for Agriculture, Rural Development and Fishery 2021-2027* (p. 75) [Forestry Sector Study Report]. GIZ Albania.

Gjergji, A. (2001). Le village : Lieu d'habitation et de socialisation. In *L'agriculture albanaise : Contraintes globales et dynamiques locales* (Ciheam, 1-28, p. 51-61).

Glaeser, E. L., Laibson, D., & Sacerdote, B. (2002). An economic approach to social capital. *The economic journal, 112*(483), 437-458. https://doi.org/10.1111/1468-0297.00078

Gobert, J., & Brullot, S. (2017). La mobilisation du capital territorial pour le développement d'une logique d'Écologie industrielle et territoriale. *Revue dEconomie Regionale Urbaine*, *5*, 881-904.

Goldin, C. D. (2016). Human Capital. In *Handbook of Cliometrics, ed. Claude Diebolt and Michael Haupert*, (p. 55-86). Springer Verlag.

Granovetter, M. S. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, *78*(6), 1360-1380.

Grootaert, C., & Bastelaer, T. V. (2002). *Understanding and Measuring Social Capital : A Multidisciplinary Tool for Practitioners*. World Bank Publications.

Gucher, C. (2014). Vieillissement dans les espaces ruraux en France et «effets de milieu» : Enjeux humains et territoriaux des mutations démographiques. *Cahiers québécois de démographie*, *43*(1), 103-131.

Gumuchian, H., & Pecqueur, B. (2007). La ressource territoriale. *Post-Print*, Article halshs-00265070. https://ideas.repec.org//p/hal/journl/halshs-00265070.html

Guri, F., Kapaj, I., Musabelliu, B., Meço, M., Topulli, E., Keco, R., Hodaj, N., Domi, S., Mehmeti, G., & y Paloma, S. G. (2015). Characteristics of farming systems in Albania. *Publications Office of the European Union JRC, Luxembourg*.

Hasche, N., Höglund, L., & Linton, G. (2020). Quadruple helix as a network of relationships : Creating value within a Swedish regional innovation system. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, *32*(6), 523-544.

Haxhimali, A., Cacaj, A., & Zajazi, K. (2019). *Local Government in Albania* (p. 66) [Status Raport]. Association of Albanian Municipalities.

Hernández-Blanco, M., & Costanza, R. (2018). Natural capital and ecosystem services. In *The Routledge handbook of agricultural economics* (p. 254-268). Routledge.

Höglund, L., & Linton, G. (2018). Smart specialization in regional innovation systems : A quadruple helix perspective. *R&D Management*, *48*(1), 60-72.

Holland, J. (1998). Does Social Capital Matter? The Case of Albania. *IDS Bulletin*, *29*(3), 65-71. https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.1998.mp29003009.x

Hoxha, A., & Gurraj, A. (2001). Local self-government and decentralization : Case of Albania. History, reformes and challange. *Local Self Government and Decentralization in South-East Europe*, 193-224.

Imami, D., Ibraliu, A., Fasllia, N., Gruda, N., & Skreli, E. (2015). Analysis of the medicinal and aromatic plants value chain in Albania. *Gesunde Pflanzen*, *67*(4), 155-164.

Imami, D., Zhllima, E., Merkaj, E., Chan-Halbrendt, C., & Canavar, M. (2016). Albanian consumer preferences for the use of dry milk in cheese-making : A conjoint choice experiment. *Agricultural Economics Review*, *17*(875-2017-1552), 20-33.

Imami, F., Bejko, A., & Shutinac, D. (2018). Challenges of Regional Development in Albania Sfidat dhe rruga drejt zhvillimit rajonal në Shqipëri. *Annual Review of Territorial Governance in Albania*, *1*(1), 8-23.

Islam, M. K., Merlo, J., Kawachi, I., Lindström, M., & Gerdtham, U.-G. (2006). Social capital and health : Does egalitarianism matter ? A literature review. *International Journal for Equity in Health*, *5*(1), 1-28. https://doi.org/10.1186/1475-9276-5-3

Jackman, R. W., & Miller, R. A. (1998). Social capital and politics. *Annual Review of Political Science*, *1*(1), 47-73. https://doi.org/1094-2939/98/0616-0047

Jalkh, R. (2022). *Mūne as a culinary heritage and vector of territorial development in Lebanon : The socio-spatial dynamics of the preservation of traditional « mūne » foods by women cooperatives, an application to the case of the Beqā' Valley*. Université de Montpellier III- Paul Valery.

Janin, C., Peyrache-Gadeau, V., Landel, P.-A., Perron, L., Lapostolle, D., & Pecqueur, B. (2016). L'approche par les ressources : Pour une vision renouvelée des rapports entre économie et territoire. *Torrer A., Vollet D. Partenariats pour le développement territorial, Quae, Versailles*, 149-163.

Jarne, A. (2018). La fragmentation de l'espace urbain postsocialiste en Albanie. *Belgeo. Revue belge de géographie, 4*. https://doi.org/10.4000/belgeo.30849

Jean, B. (2006). Les études rurales québécoises entre les approches monographiques et typologiques. *Recherches sociographiques*, *47*(3), 503-529. https://doi.org/10.7202/014656ar

Jusufi, I. (2017). Albania's Transformation since 1997 : Successes and Failures. *Croatian International Relations Review, 23*(77), 81-115. https://doi.org/10.1515/cirr-2017-0003

Keefer, P., & Knack, S. (2005). Social capital, social norms and the new institutional economics. In *Handbook of new institutional economics* (p. 701-725). Springer.

Keenan, R. J., Reams, G. A., Achard, F., de Freitas, J. V., Grainger, A., & Lindquist, E. (2015). Dynamics of global forest area : Results from the FAO Global Forest Resources Assessment 2015. *Forest Ecology and Management*, *352*, 9-20. https://doi.org/10.1016/j.foreco.2015.06.014

Kodderitzsch, S. (1999). *Reforms in Albanian Agriculture : Assessing a Sector in Transition*. World Bank Publications.

Kokthi, E., Guri, G., & Muco, E. (2021). Assessing the applicability of geographical indications from the social capital analysis perspective : Evidences from Albania. *Economics & Sociology, 14*(3), 32-53. https://doi.org/10.14254/2071-789X.2021/14-3/2

Kokthi, E., Muço, E., Requier-Desjardins, M. M., & Guri, F. (2021). Social capital as a determinant for raising ecosystem services awareness : An application to an Albanian

pastoral ecosystem. *Landscape Online*, *95*, 1-17. https://doi.org/DOI 10.3097/LO.202195

Kokthi, E., Vazquez Bermudez, I., & González-Limón, M. (2016). Predicting willingness to pay for geographical origin in Albania : A logistic approach. *New medit: Mediterranean journal of economics, agriculture and environment, 15 (2), 63-69.*

Kouptoudji, R. D. (2022). *Le concept de capital territorial et sa mesure : Une approche fondée sur les perceptions et intentions comportementales individuelles*. Univesité d'Angers.

Krackhardt, D., Nohria, N., & Eccles, B. (2003). The strength of strong ties. *Networks in the knowledge economy*, *82*.

Krishna, A., & Shrader, E. (1999). Social capital assessment tool. *Conference on social capital and poverty reduction*, *2224*.

Lacquement, G., & Chevalier, P. (2016). Capital territorial et développement des territoires locaux, enjeux théoriques et méthodologiques de la transposition d'un concept de l'économie territoriale à l'analyse géographique. *Annales de géographie, 711*, 490-518.

Lambert, C. (2020). Le monde rural : Réalités, difficultés et espoirs. *Constructif*, *55*(1), 20-24. https://doi.org/10.3917/const.055.0020

Lavigne Delville, P., Ancey, V., & Fache, E. (2022). Communs et gouvernace des ressources en accès partagé. In *Le foncier rural dans les pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse, Ed. Colin, Lavigne Delville, Leonard* (p. 1002). IRD Editions /Quae.

Lavigne Delville, P. L. (2005). Conditions pour une gestion décentralisée des ressources naturelles. In *Bertrand A et Montagne P. dir., 2005, L'Etat et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar* (p. 143-162). L'Harmattan.

Lazarev, G. (2022). *La gouvernance territoriale : Une réponse mobilisatrice à la crise globale de l'écosystème*.

Le Roy, É. (1995). La sécurité foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre. In *Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*.

LE Roy, E. (2008). *L'apport des chercheurs du LAJP à la gestion patrimoniale*. LAJP.

Leeuwis, C. (2000). Reconceptualizing Participation for Sustainable Rural Development : Towards a Negotiation Approach. *Development and Change, 31*(5), 931-959. https://doi.org/10.1111/1467-7660.00184

Lin, N. (1999). Building a network theory of social capital. *Connections, 22*(1), 28-51.

Lin, N. (2002). *Social capital : A theory of social structure and action* (Vol. 19). Cambridge university press.

Lindberg, M., Lindgren, M., & Packendorff, J. (2014). Quadruple helix as a way to bridge the gender gap in entrepreneurship : The case of an innovation system project in the Baltic Sea Region. *Journal of the Knowledge Economy, 5*, 94-113.

Loudiyi, S., Angeon, V., & Lardon, S. (2004). Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales. *Espaces et Sociétés*.

Luka, L., Haxhi, A., Mosi, L., Kazazi, M., & Damnori, F. (2018). *Nxitja e zhvillimit rajonal nepermjet objektivave te mijevjecarit* [Strategjia e zhvillimit rajonal]. UNDP.

Lusho, S., & Papa, D. (1998). *Land fragmentation and consolidation in Albania* (25; p. 43). Albanian Series Land Tenure Center University of Wisconsin–Madison.

Mannur, A. (2007). Culinary nostalgia : Authenticity, nationalism, and diaspora. *Melus, 32*(4), 11-31.

Marin, A., & Wellman, B. (2011). Social network analysis : An introduction. *The SAGE handbook of social network analysis*, 11-25.

Maurel, M.-C. (2002). Central European geography and the post-socialist transformation : A western point of view. *27869*, 578-587.

Maurel, M.-C., & Lacquement, G. (2007). *Agriculture et ruralité en Europe centrale*. Editions Aux Lieux d'Etre.

McGlohon, M., Akoglu, L., & Faloutsos, C. (2011). Statistical properties of social networks. *Social network data analytics*, 17-42.

Meco, M., Kapaj, I., & Tomorri, I. (2018). *The farm typologies and its performance in Albania (case of Elbansani)*. *2*, 59-67. https://doi.org/10.22630/ESARE.2018.2.6

Menzel, J. (2016). L'enjeu de l'intégration de l'Albanie à l'Union européenne et la reconstruction de l'identité nationale albanaise postcommuniste. *Cahiers balkaniques*, *44*, 1-13. https://doi.org/10.4000/ceb.9943

Mezini, L., & Pojani, D. (2015). Defence, identity, and urban form : The extreme case of Gjirokastra. *Planning Perspectives*, *30*(3), 397-428. https://doi.org/10.1080/02665433.2014.943267

Ministria e ceshtjeve vendore. (2014). *Reforma Adiminstratiovo-Territoriale* (p. 37) [Raporti i pergjithshem per komisionin e reformes adminstrativo-territoriale]. Ministria e ceshtjeve vendore.

Moity-Maïzi, P., & Bouche, R. (2008). Researchers and collective know-how : Looking at knowledge production through a lens. *Empowerment of the rural actors: A renewal of the farming systems perspective*. 8th European IFSA Symposium, Clermont-Ferrand.

Moritz, M. (2016). Open property regimes. *International Journal of the Commons*, *10*, 1-24. https://doi.org/10.18352/ijc.719

Mousset, A. (1930). *L'Albanie devant l'Europe : 1912-1929*. FeniXX.

Muco, E. (2019). *Analyse d'état de coopération mesuré par la perspective du capital social dans le sud de l'Albanie : Etude de Cas le fromage de Gjirokastra*. Univresité de Montpellier.

Muco, M. (1997). Economic transition in Albania : Political constraints and mentality barriers. *Tirana: University of Tirana*.

Müller, D., & Munroe, D. K. (2008). Changing Rural Landscapes in Albania : Cropland Abandonment and Forest Clearing in the Postsocialist Transition. *Annals of the Association of American Geographers*, *98*(4), 855-876. https://doi.org/10.1080/00045600802262323

Nahrath, S. (2000). "Governing wildlife resources"? L'organisation de la chasse en Suisse comme exemple de régimes institutionnels de gestion d'une ressource naturelle. *Swiss Political Science Review*, *6*(1), Article 1. https://doi.org/10.1002/j.1662-6370.2000.tb00288.x

Nelson, K. S., Nguyen, T. D., Brownstein, N. A., Garcia, D., Walker, H. C., Watson, J. T., & Xin, A. (2021). Definitions, measures, and uses of rurality : A systematic review of the empirical and quantitative literature. *Journal of Rural Studies*, *82*, 351-365. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2021.01.035

Nelson, R. E. (1989). The strength of strong ties : Social networks and intergroup conflict in organizations. *Academy of management Journal*, *32*(2), 377-401.

Nordberg, K. (2017). Enabling regional growth in peripheral non-university regions : The impact of a quadruple helix intermediate organisation. *Revolutionizing Economic and Democratic Systems: Reinventing the Third Way*, 185-217.

North, D. C. (1993). Institutions and credible commitment. *Journal of Institutional and Theoretical Economics (JITE)/Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 11-23.

Observatoire Européen LEADER. (1999). La compétitivité territoriale, construire une stratégie de développement territorial à la lumière de l'expérience LEADER. Innovation en milieu rural. *Cahiers de l'innovation*, *6*(1), 43-63.

OCDE. (2001). *The well-being of nations : The role of human and social capital*. OECD publishing.

Ostrom, E. (1999). *Self-Governance and Forest Resources* (20). Center for International Forestery Research.

Ostrom, E., & Ahn, T.-K. (2009). The meaning of social capital and its link to collective action. *Handbook of social capital: The troika of sociology, political science and economics*, *17*.

Ostrom, E., Gardner, R., Walker, J., & Walker, J. (1994). *Rules, Games, and Common-pool Resources*. University of Michigan Press.

Papathimiu, S. (2012). The demographic and economic development of Albania during and after the decline of Communist regime (1945-2010). *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, 101-118.

Pashko, G. (1993). Obstacles to economic reform in Albania. *Europe-Asia Studies*, *45*(5), 907-921. https://doi.org/10.1080/09668139308412130

Patulny, R. V., & Lind Haase Svendsen, G. (2007). Exploring the social capital grid : Bonding, bridging, qualitative, quantitative. *International journal of sociology and social policy*, *27*(1), 32-51. https://doi.org/doi/10.1108/01443330710722742

Pecqueur, B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, *124-125*(1-2), 17-32. https://doi.org/10.3917/esp.124.0017

Pecqueur, B. (2013a). Territorial development. : A new approach to development processes for the economies of the developing countries. *INTERthesis: Revista Internacional Interdisciplinar*, *10*(2), Article 2.

Pecqueur, B. (2013b). Territorial development. : A new approach to development processes for the economies of the developing countries. *INTERthesis: Revista Internacional Interdisciplinar*, *10*(2), 8-32.

Pecqueur, B. (2022). La « ressource territoriale », une opportunité pour le développement local dans les Suds : The "Territorial Resource", an Opportunity for Local Development in the South. *Journal of Rural and Community Development*, *17*(2), Article 2.

Pecqueur, B., & Gumuchian, H. (2007). *La ressource territoriale*. Paris.

Perret, C. (2011). *Capital social et développement territorial*.

Perrin, T., & Seys, F.-O. (2019). La région, vous dîtes ? Le kaléidoscope régional de l'Union européenne. *Belgeo. Revue belge de géographie*, *2*.

Pihet, C. (2000). 1991-1999. Années d'orages en République d'Albanie : L'organisation difficile d'un système politique pluraliste. *CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, *29*(1), 141-164. https://doi.org/10.3406/cemot.2000.1525

Pinnavaia, L., & Berisha, E. (2021). The role of cross-border territorial development. Evidences from Albania. In *Governing Territorial Development in the Western Balkans : Challenges and Prospects of Regional Cooperation* (p. 309-332). Springer.

Pourtier, R. (1986). Milton Santos, Pour une géographie nouvelle. De la critique de la géographie à une géographie critique. *Revue Tiers Monde*, *27*(105), 234-234.

Proko, A., Marku, S., & Civici, A. (2009). Le pastoralisme en Albanie : Un patrimoine culturel important pour le développement rural durable. *Pastoralisme méditerranéen patrimoine culturel et paysager et développement durable. Actes de la deuxième réunion thématique d'experts sur le pastoralisme méditerranéen*, 181-190.

Prud'homme, R. (1995). The dangers of decentralization. *The World Bank Research Observer*, *10*(2), 201-220. https://doi.org/10.1093/wbro/10.2.201

Putnam, R. (1993). The prosperous community : Social capital and public life. *The american*, *4*, 5-19.

Putnam, R. (2001). Social capital : Measurement and consequences. *Canadian journal of policy research*, *2*(1), 41-51.

Putnam, R. D. (2000). *Bowling alone : The collapse and revival of American community*. Simon and schuster.

Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. Y. (1992). *Making democracy work : Civic traditions in modern Italy*. Princeton university press.

Qarku Gjirokaster. (2018). *Buletin Statistikor*.

Qarku Gjirokaster. (2020). *Plani i gatishmerise per mbrojtjen e pyjeve dhe hapesirave te tjera nga zjarret*.

Raffestin, C. (1982). Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité. *Espaces et sociétés*, *41*, 167-171.

Rallet, A., & Torre, A. (2004). Proximité et localisation. *Économie rurale*, *280*(1), 25-41.

Ramet, S. P. (2010). *Central and Southeast European Politics since 1989*. Cambridge University Press.

Realo, A., Allik, J., & Greenfield, B. (2008). Radius of Trust : Social Capital in Relation to Familism and Institutional Collectivism. *Journal of Cross-Cultural Psychology*, *39*(4), 447-462. https://doi.org/10.1177/0022022108318096

Requier-Desjardins, D. (2003). Le capital social dans la théorie économique : Actif privé ou bien public ? Le point sur quelques contributions récentes. *Regards croisés sur le capital social*, 15-39.

Requier-Desjardins, M. (2001). *Elevages et transhumances à l'extrême-nord du Cameroun : Une étude des contrats d'accès aux pâturages communs : Enquêtes en milieu pastoral et essai de modélisation contractuelle* [PhD Thesis]. Versailles-St Quentin en Yvelines.

Requier-Desjardins, M., Chazée, L., Khechimi, W., Anougmar, S., & Garrabé, M. (2021). Les services écosystémiques culturels rendus par les zones humides protégées en

Méditerranée : Élaboration d'un indicateur de suivi. *Natures Sciences Sociétés*, *29*(4), 423-438.

Requier-Desjardins, M., & Kalamvrezos Navarro, D. (2016). The 2030 Agenda for sustainable development in the Mediterranean. In *Mediterra 2016. Zero Waste in the Mediterranean. Natural Resources, Food and Knowledge* (p. 175-190). Presses de Sciences Po.

Rey-Valette, H., Pinto, M., Maurel, P., Chia, E., Guihéneuf, P.-Y., Michel, L., Nougaredes, B., Soulard, C.-T., Jarrige, F., & Guillemot, S. (2011). *Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires*. auto-saisine.

Ribot, J. C., Agrawal, A., & Larson, A. M. (2006). Recentralizing While Decentralizing : How National Governments Reappropriate Forest Resources. *World Development*, *34*(11), Article 11. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2005.11.020

Rieutort, L. (2009). Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture. *L'Information geographique*, *73*(1), 30-48.

Rieutort, L. (2012). Du rural aux nouvelles ruralités. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, *59*, Article 59. https://doi.org/10.4000/ries.2267

Rieutort, L. (2020). Enjeux territoriaux des zones de montagnes de l'Europe. *Enjeux européens, politiques nationales et régionales et dispositifs locaux*, 31.

Robison, L. J., Schmid, A. A., & Siles, M. E. (2002). Is social capital really capital? *Review of social economy*, *60*(1), 1-21.

Rondinelli, D. A., Nellis, J. R., & Cheema, G. S. (1983). *Decentralization in developing countries : A review of recent experience*. World Bank.

Rost, K. (2011). The strength of strong ties in the creation of innovation. *Research policy*, *40*(4), 588-604.

Rotter, J. B. (1967). A new scale for the measurement of interpersonal trust. *Journal of personality*, 651-667. https://doi.org/10.1111/j.1467-6494.1967.tb01454.x?

Roux, M. J., De Rapper, G., & Deslondes, O. (2000). Dimanche à Miras, lundi à Dipotamia. La frontière albano-grecque dans la région de Bilisht et de Kastoria. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, *29*(1), 199-223.

Sallaku, F., Huqi, B., Tota, O., Mema, M., Fortuzi, S., & Jojiç, E. (2009). Dynamics of land-use and land-cover change in Albania : Environmental consequences and policy response. *Research Journal of Agricultural Science*, *41*(2), 190-198.

Sandstrom, P., & Sjoberg, O. (1991). Albanian Economic Performance : Stagnation in the 1980s. *Soviet Studies*, *43*(5), 931-947.

Schlager, E., & Ostrom, E. (1992). Property-rights regimes and natural resources : A conceptual analysis. *Land economics*, 249-262.

Schultz, J. (2004). *Transition et santé en Europe de l'Est*. Presses universitaires de la Méditerranée.

Scott, J. (2011). Social network analysis : Developments, advances, and prospects. *Social network analysis and mining*, *1*, 21-26.

Sell, J., Griffith, W. I., & Wilson, R. K. (1993). Are Women More Cooperative Than Men in Social Dilemmas? *Social Psychology Quarterly*, *56*(3), 211-222. https://doi.org/10.2307/2786779

Sen, A. (1981). Ingredients of Famine Analysis : Availability and Entitlements*. *The Quarterly Journal of Economics*, *96*(3), 433-464.

Serrat, O. (2017). Social Network Analysis. In O. Serrat (Éd.), *Knowledge Solutions : Tools, Methods, and Approaches to Drive Organizational Performance* (p. 39-43). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-0983-9_9

Seys, F.-O. (2019). Des régions territoriales aux régions fonctionnelles, une proposition de classification des régions de l'Union Européenne. *Belgeo. Revue belge de géographie*, *2*.

Shpati, R. (1945). *Les aspects de l'économie albanaise*. FeniXX.

Siisiainen, M. (2003). Two concepts of social capital : Bourdieu vs. Putnam. *International journal of contemporary sociology*, *40*(2), 183-204.

Sikor, T., Müller, D., & Stahl, J. (2009). Land Fragmentation and Cropland Abandonment in Albania : Implications for the Roles of State and Community in Post-Socialist Land Consolidation. *World Development*, *37*(8), 1411-1423. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2008.08.013

Simpson, J. A. (2007). Foundations of interpersonal trust. *Social psychology: Handbook of basic principles*, *2*, 587-607.

Sintès, P. (2010). Construction des discours d'appartenance en migration : L'exemple des Albanais en Grèce. *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoires, Politique, Sociétés*, *1*, 195-214. https://doi.org/10.4000/anatoli.391

Sivignon, M. (1995). La population albanaise : Une ère nouvelle. *Méditerranée*, *81*(1), 47-52. https://doi.org/10.3406/medit.1995.2874

Skreli, E., & Imami, D. (2019). *Studim per sektorin e qumeshtit* [Programi i Mbështetjes së Agrobiznesit Shqiptar (AASF)]. Instituti i Studimeve Ekonomike dhe Transferimit të Njohurive.

Sobel, J. (2002). Can We Trust Social Capital? *Journal of Economic Literature*, *40*(1), 139-154. https://www.jstor.org/stable/2698596

Stahl, J. (2010). *Rent from the land : A political ecology of postsocialist rural transformation* (Anthem press).

Tarifa, F. (2008). Albania's road from communism : Political and social change, 1990–1993. *Development and Change*, 133-162.

Tendler, J. (1997). *Good government in the tropics.* Johns Hopkins University Press.

Thireau, V. (1985). *Les nouvelles dynamiques spatiales : A la redécouverte des territoires* (L'Harmattan). L'Harmattan.

Thireau, V. (1993). Vers un renouvellement du rôle de l'espace dans la dynamique des territoires. *Revue d'économie régionale et urbaine, 2*, 261-287.

Ticktin, T. (2004). The ecological implications of harvesting non-timber forest products. *Journal of Applied Ecology, 41*(1), 11-21. https://doi.org/doi/pdfdirect/10.1111/j.1365-2664.2004.00859.x

Torre, A. (2009). Retour sur la notion de Proximité Géographique. *Geographie, economie, societe, 11*(1), 63-75.

Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial. *Geographie, economie, societe, 17*(3), 273-288.

Torre, A. (2018). Développement territorial et relations de proximité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine, 5*, 1043-1075. https://doi.org/10.3917/reru.185.1043

Torre, A., & Wallet, F. (2013). *Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales*. l'Harmattan.

Torre, A., Wallet, F., & Huang, J. (2023). Le foncier agricole, nouvel enjeu des politiques d'aménagement de l'espace. *Économie rurale*, 7-13. https://doi.org/10.4000/economierurale.10896

Toska, M., & Bejko (Gjika), A. (2019). Decentralisation and Local Economic Development in Albania. *Annual Review of Territorial Governance in the Western Balkans, 1*. https://doi.org/10.32034/CP-TGWBAR-I01-05

Tóth, B. I. (2017). Territorial capital–a fuzzy policy-driven concept : Context, issues, and perspectives. *Europa XXI*, *33*, 5-19.

Tóth, I. B. (2011). Changing endogenous development : The territorial capital. *Journal of Economics and Business Research*, *17*(2), 137-151.

Toto, R. (2012). *Rajonalizimi i Shqipërisë në debat—Fuqizimi i decentralizimit dhe evoluimi drejt zhvillimit rajonal* (p. 28) [Linjat e debatit per zhvillimin rajonal].

Toto, R., & Shutina, D. (2021). Untangling Territorial Governance in Albania : Towards a Place-Based Approach? In E. Berisha, G. Cotella, & A. Solly (Éds.), *Governing Territorial Development in the Western Balkans : Challenges and Prospects of Regional Cooperation* (p. 195-219). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-72124-4_10

Touré, J. M. F. (2021). *Ancrage territorial du modèle contractuel rizicole sénégalais : Une perspective géographique et relationnelle*. Université de Montpellier III.

Uphoff, N. (2000). Understanding social capital : Learning from the analysis and experience of participation. In *Social Capital : A Multifaceted Perspective*. World Bank Publications.

Van Eupen, M., Metzger, M. J., Pérez-Soba, M., Verburg, P. H., Van Doorn, A., & Bunce, R. G. H. (2012). A rural typology for strategic European policies. *Land use policy*, *29*(3), 473-482.

Van Leeuwen, E. (2015). Urban-rural synergies : An explorative study at the NUTS3 Level. *Applied Spatial Analysis and Policy*, *8*, 273-289.

Van Leeuwen, E., Nijkamp, P., & de Noronha Vaz, T. (2010). The multifunctional use of urban greenspace. *International journal of agricultural sustainability*, *8*(1-2), 20-25.

Ventura, F., Brunori, G., Milone, P., & Berti, G. (2008). The rural web : A synthesis. *Unfolding webs: The dynamics of regional rural development*, 149-174.

Woolcock, M. (1998). Social capital and economic development : Toward a theoretical synthesis and policy framework. *Theory and society, 27*(2), 151-208.

Woolcock, M., & Narayan, D. (2000). Social capital : Implications for development theory, research, and policy. *The world bank research observer, 15*(2), 225-249.

Zaleski M., H. (2013). Agricultural Extension in Transition. In *Agricultural markets in a transitioning economy : An Albanian case study* (p. 35-52).

Živojinović, I., Nedeljković, J., Stojanovski, V., Japelj, A., Nonić, D., Weiss, G., & Ludvig, A. (2017). Non-timber forest products in transition economies : Innovation cases in selected SEE countries. *Forest Policy and Economics, 81*, 18-29.

Figures

Figure 1 : Image satellite des terres agricoles entre 1988 et 2003. Cette image permet d'observer la fragmentation et la petite taille des parcelles après la réforme agraire de 1991, conformément à la loi 7501. Source : (Müller & Munroe, 2008 p. 859). 51
Figure 2 : Modification de la structure foncière avant et après le régime communiste. Source : (Civici et al., 2001 cités par Bernard, 2016 p. 246) 51
Figure 3 : Changement dans la structure foncière entre 1990 et 1995. Source (Civici, 2001 ; Guri, 2008) 52
Figure 4 : Illustration de la division des terres au niveau d'un village pour 3 foyers. Cette illustration permet de visualiser la petite taille des parcelles, mais également la distance entre deux parcelles appartenant au même foyer. Source : (Müller & Munroe, 2008 p. 859)..... 52
Figure 5 : Résumé de cinq phases de transition en Albanie jusqu'en 2014. Source : Production d'E. Muco, 2023 69
Figure 6 : Changements dans la propriété foncière au cours des différentes périodes. Source : E. Muco, 2023 73
Figure 7 : Ligne historique du processus d'intégration européenne de l'Albanie. Source : Données collectées par le site web EC - Europe 83
Figure 8 : Comparaison dans la division administrative et territoriale avant (à gauche) et pendant la période communiste (à droite). Source : Réalisation d'E. Muco, 2023 à travers des données fournit par ShteiWeb et Shqiperia.com. 90
Figure 9 : Représentation visuelle de la division du pays (à gauche en 1992 et à droite en 1993). Source : Realisation d'E. Muco, 2023 92
Figure 10 : Représentation visuelle de la division du pays (à gauche en 1999 et à droite en 2014). Source : Réalisation d'E. Muco, 2023. 95
Figure 11 : Un système territorial de prédominance agricole. Source : (Rieutort, 2009, p. 6)) 129
Figure 12 : Matrice de positionnement des trois types de zones rurales développées par l'EU en 2007, à travers l'accessibilité et la densité des activités économiques. Source : (Van Eupen et al., 2012)..... 142
Figure 13 : Représentation des trois zones géographiques. Source : E. Muco, 2023 147
Figure 14 : Position géographique du Lazarat. Source : fond de carte de GoogleEarth 159

Figure 15 : La taxonomie théorique des composants du Capital territorial proposée par (Camagni, 2009) 188
Figure 16 : Cadre théorique de la nature des biens selon la nature d'exclusion et de la rivalité. Source : modifié par E. Muco (2022) 189
Figure 17 : Représentation de la matrice traditionnelle et innovante du KT. Source (Camagni, 2009) 190
Figure 18 : Cadre conceptuel de la recherche. Source : E. Muco, 2020 194
Figure 19 : Les étapes d'activation de la ressource territoriale. Source : GIS Alpes Jura, projet Ressterr 2010 cité par Janin et al. (2016 p. 158) 202
Figure 20 : Capital social Gouvernemental et Civil d'après (Collier, 1998) et Réalisation d'E. Muco 213
Figure 21 : Capital social de type cognitif et structurel d'après (Uphoff, 2000) et Réalisation d'E. Muco 215
Figure 22 : Les formes et les dimensions du capital social. Source : (Islam et al., 2006 p. 5) 216
Figure 23 : Schématisation des acteurs sectoriels à Gjirokastër. Source E. Muco 2021 229
Figure 24 : Schématisation des acteurs sectoriels à Pukë. Source : E. Muco 2021 229
Figure 25 : L'hélice quadruple pour identifier les acteurs. Source : (Lindberg et al., 2014) . 236
Figure 26 : Schématisation des acteurs à l'aide de la quadruple hélice. Conception de E. Muco 238
Figure 27 : Comment les acteurs composant les quatre hélices de modèle de « Smart Specialization » s'intègrent dans l'approche méthodologique de la thèse. Source : Conception d'E. Muco, 2023 239
Figure 28 : Visualisation de la construction du questionnaire et de ses principales parties. Conception de l'auteur 251
Figure 29 : Conception schématique du groupe « vivre ensemble ». Source : E. Muco, 2022 255
Figure 30 : Conception schématique de groupe « produire ensemble ». Source : E. Muco, 2022 256
Figure 31 : Conception schématique de groupe « s'organiser ensemble ». Source : E. Muco, 2022 257
Figure 32 : Le passage d'un groupe d'action à un autre. Source : E. Muco, 2022 258
Figure 33 : Démarche méthodologique réalisée pendant la première phase de sortie de terrain. Source : E. Muco, 2023 259

Figure 34 : Démarche méthodologique réalisée pendant la deuxième phase de sortie de terrain. Source : E. Muco, 2023 260
Figure 35 : Exemple de la base de données du Groupe de femmes de Gjegjan. Source : E. Muco 2021 262
Figure 36 : Capture d'écran de la nouvelle base de données créée pour le district de Pukë à l'aide du logiciel ArcGIS. Source : Réalisation d'E. Muco avec le support de Chreel JP, LAGAM 2022. 280
Figure 37 : Différents types de sociogrammes réalisés pour cette analyse à travers ArcGis Insight. Source : Réalisation d'E. Muco avec le support de Chreel JP, LAGAM 2022. 281
Figure 38 : Image satellite du village de Golem à Gjirokastër qui permet d'identifier les différents espaces (Hortus, Ager, Saltus et Silva). Source : Fond de carte Google Earth 2023 297
Figure 39 : L'organisation des ressources forestières en zonage, référence du village, situation à Gjirokastër. Source : Adapté de (De Rapper & Sintès, 2006). 298
Figure 40 : L'organisation des ressources forestières en zonage, référence du village, situation à Pukë. Source : Adapté de (De Rapper & Sintès, 2006). 299
Figure 41 : Exemple de villages classe 1 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : fond de carte de Google Earth 2023 303
Figure 42 : Exemple de village classe 2 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : fond de carte Google Earth 2023 304
Figure 43 : Exemple de village classe 3 à Gjirokastër (gauche) et à Pukë (droite). Source : Fond de carte de Google Earth, 2023 304
Figure 44 : Gouvernance du territoire et régulation de l'exploitation des ressources renouvelables. Source : (P. Lavigne Delville et al., 2022 p. 219) 311
Figure 45 : Exemple de la commercialisation des produits PFNL transformés et emballés par AP avec une étiquette, un logo et un code-barres. Source : E. Muco, 2021 317
Figure 46 : Croquis sur l'organisation de la filière PFNL réalisé pendant la phase de terrain. Source : E. Muco, 2021. 324
Figure 47 : Croquis réalisé sur le terrain pour comprendre l'organisation de l'élevage au sein du territoire. Source : E. Muco, 2021 330
Figure 48 : Démonstration visuelle du fonctionnement du secteur de l'élevage à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2021 331
Figure 49 : À gauche, la Feta est commercialisée dans des boîtes en acier inoxydable. À droite, le Kackavall est vendu dans des emballages en plastique. Source : E. Muco, 2019, 2021 ... 332

Figure 50 : Organisation des producteurs et des éleveurs pour la commercialisation du lait. Source : Conception de l'auteur (E. Muco, 2021)..... 334
Figure 51 : Organisation des producteurs et des éleveurs pour la commercialisation du lait. Source : Conception de l'auteur, croquis réalisé lors de la phase de terrain. Source : E. Muco, 2021..... 335
Figure 52 : Représentation schématique de la typologie des variables. Source : Réalisation de E. Muco, 2023..... 341
Figure 53 : Part des individus appartenant aux réseaux associatifs de Pukë et relations entre les membres. Enquêtes, 2021..... 355
Figure 54 : Confiance accordée, d'un groupe plus proche à un autre plus éloigné. Enquêtes, 2021..... 359
Figure 55 : Relation entre la confiance interpersonnelle et le familialisme. Source : (Realo et al., 2008 p. 455)..... 360
Figure 56 : Confiance accordée aux villageois et aux habitants d'autres villages de Pukë et de Gjirokastër. Enquêtes, 2021..... 361
Figure 57 : Participation civique dans l'ensemble des deux districts à droite (n=85) et participation civique dans chaque district par rapport à l'échantillonnage dans chaque district. Enquêtes, 2021..... 376
Figure 58 : Les raisons pour lesquelles les gens restent dans le village diffèrent selon qu'ils participent ou non à des réseaux de coopération. Source : Muco 2022. Source : E. Muco, 2022..... 379
Figure 59 : Démonstration des différences entre une relation dirigée, non dirigée et pondérée. Source : Adapté de (Scott, 2011)..... 387
Figure 60 : Démonstration des différences entre un réseau uni-parties et multipartite. Source : Adapté de (McGlohon et al., 2011)..... 387
Figure 61 : Démonstration visuelle du groupe homogène « vivre ensemble ». Source : E. Muco, 2023..... 389
Figure 62 : Démonstration visuelle d'un groupe « vivre ensemble » qui développe des relations d'interdépendance entre eux. Source : E. Muco, 2023..... 389
Figure 63 : Démonstration visuelle du groupe « produire ensemble » et passage d'un groupe homogène à un groupe hétérogène. Source : E. Muco, 2023..... 390
Figure 64 : Démonstration visuelle du réseau hétérogène du groupe « s'organiser ensemble ». Source : E. Muco, 2023..... 391

Figure 65 : Représentation initiale du réseau des acteurs de la filière fromagère à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022. 393
Figure 66 : Représentation initiale du réseau des acteurs de la filière PFNL à Pukë (à droite). Source : E. Muco, 2022 394
Figure 67 : Diagramme de relations des acteurs de la filière des produits non-ligneux à Pukë. Source : E. Muco, 2022 399
Figure 68 : Cartographie des relations selon la localisation des acteurs. Source : E. Muco, 2022 400
Figure 69 : Cliché simplifié du réseau de relations à Pukë. Source : E. Muco, 2023 401
Figure 70 : Un réseau de relations qui met en évidence les relations entre chaque Type de profil de la filière à Pukë. Source : E. Muco, 2022 402
Figure 71 : Le groupe 1, cueilleur et cueilleur / transformateur et la densité de relation développée dans chaque type. Source : E. Muco, 2022 LAGAM 405
Figure 72 : Le groupe 2 : collecteurs à gauche et collecteurs / transformateurs à droite et densité de relations de chaque types. Source : E. Muco, 2022 408
Figure 73 : La densité de la relation entre deux multi-profils composés. Source : E. Muco, 2022 410
Figure 74 : La densité et l'intensité de la relation dans un mono profil transformateur. Source : E. Muco, 2022 411
Figure 75 : Représentation visuelle du réseau entre les acteurs de la filière à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022 413
Figure 76 : Un réseau fermé, composé de relations dirigées par un type d'acteurs. Source : E. Muco, 2022 414
Figure 77 : Représentation visuelle des relations d'interdépendance. Source : E. Muco, 2023 416
Figure 78 : Représentation visuelle des relations interconnectées. Source : E. Muco, 2023 . 416
Figure 79 : Divers modèles de relations dans un même réseau. Source : E. Muco, 2022. 417
Figure 80 : Représentation visuelle des relations dirigées. Source : E. Muco, 2024 418
Figure 81 : Représentation visuelle des relations non-dirigées. Source : E. Muco, 2024 418
Figure 82 : Un zoom sur le réseau de producteurs (n=8). Source : E. Muco, 2022. 419
Figure 83 : Positionnement des éleveurs au sein du territoire et leurs relations orientées vers les producteurs (centre). Source : E. Muco, 2022 421
Figure 84 : Un zoom sur le réseau des éleveurs (n=38) à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022 422

Figure 85 : Une analyse comparée entre le réseau de Gjirokastër et celui de Pukë. Source : E. Muco, 2022 424
Figure 86 : Localisation des éleveurs et des producteurs et distance géographique entre eux et par rapport à la ville où le fromage est commercialisé. Source : E. Muco, 2022. 428
Figure 87 : Localisation des acteurs de la filière PFNL à Pukë. Source : E. Muco, 2022 429
Figure 88 : Conceptualisation de la proximité. Source : Adapté de la littérature d'André Torre. 430
Figure 89 : Représentation du réseau à Pukë selon l'intensité de relation (à gauche) et selon la distance (à droite). Source : E. Muco, 2022 431
Figure 90 : Représentation du réseau à Gjirokastër selon l'intensité de relation (à gauche) et selon la distance (à droite). Source : E. Muco, 2022 432
Figure 91 : Visualisation des relations intenses nouées à des distances physiques éloignées. Source : E. Muco, 2022 432
Figure 92 : Diagramme de densité des relations selon la distance à Gjirokastër. Source : E. Muco, 2022 434
Figure 93 : Diagramme de densité des relations selon la distance à Pukë. Source : E. Muco, 2022 435
Figure 94 : Représentation graphique entre les acteurs interrogés (profil 1) du réseau et les acteurs cités par profil 1 (profil 2) à Pukë. Source : E. Muco, 2022 437
Figure 95 : La dispersion des relations dans le district de Gjirokastër. À gauche la densité de ces relations et à droite la qualité des relations en fonction de la distance. Source : E. Muco, 2022 438
Figure 96 : L'impact de la connaissance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022 533
Figure 97 : L'impact de la confiance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022 533
Figure 98 : L'impact de la confiance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022 534
Figure 99 : Présentation avec la page de travail du logiciel Sphinx IQ3. 534
Figure 100 : Transcription des variables concernant le capital naturel. Source : E. Muco, 202 535
Figure 101 : Comparaison des modes d'accès et des utilisateurs des ressources entre les villages de Pukë et de Gjirokastër. Source : Conception de l'auteur (E. Muco, 3023) 536

Graphiques

Graphique 1 : Niveau d'industrialisation par plan quinquennal. Source : Données fournies par (Civici, 2010) 39
Graphique 2 : L'évolution de la croissance économique au cours des premières années du changement de système. Source : données fournies par (Kodderitzsch, 1999) 54
Graphique 3 : Dynamique de l'élevage. Source : (Civici et al., 2001) 55
Graphique 4 : Part de la population rurale par rapport à la population totale (en millions) entre 1960 et 2020. Source : Données fournies par la Banque Mondiale 61
Graphique 5 : l'évolution de l'agriculture par rapport à l'évolution de l'économie totale dans les années 1991-1997. Source : Données fournies par (Kodderitzsch, 1999) 63
Graphique 6 : La propriété foncière forestière avec la nouvelle loi de 2015 (Source : INSTAT, retravaillé par GIZ Albania, 2021). 75
Graphique 7 : Dispersion des municipalités selon la densité démographique. Source : (Toska & Bejko (Gjika), 2019 p. 73) 96
Graphique 8 : Représentation graphique de la structure de la population au fil du temps. Source : INSTAT à gauche et FAO à droit. 96
Graphique 9 : La dispersion de la population au sein des municipalités. Source. (Boka Toska & Bejko, 2020 p. 73) 108
Graphique 10 : Structure du foncier à Gjirokastër. Source : Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull 2021. 113
Graphique 11 : La structure foncière à Pukë. Source : (AgroPuka, 2016) 120
Graphique 12 : Le genre des répondants à Pukë par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021 264
Graphique 13 : Tranche d'âge de l'échantillon de Pukë par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021 264
Graphique 14 : Niveau de scolarisation de l'échantillon de Pukë (gauche) par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021 265
Graphique 15 : Le genre des répondants à Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021 267
Graphique 16 : Tranche d'âge de l'échantillon de Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85). Enquêtes, 2021 268

Graphique 17 : Niveau de scolarisation de l'échantillon de Gjirokastër par rapport à l'échantillonnage total (n=85). 268
Graphique 18 : Représentions des profils (types d'acteurs) de l'échantillonnage. Enquêtes, 2021 271
Graphique 19 : Questions pour mesurer les normes de réciprocité et la volonté d'action collective. Enquêtes, 2021 348
Graphique 20 : Niveau de connaissance entre les différents acteurs territoriaux pour les deux territoires (Pukë et Gjirokastër) et dans chacun des districts. Enquête, 2021. 353
Graphique 21 : Niveau de confiance entre les différents acteurs territoriaux dans l'ensemble des territoires (Pukë et Gjirokastër) et dans chaque district séparé. Enquêtes, 2021 359
Graphique 22 : Confiance institutionnelle à différentes échelles à Gjirokastër et à Pukë. Source : E. Muco, 2022 363
Graphique 23 : Confiance associative à Gjirokastër et à Pukë. Enquêtes, 2021 364
Graphique 24 : Confiance associative des membres et non-membres vis-à-vis des associations. Enquêtes, 2021. 365
Graphique 25 : Volonté de s'engager dans des réseaux d'action collective, en fonction de la participation civique actuelle. Enquêtes, 2021 367
Graphique 26 : Représentation graphique pour tester une relation supposée entre le niveau de connaissance et la confiance accordée. Enquêtes, 2021 369
Graphique 27 : Représentation graphique de la relation entre le niveau de connaissance et la confiance accordée dans chaque district. Source : E. Muco, 2022. 371
Graphique 28 : Avantages produits par l'engagement civique. Enquêtes, 2021 382
Graphique 29 : Représentation des profils et pourcentages de répondants pour chaque profil. Source : E. Muco, 2022 396
Graphique 30 : Structure du foncier à Gjirokastër. Source : Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull 2021 avec modification de l'auteur. 501
Graphique 31 : La structure foncière à Pukë. Source : (AgroPuka, 2016) 523

Cartes

Carte 1 : La division territoriale en 1913 d'après le trait de Londres. Trois divisions territoriales se sont proposées durant ce trait : en bordeaux, c'est la limite géographique proposée par la France et la Russie ; en orange foncé, c'est le territoire actuel fixé par le trait ; en orange clair, la limite territoriale demandée par le gouvernement albanais de l'époque. Source : © 2023 Imgur, Inc 30
Carte 2 : Carte de la planification des cultures selon les plans quinquennaux. Source (A. Fabre, 1980 p. 62)..... 40
Carte 3 : Carte de la production agricole en 1990. Source : CIA Atlas of Eastern Europe 1990 64
Carte 4 : Évolution dans l'occupation du sol entre 2000 et 2018. Source : (Alikaj et al., 2022 p. 62)..... 65
Carte 5 : La carte du relief du pays. Source : E. Muco 2023. 67
Carte 6 : Dégradations ayant eu lieu entre 1991 et 2006. Source : (Sallaku et al., 2009 p. 195). 72
Carte 7 : Localisation des pays des Balkans au sein de l'UE. Source : EU official publication https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6d81580c-9009-11ea-812f-01 82
Carte 8 : Division territoriale selon la terminologie européenne de NUTS, la nouvelle réforme territoriale abordée par l'État albanais en 2015. Source : E. Muco, 2023 86
Carte 9 : Division territoriale et administrative de l'Albanie pré communiste (1939) et en 1958. Source : Shqiptarja.com 89
Carte 10 : L'évolution de la carte de l'Albanie au fil du temps : la première carte représente le pays en 1958 (pendant le communisme) au niveau du « Rrethi » ; la deuxième carte en 1992 au niveau des communes et les cercles noirs montrent les districts (Rrethi) ; et la troisième carte en 2014 au niveau des municipalités (la dernière réforme territoriale). Source : Shqiperia.com 97
Carte 11 : Les 12 régions actuelles, les 36 districts qui sont supprimé en tant qu'unité administrative locales (LAU) pour créer 373 UA incorpores en 64 municipalités. Source : E. Muco, 2023..... 98
Carte 12 : Représentation cartographique de trois municipalités avec ses subdivisions (UA). Source : Fond de carte de (Qarku Gjirokaster, 2018) 110

Carte 13 : Carte topographique du district de Gjirokastër, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011)..... 111
Carte 14 : Infrastructure représentée par les routes principales du district. Source : Fond de carte de Google Earth..... 112
Carte 15 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte MapHill (à gauche) et google Earth (à droite). 114
Carte 16 : Localisation de la région de Shkodër au niveau du Pays et localisation du Pukë au sein de la région. Source : fond de carte de ShteiWeb 115
Carte 17 : Division administrative de la municipalité de Pukë (à gauche) et de Fushe-Arrez (à droite). Source : SiteWeb Porta Vendore, Profil des municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez 116
Carte 18 : Carte topographique de district de Pukë, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011). 116
Carte 19 : L'infrastructure routière dans le district, représentée par une route d'accès principale couvrant l'ensemble du district. Source : Fond de carte Google Earth. 117
Carte 20 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte google Earth modifié par l'auteur. 119
Carte 21 : Dispersion des zones urbaines selon la densité de la population et répartition de la population rurale au niveau du pays. Source : ASIG (à gauche), MBZHR (ministère d'Agriculture et du Développement Rural) 2014 (à droite). 141
Carte 22 : Représentation spatiale des trois clusters de types de campagnes à Gjirokastër. Source : Fond de carte de GoogleEarth et MapHill. 154
Carte 23 : Localisation des deux districts d'études au niveau du pays. Source : E. Muco, 2023 226
Carte 24 : Localisation des acteurs (type = 4) au sein du pays (échelle nationale), de la région (échelle régionale) et du territoire (échelles locales) en soulignant la distance entre eux et leur échelle d'opérationnalité. Source : E. Muco, 2023 242
Carte 25 : Localisation des acteurs communautaire (n=39) autour du district de Pukë. La carte permet de voir dans quelle unité sont localisés les acteurs interrogés. Source : E. Muco 2022 265
Carte 26 : Localisation des acteurs de la filière (n=46) autour du district de Gjirokastër. La carte permet de voir dans quelle unité sont localisés les acteurs interrogés. Source : E. Muco 2022 269

Carte 27 : Représentation cartographique de Gjirokastër au niveau du Pays. Source : fond de carte de ShtetiWeb à gauche et (Qarku Gjirokastër, 2018) 499
Carte 28 : Représentation cartographique de trois municipalités aves ses subdivisions (UA). Source : Fond de carte de (Qarku Gjirokastër, 2018) 500
Carte 29 : Carte topographique de district de Gjirokastër, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011) 501
Carte 30 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte MapHill (à gauche) et google Earth (à droit) modifié par E. Muco, 2023. 502
Carte 31 : Infrastructure représentée par les routes principales du district. Source : Fond de carte de Google Earth 506
Carte 32 : : Représentation cartographique de la municipalité de Dropull. Source : Site Web de Municipalité de Dropull 511
Carte 33 : Représentation cartographique de municipalité de Libohova. Source : Municipalité de Libohova 515
Carte 34 : Localisation de la région de Shkodër au niveau du Pays et localisation du Pukë au sein de la région. Source : fond de carte de ShteiWeb 517
Carte 35 : Carte topographique de district de Pukë, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011). 519
Carte 36 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte google Earth modifié par l'auteur. 519
Carte 37 : Division administrative de la municipalité de Pukë (à gauche) et de Fushe-Arrez (à droit). Source : SiteWeb Porta Vendore, Profil des municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez 521
Carte 38 : L'infrastructure routière dans le district, représentée par une route d'accès principale couvrant l'ensemble du district. Source : Fond de carte Google Earth, modifié par E. Muco 2023 522

Photographies

Photographie 1 : Illustration d'une parcelle de châtaigniers cultivés dans une forêt publique du village de Blerim. Source : E. Muco, 2021 121
Photographie 2 : Démonstration photographique de terre non exploitée dans le village de Qerret. Source :E. Muco, 2021..... 121
Photographie 3 : Vue de la ville de Gjirokastër, la vallée agricole de Drino et la chaîne de Montagne Lunxheri – Bureto. Source : E. Muco 2019 152
Photographie 4 : La vallée de Drino vue de la ville de Gjirokastër. Source E. Muco 2021 .. 155
Photographie 5 : Infrastructure routière dans le village de Kardhiq (Municipalité de Gjirokastër, UA Cepo). Source : J. Qirko 2020 157
Photographie 6 : Image de pâturage d'été sur la montagne Mali i Gjere, municipalité de Gjirokastër, UA Cepo. Source : E. Muco, 2021..... 162
Photographie 7 : Exemple d'Infrastructure dans le village de Qelez (droite) et Blerim (gauche). À gauche, infrastructure accessible pour véhicule à 4 roues. À droite, le point de départ où la photo a été prise montre le point maximum accessible avec un véhicule à 4 roues. Le reste n'est accessible qu'à pied ou en véhicule à deux roues. Pour accéder aux maisons, nous nous sommes arrêtés à ce point et avons continué notre trajet à pied. Ce côté représente le « quartier du bas » du village de Qelez et représente le trajet qei doit faire chaque habitant pour accéder au centre du village. Source : E. Muco 2021 170
Photographie 8 : Représentation photographique des habitations dispersées dans le village de Blerim. Source : E. Muco 2021..... 171
Photographie 9 : Illustration du séchage des fruits par AgroPuka. Source : page Facebook de AP..... 317
Photographie 10 : Commercialisation des produits pendant la fête de Pukë. Source : page Facebook d'AgroPuka..... 324
Photographie 11 : À gauche des femmes cueilleuses qui récoltent le thé. On peut observer la distance entre elles. À droite les limites entre les villages sont soulignées. Source : E. Muco, 2021..... 325
Photographie 12 : Illustration photographique d'un troupeau de moutons qui pâturent dans l'espace ager. Source : E. Muco, 2019 328
Photographie 14 : Commercialisation des produits transformés par le groupe de femmes de Gjegjan lors d'évènements organisés par AgroPuka. Source : Page facebook d'AgroPuka . 406

Photographie 13 : Deux différentes formes de commercialisation des produits non-ligneux. Source : E. Muco, 2021 407
Photographie 15 : Le journal Demokratia a consacré un article au bétail de Gjirokastër en 1928. Source : Bibliothèque de Gjirokastër, cliché de E. Muco, 2019, 2021 495
Photographie 16 : Example de la liste des éleveurs fournit par la municipalité de Gjirokastër 497
Photographie 17 : Traditions musicales et de coutumes folkloriques. Source : Agence National de tourisme 508
Photographie 18 : Costume traditionnel du Lunxherie à gauche et Qifqi plat traditionnel de Gjirokastër. Source : Agence National de tourisme. 508
Photographie 19 : Position géographique de la ville de Gjirokastër entre deux chaînes de montagnes. Source : Agence Nationale de Tourisme 2021 509
Photographie 20 : Démonstration de l'architecture de la ville et les bâtiments en pierre. Source : Agence Nationale de Tourisme 510
Photographie 21 : Illustration d'une parcelle de châtaigniers cultivés dans une forêt publique du village de Blerim. Source : Cliché de E. Muco, 2021 525
Photographie 22 : Démonstration photographique de terre non exploitée dans le village de Qerret. Source : Cliché de E. Muco, 2021. 526
Photographie 23 : Exemple de carnet pour une parcelle qui détient le numéro 60. Source : pris auprès de l'Agence Régionale de Gjirokastër (2021) 527

Encadrés

Encadré 1 : Le retour des structures claniques d'après Pihet (2000) 46
Encadré 2 : Applications de la réforme agraire de 1991 décrite par De Rapper et Sintès (2006) 49
Encadré 3 : Notion de décentralisation 100
Encadré 4 : Notion de région..... 102
Encadré 5 : La politique régionale 105
Encadré 6 : L'histoire de Lazarat..... 158
Encadré 7 : L'histoire du fromage de Gjirokastër. 166
Encadré 8 : Notion de filière 230
Encadré 10 : La philosophie derrière HQ..... 235
Encadré 11 : La création d'AgroPuka (AP) et les défis à relever pour réussir dans un environnement stagnant..... 313
Encadré 12 : La transformation du lait en fromage. Source : Enquêtes, 2021 333
Encadré 13 : L'histoire de l'engagement civique dans le Nord de l'Italie, tiré de (R. D. Putnam et al., 1992). 372
Encadré 14 : Niveau de mécanisation à Pukë 523
Encadré 15 : Exemple de calculs de paiement 528
Encadré 16 : Loi No. 49/ 2016, Article 24 « Compétences ministérielles en charge de pâturages »..... 528
Encadré 17 : Loi No. 49/ 2016, Article 26 « Compétences municipales en charge de pâturages » 529
Encadré 18 : Loi No. 9385, « Pour les forêts et les services forestiers » date 4.5.2005 / modifié le 04.08. 2016 530
Encadré 19 : Loi No. 9385, Pour les forêts et les services forestiers, « Compétences ministérielles » 530
Encadré 20 : Loi No. 9385, Pour les forêts et les services forestiers, « Compétences municipales »..... 531

Annexe

Annexe 1

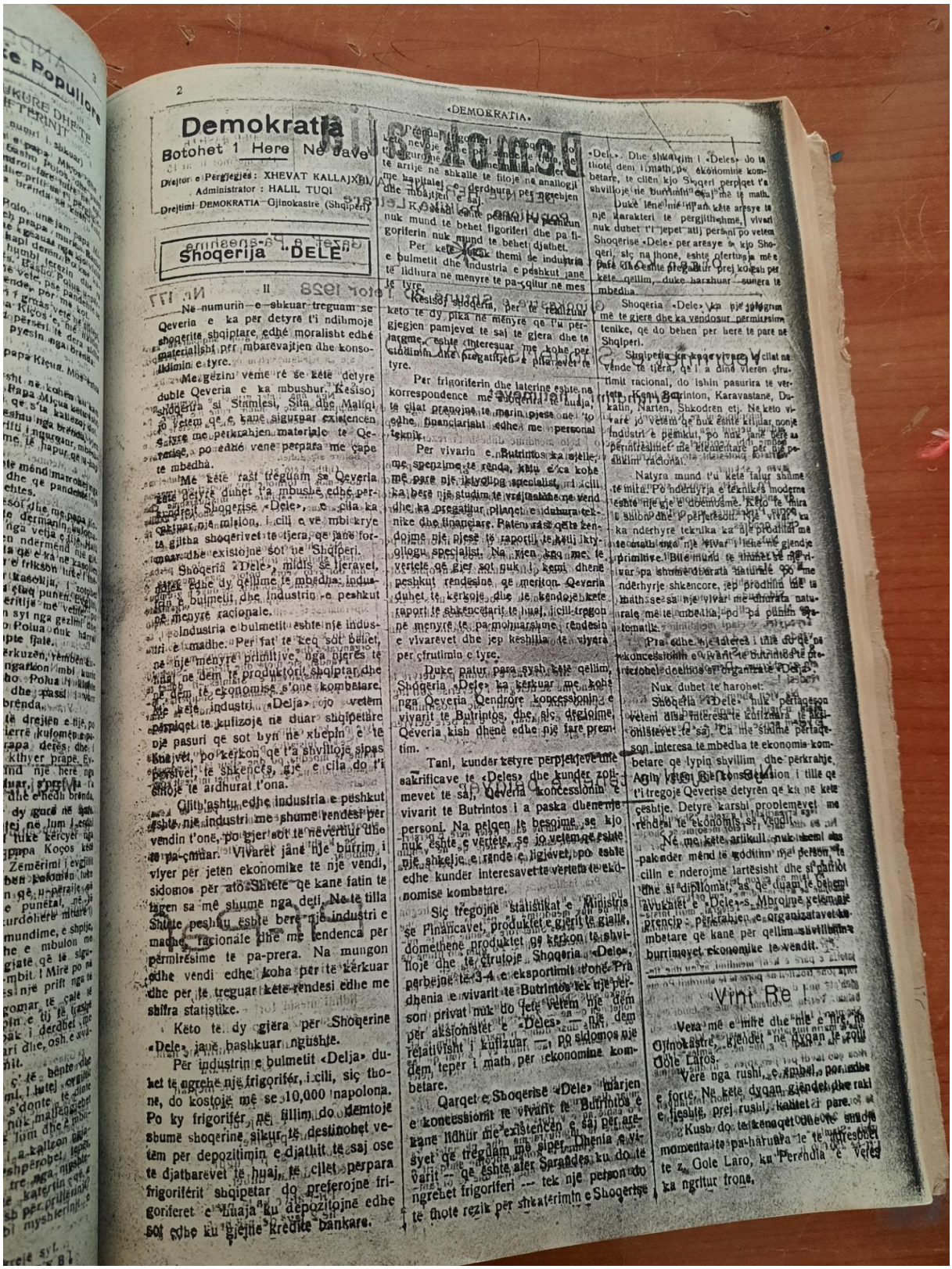
Tableau 1 : Structure de foncière à Gjirokastër

Type de foncier	Surface (ha)	Pourcentage
Terres Agricoles	17616	15,49%
Lots, chantiers, routes, rivières, torrents, lacs, *etc.*	19056	16,75%
Prairie	149	0,13%
Forêts	39471	34,70%
Pâturage	45489	39,99%
Non-exploité	974	0,86%
Total	113 754	100%

Tableau 2 : Données démographiques dans le district te Puka (Source : (AgroPuka, 2016)

No.	Unité administrative	Superficie (ha)	No. Villages	Population 2009	Population 2018
1	Pukë	4,021	2	5,479	4730
2	Fushë Arrëz	3,106	3	5,084	
3	Blerim	10,251	7	2,433	
4	Fierzë	8,119	8	2,485	
5	Gjegjan	16,461	10	5,006	3897
6	Iballë	12,820	8	2,711	
7	Qafë Mali	14,313	9	2,234	
8	Qelëz	6,334	9	2,396	2312
9	Qerret	23,071	12	3,308	2993
10	Rrape	4,873	8	2,009	1783
	Totale	**103,369**	**76**	**33,145**	**28 487 ha**

Photographie 15 : Le journal Demokratia a consacré un article au bétail de Gjirokastër en 1928. Source : Bibliothèque de Gjirokastër, cliché de E. Muco, 2019, 2021



Demokratia
Botohet 1 Here Ne Jave
Drejtor e Përgjegjes: XHEVAT KALLAJXHI
Administrator : HALIL TUQI
Drejtimi DEMOKRATIA Gjinokastre (Shqipëri)

«DEMOKRATIA»

Shoqerija "DELE"

Ne numurin e shkuar treguam se Qeveria e ka per detyre t'i ndihmoje shqiptare edhe moralisht edhe materialisht per mbarevajtjen dhe konsolidimin e tyre.

Me gjithe veme re se kete detyre duhet Qeveria e ka mbushur. Kesisoj shoqerija si Stamlesi, Sita dhe Maliqi jo vetem qe e kane siguruar ekzistencen e tyre me perkrahjen materiale te Qeverise, por edhe vene perpara me cape te mbedha.

Me kete rast treguam se Qeveria kete detyre duhet t'a mbushe edhe perkrahjen Shoqerise «Dele», e cila ka qellim nje misjon, i cili e ve mbi krye ta giitha shoqerivet te tjera, qe jane formuar dhe existojne sot ne Shqiperi.

Shoqeria «Dele», midis se teravet, ka per edhe dy qellime te mbedha: industrin e bulmetit dhe industrin e peshkut ne menyre racionale.

Industria e bulmetit eshte nje industri e madhe. Per fat te keq sot bulmetin ne nje menyre primitive, nga pjeres te tjera ne dem te produktorit shqiptar dhe ne dem te ekonomise s'one kombetare. Me kete industri «Delja» jo vetem perpiqet te kufizoje ne duar shqiptare nje pasuri qe sot byn ne xhepin e te huajve, por kerkon qe t'a shvilloje sipas perparive te shkences, gje e cila do t'i shoje te ardhurat t'ona.

Gjith ashtu edhe industria e peshkut eshte nje industri me shume rendesi per vendin t'one, po pjer sot te nevertur dhe te pa-cmuar. Vivaret jane nje burrim i vlyer per jeten ekonomike te nje vendi, sidomos per ato Shtete qe kane fatin te tjaren sa me shume nga deti. Ne te tilla Shtete peshku eshte bere nje industri e madhe racionale dhe me tendenca per permiresime te pa-prera. Na mungon edhe vendi edhe koha per te kerkuar dhe per te treguar kete rendesi edhe me shifra statistike.

Keto te dy gjera per Shoqerine «Dele» jane bashkuar ngushte.

Per industrin e bulmetit «Delja» duhet te ngrehe nje frigorifer, i cili, siç thone, do kostoje me se 10,000 napolona. Po ky frigorifer, ne fillim do ndihmoje shume shoqerine sikur te destinohet vetem per depozitimin e djathit te saj ose te djathtarevet te huaj, te cilet perpara frigoriferit shqipetar do preferojne frigoriferet e huaja ku depozitojne edhe sot edhe ku gjejne kredite bankare.

Perdorimi i frigoriferit shqiptar do te ishte i nevojshem per te siguruar ne dimen e ftohte, qe te arrije ne shkalle te fitoje ne analogji me kapitalet e derdhura per peshkun dhe mbajtjen e saj.

Kesisoj edhe peshku i pa peshkun nuk mund te behet frigoriferi dhe pa frigoriferin nuk mund te behet djathet.

Per kete arsye themi se industria e bulmetit dhe industria e peshkut jane te lidhura ne menyre te pa-qitur ne mes te tyre.

Kesisoj shoqeria, per te realizuar keto te dy pika ne menyre qe t'u pergjegjen pamjevet te saj te gjera dhe te largme, eshte interesuar me kohe per studimin dhe pregatitjen e pikave te tyre.

Per frigoriferin dhe laterine eshte ne korrespondence me [illegible] te huaja, te cilat pranojne te marin pjese me to edhe financiarisht edhe me personal teknik.

Per vivarin e Butrintos ka ngelle, me sprenzime te rendа, ku e ka kohe me pare nje ekzytolog specialist, i cili ka bere nje studim te vrejtshme ne vend dhe ka pregatitur planet e duhura teknike dhe financiare. Pateu rast qeto kendojme nje pjese te raportit te atij ekzytologu specialist. Na kien kaq me te vertete qe gjer sot nuk i kemi dhene peshkut rendesine qe meriton. Qeveria duhet te kerkoje dhe te kendoje kete raport te shkencetarit te huaj, i cili tregon ne menyre te pa-mohmarshme rendesin e vivarevet dhe jep keshilla te vlyera per cfrutimin e tyre.

Duke patur para sysh kete qellim, Shoqeria «Dele» ka kerkuar me kohe nga Qeveria Qendrore koncessionin e vivarit te Butrintos, dhe sic degjoime, Qeveria kish dhene edhe nje fare premtim.

Tani, kunder ketyre perpjekjeve dhe sakrificave te «Deles» dhe kunder zoll-mevet te saj, Qeveria koncessionin e vivarit te Butrintos i a paska dhene nje personi. Na pelqen te besojme se kjo nuk eshte e vertete, se jo vetem qe eshte nje shkelje e rende e ligjevet, po eshte edhe kunder interesavet te vertete te ekonomise kombetare.

Siç tregojne statistikat e Ministris se Financavet, produktet e gjeri te gjalle, domethene produktet qe kerkon te shvilloje dhe te cfrutoje Shoqeria «Dele», perbejne te 3-4 e eksportimit t'one. Pra dhenia e vivarit te Butrintos tek nje person privat nuk do fetë vetem nje dem per aksionister te «Deles» — nje dem relativisht i kufizuar —, po sidomos nje dem teper i math, per ekonomine kombetare.

Qarqet e Shoqerise «Dele» marjen e koncessionit te vivarit te Butrintos e kane lidhur me existencen e saj per arsyet qe treguam me siper. Dhenia e vivarit — qe eshte aleri Sarandes ku do te ngrehet frigoriferi — tek nje person do te thote rezik per shkaterimin e Shoqerise «Dele». Dhe shkaterimi i «Deles» do te thote dem i math pe ekonomine kombetare, te cilen kjo Shqeri perpiqet t'a shvilloje ne burrimin e saj me te math.

Duke lene mi pan kete arsye te nje karakteri te pergjithshme, vivari nuk duhet t'i jepet atij personi po vetem Shoqerise «Dele» per arsye se kjo Shoqeri, siç na thone, eshte ofertuese me e pafe dhe eshte pregatitur prej kohesh per kete qellim, duke harxhuar sumera te mbedha.

Shoqeria «Dele» ka pie programm me te gjere dhe ka vendosur permiresime teknike, qe do behen per here te pare ne Shqiperi.

Shqiperia ka kaq vivare, sa cilat ne vende te tjera, qe i a dine vleren cfrutimit racional, do ishin pasurira te vertete. Kemi Butrinton, Karavastane, Dukatin, Narten, Shkodren etj. Ne keto vivare jo vetem qe nuk eshte kryer nonje industri e peshkut, po nuk jane bere as perpjekjet me elementare per nje peshkim racional.

Natyra mund t'u kete falur shume te mira. Po ndertyrja e teknikes moderne eshte nje gje e domosme. Keto te mira u shtojne dhe u perfesojne. Nje vivar ku ka ndertyre teknika ka ajo pozitat me te mundshme nje vivar i lene me gjendje primitive. Bile mund te themi se nje vivar pa shume dhurata natyrale po me ndertyrje shkencore, jep prodhim me te math se sa nje vivar me dhurata natyrale me te mbedha, po pa punim shkencor.

Pra edhe nje interes i tille si ai qe pa koncessionin e vivarit te Butrintos te profitohet dedikuar organizate «Dele».

Nuk duhet te harohet:

Shoqeria «Dele» nuk perfaqeson veteni disa interesa te kufizuara te aksionistevet te saj. Ajo me shume perfaqeson interesa te mbedha te ekonomis kombetare qe lypin shvillim dhe perkrahje. Agjiti vetem per konsolidimin i tille qe t'i tregoje Qeverise detyren qe ka ne kete çeshtje. Detyre karshi problemevet me rendesi te ekonomis se vendit.

Ne me kete artikull nuk kemi aspak nder mend te goditim nje person, te cilin e nderojme lartesisht dhe si patriot dhe si diplomat, as qe duam te behemi avukatet e «Deles». Mbrojme vetem me prencip perkrahjen e organizatavet kombetare qe kane per qellim shvillimin e burrimevet ekonomike te vendit.

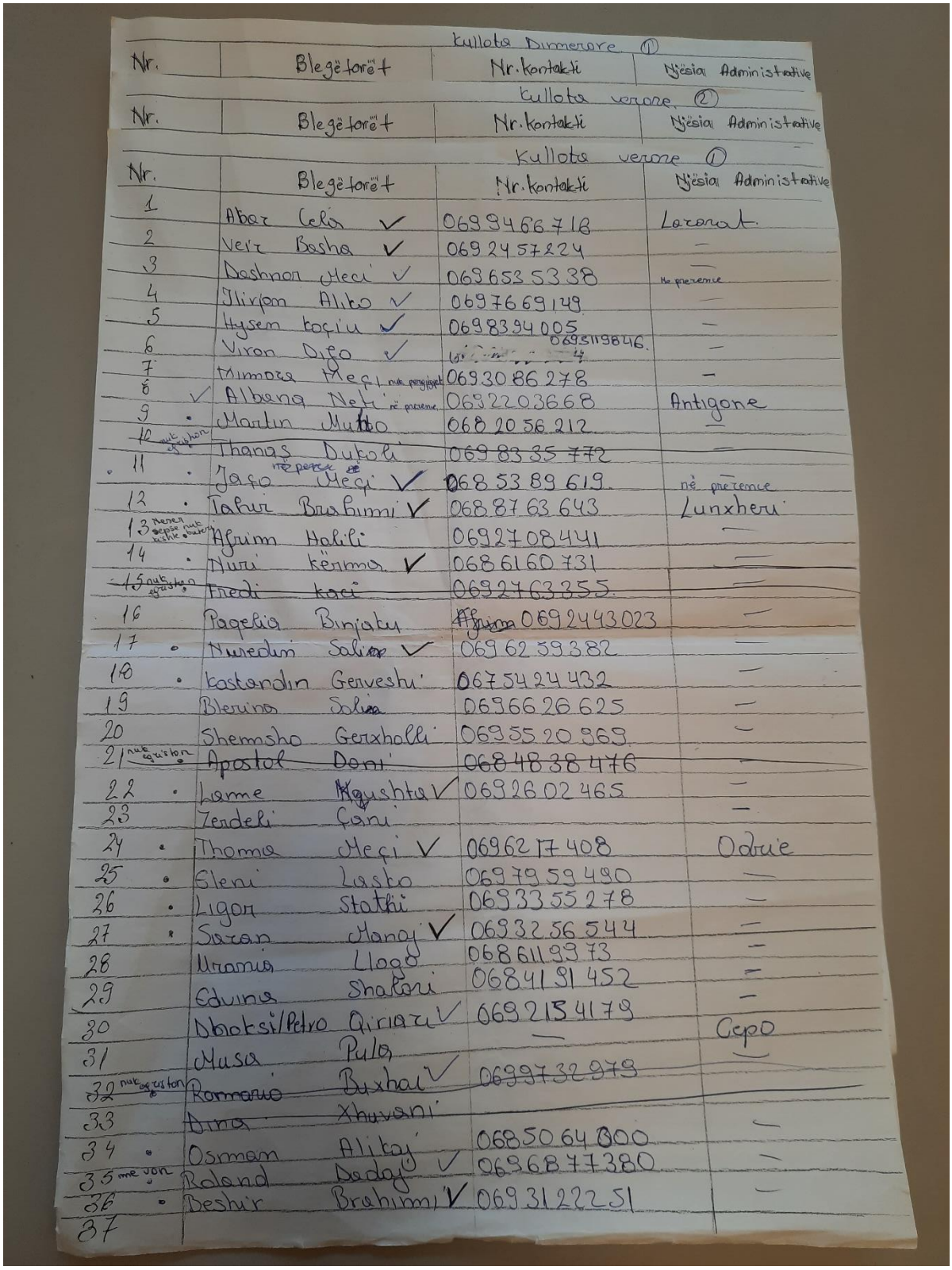
Vini Re!

Vera me e mire dhe me e nxire ne Gjinokastre, gjendet ne Kafen e Zotit Gole Laros.

Vere nga rushi, e kuqe, por mbase e forte. Ne kete dyqan gjendet dhe raki e fleshte, prej rushi, kahket i pare.

Kush do te kenaqet ne keto momenta te pa-harrueshme te te ftuarit te z. Gole Laro, ku Perendia e Vere ka ngritur trone.

Photo 1 : Documentation des journaux de l'époque qui parlait de l'évolution du fromage. Source : Bibliothèque de Gjirokastër, cliché de E. Muco, 2019, 2021



Kullota Dimerore ①

Nr.	Blegëtorët	Nr. kontakti	Njësia Administrative

Kullota verore ②

Nr.	Blegëtorët	Nr. kontakti	Njësia Administrative

Kullota verore ①

Nr.	Blegëtorët	Nr. kontakti	Njësia Administrative
1	Abar Cela ✓	0699466718	Lazarat
2	Veir Basha ✓	0692457224	—
3	Deshnor Meci ✓	0696535338	Ne prerence
4	Ilirjon Aliko ✓	0697669149	—
5	Hysen Koçiu ✓	0698394005	—
6	Viron Difo ✓	0693119846	—
7	Mimoza Meçi nuk pergjigjet	0693086278	—
8	✓ Albana Neti në prerence	0692203668	Antigone
9	Martin Muhto	0682056212	—
~~10~~ nuk egziston	~~Thanas Dukoli~~	~~0698335772~~	—
11	Jaço Meçi ✓	0685389619	në prerence
12	Tahir Brahimi ✓	0688763643	Lunxheri
13 mener sepse nuk kishte bateri	Afrim Halili	0692708441	—
14	Nuri Kërma ✓	0686160731	—
~~15~~ nuk egziston	~~Fredi Kaci~~	~~0692763355~~	—
16	Pagelia Binjaku	~~Afrim~~ 0692443023	—
17	Nuredin Sali ✓	0696259382	—
18	Kostandin Gerveshi	0675424432	—
19	Blerina Sali	0696626625	—
20	Shemsho Gerxholli	0695520969	—
21 nuk egziston	~~Apostol Doni~~	~~0684838476~~	—
22	Lame Kqushta ✓	0692602465	—
23	Zerdeli Çani		—
24	Thoma Meçi ✓	0696217408	Odrie
25	Eleni Lasko	0697959490	—
26	Ligor Stathi	0693355278	—
27	Saran Manaj ✓	0693256544	—
28	Urania Llogo	0686119973	—
29	Edvina Shalori	0684191452	—
30	Dhoksi/Petro Qiriazi ✓	0692154179	Cepo
31	Musa Pula	—	—
~~32~~ nuk egziston	~~Romario Buxhai~~ ✓	~~0699732979~~	
33	~~Dina Xhuvani~~		—
34	Osman Alikaj	0685064000	—
35 me von	Roland Dadaj ✓	0696877380	—
36	Beshir Brahimi ✓	0693122251	—
37			

Photographie 16 : Example de la liste des éleveurs fournit par la municipalité de Gjirokastër

Annexe 2

Gjirokastër - une géographie contrastée qui explique sa singularité

Administrativement, Gjirokastër joue un triple rôle. D'abord, elle est la cinquième région administrative appelée *Qarku Gjirokastër*, située dans la région sud et composée de trois districts : Tepelenë, Përmet et Gjirokastër. De plus, Gjirokastër est également le *Rrethi i Gjirokastërs* (district), englobant trois *Bashki* (municipalités) : Gjirokastër, Libohovë et Dropull. Enfin, Gjirokastër est également la municipalité la plus grande de la région, composée de six unités administratives (anciennes communes) dont : Picar, Lazarat, Lunxheri, Cepo, Antigone et Odrie. Nous limitons notre étude dans le niveau de district « *Rrethi* ». Gjirokastër est également un district transfrontalier qui offre des grandes opportunités économiques. Ce triple rôle a fait de Gjirokastër, à tous les niveaux qu'elle représente, l'unité administrative la plus importante du développement local.

D'autre part, paradoxalement, Gjirokastër représente un district pour lequel j'ai trouvé peu de recherches effectuées. De plus, les rapports officiels se situent au niveau du Qarku (région), ce qui complique l'analyse. Le manque d'études dans la région a rendu difficile la construction d'une image complète de la zone. Ainsi, dès le départ, j'ai été étonnée par le manque d'études sur Gjirokastër, compte tenu de sa position géographique avantageuse et de son importance en tant que site du patrimoine mondial de l'UNESCO. Dans la région, on dénombre 591 sites patrimoniaux historiques et archéologiques, ce qui en fait la région la plus riche du pays, une grande partie d'entre eux étant située dans le district de Gjirokastër (Qarku Gjirokastër, 2018). De plus, la région compte 106 monuments naturels, dont une proportion significative se trouve à Gjirokastër (*Ibid.*). Le district est souvent considéré comme un pont de connexion avec l'Europe, car deux des trois postes de douane reliant l'Albanie à un pays européen (la Grèce) sont situés dans ce district. Les échanges commerciaux les plus importants transitent par ce district.

Ensuite, le peu d'études sur le fromage de Gjirokastër est une deuxième surprise, car il s'agit d'un des fromages les plus connus et réputes du pays. Pour cette dernière, j'ai trouvé une thèse réalisée à l'Université Agricole de Tirana (Avdulaj, 2017) sur les aspects économiques et peu d'études sur la préférence consommateur à l'égard de ce fromage (D. Imami et al., 2016; Kokthi et al., 2016).

Localisation géographique du district de Gjirokastër au niveau de *Qarku* (région)

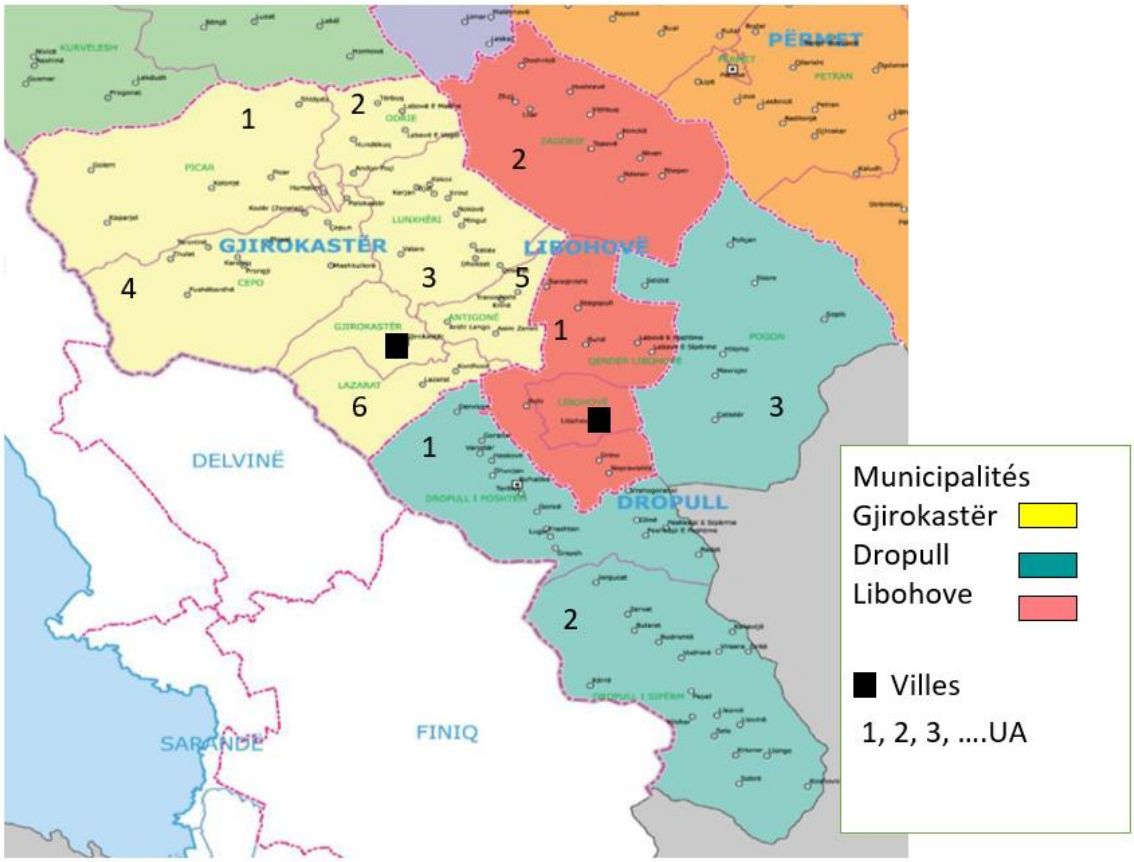
Carte 27 : Représentation cartographique de Gjirokastër au niveau du Pays. Source : fond de carte de ShtetiWeb à gauche et (Qarku Gjirokastër, 2018)

Caractéristiques géographiques et position stratégique de Gjirokastër

Le district de Gjirokastër est situé dans le sud de l'Albanie. Ce district fait partie de la région du même nom, Gjirokastër[162], avec le district de Tepelenë et Përmet. Le district lui-même est composé de trois municipalités dont deux villes (Ville de Gjirokastër et de Libohove) et 11 unités rurales (UA) divisées en 6 UA dans la municipalité de Gjirokastër, 3 UA dans la municipalité de Dropull et 2 UA dans la municipalité de Libohove. À une altitude moyenne de 829 m au-dessus du niveau de la mer, Gjirokastër fait partie parmi des zones montagneuses, caractérisées par un terrain montagneux accidenté (Qarku Gjirokastër, 2018). Le district de Gjirokastër est situé entre les chaînes de montagnes Mali i Gjere (1887 m d'altitude), Lunxheri - Bureto (2155 m d'altitude) et Nemecke (2458 m d'altitude) (*Ibid.*). Les forêts et les pâturages couvrent environ 70% du territoire du district de Gjirokastër. Les pâturages ont une valeur inestimable en tant que source de nourriture pour le bétail et pour les environ 120 espèces de

[162] Les noms des régions en Albanie proviennent du nom de la ville chef-lieu de chaque région, qui est situé à l'intérieur des frontières de cette dernière et est considéré comme sa ville principale.

plantes médicinales du territoire comme, laurier, thé des montagnes, sauge, origan sauvage, *etc.*, (*Ibid.*).

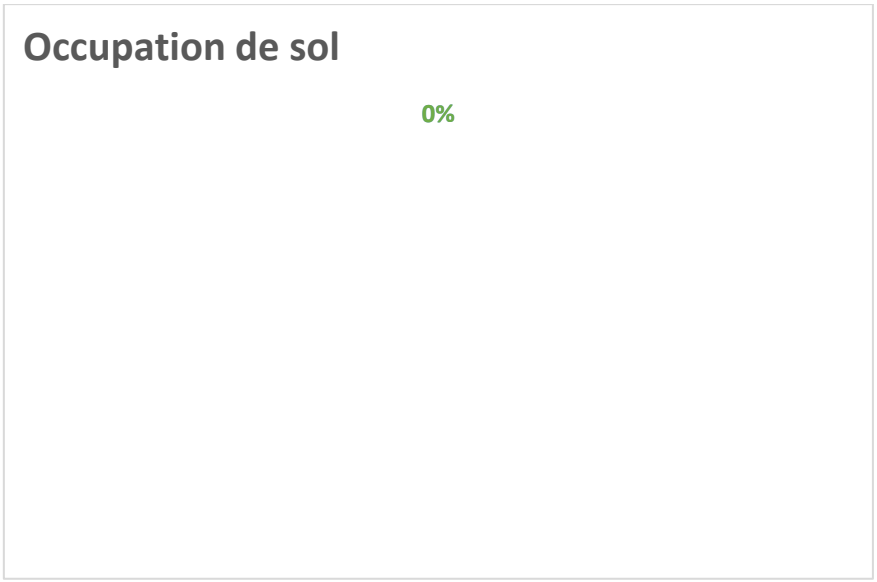


Carte 28 : Représentation cartographique de trois municipalités aves ses subdivisions (UA). Source : Fond de carte de (Qarku Gjirokastër, 2018)

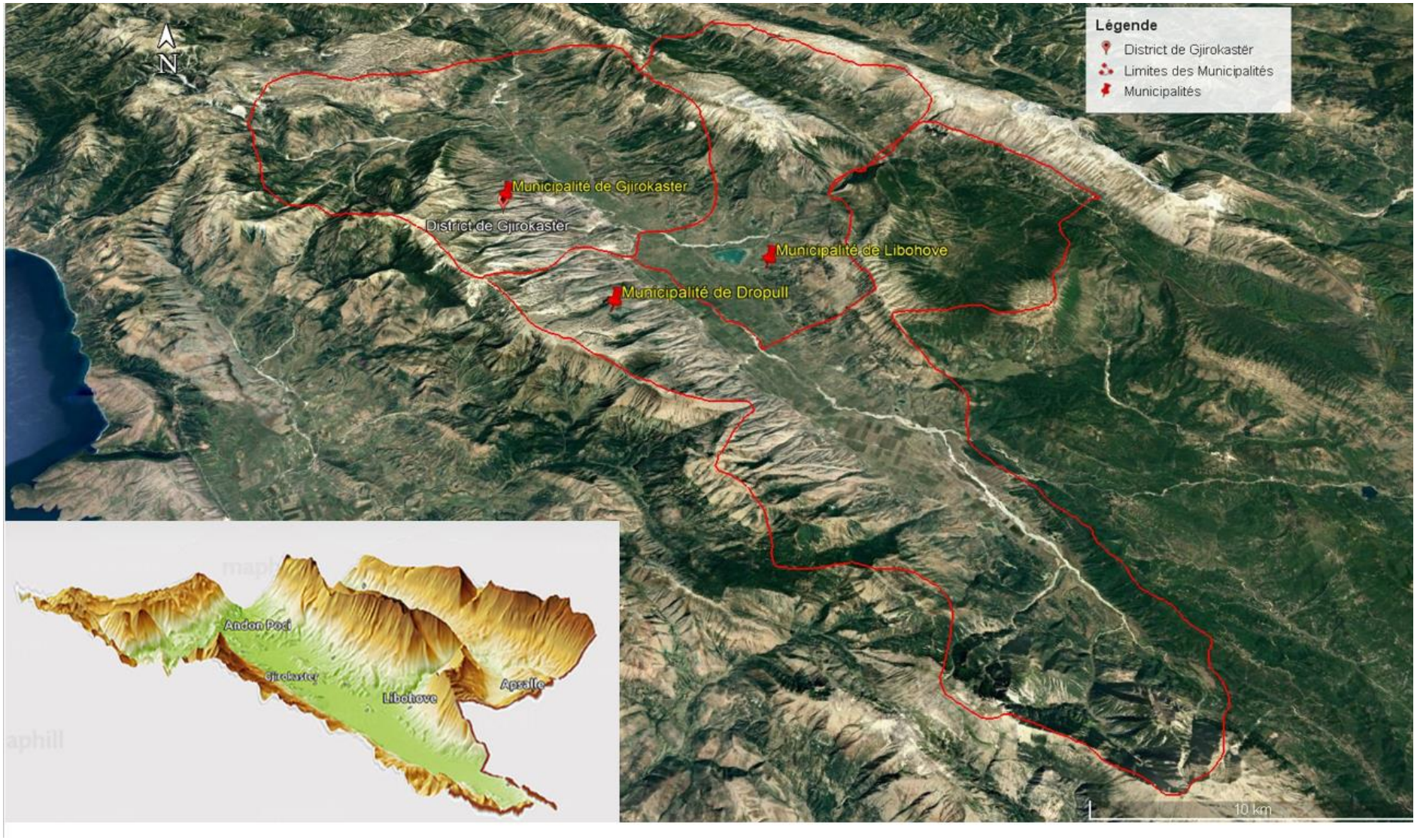
D'une superficie de 1165 km^2, ce district est situé entre les deux principales rivières d'Albanie, *Vjosa et Drino* qui position la zone parmi les plus riches en ressources en eau dans le pays. Gjirokastër compte 31 réservoirs d'une capacité de 29,3 millions de m^3 d'eau. *Vjosa* est la plus grande rivière d'Albanie et représente l'une des sources d'eau les plus importantes, principalement pour l'agriculture et l'élevage. *Vjosa* est l'une des ressources en eau transfrontalière de l'Albanie, qui prend sa source dans les montagnes de *Pindi* en Grèce. D'une longueur de 6 706 km2, près de 4 365 km^2 s'écoulent sur le territoire albanais et le reste sur le territoire grec (Qarku Gjirokastër, 2018). Gjirokastër est situé entre les basses terres de l'Albanie occidentale et les hautes terres centrales, et présente un climat méditerranéen d'été chaud, avec des précipitations plus élevées que la normale pour ce type de climat (1858 mm/an) (Qarku Gjirokastër, 2018).

Carte 29 : Carte topographique de district de Gjirokastër, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011)

D'une superficie de 113 754 ha, le foncier se compose de terres agricoles, de forêts, de pâturages, de prairies et de terres non agricoles (Graphique 10). La structure foncière est dominée par des zones de pâturage et des forêts, ce qui montre que l'agriculture est moins favorisée dans ce district.



Graphique 30 : Structure du foncier à Gjirokastër. Source : Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull 2021 avec modification de l'auteur.



Carte 30 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte MapHill (à gauche) et google Earth (à droit) modifié par E. Muco, 2023.

Avec une population de 82 396 habitants, dont 70 habitants /km, Gjirokastër fait partie des districts les moins peuplée d'Albanie, représentant 2% de la population totale (Registre civil de la municipalité de Gjirokastër, Dropull et Libohove). La particularité de la population dans le district de Gjirokastër réside dans sa composition. En plus de la grande présence de groupes minoritaires grecs cohabitant avec la population albanaise, même parmi cette dernière, on distingue trois groupes distincts : les *lunxhiots* albanaises orthodoxes, établis dans la *krahine* de *Lunxherie* (communes d'Odrie et d'Antigone), les *labs albanais* musulmans vivant dans la région de *Laberi* (communes de Lazarat, Picar et Cepo), et les *valaques*[163], principalement installés dans la *krahine* de *Lunxherie* aux côtés des *lunxhiots* (De Rapper, 2019). Selon cet anthropologue, ces trois communautés s'attribuent des caractéristiques morales et culturelles distinctes et ne se marient pas entre eux. Ces trois groupes ethniques vivent ensemble, pour la plupart, dans la vallée du Drino et sont confrontés à une série de problèmes sociaux et économiques. Certains de ces problèmes sont abordés dans la troisième section du chapitre 3 2.1.). De plus, cette région est le plus touchée par le déclin démographique (4,7 %) par rapport à l'année dernière (2021), avec un taux de vieillissement plus élevé dans le pays (23,8 %) (Instat, 2022). Gjirokastër souffre d'un taux d'émigration élevé de 2,7% ou plus ou moins 2000 habitants chaque année.

L'économie : Le district de Gjirokastër est situé dans une position stratégique, ce qui représente un grand potentiel de développement économique. Selon les données de l'INSTAT, pour l'année 2020, la région de Gjirokastër se classe troisième dans le pays en termes de revenu par habitant, avec une moyenne de 6000 euros tête/an. Le secteur principal de l'économie du district est l'élevage[164] et l'agriculture puisqu'ils contribuent à hauteur de 29 %[165] à l'économie de Gjirokastër et constituent le principal secteur d'emploi (30%), même si les dernières années, l'accent a été mis sur l'agro-industrie (Qarku Gjirokastër, 2018). D'autres activités économiques importantes du district comprennent le commerce, l'extraction et la transformation de la pierre pour la construction et la décoration, l'industrie de l'eau et de l'emballage de boissons non alcoolisées telles que *Uji Glina* (Eau Glina) et *Uji Trebeshina* (Eau Trebeshina), ainsi que des fromageries telles que *Gjirofarma*, *Luni*, *Libohova*, *etc.* Le district est également actif dans le

[163] La population d'origine aroumaine est composée de bergers sédentaires et nomades qui sont arrivés en Albanie durant la période communiste et qui se sont établis dans la région de Lunxherie en raison de la fermeture du pays par l'État communiste (De Rapper, 2019).

[164] Nous parlerons de ce secteur plus en détail dans le chapitre 3

[165] https://www.instat.gov.al/media/10013/pbb-rajonale-2020.pdf

commerce et l'industrie de transformation du bois, la production d'inerte, l'industrie de la construction, ainsi que de nombreuses industries de production, de vêtements et de chaussures., *etc.* (*Ibid.*). Ce district abrite quelques-unes des plus grandes entreprises agroalimentaires nationales, mais elles ne sont pas assez nombreuses pour employer toute la population au chômage, même si, au niveau national, Gjirokastër fait partie des régions à faible taux de chômage (5,7 %) par rapport à une moyenne nationale de (11,7 %) (Instat 2021)[166]. Elles se caractérisent par une faible mécanisation et une faible efficacité dans la production de produits de qualité. La production est destinée, surtout, pour les marchés intérieurs.

L'élevage : En raison du terrain essentiellement montagneux, l'élevage est prédominant dans les zones rurales. Gjirokastër est connue pour l'élevage de petits ruminants, principalement des moutons. La finalité de l'élevage est principalement la production du fromage qui fait la réputation de la zone. La production de fromage repose principalement sur le lait des petits ruminants. Les données les plus récentes dont nous disposons pour la région remontent à 2021. À cette date, la production totale de lait de brebis s'élevait à 11 000 tonnes (production moyenne par brebis/an de 60 litres), tandis que le lait de chèvre atteignait également 11 000 tonnes (production moyenne par chever /an de 120 litres), et le lait de vache atteignait 24 000 tonnes (production moyenne par vache/an de 2000 litres). Pour le nombre de cheptels, les dernières données dont nous disposons sur l'évolution à Gjirokastër sont celles de 2021 où l'on constate une diminution significative du nombre de vaches (11 600) et de moutons (169 000), et une augmentation du nombre de chèvres (93 000) (Municipalité de Gjirokastër, Libohove et Dropull)[167]. Si nous observons le trend (Tableau 5), une augmentation est remarque entre 2010 et 2016. Depuis, ce nombre, diminue visiblement.

Tableau 32 : Évolution de nombre de bétails dans le district. Source : Bureau régional de Gjirokastër, 2019

		2005	2010	2015	2016	2017	2018
GJIROKASTËR	**Vache**	17 000	13 000	15 000	16 000	14 000	13.562
	Brebis	204 000	196 000	216 000	221 000	224 000	203.810
	Chèvre	117 000	78 000	103 000	98 000	97 000	91.248

[166] https://www.instat.gov.al/media/10359/rjonali-2021-al.pdf

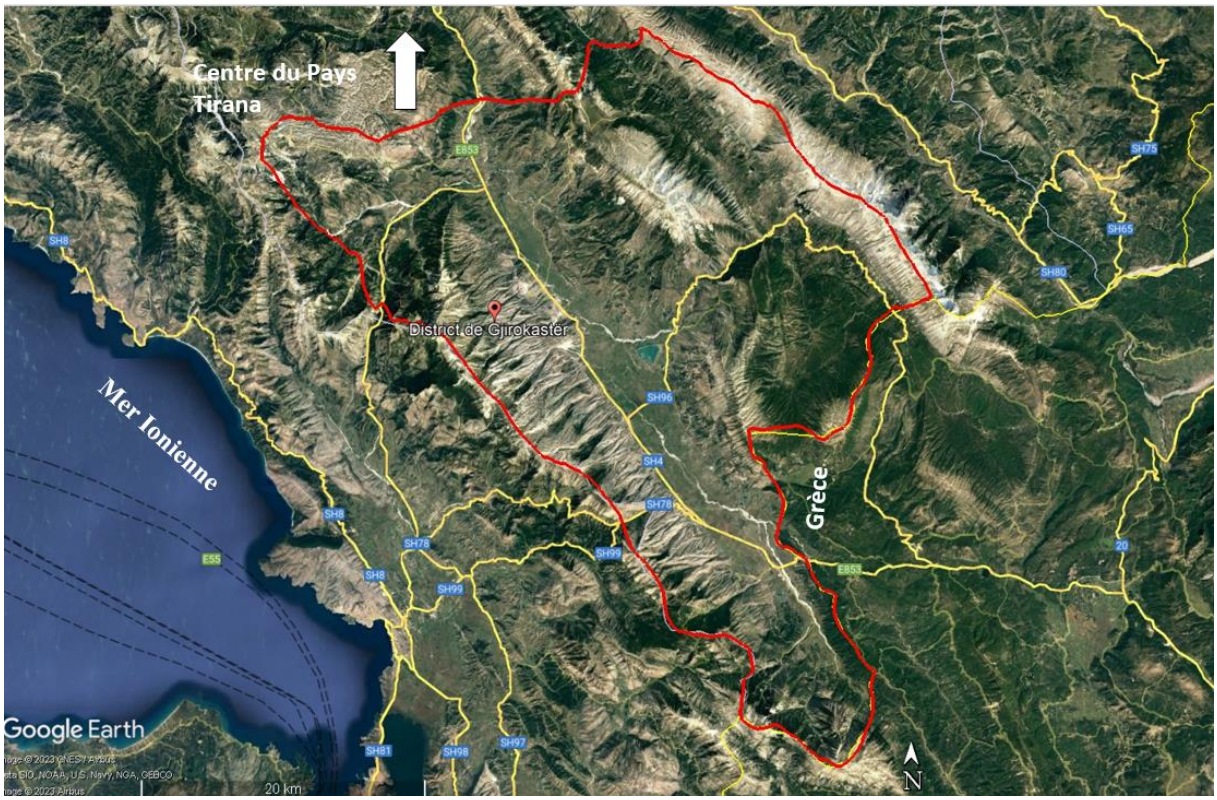
[167] https://www.instat.gov.al/media/10194/statistikat-e-blegtoris%C3%AB-2021.pdf

L’agriculture : En raison de son territoire essentiellement montagneux, l'agriculture est moins présente à Gjirokastër. Elle est principalement représentée par les vergers et les cultures fruitières et leur transformation. L'agriculture est composée de petites exploitations de subsistance et la productivité n'est pas très compétitive. Elle est traditionnelle, très peu mécanisée, avec des infrastructures peu développées et une production de faible qualité et quantité. Selon les données fournies par la municipalité de Gjirokastër, le district comptait 5 797 exploitations agricoles actives en 2020. Selon les données de l’Administrata e Keshillit te Qarkut (2005), la production de tabac était autrefois très importante pour la région et les revenus générés par cette activité étaient considérables pour l'économie locale, mais depuis des années, cette activité est presque abandonnée. D'autre part, les arbres fruitiers et les vignobles se sont développés dans la région. Cela s'explique par la forte demande du marché pour ces produits, mais aussi par le fait que cette activité nécessite peu de main-d'œuvre et des coûts de production peu élevés. De plus, pour une société comme *gjirokastritet*, cette activité donne aux propriétaires la possibilité de vivre en ville et de produire des produits agricoles dans les zones rurales.

Plantes médicinales : Les plantes médicinales pourraient représenter une source importante de développement économique pour la région de Gjirokastër, mais cette opportunité n'a pas encore été pleinement exploitée. Cependant, des projets existent sur papier pour exploiter ces ressources dans les zones post-cannabis (village de Lazarati). Malgré leur potentiel, les plantes médicinales sont menacées par l’élevage en raison d'une mauvaise gestion de l'accès et de la régénération des pâturages par l'utilisation du feu.

Position et Infrastructure : Gjirokastër est situé au carrefour d'importantes routes nationales et internationales qui représentent un grand potentiel pour le marketing, le développement du tourisme et l'emploi. Ce district est bien desservi par les routes principales qui relient la Riviera albanaise au reste du pays et à la frontière avec la Grèce. Cette position place Gjirokastër au centre des politiques nationales et transfrontalières, mais très peu d'initiatives ont été prises pour tirer avantage de cette position géographique favorable. La situation frontalière avec la Grèce (40 km) offre un grand potentiel de commercialisation, mais la production locale n'est pas compétitive sur les marchés européens (manque des certifications de qualité). D'autre part, la frontière avec la Grèce représente une opportunité largement utilisée pour l'émigration

saisonnière, qui est principalement liée à la collecte des olives ou autres produits agricoles dans le pays voisin[168].



Carte 31 : Infrastructure représentée par les routes principales du district. Source : Fond de carte de Google Earth

Le tourisme est un autre secteur à fort potentiel. Les bâtiments caractéristiques et les nombreux châteaux en font un véritable patrimoine pour le district et la région. Malheureusement, il n'est devenu véritablement important pour la zone que ces dernières années, notamment en raison de la crise sanitaire COVID-19, qui s'est accompagnée d'une restriction des voyages à l'étranger. Il est important de mentionner que COVID19 a aidé le tourisme national, en particulier à Gjirokastër qui est devenu un site très touristique. Le tourisme rural constitue un tournant important après la crise du COVID. Ces dernières années, le pays a constaté une tendance à se tourner vers le tourisme dans les zones rurales qui représente un grand potentiel pour les zones montagneuses. Gjirokastër est riche en sites touristiques et, depuis peu, elle est devenue une destination pour les albanais et pas seulement pour les touristes étrangers. Selon les données fournies par Qarku Gjirokastër (2018), Gjirokastër représente la région qui possède le plus de

[168] Ce phénomène a été largement favorisé par la libéralisation des visas dans l'espace Schengen, où les citoyens albanais ont le droit de séjourner jusqu'à 90 jours. Bien que le droit au travail soit interdit, le secteur agricole favorise le travail au noir dans de nombreux pays européens.

ressources touristiques dans le pays, avec un total de 697 ressources, dont 106 sont des ressources naturelles et le reste des monuments historiques, archéologiques et culturels. Le développement du tourisme national a incité de nombreux résidents à investir dans des structures d'hébergement et de restauration en tournant les maisons de leurs grands-parents en gites touristiques. Sa position avantageuse en fait un « lieu de passage » privilégié pour les touristes européens qui choisissent d'entrer en Albanie par l'aéroport de Thessalonique (Grèce), en passant par la douane de Kakavia à Gjirokastër. Cependant, comme nous l'entendons souvent dans le pays, l'obstacle à Gjirokastër est sa petite taille, ce qui signifie que les touristes n'y passent souvent qu'une journée[169]. Dans ce contexte, il est essentiel pour le district d'investir dans le tourisme rural et de montagne afin d'attirer les touristes à prolonger leur séjour et à dépenser davantage de temps dans la région.

Culture et traditions : Gjirokastër est connue pour sa culture riche qui se caractérise par une grande richesse de costumes, de traditions musicales et de coutumes folkloriques . Les femmes jouent un rôle important dans l'enrichissement et l'héritage culturels. Même dans la vie sociale, les femmes de Gjirokastër ont une place irremplaçable et un rôle très important dans la famille. Gjirokastër fait partie des zones les plus émancipées d'Albanie en ce qui concerne les droits et le rôle des femmes dans la société. Nous pensons que la proximité avec un pays européen a eu un impact positif sur les mentalités. Toutefois, l'émigration très ancienne des hommes *gjirokastrit* vers la Grèce a également favorisé ce rôle en confiant la responsabilité de la famille aux femmes[170].

La gastronomie de la région de Gjirokastër est réputée pour la qualité de ses plats, grâce à la sélection d'ingrédients biologiques et à une cuisine experte (Qarku Gjirokastër, 2018). La région de Gjirokastër est également connue pour ses produits laitiers, en particulier le fromage (*Ibid.*).

[169] J'ai choisi de rester dans différentes gites pendant mes quatre phases de terrain à Gjirokastër et c'était le même constat abordé par les propriétaires de ces structures.

[170] En rigolant, lorsque les éleveurs parlaient de leurs épouses, ils les appelaient "la cheffe" et soulignaient le rôle des femmes dans la vie sociale de Gjirokastër.

Photographie 17 : Traditions musicales et de coutumes folkloriques. Source : Agence National de tourisme

Photographie 18 : Costume traditionnel du Lunxherie à gauche et Qifqi plat traditionnel de Gjirokastër. Source : Agence National de tourisme.

Au cœur du district : Municipalité de Gjirokastër

La municipalité de Gjirokastër est la plus grande avec 6 unités administratives (UA) et une ville : Centre (la ville), *Cepo*, *Picar*, *Lunxhëri*, *Antigone*, *Odrie* et *Lazarat*. D'une superficie de 469.2 km^2, elle est située entre deux chaînes de montagnes, « *Mali i Gjerë* » et « *Lunxhërie* ».

Cette municipalité représente une grande importance économique, historique et touristique dans la région. La ville de Gjirokastër, une ville médiévale qui remonte au 13ème siècle, connue sous le nom de « *Qyteti i Gurte* » (Ville de Pierre), a une histoire riche et une architecture impressionnante (Photographie 19, Photographie 20). Au centre du tourisme et de la culture se trouve la forteresse d'Argjiro, qui porte une histoire riche, principalement pendant la période de l'occupation ottomane. L'architecture de la ville est un mélange d'influences ottomanes et gréco-romaines. La ville contient des bâtiments « *kull*ë en albanais», un type de tours fortifiées ottomanes (*Kule en turc*) utilisées à l'époque pour la protection et le logement (Mezini & Pojani, 2015). Ces types des maisons, nombreux (environ 500) (Mezini & Pojani, 2015), datent du le XVII siècle[171].

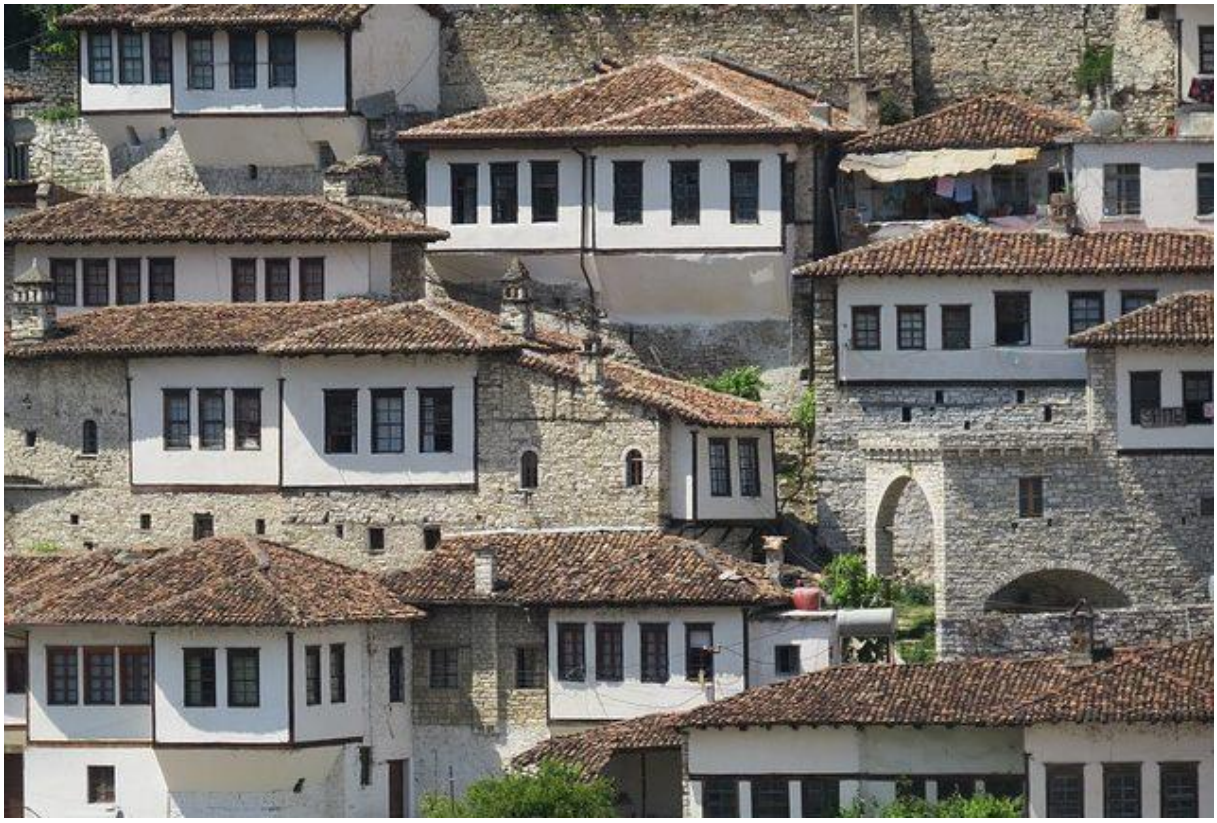
Photographie 19 : Position géographique de la ville de Gjirokastër entre deux chaînes de montagnes. Source : Agence Nationale de Tourisme 2021[172]

La municipalité de Gjirokastër est le centre économique, éducatif, médical et social le plus important, non seulement pour le district, mais aussi pour la région du sud. L'hôpital régional de Gjirokastër est le principal hôpital de la région. L'université de Gjirokastër « *Eqerem Cabej* »

[171] https://whc.unesco.org/en/list/569/

[172] https://akt.gov.al/gjirokastra-qyteti-i-gurte/

est également le principal centre d'enseignement supérieur pour les districts de Gjirokastër, Tepelenë, Permet et Sarandë[173]. La concentration de services et d'activités permet à cette commune de se démarquer des autres municipalités du district. La municipalité de Gjirokastër représente le centre économique le plus important en raison de l'emplacement des institutions les plus importantes de la région et des activités économiques les plus importantes menées dans cette municipalité. C'est également la municipalité qui compte le plus grand nombre de bétails et de producteurs de fromage. Cette municipalité est le principal centre de commercialisation du fromage, suivi de la capitale.



Photographie 20 : Démonstration de l'architecture de la ville et les bâtiments en pierre. Source : Agence Nationale de Tourisme

Gjirokastër est un patrimoine culturel important. En 1961, elle a été classée « ville-musée » et depuis 2005 Gjirokastër fait partie du patrimoine de l'UNESCO.

> *« Le principal critère de l'UNESCO pour inclure Gjirokastër parmi les sites du patrimoine mondial est son "témoignage exceptionnel de la diversité des sociétés*

[173] Saranda est un district situé dans la partie la plus méridionale de l'Albanie, à la frontière avec Gjirokastër. C'est une ville touristique très fréquentée pendant l'été, connue pour ses plages turquoise et ses nombreuses baies côtières.

urbaines des Balkans", qui a donné naissance à différents types de monuments et d'environnements urbains vernaculaires » (Mezini & Pojani, 2015, p. 3, traduite).

Ce district fait partie des régions où le taux de scolarisation est le plus élevé du pays et Gjirokastër est la ville de nombreuses personnalités importantes au niveau national et international. Gjirokastër est le lieu de naissance du dictateur Hoxha et, selon les « dites », c'était un endroit privilégié pendant son règne. Malgré de son importance culturelle, Gjirokastër a connu pendant des années une image négative liée à l'économie illégale depuis la chute du système communiste jusqu'en 2014. L'Unité administrative de Lazarat a été pendant près de 20 ans le centre le plus important et le plus connu de l'économie illégale, considéré comme « le Paradis Européenne » pour la production de cannabis, dont l'accès au village était interdit aux personnes extérieures. Bien que les institutions et les organes chargés de l'application de la loi aient été conscients de la situation, l'intervention juridique n'a eu lieu qu'en 2014.

De Gjirokastër à Dropulli – des contrastes sociaux à souligner

La municipalité de Dropulli est composée de 3 UA : *Dropulli i Siperm (Haute Dropulli), Dropulli i Poshtem (Bas Dropulli) et Pogon* et 41 villages. Cette municipalité est la deuxième la plus grande du district. D'une superficie de 448 km^2, elle est située entre la municipalité de Gjirokastër et la Grèce. La municipalité de Dropulli est caractéristique de la région en raison de sa population majoritairement grecque.

Carte 32 : : Représentation cartographique de la municipalité de Dropull. Source : Site Web de Municipalité de Dropull

L'économie de cette région repose principalement sur l'agriculture, l'élevage, la culture de plantes médicinales et les services/commerces (Qarku Gjirokastër, 2018). En termes de développement touristique, la position géographique elle-même et le mélange albano-grec favorisent grandement la zone de Dropulli. Situé entre Gjirokastër et Ioannina, deux centres

d'attraction mondiaux sous la protection de l'UNESCO (*Ibid.*), et grâce aux potentiels locaux tels que l'agriculture, l'élevage, la culture de plantes médicinales, la cuisine, le patrimoine architectural et les objets de culte, le tourisme est un secteur essentiel du développement économique de la zone. En ce qui concerne la culture et les coutumes, ils sont un mélange des deux nations.

Les données concernant cette municipalité sont très limitées en langue albanaise, alors que la première langue utilisée de la municipalité de Dropulli est la langue grecque. Alors, les quelques sources que nous avons trouvées sont des sortes de documentaires. Au niveau du pays, Dropulli fait la curiosité de tous, mais on parle peu de ce territoire à l'extrémité sud de Gjirokastër. La population qui compose la municipalité est appelée *Vorio-epiriote*[174] (la minorité grecque) et la question la plus discutée est celle de l'origine de cette population. Même dans les quelques documentaires trouvés, ce qui frappe, ce sont les titres tels que « *pourquoi les Dropullitet*[175] *refusent de parler albanais* », « *Dropulli, grec ou albanais* », *etc.*

En observant la zone, nous constatons que les différences entre ces deux communautés ne sont ni linguistiques ni basées sur des frontières géographiques. Paradoxalement, les distinctions qui sont mises en avant se fondent sur la religion, en séparant les orthodoxes (considérés comme grecs) et des musulmans (considérés comme albanais). Nous retrouvons un constat similaire dans une autre étude menée dans le district de Korçë (un autre district limitrophe de la Grèce) par Roux et al., (2000). De plus, Roux et al.,(2000) apportent une observation intéressante : de 1913 à 1991, les Albanais des districts limitrophes étaient interdits d'apprendre le grec, mais ils le faisaient en cachette. Cela a facilité l'émigration dans les premières années de la démocratie. Malgré les échanges culturels, même dans le pays voisin, l'albanais n'est pas une langue étrangère enseignée en Grèce.

Encadrée 7: L'histoire de la population de Dropull selon l'historien Beqir Meta (2013) (traduit de l'albanais)

« *La population grecque, qui s'était installée dans le sud de l'Albanie aux XVIIe et XVIIIe siècles, principalement en tant qu'agriculteurs dans les propriétés des « béjlers »*

[174] Terme utilisé pour désigner l'Épire du Nord. C'est un terme utilisé par la Grèce pour signifier que le territoire du Dropull appartient à la Grèce et que les habitants de ces terres sont leurs frères co-patriotes (Sivignon, 1995).

[175] Terme albanais utilisé pour les habitants de Dropulli

albanais, a réussi à se consolider, à se développer et à se transformer en une minorité nationale. Au cours de ce processus, non seulement les Grecs qui ont émigré de Grèce en ont fait partie, mais aussi des Valaques, qui ont vécu ou se sont installés à différentes époques dans la région où cette minorité vit aujourd'hui, ainsi que des Albanais orthodoxes, qui sont descendus dans la zone de Vurgu et de Dropulli depuis les hauts sommets environnants. Leur hellénisation est le résultat de circonstances historiques, telles que la forte influence de l'église grecque, l'éducation en langue grecque, les contacts avec la Grèce, l'intense activité politique du gouvernement grec, mais aussi les contacts quotidiens et les liens étendus avec la population de langue grecque, ainsi que les mariages avec elle. Après la création de l'État albanais (1912), cette minorité a été consolidée et développée d'un point de vue politique, économique, culturel et social. Son existence, ses propriétés et ses droits fondamentaux n'ont jamais été remis en question par les gouvernements et le nouvel État albanais. Tout au long de cette période, la Grèce a tenté d'utiliser cette minorité comme un bastion pour préserver l'hellénisme et ses institutions en Albanie du Sud, dont l'objectif final était l'annexion de ce territoire. Elle a soigneusement utilisé la minorité dans la tragicomédie Vorio-Epirot de 1914-1915, bien qu'à la tête de cette mascarade, elle ait essayé d'engager les Albanais grecs orthodoxes. Plus tard, dans les années 1920-1924, elle a encouragé la minorité à boycotter et à s'opposer aux processus de formation de l'État, ainsi qu'à la nationalisation de diverses institutions en Albanie. La minorité a boycotté les premières élections politiques de 1921, s'est fortement opposée à l'autocéphalie de l'Église orthodoxe albanaise et a servi de bastion à la propagande politique grecque contre l'éducation nationale albanaise dans les zones situées au-delà de la minorité. Le gouvernement albanais a suivi une politique prudente et, après 1921, a réussi à intégrer la minorité grecque dans le processus politique, ce qui a permis de stabiliser l'État albanais. Simultanément, cela a posé les bases pour le développement harmonieux de cette population et pour l'établissement de relations amicales avec l'État albanais. La minorité grecque était proportionnellement représentée au Parlement albanais et participait à toutes les institutions de l'État, des ministères aux organes du gouvernement local qui étaient élus par la population locale dans les municipalités et les villages grecs. Par conséquent, la situation économique et sociale de cette minorité s'est améliorée après l'adoption de la loi qui a imposé un contrat standard entre les propriétaires et les paysans travaillant sur leurs terres. Les droits religieux, éducatifs et culturels de la minorité grecque ont également été respectés, créant les conditions d'une libre expression de son identité nationale. Pendant cette période, la

région de la minorité grecque a vu la création et le fonctionnement d'écoles grecques privées ou municipales, financées par des dons venant de Grèce, ainsi que d'écoles grecques financées par le gouvernement albanais. En somme, à cette époque, l'État grec n'avait plus de préoccupations concernant l'amélioration des normes de liberté et des droits de cette minorité, se concentrant plutôt sur la préservation et la promotion de l'hellénisme en Albanie du Sud, tout en exerçant une forte pression sur l'État albanais. Cette pression a compliqué la mise en place d'institutions nationales en Albanie.

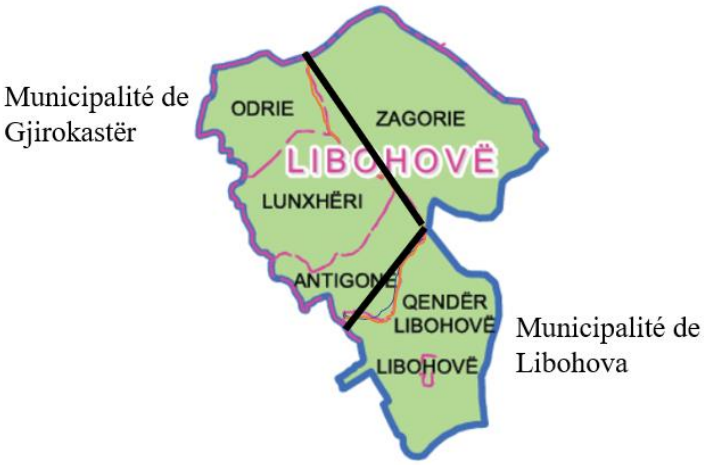
Selon les données historiques, les droits de la minorité grecque ont toujours été respectés et reconnus par la législation de l'État albanais, à l'exception de la période du communisme, pendant laquelle cette minorité jouissait de moins de droits en raison de son isolement vis-à-vis de son pays d'origine. Après la chute du régime, le pays voisin a joué un rôle significatif dans l'augmentation de la population grecque à Dropull, en convertissant les Albanais de Dropull en citoyens grecs, en leur offrant des avantages tels que la nationalité et les avantages liés à la citoyenneté grecque. Les Albanais, sortant d'une ère dictatoriale et de la pauvreté qui les avait touchés, se sont montrés disposés à accepter cette conversion. Ce phénomène social ne s'est pas limité uniquement aux Albanais de Dropull, mais s'est également étendu aux zones avoisinantes de Gjirokastër, Permet et Tepelenë. C'est pourquoi, aujourd'hui, cette municipalité compte une population grecque supérieure à la population albanaise, et la langue principalement utilisée est le grec.

Comprendre l'histoire des minorités grecques a été, et reste, d'une grande importance pour les deux pays. En effet, la minorité vivant dans la région de Dropull a souvent été source de conflit entre les deux États. L'État voisin a longtemps soutenu que la minorité grecque de Dropull n'était pas arrivée de Grèce, mais avait toujours vécu sur place, arguant ainsi que ce territoire était grec et devait être rattaché à l'État grec. Pour l'État albanais, il est crucial de présenter les faits historiques selon lesquels cette minorité est venue en Albanie et s'est installée sur des terres albanaises, afin de préserver les frontières du territoire albanais. Avec l'effondrement du système communiste, la présence de la minorité grecque à Gjirokastër a été perçue comme un obstacle par le parlement en raison de la réforme agraire. Les députés ont soulevé la question de savoir si cette distribution de terres représenterait une menace potentielle pour l'intégrité du territoire albanais (De Rapper & Sintès, 2006). Pour expliquer comment cela pouvait impacter l'intégrité de l'État, les auteurs font référence à la théorie d'Alain Testart sur la propriété de

terres et la souveraineté étatique. Le terme « souveraineté » se réfère à la légitimité de l'État sur un territoire donné, c'est-à-dire son droit de contrôler et de décider des affaires sur ce territoire. Dans ce contexte, l'État albanais chercherait à renforcer sa souveraineté en modifiant les règles de répartition des terres, en garantissant la propriété foncière aux groupes dont la loyauté envers l'État ne fait aucun doute (*Ibid.*). Concrètement, cela signifie que la propriété légale des terres serait attribuée de manière différente en fonction de l'appartenance nationale des bénéficiaires. L'État albanais pourrait donc prendre des mesures pour favoriser certains groupes ethniques en matière de distribution de terres, afin de renforcer son contrôle sur certaines zones frontalières et de garantir sa souveraineté.

Libohove une municipalité de potentiels oubliés

La municipalité de Libohova est composée de 3 UA : Qënder Libohovë, Libohovë et Zagorie. D'une superficie de 248 km2, cette municipalité est la plus petite du district. Elle compte une ville (Libohova) et 17 villages sous son administration. La zone est riche en monuments archéologiques, historiques, culturels et naturels, d'une valeur unique, qui peuvent être visités à tout moment et sont connus dans le monde entier. La municipalité dispose d'un énorme potentiel pour promouvoir le développement du secteur touristique. L'une des attractions touristiques est le château de Libohova, construit vers les années 1800 (Photo 2) (Qarku Gjirokastër, 2018). Libohova est connue pour la variété d'huiles essentielles et de plantes médicinales qu'elle abrite, telle que la sauge, l'origan, *etc.* Leur transformation est une tradition ancienne et héritée de nombreuses familles de Libohova. Libohova représente une municipalité importante pour le secteur de l'élevage en raison de la grande surface de pâturages par rapport au nombre de têtes de bétail de la municipalité. Le parc national de Zagoria, d'une superficie de 24 590 ha, représente la zone la plus importante pour le bétail et pour la municipalité.



Carte 33 : Représentation cartographique de municipalité de Libohova. Source : Municipalité de Libohova

Photo 2 : Château de Libohova. Source : cliché de E. Muco, 2021

Pukë, en tant que *Rrethi* (district), fait partie de *Qarku* (région) de Shkodër, située au nord-ouest de l'Albanie (Carte 16). La particularité de cette région réside dans les grandes disparités qui existent entre ses districts. La région de Shkodër est composée des districts de *Shkodër*, *Pukë* et *Malesi e Madhe* (Grandes Montagnes). Shkodra, qui est le chef-lieu de la région, a un relief vallonné montagneux dont l'agriculture occupe une part importante de l'économie, principalement dans les zones côtières. La frontière avec le Monténégro constitue une opportunité favorable pour le commerce et les échanges commerciaux. Pukë, au contraire, a un relief montagneux accidenté et de très petites zones de terres agricoles, de sorte que le secteur forestier représente la plus grande partie de l'économie. Bien que la distance entre Shkoder et Pukë soit faible sur le plan aérien, en raison du relief montagneux, la distance entre Pukë et Shkoder est importante, ce qui empêche les nombreux échanges entre les deux districts. Cette situation est d'autant plus préoccupante que Shkodër, en tant que centre de la région, est également le siège des institutions régionales. Nous verrons une partie de ces préoccupations

dans les prochains chapitres, dans la gestion des forêts partagée entre les institutions locales et régionales.

Comme nous l'avons mentionné, notre échelle d'études est le district dans ce cas le district de Pukë représenté administrativement par deux municipalités. Administrativement, Pukë joue un rôle double : elle est le district au sein de la *Bashki* (municipalité) de Pukë et de Fushe-Arrëz. Elle est également la municipalité la plus étendue du district, composée de cinq unités administratives (UA) dont Centre (Pukë), Qerret, Qelez, Gjegjan et Rrape. De son côté, la municipalité de Fushe-Arrez est composée de cinq UA dont : Centre (Fushe-Arrez), Blerim, Iballe, Fierez et Qafe-Mali.

Carte 34 : Localisation de la région de Shkodër au niveau du Pays et localisation du Pukë au sein de la région. Source : fond de carte de ShteiWeb

Le district de Pukë, étant le deuxième plus grand de la région, souffre également d'un manque de littérature dans la région et dans le secteur. Cependant, la présence d'AgroPukë représente une source de documentation pour la zone grâce à des projets de recherche entrepris de temps à autre. J'ai eu accès à ces rapports, le plus récent datant de 2019. En menant des enquêtes dans les municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez, j'ai pu mettre à jour les données, même si elles

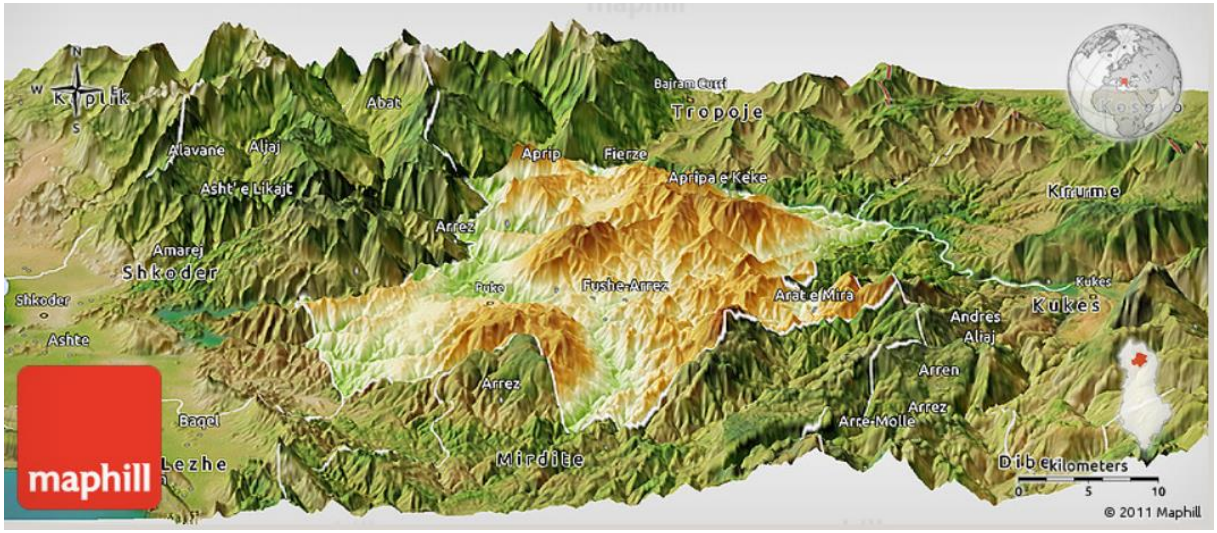
n'avaient pas changé. Selon les informations fournies, ils utilisent les données produites par l'Association AgroPukë pour les statistiques officielles, mettant en évidence l'importance du rôle de recherche joué par l'association au niveau du district.

Pukë - Une géographie physique, humaine et sociale uniforme[176]

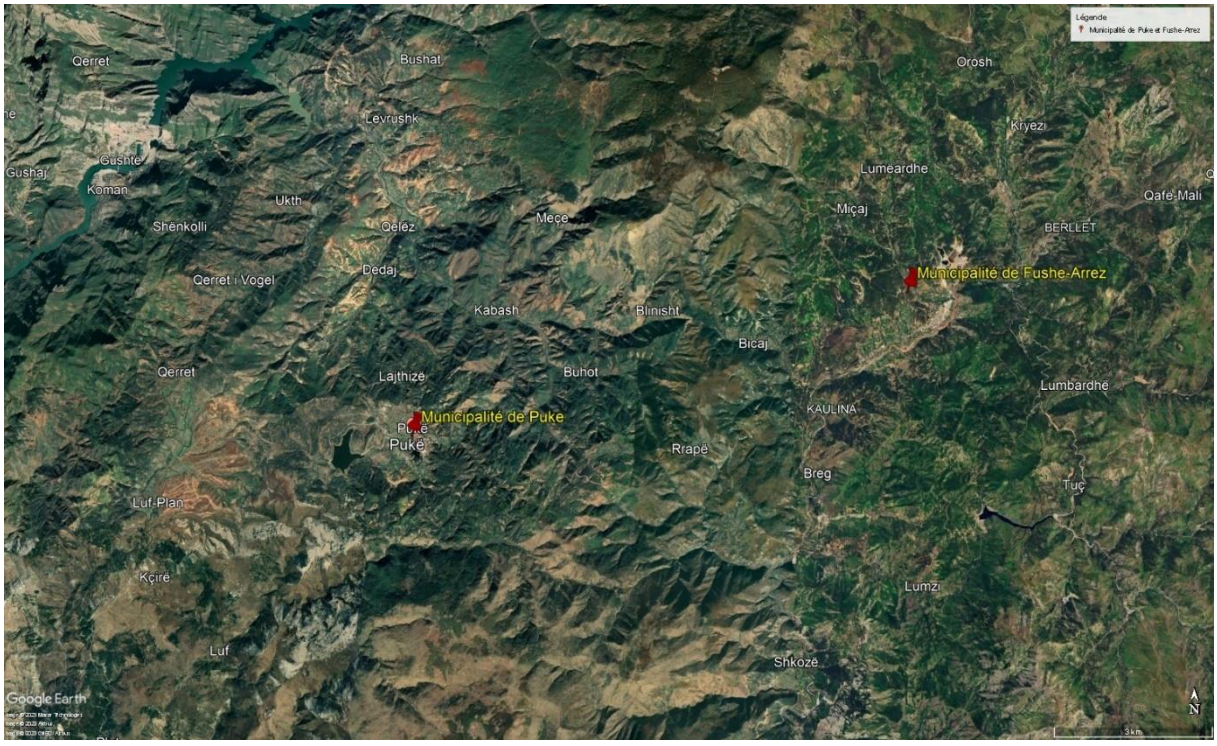
Situation géographique : Le district de Pukë est situé dans la partie centrale de l'Albanie du Nord, en bordure de la rivière Drin et de la montagne Terbuni. Pukë fait partie de la région de Shkodër, qui se classe au 5e rang en termes de population et au 2e rang en termes de superficie à l'échelle nationale. Le territoire du district de Pukë s'étend sur une superficie de 1046 km^2, selon les informations fournies par AgroPukë[177] en 2016. Pukë possède une grande superficie forestière (80 % du territoire est constitué de forêts) et une biodiversité diversifiée où l'on trouve près de 160 types d'arbres, parmi lesquels on peut citer : le pin noir, l'épicéa blanc, le hêtre, le chêne, la pruche, *etc*. D'une altitude de 835m, le climat du district de Pukë, situé dans le nord de l'Albanie, est considéré comme Méditerranéen montagneux par rapport au climat général de l'Albanie, caractérisé par des étés frais et des hivers froids. Les températures extrêmes observées dans la région sont de 40 °C en été et de -24 °C en hiver. Le nombre de jours de pluie varie de 150 à 200 jours par an, avec une moyenne annuelle d'environ 1800 mm de précipitations (Municipalité de Pukë en 2016). La neige est fréquente à Pukë, ce qui contribue à abaisser les températures et à créer des paysages d'une beauté exceptionnelle qui rendent la région très attrayante. Pukë offre de grandes opportunités pour le développement du tourisme de montagne, très peu exploitées jusqu'à présent.

[176] Les données pour alimenter cette sous-section sont fournies principalement par l'association AgroPukë.

[177] AgroPukë est la plus grande association locale opérant dans le district. Elle a été créée en 2001 en tant qu'initiative locale pour le développement des zones rurales environnantes.



Carte 35 : Carte topographique de district de Pukë, carte libre 3D satellite vue. Source : Maphill (2011).



Carte 36 : Illustration satellite du district. Source : Fond de carte google Earth modifié par l'auteur.

Population : Bien que la région de Shkodër occupe la cinquième place en termes de population, les 2/3 de celle-ci vivent dans le district de Shkodër (Luka et al., 2018). Ainsi, les deux autres districts (Pukë et Malesi e Madhe) se partagent 1/3 de la population et font partie des districts les moins peuplés. Le district de Shkodër a non seulement la population la plus importante, mais la population urbaine domine par rapport aux deux autres districts qui ont une majorité de populations rurales. Au niveau régional, Pukë est le district où le déclin de la population est le plus élevé. La population de Pukë est essentiellement rurale et 82 % des habitants vivent dans

des villages, ce qui la place au cinquième rang national pour la population à majorité rurale. Si nous faisons un historique de la population, en 1990 Pukë avait une population de 59 000 habitants, en 2009 une population de 33 145 habitants (AgroPukë, 2009) et aujourd'hui une population de 28 487 habitants[178] (Municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez, 2021). En effet, comme le décrite Sivignon (1995), le nord du pays, congestionné par une croissance démographique qui reste la plus rapide du pays, a alimenté de nombreux départs. Selon le même auteur, les premières vagues d'émigration sous le nouveau régime étaient principalement composées de personnes en provenance des zones rurales. Parfois, ces émigrants étaient orientés vers les zones rurales du centre ou du sud du pays.

Symphonie de similitudes : Pukë et Fushe-Arrez face à des défis socio-économiques communs[179]

Le district de Pukë est composé des municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez. Cependant, en raison de leurs similitudes géographiques et socio-économiques, ces deux municipalités ont toujours été considérées et analysées conjointement. Même dans le cadre de cette thèse, nous avons choisi de ne pas les dissocier en raison de leurs ressemblances, contrairement au cas du district de Gjirokastër.

La municipalité de Pukë est la principale municipalité du district. Elle a une superficie de 506 km^2 et est composée de 5 unités administratives : Centre (Pukë), Gjegjan, Rrape, Qerret, Qelez. Fushe-Arrez est la deuxième municipalité de Pukë , avec une superficie de 540 km^2 et composée de 5 unités administratives, Centre (Fushe-Arrez), Fierez, Blerim, Qafe-Mali et Iballe, et de 30 villages. La plus grande unité est Qafe-Mali qui est située à côté du centre et la plus petite est l'UA de Fierze qui est située loin du centre. Le district est composé par 2 villes et 76 villages.

[178] La population décrite ci-dessus représente la population fictive selon l'état civil. En réalité, la population est plus faible, car il y a beaucoup de personnes qui ne vivent pas dans la zone, mais qui n'ont pas été officiellement déplacées. Mais il n'y a pas de données sur la population réelle. Le dernier enregistrement permettant de mesurer la population réelle a eu lieu en 2011, enregistrant le nombre de personnes qui vivent réellement dans la zone. Selon les municipalités, la population réelle est environ 70% de la population fictive.

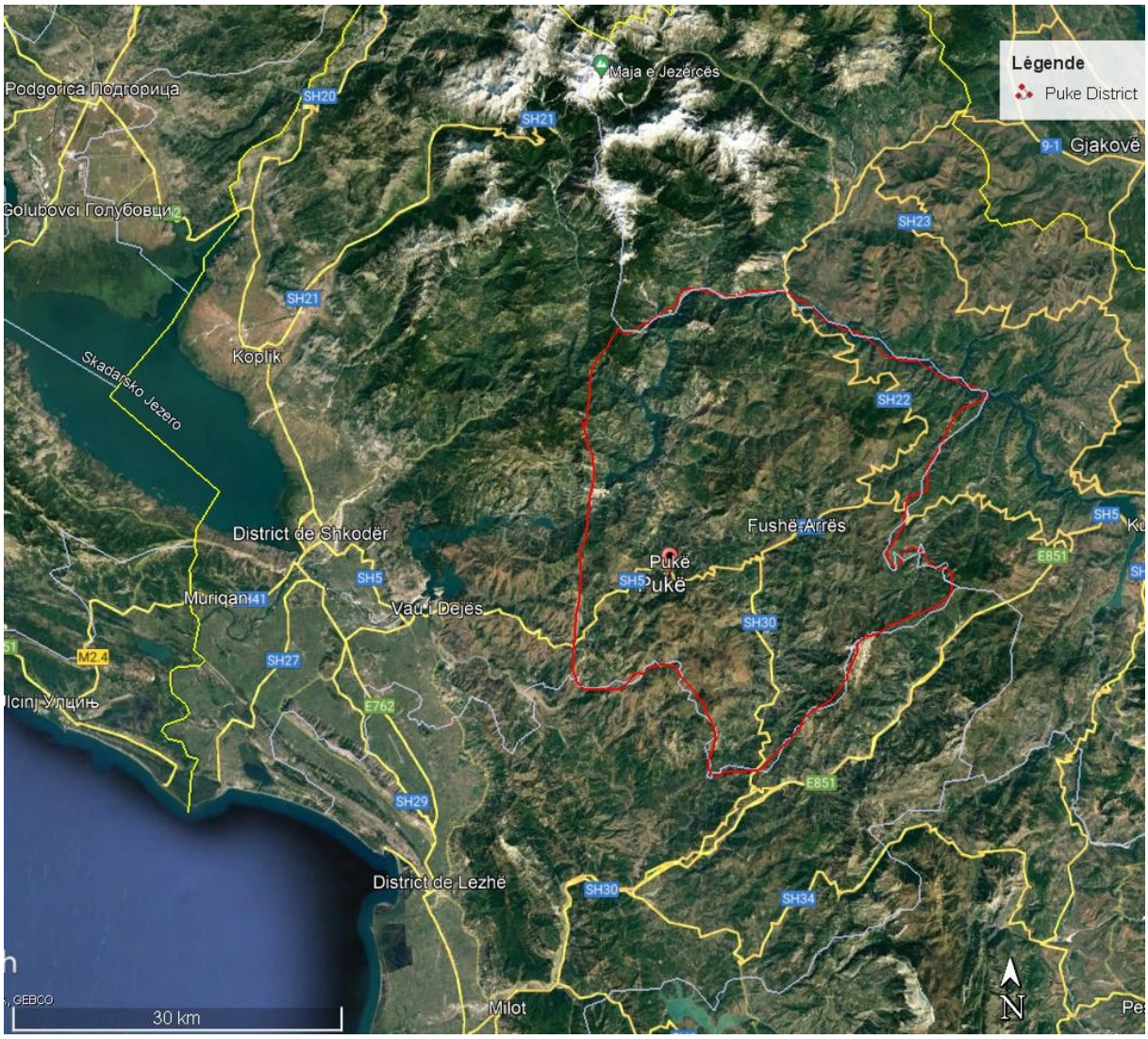
[179] Les données pour alimenter cette sous-section sont principalement fournies par AgroPukë

Carte 37 : Division administrative de la municipalité de Pukë (à gauche) et de Fushe-Arrez (à droit). Source : SiteWeb Porta Vendore[180], Profil des municipalités de Pukë et de Fushe-Arrez

L'économie : Le district de Pukë est aujourd'hui l'un des plus pauvres d'Albanie. Selon les données disponibles, 81 % des familles des zones rurales vivent uniquement de l'agriculture et de l'élevage. Les opportunités alternatives sont rares dans les villages, même pour les diplômés. Les ressources forestières et les produits dérivés des forêts constituent la source la plus importante de l'économie de Pukë. Pukë fait partie des districts les plus isolés du pays, avec un relief très montagneux. L'agro-industrie reste le point faible du district. Le manque d'expérience et d'infrastructures fait que plus de 80% de la production agricole et animale est destinée à l'autoconsommation.

Infrastructure et tourisme : situé entre des montagnes imposantes, le district de Pukë se caractérise par son relief accidenté et son isolement géographique. Bien que ce district possède un énorme potentiel pour le tourisme de montagne, sa faible infrastructure limite grandement sa capacité à exploiter pleinement sa position montagneuse. L'infrastructure est d'une importance cruciale dans les zones rurales, car elle constitue un obstacle majeur au développement de ces régions. Les routes, les réseaux de transport, l'accès aux services de base et les installations touristiques sont essentiels pour tirer parti des ressources naturelles et du patrimoine culturel que le district de Pukë a à offrir.

[180] https://portavendore.al/

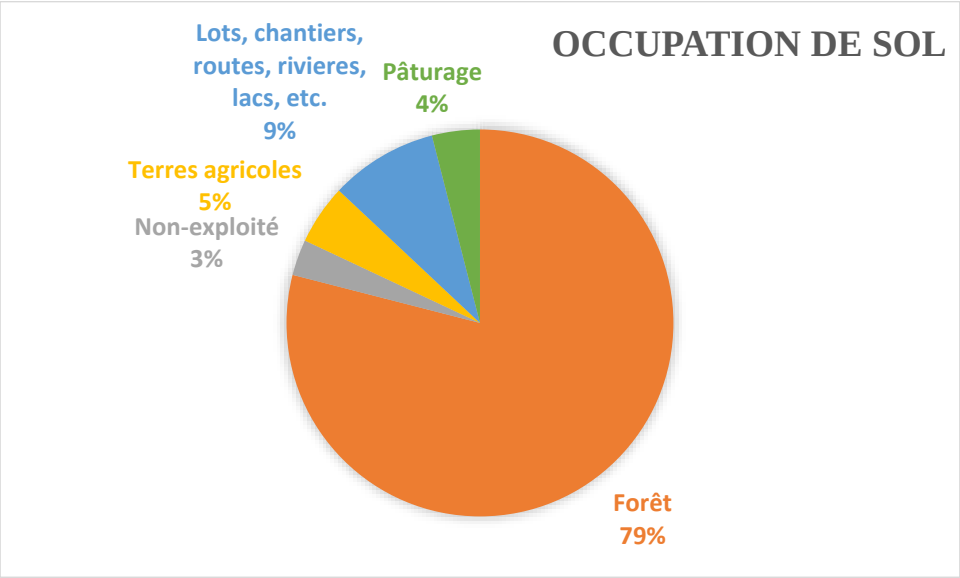


Carte 38 : L'infrastructure routière dans le district, représentée par une route d'accès principale couvrant l'ensemble du district. Source : Fond de carte Google Earth, modifié par E. Muco 2023

L'agriculture : L'agriculture et l'élevage jouent un rôle fondamental dans l'économie du district de Pukë, même si la superficie par habitant est largement limitée (450 m^2) (AgroPukë, 2016). Les principales cultures du district de Pukë sont le maïs, le blé, les haricots, les pommes de terre, *etc.* Près de 80% de la production locale est destinée à l'autoconsommation et une petite partie est commercialisée. L'analyse des indicateurs de production agricole et animale montre qu'ils sont inférieurs au niveau du potentiel productif du district. Même la production destinée au marché n'est souvent pas réalisée en raison d'une commercialisation et d'une production insuffisantes.

Propriété foncière : la particularité de Pukë vient du fait qu'après les années 1990, dans le district de Pukë, la loi 7501, qui prévoyait la division des terres agricoles par habitant, n'a

pratiquement pas été appliquée - chacun a repris son ancienne terre. Les autres zones telles que les forêts, les pâturages, les sources d'eau, les routes, *etc.*, sont restées la propriété de l'État (AgroPukë, 2016). Sur une superficie de 103 369 ha dans le district de Pukë, seuls 5 165 ha sont des terres agricoles, soit 4,99 % de la superficie totale (Graphique 11) (Ibid).



Graphique 31 : La structure foncière à Pukë. Source : (AgroPuka, 2016)

Cependant, même sur cette superficie totale de terres agricoles, seuls 2665 ha sont cultivés (plantés), car plus de 2500 ha de terres ayant bénéficié de la déforestation dans les années 1967-1989 se sont dégradés et transformés en terres non productives qui ne sont pas plantées et qui sont constamment endommagées par l'érosion massive (Ibid). Ces terres agricoles non productives, avec quelques mesures de protection contre l'érosion, peuvent être utilisées pour le pâturage (environ 1 200 ha) ou peuvent être reboisées et rendues à l'identité (1 300 ha) (Ibid).

Encadré 13 : Niveau de mécanisation à Pukë

Selon l'analyse produite par AgroPukë sur le niveau de mécanisation à Pukë

Le niveau de mécanisation de l'agriculture dans le district de Pukë est très faible. Aujourd'hui, environ 560 ha de terres sont cultivés à l'aide d'outils mécaniques, soit 21 % des terres cultivées, ce qui représente une baisse significative par rapport à 1990, lorsque les outils mécaniques étaient utilisés sur plus de 4 000 ha de terres. Au total, le district compte 24 machines agricoles, dont 20 pneus de tracteur, 2 tondeuses à gazon et 2 fraiseuses. Sur les 24 machines agricoles, 8 (soit 33%) sont subventionnées par AgroPukë. Les autres sont des investissements des agriculteurs. Les machines agricoles

disponibles dans le district de Pukë sont concentrées à Qerret, Gjegjan, Qelëz, Pukë, Iballa, Blerim, Gojan et Fushë Arrëz où les possibilités d'utilisation sont plus grandes en raison de la superficie relativement importante et du terrain plat. Les machines agricoles appartiennent principalement aux agriculteurs qui possèdent le plus de terres et qui travaillent leurs propres terres et celles d'autres agriculteurs moyennant une redevance par unité de surface. Les prix des procédés mécanisés sont élevés et généralement inabordables pour les petits agriculteurs. Dans ces conditions, les agriculteurs sont contraints de travailler la terre avec des animaux de trait ou avec des ailes, ce qui entraîne de faibles rendements. Souvent, les terres ne sont pas cultivées ou sont transformées en prairies et en pâturages pour le bétail.

Ressources forestières : Les terres forestières, qui comprennent les zones de végétation forestière et les pâturages, occupent environ 80 % de la superficie de la municipalité de Pukë . Ces ressources fournissent des produits, des services et des fonctions environnementales irremplaçables, et les habitants des zones rurales ont leurs moyens de subsistance étroitement liés à ces ressources naturelles. La flore est très riche et comprend 3 200 espèces, dont plus de 300 sont considérées comme des plantes médicinales, hétéro-lourdes et tannantes (AgroPukë, 2016). Surtout, la plupart de ces plantes sont adaptées aux sols accidentés, pauvres et secs, où les autres plantes agricoles ne peuvent pas pousser. Les plantes médicinales, les huiles essentielles et les baies constituent une excellente source de revenus pour les habitants du district de Pukë. Les plantes médicinales et les huiles essentielles sont des matières premières de base pour les industries pharmaceutiques et cosmétiques, et sont également utilisées dans les industries alimentaires et chimiques. En raison de leur valeur économique, écologique et scientifique, elles constituent l'une des ressources naturelles les plus importantes du district de Pukë. Aujourd'hui, la collecte et la transformation sont effectuées uniquement au sein de la communauté, sans organisation de l'État. Les plantes médicinales et autres produits forestiers sont collectés et transformés par les familles rurales pour leur propre usage ou pour le commerce. Même la collecte de plantes médicinales par des entités autorisées pour ce service est, dans la plupart des cas, sporadique et informelle. Certaines entités s'intéressent principalement aux champignons et à d'autres types de plantes médicinales, mais la capacité de production totale de la zone forestière de Pukë n'a jamais été utilisée. Le district de Pukë est riche en différents types de plantes médicinales et aromatiques, notamment l'origan (Origonum vulgariss), la fleur de baume (Hypericum perforatum), le genévrier rouge (Juniperus oxycedris), la mélisse (Melissa officinalis), l'églantier (Rosa canina), la sauge (Salvia officinalis), la

sarriette (Satureja montana), le sureau (Sambucus nigra), etc, (*Ibid.*). Les fruits rouges, les châtaignes et les champignons constituent une autre source de revenus très importante pour les Pukë. Ils sont dans leur état naturel, avec très peu de tentatives de culture. À l'exception de quelques parcelles de châtaignes à Blerim et Qerret, le reste est cultivé naturellement sur des terrains montagneux. Les myrtilles et les champignons sont les produits les plus recherchés et les plus valorisés sur ce marché.

Photographie 21 : Illustration d'une parcelle de châtaigniers cultivés dans une forêt publique du village de Blerim. Source : Cliché de E. Muco, 2021

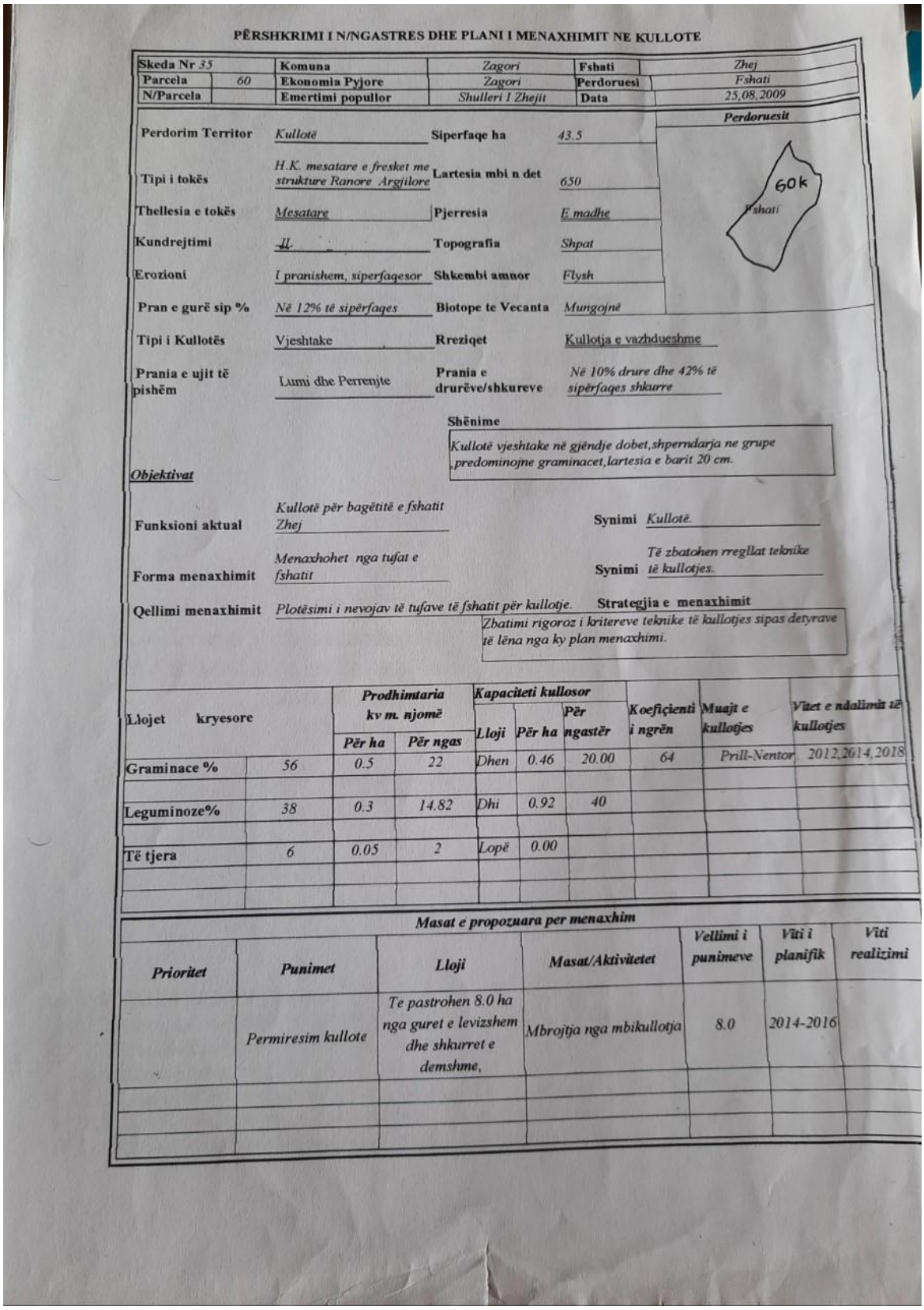
L'élevage : Le secteur de l'élevage domine dans le district de Pukë. Mais son développement extensif s'est traduit par de faibles rendements et de petits troupeaux. Selon les données fournies par AgroPukë pour l'année 2019, en moyenne, une famille rurale de Pukë possède 1,3 bovin et 5,2 ovins et caprins. Pukë dispose d'une capacité de pâturage permettant d'entretenir trois fois le nombre actuel de petits animaux. Il est important d'encourager et de subventionner l'augmentation du petit bétail, en particulier des chèvres, et d'améliorer leur race. Les produits et sous-produits de l'élevage couvrent une grande partie des besoins alimentaires de la population de Pukë. Environ 80 % des produits de l'élevage sont consommés pour les besoins

de la famille, le reste étant commercialisé. Bien que la production de produits d'élevage semble abondante, le rendement est en réalité faible. La production et la commercialisation du miel jouent un rôle important dans le revenu des familles d'agriculteurs. Le nombre de ruches et la production de miel ont été multipliés par cinq par rapport à 1990. L'association AgroPukë a joué un rôle important en fournissant aux apiculteurs l'assistance scientifique de spécialistes dans ce domaine, ainsi que dans la collecte, l'emballage, l'étiquetage et la vente du miel. L'intérêt des agriculteurs pour l'apiculture s'est accru la dernière décennie.

Photographie 22 : Démonstration photographique de terre non exploitée dans le village de Qerret. Source : Cliché de E. Muco, 2021.

Annexe 3

Cadre légale des ressources forestières et pastorales



PËRSHKRIMI I N/NGASTRES DHE PLANI I MENAXHIMIT NE KULLOTE

Skeda Nr 35		Komuna	Zagori	Fshati	Zhej
Parcela	60	Ekonomia Pyjore	Zagori	Perdoruesi	Fshati
N/Parcela		Emertimi popullor	Shulleri I Zhejit	Data	25,08,2009

				Perdoruesit
Perdorim Territor	Kullotë	Siperfaqe ha	43.5	60k Fshati
Tipi i tokës	H.K. mesatare e fresket me strukture Ranore Argjilore	Lartesia mbi n det	650	
Thellesia e tokës	Mesatare	Pjerresia	E madhe	
Kundrejtimi	JL	Topografia	Shpat	
Erozioni	I pranishem, siperfaqesor	Shkembi amnor	Flysh	
Pran e gurë sip %	Në 12% të sipërfaqes	Biotope te Vecanta	Mungojnë	
Tipi i Kullotës	Vjeshtake	Rreziqet	Kullotja e vazhdueshme	
Prania e ujit të pishëm	Lumi dhe Perrenjte	Prania e drurëve/shkureve	Në 10% drure dhe 42% të sipërfaqes shkurre	

Shënime

Kullotë vjeshtake në gjëndje dobet,shperndarja ne grupe ,predominojne graminacet,lartesia e barit 20 cm.

Objektivat

Funksioni aktual	Kullotë për bagëtitë e fshatit Zhej	Synimi	Kullotë.
Forma menaxhimit	Menaxhohet nga tufat e fshatit	Synimi	Të zbatohen rregllat teknike të kullotjes.
Qellimi menaxhimit	Plotësimi i nevojav të tufave të fshatit për kullotje.	Strategjia e menaxhimit	Zbatimi rigoroz i kritereve teknike të kullotjes sipas detyrave të lëna nga ky plan menaxhimi.

Llojet kryesore		Prodhimtaria kv m. njomë		Kapaciteti kullosor			Koeficienti i ngrën	Muajt e kullotjes	Vitet e ndalimit të kullotjes
		Për ha	Për ngas	Lloji	Për ha	Për ngastër			
Graminace %	56	0.5	22	Dhen	0.46	20.00	64	Prill-Nentor	2012,2014,2018
Leguminoze%	38	0.3	14.82	Dhi	0.92	40			
Të tjera	6	0.05	2	Lopë	0.00				

Masat e propozuara per menaxhim

Prioritet	Punimet	Lloji	Masat/Aktivitetet	Vellimi i punimeve	Viti i planifik	Viti realizimi
	Permiresim kullote	Te pastrohen 8.0 ha nga guret e levizshem dhe shkurret e demshme,	Mbrojtja nga mbikullotja	8.0	2014-2016	

Photographie 23 : Exemple de carnet pour une parcelle qui détient le numéro 60. Source : pris auprès de l'Agence Régionale de Gjirokastër (2021)

Encadré 14 : Exemple de calculs de paiement

Exemple : Dans la parcelle ci-dessous (Photographie 23), la taille est de 43,5 ha et c'est une parcelle d'hiver. Dans cette parcelle peuvent paître 20 moutons ou 40 chèvres. Le paiement par tête pour les ruminants est de 1 euro et il augmente à 10 euros par tête pour les bovins.

Par conséquent si l'éleveur a des brebis, il paie 20 euros pour avoir accès à cette parcelle. S'il y a des chèvres, sera 40 euros.

Pour postuler, l'agriculteur doit fournir les documents ci-dessous :

1. Document d'identité
2. Justification du vétérinaire pour la santé des animaux
3. Justification de paiement des obligations auprès d'une banque commerciale
4. Immatriculation des animaux
5. Numéro d'éleveur auto preneur *NIPT*

Encadré 15 : Loi No. 49/ 2016, Article 24 « Compétences ministérielles en charge de pâturages »

Ministère chargé des pâturages et des prairies

1. Le ministère est l'organe central responsable de la protection et de la bonne administration du fonds des pâturages, qui fait partie des zones protégées.

2. Le ministère est l'organe central responsable de l'élaboration des politiques et du cadre juridique, dans le but d'un développement durable du fonds de pâturage. Il dirige et organise :

a) l'élaboration des politiques, des stratégies, des plans d'action et d'élevage au niveau national, pour le développement et la gestion intégrée des pâturages et des prairies, la préservation de l'environnement, de l'équilibre biologique et de la biodiversité dans le fonds de pâturage ;

b) l'application des dispositions de la présente loi et des règlements d'application;

c) la conception des programmes d'études et la direction des activités de recherche scientifique, en collaboration avec les organismes de recherche scientifique spécialisés et les départements de l'Université agricole ;

d) la planification et l'utilisation des fonds pour les études sur les économies pastorales, pour l'évaluation et l'augmentation de la capacité de charge des pâturages et des prairies, ainsi que pour l'exécution de travaux et de constructions dans ces derniers, selon des projets, au niveau national ;

e) les travaux de détermination des économies pastorales et leur division en parcelles et sous-parcelles ;

f) l'élargissement des possibilités d'accroître les investissements privés dans les pâturages et les prairies et d'y engager des entreprises ;

g) la promotion de solutions et de nouvelles méthodes pour le traitement contemporain des pâturages, afin d'accroître leur utilisation rationnelle.

Encadré 16 : Loi No. 49/ 2016, Article 26 « Compétences municipales en charge de pâturages »

Compétences des municipalités et des propriétaires privés

Les municipalités sont propriétaires des pâturages publics situés sur leur territoire administratif. Les municipalités et les propriétaires privés qui possèdent des pâturages et des prairies ont les compétences suivantes :

a) conserver, administrer et utiliser les pâturages et les prairies, conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements d'application ;

b) établir, à leurs frais, des plans d'élevage de pâturages ou de prairies, qui sont approuvés par le ministre chargé des pâturages et des prairies ;

c) prendre des mesures pour prévenir les incendies et les éteindre ;

d) communiquer au ministère chargé des pâturages et des prairies les données nécessaires à l'inventaire et à l'inscription au registre du fonds des pâturages et des prairies, selon des formulaires types ;

e) notifier au ministère chargé des pâturages et des prairies les infections et les parasites qui apparaissent dans les pâturages et les prairies.

Encadré 17 : Loi No. 9385, « Pour les forêts et les services forestiers » date 4.5.2005 / modifié le 04.08. 2016

Article 9

Les structures du service forestier

1. Le ministère chargé des forêts est l'organe politique suprême dans le domaine des forêts et est responsable de l'élaboration de la législation forestière pertinente, dans le but d'un développement durable du fonds national des forêts et des pâturages.

2. Les structures responsables des forêts et des pâturages près des municipalités sont l'organe administratif du service forestier et sont chargées d'assurer la protection, une gouvernance stable et le contrôle de la bonne administration du fonds des forêts et des pâturages sur le territoire administratif de la municipalité.

3. Les employés du service forestier (police forestière) sont équipés d'un uniforme (avec des marques distinctives), d'un document d'identification, d'armes, de panneaux d'interdiction de circuler et d'autres moyens techniques, nécessaires et indispensables à l'accomplissement de la tâche. La détermination des règles pour l'entretien, la composition, les conditions d'utilisation et le remplacement de l'uniforme, de l'équipement et des autres outils sont déterminés par la décision du Conseil du ministère.

Encadré 18 : Loi No. 9385, Pour les forêts et les services forestiers, « Compétences ministérielles »

Article 10

Ministère chargé des forêts

1. Le ministère chargé des forêts est responsable de l'élaboration des politiques, des stratégies et de l'approbation des plans de gestion du fonds forestier national.

2. Ministère chargé des forêts :

2.1. Il s'agit d'un organe spécialisé dans l'élaboration des politiques, doté d'attributions techniques, de gestion, de contrôle et de conseil.

2.2. Il fournit un appui technique au fonds forestier national et a les missions suivantes :

a) la gouvernance politique des forêts et des terres forestières ;

b) la collecte de données sur le développement des forêts publiques et privées ;

c) la préservation de l'équilibre biologique du fonds forestier national ;

d) la tenue et l'administration de tous les documents pour la conception et la mise en œuvre des plans d'élevage et d'inventaire forestier, du cadastre forestier, des projets, des finances, des biens mobiliers et immobiliers, des données de base pour l'ensemble du fonds forestier et des pâturages et terres forestières, ainsi que des travaux d'aménagement.

e) le suivi de la mise en œuvre des plans d'élevage et l'inventaire des forêts, des pâturages, de la flore et de la faune sauvages, ainsi que la prévention des maladies, des parasites et des incendies ;

f) le suivi, la coopération, l'harmonisation et la direction des activités de recherche dans le domaine des forêts et des pâturages ;

g) le suivi de l'élaboration de méthodologies pour la collecte de données sur le développement du secteur des forêts et des pâturages, le traitement de ces données et la préparation d'informations pour le public ;

h) le soutien technique en conseillant les propriétaires privés et la communauté ;

i) le contrôle et la remise des travaux effectués dans les forêts et les pâturages, quelle que soit la source de financement.

Encadré 19 : Loi No. 9385, Pour les forêts et les services forestiers, « Compétences municipales »

Encadré 14 : date 4.5.2005 / modifié le 4.8. 2016,

Article 11

La structure responsable des forêts et des pâturages dans la municipalité

1. La structure responsable des forêts et des pâturages dans la commune est un organe spécialisé de ce service au niveau local, doté d'attributs techniques, de gestion et de conseil, dans la composition de la municipalité.

2. La structure responsable des forêts et des pâturages dans la municipalité assure des services techniques et publics dans le fonds forestier local et a pour mission :

a) la gestion globale des forêts et des terrains forestiers ;

b) la collecte de données sur l'évolution des forêts publiques et privées ;

c) la préservation de l'équilibre biologique du fonds forestier local ;

d) la préservation et la gestion de tous les documents pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'élevage du fonds forestier privé au sein de l'unité administrative de la municipalité ;

e) la tenue d'un registre des maladies, des parasites et des incendies dans les forêts et les pâturages de la commune ;

f) la préparation de projets d'investissements dans les forêts et les pâturages ;

g) la direction et la supervision des travaux d'amélioration des zones érodées et la lutte contre l'érosion, les glissements de terrain et les avalanches sur le territoire de la municipalité ;

h) le suivi, la coopération, l'harmonisation et la conduite des activités de recherche dans le domaine des forêts et des pâturages ;

i) la supervision du développement de la flore et de la faune sauvages et la proposition de méthodes de protection des espèces menacées, rares ou en voie de disparition ;

j) le soutien technique en conseillant les propriétaires privés et communautaires ;

k) l'organisation de formations et de services de conseil pour les propriétaires privés ;

l) le contrôle et la remise des travaux réalisés dans les forêts et les pâturages, quelle que soit la source de financement ;

m) l'entretien et l'exploitation des infrastructures du fonds forestier municipal ;

n) la conception et la mise en œuvre d'un programme de formation des employés des services forestiers et de leur formation professionnelle ;

o) le soutien au développement de l'agroforesterie dans la municipalité.

Annexe 4

Traitement et tests statistiques

Analyse de corrélation entre la variable dépendent et les variables indépendantes (connaissance et interaction).

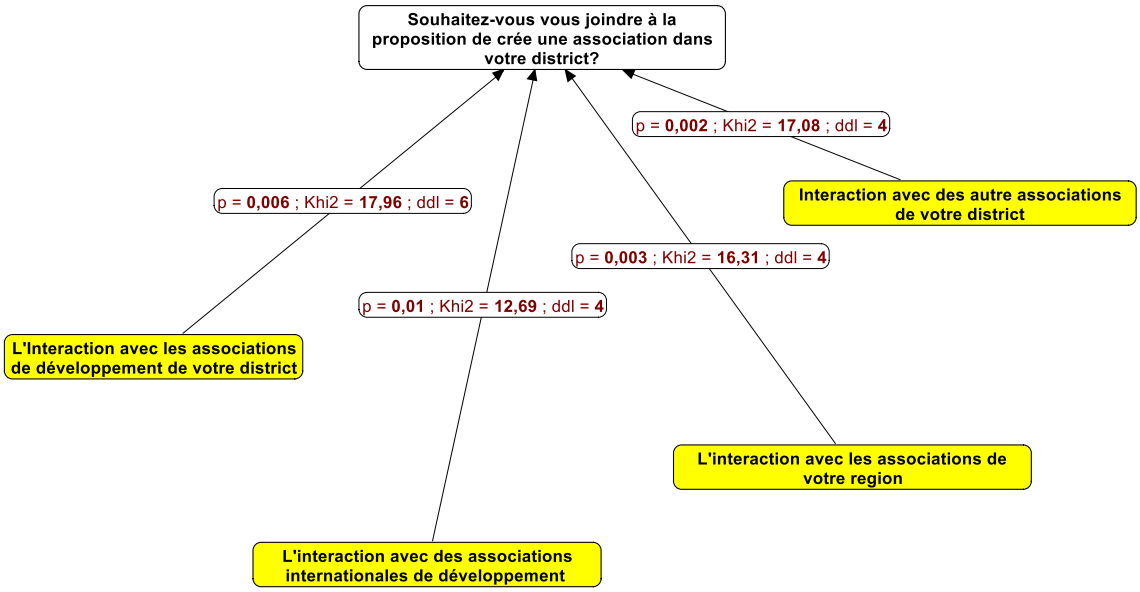


Figure 96 : L'impact de la connaissance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022

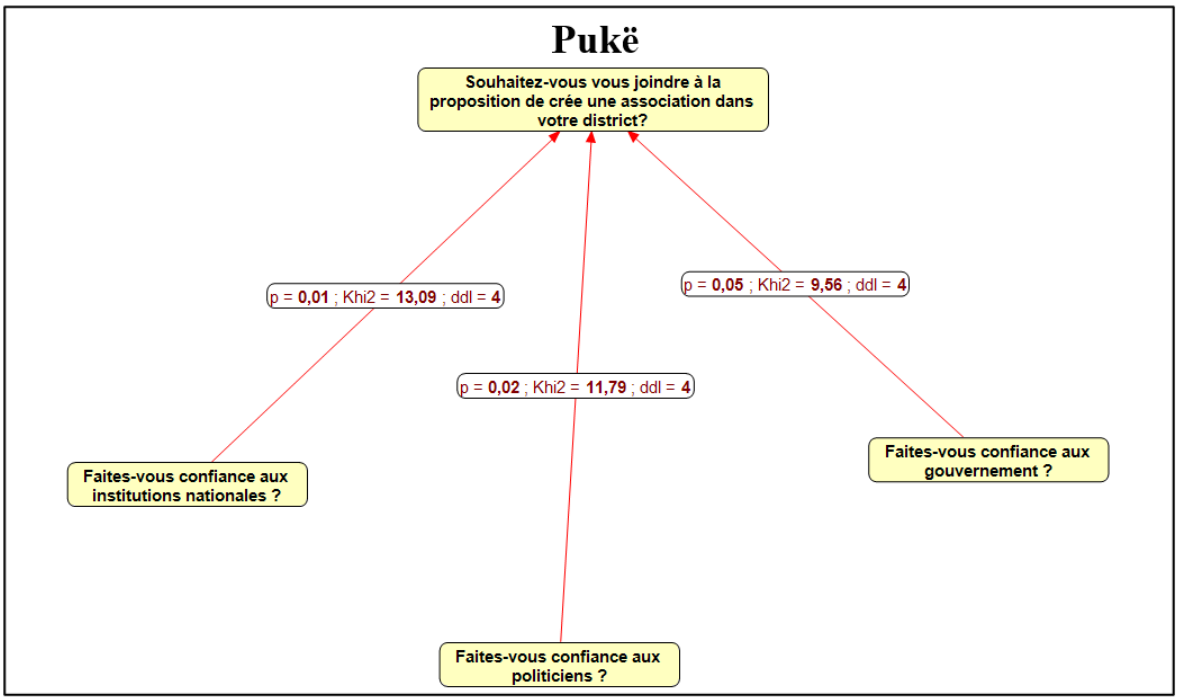


Figure 97 : L'impact de la confiance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022

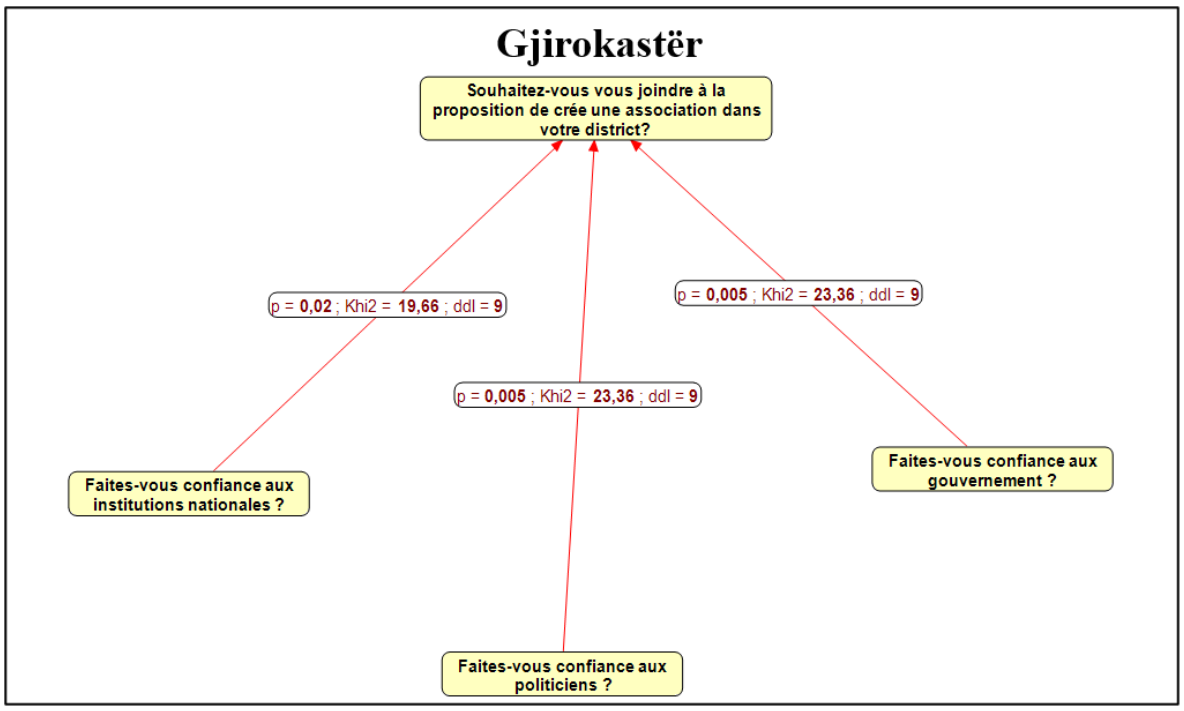


Figure 98 : L'impact de la confiance dans la volonté de coopération. Source : E. Muco, 2022

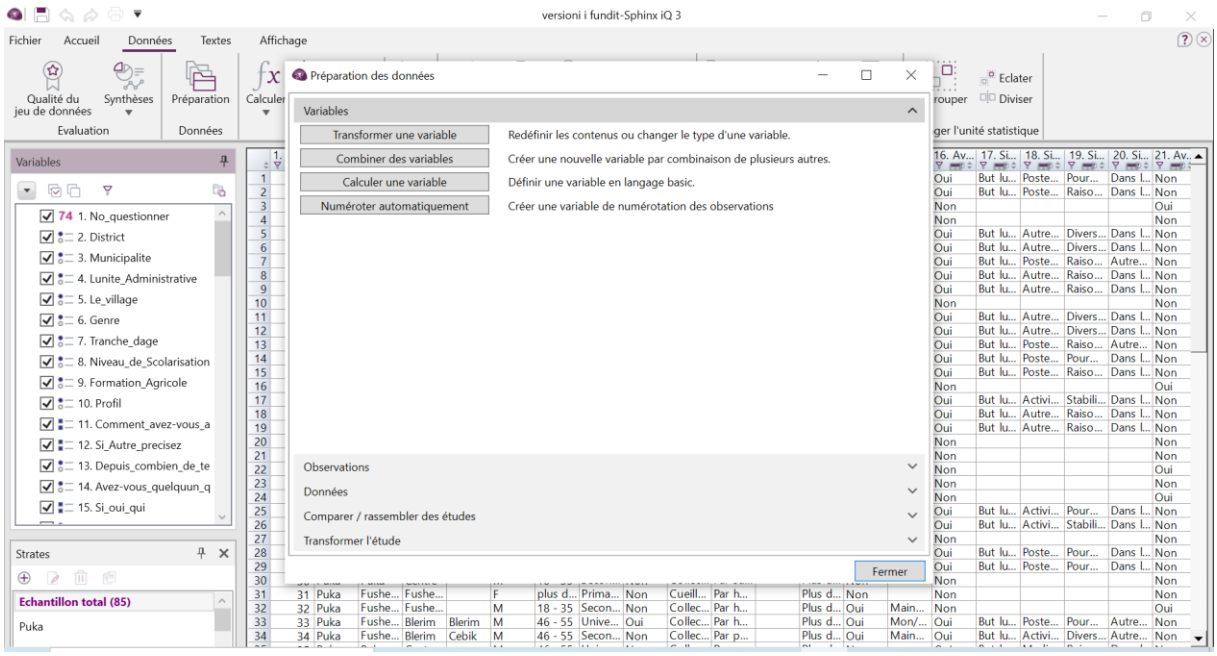


Figure 99 : Présentation avec la page de travail du logiciel Sphinx IQ3.

Figure 100 : Transcription des variables concernant le capital naturel. Source : E. Muco, 202

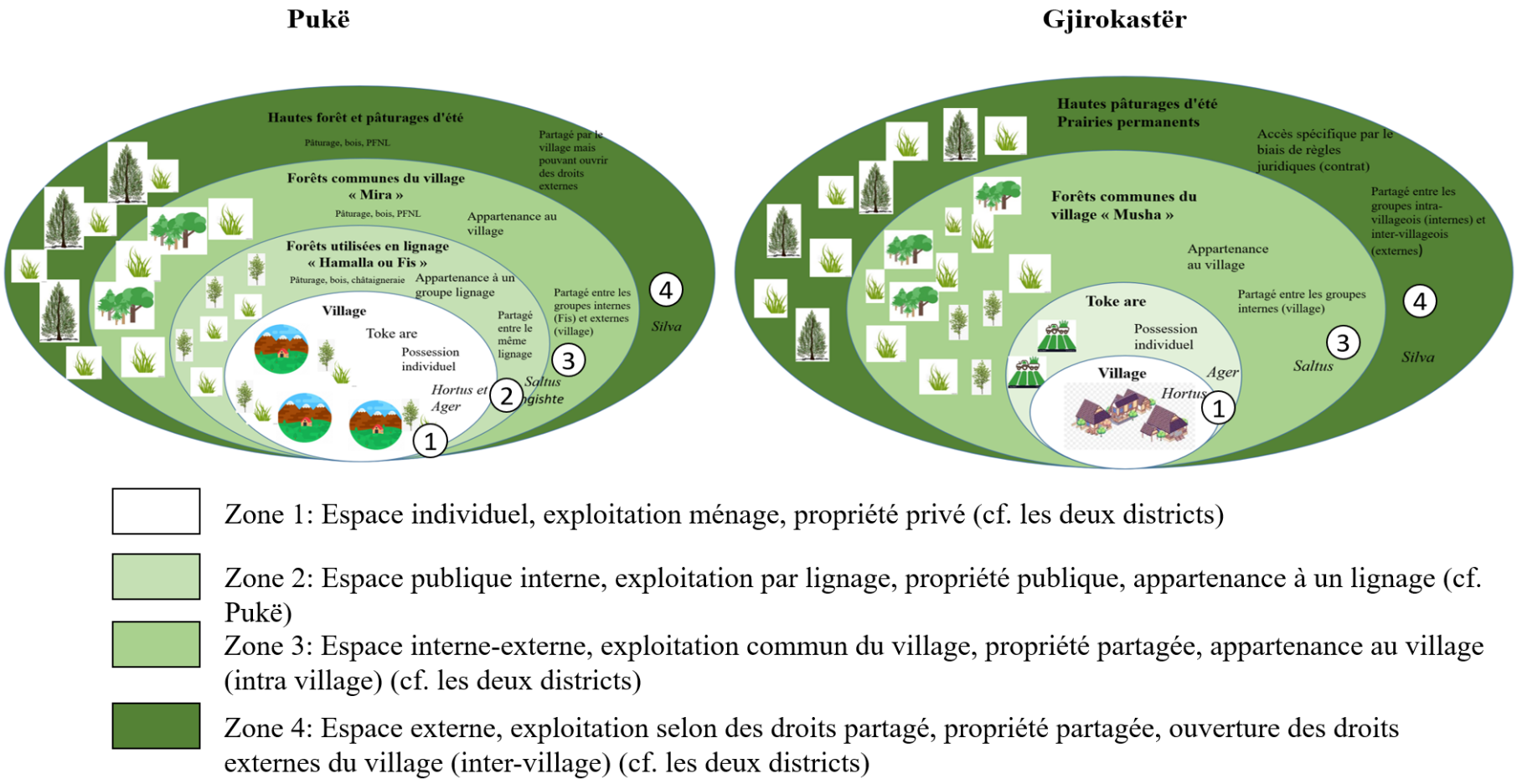


Figure 101 : Comparaison des modes d'accès et des utilisateurs des ressources entre les villages de Pukë et de Gjirokastër. Source : Conception de l'auteur (E. Muco, 2023)

Annexe 5

Images illustrant la déforestation à Pukë. Source : R. Toma, 2023

Annexe 6

No questionner

Généralités

District

- ☐ Puka
- ☐ Gjirokastër

Municipalité

- ☐ Puka
- ☐ Fushe-Arrez
- ☐ Gjirokastër
- ☐ Libohove
- ☐ Dropull

L'unité administrative

Le village

Genre

- ☐ F
- ☐ M

Tranche d'âge

- ☐ <18
- ☐ 18 - 35
- ☐ 36 - 45
- ☐ 46 - 55
- ☐ plus de 56

Niveau de Scolarisation

- ☐ Primaire
- ☐ Secondaire
- ☐ Universitaire

Formation agricole

- ☐ Oui
- ☐ Non

Profil

- ☐ Collecteur
- ☐ Cueilleur
- ☐ Cultivateur
- ☐ Transformateur
- ☐ Éleveur
- ☐ Producteur

Capital Humaine

Comment avez-vous appris votre métier ?

- ☐ Par suivre une formation
- ☐ Par passion
- ☐ Par héritage
- ☐ Quelqu'un d'autre m'a appris
- ☐ J'ai appris tout/e seul/e
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Depuis combien de temps pratiquez-vous cette activité ?

- ☐ Moins d'un an
- ☐ 5 - 10 ans
- ☐ 1 - 5 ans
- ☐ Plus de 10 ans

Avez-vous quelqu'un qui vous aide dans votre activité ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, qui ?

- ☐ Mon/ma conjoint/e
- ☐ Les amis
- ☐ Ma famille
- ☐ Main d'œuvre extérieur
- ☐ Les proches
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Avez-vous un autre travail en parallèle ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, s'agit-il d'une activité à but lucratif ou caritative ?

- ☐ But lucratif
- ☐ Autre
- ☐ But caritatif

Si 'Autre' précisez :

Si lucratif, c'est une :

- ☐ Autre activité agricole
- ☐ Poste de travail dans le secteur privé
- ☐ Activité non-agricole
- ☐ Autre
- ☐ Poste de travail dans le secteur publique

Si 'Autre' précisez :

Si oui, pourquoi ?

- ☐ Raisons économiques
- ☐ Diversification des revenus
- ☐ Diversification de l'activité
- ☐ Stabiliser les revenus
- ☐ Pour exercer mon métier
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Si oui, où est-t-il localisé ?

- ☐ Dans le village
- ☐ Autre village, même UA
- ☐ Autre UA
- ☐ Dans la ville, même municipalité
- ☐ Autre ville, même district
- ☐ Dans la région
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Avez-vous quelqu'un de votre famille qui travaille dans une institution publique ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, laquelle ?

Si vous avez l'occasion de quitter votre village/ville, vous ?

- ☐ Je ne quitte pas
- ☐ Je quitte immédiatement
- ☐ Que pour un meilleur travail
- ☐ Que pour aller à la capitale
- ☐ Que pour un autre pays
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Pourquoi ?

- ☐ Appartenance territoriale
- ☐ Difficultés liées au secteur et l'infrastructure
- ☐ Manques de possibilités pour partir (principalement l'âge, et manque d'une profession fixe)
- ☐ Pour améliorer ma qualité de vie
- ☐ Pour mieux scolarisé mes enfants
- ☐ Stabilité économique

Si une formation vous est proposée pour améliorer votre activité, vous :

- ☐ Pas besoin
- ☐ Pas d'intérêt
- ☐ Pas de temps
- ☐ J'accepterai
- ☐ Si c'est gratuit
- ☐ Oui même si c'est payant
- ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Capital Naturel

Type de ressource

 Forêts
 Pâturage
 Autre

Si 'Autre' précisez :

La nature de ressource

 Privé
 Publique
 Mixte
 Je ne sais

Payez-vous pour la ressource ?

 Oui
 Non

L'accès à la ressources

 Droit historique d'utilisation
 Accord verbale
 Contrat annuel
 Contrat saisonnier
 Autre

Si 'Autre' précisez :

La qualité de la ressource ?

Très bonne qualité	Qualité plutôt bonne	Qualité moyenne	Mauvaise qualité

Changement dans la qualité (10 dernières années)

 Oui
 Non
 Je ne sais pas

Conflits liée à l'utilisation ?

 Oui
 Non

Capital social

	Où est localisé cet acteur?		De 1-10, combien connaissez-vous cet acteur?		Comment connaissez-vous cet acteur?		Aimez-vous travailler avec cet acteur?	
Cueilleurs	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Collecteurs premier niveau	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Transformateurs PMA	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Collecteurs deuxième niveau	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Distributeurs	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Éleveurs	☐ Village	☐ District	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8	☐ Relation professionnelle	☐ C'est mon voisin	☐ Oui	☐ Ça dépend

	☐ Commune ☐ Ville	☐ Région ☐ Autre région	☐ 4 ☐ 5	☐ 9 ☐ 10	☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Non	
Producteurs	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend
Consommateurs	☐ Village ☐ Commune ☐ Ville	☐ District ☐ Région ☐ Autre région	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5	☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10	☐ Relation professionnelle ☐ Relation amicale ☐ Relation familiale	☐ C'est mon voisin ☐ C'est quelqu'un très connue dans la zone ☐ Autre	☐ Oui ☐ Non	☐ Ça dépend

Expansion des réseaux sociaux dans votre environnement : Connaissez-vous ... 0 = pas du tout; 10 = je les connais très bien

	0										10
Vos Voisin	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les habitants de votre village/quartier	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Vos proches / la famille élargir	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
le chef du village	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
le chef du UA	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Le maire	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les politiciens du district	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Le responsable d'agriculture	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Le ministre d'agriculture	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les associations de votre district	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les associations nationales agricoles	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les associations internationales agricoles	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Les associations agricoles de votre région	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Des autres associations de votre district/région	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□

Faites-vous partie d'une association ?

□ Oui □ Non

Si oui, laquelle ?

Si oui, à quel niveau l'association opère-t-elle ?

 Locale
 Régionale
 Nationale
 Internationale
 Autre

Si 'Autre' précisez :

Si oui, les relations entre les membres de l'association sont :

 Professionnelle
 Familiales
 Amicales
 Autre

Si 'Autre' précisez :

Quel est votre rôle dans l'association ?

Quels sont les avantages de participation à l'association ?

 Je connais les personnes engagées dans mon activité
 Je connais des personnes importantes dans ma région
 Je connais des personnes importantes au niveau national
 Je suis plus proche de l'information
 Reconnaître les nouvelles innovations
 J'ai plus d'opportunités de marché
 J'ai plus d'informations sur les prix
 J'ai plus d'opportunités de financement
 Je connais plus de ressources financières
 Echanges de matériaux
 Autre

Si 'Autre' précisez :

Rayon de confiance aux différents niveaux sociaux : à quel point faites-vous confiance à … [1=pas du tout; 5=tout à fait confiance]

	Pas du tout confiance				Tout à fait confiance
Les membres de votre famille	☐	☐	☐	☐	☐
Vos voisins	☐	☐	☐	☐	☐
Vos concitoyens	☐	☐	☐	☐	☐
Les citoyens des autres villages	☐	☐	☐	☐	☐
Les associations albanaises	☐	☐	☐	☐	☐
Les associations internationales	☐	☐	☐	☐	☐
Les fournisseurs	☐	☐	☐	☐	☐
Les transformateurs	☐	☐	☐	☐	☐
Les collecteurs	☐	☐	☐	☐	☐
Les institutions locales	☐	☐	☐	☐	☐
Les institutions régionales	☐	☐	☐	☐	☐
Les institutions nationales	☐	☐	☐	☐	☐
Les politiciens	☐	☐	☐	☐	☐
Le gouvernement	☐	☐	☐	☐	☐

Si vous deviez quitter le village/la ville pour quelques jours, à qui confieriez-vous la terre/le bétail ?

☐ Membre de famille
☐ Les proches
☐ Les voisins
☐ N'importe qui dans le village
☐ Autre

Si 'Autre' précisez : _____

Participation à la vie associative : contribuez-vous ? [1 = pas d'accord du tout; 4 = Tout à fait d'accord]

	Pas d'accord du tout			Tout à fait d'accord
Contribueriez-vous économiquement à améliorer un service dans votre village ?	☐	☐	☐	☐
Contribueriez-vous économiquement pour aider un autre villageois en nécessité ?	☐	☐	☐	☐
Contribueriez-vous économiquement pour aider un proche dans en nécessité ?	☐	☐	☐	☐
Contribueriez-vous économiquement à aider un habitant d'un autre village dans le besoin?	☐	☐	☐	☐
Souhaitez-vous vous joindre à la proposition de créer une association dans votre village/ville ?	☐	☐	☐	☐
Souhaitez-vous rejoindre la proposition de créer une association culturelle/sportive dans votre village/ville ?	☐	☐	☐	☐

Liberté d'expression et influence : [oui; non; je ne sais pas]

	Oui	Non	Je ne sais pas
Si vous proposez une idée, pensez-vous que d'autres résidents la considéreraient ?	☐	☐	☐
Êtes-vous la personne la plus influente du village ?	☐	☐	☐
Pouvez-vous exprimer librement votre mécontentement ?	☐	☐	☐
Pouvez-vous exprimer librement votre conviction politique ?	☐	☐	☐
Pouvez-vous exprimer librement votre mécontentement vis-à-vis des responsables politiques locaux ?	☐	☐	☐

Avez-vous quelqu'un de votre famille en émigration ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelle est leur situation ?

☐ Situation régulière ☐ Autre

☐ Situation irrégulière

Si 'Autre' précisez :

Si oui, vous aident-ils financièrement ?

☐ Non ☐ Que en cas d'urgence

☐ Oui régulièrement ☐ Très rare

☐ Par fois ☐ Autre

Si 'Autre' précisez :

Et avant ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, prévoient-ils de retourner au village/à la ville ?

☐ Oui ☐ Je ne sais pas

☐ Non

Si oui, prévoient-ils d'investir dans la zone?

 Oui Je ne sais pas

 Non

Y a-t-il des immigrés qui sont revenus et ont investi dans le village/la ville ?

 Oui Je ne sais pas

 Non

Si oui, de quels pays sont-ils venus ?

Volonté de poursuivre l'activité : [1 = Pas du tout d'accord ; 5 = Tout à fait d'accord]

	Pas du tout d'accord				Tout à fait d'accord
Je suis très satisfait de mon travail	☐	☐	☐	☐	☐
Je suis très satisfait de mon village/ville	☐	☐	☐	☐	☐
Je veux que mes enfants vivent ici	☐	☐	☐	☐	☐
Je veux que mes enfants fassent la même chose que moi	☐	☐	☐	☐	☐
Je veux que mes enfants vivent ici, mais faire quelque chose de différent	☐	☐	☐	☐	☐
Je veux que mes enfants quittent la ville / le village	☐	☐	☐	☐	☐
Je veux que mes enfants quittent le Pays	☐	☐	☐	☐	☐

Table des matières

Résumé **7**

Remerciements **9**

Sommaire **12**

Abréviations **13**

Glossaire **15**

Introduction Générale **16**

Première partie : Albanie – une ruralité singulière dans un territoire régional en transition **24**

Chapitre 1 : Contexte politique et économique en Albanie : une trajectoire historique de changements majeurs qui ont impacté la cohésion rurale 26

1. Shqiperia - un Pays en transition 27

1.1. Une identité menacée en région Balkanique 29

1.2. Les prémices des réformes agraires - Etat autonome, prétentions étrangères et guerres mondiales (1912 – 1945) 31

1.3. Le régime dictatorial d'Enver Hoxha et l'influence dans les campagnes albanaises (1945-1990) 34

1.4. Le grand tournant (1990) – l'établissement d'un système démocratique handicapé 42

1.4.1. D'une économie centralisée vers l'économie de marché 43

1.4.2. …débuter avec un système politique pluraliste fragile 44

1.4.3. Une économie émergente face à l'instabilité politique 47

1.4.4. La réforme agraire - une réforme sociale ou une réforme radicale ? 48

1.5. 1997 : un coup dur pour la nouvelle économie en croissance 54

1.6. Une nouvelle époque de changements socio-économique et politique 56

2. Les perspectives agricole et rurale face aux changements majeurs 60

2.1. Quel impact de la réforme foncière de 1991 ? 65

2.2. Le foncier albanais entre la tradition et l'histoire des transitions 70

2.3. Un focus sur la gestion institutionnelle des ressources forestières et pastorales 74

3. Conclusion premier chapitre 77

Chapitre 2 : Dynamique territoriale en Albanie : vers une transition duale en perspective - regards croisés sur les districts de Pukë et de Gjirokastër..... 80

1. Transition de l'Albanie vers l'intégration européenne 80

1.1. L'intégration européenne désormais à portée de main, intensifiant la pression du changement..... 81

1.1.1. Une transformation en marche..... 84

1.1.2. L'aménagement du territoire en Albanie d'un point de vue historique 85

1.1.3. Nouvelle ère des changements administratifs et territoriaux 90

1.1.4. Inclure une politique d'aménagement du territoire : une priorité ou une « corde autour du cou » ? 99

1.2. La « culture » de l'aménagement du territoire en Albanie est-elle prégnante ? 105

1.3. La taille compte-t-elle ? Analyse des disparités locales à travers la réforme administrative et territoriale en Albanie..... 107

2. Les échelles géographiques retenues et l'intérêt des zones d'études de Gjirokastër et de Pukë 109

2.1. Le district de Gjirokastër : un espace d'héritages socio-économiques et d'interfaces 110

2.2. Le district de Pukë : un territoire d'une nature domestiquée, mais enclavé..... 115

2.3. Une perspective croisée des districts de Gjirokastër et de Pukë - similitudes et différences à mettre en évidence 122

3. Une entrée par des territoires construits, la révélation des jeux d'acteurs 124

3.1. De la réforme territoriale au développement territorial 124

3.1.1. Comprendre la notion de territoire..... 125

3.1.2. Entrée par la territorialité plutôt que le territoire 127

3.1.3. Comprendre le développement territorial des zones rurales et comment peut-il être mobilisé dans les deux territoires d'études ? 128
3.2. La ressource territoriale au cœur du développement territorial 130
4. Conclusion du deuxième chapitre 131
Chapitre 3 : L'espace rural en Albanie : une ruralité qui questionne 134
1. La ruralité en Albanie, une source de questions et d'inquiétudes pour son avenir ? 135
1.1. Définir la ruralité par les caractéristiques des zones rurales – un débat scientifique 136
1.1.1. Une mode de vie en communauté - typologie partant des éléments socio-économiques 137
1.1.2. Des zones à faible population – typologie par la densité démographique 139
1.1.3. Des zones rurales excentrées et à faible diversité économique 142
1.2. Zones rurales et agriculture : une réalité albanaise 143
2. Entrer par la ruralité des zones d'études 148
2.1. La vie rurale et l'agriculture : quelle ruralité à Gjirokastër ? 148
2.1.1. La vallée de Drino et les campagnes favorisées 155
2.1.2. Dans la chaîne de Mali Gjere vivant de l'élevage 156
2.1.3. Les campagnes transfrontalières 159
2.1.4. L'élevage à Gjirokastër : une activité traditionnelle et économique des zones rurales 160
2.1.5. La tradition fromagère à Gjirokastër représente un pilier important de l'économie rurale 164
2.2. Une ruralité enclavée et endogène à Pukë 167
2.2.1. Une homogénéité rurale au sein du district accentuée par des facteurs sociaux et économiques 168
2.2.2. Une vie rurale façonnée par les ressources forestières 172
2.2.3. L'importance socio-économique des produits non ligneux 174
2.3. Que peut-on retenir de la ruralité à Gjirokastër et Pukë ? 177

3. Conclusion troisième chapitre 179

Deuxième Partie : Une méthodologie basée sur le Capital Territorial 182

Chapitre 4 : Le capital territorial, dispositif conceptuel et méthodologique pour appréhender la ruralité dans les deux terrains 184

1. La mobilisation du capital territorial : approche théorique et applicabilité 185

1.1. Le capital territorial en milieu rural comme objet d'étude 192

1.2. Synergie des différents capitaux dans le capital territorial 201

2. Rentrer par le capital social pour explorer le capital territorial 203

2.1. Capital social, une notion pluridisciplinaire mais toujours source de débats ... 204

2.1.1. Une notion polysémique dans le milieu scientifique 208

2.1.2. Les formes et les dimensions du capital social 212

2.2. La face cachée du capital social 219

3. Conclusion quatrième chapitre 221

Chapitre 5 : Protocole de terrain pour caractériser le capital territorial à Pukë et à Gjirokastër 223

1. Définir le périmètre géographique de la recherche 224

1.1. Gjirokastër, un terrain pertinent et déjà investi sous l'angle du capital social . 224

1.2. Pukë, un terrain « neuf » mûrement réfléchi 225

2. Deux territoires sous un regard croisé 226

2.1. Le triangle territoire - ressource - filières comme entrée méthodologique 227

2.2. Les capitaux multiples comme méthode empirique de recherche 231

3. Construire une typologie des acteurs grâce à leur identification, leur regroupement et leur localisation 234

3.1. Articuler plusieurs techniques d'enquêtes dans une approche multi-acteurs ... 240

3.2. Des outils méthodologiques différents pour chaque groupe d'acteurs 243

3.2.1. Compréhension de la dynamique des acteurs et des territoires par les guides d'entretiens 243

3.2.2. Le questionnaire comme protocole de recherche pour rendre intelligible la communauté locale 249

3.3. Un triptyque compréhensif pour appréhender les terrains d'études 254

4. Collecte et traitement des données empiriques 258

4.1. Première phase exploratoire de terrain 258

4.2. Deuxième phase de terrain 259

4.2.1. Collecte des données à Pukë 260

4.2.2. Collecte des données à Gjirokastër 266

4.2.3. Transcription des entretiens sur le terrain : une modalité de « conservation » des dires d'acteurs hors du questionnaire 269

4.3. Application de la typologie des acteurs par les outils statistiques et cartographiques 270

4.3.1. Catégorisation sociale et spatiale des interactions entre les acteurs 273

4.3.2. Analyse statistique - test de significations des relations pour interpréter l'impact de chaque variable dans la volonté de coopérer 276

4.3.3. Analyse cartographique : projection spatiale d'éléments d'organisation des acteurs 279

4.4. Enjeux et difficultés rencontrés au cours du travail de terrain 281

5. Conclusion du chapitre 5 283

Troisième partie : L'approche du développement territorial par la mobilisation du capital social et des ressources 285

Chapitre 6 : La gouvernance territoriale des ressources communes et l'émergence des nouveaux acteurs spatialisés 287

1. Éclaircissement des régimes de droits dans le cadre des ressources dites communes 288

1.1. Les ressources forestières et pastorales, des régimes de droits qui complexifient l'analyse 290

1.1.1. Les ressources forestières et pastorales en Albanie conduisent à une juxtaposition de régimes de droits 293

1.1.2. La multiplicité des droits sur les ressources forestières et pastorales en Albanie est source de litiges 294

1.2. Comprendre le régime de droit des ressources forestières et pastorales dans les deux communautés 296

1.2.1. Un modèle de référence pour l'organisation spatiale des usages forestiers et pastoraux par les communautés locales 296

1.2.2. Le village, première échelle géographique de gestion commune des ressources forestières et pastorales 301

1.3. Gestion des ressources communes : synergies et tensions entre les acteurs socio-spatiaux 307

1.3.1. La communauté locale est-elle garante de la bonne gouvernance des biens communs ? 307

1.3.2. Une vision complémentaire de la gouvernance des ressources communes par le rapport communauté locale / acteurs gouvernementaux 309

1.3.3. L'acteur associatif, un « intermédiaire » régulateur ? 312

2. Des résultats sur la gestion des ressources communes dans les zones d'études suite aux terrains 318

2.1. Des systèmes fonciers complexes et diversifiés marqués par des contrastes humains et sociaux 318

2.2. Une logique territoriale collective renforcée par AgroPuka à Pukë 320

2.3. L'élevage à Gjirokastër, un patrimoine naturel en danger 326

2.3.1. Logique individualiste et transhumance à Gjirokastër : une contradiction de fond ? 327

2.3.2. Le fromage, un patrimoine socio-économique menacé : la question de la transmission 331

3. Conclusion du sixième chapitre 338

Chapitre 7 : Capital social et ressources forestières et pastorales : du vivre ensemble au produire ensemble 340

1. Le capital social - un ensemble de normes et de valeurs qui façonnent l'accès aux ressources communes et l'organisation des sociétés rurales 340

1.1. Le capital social permet, avant tout, un meilleur accès aux ressources 340

1.1.1. Des formes diverses d'organisation définies par la manière dont les communautés accèdent aux ressources et les exploitent 342

1.1.2. Les relations sociales - catalysatrices – favorisant le capital social au sein d'un groupe territorial 344

1.1.3. La réciprocité encourage les individus à entreprendre des actions collectives 346

1.2. Les normes et valeurs sociales, deux moteurs de la vie en communauté..... 349

1.2.1. Liens de connaissance - les deux faces d'une même pièce 350

1.2.2. La confiance est-elle un facteur déterminant pour « jouer seul » ou « jouer ensemble » ? 356

1.2.3. Quelle forme de confiance peut renforcer l'action collective parmi les acteurs à Pukë et à Gjirokastër ? 365

1.3. Existe-t-il une relation entre le niveau de connaissance et celui de confiance ? 368

2. Différences marquées dans la participation civique : présence positive à Pukë, quasiment inexistante à Gjirokastër 372

2.1. L'engagement civique et son importance dans le développement territorial ... 372

2.2. Les avantages de la participation civique 377

2.2.1. L'engagement civique renforce l'appartenance territoriale dans un contexte rural contraignant 378

2.2.2. L'engagement civique : un pont entre les acteurs communautaires et économiques dans une logique organisationnelle 380

3. Conclusion du chapitre 7 383

Chapitre 8 : Le capital social comme vecteur du développement territorial : une approche par les réseaux sociaux et la proximité 384

1. Définition du réseau social - concepts de base 384

1.1. Structurer les réseaux sociaux des acteurs du point de vue du secteur de production et du territoire 388

1.1.1. Configuration des nœuds et des liens dans une analyse des réseaux sociaux partant de Pukë et de Gjirokastër 388

1.1.2. Configuration des réseaux sociaux à Pukë et à Gjirokastër 391

1.1.3. Configuration du profil des acteurs 395

1.2. À Pukë le réseau social est plus dense et marqué par des acteurs connectés ... 398

1.2.1. Groupe 1 : Cueilleur et cueilleur/transformateur 403

1.2.2. Groupe 2 : Collecteurs et collecteurs/transformateurs 407

1.2.3. Groupe 3 : Cultivateur/collecteur et cultivateur/transformateur 409

1.2.4. Groupe 4 : Transformateur 411

1.3. Structuration du réseau à Gjirokastër : une densité faible entre acteurs connecteurs et acteurs connectés 412

1.3.1. Caractérisation des liens de la filière fromagère à Gjirokastër 413

1.3.2. Les « baxho » un profil central dans le réseau en tant que « pont » de connexions 418

1.3.3. Les éleveurs, des acteurs connectés dans un réseau social et économique 420

1.4. Comprendre la dynamique des réseaux et leur impact sur la coopération par une approche comparative entre les deux districts 423

2. Introduction de la notion de proximité : quelle application dans les zones d'étude 425

2.1. La proximité, une notion ambiguë mais fondamentale dans une approche de développement territorial 426

2.2. Quelle est l'influence de la spatialité dans le réseau de relations ? 431

2.3. Quelle forme de proximité pour favoriser des relations de coopération ? 436

3. Conclusions chapitre 8 438

Conclusion générale 441

Références 452

Figures 480

Graphiques 486

Cartes **488**

Encadrés **493**

Annexe **494**

Annexe 1 494

Annexe 2 498

Annexe 3 526

Annexe 4 532

Annexe 5 537

Annexe 6 540

Table des matières **553**